Toute reproduction d'un extrait quelconque de ce livre par quelque procédé que ce soit est interdite sans autorisation de l'éditeur.

Dépôt légal : D/1997/7282/04
ISBN : 2-930198-03-6

FREDDY JORIS

PIERRE FLUCHE

ET LE MOUVEMENT OUVRIER VERVIETOIS SOUS LEOPOLD II

GAMMA PRESS
et
SERVICE BIBLIOTHEQUE ET ARCHIVES
INSTITUT EMILE VANDERVELDE

En couverture :
Les troubles de Verviers du 29 juin 1870,
gravure (Musées communaux de Verviers).

ET... BASTA !

Curieuse démarche qui me conduit heureux à parler d'un travail que je goûte sans oser l'effleurer. Combien il serait malvenu, vous l'avez compris, de verser dans ces paraphrases de préfacier qui, sans précautions, sans pudeur vous déflore une œuvre, brise net l'élan du découvreur et réduit le propos à quelques banalités enrobées de suffisance pour ne pas dire d'égoïsme. Comme si commenter le travail d'autrui vous autorisait à en retirer une quelconque gloire. Parler d'une joie simple et pure, celle d'un savoir partagé avec bonheur et sans réserve, ne relève pas de l'ordre des choses de notre temps. Et de vous dire en peu de mots de gagner l'essentiel, par-delà ces lignes superflues, au plus vite.

Joris tient table ouverte et les mets sont de choix, rassemblés patiemment au cours de vies et de rencontres, sélectionnés avec discernement parmi les meilleurs fonds, agencés en accord, sans fautes de goût, assaisonnés avec justesse et perspective. Maître Joris aux fourneaux de l'Histoire et qui plus est de l'Histoire verviétoise, un repas de fête où se fondent saveurs connues et inconnues, de l'anecdote à la fresque. Rien de trop lourd, pas de plats académiques en sauce épaisse, mais bien le subtil mélange des touches épicées de l'humanisme, celles qui donnent du corps aux phrases et aux mots, qui font de l'homme un modèle et d'une idée un combat.

Nul besoin de petite ou grande faim, ici on picore à plaisir, sans se lasser, même si l'on sait que le festin ne prendra sa pleine mesure qu'au cours des dix-sept services qui se déclinent sur plus d'un demi-siècle.

Paradoxe du jeu, la finesse de la présentation renforce l'âpreté du propos; évocation brillante de ces femmes et de ces hommes du peuple qui travaillent plus qu'ils ne vivent. Point de maniérisme déplacé, de mise en scène sociale de la pauvreté, mais une lumière crue braquée sur le peuple des besogneux, des oubliés, des humbles, des gueux, des bêtes révoltées. Avec déjà dans les parcs et les propriétés bourgeoises, un

parfum de décadence. Celui qui s'incrustera dans les lambris, les ors et les tentures, avant d'envahir la demeure et de gagner les ateliers tout proches.

Cette ambiance surannée, fin de régime, qui perdurera jusqu'à peu, lorsque à la sortie de la gare centrale un panneau bleu et blanc annonçait aux visiteurs leur arrivée dans la capitale mondiale de la laine. Alors que partout de la ville aux banlieues, du centre aux faubourgs, la même logique implacable avait sévi. Celle qui avait vu l'exploiteur se muer en profiteur puis en déserteur, sans état d'âme, sans pudeur ni scrupule, précipitant en moins d'un siècle les ouvriers du prolétariat à l'assistance.

Il y a tout cela derrière le lourd rideau et bien d'autres choses encore sur les hommes et leurs mœurs, le pouvoir et l'argent, la révolte et le sang.

Puis au fond de l'évocation, comme un fil rouge médian qui conduit le jeune insoumis, la quarantaine venue, sur le chemin de raison, certains diront du reniement. Le moment des choix concrets, le cœur déchiré entre passion et réalisme, l'âme chavirante de fidélité en nécessité, l'angoisse du lendemain soulignée par les premiers départs des proches et des amis, le bilan d'une existence, rongée par le temps, minée par les questions. Cette course éperdue et vaine en quête du sens de la vie et l'obsession de l'acte qui porte ses fruits aujourd'hui et demain. Un sentiment diffus d'inutilité et d'urgence qui nous habite tous secrètement.

Enfant, en rituelle excursion au barrage de la Gileppe, je traversais la cité du martyr Chapuis, dont le seul attrait résidait en une tarte au riz. Bien plus tard, nous partagions avec Freddy et les siens, rue de la Colline, assis face à des cageots d'oranges recyclés en table de salon, l'évocation de ces compagnons de luttes qui sans relâche voulaient changer le monde, notre monde.... Pierre Fluche, le gros, entrait dans la pièce et nous donnait le sens du combat. Il pérorait, raillait les possédants, brocardait le clergé, dénonçait l'arbitraire, pliait au réformisme mais restait ***anarchiste****. Depuis ce jour, il partage à jamais nos repas et nos fêtes.*

Merci Freddy de l'avoir cette fois encore convié et de lui avoir donné une nouvelle chance, une nouvelle vie...

Jean-Jacques

A Françoise,
pour sa longue patience

L'ENFANCE D'UN CHEF

1. "DES PARENTS PAUVRES OUVRIERS DE FABRIQUE"[1]

Mi-octobre 1847, rue de la Montagne à Hodimont[2]. Le cheval peine pour tirer le corbillard des pauvres sur la pente abrupte qui mène au cimetière communal. Les maisons bâties au pied de la côte sont déjà dépassées et, après un tournant sec, le chemin de terre grimpe maintenant entre deux prairies pelées par les vents. En regardant à gauche, on embrasse d'un coup d'œil la minuscule commune de Hodimont coincée entre cette colline et la Vesdre, seule frontière naturelle avec Verviers. Soixante ans plus tôt, la rivière tantôt rougie tantôt noircie par les rejets incessants des lavoirs et des teintureries de laines était encore frontière d'Etat entre le Duché de Limbourg - le Faubourg d'Espagne, appelait-on Hodimont - et la Principauté de Liège. Désormais, tout se confond en une forêt serrée de hautes cheminées crachant dans l'air vicié les fumées des usines textiles.

Le bruit incessant des machines à vapeur et des métiers à tisser monte de la vallée, assourdi, pour accompagner Auguste Fluche jusqu'à sa tombe. Il l'a accompagné toute sa vie durant jusqu'au 11 octobre, peu avant ses 38 ans[3]. Trente-huit années dont pas un jour ne s'est passé en

1. Lettre de Pierre Fluche à Victor Dave, 4.11.1903 (*Institut international d'histoire sociale - IISG*).

2. Aujourd'hui Montagne de l'Invasion à Verviers, cette rue abrupte (appelée rue du Temple de 1894 à 1919) relie Hodimont à Petit-Rechain jusqu'aux installations de l'Intermosane d'électricité. Voir Paul Léon, *Dictionnaire des rues de Verviers*, Dison, 1976, p. 212 et H. Hans, *Historique de la commune de Hodimont*, Verviers, 1928, p. 106.

3. Tous les renseignements (dates de naissance et de décès, professions, adresses) concernant les ascendants et la famille de Pierre Fluche sont le fruit de plusieurs années de recherches menées par l'arrière-petit-neveu de celui-ci, Jean-Marie Fluche, qui nous les a très aimablement communiqués ainsi que tous les extraits d'Etat-civil relatifs aux Fluche et aux familles alliées de Verviers et de Hodimont. On trouvera le tableau généalogique établi par J.M. Fluche en annexe à notre travail.

dehors de sa commune natale de Hodimont, exceptés sans doute les mois du long service militaire à la veille de la Révolution de 1830. C'est une Hodimontoise qu'Auguste Fluche avait épousée au début de l'Indépendance : Marie-Thérèse Bovy, de trois ans sa cadette. Leur premier fils, mort après quelques jours, était né en août 1833. Deux autres garçons avaient survécu ensuite.

En cette triste fin de matinée, voici Marie-Thérèse veuve à 35 ans, tenant par la main ses deux fils qui suivent, un peu hébétés, le cercueil du père. L'aîné, André-Auguste, n'a pas encore neuf ans et le plus petit, Pierre-Joseph, a eu six ans huit mois plus tôt. On l'appelle Pierre, tout court, Pierre **Fluse**, avec le **û** traînant de l'accent local, car par une bizarrerie que personne n'explique, si les Fluche sont Fluche pour l'état-civil depuis le début du siècle, ils sont Fluse pour leurs voisins, amis et connaissances - et sans doute pour eux-mêmes[4].

Les deux gamins l'ont-ils seulement connu, leur père ? "Sa vie était réellement celle d'un esclave : travailler constamment, être à peine nourri, mal vêtu, à la moindre maladie devant quitter sa famille pour l'hôpital, et ne pouvant même voir élever ses enfants qui dormaient à son départ et à son retour. Le repos de midi ne lui laissait même pas assez de temps pour les caresser." Cette description des ouvriers verviétois provient des souvenirs de jeunesse d'un contemporain de Pierre Fluche[5] et vaut aussi, à n'en pas douter, pour le père de ce dernier.

Car Auguste Fluche, comme son propre père Jean, comme ses frères Pierre-Jean et Nicolas, était journalier. Journalier, autrement dit manœuvre non qualifié, auquel l'industrie textile en ce milieu du siècle ne fait déjà plus appel qu'en cas de besoin et pour un temps limité. "Les journaliers se situent dès lors à la frontière des actifs réels et des sans-emploi, tantôt l'un, tantôt l'autre suivant les aléas de la conjoncture (...). Les journaliers, en 1846, constituent moins une catégorie d'actifs non qualifiés que le premier bataillon de l'armée de réserve de l'industrie drapière"[6]. Des pauvres entre les pauvres.

Le grand-père, Jean, se disait certes tondeur lorsqu'il déclarait la naissance de son fils aîné à Hodimont en 1809. Né lui-même en 1772 à

4. Pierre Fluche utilisa tant dans ses écrits publics que privés (lettres à Dave) la graphie *Fluse* jusqu'à la fin du siècle environ puis recourut à son nom officiel quelques années après être devenu échevin de l'Etat-civil - ceci expliquant peut-être cela. Nous avons choisi d'utiliser le nom officiel, sous lequel le militant socialiste est finalement resté dans la mémoire collective.

5. Krahli (pseudonyme de H. Pœtgens), *Coutumes et silhouettes de Verviers ancien*, 1895, cité par J. Wynants, *Ainsi naquit une industrie*, Verviers, 1984, p. 73.

6. C. Desama, *Population et révolution industrielle*, Paris, 1985, p. 238.

Forêt, il avait épousé sous l'Empire Marie-Elisabeth Barat, Hodimontoise de souche, et on peut supposer qu'après avoir été occupé durant sa jeunesse aux dernières opérations d'apprêts du drap comme tondeur[7], il avait avec l'âge, et sous l'effet des progrès mécaniques, rejoint la troupe des travailleurs non qualifiés, pourtant en voie de régression dans le textile verviétois : un-cinquième de la population active en 1806, un-dixième seulement en 1846[8]. Plus étonnante est la présence de ses trois fils parmi ces "sous-prolétaires" de l'industrie verviétoise.

A quoi songent-ils, les oncles du petit Pierre, l'un 31 ans, l'autre 28, en regardant le cercueil de leur aîné descendre dans la terre grasse du petit cimetière communal ouvert quarante ans plus tôt dans cette prairie limitrophe de Petit-Rechain, à mi-course du thier ?[9] A leur condition ? Au chagrin de Marie-Thérèse, que sa belle-sœur Elisabeth, d'un an sa cadette, tente de consoler ? Au désarroi des deux enfants ? Ou tout simplement au bagne, où il leur faudra retourner l'après-midi même et que Marie-Thérèse, jusqu'ici au moins partiellement ménagère, devra sans doute rejoindre à son tour maintenant pour subsister ?

2. EN CE TEMPS-LA, EN BORD DE VESDRE.

Quand Pierre Fluche naît le 22 février 1841 à deux heures de l'après-midi au logis familial, rue Grande[10] numéro 14, son grand-père vit encore, partageant un logement lui aussi à Hodimont avec ses deux fils cadets et sa fille Elisabeth qui assume le ménage familial grâce au salaire des trois hommes. Contrairement à ses grands-pères qui étaient

7. Voir la nomenclature des opérations successives et des métiers du textile verviétois dans P. Lebrun, *Essai sur la révolution industrielle en Belgique*, Bruxelles, 1979, p. 224-227.

8. C. Desama, *op. cit.*, p. 233. La profession de "tondeur" (qu'exerçait également le grand-père maternel de Pierre Fluche, André Bovy, à la naissance de sa fille Marie-Thérèse en 1812) avait progressivement disparu sous l'effet de la mécanisation. Cf. P. Lebrun, *op. cit.*, p. 186.

9. H. Hans, *op. cit.*, p. 116-117. Le cimetière faisait à peine à l'origine 8 ares 85 centiares, dont 30 centiares pour les protestants et 45 pour les morts-nés, séparés par des bornes. Désaffecté, et transformé en "jardin du souvenir", il existe toujours aujourd'hui et on peut encore y voir les monuments funéraires des grandes familles d'industriels hodimontois notamment, tels les Bettonville.

10. C'est-à-dire la partie de la rue de Hodimont entre les rues de la Grappe et du Moulin (où se trouvait la limite avec Verviers avant la fusion en 1930), partie pour moitié démolie comme tout le quartier voisin pour faire place à une voie rapide et à des buildings dans le cadre de la "rénovation" urbaine à la mode des années '70.

illettrés, Pierre est le fils d'un ouvrier qui sait, lui, suffisamment lire et écrire pour signer ("Fluse" ...) la déclaration de naissance de ses enfants. Et lorsqu'il perd prématurément son père avant ses sept ans, le petit Pierre a commencé à fréquenter l'école primaire[11], le plus beau cadeau pour la suite de sa vie. Aujourd'hui disparue comme la plus grande partie du quartier natal de Fluche, l'école est située rue Grande, dans un bâtiment qui abrita la Société d'agrément locale, non loin de l'entrée de la rue du Moulin[12]. A moins de cinquante mètres de là, un pont surplombant le ruisseau de Dison marque la limite avec Verviers : jusqu'en 1821, une porte en fermait l'accès tous les soirs !

Le berceau de la famille Fluche se situe ainsi au cœur d'une des plus petites communes du jeune Etat belge, sous l'Ancien régime quartier de la seigneurie de Petit-Rechain dépendant des Pays-Bas espagnols puis autrichiens, accolé à une des bonnes villes de la Principauté de Liège, Verviers. Avant la Révolution liégeoise de 1789 et l'invasion française, les fabricants de draps ont su tirer parti de la frontière et des différences de taxation. A partir de 1799, c'est la révolution industrielle qui a fait sentir ses effets aussi bien à Hodimont qu'à Verviers. Ce sera d'abord la mise en œuvre de grandes innovations techniques entre cette date et 1804, chez Biolley et Simonis puis chez d'autres industriels; ensuite, jusqu'en 1810, la multiplication d'usines et leur mécanisation croissante; enfin, un phénomène d'industrialisation et de réorganisation de la production textile qui se prolonge jusqu'aux environs de l'entrée du jeune Fluche à l'école[13].

Résultat : Verviers et Hodimont, s'allongeant l'une et l'autre entre des collines le long de la Vesdre, présentent alors "un entassement remarquable d'habitations et de fabriques". Seul le fond de la vallée est bâti à l'époque, et de grands espaces y restent encore disponibles - plus pour longtemps - au nord (à proximité du ruisseau de Dison), à l'ouest (en Gérardchamps), au centre (entre les Grandes Rames et les Récollets), à l'est (Pré-Javais) : Verviers s'y étendra dans la seconde moitié du siècle[14].

Quant à Hodimont, la commune est déjà de facto intégrée à Verviers en ces années 1840 - au contraire de Dison, Ensival, Lambermont, Stembert ou Andrimont qui en sont encore nettement isolées. Tout comme la population verviétoise a doublé entre 1806 et 1846, passant

11. Fluche à Dave, 4.11.1903.

12. H. Hans, *op. cit.*, p. 106.

13. C. Desama, *op. cit.*, p. 65.

14. R. Roncart, *L'Evolution géographique de l'agglomération verviétoise*, Liège, 1928, p. 24.

de 10.600 à près de 23.000 habitants, la population hodimontoise a suivi le même rythme de croissance : de 1.721 en 1806, ils sont 2.646 Hodimontois à s'entasser quarante ans plus tard dans 274 maisons le long de la vingtaine de rues, de cours et d'impasses qui constituent la commune. Et encore, un Hodimontois sur cinq a-t-il déjà à l'époque quitté sa commune natale pour Verviers, tant l'insertion de Hodimont dans le tissu urbain verviétois est de plus en plus étroite[15].

Peu avant la naissance de Fluche, Hodimont abrite à elle seule pas moins de vingt-sept fabriques de draps, trois ateliers de construction mécanique, une filature de coton, trois fabriques de cardes, trois fouleries de draps, un haut-fourneau et une fonderie de fer. Parmi cette quarantaine d'établissements industriels, les ouvrages de l'époque (et notamment la série de gravures de *La Belgique industrielle*) épinglent pour son importance la fabrique Dethier rue de la Chapelle, future usine Bettonville, dont les jardins constituent une curiosité que les étrangers de passage viennent visiter : temple grec bâti sur une grotte servant de salle de bains, roc artificiel surmonté d'un dôme sur colonnes, rochers moussus, plantes grimpantes, jets d'eau et cascades, le tout à côté de l'usine, au cœur du quartier industriel, et à deux pas des misérables logis de la masse[16].

La masse ... Pour elle, la construction de maisons n'a pas suivi la croissance du nombre d'habitants et, d'un bout à l'autre de l'agglomération verviétoise, la surpopulation ouvrière est manifeste, avec plus de douze habitants par maison en 1846, le taux le plus élevé de toute la Province. "On imagine sans peine la promiscuité et l'hygiène déplorable résultant de cet entassement. L'enquête de 1843 (sur la condition ouvrière) évoquera même le cas extrême de deux familles se partageant une seule pièce grâce à une ligne tracée à la craie"[17].

On imagine sans peine ? Pas sûr. Non seulement la famille du petit Fluche, comme toutes les autres familles d'ouvriers, se contente sans aucun doute d'un logement plus qu'exigü, encore faut-il savoir que celui-ci est dépourvu de distribution d'eau et de latrines, qu'on y manque d'air et de lumière, qu'on y recueille, la nuit, les urines de chacun dans des baquets pour les vendre au matin au collecteur public afin qu'elles

15. H. Hans, *op. cit.*, p. 109, et C. Desama, *op. cit.*, p. 174.

16. H. Hans, *op. cit.*, p. 147-148, et P. Bertholet, *Verviers et sa région en gravures*, Verviers, 1981, p. 98-100 (la fabrique Bettonville, partiellement restaurée mais dont les jardins ont depuis longtemps disparu, est destinée à devenir le Centre touristique de la laine).

17. C. Desama, *op. cit.*, p. 165, et C. Desama, *Démographie et société*, dans *Un Jour, un siècle*, Verviers, 1994, p. 166.

servent au dégraissage des laines, qu'on mélange en hiver les matières fécales aux cendres du foyer pour les vendre à des cultivateurs, ou qu'on les dépose en pleine rue ou le long de la Vesdre[18].

Marie-Thérèse Fluche ne peut guère offrir un peu de viande à ses enfants que les dimanches et jours de fête seulement, lorsqu'elle ne doit pas sacrifier ce repas - vu le coût prohibitif de toutes les denrées alimentaires - à la nécessité d'acheter des vêtements indispensables aux petits[19]. Mais d'ordinaire, "le pain, le beurre, les pommes de terre et légumes communs, assaisonnés quand les moyens le permettent d'un peu de chair de porc, voilà la nourriture habituelle de l'ouvrier. Sa principale boisson, c'est le café, si café l'on peut appeler une légère infusion de quelques fèves broyées et mélangées à une quantité égale de racines de chicorée en poudre. C'est presque de l'eau chaude au lait. Cette boisson fait, avec du pain beurré, son déjeuner, son goûter et son souper de tous les jours, son dîner même quelquefois"[20].

Le salaire quotidien moyen d'un ouvrier non qualifié comme le père de Pierre Fluche est de 1,20 francs par jour - les salaires n'ont pas augmenté depuis cinquante ans ! En supposant même qu'Auguste Fluche ait travaillé toute l'année sans un seul jour de repos (il n'est pas question de vacances ni de longs week-ends bien sûr), sans absence pour maladie, sans chômage, il gagne péniblement quelque 430 francs l'an. Il est indispensable que son épouse fournisse un revenu de complément (le salaire quotidien moyen d'une ouvrière est de l'ordre de 75 centimes) pour arriver aux quelque 700 francs de rentrées annuelles que la presse locale de l'époque considère comme le minimum indispensable pour équilibrer un budget ouvrier (nourriture, loyer et habit exclusivement) sans le mettre à l'abri de la maladie, de l'accident de travail ou du chômage. Et le *Journal de Verviers* souligne que "la masse prodigieuse des travailleurs" est dans une situation plus misérable encore !

Avec des milliers d'autres dans la cité lainière, les Fluche sont de ces familles "dont on prélève la substance à la limite de l'épuisement", "déjà plus que résignés : aliénés", bref "des individus bien plus proches de la mort que de la vie"[21].

18. A. Lafosse, *Epidémies de choléra à Verviers*, mémoire de licence, U.Lg., 1977, p. 98-103.

19. Vicomte de Biolley à la Chambre, le 18 mai 1845, cité par A. Lafosse, *op. cit.*, p. 104.

20. A.J. Lepas, *Coup d'œil sur la situation de la classe ouvrière de Verviers*, Verviers, 1843, cité par J. Wynants, *op. cit.*, p. 74.

21. P. Lebrun, *op. cit.*, p. 246-247. Des budgets d'ouvriers verviétois ont été exposés dans la presse locale en 1843 (*L'Industriel*) et 1849 (*Journal de Verviers*) et analysés de nos jours notamment par P. Lebrun et A. Lafosse.

"Parents : pauvres ouvriers de fabrique", résumera Pierre Fluche beaucoup plus tard. C'est-à-dire, comme l'a démontré une enquête de 1846, des gens souffrant d'une situation sanitaire pire que dans toutes les autres industries à l'époque, plongés douze heures par jour dans l'atmosphère chaude et humide des fabriques, proies faciles de multiples maladies, soumis à des risques d'accidents de travail croissants[22]. "Voulez-vous assister à un triste spectacle, écrit le Verviétois Lepas en 1844 ? Regardez la foule des ouvriers se rendre aux ateliers ou en sortir. Vous ne verrez pas sur un visage d'homme les couleurs de la santé. Tous sont pâles et quelquefois livides, avec les joues creuses et la mine triste"[23]. Une seule usine de l'agglomération, **une seule**, dispose d'un ventilateur dans un de ses ateliers ...

Les usines ! Leurs portes ouvrent peu avant 5 heures du matin par tous les temps et toute l'année. Hommes, femmes, enfants doivent être à leur poste, après une courte nuit, le ventre creux. On travaille jusque midi avec une interruption d'une demi-heure à 8 h 30 pour déjeuner. A midi, les ouvriers retournent manger chez eux, rien n'est prévu à l'usine. On avale en hâte quelque chose, puis on retourne à la fabrique de 13 à 19 heures. Déduction faite des temps de repas, cela fait bien douze heures et demie de bagne quotidien, jour après jour, année après année, jusqu'à ce que mort s'ensuive. Faut-il s'étonner que l'alcoolisme fasse des ravages dans la cité lainière, où la consommation de genièvre a augmenté de 50 % depuis 1830, Verviers et Hodimont comptant un cabaret pour sept maisons en 1848 ?[24]

Si l'on ajoute au tableau le travail des enfants, les abus sexuels pratiqués par les contremaîtres dans les ateliers, l'illettrisme de la majorité des ouvriers, leur absence totale de droits politiques et syndicaux, on commence à mesurer l'immense océan de misère physique et morale dans lequel la famille Fluche est abandonnée comme des milliers d'autres familles verviétoises à l'époque. On commence à mesurer l'ignoble exploitation d'êtres humains vivant - si l'on peut dire ! - travaillant et crevant sous leurs yeux, à laquelle se livrent sans vergogne les magnats du textile verviétois durant des décennies pour accroître leurs fortunes colossales. On commence à mesurer ce qu'a coûté à nos ancêtres la construction, aux frais des deux grands patrons de la place, Biolley et Simonis, des Grandes Rames, première cité ouvrière d'Europe à l'éloquente architecture de caserne; de l'Harmonie, palais de la

22. C. Desama, *Population (...), op. cit.*, p. 114.

23. J. Wynants, *op. cit.*, p. 85.

24. A. Lafosse, *op. cit.*, p. 112.

bourgeoisie locale; de l'église St-Remacle, où les deux "bienfaiteurs" sont statufiés en saints; de leurs hôtels de maître, de leurs châteaux, de leur cabinet littéraire et de leur casino ...

La cité lainière, en effet, qu'il s'agisse de Verviers ou de Hodimont sa voisine, est à l'image des fabricants qui la façonnent en ce temps-là. Techniciens, calculateurs, avides de progrès techniques, bien au courant du calcul économique, exclusivement préoccupés par leur usine (ils vivent à proximité au moins en hiver) et par leurs affaires[25], les industriels verviétois acceptent d'investir en dehors de celles-ci pour les signes extérieurs de la puissance locale (l'Hôtel de Ville de Verviers en 1775, celui de Hodimont en 1863, le Palais de Justice en 1850), pour les édifices d'une religion bien utile pour prêcher aux uns la résignation et aux autres la charité (St Remacle en 1838), pour leurs lieux de loisirs (le Théâtre de la place Verte en 1820, le casino de Crotte en 1825, l'Harmonie en 1835), pour les neufs octrois aux portes de la ville qui garantissent alors des rentrées fiscales sur le dos des plus pauvres, pour les routes indispensables au commerce des draps.

Par contre, la ville manque non seulement de maisons ouvrières, mais aussi d'eau courante, de pompes publiques en nombre suffisant, d'égouts, de collecte des immondices : l'insalubrité est manifeste. C'est le cadet des soucis des élus locaux. Le canal des usines, qui traverse la cité d'est en ouest et apporte aux établissements qui le bordent la force motrice nécessaire, est un égout à ciel ouvert. Gorgé de résidus divers, colonisé par les rats, il n'est curé que deux fois l'an et, le reste du temps, il s'en dégage en permanence une odeur pestilentielle. Seules les rues du centre-ville sont pavées. La cité fourmille de ruelles étroites au sol boueux et d'impasses obscures. On abat des porcs en plein air, porte de Heusy, rue d'Andrimont, rue Saucy. Des fosses situées à proximité des maisons font fonction d'égouts et, bien souvent, corrompent l'eau des puits et des dix pompes publiques que se partagent les quelque 25.000 habitants de l'agglomération[26].

Des organismes exténués par le travail et sous-alimentés, des usines irrespirables et une hygiène urbaine inexistante : terrain idéal pour les épidémies. Le choléra, maladie des pauvres, avait fait quelque 170 victimes durant l'hiver 1833-1834, laissant 162 orphelins dont 28 de père et de mère. Le fléau réapparaît en décembre 1848 : quatorze cas de choléra sont déclarés dont douze dans le quartier de Hodimont. Mis en place pour la circonstance, un Conseil de salubrité publique observe que la

25. P. Lebrun, *op. cit.*, p. 242-243.

26. A. Lafosse, *op. cit.*, p. 93-97.

rue où vivent les Fluche est "dans des conditions de salubrité les plus mauvaises, dominée par la montagne en direction du nord au sud opposée aux vents dominants, fermée sur toute sa longueur de 150 mètres, sans qu'aucune ouverture ne vienne y apporter la moindre ventilation, l'air y est rare, l'atmosphère humide et le sol boueux. Cependant, cette rue est triple de population par les impasses qui en dérivent sur toute son étendue et qui sont dans la pire des situations"[27]. Entamée sur un mode relativement mineur, la nouvelle épidémie se déchaîne en août 1849. Aucune amélioration de l'hygiène n'a eu lieu depuis 1834 et ce sont cette fois environ 900 Verviétois et Hodimontois qui succombent, principalement des ouvriers du textile. Pour ne pas alarmer la population, la Ville n'a quasiment pas pris de mesures d'urgence et la presse locale a à peine évoqué le phénomène, juste assez pour ne pas être taxée d'indifférence...[28]

La masse subit et souffre sans broncher. Pas de révolte ouvrière, ce n'est pas encore dans l'air du temps. Mis à part des troubles assez sérieux mais fort ponctuels et parfaitement vains en janvier 1819 et surtout en août 1830 lors de l'introduction de nouveaux types de machines supprimant des emplois de tondeurs[29], les ouvriers verviétois n'ont pas coutume de se dresser contre leurs patrons. Les appels à l'insurrection politique placardés en avril 1834 par un "Comité napoléoniste" sont tombés à plat[30] et les émeutes qui ont eu lieu en septembre 1844 contre l'arrivée de jésuites étaient politiques plus que sociales, et orchestrées par une fraction de la bourgeoisie - on y reviendra.

"La lutte ouverte ne commencera que plus tard. En effet, la domination de la classe patronale est largement assurée à la fois par le regroupement des ouvriers en ville et en fabriques, c'est-à-dire sous son ordre (elle dirige la ville), par l'absence de législation ouvrière nationale (et notamment la défense des coalitions), législation qu'elle refuse énergiquement et dont elle entrave l'étude, ce qui lui livre la main-d'œuvre sans protection aucune, enfin par son paternalisme indiscutable qui, empêchant l'ouvrier de mourir, en fait son éternel obligé"[31].

27. Cité par A. Lafosse, *op. cit.*, p. 141.

28. A. Lafosse, *op. cit.*, p. 147, 166 et 201.

29. C. Desama, *Population et révolution industrielle*, p. 66.

30. Voir L. Linotte, *Les manifestations et les grèves dans la province de Liège de 1831 à 1914*, Louvain - Paris, 1964, p. 9 et *Archives de l'Etat à Liège (AEL)*, Gouvernement provincial, Sûreté publique, carton IV, dossier A, pièces 82 à 93.

31. P. Lebrun, *op. cit.*, p. 238.

3. L'USINE A ONZE ANS.

Marie-Thérèse Bovy n'a pu survivre longtemps seule avec ses deux garçons. Quelques mois après le décès d'Auguste Fluche, elle se remarie avec Gilles Dortu, en 1848, tout en restant à Hodimont. C'est un homme jeune, 29 ans à peine, originaire de Mortroux près de Herve. Est-il tisserand à domicile ? Un témoin proche du militant socialiste, Jules Lekeu, racontera en tous cas lors du décès de Fluche que "sa jeunesse fut bercée au rythme du vieux métier à tisser qui encombrait l'obscure et vaste chambre familiale"[32].

Voilà Pierre et son frère flanqués d'un beau-père, grâce auquel la famille s'agrandit d'un petit Guillaume né en 1848, d'un Gilles-Joseph trois ans plus tard et d'une Marie-Catherine ensuite - sans compter un garçon mort après onze mois en 1850. Cinq enfants à nourrir, les revenus des époux ne peuvent suffire. En 1852, suivant sans doute les traces de son frère aîné, Pierre quitte l'école primaire et entre à la fabrique. Il a onze ans.[33] Le voici épouleur d'abord, chargé de bobiner les fils de laine sur des époules pour la navette du métier à tisser. Ce sont en majorité des femmes, au demeurant fort peu nombreuses, qui exercent habituellement cette tâche[34]. Après une année, Pierre commence à apprendre, sur le tas bien sûr, le métier de tisserand[35].

Autre tare de la révolution industrielle, le travail des enfants en-dessous de 12 ans est cependant resté marginal à Verviers. Mais les familles les plus pauvres - les plus nombreuses aussi comme les Fluche - doivent y recourir pour survivre. Seuls 5 à 6 % des enfants entre 7 et 11 ans sont contraints à l'époque d'aller à l'usine malgré leur jeune âge, mais bien 43 % des garçons et 20 % des fillettes de 12 à 14 ans. Les gosses de onze ans et moins, comme Pierre Fluche, sont tout au plus 150 à 200 dans l'ensemble des usines verviétoises[36]. C'est encore 150 de trop bien sûr. Payés 50 centimes par jour et soumis aux mêmes conditions effarantes que leurs parents, ils gagnent par leurs douze

32. *Le Peuple*, 6.10.1909, article non signé mais présentant de multiples similitudes avec le discours de Jules Lekeu trois jours plus tard au nom du POB lors des funérailles de Fluche. Jules Lekeu avait manifestement été très proche de Fluche dans ses derniers mois.

33. Fluche à Dave, 4.11.1903.

34. P. Lebrun, *op. cit.*, p. 229, compte à peine 51 épouleurs à Verviers en 1845, dont 65 % de femmes.

35. Fluche à Dave, 4.11.1903.

36. P. Lebrun, *op. cit.*, p. 239 et C. Desama, *op. cit.*, p. 226.

heures de travail de quoi acheter deux gros pains ou une dizaine de pommes de terre.[37]

Lorsqu'en 1843 le Gouvernement a institué une Commission d'enquête sur le travail des femmes et des enfants, le docteur Fossion, chargé de la rédaction du rapport pour la région verviétoise, a souligné les réticences des patrons à fournir des renseignements, les tentatives de certains d'entre-eux de le tromper. L'année suivante, Lepas décrit "de jeunes garçons d'un âge encore tendre, ouvriers déjà, et portant sur leur visage et par tout leur corps les premières traces du mal qui se montre entièrement chez les hommes faits". Ce Verviétois généreux s'indigne : "Oui, c'est là qu'est la véritable source du mal, dans l'emploi prématuré des enfants aux travaux des manufactures (...). A l'âge où les enfants des autres classes se développent librement, entourés de soins et d'amour, on exige de l'enfant du pauvre l'emploi de facultés qu'il ne possède encore qu'en germe"[38]. Mais ce n'est qu'un demi-siècle plus tard qu'on commencera à légiférer à ce sujet !

Pour l'heure, Pierre embrasse donc le métier de tisserand, auquel il restera viscéralement attaché toute sa vie, jusque plusieurs dizaines d'années après avoir dû l'abandonner suite au boycott patronal pour devenir mécanicien puis cafetier[39]. Pierre tisse donc douze à treize heures par jour, dans le vacarme assourdissant des métiers disposés dans de longues halles de cinq à six mètres de large environ, deux à trois halles par étage selon la largeur de la fabrique, et quatre à cinq étages par fabrique, éclairés par des fenêtres à petits carreaux. On entasse ainsi verticalement un maximum de machines et d'ouvriers sur un minimum de terrain afin que la force motrice - eau ou vapeur - soit la plus proche possible des assortiments qu'elle meut[40].

Le soir, dans l'unique pièce familiale, Fluche veille, et lit. Ses rares heures de loisirs, ses soirées, il lit, pour compléter une instruction trop rudimentaire. Il lit, et découvre peu à peu les philosophes. Le futur militant élargit son bagage de connaissances seul, malgré la fatigue[41]. Cet effort solitaire sera déterminant pour l'orientation de la suite de sa vie.

A 20 ans, en 1861, Pierre se lance dans une aventure qui dénote une certaine force de caractère et qui lui apportera des expériences et des

37. A. Lafosse, *op. cit.*, p. 105.

38. Cité par J. Wynants, *op. cit.*, p. 85-86.

39. J.M. Fluche, *Pierre Fluche parmi les siens*, manuscrit inédit, 1997, 10 pages.

40. P. Bertholet, *op. cit.*, p. 14.

41. *Le Travail*, 5 et 5.10.1909.

contacts complétant le fruit de ses lectures. Son beau-père est mort - prématurément lui aussi - deux ans plus tôt. André-Auguste aidera Marie-Thérèse, veuve pour la seconde fois, à élever les plus jeunes. Pierre, lui, quitte Hodimont, le textile verviétois et ses patrons pour entamer, en homme libre, dans la grande tradition compagnonnique héritée du Moyen-Age, son "Tour de France". Il durera trois ans.

4. LE TOUR DE FRANCE D'UN TISSERAND.

A-t-il lu *Le Compagnon du Tour de France* que Georges Sand, fascinée par leur message de liberté, a consacré en 1843 aux Compagnons : "c'est le pèlerinage aventureux, la chevalerie errante de l'artisan" ? Fluche part en tous cas, tisserand accompli, sur les chemins de France qu'il faut imaginer sans autoroute, sans automobile, seulement sillonnés par des charretiers, des diligences, des vagabonds et des voleurs aussi. On voyage à pied sur le Tour, en observant entre Compagnons des rites de reconnaissance et de solidarité tant sur les routes qu'aux villes où l'on fait étape, quelques semaines ou quelques mois suivant l'itinéraire et le calendrier que chacun a librement choisi[42].

Les Compagnons sont quelque 10.000 à Paris en 1848, quelque dizaines de milliers dans toute la France au milieu du siècle, reconnaissables à leurs cannes, à leurs chansons de route, à d'autres signes particuliers et à leurs maigres baluchons aussi. Ils sont organisés en sociétés aux règles strictes, Compagnons du Devoir, Enfants de Maître Jacques, Enfants du Père Soubise, regroupant une quarantaine de métiers dont les tondeurs de draps et les tisseurs. On porte des surnoms : Dauphiné dit Bien-Aimé, Forézien Cœur Affable, Ardéchois Cœur fidèle ... On chante, on versifie beaucoup sur le Tour, et Fluche s'inscrit dans la tradition : il écrit *Les Ramoneux*, chanson wallonne; *L'Aigle de la Pologne*, qui sera imprimé à Elbeuf en 1863; *Les Fantoches*, l'année suivante; *Fleurs d'automne*, une romance; *La foudre sommeille* et *Les Sans Travail*, dont les titres trahissent déjà le futur militant[43].

42. Voir Barret et Gurgand, *Ils voyageaient la France. Vie et traditions des Compagnons du Tour de France au XIXème siècle*, Paris, 1980.

43. Cette liste est donnée par A. Weber, *Essai de bibliographie verviétoise*, au nom de P. Fluche. Nous avons recherché en vain les textes de ces chansons parmi toutes celles conservées dans le Fonds Weber de la Bibliothèque de Verviers.

On fait beaucoup de rencontres : si les rixes sont fréquentes, les contacts fructueux et les amitiés durables le sont aussi; Pierre se fait ainsi de nombreuses relations dans le mouvement ouvrier français naissant, notamment le futur député socialiste parisien Chauvière[44].

L'objectif de Fluche, en entamant son Tour de France, est semblable à celui de tous les Compagnons : s'initier à d'autres techniques dans son métier et ainsi perfectionner son propre savoir-faire. Dans cette optique, il choisit de faire d'ouest en est et du nord au sud un tour des principales cités textiles françaises, excepté Roubaix peut-être jugée trop semblable à Verviers. Sa première étape[45] sera la Normandie, où il travaille d'abord à Elbeuf, petite cité de 20.000 habitants aujourd'hui, qui n'était pas encore englobée à l'époque dans le grand Rouen.

L'histoire d'Elbeuf est liée depuis le XIIème siècle au textile, et la cité rivalise alors avec Louviers, non loin de Rouen également. Un vitrail de l'église St Etienne montre les artisans drapiers en costume de travail. Quand Fluche y séjourne, la ville connaît un nouvel essor grâce au développement du machinisme, après avoir été sous l'Ancien régime un des principaux centres de production européens depuis la création par Colbert, au XVIIème siècle, d'une Manufacture royale de draperie.

Fluche travaille ensuite à Louviers, dans l'autre centre textile de la région. Ici, la fabrication de draps fins pour la Cour a été abandonnée depuis la Révolution au profit de productions mécanisées. Rouen et les communes voisines forment alors un des quatre grands centres français du tissage : la majorité des ouvriers de la Seine inférieure (110.000 sur 159.000) fabriquent avec plusieurs navettes des tissus de couleurs diverses dites rouenneries, ou des bonnets de coton, autre spécialité[46].

De Normandie, le Verviétois se rend en Champagne, à Reims, où l'on compte 7.000 métiers à tisser mécaniques et 15.000 métiers à la main répartis dans les campagnes voisines. L'ancienne cité royale exporte à l'étranger des mousselines, des flanelles et des popelines.

Lyon est bien sûr un lieu de séjour obligé pour Pierre. Lyon, la ville de la soie. Trente mille personnes (un Lyonnais sur cinq) la travaillent. Fluche découvre le quartier de la Croix-Rousse où les métiers battent

44. *Le Travail*, 6.10.1909.

45. Les huit villes traversées par Fluche sont citées par celui-ci dans sa lettre à Dave du 4.11.1903.

46. Voir F. Levasseur, *Histoire des classes ouvrières et de l'industrie en France de 1789 à 1870*, Paris, t. II, 1904, p. 557-566, pour les données relatives au textile français (extraites d'un rapport à l'Exposition de 1867).

depuis la Renaissance. Ruelles étroites, venelles pavées entre de grandes façades lépreuses percées de hautes ouvertures par lesquelles on jette les ballots d'étoffe pour éviter d'emprunter les escaliers, "traboules" qu'on barre la nuit contre les "piqueurs d'once", les voleurs de soie - tout un quartier de besogneux vivant à la limite de la misère : les canuts, auteurs en 1831 et 1834 des premières grandes insurrections ouvrières dignes de ce nom, et durement réprimées comme telles ...

St Etienne, étape suivante de Fluche sur sa route vers le sud, n'est pas que la ville du charbon et de l'acier. Depuis le Moyen-Age, elle est d'abord la capitale de la rubannerie, où 250 fabricants font tourner quelque 15.000 métiers, la plupart à domicile ou dans de petites fabriques. Avec les communes voisines, ce sont quelque 24.000 personnes qui y vivent du textile.

Fluche gagne ensuite Albi-la-Rose, dans le sud-ouest, au pied des Pyrénées. Albi, étalée autour de sa cathédrale construite pour marquer, au Moyen-Age, la victoire des catholiques sur l'hérésie cathare : au pays albigeois, pays de rébellion, les pensées se tournent aisément vers la courageuse résistance des cathares, sept siècles auparavant, contre l'Eglise et les chevaliers du nord. La ville connaît alors une réelle expansion économique grâce au développement de l'industrie de la chapellerie et à ses productions de tissus de laine et de coton.

Non loin de là, au cœur de la Montagne noire qui constitue l'épine dorsale du haut Languedoc, Mazamet est alors connue dans le monde entier pour son travail de la laine. Ici, les rues écrasées de soleil portent des noms de villes d'outre-mer, des cités d'Australie ou d'Amérique latine où les Mazamétains s'en vont chercher à l'époque la laine indispensable à leurs entreprises.

Après Mazamet et son séjour dans le Midi, Pierre remonte sur Paris. Il souhaite compléter son périple initiatique en apprenant le tissage des tapis d'art, les chefs-d'œuvre du tisserand, dans la prestigieuse Manufacture impériale des Gobelins[47]. A l'extrémité de la rue Mouffetard et du populeux quartier du même nom, l'ensemble assez confus de bâtiments, au milieu de cours et de jardins, se trouve non loin de la place de la Contrescarpe et du cabaret de "La Pomme de Pin" où Rabelais, Ronsard et Du Bellay avaient coutume de se retrouver.

Fluche franchit la porte encadrée de deux colonnes doriques, portant sur son linteau l'écusson impérial et le drapeau national. Il se fait embaucher et découvre un travail où chaque ouvrier, devant son métier,

47. *Le Travail*, 6.10.1909.

exécute à peu près un mètre carré de tapisserie par an : reproductions de tableaux anciens, tapisseries pour tentures, pour chaises et fauteuils, destinées par priorité à la décoration des palais des Tuileries et de l'Elysée où réside Napoléon III[48].

Ce sera la dernière étape avant le retour au pays en 1864. Longtemps après, Fluche se remémorera toujours avec plaisir ses trois années de voyage, confiant à ses proches et tout particulièrement à son neveu Armand, les détails pittoresques de ce Tour de France d'un tisserand[49].

5.VERVIERS AU DEBUT DU REGNE DE LEOPOLD II.

Par rapport à la ville où Fluche est né un quart de siècle plus tôt, le Verviers de 1865 a changé notablement. La densité des maisons a encore augmenté au centre de la ville, et le peuplement se dessine vers Stembert, Mangombroux, Heusy, Ensival et Dison. De ce côté, un tout nouveau quartier est né au nord-est de Hodimont, envahissant le sud d'Andrimont. A l'est de la ville, des usines s'établissent de plus en plus nombreuses le long de la Vesdre, les fabricants recherchant une eau plus pure que n'a encore utilisée aucun concurrent[50]. A Hodimont, les édiles ont bâti non loin de l'usine Bettonville un Hôtel de Ville, aujourd'hui démoli, traduisant bien la richesse économique de la petite commune.

Fluche a retrouvé le chemin des usines textiles verviétoises. Des usines dont un nouveau modèle est en train de se répandre, horizontal et non plus vertical, sans étage, aux toits disposés en dents de scie et dont le versant le plus court est vitré : les sheds. La fabrique est ainsi uniformément éclairée, sa structure est allégée et les incendies éventuels plus facilement circonscrits. Les ouvriers ont baptisé ces nouvelles usines "rêkèms", du nom du dépôt de mendicité de Reckheim où l'on enfermait les mendiants. En effet, aucune fenêtre de l'usine ne donnant sur l'extérieur, l'impression de prison est encore accentuée pour les travailleurs[51].

48. A. Darcel, *Les Gobelins*, dans *Paris-Guide*, 1867, p. 885-895 et Lacordaire, *Notice historique sur les manufactures des Gobelins*, Paris, 1861, p. 86.

49. *Le Peuple*, 6.10.1909 et J.M. Fluche, *op. cit.*

50. R. Roncart, *op. cit.*, p. 24.

51. P. Bertholet, *op. cit.*, p. 24.

Si la bourgeoisie verviétoise a conçu un nouveau type d'usine, si elle fête le carnaval depuis 1863 avec un éclat insoupçonné aujourd'hui, par contre rien ou presque n'a progressé en matière de logements ouvriers, d'hygiène publique et de situation sanitaire des ateliers. Dans sa *Topographie médicale du Royaume*, qui paraît en 1865, le docteur Meyne cite Verviers parmi les villes où la tuberculose fait le plus de ravages - en raison des conditions de travail et de logement des ouvriers de la place[52].

Faut-il s'étonner dès lors de voir le choléra réapparaître, une ultime fois, en juillet 1866 ? Après huit cas dispersés, l'épidémie s'abat successivement sur les rues de Heusy et Crapaurue, puis dans le quartier du pont d'Andrimont, ensuite en Spintay, rue du Marteau, rue Saucy, à Hodimont, rues de Dison, des Franchimontois et des Fabriques, elle revient ensuite en Crapaurue, vers la porte et la chaussée de Heusy, rue de Mangombroux, dans le quartier de l'Abattoir et elle ne s'éteint qu'après avoir touché la chaussée de Crotte, achevant ainsi un tour complet des quartiers populaires de Verviers et Hodimont.

En deux mois environ, août et septembre, le choléra touche 1.392 victimes et fait cette fois plus de 900 morts dont 200 jeunes, parmi lesquels 150 enfants de moins de dix ans ![53] Marie-Thérèse Fluche, qui a déjà perdu deux maris et deux bébés, voit cette fois disparaître deux adolescents : Gilles-Joseph, 15 ans, et Marie-Catherine, 13 ans, décèdent lors de ce terrible mois de septembre 1866. Pierre, 25 ans, son frère aîné André-Auguste, 28 ans, et son demi-frère Guillaume, 18 ans, épauleront seuls désormais une mère que la vie n'a décidément pas épargnée.

"Petit homme tout nerfs et tout muscles, aux traits d'une extrême nervosité"[54], orphelin à six ans, ouvrier à onze, forgé déjà par des années d'usine, instruit par ses lectures et ses rencontres, rentrant de trois années de compagnonnage, éprouvé sans doute par les malheurs de sa mère, Pierre Fluche va se lancer dans la bataille pour les droits politiques et économiques des ouvriers.

52. C. Desama, *Démographie et société, op. cit.*, p. 163.

53. A. Lafosse, *op. cit.*, p. 170-177 et 235.

54. Article de Jules Lekeu dans *La Réforme* en novembre 1896.

LES PRECURSEURS

1. "GILLES POTAIE" CONTRE LES BIOLLEY

Quand le petit Fluche fait ses premiers pas dans les rues de Hodimont, un corset de fer entrave la masse ouvrière, privée de tous droits, et la maintient, résignée et muette, dans une sujétion et dans une misère absolues. Comme le résume fort bien un journal visétois en 1842, parlant de la cité lainière, "la moitié des habitants, vivant d'un travail journalier, est plongée dans la misère à la moindre stagnation dans le commerce des draps", tandis que "cinq ou six familles possèdent des fortunes colossales, et deux cents autres peuvent passer pour opulentes" [1].

A la tête de l'aristocratie industrielle et financière locale, la famille Biolley règne sur une bonne partie de la ville et en tout cas sur des centaines de familles ouvrières. Alliée à divers degrés aux Simonis et aux Grand'Ry, elle siège au Parlement, pèse lourdement sur la gestion des affaires communales, multiplie les œuvres de bienfaisance, dote les établissements publics, finance un journal libéral conservateur en même temps qu'un organe catholique qui, selon les mots de l'Evêque de Liège, "tient en bride toute la mauvaise presse de ce pays rempli de maçons, de républicains, de Français". Monseigneur Van Bommel séjourne souvent chez "ses bons amis Monsieur et Madame Raymond" (Biolley) dans leur château des Mazures à Pepinster [2].

La puissance des richissimes Biolley irrite prodigieusement les esprits les plus à gauche dans la petite bourgeoisie verviétoise. La loge

1. *Le Courrier des Campagnes*, cité par *Le Franchimontois*, 19.10.1842.

2. *Archives de l'Evêché de Liège*, Fonds Van Bommel, lettres à Peyrot des 28.10.1838, 11.3.1841, 9 et 21.10.1844.

maçonnique "Les Philadelphes" qui fait et défait les listes électorales libérales dans les années 1840, regroupe bon nombre de ces esprits avancés, et agacés. Or, si Verviers a alors une longueur d'avance sur tout le pays en matière industrielle, celle-ci se reflète également sur le plan des conceptions politiques : lors des élections communales partielles d'octobre 1845, la lutte entre petits bourgeois radicaux et grands bourgeois conservateurs sera telle que l'on a pu dire que Verviers participait déjà alors à une véritable lutte de classes, "fait unique dans l'histoire électorale (de cette période) et qui témoigne de la position avancée que cette ville industrielle occupait à cette époque" [3].

Les premiers signes d'hostilité à l'égard des "rêves de quelques-uns d'une domination seigneuriale sur Verviers" se manifestent dans le *Journal de Verviers*, libéral, en juin 1843 lorsqu'Iwan Biolley est candidat député alors que son père, Raymond, est l'inamovible sénateur local[4]. Le mois suivant, à l'occasion du banquet d'inauguration de la ligne de chemin de fer Liège-Verviers, à l'Harmonie, Léopold Ier élève Raymond Biolley au rang de vicomte. La chose irrite, elle inspire au jeune Simon Lobet, futur bourgmestre, un poème humoristico-scatologique qui, sous le couvert de l'anonymat, raille crûment la courtisanerie excessive qui aurait valu son titre au vicomte "de l'aisance", que le poète montre accompagnant et aidant le Souverain là où en principe il se rend comme tout un chacun seul et à pied [5].

Quelques détails reflètent, si besoin, tout le poids des Biolley : à partir d'octobre 1843, une fois réalisée la jonction Verviers - Aix, la nouvelle ligne de chemin de fer passe à l'arrière des jardins de leur hôtel de maître situé place Sommeleville, mais un quai y a été prévu pour que le train puisse y faire halte le cas échéant, et il en est de même à hauteur de leur château des Mazures à Pepinster. C'est chez Raymond Biolley que Léopold Ier et la Reine logent le soir de l'inauguration de la ligne Liège - Verviers, après le bal à l'Harmonie, et c'est aux Mazures qu'ils déjeunent le lendemain avant de regagner Bruxelles. Dix ans plus tard, en août 1853, c'est encore dans les luxueux salons de l'hôtel des Biolley que l'archiduchesse d'Autriche Marie-Henriette et le futur Léopold II, débarqués chacun de trains spéciaux directement dans les jardins de la propriété, seront présentés l'un à l'autre en présence de Léopold Ier

3. Els Witte, *Politieke machtstrijd in en om de voornaamste Belgische steden 1830-1848,* Bruxelles, 1973, p. 385-387 et 402-403.

4. *Journal de Verviers*, 12.6.1843.

5. Le manuscrit original de ce texte, resté inédit, se trouve à la Bibliothèque de Verviers, Fonds Weber, Manuscrits, Cod. 136-4 ("Chansons diverses"). Il est attribué à S. Lobet par A. Weber, *Bibliographie verviétoise*, tome II, p. 290, orfèvre en la matière.

lors d'une grande cérémonie après laquelle les salons furent ouverts au public durant trois jours, moyennant un droit d'entrée au profit des pauvres ... [6]

A l'été 1844, l'affaire des jésuites sera l'occasion pour les radicaux verviétois d'attaquer en force et de manière frontale la dynastie Biolley-Simonis[7]. En juin '44 en effet, le bruit court à Verviers de l'arrivée prochaine de jésuites appelés par Madame Raymond Biolley et sa belle-sœur Madame Adolphe Simonis. Sous le pseudonyme collectif de "Gilles Potaie", plusieurs militants radicaux, tous francs-maçons, entament dans le *Journal de Verviers* la publication d'une série de lettres particulièrement agressives pour les jésuites et leurs protectrices. Le chef de file des radicaux, Hector Mottet, est un teinturier de 33 ans occupant une cinquantaine d'ouvriers, beau-frère d'un militant démocrate bruxellois. Avec lui, on trouve le clerc de notaire Dieudonné-Joseph Closset, 25 ans; Simon Lobet, boutiquier, 29 ans, déjà cité; François Gérard, vétérinaire, 32 ans; François Mullendorff, 45 ans, commerçant prospère, et le futur bourgmestre Edouard Herla, 38 ans, font figure de notables dans l'équipe.

Début septembre, dans une série d'articles d'une rare violence, le *Journal de Verviers* menace les protectrices des jésuites d'un soulèvement populaire "spontané". Et de fait, des manifestations éclatent les 15, 16 et 17 septembre, fomentées et guidées par les "potaïens" et principalement Mottet, qui sera d'ailleurs poursuivi en justice et condamné avec une vingtaine d'autres manifestants (à de légères amendes). Ces émeutes ouvrières à connotation fort particulière ne sont pas sans gravité, on en parle jusqu'en Angleterre et en Russie. Le *Times* du 7 octobre écrit : "Travellers who have arrived here from Verviers say that the popular excesses which occured there some days ago where much more serious they are representend in Russians journals"[8].

Résultat de ces trois soirées d'agitation, le Conseil communal obtient des dames patronnesses qu'elles renoncent à leur projet (provisoirement, car le premier jésuite s'installera discrètement en janvier suivant). Contrecoup : le gouvernement (où libéraux et catholiques sont encore unis) blâme l'attitude des autorités locales, provoquant la démission du bourgmestre Warnotte et de six conseillers. Conséquence finale : à l'élection partielle qui suit, deux radicaux (Herla et Mullendorfff) entrent au Conseil, rejoints par Mottet et Closset en octobre sui-

6. P. Gazon, *Histoire de Verviers*, Verviers, 1951, p. 37-44.

7. Voir F. Joris, *La presse verviétoise de 1818 à 1850*, Louvain-Paris, 1978, p. 122-127.

8. Cité par Els Witte, *op. cit.*, p. 385.

vant (ce qui provoque alors la démission d'Armand Simonis et d'Edouard Biolley).

De tous les conseils communaux où ils purent participer en Belgique avant 1848, c'est à Verviers que les radicaux auront le plus d'influence, à un moment privilégié où leurs idées avaient le vent en poupe sur les bords de la Vesdre.

De septembre 1844 à la fin de 1846, "Gilles Potaie" (dont l'équipe s'est élargie à deux professeurs de l'Ecole industrielle communale, Jean Humblet et surtout Joseph Goffin), après avoir fait descendre les ouvriers dans la rue pour des motifs politiques bien éloignés des préoccupations quotidiennes de ceux-ci, consacrera une large part de ses correspondances hebdomadaires dans le *Journal de Verviers* à traiter de la question sociale. Son but est désormais de faire comprendre à l'ouvrier qu'il ne doit ni soumission ni bassesse à l'industriel, et à ce dernier qu'il ne peut le traiter comme un paria ou un vulgaire outil.

"Potaie" s'efforce de mieux faire connaître l'état de dénuement de la classe ouvrière verviétoise : il publie le budget-type d'une famille de travailleurs pour démontrer que la misère la menace à tout instant. Il déplore l'incapacité du gouvernement à mieux organiser le travail et à amortir les effets de la concurrence illimitée sur les salaires.

Ainsi une poignée de précurseurs, après avoir orchestré les premières émeutes ouvrières antipatronales dans la cité lainière, développe pour la première fois également des idées socialisantes dans un quotidien local, contribuant grandement à leur diffusion dans une population verviétoise plus sensible que d'autres, à l'époque, aux appels démocratiques.

2. LES QUARANTE-HUITARDS

En février 1848, une insurrection chasse le Roi Louis-Philippe du trône de France et instaure la République à Paris. Les démocrates s'enflamment dans toute l'Europe. A Verviers, le 27, durant une représentation au Théâtre de la place Verte, un spectateur lance un billet sur la scène, réclamant que l'on chante la Marseillaise et le Chant du Départ. Un acteur s'exécute, mais sans parvenir à entraîner la salle excepté Joseph Goffin qui relance chaque couplet depuis sa place [9]. La police

9. H. Wouters, *Dokumenten betreffende de geschiedenis van arbeidersbeweging 1831-1853*, Louvain-Paris, 1964, p. 433 et 614.

identifie l'auteur du billet : il s'agit d'un jeune rentier ensivalois, le baron Hyppolite de Steiger, fils d'un noble luxembourgeois ancien officier dans l'armée impériale, et apparenté par sa mère à la riche famille des de Lezaack. De Steiger, âgé de 28 ans, a rejoint le clan des "potaiens" quelques mois plus tôt et va encore faire parler de lui.

Dans les jours qui suivent, une chanson appelant à un soulèvement circule dans les rues de Verviers, et un placard menaçant est affiché sur quelques murs. Son style chaotique et exalté en trahit l'origine : "A bas les prétendus frères des pauvres ouvriers de Verviers, le Vicomte de Biolley, Jules Grand'Ry et Simonis, et autrement que cela, du sang mais pas du sang de ces braves familles, l'appui du peuple, mais le sang de l'ouvrier, à demain Messieurs les pères du peuple". Le texte est mystérieusement signé "a d f g et la suite"[10]. On ne signale cependant aucun incident.

Fin avril, une scission se produit chez les radicaux : alors que Closset, Lobet, Herla et Mullendorff par exemple restent fidèles aux principes constitutionnels belges et donc à la monarchie, les démocrates par contre constituent un club franchement républicain dont le nom fleure bon 1789 : la Société des Droits et des Devoirs de l'Homme [11], provoquant par ricochet quelques semaines plus tard la mise en place d'une Union anti-républicaine qui, à l'instar de ce qui se passe dans les autres villes du pays touchées par le virus républicain, ralliera avec succès les conservateurs de tous poils qui font taire provisoirement leurs divergences idéologiques.

Le club républicain publie un manifeste le 22 mai et tient sa première séance publique le 29, au premier étage du café Turbach, rue Tranchée (aujourd'hui rue Peltzer de Clermont), non loin de l'Harmonie. La salle est comble. Président de la Société, Mottet prend le premier la parole. "Assez grand de taille, large d'épaules, figure maigre, pommettes saillantes, cheveux blonds, favoris peu fournis tirant sur le roux, teinte pâle, allure décidée", tel est le portrait que dressent du leader républicain les mouchards de la police[12].

Après Mottet, qui a ouvert le feu en critiquant les radicaux ralliés aux conservateurs, de Steiger (vice-président) prône le suffrage univer-

10. *Idem*, p. 434.

11. Pour cette société, ses dirigeants et ses activités, voir F. Joris, *op. cit.*, p. 161-163 et 176-177; C. Desama, *Note sur le mouvement démocratique à Verviers en 1848*, dans le *Bulletin de l'Institut archéologique liégeois*, t. 84, 1972, p. 271-304; C. Christophe, *Les idées sociales et démocratiques à Liège de 1848 à 1856*, mémoire inédit, U.Lg., 1963, p. 138.

12. H. Wouters, *op. cit.*, p. 751.

sel, Victor Maréchal et Jean Humblet (vice-président également) parlent d'égalité et de fraternité, enfin le secrétaire de la Société, Joseph Goffin, fait le procès de la politique gouvernementale. Comme leur manifeste-programme, tous soulignent l'injustice de l'organisation sociale et l'immense pauvreté qui accable les ouvriers. Les orateurs sont vivement applaudis.

La Société des Droits et des Devoirs de l'Homme tiendra des réunions tous les dimanches chez Turbach jusqu'à la fin de 1849. Elle annonçait une soixantaine de membres lors de sa création, mais elle prend très vite de l'extension et trouve une assise réellement populaire : elle aurait, selon la police, 650 membres et quelque 2.000 sympathisants à l'hiver 48 - 49, et en mars, les indicateurs de la Sûreté estiment, plus d'un an après le début du processus révolutionnaire qui a secoué l'Europe, que "Verviers est toujours le point où les républicains sont le plus à craindre"[13].

Fondé et animé par des bourgeois, le club compte toutefois de nombreux ouvriers dans ses rangs. Afin de les préserver des représailles patronales, il est convenu qu'ils forment entre eux de petits comités de dix à douze hommes qui prennent l'engagement de se réunir par brigade à l'appel des dirigeants de la Société au jour fixé pour l'insurrection belge. Car il est beaucoup question de complot et de soulèvement révolutionnaire au sein du club verviétois tout comme dans les sociétés sœurs de Liège, de Bruxelles et d'ailleurs, avec lesquelles Mottet, de Steiger et Goffin principalement entretiennent des rapports permanents.

Mais la ville reste calme tout au long de cette période d'intense agitation des esprits; tout au plus signale-t-on en juin 1848 durant deux soirées des rassemblements de foule, femmes et enfants surtout, sur la grand'route à Ensival. Mais on s'y borne à chanter une chanson populaire et on se disperse sans heurts. La révocation de Goffin et de Humblet par le Conseil communal, en juillet, de leur poste de professeur à l'Ecole industrielle ne provoque pas non plus de réaction. Privés de leur emploi en raison de leur engagement aux côtés de la classe ouvrière, les deux hommes réagiront différemment : Goffin se lance dans le journalisme militant, son collègue quitte le club et obtient sa réintégration. C'est que, dans l'électorat censitaire, "la peur du rouge" - déjà ! - l'a emporté durant l'été 1848 : à trois reprises lors d'élections législatives, provinciales et communales qui se succèdent en juin, juillet et août, les radicaux qui dominaient Verviers depuis 1844 - 45 sont écrasés et chassés du Conseil communal.

13. H. Wouters, *op. cit.*, p. 773.

Les républicains mettent encore la Garde civique locale en émoi quand ils organisent, en février 1849, un banquet rassemblant jusqu'à quatre heures du matin 1.300 militants de tout le pays. La nuit s'achève par une réunion des principaux chefs du mouvement, où on décide qu'au jour du soulèvement, dont la date n'est toujours pas fixée, celui-ci sera lancé depuis Verviers. La Société des Droits et des Devoirs de l'Homme occupe une place de choix dans le landerneau républicain belge, depuis ses débuts ! Mais les républicains n'en ont plus pour longtemps : après un autre banquet démocrate organisé à la fin mars 1849 à Molenbeek, au Prado, les principaux leaders sont arrêtés. Mottet est appréhendé à Verviers le 16 mai, incarcéré à Bruxelles, inculpé le 21 juillet comme les autres dirigeants belges de complot contre la sûreté de l'Etat et traduit devant la Cour d'Assises du Brabant[14].

Durant son incarcération, Mottet tombe malade et le bruit de son décès imminent court dans les milieux amis. Mais le teinturier verviétois ne marchera pas, heureusement pour lui, sur les traces de Chapuis, martyr d'une autre Révolution. Au contraire, alors que les autres leaders sont condamnés à de très lourdes peines de prison et certains à mort, Mottet sera le seul acquitté de tous les accusés de "l'affaire du Prado". Il rentre à Verviers le 31 août 1849. Boycottée par les industriels locaux, sa teinturerie périclite. Après un bref retour au Conseil communal au début des années '50, Mottet abandonne la politique. Il mourra en 1890, oublié de ses descendants spirituels.

3. LES PREMIERS JOURNAUX OUVRIERS

Sur les bancs de l'école, ou le soir en famille, le gamin de sept ans qu'est Pierre Fluche en ces années 1848-49 a-t-il pu entendre les adultes évoquer l'action des Mottet, de Steiger, Goffin, Humblet, les réunions du club républicain et les bruits de Révolution ? Sa mère, son beau-père ont-ils fréquenté le café Turbach ? Rien n'est moins sûr même si c'est possible, mais le chemin qui va des quarante-huitards verviétois, ces présocialistes précoces, aux fondateurs de l'Internationale deux décennies plus tard, est désormais clairement entamé.

De Steiger a continué à animer la Société des Droits et des Devoirs de l'Homme pendant l'incarcération de Mottet. Mais en même temps,

14. H. Wouters, *op. cit.*, p. 783-833 (documents relatifs à l'affaire du Prado).

avec Goffin, il a collaboré à Liège au journal ouvrier *Le Peuple*, œuvre de Prosper Esselens. Ce bihebdomadaire socialisant rencontre un vif succès à Verviers, ce qui rend inutile la création d'un organe local similaire. Mais Esselens est condamné à mort, en août 1849, dans l'affaire du "Prado" (sa peine fut commuée et il fut gracié en 1856). *Le Peuple* doit disparaître quelques mois plus tard. C'est alors que de Steiger crée à Verviers, pour lui succéder, en janvier 1850, le *Journal du Peuple*, premier bihebdomadaire verviétois de tendance présocialiste[15].

En même temps, Goffin a fondé avec l'aide de de Steiger encore mais aussi de Mottet, Humblet et d'autres anciens du club républicain, un quotidien progressiste, *La Réforme*. De Steiger y puise les trois-quarts du contenu de son bihebdomadaire, les deux hommes faisant cause et caisse communes. La partie originale et franchement plus engagée du *Journal du Peuple* consiste en des articles de fond nettement socialisants et, surtout, dans des correspondances signées "un ouvrier" dénonçant avec précision des abus dont certains travailleurs de Verviers, Dison ou Hodimont ont été victimes : paiement en nature, renvoi injustifié, brutalité d'un contremaître, etc.

En septembre, le *Journal* publie un "Manifeste démocratique" appelant les prolétaires à s'unir pour la lutte en faveur de leurs droits - mais la feuille disparaît quelques semaines plus tard, Goffin refusant de continuer à l'imprimer car il était trop déficitaire, prétextait-il, mais en fait parce que les "lettre d'un ouvrier", par leur réalisme accusateur, commençaient à agacer jusque dans les rangs de certains démocrates soutenant *La Réforme* de leurs deniers.

Ainsi disparut le premier journal socialisant verviétois, œuvre d'un rentier, noble de surcroît ! Fidèle à ses convictions de jeunesse mais abandonnant le combat militant, de Steiger continuera néanmoins à participer jusqu'à sa mort en 1878 au mouvement démocratique à Verviers puis à Bruxelles, restant notamment membre actif de la Société de l'Affranchissement puis des Cosmopolitains, cercles militants de la libre-pensée fréquentés par les chefs bruxellois de la Première Internationale !

Le *Journal du Peuple* a eu un concurrent, qui lui survivra d'ailleurs près d'un demi-siècle : dès février 1850, avec l'aide des principaux industriels verviétois tant catholiques que libéraux, Gilles Nautet-Hans (dont le gendre devait fonder *Le Jour* en 1894) a entamé la publication d'un journal moralisateur à l'attention de la classe ouvrière, *La Feuille*

15. Voir F. Joris, *op. cit.*, p. 261-266.

du Dimanche[16]. Adversaire résolu de la démocratie, prêchant sur un ton patelin la résignation, prodiguant des conseils de sage prévoyance et louant les mérites de la charité, *La Feuille* était distribuée gratuitement par dizaines d'exemplaires dans toutes les grandes usines verviétoises - plus de 200 exemplaires pour les établissements Biolley et Simonis ensemble par exemple.

"Un petit journal destiné à la classe ouvrière de Verviers, et qui circule dans les ateliers sous forme de boules de papier que les ouvriers se lancent les uns aux autres" : c'est par cette boutade sans doute en partie fondée que les démocrates décrivaient l'hebdomadaire d'inspiration patronale.

L'Ouvrier qui voit le jour en novembre 1856 - Fluche va alors sur ses seize ans et a déjà cinq années d'usine - apparaît par contre comme un défenseur plus sincère des intérêts des prolétaires[17]. Imprimé par Joseph Goffin, dirigé et rédigé par un certain Fabry domicilié rue de la Batte, le journal est l'organe d'une association ouvrière, l'Union, qui espère regrouper tous les travailleurs de l'arrondissement en son sein dans une sorte d'alliance mutuelliste. Le journal se donne pour mission d'aider les travailleurs à conquérir leur bien-être, et compte bien pour cela leur démontrer la puissance du nombre. "Œuvre immonde" aux yeux des conservateurs, il réclame la justice sociale plutôt que l'aumône, s'insurge contre l'obligation militaire par tirage au sort, attaque le clergé compromis avec le patronat - bref contient de quoi secouer des consciences. Mais le journal et l'association naissante disparaissent avant la fin de 1857. André Larondelle, jeune tisserand de 23 ans, a participé à la brève aventure de *L'Ouvrier* et de l'Union : il sera dix ans plus tard avec Fluche un des fondateurs des Francs-Ouvriers et du *Mirabeau.*

4. DES PROGRESSISTES DE PLUS EN PLUS MODERES

Quand Joseph Goffin imprime *L'Ouvrier*, en 1856-57, il est surtout le principal animateur du *Courrier de Verviers*, un bihebdomadaire de tendance démocrate qui a succédé à *La Réforme* en février 1855, et auquel collabore encore, entre autres, Jean Humblet. *Le Courrier de Ver-*

16. Voir F. Joris, *op. cit.*, p. 267-271.

17. Voir F. Joris, *La presse verviétoise de 1850 à 1914*, Louvain-Paris, 1982, p. 122.

viers et Joseph Goffin disparaissent de la scène militante verviétoise lorsque l'ancien professeur est emprisonné durant un mois au début de 1858 pour délit de presse. Après cette incarcération, la suite de la carrière du journaliste et imprimeur radical se déroulera à Seraing puis à Spa.

Jean Humblet reprend le flambeau des idées progressistes en février 1858, en lançant *Le Journal de Verviers*. Mais le ton est plus modéré, la veine républicaine des années '48 bien enterrée, et ce nouvel hebdomadaire ne fera pas long feu. Sept ans plus tard, en 1866, on retrouve encore Humblet parmi les collaborateurs de *L'Echo de Verviers*, quotidien progressiste fondé en 1864 par Victor Doret et financé par son ami Richard Sirtaine, gros négociant en laines transformé en marchand de fusils pour les belligérants de la guerre de Sécession américaine par le jeu des circonstances et par l'appât du gain[18]. Le journal se dit partisan du suffrage universel, semble sensible aux premiers efforts d'association des ouvriers, est hostile au régime de Napoléon III et surtout extrêmement critique à l'égard de l'administration communale libérale conservatrice - ce qui vaudra à son rédacteur en chef Edouard Barlet de perdre son poste de professeur au Collège communal en décembre 1866 à l'instar de Goffin vingt ans plus tôt. On ne badine pas avec le respect dû aux autorités locales à l'époque - ces mêmes autorités qui tolèrent que le directeur du même Collège, Philippe Bède, puis un autre de ses professeurs, Votion, assurent la rédaction du quotidien libéral conservateur *L'Union libérale* ...

En décembre 1866 enfin, *L'Echo de Verviers* cède la place à un nouveau quotidien fondé sur des bases plus solides : *Le Progrès*, qui paraîtra jusqu'en 1877, imprimé durant l'essentiel de son existence par Ernest Gilon et animé principalement par Jean Humblet. Celui-ci est entouré d'une impressionnante pléiade de collaborateurs qui feront du *Progrès* un phare de la presse belge, admiré et cité en exemple par tous les libéraux progressistes en Belgique, qui constituent à Verviers, jusqu'à la fin du siècle, un troisième parti politique. Parmi ces hommes, outre les deux précités, on épinglera ici le pasteur Théophile Bost, le professeur Thill Lorrain et les industriels Henri Lejeune - Vincent, Jacques Henrion, Charles Müllendorff, Henri Pirenne, Jean Tasté, Robert Centner[19].

18. Sur cet épisode "verviétois" de la guerre de Sécession, voir F. Balace, *L'armurerie liégeoise et la guerre de Sécession,* Liège, 1978, p. 107-141 et 261-270.

19. Voir F. Joris, *op. cit.*, p. 76 à 91, pour la presse progressiste de 1856 à 1866.

Les mêmes hommes, sous l'impulsion d'Ernest Gilon, sont aussi à l'origine de la fondation, en décembre 1866 également, de l'Œuvre des Soirées Populaires, société d'éducation populaire de tendance nettement libérale bien sûr, dont les activités culturelles (spectacles, excursions, cercles de lecture) rencontreront un grand succès. Enfin, en décembre 1866 toujours, la même équipe lance un nouvel hebdomadaire destiné à la classe ouvrière, *L'Ami du Foyer*, soucieux de l'amélioration "progressive" du sort des ouvriers mais hostile aux "revendications violentes et irréfléchies" telles que ... la grève contre la diminution de salaire.

Les Soirées Populaires et *L'Ami du Foyer*, œuvres de libéraux progressistes mais néanmoins patrons, n'apparaissent pas par hasard à ce moment précis : jusque-là murés dans leur silence soumis, les ouvriers verviétois ont commencé à se manifester - en dehors et à gauche de milieux progressistes peu à peu oublieux des ardeurs révolutionnaires de 1848. *L'Ami du Foyer* fera d'ailleurs écho, de manière négative, aux premiers pas du mouvement ouvrier verviétois et de la section belge de l'Association Internationale des Travailleurs. Ses critiques deviendront acerbes au fil des mois, au fur et à mesure que son discours paternaliste sera de moins en moins bien accepté par les travailleurs auxquels il s'adresse. Comme lui écrit l'un d'eux en 1868 : "Ah, Messieurs les économistes, vous n'avez jamais eu faim. Bien logés, bien nourris, bien vêtus, vous parlez du sort de l'ouvrier comme un aveugle parle des couleurs"[20].

5. "LA REFORME PAR L'ACTION"

Un quarante-huitard, un seul, parmi ceux demeurés à Verviers après le reflux des idées radicales dans les années '50, est obstinément resté fidèle à celles-ci. Ecrivain public et calligraphe, poète, bohème, plus tard grand voyageur, auteur en 1872 de la "Barcarolle" devenue l'hymne local de Verviers - "Oh, por mi ju sos fîr, Qwand j'sos-st-a l'estrangîr, D'aveur sutu hossi, En'on trô comm' à Vervîs..." - Corneil Gomzé a à peine 19 ans lors des événements de 1848. Il s'enflamme pour le "printemps des peuples", d'une flamme qui ne le quittera plus jusqu'à son trépas. Membre actif de la Société des Droits et des Devoirs de l'Homme, il prend régulièrement la parole au club républicain lors des

20. *L'Ami du Foyer*, 27.12.1868.

réunions rue Tranchée[21], sans toutefois y assumer de responsabilité au premier plan.

Une quinzaine d'années après la disparition du club du café Turbach et le recul des idées républicaines dans toute l'Europe, un nouveau frémissement démocratique est perceptible : au Saint-Martin's Hall de Londres, le 28 septembre 1864, une grande réunion publique jette les bases d'une Association Internationale des Travailleurs, œuvre essentiellement du philosophe allemand en exil Karl Marx, qui avait dû quitter la Belgique en 1848. A Bruxelles, à l'initiative du Français Auguste Morel, un comité ouvrier de douze membres est constitué en avril 1865; il donne naissance en juillet suivant à la section bruxelloise de l'Internationale, que César de Pæpe représente à la première conférence de l'AIT à Londres en septembre 1865.

L'avènement de l'Internationale à Bruxelles[22] est le résultat des activités conjointes de plusieurs membres des mouvements rationalistes et libre-penseurs, parmi lesquels on retrouve par exemple Prosper Esselens, l'ancien condamné à mort de l'affaire du "Prado". Mais les trois principales figures du mouvement naissant seront Désiré Brismée et ses deux beaux-fils, de Pæpe et Hins. Né en 1822, Brismée a milité dans les mouvements républicains en 1848 à côté notamment de Jacob Kats et de Jan Pelering, puis il a fondé, entre autres, la société de libre-penseurs "Les Solidaires" et le cercle "Le Peuple" qui seront à la base de la section bruxelloise de l'AIT en 1865.

Né en 1841, César de Pæpe a donc le même âge que Pierre Fluche, 24 ans, quand il épouse Henriette Brismée en janvier 1865. Ouvrier typographe avant d'être médecin en 1872, il a pris une part active en 1863 à une vaste campagne de propagande en faveur du suffrage universel en compagnie notamment du radical Paul Janson (né en 1840), et le discours qu'il a prononcé alors à Pattignies a eu un certain retentissement dans les milieux sympathisants. Quant à Eugène Hins, de deux ans plus âgé que de Pæpe, docteur en lettres en 1867, il épousera l'année suivante la fille cadette de Brismée, Jeannette, et, devenu un des responsables du comité belge de l'Internationale, il sera à ce titre chargé des contacts avec les militants verviétois.

Verviers, où Gomzé, à l'instar de Brismée à Bruxelles, est à l'origine des premières tentatives de relance du mouvement démocratique en

21. Albert Bonjean, dans la préface au recueil de Gomzé, *Avau les champs*, Verviers, 1901, p. 15.

22. Nous nous basons principalement sur les excellentes annotations de J. Freymond, *La première Internationale*, tome III, Genève 1971, p. 490-519.

1864 : il crée d'abord une Fédération ouvrière dont le but est d'accorder des pensions aux invalides du travail âgés de 60 ans et plus, moyennant le paiement pendant au moins dix ans d'une cotisation variant suivant l'âge de l'affilié[23]. En 1865, Gomzé prend en outre la tête d'une association ouvrière politique dont le but est cette fois la conquête du suffrage universel : "La Réforme par l'action". Rentré quelques mois auparavant à Verviers après son Tour de France, Pierre Fluche adhère à cette association militante[24].

Mis à part Gomzé, les dirigeants du cercle sont tous des ouvriers tisserands. Joseph Jamar est secrétaire de "La Réforme par l'action". Albert Baruh, qui fait aussi partie des cercles d'instruction mutuelle d'inspiration libérale "L'Etude" et "Le Progrès" qui donneront naissance aux Soirées populaires[25], est le secrétaire de la Fédération ouvrière; on le retrouvera plus tard parmi un groupe de dissidents de la section verviétoise de l'Internationale. Les autres membres du comité de "La Réforme par l'action" sont un nommé Gélis, J.J. Xhonneux, J. Léonard, P. Joris, Pierre Hanssen, Walter Devosse, Jules Mahwin, enfin Jacques et Jean Levieux : c'est l'un de ces deux derniers qui prononcera quarante-quatre ans plus tard l'adieu des vétérans de l'Internationale sur la tombe de Fluche.

Pour l'heure, le futur leader du mouvement ouvrier verviétois assiste seulement aux réunions et aux meetings du cercle, sans y jouer de rôle plus actif. En soi, l'affiliation et la participation aux activités du groupe constituent à elles seules, à cette époque, des actes réellement militants. C'est Pierre Kropotkine, le Prince anarchiste, qui le souligne dans ses mémoires : "Les bourgeois ne comprendront jamais les sacrifices faits par les ouvriers pour soutenir leur cause. Il ne fallait pas peu de courage pour s'affilier ouvertement à une section de l'Internationale et affronter le mécontentement du patron, s'exposer à être probablement renvoyé à la première occasion et condamné à rester de longs mois sans travail. Mais même dans les circonstances les plus favorables le fait d'appartenir à une association ouvrière ou à un parti avancé entraîne une série de sacrifices continuels. Il n'y a pas jusqu'à la minime cotisation donnée pour la cause commune qui ne représente une lourde charge pour le maigre budget d'un ouvrier européen, et il faut débourser plusieurs gros sous chaque semaine. C'est aussi un sacrifice que d'assister fréquemment aux réunions. Pour nous ce peut être un plaisir de passer quelques

23. Pour ce qui suit concernant la Fédération ouvrière et le cercle "La Réforme par l'action", nous nous basons sauf indication contraire sur l'*Echo de Verviers*, numéros des 26.1, 19.2, 23.2, 24 .2, 4.4, 20.4, 23.4, 14.5 et 11.6.1866.

24. Lettre de P. Fluche à V. Dave, 4.11.1903.

heures dans une assemblée, mais pour des hommes dont la journée commence à cinq ou six heures du matin, ces heures doivent être prises sur le repos nécessaire"[26].

Kropotkine, qui connut bien les premiers militants verviétois comme ceux d'autres villes européennes, décrit de manière émouvante l'engagement des pionniers du mouvement ouvrier : "Il faut avoir vécu à cette époque parmi les ouvriers pour se faire une idée de l'effet produit sur leurs esprits par l'extension soudaine de l'Internationale - de la confiance qu'ils avaient en elle, de l'amour avec lequel ils en parlaient, et des sacrifices qu'ils faisaient pour elle. Des milliers d'ouvriers donnaient, jour par jour, semaine par semaine, année par année, leur temps et leur argent, prenant même sur leur nourriture, pour assurer l'existence de chaque groupe et la publication des journaux, pour défrayer les dépenses des congrès et venir en aide aux camarades qui avaient souffert pour la cause"[27].

On n'en est pas encore là dans la cité lainière. Le 7 juin 1865, "La Réforme par l'action" met sur pied une première conférence publique au cours de laquelle Auguste Morel, à la demande de Gomzé, vient depuis Bruxelles parler de l'organisation du travail devant plusieurs centaines d'ouvriers. Une deuxième conférence est prévue le mois suivant[28]. Le dimanche 18 février 1866, un meeting contradictoire est organisé à l'école gardienne communale du quartier des Grandes Rames. Cette fois, Gomzé reçoit quatre délégués bruxellois du comité central de propagande pour la réforme électorale, dont le vieux militant Jacob Kats. Jamar préside le meeting, auquel assiste un public nombreux. Mahwin, en wallon, prend aussi la parole, suivi par Baruh qui déclare à l'attention des libéraux progressistes présents dans la salle : "On nous enseigne nos droits et nos devoirs dans des conférences depuis quelques années, que la chose ne soit pas fictive mais réelle, un peu moins de paroles et un peu plus d'actes." Comme il fallait s'y attendre, la presse conservatrice accuse Gomzé de se servir du peuple pour "parvenir". Le comité du cercle prend vigoureusement sa défense dans les colonnes de *L'Echo de Verviers.*

Début avril, Gomzé, Xhonneux et Baruh prennent la parole à un meeting national à Bruxelles, en compagnie de Kats et Pellering notamment. Ils s'y rallient à la revendication du droit de vote pour les

25. Mathieu Beaupain, *L'Œuvre des Soirées populaires de Verviers*, Verviers, 1893, p. 11.

26. Pierre Kropotkine, *Autour d'une vie*, 2e édition, 1902, p. 284.

27. *Idem,* p. 283.

28. H. Wouters, *op. cit.*, p. 199.

hommes capables de lire et écrire mais restent partisans du suffrage universel pur et simple : "quand il s'agit de défendre la patrie, on ne nous demande pas si nous savons lire et écrire", s'écrie Gomzé - qui a profité de son séjour à Bruxelles pour assister à des séances de la jeune section bruxelloise de l'Internationale[29].

A la fin du mois, le cercle tient un nouveau meeting aux Grandes Rames, toujours devant une salle comble. Jamar, Xhonneux, Baruh, Levieux se succèdent à la tribune. Le rédacteur de l'*Union libérale*, qui veut s'exprimer sans monter sur l'estrade, provoque un tumulte général. Enfin, un troisième et dernier meeting a lieu le 14 mai à midi, cette fois à la salle du Manège, inaugurée sept ans plus tôt. Cinq à six cents personnes, en majorité des ouvriers, y assistent. Kats est à nouveau présent et parle après Gomzé et Mahwin. Le radical Paul Janson, futur leader des libéraux progressistes au Parlement après 1894, est aussi à la tribune. Il se liera avec Fluche deux ans plus tard, à l'occasion d'une série de meetings antimilitaristes que les deux hommes, le brillant avocat de la capitale et l'ouvrier tisserand verviétois, animeront ensemble en 1868[30]. "Je ne me rappelle pas sans émotion que j'ai fait, il y a longtemps, mes premières armes à ses côtés", écrira Janson lors du décès de Fluche en 1909.

Le meeting du Manège, réclamant le suffrage universel sans conditions, sera le dernier mis sur pied par "La Réforme par l'action". En effet, le cercle ouvrier se voit ensuite refuser par les autorités communales la possibilité de donner chaque samedi soir des conférences publiques dans la salle de l'école gardienne des Grandes Rames. Amer, Gomzé écrit une lettre ouverte où transparaît la fin prochaine des activités du groupe, une lettre se terminant par un cri de rage : "les Gris-Chevris" - le lieu où Chapuis exposait à la population les principes révolutionnaires en 1789 - "ne sont pas loin. Un jour viendra où nous aurons l'occasion de protester à la tribune libre contre ce nouvel acte d'oppression. Vive la liberté !"

"Jésus républicain", "La Misère", "Le Moricaud" sont quelques titres parmi les chansons wallonnes à connotation sociale que Gomzé écrira dans le reste du siècle, qu'il parcourt de plus en plus en original solitaire après le fiasco de la campagne pour la réforme électorale (le Premier Ministre libéral Frère-Orban avait clairement refusé en mars 1867, à la Chambre, toute forme de suffrage universel). "C'était un exalté, un idéologue, une belle intelligence mais un caractère aigri par

29. J. Freymond, *op. cit.*, p. 502.
30. *Le Travail*, 6.10.1909.

les déboires", a écrit à son propos Léon Brasseur[31]. "Trop ambitieux pour être dans la foule des ouvriers, trop pauvre pour vivre parmi les gens cultivés, il fut toujours un révolté." C'est dans un cercueil de bois blanc non raboté que le poète sera enterré en 1900, à l'âge de 72 ans, léguant à sa ville les notes de sa Barcarolle que joue encore aujourd'hui chaque jour le carillon de Notre-Dame.

31. Cité par Paul Léon, *Dictionnaire des rues de Verviers*, tome 1, Verviers, 1976, p. 122.

LES DEBUTS DES FRANCS-OUVRIERS

1. "L'AVENIR DES TRAVAILLEURS"

En 1867, la bourgeoisie verviétoise se détend au son de la musique d'Offenbach : en janvier, dans la "Bonbonnière" de la place Verte[1], l'ancien théâtre situé à l'emplacement de l'actuelle halle de verre et d'acier, on joue *La Belle Hélène*, particulièrement appréciée par le public; *La Grande Duchesse de Gérolstein*, création de l'année, prend la relève un peu plus tard dans la saison[2]. Trois ans plus tôt à Paris, Offenbach a donné *La Vie Parisienne*, dont la musique magnifie avec verve et fantaisie les tourbillons de la fête du Second Empire en multipliant les airs entraînants : comme ailleurs, leur succès ne se démentira pas pendant longtemps auprès du public verviétois, lorsqu'il peut bien sûr s'offrir les charmes du spectacle, et cela reste le cas aujourd'hui[3].

A Hambourg, un obscur journaliste allemand de 49 ans sorti pour la circonstance de son exil londonien embourgeoisé, relit en ce printemps 1867 les épreuves de son ouvrage *Das Kapital*[4]. Karl Marx, qui a pris la tête de l'Association internationale des travailleurs (AIT) très peu après la fondation de celle-ci, au Saint-Martin's Hall en septembre 1864, expose que le capitalisme, en concentrant les richesses dans

1. Le premier Théâtre communal fut érigé en 1820-1822. Détruit lors de la construction en un autre endroit du Grand Théâtre, il céda la place en 1895 à un kiosque, lui-même disparu depuis sous la pioche des démolisseurs.

2. B. Mawe (pseudonyme de A. Weber), *Histoire du théâtre à Verviers*, t. II, 1892, p. 304 et 340.

3. A en juger par l'engouement et les éloges pour la reprise de ce spectacle à la fin de 1996 au Grand Théâtre de Verviers.

4. Seule la première partie du *Capital* parut du vivant de Marx (1818-1883); les deux autres, rédigées par Engels selon les notes de Marx, furent publiées en 1885 et 1894.

quelques mains, ne pourra résister à l'assaut des travailleurs groupés et organisés; il prévoit l'avènement d'une société ouvrière fondée sur la collectivisation des moyens de production et d'échange.

Offenbach à Paris, orchestrateur de la fête mondaine. Marx à Londres, théoricien de la révolution prolétarienne. A Dison, l'ouvrier tisserand Frédéric-Joseph Thiry[5] ne songe sans doute ni à l'un ni à l'autre en rédigeant, à l'automne 1867, un pamphlet d'une trentaine de pages qui paraîtra en octobre sous le titre *L'Avenir des Travailleurs* et sous le couvert prudent de l'anonymat. Sa brochure porte en exergue une phrase provocatrice présentée comme étant les paroles favorites d'un ancien fabricant de Dison : "Il faut que les ouvriers mangent de l'herbe " ! Le ton est donné.

Dans un style direct, percutant, plutôt décousu et non exempt de longueurs, Thiry dénonce - sans s'embarrasser des gants mis jusque-là par d'autres - les excès du train de vie luxueux des riches industriels verviétois en regard de la condition ouvrière, il agresse les domestiques au service de ces patrons, et surtout il souligne avec rage la vie inacceptable imposée par le système aux ouvriers : "on nous recommande de peu manger, de beaucoup travailler, de ne pas nous révolter, de ne pas envier le sort de ces Messieurs qui affichent un luxe effréné tandis que nous crevons de faim". D'un point de vue plus politique, Thiry critique vigoureusement l'intérêt sur le crédit, il développe des idées sociales que l'on qualifierait aujourd'hui d'autogestionnaires et enfin, il évoque la création d'une organisation internationale de tous les ouvriers.

Lorsqu'il écrit *L'Avenir des Travailleurs*, Thiry est âgé de 24 ans. Né en 1843, il est le fils d'un marchand de flocons et déchets de laines, qui achète des déchets de tissage (les "ploumions" tombant des métiers à tisser) chez Sirtaine, industriel de la place bien connu, et transforme ces résidus en flocons pour literie.

Parmi les déchets ainsi achetés et traités se trouvent les détritus de tout genre jetés par les ouvriers en dehors ou à proximité de leur métier. C'est ainsi, à en croire son récit plus d'un demi-siècle plus tard[6] , que le jeune Thiry, dont la tâche dans la fabrique paternelle était de "nettoyer" les déchets de laine, trouvait en assez forte quantité des morceaux du journal régional *L'Ouvrier*, en 1857. Touché par ce premier et insolite contact avec les idées socialisantes à l'âge de 13 ans (après avoir cessé

5. A son propos, voir F. Joris, *Frédéric-Joseph Thiry dit Thirybûse*, dans *Annales de la Fondation Adolphe Hardy*, n° 5, Dison, 1995, p. 65-92.

6. F.J. Thiry, *La Terre*, Verviers, 1914, n° 1 à 5 (on trouve plusieurs passages autobiographiques épars dans cette revue pré-électorale).

de fréquenter l'école des Frères où il recevait une éducation beaucoup moins subversive), Thiry compléta son maigre apprentissage doctrinal par la lecture d'ouvrages de Proudhon notamment.

Thiry maîtrise en tout cas suffisamment sa plume et sa pensée pour trouver un ton neuf, net et brutal, apte à emporter l'adhésion des lecteurs de sa brochure. Grâce à son prix modique, celle-ci connaît un certain succès, non seulement dans l'agglomération verviétoise mais bien au-delà : à l'été 1868, le pamphlet du Disonais figure (en compagnie d'écrits de Blanqui et de Louis De Potter entre autres) parmi les brochures socialistes que le militant bruxellois César de Pæpe se fait un devoir d'envoyer au nom de la jeune section belge de l'AIT, à sa consœur de Genève[7].

En attendant, le texte de Thiry va avoir un impact décisif en bord de Vesdre : l'observateur objectif qu'est le Commandant de la Gendarmerie de Verviers lui attribue sans hésitation, dans un rapport dressé en mai 1869[8], sinon la paternité en tout cas la responsabilité du déclenchement du mouvement ouvrier dans la région verviétoise. C'est en effet dans la foulée de la diffusion de *L'Avenir des Travailleurs* que plusieurs ouvriers, dont Thiry, fondent en novembre 1867 la Société des Francs-Ouvriers et décident la publication d'un journal, *Le Mirabeau* - dont le titre a été suggéré par l'animateur des meetings de 1866, Corneil Gomzé[9], et qui verra le jour le 1er décembre avec pour devise "Nous voulons exercer nos droits".

2. LES FRANCS-OUVRIERS, SECTION DE L'INTERNATIONALE.

Annoncée dans *La Feuille d'annonces de Verviers*, le 13 novembre 1867, la fondation des Francs-Ouvriers a lieu lors d'un meeting le 17, l'assemblée constitutive étant suivie d'une première réunion des membres le 24 novembre au café de la Pisseroule à Dison, chez

7. Correspondance de César De Pæpe avec Johan-Philippe Becker (animateur de l'AIT à Genève), juin à août 1868, dans D.E. Devreese, *Documents relatifs aux militants belges de l'Association internationale des travailleurs*, Louvain-Paris, 1986, p. 47, 63 et 70.

8. Lettre au Procureur général de Liège, dans H. Wouters, *Dokumenten bettrefende de geschiedenis der arbeidersbeweging teen tijde van de erste Internationale 1866-1880*, Louvain-Paris, 1971, p. 306.

9. D'après le témoignage de Thiry dans *La Terre* en 1914.

Borne[10]. Un règlement provisoire est adopté : sauf décision contraire des associés sur des cas individuels, seuls les "simples ouvriers manuels" sont admis; la cotisation annuelle est fixée à 60 centimes; les Francs-Ouvriers se déclarent philosophiquement neutres.

Quels sont les principaux dirigeants, et donc sans doute les initiateurs, du cercle qui se constitue en cette fin 1867 ? Thiry bien sûr, qui signe le premier numéro du *Mirabeau* comme éditeur responsable le 1er décembre et prétendra plus tard avoir rédigé celui-ci quasiment seul. Le tisserand André Larondelle ensuite, né à Baelen 35 ans plus tôt, qui est l'éditeur du journal (alors mensuel) à partir du deuxième numéro en janvier 1868, et qui représente la société le 5 janvier à une réunion antimilitariste organisée par la section bruxelloise de l'AIT. Roch Germay[11], ouvrier fondeur et artiste peintre, qui a fait ses premières armes dans la Légion étrangère française en prenant part aux campagnes du Second Empire en Crimée, en Afrique et en Italie[12].

Le nom de Pierre Croisier peut aussi être avancé avec certitude puisqu'il apparaît comme président des Francs-Ouvriers dans le premier numéro du *Mirabeau*. Ouvrier peintre comme Germay, âgé de 25 ans, ce Stembertois écrit dès fin janvier ou février 1868 au secrétaire de la section bruxelloise de l'Internationale pour obtenir de celle-ci des orateurs susceptibles d'aider au développement du mouvement dans la région verviétoise.

Croisier n'y va pas par quatre chemins dans sa lettre aux militants de la capitale : "Nous n'avons jamais eu en vue que de nous organiser de manière à profiter de la première occasion qui s'offrira pour nous emparer du pouvoir, et nous voyons approcher le temps où le travailleur pourra, s'il le veut, être maître chez lui. Ainsi pour ne pas être pris au dépourvu, nous ne voulons pas de demi-mesures, mais nous crions jusque sur les toits à la révolte; nous profiterons de tout ce qui s'offre à nous pour ameuter l'ouvrier et pour l'organiser en vue d'un soulèvement prochain"[13]. C'est peut-être suite à cet appel que le Bruxellois Eugène Hins vient à Verviers exposer aux Francs-Ouvriers les principes de l'AIT[14].

10. *Le Travail,* 6.10.1909, p. 1.

11. D'après *Le Travail,* 6.10.1909, p. 1.

12. *Le Travail,* 25.4.1908, p. 3.

13. Extrait cité lors du procès des meneurs de la section belge de l'Internationale dans le cadre de l'interrogatoire de Croisier : Wouters, *op. cit.*, p. 203-207.

14. Lettre de Hins du 2.7.1868, citée dans Devreese, *op. cit.*, p. 61.

Quant à Pierre Fluche, s'il est peut-être parmi les plus anciens affiliés, voire les membres fondateurs des Francs-Ouvriers[15], ce qui n'est pas absolument certain[16], il ne joue pas un rôle prépondérant dans les toutes premières semaines du cercle ouvrier. Mais il en est devenu le secrétaire quand les Francs-Ouvriers rejoignent l'Internationale, au printemps 1868[17].

Comme on l'a vu, l'adhésion des Verviétois à l'AIT avait été précédée de rencontres ou d'échanges épistolaires de la section bruxelloise de celle-ci avec Corneil Gomzé en 1866, puis avec André Larondelle suite à une initiative prise par César de Pæpe en décembre 1867[18], enfin avec Pierre Croisier en janvier ou février 1868, échanges suivis d'un déplacement du militant bruxellois Eugène Hins à Verviers. Un nouveau contact entre la capitale et la province est établi lors d'un meeting antimilitariste en mars, à l'occasion d'une vigoureuse campagne contre un projet gouvernemental d'augmentation du nombre annuel de recrues[19]. Il semble que ce soit dans le cadre de cette campagne, à laquelle Fluche prit part comme orateur, que le futur leader du mouvement ouvrier verviétois commença à s'imposer dans celui-ci[20].

Fin avril 1868, les militants verviétois franchissent donc le pas de l'affiliation de leur tout jeune groupe à l'AIT. *Le Mirabeau*, dans son numéro du 3 mai au sous-titre modifié ("Organe des Francs-Ouvriers, section verviétoise de l'Association Internationale des Travailleurs") l'annonce fièrement "à ses frères prolétaires associés ou non". Très vite, la section de Verviers se révèle particulièrement énergique, elle multiplie les meetings où parlent ses propres orateurs, au premier rang desquels Pierre Fluche qui donne certes des contributions écrites (anonymes) au *Mirabeau* mais qui s'affirme surtout dès cette époque comme un orateur de talent, capable de trouver le ton adapté à un auditoire

15. Lettre de Fluche à Dave, 4.11.1903 : "En 1867, nous formons la première section de l'Internationale, les Francs-Ouvriers, avec pour organe *Le Mirabeau* qui a paru jusqu'en 1880."

16. Dans sa nécrologie, *Le Travail* du 6.10.1909 cite "Thiry, Germay et quelques autres" comme fondateurs du cercle mais non Fluche. Dans ses souvenirs (quelque peu confus), Thiry écrit en 1914 : "Fluche ne faisait pas partie de l'Internationale et moi j'en étais expulsé" (*La Terre*).

17. J. Freymond, *La Première Internationale. Recueil de documents*, t. III, Genève, 1971, p. 502.

18. Freymond, *op. cit.*, p. 502.

19. C. Oukhow, *Documents relatifs à l'histoire de la Première Internationale en Wallonie*, Louvain-Paris, 1967, p. IX.

20. *Le Travail* du 6.10.1909, p. 1.

ouvrier, d'émouvoir celui-ci comme de le galvaniser, d'alterner le pathos et l'ironie avec toute l'énergie et le culot nécessaires[21].

La campagne intense de propagande des Internationalistes verviétois impressionne Eugène Hins : "Si nous rencontrions partout la même intelligence et le même courage que chez les Francs-Ouvriers de Verviers. Ces gaillards-là qui sont de simples tisserands travaillant douze heures par jour, se sont fondés d'eux-mêmes, sans aucun secours de notre part, et ont immédiatement publié un journal mensuel (...). Chacun d'eux en prend plusieurs douzaines, et ils vont les répandre jusqu'à plusieurs lieues de la ville (...). Voilà des gaillards qui marchent tout seuls. Vous ne sauriez imaginer le courage et le dévouement de ces gens-là"[22].

Les efforts des Francs-Ouvriers seront couronnés de succès : à l'été 1868, ils comptent quelque quatre cents affiliés sur Dison et Verviers, et ils ont suscité par leurs meetings la création d'une section forte de quatre-vingt membres à Ensival ("L'Union") et d'une autre à Pepinster regroupant (sur cette commune et celles de Cornesse et Wegnez) une vingtaine d'adhérents ("L'Alliance des prolétaires"); toujours suite à un meeting, un groupe est également en gestation à Polleur (ce sera "La Renaissance"). Bref, en quelques semaines, l'Internationale fait des progrès remarquables dans la région verviétoise (comme en Hainaut sous l'impulsion des Bruxellois), qui seront soulignés au premier Congrès semestriel de la section belge, le 5 juillet 1868 à Bruxelles.

3. LE CONGRES INTERNATIONAL DE L'AIT A BRUXELLES.

Signe du poids qu'il a rapidement acquis dans le mouvement, c'est Fluche qui prend la parole au nom des Verviétois au troisième Congrès international de l'AIT (après ceux de Genève en 1866 et de Lausanne en 1867), qui a lieu à Bruxelles du dimanche 6 au dimanche 13 septembre 1868, en partie dans la salle du Cygne, Grand-Place, et en partie au Théâtre du Cirque (qui devint plus tard l'Alhambra). Lallemand (pour Ensival), Leclercq (pour Pepinster), Larondelle (pour Hodimont) et Debrouck (pour Dison) assistent également à une partie de ces as-

21. Les témoignages sur les capacités d'orateur de Fluche sont suffisamment nombreux et variés pour ne pas être exagérés. On y reviendra.

22. Cf. note 14.

sises, auxquelles Fluche semble participer de bout en bout alors qu'un grand nombre de délégués belges ne pourront prendre part qu'aux séances des dimanches et du lundi 7. Le Congrès réunit près d'une centaine de délégués dont la moitié environ de Belges, dix-huit Français, onze Anglais, huit Suisses, cinq Allemands et un Espagnol[23].

Bien des années plus tard, le leader socialiste belge devenu Ministre d'Etat, Louis Bertrand, que son père avait emmené deux ou trois fois assister au Congrès, se rappelait fort bien - il avait douze ans à l'époque - "cette grande salle, la piste du cirque transformée en plateforme où se trouvait un bureau et d'où parlaient les orateurs, chacun en sa langue. Parmi le public des loges et des tribunes, on se montrait le célèbre révolutionnaire Blanqui, (...) André Godin, le fondateur du Familistère de Guise ayant une succursale à Laeken, et Henri Rochefort, l'écrivain de *La Lanterne*, alors réfugié à Bruxelles pour échapper à la justice de Napoléon III"[24].

Comme la plupart des autres ouvriers de province présents au Congrès, le tisserand verviétois ne tient pas la vedette, bien sûr, dans cette réunion internationale - comment aurait-il pu en être autrement ? Mais il prend la parole à plusieurs reprises devant le "gratin" du mouvement ouvrier belge et international, et il côtoie durant plusieurs jours les principales têtes pensantes ou agissantes du socialisme européen réunies pour la circonstance - exceptés les deux grands absents, Bakounine et Marx[25]. Cette première expérience "au plus haut niveau" a sans doute dû compter dans la formation personnelle de Fluche (qui n'a alors que 27 ans). Elle contribua en même temps à asseoir le crédit du dirigeant des Francs-Ouvriers auprès des militants bruxellois constituant le Conseil de la section belge, et notamment les De Pæpe, Brismée et Hins.

Dans son rapport sur l'évolution de l'AIT dans la région verviétoise[26], Fluche évoque devant les congressistes, le 6 septembre en fin d'après-midi, les dissensions qui ont déchiré (déjà !) les Francs-Ouvriers (nous y reviendrons) et souligne avec d'autant plus de fierté la diffusion croissante du *Mirabeau*. Il déplore le nombre encore trop faible d'affiliés, "mais il est aussi vrai que malgré la lâche indifférence du plus grand nombre d'affiliés, chez nous le courage supplée au

23. Voir compte-rendu intégral dans Freymond, *op. cit.*, t. I, Genève, 1962, p. 239 à 447.

24. L. Bertrand, *Souvenirs d'un meneur socialiste*, tome I, Bruxelles, 1927, p. 37.

25. Marx ne participera qu'à un seul Congrès international de l'AIT, celui de La Haye en 1872, auquel Fluche assista également.

26. Freymond, *op. cit.*, p. 250-251.

nombre". Il expose brièvement la tactique du noyautage des coopératives existantes à Verviers, Pepinster, Ensival pour en modifier les principes de l'intérieur, et précise que les autres moyens d'action prônés pour triompher sont "les meetings, les sociétés de secours mutuels, de crédit, les sociétés coopératives de consommation et de production ayant pour base le mutualisme" - autant d'idées, conclut-il, que les Francs-Ouvriers ont la conviction de pouvoir concrétiser dans les prochains mois.

La question des coopératives revêt manifestement une importance certaine pour les Francs-Ouvriers puisque sur la suggestion de Fluche, Lallemand et Larondelle, le Congrès ajoutera aux résolutions sur ce thème une invitation à tous les membres de l'AIT à entrer dans les coopératives pour tenter de leur faire adopter les principes socialistes[27].

Après avoir lu, le 9 septembre (sans doute en lieu et place d'un Liégeois empêché), un rapport de la section liégeoise sur les effets de la mécanisation dans l'évolution des salaires[28], Fluche intervient encore dans la discussion sur les conditions de travail (en vue de l'élaboration de "Cahiers du travail") en décrivant plusieurs abus patronaux à Verviers : l'usage du livret d'ouvrier comme moyen de chantage, la gestion des caisses de prévoyance organisées au sein de certains établissements, l'obligation faite aux ouvriers de se fournir aux boutiques tenues par les contremaîtres, enfin les fraudes commises par certains patrons dans le mesurage des pièces tissées[29] : ayant pu prouver que le mètre du patron comptait **cent dix** centimètres, un ouvrier payé à la pièce avait obtenu réparation du Conseil des Prud'hommes pour une pièce de quarante mètres - mais combien de mètres et donc d'heures de travail avaient été ainsi volées aux ouvriers depuis combien d'années par cet industriel verviétois ?

La dénonciation de ces exactions au détriment des tisserands payés à la pièce devait être reprise près de trois décennies plus tard à la tribune de la Chambre par le député socialiste gantois Edouard Anseele appuyé par son collègue de Verviers Malempré, dans un discours célèbre repris en brochure sous le titre *Cartouche et Cie*[30] ...

27. Freymond, *op. cit.*, p. 412.

28. Freymond, *op. cit.*, p. 294.

29. Freymond, *op. cit.*, p. 422-424.

30. *Education et socialisme*, n° 63, sept.-oct. 1956, p. 137.

4. LE MIRABEAU ET SON EQUIPE.

Toutes les autorités de l'époque le confirment : le journal des Francs-Ouvriers, qui devint bimensuel en octobre 1869 et hebdomadaire à partir de mars 1870, connut une diffusion considérable dans la région verviétoise et eut une influence décisive, relayée par les meetings, sur l'essor du mouvement ouvrier naissant. Relisons quelques extraits significatifs de ces rapports confidentiels de police ou de gendarmerie, ces lettres du Bourgmestre ou ces notes du Gouverneur adressées à Bruxelles[31].

"L'esprit socialiste fait de grands progrès parmi la classe ouvrière de Verviers. Un journal *Le Mirabeau* vient d'être fondé par une société d'ouvriers de Verviers et de Dison et ses idées y sont propagées" (7 décembre 1867).

"La population de Verviers surtout, excitée qu'elle est par les méchants petits journaux, critique spécialement tout ce qui a rapport à l'armée. Le journal *Le Mirabeau* paraît toujours à Verviers et les environs, le premier dimanche de chaque mois, et continue à exciter vivement les esprits contre les dépenses pour l'armée et pousse le peuple à une réforme sociale" (7 février 1868).

"Le journal *Le Mirabeau* a été distribué le 3 courant à profusion (...). Malgré les excitations, les ouvriers restent calmes, quoiqu'il y ait beaucoup d'inoccupés" (7 mai 1868).

"Amélioration dans les affaires. Tout est calme à la surface mais, malheureusement, des journaux tels que *Le Mirabeau* (...) distribués en quantité, répandent des idées révolutionnaires parmi les ouvriers et cherchent à les organiser afin d'établir à un moment donné une grève générale et à organiser le travail d'après des idées prônées par les utopies socialistes" (7 juin 1868).

"A Verviers, l'esprit est toujours surexcité par certains journaux qui continuent à répandre des idées socialistes parmi les ouvriers" (7 août 1868).

"Les journaux socialistes, notamment dans l'arrondissement de Verviers, sont toujours très répandus parmi la classe ouvrière et cherchent naturellement à pervertir les gens de cette classe" (7 mars 1869).

31. Voir Wouters, *op. cit.*, p. 42, 43, 71, 79, 100, 102, 173.

D'après le rapport de Pierre Fluche au Congrès de l'AIT en septembre 1868, le premier numéro avait été tiré à 1.000 exemplaires, le deuxième à 2.000 et les suivants à 4.000 - chiffres peut-être exagérés, mais néanmoins jugés assez plausibles pour être étalés devant un Congrès international. D'où vient ce succès, que le prix très abordable du journal ne peut seul expliquer ? *Le Mirabeau* publiait de longs et indigestes articles de fond sur les questions économiques, sociales et politiques, il insérait dans ses quatre maigres pages quantités de communications, résolutions et convocations émanant des divers groupes de l'AIT, mais il contenait également des articles et informations précises relatives aux conditions de travail des ouvriers verviétois. Issu du monde ouvrier, rédigé par des ouvriers, il savait parler leur langage[32].

C'est ainsi que *Le Mirabeau* va se faire, littéralement, l'avocat des ouvriers verviétois exploités, en dénonçant courageusement et en toute clarté (une de ses rubriques s'intitule d'ailleurs "Pilori") les abus et leurs auteurs, le plus souvent nommément cités : le journal publie par exemple une liste des créanciers qui n'hésitent pas à jeter des débiteurs en prison, il publie les noms des contremaîtres pratiquant le "truck system" (l'obligation d'acheter dans leur magasin ou de fréquenter leur café), il dénonce des pratiques abusives en matière d'amende, de mesurage du travail, de paiement du salaire ou des indemnités des sociétés de secours, d'horaires de travail enfin, particulièrement pour les femmes et les enfants. Plus que les théories sur l'organisation sociale de demain, voilà de quoi intéresser sans doute les ouvriers qui font la lecture à leurs voisins ou leurs compagnons d'atelier.

Outre les Thiry, Larondelle, Germay, Croisier et Fluche cités plus haut, d'autres travailleurs collaborent régulièrement à la rédaction du journal à ses débuts : Nicolas Andrien, qui sera bientôt le fondateur du premier syndicat des tisserands (24 ans en 1868), Joseph-Nicolas Demoulin (un "gamin" de 18 ans), Joseph Jamar (28 ans, un des animateurs des meetings de 1866), ou encore Gaspard Damseaux (qui fait un peu figure d'ancien dans le groupe avec ses 43 ans), tous tisserands. Mais l'équipe fluctue très vite, au gré des recrutements opérés dans la phase de "percée" de l'Internationale, au gré aussi des départs dus à la répression patronale ou aux dissensions internes.

32. *Le Mirabeau* a fait l'objet de deux mémoires de licence universitaire : T. Pirard, *Le mouvement ouvrier verviétois et Le Mirabeau à l'époque de la Première Internationale*, UCL, 1971; A. Vyane (en néerlandais), *Le Mirabeau 1867-1880*, RUG, 1968. Plus aisément accessible au public intéressé, on verra aussi J. Wynants, *Ainsi naquit une industrie*, 1984, p. 122-124 et 157-164.

5. PREMIERES DISSIDENCES, PREMIERES REPRESSIONS.

Le premier "dissident" n'est autre que Thiry lui-même, l'initiateur ou en tous cas le déclencheur du mouvement fin 1867. Il est victime à la fois du boycott patronal, de querelles de personnes et de divergences idéologiques. Boycott patronal : bien sûr, la liberté d'expression est garantie à tous mais en l'absence de toute force syndicale, la liberté de licencier sans motif du jour au lendemain est également garantie aux patrons. Ouvrier tisserand chez Snœck à Ensival, Thiry perd bientôt son emploi et n'est réembauché nulle part. Pire, son père ne trouve soudainement plus d'amateurs pour sa production, ses clients habituels lui faisant payer en quelque sorte l'engagement militant de son fils : "allèsse les vintes aux Francs-Ovris, Thiry".

Querelles de personnes : ainsi privé de ressources, Thiry caresse alors le projet de vivre du *Mirabeau* - idée qui lui est peut-être venue du fait qu'on lui a déjà proposé dans le courant de 1867 la rédaction de l'hebdomadaire progressiste *L'Ami du Foyer*, pour 25 francs par semaine, ce qu'il avait refusé compte tenu des orientations paternalistes du journal en question.

Thiry expose donc sa situation financière délicate aux membres du Comité des Francs-Ouvriers en leur demandant de bien vouloir lui rendre "son" *Mirabeau*; il propose de se charger désormais intégralement du journal pour autant qu'il en reçoive la moitié des bénéfices éventuels en plus d'un fixe. La proposition fait l'unanimité contre elle lors d'une assemblée générale en octobre 1868, que suivra peu après l'exclusion de Thiry.

Divergences idéologiques peut-être : il est difficile de dire si, outre le problème de la propriété du *Mirabeau*, une différence de conception doctrinale n'a pas été également à la base de l'éviction de Thiry. Au printemps de 1869, avant de fonder son propre journal, Thiry trouve asile en effet dans les colonnes de *L'Ami du Foyer* pour polémiquer durant deux mois avec son ancien journal sur la question de l'intérêt du crédit. A l'en croire, ses vues en la matière et sur la collectivisation du sol ont motivé son exclusion alors qu'elles sont partagées par César De Pæpe (qui prend la parole à Verviers en décembre 1868 - et qui avait effectivement plaidé pour la collectivisation du sol au Congrès international de Lausanne déjà en 1867). Ce ne serait pas impossible : De Pæpe est un théoricien modéré, Thiry n'a rien d'un révolutionnaire, alors qu'à la fin de 1868, on le verra, la section verviétoise de l'AIT est de plus en plus marquée par les partisans des thèses les plus radicales.

C'est de cela qu'il s'agit en tous cas dans le départ d'André Larondelle, qui cesse d'être l'éditeur du *Mirabeau* en mars 1869 pour créer son propre organe de presse en août suivant, *Le Prolétaire*[33]. L'accueil ironique du *Mirabeau* ne laisse pas de doutes, ce sont des divergences idéologiques qui sont à l'origine de cette publication concurrente : "quelques artisans modérés et raisonnables trouvant l'organe des Francs-Ouvriers trop révolutionnaire, se proposent de définir la question ouvrière d'une manière moins sale et surtout plus calme et plus rationnelle"[34].

Mais *Le Prolétaire* se gardera bien de critiquer et encore moins de tenter de concurrencer le *Mirabeau* : jusqu'à ce que ce dernier devienne hebdomadaire en mars 1870, le nouveau journal paraîtra chaque dimanche mais s'en abstiendra le premier du mois, jour de parution du *Mirabeau*. Quant au fond, Larondelle fut à peine plus modéré que ses anciens amis du *Mirabeau*, exprimant au contraire avec fermeté, et même de manière de plus en plus vive au fil des mois, des opinions révolutionnaires dans la ligne de sa profession de foi initiale : "Ce que nous voulons, c'est le peuple instruit de ses droits politiques et sociaux, le peuple se mettant au courant de faire et d'administrer ses affaires lui-même, le peuple à la tribune chaque fois qu'il s'agira de lui; en un mot, nous voulons le peuple (...) prêt à se dérober aux machinations de ses oppresseurs au premier mot de ralliement"[35].

En fait, ce qui singularise *Le Prolétaire*, c'est la place privilégiée consacrée dans ses colonnes aux activités des groupes disonais de l'AIT et aux faits sociaux intéressant Dison. Par contre, *Le Prolétaire* rejoint et même dépasse *Le Mirabeau* dans sa réaction aux attaques dirigées contre l'Internationale par un troisième journal ouvrier verviétois - eh oui : de mai à septembre 1869, Thiry fait paraître six ou sept numéros du *Martinet*, une feuille satirique presqu'exclusivement consacrée à critiquer les personnes et l'action des leaders des Francs-Ouvriers, leur reprochant entre autres et tout à la fois (outre son exclusion bien sûr) de se tromper d'objectifs, de négliger la coopération, de mentir aux ouvriers en leur promettant la révolution, de refuser la contradiction publique dans les meetings et congrès, etc...

C'est ainsi que Thiry fait savoir par exemple qu'étant présent au Cygne, à Bruxelles, pour assister le 16 mai 1869 au troisième Congrès

33. Pour *Le Prolétaire* d'A. Larondelle, nous renvoyons à F. Joris, *La presse verviétoise de 1850 à 1914*, Louvain-Paris, 1982, p. 128-129.

34. *Le Mirabeau*, 4.7.1869, p. 4.

35. *Le Prolétaire*, 29.8.1869, p. 1.

semestriel de la section belge, l'accès lui en a été interdit suite à l'intervention du délégué disonais présent, Fluche à ses côtés ayant poussé celui-ci à s'exprimer en leur nom sur cette présence. Commentaire prémonitoire de Thiry : "Toujours diplomate le Fluse, il ira loin le gaillard"[36].

Trois autres militants ont rompu avec *Le Mirabeau* et l'Internationale pour faire équipe avec Thiry dans la rédaction de l'éphémère *Martinet* : Roch Germay, Albert Baruh (un ancien de la Fédération ouvrière de 1866) et un certain Bayens. Tous quatre ignoraient, dira plus tard Thiry dans ses souvenirs, que leur *Martinet* bénéficiait du soutien indirect de la bourgeoisie locale, trop heureuse de trouver une aussi féroce critique de l'AIT venant de la classe ouvrière elle-même : la Société Royale d'Harmonie achetait régulièrement une centaine de numéros du pamphlet, et le commissaire de police aidait financièrement l'imprimeur à subvenir aux frais de la publication ! Celle-ci cessa lorsqu'en raison d'un bon mot trop corsé à l'égard d'un notable local, ce soutien occulte disparut ...

La fin du *Prolétaire* en 1870 sera plus glorieuse : poursuivi en tant qu'éditeur responsable pour un article particulièrement violent, André Larondelle (qui avait déjà été victime de représailles patronales en décembre 1868) est condamné en mai 1870 à un mois de prison ferme, et son fils se voit infliger une peine de trois semaines pour avoir vendu le numéro incriminé ! *Le Prolétaire* n'y survit pas.

Un autre militant de la première heure avait dû subir également, quelques mois plus tôt, les effets de la répression, patronale cette fois : Pierre Croisier est contraint de quitter Verviers à la fin juin 1868, car on ne veut plus lui donner du travail. Il gagne Bruxelles, où il devient rapidement secrétaire de la section bruxelloise. Il reviendra à Verviers parler dans un meeting en janvier 1869 et il apportera sous les huées du public la contradiction ("gauchiste" dirions-nous aujourd'hui) aux avocats bruxellois Robert et Arnold s'exprimant dans un meeting antimilitariste organisé par les Francs-Ouvriers le 28 mars suivant. En tant que secrétaire de la section bruxelloise, membre du Conseil général de la section belge de l'AIT, et un des principaux orateurs de celle-ci, Croisier fut encore l'objet de longs interrogatoires en avril et mai 1869, dans le cadre d'une enquête intimidatrice consécutive à des événements violents survenus dans la région sérésienne[37], enquête pour laquelle les

36. *Le Martinet,* 31.5.1869, p. 1.

37. Wouters, *op. cit.*, p. 202-207. Croisier sera poursuivi avec tous les autres dirigeants de la section belge.

principaux membres du Conseil avaient été arrêtés et son secrétaire général, Eugène Hins, emprisonné.

6. L'ESSOR DE L'INTERNATIONALE.

A partir du printemps 1868, on l'a dit, les militants verviétois ont multiplié les meetings dans la région. La gendarmerie de Verviers en compte 23 de fin octobre à fin avril 1869. Partout, les orateurs, parmi lesquels on relève encore Corneil Gomzé qui récite des poèmes "démocratiques", exposent les buts et moyens de l'Internationale, en insistant sur l'organisation de caisses de résistance en vue de grèves.

"A la suite de ces meetings", conclut le commandant de gendarmerie, "l'Internationale a fondé des sections à Stembert, à Polleur, à Ensival, à Pepinster, à Juslenville, à Nessonvaux, à Cornesse, à Wegnez, à Dison et à Petit-Rechain, qui se sont fédérées à celle de Verviers. Elles se composent des ouvriers tisserands, fileurs, ourdisseurs, drousseurs, mouleurs, mécaniciens, menuisiers, ébénistes, teinturiers, laveurs, sécheurs, échardonneurs et emballeurs. Il y a de plus une section allemande"[38]. Et il aurait pu ajouter une section de femmes, seule du genre en Belgique.

Autrement dit, malgré les heurts entre modérés et extrémistes, les querelles de personnes, les remous internes, les exclusions ou les départs, bref les divisions qui marquent le mouvement ouvrier verviétois dès ses débuts, ce qui ne cessera plus jamais d'être le cas, l'Internationale s'enracine, et fortement[39]. Un événement en particulier contribue au succès des meetings et à la multiplication des affiliations, c'est la grève aux établissements Garot, à Hodimont, déclenchée en décembre 1868 pour protester contre le licenciement d'un ouvrier qui n'est autre qu'André Larondelle, l'éditeur du *Mirabeau*[40].

Larondelle est congédié le jeudi 24 décembre pour avoir été absent de l'usine la veille en raison d'une blessure. Une quarantaine d'ouvriers cessent aussitôt le travail, les esprits étant déjà échauffés par le projet patronal d'établir une caisse de secours dans l'usine. Les grévistes ré-

38. Wouters, *op. cit.*, p. 306-308.

39. Wynants, *op. cit.*, p.125.

40. Nous faisons le récit des événements d'après le rapport du commandant de gendarmerie, 3.1.1869 (AEL, S.P., VI.A.35).

clament la réintégration de Larondelle et celle de tous les travailleurs, le renvoi du contremaître qui a licencié le militant socialiste, l'abandon du projet de caisse de secours, une réduction du temps de travail et une augmentation de salaire. Garot réengage Larondelle mais refuse les autres conditions. Le mardi 29, après quatre jours d'arrêt de travail, il engage de nouveaux ouvriers. Le jeudi 31, des incidents éclatent entre les "jaunes" et les grévistes. Le 2, ceux-ci sont soutenus par une foule de 3 à 4.000 personnes, des pierres sont lancées, des vitres de la fabrique volent en éclats, les gendarmes à pied puis à cheval dispersent à deux reprises les manifestants. Vers 1 heure du matin, on crie "Vive la république, vive les Francs-Ouvriers" sous les balcons du Bourgmestre : huit arrestations. De nouveaux incidents ont encore lieu le 4, une foule de 2 à 3.000 personnes arpente les rues de Hodimont jusque tard dans la soirée, puis les choses rentrent dans l'ordre.

Malgré un prêt de 300 francs expédiés aux Francs-Ouvriers par le Conseil belge[41], la grève s'achève sans doute, le 5 janvier, sur la demi-victoire obtenue dès le début : la réintégration du responsable des Francs-Ouvriers. Nous ignorons ce qu'il advint des autres revendications. Mais pour la première fois depuis très longtemps à Verviers, des manifestations de masse ont eu lieu, émaillées d'incidents, de cris et de heurts avec les forces de l'ordre. Les exploités ont clamé leur colère comme ils ne l'avaient jamais fait. Les notables locaux - Chambre de Commerce et d'Industrie, Commissaire d'arrondissement - sont impressionnés[42] et voient dans cette grève et dans les démonstrations de masse qui l'ont accompagnée, sinon la main de l'Internationale en tous cas la preuve de son influence sur les esprits.

Dans le mois qui suit ce mouvement, la police estime que l'Internationale reçoit dans le bassin de Verviers plus de 4.000 nouveaux membres ![43] On ne prête qu'aux riches : un rapport particulier en date du 24 avril 1869 attribue la rédaction d'un *Manifeste aux ouvriers de Frameries* au comité de la section de Verviers[44]. A la même époque, celui-ci prend en tous cas l'initiative de contacter les autres sections de la région pour créer une Fédération de la vallée de la Vesdre. C'est chose faite en août, elle a pour secrétaire Joseph Jamar (qui a remplacé Laron-

41. Lettre de César De Pæpe à Jung, 7.1.1869, dans Devreese, *op. cit.*, p. 106.

42. Voir les appréciations de la Chambre de commerce dans Wynants, *op. cit.*, p. 166 et du Commissaire d'arrondissement de Verviers dans L. Linotte, *Les manifestations et les grèves dans la province de Liège de 1831 à 1914*, Louvain-Paris, 1964, p. 11-12.

43. Wouters, *op. cit.*, p. 169.

44. Wouters, *op. cit.*, p. 287.

delle comme éditeur du *Mirabeau*) et elle réunit les sections de l'AIT (c'est-à-dire les travailleurs organisés sur base géographique, par communes) mais aussi les sociétés de résistance (les travailleurs organisés par métiers, on dira plus tard "syndicats").

Suivant les principes de l'Internationale, ces sociétés de résistance devaient accumuler des fonds pour servir en cas de grève, puis se muer en coopératives de production après la révolution sociale. Les premières sociétés de résistance en Belgique apparaissent à Verviers dans les derniers jours de 1868 : "c'est samedi 5 décembre", écrit *Le Mirabeau*[45], "qu'a eu lieu la fondation dans notre arrondissement de la première Caisse de résistance, par les ouvriers fondeurs de Verviers; huit jours après, les tisserands, les menuisiers, les ourdisseurs ont suivi leur exemple". En avril suivant, comme l'observe justement le commandant de gendarmerie, on compte une douzaine de ces syndicats dans la région.

Le Mirabeau, désormais sous-titré "Organe des Sections de la Vallée de la Vesdre", tire alors à près de 5.000 exemplaires. Pierre Fluche en est l'éditeur responsable et la Fédération verviétoise va s'affirmer pendant longtemps comme une des fractions les plus dynamiques et certainement la plus remuante de l'Internationale en Belgique.

45. *Le Mirabeau*, 3.1.1869.

LES MILITANTS VERVIETOIS DANS L'ACTION

1. CONTRE L'IMPOT DU SANG.

Les Francs-Ouvriers ont donc réussi en l'espace de deux ans environ (de décembre 1867 à la fin de 1869) à susciter la création d'une dizaine de sections locales de l'Internationale et d'autant de syndicats professionnels, sans encore parler de nombreux autres groupes. Evoquant plus tard ces années d'effervescence de la classe ouvrière verviétoise, Fluche dira avoir été de tous les coups : "participé à toutes les organisations ouvrières tels que syndicats, coopératives, fédérations corporatives, fileurs, tisserands, fondeurs en fer, mécaniciens"[1]. Secrétaire de la Fédération, il continue aussi à collaborer régulièrement au *Mirabeau*, dont le succès reste tel qu'il peut devenir hebdomadaire à partir de mars 1870.

En ce début d'année 1870 qui verra éclater en juillet la guerre franco-prussienne, la Fédération verviétoise de l'Internationale agit aussi sur le plan politique en poursuivant une propagande antimilitariste entamée dès les débuts des Francs-Ouvriers. Effet garanti dans la classe ouvrière : par le système infâme du tirage au sort et surtout du remplacement (qui permet aux moins chanceux, désignés par le tirage au sort pour accomplir leur service, de se faire remplacer moyennant le versement d'une somme très élevée), les fils de nantis échappent à l'armée et seuls les ouvriers effectuent un service militaire de plus de deux ans. Des meetings antimilitaristes ont lieu le 3 janvier 1870 à Limbourg, le 8

1. Fluche à Dave, 4.11.1903.

mai à Verviers, le 17 juin à Ensival à l'occasion de la sortie de prison de Larondelle (après un mois de cellule comme éditeur du *Prolétaire*).

Le 19 juin, *Le Mirabeau* appelle les miliciens verviétois des classes 1863 et 1865 (rappelés en raison des bruits de guerre imminente entre la France et la Prusse) à se rassembler le lendemain à 9 heures rue du Marteau pour partir en cortège[2].

Quelques soldats entourés sans doute de leur famille - soit quelques dizaines ou quelques centaines de personnes selon les versions - répondent à l'appel, porteurs d'une bannière rouge sans équivoque : "Victimes de l'impôt du sang". Le cortège arrive devant l'Hôtel de Ville. La police saisit la bannière, la foule grossit, deux nouveaux drapeaux sont confectionnés, les policiers chargent sabre au clair pour s'en emparer. Trois ouvriers sont arrêtés et conduits à la prison par les gendarmes à cheval appelés à la rescousse.

Alors que la foule se disperse, le Bourgmestre Ortmans-Hauzeur fait appel à l'armée et interdit tout rassemblement. Vers 18 heures, chose inédite jusque-là à Verviers, un bataillon d'infanterie venu de Liège se range sur la place du Marché. Cinq à six mille personnes se massent à proximité. Elles sont dispersées par une charge de gendarmes à cheval faisant de nombreux blessés. On procède à douze nouvelles arrestations et, pour éviter la répétition d'incidents durant la chaude nuit d'été qui s'annonce, on installe des militaires devant l'Hôtel de Ville et aux portes des principales usines. Les commerces ont fermé leurs devantures, des groupes de manifestants parcourent la ville, les cafés sont combles, l'atmosphère est tendue à l'extrême.

A minuit, devant l'usine Sirtaine au Mont du Moulin, à deux pas de l'Hôtel de Ville, les nerfs d'une jeune sentinelle sont à vifs : quand cinq ouvriers descendent de la place du Marché vers le canal et que l'un d'eux interpelle le soldat, celui-ci met en joue et tire ! Lambert Gillis, ouvrier textile de 34 ans habitant Ensival, père de quatre enfants, est tué sur le coup ...

Valant à son auteur d'être promu caporal et à la victime d'entrer pour longtemps à son corps défendant dans la mythologie du socialisme local[3], ce sera la seule mort d'homme à Verviers lors de troubles occasionnés par le mouvement ouvrier. A cet égard, l'histoire sociale de la cité lainière contraste singulièrement et heureusement avec les

2. Nous retraçons les événements de juin 1870, qui entrèrent dans la "mythologie" du mouvement ouvrier verviétois au XIXème siècle, d'après Wynants, *op. cit.*, p. 148 à 153.

fusillades répétées qui jalonnent celle des grands bassins houillers wallons.

2. LES PREMIERES GREVES.

Ne revenons pas sur le conflit chez Garot à la Noël 1868. Il a comme libéré les ouvriers verviétois galvanisés par *Le Mirabeau* et après des décennies de soumission, les deux années suivantes verront plusieurs autres conflits éclater, tous aboutissant à des échecs vu leur impréparation[4]. Fin janvier 1869, le 25 exactement, c'est un arrêt de travail généralisé des typographes, qui exigent une diminution d'heures de travail et une augmentation de salaire. Le mouvement, qui a éclaté prématurément de l'avis des Internationalistes liégeois s'exprimant dans un meeting à Herstal[5], gagne Liège le 1er février. Mais les éditeurs et imprimeurs font bloc, et les grévistes, malgré l'appui de l'AIT, n'obtiennent pas satisfaction.

Le 3 février, tous les ouvriers affiliés à l'Internationale cessent le travail à la filature Quoidbach en Gérardchamps suite au renvoi d'un des leurs. Ils reprennent le travail sans être satisfaits. En avril, nouveaux échecs chez Snœck à Ensival et à la fonderie Laoureux à Verviers - ce sont les deux premiers mouvements de métallos. D'autres grèves éclatent, en octobre chez Fabry à Dison, en novembre à nouveau chez Garot à Hodimont, début décembre dans un tissage à Ensival : même résultat chaque fois.

Le 22 novembre, précédés d'une pancarte "En grève" précisant au revers "Réduction des heures de travail de 6 heures du matin à 7 heures du soir", les rattacheurs de plusieurs usines - donc des enfants entre 8 et 14 ans, filles et garçons - organisent une manifestation au départ du Pont Léopold, drapeau rouge en tête. Place du Martyr (on disait encore

3. L'AIT vint en aide pendant longtemps à la veuve de Gillis. Ce dernier était-il partisan de l'Internationale ou, au contraire, opposé à celle-ci parce qu'antireligieuse, comme le prétendit une tradition familiale ? Encore que la réponse importât peu en fin de compte pour la victime, versons seulement au dossier le fait que nous avons retrouvé trace trois ans plus tard, dans la liste des "meneurs de l'Internationale" établie en 1873 par la police de Verviers, d'un Joseph Gillis, tisserand, célibataire âgé de 25 ans, domicilié rue de l'Eglise à Ensival, et considéré comme "violent".

4. Liste dans Wynants, *op. cit.*, p. 167 et détails dans Linotte, *op. cit.*, p. 15-16 et 19-20.

5. Wouters, *op. cit.*, p. 163.

alors "place des Récollets"), ils entonnent la Marseillaise puis gagnent l'Hôtel de Ville où ils dansent autour du perron en chantant "Ni pleur nîn pov' ovrî". Pas de quoi émouvoir toutefois les industriels verviétois qui s'opposent à la réglementation du travail des enfants[6].

1870 sera à la fois plus calme et tout aussi désolant pour les ouvriers. En juin, 180 menuisiers de diverses usines, travaillant 14 heures par jour, cessent le travail le 19 pour obtenir la journée de 13 heures. Mal préparé, le mouvement échoue complètement.

On ne signale aucune grève dans le textile ou la métallurgie, peut-être en raison de la crise endémique qui semble affecter l'industrie locale cette année-là, excepté le commerce de draps militaires vers l'Allemagne une fois la guerre déclenchée. Mais pour le reste, Ortmans-Hauzeur écrit en septembre au Gouverneur que "les affaires sont de plus en plus mauvaises et le chômage de nos manufactures devient de plus en plus général (...) beaucoup de fabricants se décident à fermer leurs ateliers en vue d'éviter des pertes considérables"[7] - et tant pis pour l'ouvrier privé de revenus.

Malgré (ou à cause de ?) ce contexte difficile, "les affiliés de l'Internationale ne ralentissent pas leur propagande"[8] et, de l'avis des indicateurs de police, l'AIT compterait 6 à 7.000 ouvriers affiliés, répartis dans les sections de Verviers, Dison, Ensival, Petit-Rechain, Stembert, Pepinster, Wegnez, Theux et Polleur[9].

C'est en 1871 que les Internationaux recueillent les premiers fruits de leur opiniâtreté en obtenant pour les ouvriers mécaniciens la journée de 10 heures[10]. Fluche, qui serait intervenu de l'une ou l'autre façon (selon ses premiers biographes trente ans plus tard) dans tous les conflits précédents, depuis et y compris la grève Garot[11], dira plus tard avoir joué aussi un rôle dans ce premier mouvement victorieux[12] - rendu possible par les affaires exceptionnellement bonnes du commerce et de l'industrie verviétois à ce moment.

6. Wynants, *op. cit.*, p. 161.

7. Lettre du Bourgmestre du 10.9.1870, AEL, S.P., VII.A.105.

8. AEL, S.P., VII.A.105.

9. Linotte, *op. cit.*, p. 17.

10. Voir F. Joris, *Histoire des métallurgistes verviétois*, p. 52-54.

11. *Les hommes du jour*, n° 20, 1896, p. 3; *Le Travail*, 6.10.1909, p. 1.

12. Fluche à Dave, 4.11.1903 : "nous avons obtenu pour ces derniers (nb. : les mécaniciens) la journée de dix heures".

Ce qui semble sûr, c'est que Pierre Fluche sait déjà faire montre à l'époque d'une certaine autorité et de capacités de persuasion : au printemps 1871, il est choisi comme arbitre d'un conflit social à l'usine Malevez et parvient, dans cette position, à faire triompher les revendications ouvrières[13].

D'avril à juillet 1871, la Société de résistance des mécaniciens, sous la direction de Denis Noblué, consacre dix réunions à étudier la question du temps de travail, puis organise un grand meeting sur ce thème le 31 juillet. Le lendemain, une assemblée générale des syndiqués se prononce à l'unanimité pour une action en faveur de la journée de 10 heures. Il est convenu d'envoyer une délégation à chaque patron en commençant par la firme Houget, la plus importante. Son directeur, Bède, donne le ton à ses confrères, le 2 août, en consentant à la réduction du temps de travail. *Le Mirabeau* du 19 août montre en exemple aux autres corps de métier "les mécaniciens, qui viennent de faire une si belle brèche dans la vieille muraille réactionnaire par la bonne entente et la solidarité". Mi-août, les fondeurs obtiennent également les 10 heures, une demi-journée de grève suffisant pour faire plier le seul patron récalcitrant et lui arracher par la même occasion une hausse de salaire.

Si les efforts des associations du textile pour obtenir le même résultat n'aboutissent pas malgré les encouragements du *Mirabeau*, en revanche le mouvement des métallos verviétois en faveur des 10 heures fait tache d'huile dans le Hainaut, puis à Bruxelles, et même à Newcastle en Angleterre et à Chemnitz en Prusse. C'est la première fois, et pas la dernière si l'on songe au grand conflit de 1906, que les militants ouvriers verviétois donnent ainsi l'exemple au pays et même au continent industrialisé de la conquête pacifique d'un avantage social par la force du nombre et surtout de l'organisation.

3. LES REUNIONS OUVRIERES.

Les ouvriers du bassin de la Vesdre, ou du moins plusieurs de leurs militants les plus en vue, vont également prendre l'initiative en ces mêmes années 1870-1871 de réunions régulières publiques pour discuter, dans une sorte de "café politique" avant la lettre, des grands pro-

13. *Le Travail*, 5.10.1909, p. 2.

blèmes de société - initiative qui débouchera sur une tentative originale de dialogue direct avec le patronat.

Les Réunions ouvrières font l'objet, sous cette appellation, de comptes-rendus dans *Le Mirabeau*[14]. Témoignage rare et précieux, les procès-verbaux détaillés des débats des trente séances, reprenant souvent de manière précise les propos de chaque intervenant, sont soigneusement consignés dans un cahier de 149 pages encore conservé à la Bibliothèque communale de Verviers où il fut déposé en décembre 1871. Emile Vandervelde trente ans plus tard[15], Laurent Dechesne en 1908[16], plus près de nous Pirard en 1971[17], Neuville en 1979[18] et surtout Wynants en 1984[19] se sont penchés sur ce premier essai de dialogue organisé entre ouvriers et patrons, par lequel les militants verviétois de l'Internationale firent également œuvre de précurseurs.

Un essai pour le moins difficile et vain. Au départ, les Réunions ouvrières sont une espèce de vaste cercle d'étude rassemblant exclusivement des délégués ouvriers, où se discutent les problèmes intéressant ceux-ci. Officiellement, l'Internationale n'est pour rien dans cette initiative, mais comme le fera observer Pierre Fluche[20], l'AIT étant à l'origine de la plupart des groupes représentés aux séances, la confusion est facile - elle est d'ailleurs entretenue par le fait que *Le Mirabeau* publie un résumé de chaque réunion.

Parmi les groupes ouvriers représentés à une ou plusieurs séances, on relève six sections locales de l'AIT (Verviers, Ensival, Dison, Pepinster, Petit-Rechain et Nessonvaux), huit caisses de résistance professionnelles (les tisserands de Verviers, ceux d'Ensival, de Dison, de Rechain, les apprêteurs, les ourdisseurs, les mécaniciens de Verviers, les fileurs d'Ensival), quatre sociétés de secours mutuels (celles des fileurs, des tisserands de l'usine Simonis, celle de Hodimont et la Société philanthropique de Verviers), enfin six cercles d'instruction mutuelle : "Quelques ouvriers" de Verviers, "Les Gueux", "Les Penseurs", "Les Solidaires", "Le Progrès" et un cercle de Petit-Rechain.

14. Reproduits en partie dans Oukhow, *op. cit.*, p. 79-124.

15. E. Vandervelde, *Enquête sur les associations professionnelles en Belgique*, tome 1, 1891, p. 223.

16. L. Dechesne, *L'avènement du régime syndical à Verviers*, Paris, 1908, p. 71 à 78.

17. T. Pirard, *op. cit.*, p. 79 à 86.

18. J. Neuville, *Naissance et croissance du syndicalisme*, tome I, Bruxelles, 1979, p. 290-296.

19. J. Wynants, *op. cit.*, p. 127 à 141 et p. 265-267 (liste des participants).

20. *Procès-verbaux des séances des Réunions ouvrières*, BCV, séance du 17.12.1871.

C'est comme délégué du Cercle d'instruction mutuelle "Quelques ouvriers" de Verviers que Fluche prend part à l'une ou l'autre séance. Ainsi que l'expliquera un autre membre de "Quelques ouvriers", Walter Devosse[21] (ancien de "La Réforme par l'action" également), ce cercle créé en 1867 a pour but, au moyen d'une cotisation hebdomadaire de 5 cts, l'achat, le prêt de livres et l'abonnement collectif à des journaux lus et commentés lors des réunions, qui ont lieu chez les membres et non dans des cafés pour éviter d'autres frais.

Les Réunions ouvrières se tiennent sans discontinuer chaque dimanche en fin de matinée du 2 octobre 1870 au 23 avril 1871, d'abord en changeant régulièrement d'endroit afin de permettre à des ouvriers des villages plus éloignés d'y prendre part (les premières séances ont ainsi lieu à Ensival, Dison, Pepinster, Petit-Rechain), ensuite en se fixant à Verviers, dans divers cafés puis à partir de janvier 1871 au local de la maison Deru, rue du Marteau, qui abrite également les réunions de la Société de Saint-François. Chaque séance semble rassembler une quinzaine de participants : un petit noyau d'assidus d'une part et beaucoup d'occasionnels par ailleurs, les groupes eux-mêmes veillant peut-être à ce qu'une "tournante" soit établie entre leurs représentants. Président et secrétaire de séance sont renouvelés lors de chacune d'elles.

Ce n'est qu'à partir de la onzième réunion que des représentants patronaux, répondant à une invitation écrite lancée quinze jours plus tôt, participeront aux Réunions ouvrières. Jusque-là, c'est entre eux que les ouvriers débattent du suffrage universel d'abord (pendant les deux premières séances), des armées permanentes ensuite (lors des deux réunions suivantes), des moyens d'instruire la classe ouvrière enfin (six séances de début novembre à mi-décembre), chaque discussion aboutissant au vote d'une motion. Les ouvriers verviétois préconisent ainsi la multiplication des cercles d'instruction mutuelle dans l'attente d'un enseignement primaire et moyen réellement accessible à tous, et exempt de tout cours de religion. Ils se prononcent comme il fallait s'y attendre pour l'abolition des armées permanentes en reportant "à plus tard le meilleur mode de défense du pays jusqu'à extinction complète de l'armement". Plus tard, c'est-à-dire dans quelques mois de l'avis de plusieurs pour lesquels la révolution sociale est imminente ! La chute de l'Empire français et la proclamation de la République au début de septembre 1870 ont donné de grands espoirs à certains. Ainsi Dehan qui s'interroge à la première réunion sur ce que sera le pays après la révolu-

21. *Idem*, BCV, séance du 11.12.1870.

tion, ou Nivarlet début novembre : "que sait-on si dans trois mois la société ne sera pas transformée ?"[22]

La méfiance vis-à-vis des partis et de la politique est grande. Si les militants sont partisans de la généralisation du droit de vote, ils ne veulent pas d'un parlement élu sur base géographique, même au suffrage universel, mais bien d'une assemblée représentant les diverses classes sociales et donc élue par corps de métier. "Qu'on organise immédiatement la représentation du travail", déclare Fluche[23], qui laissera éclater encore plus sa méfiance vis-à-vis du parlementarisme en décembre 1871, en déclarant que l'élection d'un député ouvrier dans le cadre parlementaire actuel reviendrait à jeter "tout bonnement une pomme dans un panier de pommes pourries, qui ne pourrait faire autre chose que de s'y gâter"[24].

Noël 1870 : délégués par la Société industrielle, association de fabricants ayant pour but l'encouragement des innovations techniques, deux industriels prennent part à la réunion. Ils siégeront désormais chaque fois. Ce sont deux jeunes libéraux progressistes, anciens collaborateurs de 1867 à 1869 à *L'Ami du Foyer*, sincèrement acquis sans doute à la cause de l'émancipation ouvrière dans les limites de "leur" possible et absolument opposés aux moyens révolutionnaires préconisés par leurs interlocuteurs : Charles Mullendorff, 35 ans, futur président de la Chambre de Commerce, et Jacques Henrion, du même âge, occupant 500 ouvriers dans sa fabrique textile, conseiller communal.

Les Réunions ouvrières entament alors une analyse critique des caisses de secours organisées par les patrons dans certaines usines. Les griefs sont multiples, de l'absence de cogestion au caractère obligatoire en passant par la perte des droits en cas de changement d'usine, ce qui est fréquent à l'époque. Même la Chambre de Commerce admet le bien-fondé de cette dernière remarque et comprend que les ouvriers préfèrent l'assurance libre au sein de mutuelles professionnelles ou autres. Henrion transmet les observations ouvrières à une séance de la Société industrielle, mais doit bien exposer mi-janvier aux ouvriers que ses confrères se sont surtout sentis agressés par les critiques formulées à l'encontre de leurs initiatives philanthropiques. Les délégués ouvriers décident de demander une entrevue aux dirigeants des mutuelles libres : ceux-ci refusent, fin janvier, de les recevoir. A bout, Fluche explose à la séance du 5 février et propose de changer de méthode en organisant un

22. *Idem*, BCV, séance du 6.11.1870.

23. *Idem*, BCV, séance du 6.11.1870.

24. *Idem*, BCV, séance du 17.12.1871.

grand meeting public pour discuter du bien-fondé de la création d'une Société de secours mutuels unique à Verviers[25].

Organisé par cinq ouvriers dont Fluche, et Jacques Henrion qui en a accepté la vice-présidence après de fortes pressions ouvrières, le meeting a lieu le 26 mars à la salle du Manège. C'est un succès, on y décide la création d'une Société unique, et une Commission de onze membres - dont les deux patrons - est mise en place dans ce but. Mais elle n'arrivera à rien. C'est que, malgré les apparences, la méfiance est grande entre ouvriers et patrons et il s'en est fallu de peu que Mullendorff et Henrion soient hués lors du meeting[26]. Les propos des orateurs ouvriers à cette occasion ont heurté Adrien Houget, qui publie une brochure contenant la réponse indignée du monde patronal.

La discussion des moyens de mettre fin au travail des enfants révèle ensuite à quel point les positions paraissent inconciliables. Ce sujet délicat entre tous est abordé dès la séance du 8 janvier 1871 et occupe toutes les réunions jusqu'en avril. Au fur et à mesure des débats, il apparait que des patrons aussi progressistes que le tandem Henrion-Mullendorff ne peuvent admettre à cause de la concurrence internationale une hausse du niveau de rémunération des travailleurs qui éviterait à ceux-ci de devoir retirer leurs enfants de l'école pour les envoyer à l'usine. A l'inverse, les délégués ouvriers ne conçoivent pas que l'Etat - "le gouvernement étant principalement composé d'exploiteurs" - puisse légiférer dans le sens d'une interdiction, et les patrons libéraux non plus sans doute, d'autant plus que le gouvernement est catholique. Les ouvriers ne voient de solution que dans une révolution sociale[27]. L'insurrection des ouvriers parisiens dans le cadre de la Commune qui se déroule au même moment, achève si besoin d'exciter les esprits.

Mis à part pour déclarer le gouvernement incompétent en matière économique, les participants ne peuvent donc s'accorder après dix séances sur aucune modalité précise pour empêcher ou au moins réduire l'exploitation des enfants dans les usines. Sur ce constat d'échec et sans doute aussi en raison du contexte parisien où la Commune n'est pas encore écrasée, les Réunions ouvrières sont suspendues fin avril.

25. *Idem*, BCV, séance du 5.2.1871.

26. *Idem*, BCV, séance du 2.4.1871.

27. *Idem*, BCV, séance des 16 et 23.4.1871.

4. UNE LIGNE DE DEMARCATION ENTRE BOURGEOISIE ET PROLETARIAT.

De l'aveu fait par Maigray lors de leur dernière séance, "les Réunions ouvrières furent organisées par des ouvriers de l'Internationale parmi lesquels se trouvaient des modérés et des exaltés, mais qui étaient cependant d'accord pour désirer une entente avec les patrons". Encore eût-il fallu que ceux-ci se déplacent, or seuls deux d'entre-eux l'ont fait, courageusement d'ailleurs, de fin '70 à avril 1871. La question de l'utilité des Réunions est dès lors brutalement posée lorsque celles-ci reprennent, fin novembre 1871, à l'invitation de la Commission mise en place en avril à l'issue du meeting sur les caisses de secours.

La continuation est décidée par 10 voix contre 4[28], mais la question rebondit le 3 décembre, Mullendorff s'indignant de ce que *Le Mirabeau* ait écrit que les Réunions ouvrières "étaient nécessaires pour prouver qu'il y a antagonisme entre le capital et le travail". L'heure est au grand déballage. Thomas Dehan, un des participants réguliers, est applaudi lorsqu'il reproche aux patrons de ne pas se déplacer et souligne que c'est leur attitude qui va pousser les ouvriers à la lutte violente. Il propose néanmoins d'envoyer un ultime appel écrit au patronat. Deux cents lettres sont expédiées. En vain : Henrion et Mullendorff sont encore seuls le 10 décembre et rejoints seulement par Garot, Robert Centner et Simon Gathoie le 17. Lors de ces deux réunions, c'est surtout Fluche, plutôt provocateur, qui va entraîner la rupture[29].

Pierre Fluche n'a guère participé jusque-là aux Réunions ouvrières, on ne relève que deux interventions de sa part en vingt-huit séances. Deux explications sont possibles : ou bien n'était-il pas là, accaparé par d'autres tâches militantes, et c'est ainsi qu'il n'est mentionné qu'une seule fois lorsqu'à quatre reprises le secrétaire dresse une liste des présents, cette absence pouvant traduire aussi bien le manque de temps qu'un désintérêt pour l'expérience; ou bien il se taisait, et ce serait plus étonnant quand on constate combien l'assemblée semble encline à le suivre lorsqu'il s'exprime - songeons à sa proposition d'organiser le meeting du Manège. Les vifs débats de mi-décembre 1871 nous font pencher pour la première hypothèse, comme on va le voir.

28. *Idem*, BCV, séance du 26.11.1871.

29. *Idem*, BCV, séance des 10 et 17.12.1871.

Fluche est alors auréolé du prestige du chef et du martyr à la fois. Le chef : au printemps 1871, on l'a vu, il a obtenu satisfaction pour des grévistes qui avaient fait appel à son arbitrage; en septembre, nous y reviendrons, il a été choisi (par le Conseil belge ou par la Fédération ?) pour faire partie de la délégation belge à la Conférence des leaders de l'Internationale invités par Marx à Londres. Le martyr : non seulement il a été renvoyé de la fabrique Dicktus, rue David, renvoi sans doute lié à ses activités militantes[30], mais il a écopé, en juin 1871, d'une condamnation à un mois de prison et 26 francs d'amende devant la Cour d'Assises de Liège en tant qu'éditeur responsable du *Mirabeau*, pour une série d'articles dénonçant nommément un contremaître d'une des principales usines de la ville qui persécutait les ouvriers refusant de s'approvisionner dans sa boutique. Cette condamnation a accru sa popularité[31].

Tel est l'homme, âgé de 30 ans, qui déclare brutalement le 10 décembre 1871 : "Les Réunions ouvrières n'ont pas de raison d'être, les ouvriers ne pourront pas s'entendre avec les patrons (...). Le patron ne veut pas venir discuter avec l'ouvrier, parce que son intérêt est de **taper** tant qu'il peut sur l'ouvrier et de battre monnaie sur son dos. La bourgeoisie a créé entre elle et le prolétariat une ligne de démarcation. Voilà pourquoi il y a guerre déclarée entre le capital et le salaire. Jusqu'à présent l'ouvrier est arrivé tout nu sur le champ de bataille, tandis que le patron est armé jusqu'aux dents; c'est à nous, ouvriers, à nous organiser pour soutenir la lutte".

A Mullendorff qui lui rétorque qu'avant leur interruption en avril, il ne s'était jamais montré hostile au principe des Réunions, Fluche fait observer que l'indifférence patronale a bien dû être constatée depuis. Il est dès lors sceptique sur l'idée formulée par Henrion, idée bonne en soi admet-il, de tenter de créer un Conseil paritaire d'arbitrage pour régler les griefs sociaux.

Fluche est bien près d'emporter la dissolution des Réunions le 10, tant son image sur la "ligne de démarcation" a fait mouche dans l'assemblée. Le 17, alors que Maigray (président de séance) et Hubert Bastin se félicitent de la présence de trois patrons supplémentaires et proposent dès lors d'entamer la discussion prévue sur la réduction du temps de travail, Fluche, appuyé par Joseph Demoulin, attaque aussitôt, brutalement. Le Conseil d'arbitrage envisagé la semaine dernière pourra-t-il obliger un patron à réintégrer une fille renvoyée par son contremaître parce qu'elle a refusé de lui vendre ses charmes en échange de

30. *Idem*, BCV, séance du 10.12.1871.

31. *Les Hommes du Jour*, op. cit., p. 3.

quelques avantages au travail ? Les patrons sont-ils sortis de leur indifférence, vont-ils cesser de "nous prendre pour des fous" ? D'ailleurs, pourquoi changeraient-ils d'attitude, ils ont toutes les cartes en mains : "Il est impossible qu'il y ait conciliation, les patrons disposent de toutes les forces, ils disposent de l'armée, de la magistrature, de la religion, et quand ils veulent faire quelque chose, ils ne nous demandent pas conseil, ils ne s'inquiètent guère s'il y a justice ou non du moment qu'il y va de leurs intérêts". Et il conclut : "Nous, quand nous voulons protester on nous fusille". L'ombre de la Commune plane sur l'assistance.

Robert Centner et Simon Gathoie invoquent les lois de la concurrence pour expliquer la difficulté pour eux d'accepter certaines revendications. Mais Fluche est déchaîné : "on doit tenir compte de la situation des patrons, mais on doit aussi tenir compte de leurs actes, moi qui ai été renvoyé parce que je lisais un journal en buvant mon café, après me l'avoir arraché des mains (...). Et quand on réclame pour les étoffes d'été qui sont payées à 40 cts le mille, on vous traite de tapageur. Cependant, vous comprenez que ce n'est pas exigence de demander 5 cts d'augmentation (...). Nous ne sommes pas hommes à demander 6 francs pour un travail qui n'en mérite que 5 comme on pourrait le croire".

Poussant à la rupture, le leader ouvrier provoque les industriels progressistes présents en ajoutant : "On a l'envie de vouloir s'entendre, mais ce sont le plus souvent les patrons que l'on croit les meilleurs qui sont les plus mauvais, ce sont souvent les démocrates qui, quand on leur demande 5 cts d'augmentation, vous renvoient".

Fluche concluant par ailleurs que l'objectif du moment doit être la représentation du travail et la réorganisation du crédit dans le cadre d'une refonte économique et sociale complète, l'heure n'est plus, en effet, à la conciliation ... La dissolution des Réunions ouvrières est décidée, sous réserve de la convocation d'une nouvelle réunion par les patrons - qui ne vint jamais. Ainsi prit fin, en grande partie sous les coups de butoir d'un Fluche apparemment désabusé, cette tentative originale (mais à sens unique) de dialogue social avant la lettre.

5. LES PRINCIPAUX MILITANTS DE 1871.

Lors des débats qui précipitent la fin des Réunions ouvrières, plusieurs allusions sont faites à l'existence de deux courants au sein du mouvement ouvrier verviétois, sommairement qualifiés de "modéré" et

"exalté" par un des délégués. Manifestement, c'est la tendance dure qui l'emporte le 17 décembre 1871 et Pierre Fluche, ce jour-là, semble s'être mis à sa tête. Mais les choses tourneront autrement dès l'année suivante. En même temps que s'accentuent des divergences similaires au sommet de l'Internationale jusqu'à provoquer sa cassure en septembre 1872 à La Haye, et que la répression patronale et policière contre l'Internationale s'accroît après l'échec de la Commune, les conflits d'opinion entre militants verviétois vont évoluer et Fluche sera en quelque sorte débordé sur sa gauche.

Attardons-nous un moment sur les principaux animateurs des Réunions ouvrières ainsi que quelques autres participants (outre les collaborateurs du *Mirabeau*, Nicolas Andrien, Joseph Demoulin, Gaspard Damseaux et Joseph Jamar), dont certains occuperont le devant de la scène, parfois contre Fluche, dans la suite de la décennie.

A tout seigneur, tout honneur : Hubert Bastin[32] est incontestablement le principal animateur des Réunions ouvrières. Membre fondateur de la section de Nessonvaux de l'Internationale en avril 1869, il appartient au Conseil de la Fédération de la Vallée de la Vesdre constitué en juillet suivant. Il a été mandaté pour faire partie (avec César De Pæpe, Désiré Brismée, Eugène Hins et Paul Robin) de la délégation belge au quatrième Congrès international de l'AIT à Bâle, du 5 au 12 septembre 1869, Congrès au cours duquel il peut souligner que les effectifs du Bassin de la Vesdre ont plus que décuplé (avec 6.000 membres) depuis le rapport de Fluche à Bruxelles un an plus tôt, grâce notamment aux 90 meetings (!) organisés en douze mois par les militants[33]. Il préside ou assure le secrétariat des Réunions ouvrières à maintes reprises, en est le trésorier à partir de décembre 1870, et sera le dernier à plaider pour leur prolongation.

Edmond Warnotte a participé les 30 octobre et 1er novembre 1870 au Congrès extraordinaire de la section belge de l'AIT où il représentait le groupe "Le Droit" de Verviers, en y plaidant pour que l'on pousse à la révolution par la propagande[34]; il joue également un rôle très actif dans les Réunions ouvrières. Célibataire né à Hodimont en 1847[35], il

32. A ne pas confondre avec Pierre Bastin, qui animera plus tard la tendance anarchiste du mouvement.

33. Freymond, *op. cit.*, tome II, 1962, p. 40-41.

34. Oukhow, *op. cit.*, p. 276-277.

35. Nous donnons ci-après les renseignements sur la date de naissance ou l'âge en 1871, l'état civil, la profession, voire l'adresse de certains militants, d'après la *Liste des principaux affiliés à l'Internationale*, établie par la police ou la gendarmerie de Verviers en 1873 et conservée aux archives de la Préfecture de Police de Paris (ci-après : *Liste*).

préside les 28 et 29 juin 1871 le Congrès semestriel de la section belge à Bruxelles[36] et apparaît comme plus "dur" que Bastin.

Thomas Dehan (tisserand, 31 ans, d'Ensival), Jean-Baptiste Chandelle (tisserand, 37 ans, d'Ensival également), Walter Devosse (de Verviers, délégué du cercle "Quelques ouvriers"), Denis Noblué (38 ans, de Verviers, responsable du syndicat des mécaniciens), Jean Wertz (25 ans, tisserand à Verviers), Bernard Lallemand (44 ans, tisserand originaire d'Ensival et tenancier d'un café rue du Marteau fréquenté par les militants ouvriers), Henri-Victor Meunier (44 ans également, mécanicien à Verviers), Jean-Hubert Wilkin (tisserand disonais né à Wegnez en 1845, secrétaire de la section de Petit-Rechain de l'Internationale), Henri Grivegnée (autre tisserand disonais, 21 ans) sont autant de participants relativement assidus des Réunions ouvrières.

On épinglera encore Florent Flinck, tisserand verviétois de 22 ans, qui assurera le secrétariat administratif des Réunions; Joseph Maigray d'Ensival, 23 ans, tisserand lui aussi, présent au Congrès belge de fin juin 1871[37]; Edouard Bong d'Andrimont, chauffeur né en 1843, qui représentera à la fois les mécaniciens et la section allemande de Verviers au Congrès belge de la Noël 1871[38]; Auguste Stiege, né à Trêves en 1835, également chauffeur et responsable de la section allemande.

Enfin, deux participants relativement discrets aux Réunions ouvrières s'affirmeront quelques mois plus tard comme les leaders de la tendance la plus radicale du mouvement ouvrier local : Pierre Bastin, tisserand né à La Reid en 1847 et domicilié sur Andrimont; Emile Piette surtout, de Verviers, ourdisseur âgé de 23 ans. Avec l'Ensivalois Gérard Gérombou, que l'on voit apparaître pour la première fois au Congrès de la Fédération verviétoise d'août 1871, ils formeront pour plusieurs années le trio de tête de la mouvance anarchiste verviétoise, après la scission de l'Internationale.

36. Oukhow, *op. cit.*, p. 298.
37. Oukhow, *op. cit.*, p. 299.
38. Oukhow, *op. cit.*, p. 305.

L'INTERNATIONALE A L'EPREUVE

1. LA GUERRE FRANCO-PRUSSIENNE ET LA COMMUNE.

Lorsque la France déclare la guerre à la Prusse le 19 juillet 1870, Napoléon III est persuadé de l'emporter aisément. Son Ministre de la Guerre ne lui a-t-il pas affirmé que "l'armée prussienne n'existe pas" ? Il faut vite déchanter. Trois armées allemandes pénètrent en Alsace et en Lorraine par le Palatinat. Strasbourg est investie le 9 août, Nancy le 14, le général Bazaine contraint de s'enfermer dans Metz peu après. L'Empereur, déjà gravement malade, capitule à Sedan le 2 septembre. Deux jours plus tard, un nouveau gouvernement républicain est constitué à Paris et décide de poursuivre - désespérément - la lutte.

Le 4 septembre également, Napoléon III vaincu, partant en captivité pour l'Allemagne, arrive en train spécial à la gare de Verviers (l'actuel site dit de Verviers-Ouest), venant de Bouillon où il a passé la nuit. Entouré de quelques proches et de deux officiers prussiens, accompagné du lieutenant-général belge Chazal que Léopold II a chargé de veiller sur l'Empereur déchu, celui-ci gagne en fiacre l'hôtel du chemin de fer rue de la Station, face à la gare. Le bruit de sa présence se répand, des attroupements se forment, des cris hostiles sont lancés, mais aussi des vivats quand l'ancien souverain, qui a passé une partie de la nuit à rédiger le récit de la bataille de Sedan, regagne le convoi qui le mènera à Kassel[1].

1. P. Léon, *Dictionnaire des rues de Verviers,* Verviers, 1976, p. 291-292. On trouvera une photo par Jean-Edouard Wettstein du fiacre utilisé ce jour-là par Napoléon III dans R. Freyens, *Cent ans de photographie à Verviers*, Verviers, 1995, p. 126. Après quelques mois de captivité, l'ex-Empereur put rejoindre son épouse en exil en Angleterre, où il mourut en 1873.

En France, la guerre se poursuit. Paris est assiégé dès le 18 septembre. Metz capitule le 31 octobre. Après la signature d'un armistice le 28 janvier, l'élection d'une nouvelle Assemblée nationale fortement conservatrice siégeant à Bordeaux isole les Parisiens, qui ont déjà tenté par deux fois (en octobre et en janvier) de se soulever contre le gouvernement provisoire, dirigé par Thiers. L'insurrection se produit le 18 mars 1871. Thiers abandonne la capitale aux insurgés. Fort de 90 membres élus huit jours plus tard au suffrage universel, un Conseil s'installe à l'Hôtel de Ville sous le nom de Commune de Paris. "Dernière révolution du XIXème siècle et première tentative d'un gouvernement de la classe ouvrière"[2], la Commune n'est pas l'œuvre de l'Internationale, même si ses principaux chefs parisiens sont aux premiers rangs. Dès septembre 1870, et jusqu'au 18 mars, Marx et Engels, depuis Londres, leur avaient prêché le calme et déconseillé de prendre les armes[3].

En revanche, le soutien de Marx se manifestera avec éclat immédiatement après l'écrasement de la Commune dans le sang. Dès début avril, avec la complicité passive des Prussiens, l'armée régulière française entame les combats contre les Communards au départ de Versailles. Quelque six semaines plus tard, le dimanche 21 mai, les "Versaillais" pénètrent dans Paris. Pendant toute une semaine, la "Semaine sanglante", ils reconquièrent progressivement la capitale tout en multipliant les exécutions sommaires : cette répression d'une sauvagerie impitoyable fait quelque 20.000 morts. La dernière barricade tombe le 28 mai.

Deux jours plus tard, Marx publie une adresse au Conseil général de l'Internationale. Connu sous le titre de *La guerre civile en France*, ce manifeste rédigé "à chaud" salue la Commune comme la première révolution dans laquelle la classe ouvrière a montré qu'elle était encore la seule capable d'initiative sociale. Dès lors, gouvernements et conservateurs de toute l'Europe ne se privent pas d'imputer à Marx et donc à l'Internationale la responsabilité, voire la conduite occulte, de la Commune. Le nom de Marx commence à circuler, à Londres surtout, à l'étranger également, cependant que les événements de Paris remuent profondément les esprits des militants ouvriers de tous les pays et inquiètent les autorités : en Belgique, à l'annonce de l'insurrection parisienne, le Ministre de la guerre s'est empressé d'envoyer à titre préven-

2. M. Mourre, *Dictionnaire d'histoire universelle*, édition en un volume de 1981, p. 325.

3. M. Molnar, *Le déclin de la première Internationale. La conférence de Londres de 1871*, Genève, 1963, p. 17.

tif un escadron de cavalerie à Charleroi et un bataillon d'infanterie à Verviers, les deux foyers potentiels d'un soulèvement.

Précaution excessive. Si des mouvements similaires éclatent dans plusieurs villes de province française et sont tout aussitôt réprimés, les cités industrielles belges restent calmes : la contagion redoutée par le pouvoir ne se produit pas davantage qu'en 1848. Par contre, Bruxelles principalement mais aussi plusieurs villes wallonnes verront arriver quelque quinze cents anciens membres de la Commune fuyant la répression. C'est dans l'accueil de ces proscrits que la solidarité ouvrière internationale, peu efficace sinon nulle pendant la Commune, se révèle précieuse[4]. Inversement, les Communards réfugiés en Belgique vont marquer directement ou indirectement de leur empreinte les groupes socialistes belges pendant plusieurs années[5].

Le 2 septembre 1871, le Communard Gustave Tridon[6] est enterré à Bruxelles en présence de centaines de personnes dont, comme l'écrit un mouchard de la Sûreté, "toute la crème des meetings de la ligue internationale". Parmi les nombreux orateurs parlant devant le cercueil recouvert du drapeau rouge et du drap noir de la Société pour l'enterrement civil, au cimetière d'Ixelles, trois Verviétois au moins, un pour la section verviétoise, un autre pour la Fédération, un troisième pour les ouvriers mécaniciens. On se sépare aux cris de "Vive la Commune !"[7].

Fin octobre, les militants verviétois hébergent à leurs frais durant deux semaines environ, chez Bernard Lallemand, rue du Marteau, la veuve de Léonard Pucinelli, née Mina Muller[8]. Venant de Bruxelles où elle a été admise en août dans la section locale de l'Internationale, cette jeune journaliste prussienne de 36 ans prétend avoir commandé pendant la guerre franco-allemande quelque 500 volontaires espagnols recrutés à ses frais dans l'armée du déjà légendaire Garibaldi, puis avoir pris part à la Commune. La jeune veuve - "une petite blonde, jolie" nous précise le chroniqueur verviétois Armand Wéber[9] - donne plusieurs conférences, et des sueurs froides à la police locale. C'est qu'elle sait y faire, semble-t-il, pour exalter l'assistance au récit de ses faits d'armes avant d'exposer les idées politiques et sociales les plus avancées en ap-

4. M. Molnar, *Le déclin de la première Internationale. La conférence de Londres de 1871,* Genève, 1963, p. 18.

5. D. De Weerdt, *Les proscrits de la Commune en Belgique.*

6. Voir B. Noël, *Dictionnaire de la Commune*, Paris, 1978, tome II, p. 259.

7. Wouters, *op. cit.*, p. 413-414.

8. Wouters, *op. cit.*, p. 411 et 426 à 436.

9. B. Mawe, *op. cit.*, p. 428.

pelant tout particulièrement les ouvrières à se mobiliser. Une collecte clôture chaque conférence.

Après avoir prêché la révolution à diverses reprises devant des salles combles à Verviers, Dison, Ensival ainsi que Liège, sous l'œil discret mais constant des agents, elle quitte la région après des pressions policières pour tenter de rentrer en Espagne via la Prusse à la mi-novembre. Avec un certain soulagement de la part des militants verviétois, craignant que ses conférences ne lassent le public mais aussi fatigués de subvenir aux besoins de la jeune femme : le commissaire de police jubile en notant "qu'on a constaté que ladite Mina Pucinelli buvait chaque jour énormément de petits verres de cognac, que nos internationaux devaient payer. La leçon est bonne".

Dans le même registre des petits malheurs du militant ouvrier, Pierre Fluche lui-même se plaindra amèrement de ce qu'un médecin français proscrit, expulsé de Belgique en 1874, ait quitté le pays en négligeant de lui remettre une somme de 30 francs que Fluche avait empruntée pour lui à Pepinster.[10]

Plus sérieusement, Fluche entretient jusqu'en 1878 une correspondance suivie avec Gustave Cluseret[11], un des chefs militaires de la Commune exilé à Genève et condamné à mort par contumace en 1872. Ancien volontaire de Garibaldi lui aussi (mais en Italie dans les années '60), puis général nordiste aux Etats-Unis pendant la guerre de Sécession, il avait participé à l'insurrection lyonnaise de septembre 1870 aux côtés de Bakounine, ensuite à l'éphémère Commune de Marseille début novembre, avant de diriger les troupes des Communards à Paris en avril 1871.[12] Fluche renouera aussi à la fin des années '70 avec un autre Communard, qu'il avait jadis connu lors de son "Tour de France", Emmanuel Chauvière.

Toujours parmi les proscrits de la Commune, le jeune professeur Sellier (qui avait dû à l'intervention de Littré de ne pas être déporté en Nouvelle Calédonie comme des milliers d'autres) collaborera en 1876-1877 au *Mirabeau* - depuis Bruxelles où il avait fondé avec De Pæpe la revue *L'Economie sociale*. Il devait mourir à Dinant en 1877 à l'âge de 33 ans[13].

10. Fluche à Dave, 7.5.1874.

11. Fluche à Dave, lettres des 7.5.1874, 2.2.1876 et 11.4.1880.

12. Noël, *op. cit.*, tome I, p. 130.

13. Bertrand, *op. cit.*, p. 129-130.

Enfin, la Commune devient très vite une référence quasi sacrée pour les militants ouvriers. En février 1873, le député de Tournai Jules Bara, ancien Ministre de la Justice, recevra un courrier de trois pages signé par les douze membres du Comité de la Fédération verviétoise de l'AIT, indignés des critiques auxquelles le parlementaire s'est livré à la tribune de la Chambre : "Il nous appartient, à nous qui avons acclamé de toutes les puissances de notre âme la révolution prolétarienne du 18 mars 1871, qui a produit l'immortelle Commune de Paris, à nous qui nous sommes réjouis de ses jours et qui avons souffert de ses souffrances, il nous appartient de vous dire au nom de trente mille travailleurs répandus dans le Bassin de la Vesdre, que sous le couvert de votre inviolabilité parlementaire, vous avez audacieusement menti en disant que les révolutionnaires de la Commune étaient des voleurs, des pillards et des incendiaires"[14].

On le voit au travers de ce texte, au-delà des contacts individuels entre Communards et militants ouvriers belges, l'exemple de la Commune, magnifié, fut aussi déterminant parmi les seconds sur l'évolution des esprits les plus enclins au radicalisme. Or, à Verviers comme ailleurs, le mouvement ouvrier était loin d'être idéologiquement monolithique. Les divisions allaient s'accentuer après que l'exemple soit venu d'en haut, c'est-à-dire après la scission de l'Association Internationale elle-même, consommée au Congrès de La Haye en 1872 et préparée en quelque sorte lors de la Conférence de Londres de 1871. Pierre Fluche prit part à ces deux réunions historiques.

2. LA CONFERENCE DE LONDRES[15].

En septembre 1868, le révolutionnaire russe Michel Bakounine avait fondé à Genève l'Alliance internationale de la démocratie socialiste, dont le programme était plus radical que celui de l'Internationale. Le conflit entre Bakounine et Marx, latent depuis vingt ans, prit alors une tournure plus tendue. Le Conseil général de l'AIT, à Londres, dominé par Marx, chicana sur la demande d'adhésion de l'Alliance en finissant par refuser celle-ci. Outre l'animosité personnelle pour ne pas dire la

14. Wouters, *op. cit.*, p. 514-517.

15. Sauf mention contraire, nous basons ce sous-chapitre sur l'ouvrage extrêmement fouillé de M. Molnar, cité plus haut, auquel nous renvoyons d'une manière générale. Pour Fluche, voir notamment les p. 53, 54, 59, 60 à 63, 98 et 111.

haine que se vouaient mutuellement depuis des années Bakounine et Marx, le second voyait d'un mauvais œil cette société dirigée par son rival et dont le but manifeste était, en adhérant à l'Internationale, de s'efforcer de dominer le mouvement ouvrier.

Deux motifs essentiellement alimentaient alors le conflit idéologique entre Marx et Bakounine : leurs divergences de vues sur la notion d'Etat d'une part, la question de l'abolition de l'héritage d'autre part. Or, au Congrès de Bâle en 1869, le Conseil général avait été mis en minorité sur ce point. Et depuis en Suisse romande, les partisans de Bakounine gagnaient du terrain dans les sections du Jura. Bref, Marx souhaitait régler ses comptes avec Bakounine et la Conférence de Londres fut convoquée dans ce but inavoué.

Le Congrès annuel de l'AIT qui devait se tenir à Paris puis à Mayence le 5 septembre 1870 fut annulé en raison du conflit - malgré la proposition belge de le réunir à Amsterdam. L'année suivante, le Conseil général prit prétexte de la situation difficile créée après la Commune sur le continent (les événements de Paris avaient entraîné un renforcement des mesures répressives contre l'Internationale dans de nombreux pays) pour remplacer le Congrès par une Conférence privée convoquée à Londres. Ainsi, les questions délicates à évoquer seraient-elles traitées en petit comité ...

La Conférence s'ouvre le dimanche 17 septembre 1871 à l'auberge "Blue Port" de la Newmann Street, à proximité de Tottenham Court Road. Les participants sont une vingtaine, dont les treize membres du Conseil général sous la conduite de Marx qui sera le principal animateur des débats, les autres membres du Conseil particulièrement actifs dans les discussions étant Engels, Frankel, Bastelica, Vaillant, Seraillier. Seule la section belge de l'AIT a envoyé une délégation digne de ce nom, avec six membres : trois Bruxellois (De Pæpe, Steens et Verrycken), deux Wallons (le Liégeois Herman et Pierre Fluche), l'Anversois Cœnen. Deux délégués venus de Suisse (Perret et le Russe Outine) et l'Espagnol Lorenzo complètent ce qui ressemble davantage à un Conseil général élargi.

Le climat est tendu : le conflit entre Marx et Bakounine plane sur la réunion, semant le doute dans les esprits déjà accablés par la défaite de la Commune. Et cependant, l'atmosphère est chaleureuse : à en juger par le précieux témoignage de Lorenzo, Marx, son épouse et leurs charmantes filles se sont montrés aux petits soins avec les délégués étrangers lors de leur arrivée dans la capitale anglaise. Par ailleurs, les travaux ont été bien préparés par les membres du Conseil général et, en l'absence de Bakounine, aucun des hommes susceptibles de s'opposer à

Marx autour de la table ne dispose de l'envergure et de la personnalité suffisantes. Le leader de la délégation belge, De Pæpe, se situe "entre Marx et Bakounine"[16] et se rallie de bonne foi, moyennant certains amendements, aux arguments et aux textes de résolutions subtils, à la fois fermes et modérés, présentés par le Conseil. Comme l'observe Lorenzo, dans cette vingtaine d'hommes qui discutent du devenir de l'Internationale, les travailleurs manuels sont peu nombreux. Fluche est de ceux-là et s'il cohabite pendant une semaine avec les futures figures mythiques du mouvement ouvrier mondial, il n'est manifestement pas de taille pour briller dans ces débats.

Fluche participe certes à chacune des dix séances de la Conférence, du 17 au 22 septembre au soir, ainsi qu'à la Commission de vérification des comptes du Conseil général (avec Cœnen, Lorenzo et Perret), mais il prend peu la parole[17]. Le 18 après-midi, Marx défend le projet de résolution du Conseil général (il y en aura 19 au total) tendant à uniformiser les noms des sections et comités locaux et nationaux (une des résolutions, d'apparence anodine, qui vise en fait l'Alliance et Bakounine sans l'attaquer de front). Marx ayant précisé que "les sections qui se donnent des noms de sectes telles que les positivistes, les mutuellistes et les sections de propagande doivent disparaître", Fluche, à la suite de Herman, explique ce que sont ces dernières dans le bassin de Verviers : à leur création, elles compensaient l'absence de sections de métier vu le faible nombre d'affiliés mais elles n'acceptent que des ouvriers manuels faisant déjà partie d'une société de résistance. Marx précise peu après qu'il visait, en parlant des sociétés de propagande, le cas de Genève et non la Belgique. Mais comment le tisserand verviétois aurait-il pu deviner que la proposition, comme toute la Conférence d'ailleurs, était surtout une manœuvre de Marx pour contrer son grand rival en reprenant fermement les rênes de l'AIT ?

Fluche aura encore l'occasion, dans la soirée du 22 septembre, d'expliquer aux autres participants comment les Verviétois sont parvenus, par des meetings et la distribution de journaux, à créer des sections de l'Internationale dans les villages, et il s'associera aux autres délégués belges pour critiquer le rapport injurieux pour les militants belges établi après une visite en Belgique par un délégué du Conseil général, James Cohn, au moment des grèves des mécaniciens.

16. Voir l'introduction à sa correspondance publiée et annotée par B. Dandois, *Entre Marx et Bakounine : César De Pæpe*, Paris, 1974.

17. Voir le compte-rendu de la conférence dans Freymond, *op. cit.*, tome II, 1962, p. 145 à 235.

Avec la demande de fixation d'une date précise pour l'envoi des statistiques annuelles qui devront désormais être adressées au Conseil général, ce seront les trois seules interventions de Fluche. Pour le reste, il suit l'attitude de De Pæpe dans les divers votes qui sont émis ou il s'abstient prudemment, en l'absence de ce dernier, lors des votes relatifs à la proposition de Vaillant, hautement significative, concernant l'engagement du mouvement ouvrier dans l'action politique.

Or, c'est bien là un des objets essentiels de la Conférence que ce débat autour de l'opportunité pour le mouvement ouvrier de se muer en parti politique, comme le souhaitait Marx au contraire de Bakounine - et un parti politique fortement centralisé dans l'esprit du premier. On a vu plus haut Fluche exprimer à la même époque aux réunions des sociétés ouvrières de Verviers, des opinions plutôt radicales sur la question du parlementarisme. N'était-il pas totalement sûr de leur bien-fondé ? Ou bien plutôt le jeune ouvrier de 30 ans craignait-il de prendre la parole devant un petit groupe d'intellectuels, fussent-ils de gauche ? Ce qui le confina, à l'exemple de six ou sept autres participants, dans un rôle plutôt effacé.

Grâce en partie à l'ambiance familière, chaleureusement désarmante, des discussions, et surtout à l'absence de vraie opposition, la Conférence adoptera - entre autres résolutions - plusieurs décisions tendant à renforcer les pouvoirs du Conseil général et cinq autres visant directement ou indirectement Bakounine. Y compris la résolution IX rappelant aux membres de l'Internationale "que contre le pouvoir collectif des classes possédantes, le prolétariat ne peut agir comme classe qu'en se constituant lui-même en parti politique distinct".

Les nuances et les réserves réelles, et nombreuses, émises par César De Paepe et la délégation belge pendant l'examen des diverses résolutions en question n'apparaissent évidemment plus à la lecture de l'ensemble de celles-ci. Et cet ensemble sera très mal accueilli par les militants des sections belges, alertés par les réactions publiques des partisans de Bakounine sur le sens "autoritaire" de ces résolutions. Au Congrès belge des 24 et 25 décembre 1871, en dépit des efforts de De Paepe, la délégation belge à Londres est désavouée : sans rejeter explicitement les résolutions, la section belge s'oppose à une centralisation accrue ("L'Internationale n'est et n'a jamais été qu'un groupement de fédérations autonomes"), au renforcement des pouvoirs du Conseil général (qui "n'est et n'a jamais été qu'un centre de correspondance et de renseignements"), et s'oriente ainsi dans la voie du rapprochement avec la tendance bakouninienne.

3. CONTRE MARX.

C'est dans toute l'Internationale, et pas seulement en Belgique, que les résolutions de Londres jettent le trouble. Au début de 1872, la bataille est lancée pour obtenir ou leur ratification, ou leur rejet. Le Conseil général et Marx en particulier d'un côté, Bakounine de l'autre écrivent, publient, envoient des émissaires. Au sein du Conseil de la section belge, les divergences se creusent entre Désiré Brismée qui appuie son beau-fils César De Pæpe, tandis que son autre beau-fils Eugène Hins (devenu veuf pendant son mois de captivité au printemps 1869) penche du côté des opposants au Conseil général. Le 6 janvier, le correspondant des Verviétois au sein du Conseil belge y propose de discuter, comme l'a souhaité le Congrès de décembre, la révision des statuts généraux de l'AIT en vue de supprimer le Conseil général[18].

En mars, Hins quitte Bruxelles et vient s'établir aux Surdents, un hameau de Stembert autour d'une importante usine de l'entreprise Simonis, à proximité de Verviers. Il donne des cours d'histoire et de français aux ouvriers et surtout, il tente d'asseoir son influence sur les militants verviétois, qu'il connaît bien. Or, de l'aveu d'Edouard Glaser, correspondant de Marx en Belgique, "le bassin de la Vesdre est un des mieux organisés du pays, les ouvriers y sont bien payés, plus instruits que dans les autres provinces, et bien menés ils iraient où l'on voudrait"[19]. Ils représentent aussi une force non négligeable dans la section belge : au printemps 1872, ils fournissent 63 % du montant des cotisations perçues par le Conseil belge ![20]

Tandis que *L'Internationale* de Bruxelles bat de l'aile, leur journal, *Le Mirabeau*, se porte toujours bien. A partir de juin 1872, alors qu'il était jusque là imprimé à Liège, il est imprimé sur du matériel acheté par un ou des ouvriers typographes acquis à la cause[21], dont E. Counard. Un local est loué au fond de la cour Sauvage, entre la place du Martyr et le canal des usines - l'endroit existe toujours aujourd'hui, au bout d'un étroit passage à droite du traiteur "Le Vatel"[22]. C'est là que va

18. Sur l'action de Hins dans la section belge à Verviers durant le premier semestre de 1872, voir dans Devreese, *op. cit.*, p. 377, 380, 390, 395, 421, les lettres adressées à Marx par son homme de confiance en Belgique, Edouard Glaser (qui n'était pas membre de l'Internationale).

19. Glaser à Marx, 26.4.1872 dans Devreese, *op. cit.*, p. 377.

20. Glaser à Marx, 30.4.1872 dans Devreese, *op. cit.*, p. 380.

21. Fluche à Dave, 2.2.1876.

22. La cour est coincée actuellement entre les façades arrière des anciens grands magasins des places Verte et du Martyr.

battre désormais, jusqu'à la fin de la décennie, le cœur du mouvement ouvrier verviétois : réunions, congrès, assemblées publiques s'y succèdent. Ecoutons Jules Lekeu se remémorer avec emphase ses souvenirs d'enfance lors des funérailles de Fluche : "Les Francs-Ouvriers, à la cour Sauvage, étaient débordants d'exaltation et de fièvre, le local quadrilatère, au plafond bas et à l'éclairage fumeux, presque chaque soir, craquait sous la cohue d'une foule ardente, accourue au meeting comme on marche au combat. Chaque dimanche, aux quatre coins de la ville et de l'agglomération, de juvéniles vendeurs claironnaient *Le Mirabeau*; et dans les maisons bourgeoises, c'était une vague appréhension instinctive ..."[23].

L'influence de Hins grandit à Verviers. Il y propage un projet de nouveaux statuts pour l'AIT, supprimant le Conseil général[24], et lance l'idée de transférer le siège du Conseil belge à Verviers. Au Congrès belge des 19 et 20 mai 1872, Fluche, sous la pression de Hins selon Glaser[25], déclare que dix-sept sections lui ont donné un mandat impératif pour voter la suppression du Conseil de Londres. Vote-t-il alors contre ses convictions, comme le prétend Glaser ?[26]

La question est renvoyée à un Congrès extraordinaire en juillet, qui sans aller jusque l'extrémité proposée, souhaitera néanmoins une réduction drastique des attributions du Conseil général, ce qui impliquait aussi, dans une logique autonomiste cohérente, une réduction des pouvoirs du Conseil fédéral belge : les Internationaux belges se positionnent de plus en plus dans le camp des "anti-autoritaires" sans totalement franchir le pas de la lutte ouverte contre Marx.

Hins, au même moment, se brouille avec la forte section allemande de Verviers, dont les principaux chefs sont alors Nicolas Cloot, un tisserand de 32 ans originaire d'Eupen et occupé chez Biolley, et Peter Schlebach, un menuisier de 35 ans[27]. Hins accuse ce dernier d'être un indicateur de la police, n'obtient pas son exclusion de la section allemande, ce qui vaut à cette dernière d'être tout entière bannie de l'AIT par le Conseil fédéral[28].

23. *Le Peuple*, 11.10.1909, p. 1.

24. Voir Oukhow, *op. cit.*, p. 308 - 314.

25. Glaser à Marx, 5.6.1872 dans Devreese, *op. cit.*, p. 391.

26. Glaser à Marx, 16.6.1872 dans Devreese, *op. cit.*, p. 396.

27. Wouters, *op. cit.*, p. 395 pour Cloot et Freymond, *op. cit.*, tome IV, p. 802, pour Schlebach.

28. Freymond, *op. cit.*, tome III, 1971, p. 503.

Hins n'a pas tout à fait réussi dans sa tentative de mainmise sur le mouvement ouvrier verviétois et en tout cas dans son essai d'obtenir la suppression du Conseil général et le transfert du Conseil belge à Verviers. Surtout, il est à bout de ressources[29] et après un bref retour à Bruxelles, il part en septembre avec sa seconde épouse, une institutrice russe, pour la Russie où il enseignera à l'école militaire de Nijni-Novgorod[30].

Un autre militant de premier plan s'installe dans la région verviétoise en 1872. Etudiant en droit, Victor Dave[31], né à Alost en 1847, a adhéré à l'AIT à Bruxelles en 1868 et a déployé depuis une intense activité dans le mouvement. Fin 1871, il rend visite à la section allemande de Verviers[32] puis s'installe dans la région en janvier, à Baelen, d'où il collabore à la revue *De Vrijheid* (paraissant à La Haye) tout en correspondant avec le leader socialiste allemand Wilhelm Liebknecht[33]. Affilié à partir de ce moment à la section verviétoise, il contribue à la rédaction du *Mirabeau*. De cette époque datent sans doute ses liens d'amitié avec Fluche. En septembre 1872, les deux hommes participeront ensemble au cinquième Congrès international de l'AIT à La Haye, où Marx et les partisans de Bakounine vont s'affronter directement - et faire éclater la Première Internationale.

4. LE CONGRES DE LA HAYE.

Ecrivant à un militant italien en janvier 1872, Bakounine fait une mise au point assez éclairante sur les divergences idéologiques au sein de l'Internationale[34] : "Marx est un communiste autoritaire et centraliste. Il veut ce que nous voulons : le triomphe complet de l'égalité économique et sociale, mais dans l'Etat et par la puissance de l'Etat; par la dictature d'un gouvernement provisoire, très fort et pour ainsi dire despotique, c'est-à-dire par la négation de la liberté. Son idéal économique, c'est l'Etat devenu le seul propriétaire de la terre et de tous les capitaux, cultivant l'une par des associations agricoles bien rétribuées

29. Glaser à Engels, 9.8.1872 dans Devreese, *op. cit.*, p. 421.

30. Freymond, *op. cit.*, p. 519.

31. Freymond, *op. cit.*, tome III, 1971, p. 503-505.

32. Wouters, *op. cit.*, p. 432.

33. Devreese, *op. cit.*, p. 361.

34. Cité par Molnar, *op. cit.*, p. 161.

et dirigées par ses ingénieurs civils, et commanditant au moyen des autres toutes les associations industrielles et commerciales".

"Nous voulons ce même triomphe de l'égalité économique et sociale, par l'abolition de l'Etat et de tout ce qui s'appelle le droit juridique et qui, selon nous, est la négation permanente du droit humain. Nous voulons la reconstitution de la société et la constitution de l'unité humaine non de haut en bas par la voie d'une autorité quelconque, mais de bas en haut par la fédération libre des associations ouvrières de toutes les sortes émancipées du joug de l'Etat."

"La seconde cause, c'est qu'il y a une autre différence, cette fois toute personnelle, entre nous. Ennemis de tout absolutisme doctrinaire aussi bien que pratique, nous nous inclinons avec respect non devant les théories que nous ne pouvons pas accepter comme vraies mais devant le droit de chacun de suivre et de propager les siennes. Nous lisons avec empressement tout ce que publie Marx, parce que nous y trouvons toujours beaucoup d'excellentes choses à apprendre."

"Telle n'est point l'humeur de Marx. Il est aussi absolu dans les théories qu'il l'est, quand il peut, en pratique (...). Il dit "Mes idées", ne voulant pas comprendre que les idées n'appartiennent à personne, et que si l'on cherche bien on trouvera que précisément les meilleures, les plus grandes idées ont toujours été le produit instinctif de tout le monde; ce qui appartient à l'individu, ce n'est que l'expression, la forme (...)".

Les deux conceptions du socialisme naissant - marxiste et anarchiste - vont se compter au Congrès annuel de l'AIT prévu en septembre 1872 à La Haye. Il n'est plus question de le reporter ou de l'annuler sous prétexte de la situation internationale. Comme la bataille risque d'être décisive, Marx se déplace en personne : c'est le premier et le seul Congrès de l'AIT auquel il prendra part. Avec l'inséparable Engels, il s'y rend en famille : son épouse Jenny, ses filles Jennychen et Laura, le fiancé de la première, Charles Longuet, l'époux de la seconde, Paul Lafargue (deux Français) sont aussi du voyage. Il fait un temps superbe et une chaleur écrasante. Le Congrès s'ouvre le dimanche 1er septembre au soir, dans la salle de danse "Concordia" (ironie du nom). Soixante-cinq délégués y pénètrent. L'événement a attiré une foule de badauds qui regardent avec curiosité les militants se frayer un chemin vers le lieu de réunion[35].

35. F. Giroud, *Jenny Marx*, Paris, 1992, p. 206-209.

Fluche et Dave sont du nombre. Le Comité chicane sur la régularité du mandat du premier (représentant la Fédération verviétoise) et évoque des accusations de la part de certains Belges à propos du second (qui a un mandat de la section de La Haye). Tous deux sont finalement acceptés, Dave après une recommandation de Fluche, ce dernier après des déclarations des autres membres de la délégation belge : Cœnen (Anvers), Herman (Liège), Van den Abeele (Gand), Splingard (Charleroi), Eberhard (pour le Conseil fédéral belge) et Brismée (pour Bruxelles), qui fait figure de chef de délégation. Pressentant la rupture qui se dessine, déchiré entre ses convictions personnelles éclectiques et la position officielle de la section belge, également absorbé par ses examens de médecine, De Pæpe a préféré ne pas prendre part au Congrès.

Comme à Bruxelles en 1868 et à Londres en 1871, Fluche semble assister assidûment aux débats durant toute la semaine[36]. Mais il ne s'exprime pas, que ce soit sur les pouvoirs du Conseil général, sur le transfert de celui-ci à New-York comme l'ont proposé Engels et Marx, sur les expulsions de Bakounine et de certains de ses partisans - les motifs idéologiques de celles-ci étant sinon masqués en tous cas enrobés de calomnies. Pourtant, les convictions de Fluche semblent clairement connues : à Brismée qui plaide au nom de la section belge pour une réduction des pouvoirs du Conseil général tout en signalant la position extrémiste des Verviétois à ce sujet, Longuet fait observer que "Fluche, qui réclame aussi l'abolition complète du Conseil général, est plus logique que Brismée parce que, pour les tâches que Brismée veut lui laisser, il n'est pas besoin d'un Conseil général"[37].

Avant les votes décisifs, le samedi 7 septembre, il est déjà clair que la majorité du Congrès suivra Marx. Dave lit alors au Congrès une note de la minorité, cosignée par dix-sept délégués dont tous les Belges et, parmi les plus proches partisans de Bakounine, les délégués du Jura, James Guillaume et Adhémar Schwitzguébel. Les minoritaires déclarent d'emblée rejeter pour l'avenir toute autorité du Conseil général sur les sections nationales. L'expulsion de Bakounine de l'AIT est décidée immédiatement après par 29 voix contre 7, et 8 abstentions (parmi lesquelles les autres minoritaires accusés). Les sept votes négatifs émanent de six des délégués belges dont Fluche et Dave ainsi que du Français Cyrille. La délégation belge, avec parfois certaines nuances mais pas dans le chef de Fluche, se place ensuite systématiquement dans le camp des antiautoritaires pour les votes suivants. L'expulsion de Guillaume

36. Voir compte-rendu dans Freymond, *op. cit.*, tome II, 1962, p. 326.372

37. *Idem*, p. 353.

est décidée par 25 voix contre 16 et 10 abstentions, celle de Schwitzguébel rejetée de justesse par 16 voix contre 15 et 10 abstentions, les pouvoirs accrus au Conseil général accordés par 40 voix contre 5 et 11 abstentions...

Amère journée : les minoritaires ont déclaré qu'ils ne se soumettraient pas, leurs leaders ont été exclus de l'Internationale, Marx et Engels ont manœuvré avec succès pour saborder celle-ci en transférant sa direction de l'autre côté de l'Atlantique, au sein de la section américaine ! Mais les "antiautoritaires" sont sûrs de leur bon droit, soudés et confiants : le lendemain dimanche, Fluche accompagne les membres de la minorité qui visitent Amsterdam et se rendent à un meeting où Guillaume prend la parole. Ses propos sont traduits par Dave, qui s'exprime à son tour, suivi de Brismée. La soirée se passe dans la salle d'un cercle où, jusque tard dans la nuit comme le rapporte Guillaume, la quinzaine d'hommes se détend en discussions et en chansons, "l'esprit en fête, le cœur dilaté, heureux de nous sentir en si complète communion d'idées les uns avec les autres"[38].

La présence de Fluche à La Haye avait peut-être été un choix du Conseil belge plutôt que de la Fédération verviétoise, puisqu'il n'avait pu exhiber au Congrès un mandat régulier de celle-ci. De retour en Belgique, il sera en tous cas chargé de rédiger pour le Conseil belge le rapport sur le Congrès, preuve de la confiance dont il dispose toujours dans ce cénacle. Peut-être est-ce lui dès lors - ou Dave ? - qui est également l'auteur du long éditorial que publie *Le Mirabeau*, le 22 septembre 1872. La position des Internationalistes verviétois y est clairement exposée, ils sont antimarxistes, antiautoritaires et antihiérarchiques, tenants de l'anarchie et du fédéralisme proudhonien[39] : "Ce que nous avions prévu est arrivé. Nous sommes allés au Congrès de La Haye, bien décidés à défendre les idées révolutionnaires et anarchiques pour le triomphe desquelles nous n'avons cessé de combattre depuis l'origine de notre vaste et puissante organisation (...). La lutte, en effet, a été d'une part entre les partisans de l'autorité et de la centralisation, représentés surtout par le Conseil général, par les Allemands et par les Français, et les partisans de l'anarchie pure, d'autre part (...). Que l'Internationale ait donc aussi ses anarchistes et ses autoritaires : la Révolution saura bien reconnaître les siens".

38. J. Guillaume, *L'Internationale. Documents et Souvenirs*, tome II, 1907, p. 354.

39. J. Neuville, *op. cit.*, p. 301.

UN FOYER ANARCHISTE EN BORD DE VESDRE

1. VERVIERS, NOUVEAU SIEGE DE L'INTERNATIONALE EN BELGIQUE.

En partie sous la pression des Verviétois, la section belge de l'AIT va aller presque jusqu'au bout de la logique des "antiautoritaires" dans les mois qui suivent La Haye. Dès son Congrès des 25 et 26 décembre 1872, suivant l'exemple de la Fédération du Jura toute acquise à Bakounine, elle déclare "nulles et non avenues les résolutions enlevées par une majorité factice au Congrès de La Haye" - ce qui lui vaudra, comme d'autres sections nationales rebelles, d'être exclue de l'AIT par le Conseil général de New-York en mai 1873. Mais le Congrès va plus loin : les Verviétois et les délégués du Centre, appuyés par un membre du Conseil belge (Laurent Verrycken), proposent la suppression de celui-ci. Un compromis intervient : le Conseil belge est remanié, et il est acté que la question de son transfert à Verviers sera redébattue dans un an[1].

A Pâques 1873, les 13 et 14 avril, le Congrès de la section belge abandonne pour la première fois Bruxelles et se tient à Verviers, Cour Sauvage. Ce premier essai de décentralisation n'est pas un succès : sur les trente-six présents, on compte à peine cinq Bruxellois, un Liégeois, un Anversois et deux délégués du bassin du Centre[2]. Mais cette petite dizaine d'hommes provoque un fameux émoi en ville : une foule considérable de militants se presse à la gare pour les accueillir et les condui-

1. Freymond, *op. cit.*, tome III, 1971, p. 161-168.
2. *Idem*, p. 168-171.

re en cortège jusqu'au local ouvrier. Les autorités sont sur les dents : la gare est occupée par la police, la troupe est consignée à Liège, Namur et Gand, la garde civique peut être rappelée au premier signal[3]. Vain émoi, la Commune verviétoise ne sera pas pour ce week-end-là.

Ce n'est pas faute de propos révolutionnaires à la tribune du Congrès. Après s'être mis d'accord sur la nécessité de ne pas recréer un Conseil général au sein de l'AIT antiautoritaire, les participants s'accordent, à de très faibles nuances près, pour constater l'inutilité des grèves partielles sur des objets ponctuels : tous les efforts doivent tendre, désormais, à mobiliser les esprits pour la préparation de la grève générale révolutionnaire.

C'est dans cette perspective nouvelle que s'est créé en janvier 1873 au sein de l'Internationale, le Groupe de Propagande Révolutionnaire verviétois, qui a adopté un *Manifeste* antimilitariste largement diffusé le mois suivant vers les futurs conscrits[4] : "Ce jour heureux et béni, travailleurs et soldats, où vous pourrez instaurer la justice dans tous les rapports sociaux aujourd'hui encore si douloureusement troublés, ce jour viendra plus tôt peut-être que vous le pensez vous-mêmes, que nous le pensons tous. Aux capitaux coalisés de la bourgeoisie nous tenons tête déjà par le nombre colossal de nos corporations ouvrières organisées; à son despotisme raffiné, nous opposons la haine dont nos cœurs sont gonflés (...) nous sommes les initiateurs d'un ordre nouveau et notre révolution sera implacable".

Au Congrès belge d'Anvers en août 1873, les Verviétois obtiennent enfin (après d'autres efforts en ce sens lors du Congrès de Jumet début juin) le vote d'une motion sans équivoque sur l'orientation nouvelle que doit désormais prendre l'Internationale : "Toutes les fédérations et sections sont tenues de travailler activement à l'organisation de la grève générale et d'abandonner complètement la poursuite des grèves partielles, sauf en cas de légitime défense"[5]. On est loin de l'état d'esprit qui présidait, deux, trois années auparavant, aux tentatives de conciliation avec le patronat dans les Réunions ouvrières, ou lors du mouvement des mécaniciens pour la journée de dix heures.

En septembre, le délégué de Verviers au Congrès international de l'AIT (tendance antiautoritaire) à Genève, Laurent Manguette, intervient à plusieurs reprises, avec Laurent Verrycken, en faveur d'une déclaration de principe similaire au niveau international - sans l'obtenir,

3. J. Guillaume, *op. cit.*, tome III, 1909, p. 81.

4. Freymond, *op. cit.*, p. 185-188.

5. *Idem*, p. 185.

car beaucoup estiment le mot d'ordre prématuré en l'état d'impréparation et d'inorganisation des travailleurs de leur pays. Or ce que visaient le délégué verviétois et avec lui la section belge, c'est bien la préparation de l'insurrection internationale des travailleurs : "la grève générale est un moyen d'amener un mouvement dans la rue et de conduire les ouvriers aux barricades (...) Qu'importe le prétexte pour lequel ces peuples se soulèveront. Si la Belgique a mis la question de la grève générale à l'ordre du jour du Congrès, c'est qu'elle veut, lorsqu'un pays se mettra en révolte quelconque que ce soit sous le prétexte de grève générale ou autre, que les autres peuples combinent leurs efforts avec le pays révolté et descendent aussi dans la rue"[6].

On nage en pleine utopie, et ce n'est pas sans une certaine appréhension qu'à la fin de l'année, Brismée voit se profiler le prochain transfert de la direction de la section belge de l'AIT aux mains des Verviétois : devant la section bruxelloise, il avoue en novembre sa crainte "que l'exaltation, qui caractérise les ouvriers de ce côté, n'amène une révolution qui, faite avant le temps, ne vienne à avorter"[7]. Le mois suivant, il est résigné au transfert à Verviers, conscient aussi que le Conseil doit être composé d'hommes capables d'assumer leurs actes : "A Verviers se trouve le vrai courage, mais il y a là à craindre le caractère bouillant des individus que nous avons eu beaucoup de peine à empêcher, il y a quelque temps, de se lancer dans un mouvement révolutionnaire"[8].

Le Congrès de décembre 1873 décide donc que les militants verviétois composeront désormais, et en tous cas pour un an, le nouveau Conseil de la section belge. *Le Mirabeau* devient officiellement l'organe hebdomadaire de cette dernière, en lieu et place de *L'Internationale*.

2. FLUCHE : EFFACEMENT OU EVICTION ?

Sur la scène militante verviétoise, Pierre Fluche ne joue qu'un rôle secondaire en cette année 1873, dans la radicalisation sans équivoque du mouvement comme dans la dynamique qui amène Verviers à prendre la tête de l'Internationale en Belgique au début de 1874. Au contraire de son ami Victor Dave qui préside le Congrès de Verviers à Pâques et qui représente les mécaniciens verviétois à Genève au

6. *Idem*, tome IV, 1971, p. 59.
7. Wouters, *op. cit.*, p. 623.
8. *Idem*, p. 629.

Congrès de septembre (où il rencontrera Bakounine peu après pour la seule fois de sa vie), Fluche ne prend part à aucun des nombreux Congrès de l'Internationale qui émaillent l'année 1873. Il ne figure pas davantage ni dans les responsables du nouveau Groupe de Propagande Révolutionnaire, ni dans les dix-sept membres du Conseil fédéral du bassin de la Vesdre qui cosignent une lettre de soutien à la Fédération jurassienne en février[9], ni dans les cinq membres du nouveau Conseil belge en janvier 1874.

Manifestement passé au second plan, Fluche n'a pas pour autant cessé toute activité militante. Il collabore à la rédaction de *La Science populaire* que Dave publie à Verviers à partir d'octobre 1872, avec des contributions de Benoît Malon et de Bakounine en personne notamment : cet hebdomadaire plus théorique que militant se présente comme complémentaire au *Mirabeau*, mais il cesse de paraître dès fin mars 1873[10].

Fin avril, le 27 exactement, Fluche prend la parole Cour Sauvage au meeting organisé par l'Internationale sur le thème de la préparation de la grève générale : avec sept autres orateurs dont Dave, devant un public nombreux convoqué par des tracts distribués dans les principales usines, il plaide surtout pour l'organisation de tous les corps de métier en syndicats et pour une intensification de la propagande[11]. Enfin, ayant manifestement rompu comme tant de militants de l'époque avec la foi de ses parents, il milite dans la branche verviétoise de l'association de libre-penseurs Les Solidaires, dont il est le secrétaire, et propose en octobre l'organisation d'un congrès national de la libre-pensée à Verviers en vue de créer une Fédération rationaliste[12].

Mais il n'empêche qu'il n'est plus au devant de la scène, surtout au sein de l'Internationale proprement dite. Piette, Bastin, Gérombou, voguant sur la vague de radicalisation, l'ont relégué dans un rôle secondaire dès le lendemain de La Haye - voire même peut-être auparavant si l'on songe aux contestations autour de son mandat à cette occasion[13]. Dave, lui, sera évincé plus nettement un an plus tard, puisqu'il est exclu de la Fédération de la Vallée de la Vesdre pendant son séjour au Congrès de Genève en septembre 1873, sous le coup d'une accusation

9. J. Guillaume, *op. cit.*, p. 57.

10. Voir F. Joris, *La presse verviétoise (...)*, p. 179.

11. Wouters, *op. cit.*, p. 521 et 522.

12. *Idem*, p. 609.

13. De l'avis de Freymond, *op. cit.*, tome II, p. 502-503 et tome III, p. 612.

de détournement de fonds sur laquelle il n'a pu s'expliquer : l'utilisation à des fins personnelles de sommes collectées en mai à Gand et Anvers (avec Maigray) au profit de grévistes d'Alost. Ces accusations n'étonnent pas De Pæpe car "depuis longtemps, Dave menait une vie vagabonde, une vie de bohême, qui l'obligeait à s'endetter et qui devait tôt ou tard le conduire à des folies"[14].

Comme on n'a guère perçu de divergences idéologiques profondes jusque-là entre les principales figures de proue du mouvement ouvrier verviétois, de deux choses l'une : ou bien Fluche et Dave étaient de conviction aussi radicales que Bastin ou Piette et ceux-ci les ont supplantés pour d'autres motifs, comme cela semble évident dans l'exclusion de Dave qui n'a pu que rejaillir sur Fluche compte tenu des liens entre les deux hommes; ou bien ces derniers, tout en sachant approuver en public les thèses anarchistes, ne partageaient pas sans réticences les analyses les plus extrémistes et, l'air du temps aidant, ils ont été (sous l'un ou l'autre prétexte) débordé sur leur gauche par plus révolutionnaires qu'eux.

L'évolution ultérieure de Fluche permet de pencher pour cette seconde hypothèse, encore qu'il resta toujours fidèle à **certaines** conceptions anarchistes. Dave par contre dans la suite de sa longue vie militante en Belgique puis surtout en France n'apparaîtra jamais comme moins à gauche que les propagandistes révolutionnaires verviétois de 1873 - mais sans doute un peu plus réfléchi compte tenu de sa formation universitaire. Enfin, si Dave a peut-être payé, dans cette "guerre des chefs", les conséquences d'une indélicatesse personnelle, il n'est pas exclu que des motifs d'ordre privé d'un tout autre genre aient pu concourir aussi d'une façon ou l'autre, à l'effacement de Pierre Fluche.

On peut être militant, on n'en est pas moins homme en effet, et Pierre est amoureux. Il épouse au printemps 1873 une ouvrière textile (occupée au triage des laines) de deux ans sa cadette : Marie-Elisabeth Hernay, qui a tout juste 30 ans[15]. Le couple s'installe au 19 de la rue des Messieurs, dans une nouvelle artère créée treize ans plus tôt par les édiles hodimontois pour relier les rues de la Régence et du Moulin.

La jeune Madame Fluche est de constitution fragile : elle connaîtra des ennuis de santé plus souvent qu'à son tour et pour tout dire, sera presque toujours malade pendant les vingt-quatre années qu'elle va pas-

14. Idem et lettre de César De Pæpe à Pierre Lavrov, dans Dandois, *op. cit.*, p. 98.

15. Tous les renseignements généalogiques ci-après m'ont été fournis par M. Jean-Marie Fluche.

ser aux côtés de Pierre[16]. Bien plus tard, trente ans après son mariage, Fluche devenu veuf mesurera encore toute l'importance qu'avait prise Marie-Elisabeth dans son engagement quotidien : "c'est d'un grand secours et d'un grand besoin d'avoir une compagne aussi sincère et aussi dévouée dans la vie toute de lutte qui nous est faite à nous, les militants de l'idée socialiste. Elles sont rares celles qui nous comprennent et nous soutiennent constamment, il leur faut même le plus souvent beaucoup plus de courage que nous pour satisfaire aux exigences du devoir social"[17].

Un premier enfant, une fille, naît le 8 mai 1873 à quatre heures du matin. En compagnie de son frère Auguste, Fluche déclare le jour même à l'Hôtel de Ville la naissance de la petite Louise. Hélas, il lui faut retourner à l'Etat-civil moins d'un mois plus tard, accompagné d'un voisin, pour annoncer le décès prématuré de sa fille à l'âge de vingt-deux jours. Le même drame se reproduit l'année suivante. Après avoir surmonté le choc de la mort de son premier bébé, Marie-Elisabeth, qui a abandonné l'usine pour devenir ménagère, met au monde un garçon le 26 juin 1874. Mais Albert-André Fluche ne survit pas beaucoup plus longtemps que sa sœur : il meurt à l'âge de cinq mois, le 26 novembre à sept heures du matin, au domicile de ses parents comme sa sœur dix-huit mois plus tôt. Après la nuit épouvantable que l'on devine, Pierre pousse une nouvelle fois les portes du bureau de l'Etat-civil pour une déclaration officielle. Ce sera la dernière du genre.

Quand on songe aux racines du mot prolétaire - "qui n'a pour richesse que ses enfants" - , quand on a vécu en couple les neuf mois de joie et de fatigue d'une grossesse, l'exubérance d'une naissance et l'émerveillement des premières semaines d'un nouveau-né, on devine que ce double calvaire en l'espace de deux ans au sein du jeune couple d'ouvriers a sans doute émoussé sur le moment la combativité du militant, surtout dans un climat de divisions internes. Ayant vécu comme tant d'autres à l'époque la même tragédie intime en 1884, le socialiste bruxellois Louis Bertrand écrira plus tard : "il faut avoir perdu un enfant, un premier enfant surtout, pour comprendre l'importance de la perte que l'on fait, pour ressentir la douleur, dans ce qu'elle a de plus atroce, de plus horrible à supporter"[18].

16. Lettres de Fluche à Dave, 2.2.1876, 9.8.1894 et 14.4.1896.

17. Lettre de Fluche à Dave, 17.12.1903 (Fluche évoquait l'épouse de Dave en songeant manifestement à sa propre expérience).

18. L. Bertrand, *Souvenirs d'un meneur socialiste*, tome I, 1927, p. 242.

3. LES "MENEURS" EN 1873.

En juin 1873, la police ou (plus que probablement) la gendarmerie de Verviers met la dernière main à un recensement détaillé des "principaux affiliés à l'Internationale dits les **meneurs**, à Verviers et communes voisines". Les forces de l'ordre ont ainsi identifié quelque 380 militants, rue par rue, en signalant pour chacun d'eux sa profession, son lieu de naissance, la date de celle-ci ou son âge, son état-civil (avec le nom de l'épouse éventuelle voire, pour les Disonais, le nombre d'enfants), son adresse et, le cas échéant, l'une ou l'autre observation - se résumant le plus souvent à la lettre "V" pour violent, ceci devant s'entendre comme extrémiste en paroles plutôt que violent physiquement. On ignore par quels chemins policiers ce document a échoué aux Archives de la Préfecture de Police de Paris, où il se trouve encore, nous livrant une extraordinaire mine de données personnelles et sociologiques sur les membres les plus actifs de la Première Internationale à Verviers[19].

On y trouve bien sûr Victor Dave[20], journaliste, célibataire, 25 ans, vivant alors rue David, qualifié de "modéré - tribun - chef - influent". La police signale aussi qu'il est le rédacteur de *La Science populaire*; celle-ci ayant cessé de paraître fin mars, on peut en déduire que l'élaboration de la liste a pris plusieurs semaines et qu'elle nous donne des éléments datant, sans plus de précisions, du premier semestre de 1873.

Pierre, encore célibataire au début de 1873, apparaît dans cette liste aux côtés de son frère André-Auguste, dont l'épouse Marguerite Renouprez est également affiliée[21]. Peu avant de déménager à l'occasion de son mariage, Fluche vit alors rue Neuve à Hodimont - aujourd'hui rue Jules Cerexhe[22]. Son frère n'a pas non plus quitté la commune natale : il demeure non loin de son cadet, au Pont Léopold. L'un et l'autre sont qualifiés de "violents".

D'autres collaborateurs de la première heure du *Mirabeau* sont encore cités, peut-être à tort pour le premier, parmi les meneurs : Frédéric-Joseph Thiry, marié, vit alors rue des Fabriques[23]; André Larondelle,

19. Nous nous y référerons ci-après comme suit : APP, *Liste*, suivi du numéro d'ordre du militant dans la liste. La liste est reproduite intégralement en annexe à notre travail.

20. APP, *Liste*, n° 1.

21. *Idem*, n° 155 et 154.

22. Les indications éventuelles sur les changements de nom de rues sont extraites de P. Léon, *Dictionnaire des rues de Verviers*, Verviers, 1976.

23. APP, *Liste*, n° 122.

dont l'épouse milite également, demeure dans l'impasse Gouvy (là où s'élève aujourd'hui la maison de la culture face à l'Hôtel de Ville), la police le qualifie de "très violent" en se remémorant sa condamnation comme rédacteur du *Prolétaire*[24]. Plus de trace de Roch Germay en revanche ou de Nicolas Andrien, qui réapparaîtront plus tard. Joseph Jamar, marié, vivant rue des Six Cents Franchimontois sur Andrimont, est encore qualifié de "violent"[25].

Gaspard Damseaux, qui approche alors de la cinquantaine, a fait des émules : ses deux fils Léon et Alfred, habitant avec leur père, veuf, rue des Vieillards, figurent avec lui parmi les "meneurs"[26]. Autre "ancien" du *Mirabeau* malgré son jeune âge (23 ans) et jouant un rôle de premier plan en 1873, Joseph Nicolas Demoulin fait également partie d'une famille (installée place du Martyr) engagée tout entière dans l'action : sa mère (veuve), son frère Antoine et sa sœur Victorine, célibataires comme lui, ont été repérés eux aussi par la police[27].

Demoulin est alors membre du Conseil fédéral verviétois. Quels sont les autres chefs du mouvement ? Jean Coumont, tisserand âgé de 28 ans, père d'un enfant, habite rue de Mangombroux[28]. Il a représenté le Groupe de Propagande Révolutionnaire au Congrès de Pâques 1873, avec Jean Olivier Ruwette, autre membre du Conseil : tisserand, né en 1845, célibataire, domicilié rue des Foxhalles sur Hodimont, considéré comme "très violent"[29].

Jules Wilmès, 26 ans, originaire du Grand-Duché, marié, habite au bas de la rue des Franchimontois[30], il était présent au Congrès avec Stiege comme délégué de la caisse de résistance des chauffeurs.

Joseph Maigray, tisserand, marié, 25 ans, d'Ensival, est repris comme "très violent" : c'est lui qui, en compagnie de Dave, exhortait à la grève à l'époque les ouvriers textiles d'Alost.

Emile Piette, marié, 26 ans, demeure rue des Raines[31]. Il est considéré comme "violent" au même titre que Laurent Manguette, qui représentera la Fédération verviétoise au Congrès international de Genève :

24. *Idem*, n° 46.
25. *Idem*, n° 229.
26. *Idem*, n° 96 à 98.
27. *Idem*, n° 21 à 24.
28. *Idem*, n° 30.
29. *Idem*, n° 152.
30. *Idem*, n° 31.
31. *Idem*, n° 34 et 135.

ouvrier de fabrique non autrement qualifié, célibataire, 24 ans, Manguette habite rue des Fabriques[32].

Epinglons encore Walter Spiron, tisserand de 32 ans, célibataire, rue de Hodimont[33]; Denis Noblué, dirigeant des syndicats des mécaniciens, originaire de Thimister, 40 ans, marié[34]; Charles Picraux, tisserand de 39 ans, marié, domicilié en Crapaurue[35]; Henri Helman, secrétaire du syndicat des menuisiers, 26 ans, marié, rue des Raines[36]; Florent Flinck, tisserand de 24 ans, marié, rue des Raines également[37]; Pierre Bastin, tisserand de 27 ans, marié lui aussi, vivant rue des Franchimontois[38] - mais la liste ignore l'existence de Gérard Gérombou.

Avec Pierre Bastin, Joseph Demoulin et Florent Flinck, deux autres militants formeront en janvier 1874 le nouveau Conseil fédéral belge : Louis-Joseph Lincé, fileur ensivalois, 29 ans, marié et dont trois frères ou cousins semblent aussi des militants actifs[39]; et Toussaint Malempré, tisserand, 25 ans, d'Ensival également, arrêté à Lille en mai 1873 pour un motif que nous ignorons[40].

Enfin, on observera en ce qui concerne les deux principaux animateurs des Réunions ouvrières de 1870-1871, Hubert Bastin et Edmond Warnotte, que le premier n'est pas repris dans la liste et que le second, qui signait encore le tract appelant au meeting du 27 avril 1873, vit alors à Couillet[41] où il poursuit ses activités militantes puisqu'il représente le bassin de Charleroi aux divers congrès de l'Internationale[42].

Quelque 380 "meneurs" sont donc identifiés par les forces de l'ordre sur les communes de Verviers, Hodimont, Ensival, Andrimont, Dison, Wegnez, Cornesse et Pepinster. Cela ne recouvre pas l'ensemble des affiliés de l'Internationale dans la région, mais bien les militants réguliers ou dynamiques, animateurs des groupes ou participants assidus à leurs activités. Au-delà de ce "noyau actif" dont se détachent une trentaine de

32. *Idem*, n° 35.
33. *Idem*, n° 62.
34. *Idem*, n° 65.
35. *Idem*, n° 71.
36. *Idem*, n° 134.
37. *Idem*, n° 136.
38. *Idem*, n° 144.
39. *Idem*, n° 163 à 166.
40. *Idem*, n° 167.
41. *Idem*, n° 361.
42. Wouters, *op. cit.*, p. 657.

figures, il est bien plus difficile sinon impossible de cerner le nombre des simples membres. On a lu, pour les premières années '70, des chiffres de 4 à 6.000. En janvier 1874, la Fédération des tisserands (regroupant les divers syndicats de cette profession) aurait eu encore 2.000 membres, mais tous ces chiffres sont sujets à caution et ne témoignent en aucun cas d'une progression linéaire.

Pour beaucoup sinon la majorité des travailleurs, l'appartenance à l'Internationale sera souvent très temporaire : on se laisse inscrire à la fin d'un meeting mais sans s'impliquer davantage, on adhère à l'occasion d'un conflit mais pour quitter le groupe une fois la grève achevée, on retire ses quelques francs de cotisation dès que les besoins du ménage l'exigent ... Si ceci est sans doute un peu moins vrai à Verviers, puisque l'Internationale y fut plus puissante et plus durable qu'ailleurs dans le pays, il n'en reste pas moins que les estimations des effectifs de l'Internationale, quand elles ne sont pas fantaisistes ou exagérées, ne rendent compte que partiellement de la réalité. Au total des cinq années de grande activité de l'AIT en Belgique (1868-1872), il est possible selon Jan Dhondt, spécialiste de la Première Internationale, que 70.000 ouvriers belges aient, à un moment ou l'autre mais pas simultanément ni longtemps, adhéré à l'organisation. De là à évaluer l'effectif maximum qu'elle a atteint à son apogée...

Fermons la parenthèse pour en revenir à nos militants verviétois, ces 380 courageux à la pointe du combat à une époque où celui-ci n'amenait (peut-être) que la satisfaction morale du devoir accompli, et beaucoup plus sûrement de graves ennuis potentiels. On trouve fort peu de femmes mentionnées comme militantes dans la liste : quatre à peine, soit la mère de Joseph Demoulin et trois épouses de militants[43]. Manquent curieusement Albertine Ruwette et surtout Marie Mineur, les déléguées de la section des femmes verviétoises de l'Internationale au Congrès des 13 et 14 avril. Celle-ci est la seule section féminine explicitement affiliée à l'Internationale en Belgique. Elle compte plus de 400 membres et son animatrice, Marie Mineur, est qualifiée de militante "très énergique" par les mouchards de la Sûreté. De fait, elle prend aussi la parole en dehors de Verviers, à Liège (lors de grèves) et jusque dans la région de Charleroi : elle fait en 1874 une conférence à Famillereux et y crée, mais très provisoirement, une deuxième section féminine[44].

43. APP, *Liste*, n° 21, 325, 337 et 344.

44. Voir J. Dhondt, *Les Femmes et la Première Internationale*, Bruxelles, 1968 (Mélanges Jacquemyns).

4. ESSAI DE PROFIL DEMOGRAPHIQUE DES MILITANTS.

Parmi les quelque 380 militants, un quart environ (97 hommes exactement) sont encore célibataires; les trois-quarts sont mariés (265 soit 70 %) ou, plus rarement, veufs (19 soit 5 %). Des proportions qui n'ont rien d'étonnant si l'on observe l'âge des meneurs, où il y a à la fois peu de jeunes (cinq seulement ont moins de 20 ans, parmi lesquels la police a noté un gamin de 14 ans) et peu d'hommes très âgés (soit, pour l'époque, 65 ans et plus : on en compte cinq également, dont un tisserand de 69 ans). La majorité des militants célibataires (63 %) sont des hommes de moins de 30 ans, mais on remarque tout de même que la proportion d'hommes ayant dépassé la trentaine parmi les célibataires n'est pas négligeable : 22 % d'entre eux ont entre 30 et 34 ans, 15 % entre 35 et 50 ans. Même si le nombre relatif de célibataires ainsi que l'âge au mariage ont tendance à augmenter à Verviers au siècle dernier[45], la proportion d'hommes mûrs (30 ans et plus) parmi les militants non mariés nous paraît assez élevée.

Sur les 265 couples recensés, 38 % sont, aux yeux de la police, au moins soudés par les mêmes convictions : 100 épouses sont signalées comme étant elles aussi affiliées à l'Internationale. Sur base de l'échantillon des 55 ménages de militants disonais mariés (les seuls pour lesquels les agents ont également noté le nombre d'enfants du couple), on notera une proportion fort élevée de couples sans enfants (33 %), une répartition équilibrée entre familles avec un enfant (13 %), deux enfants (16 %) et trois enfants (13 %), mais aussi un nombre bien inhabituel aujourd'hui de familles très nombreuses : dix couples (près de 20 %) ont quatre, cinq, six et même, dans un cas, sept enfants.

Les professions exercées par les militants ne surprendront pas. Si l'on retire de notre série neuf hommes dont le secteur d'activité est indéfinissable même s'il s'agit sans doute du textile (sept "ouvriers de fabrique" et deux "journaliers"), un sans profession et le journaliste Victor Dave, on constate que sur les 370 autres travailleurs engagés dans l'Internationale, 307, c'est-à-dire 83 %, sont occupés dans le textile, avec une majorité écrasante de tisserands (238, soit 64 % du total) suivis, de très loin, par les fileurs, au nombre de 38. Viennent ensuite quelques tondeurs (huit hommes), cinq laineurs et autant d'échardonneurs, trois presseurs, deux drousseurs, deux ourdisseurs et diverses

45. C. Desama, *Population et révolution industrielle. Evolution des structures démographiques à Verviers pendant la première moitié du XIXème siècle*, Paris, 1985, p. 154.

autres professions représentées une seule fois (décatisseur, sécheur de laines, ouvrier cardier, foulon, couturière, ainsi qu'un tailleur d'habit).

Face aux gros bataillons du textile, les meneurs occupés dans la métallurgie représentent moins de 10 % des militants : 32 hommes exactement (huit chauffeurs, cinq mécaniciens, quatre mouleurs, trois tourneurs, deux ajusteurs, deux forgerons, un tailleur de limes, enfin six serruriers et un armurier, sans doute de petits artisans). En dehors du textile et de la métallurgie, on relève onze menuisiers et charpentiers, les autres militants exerçant une douzaine d'autres professions, les plus diverses - parmi lesquels on note la présence de deux négociants et de cinq cabaretiers. Outre ces derniers, la police relève que sept tisserands, trois fileurs, un peintre-décorateur et un barbier sont également tenanciers d'un café - ce qui porte le nombre de cabaretiers à dix-sept, parmi lesquels une majorité sont des ouvriers complétant ainsi leur salaire.

Comment se répartissent nos militants entre les diverses communes concernées ? Ils sont fort peu nombreux dans les quatre localités les moins industrialisées : neuf à Pepinster, un seul à Cornesse, huit à Wegnez, quatre à Petit-Rechain. Mais 40 % seulement (soit 153 hommes) sont installés sur le territoire de Verviers, 44 % en y ajoutant les quinze militants domiciliés sur Hodimont. En fait, eu égard à leur population, les communes d'Ensival, Andrimont et surtout Dison (toutes trois nettement moins peuplées que Verviers) abritent des contingents proportionnellement bien plus importants de militants actifs dans les rangs de l'AIT : ils sont 54 à Ensival (soit 14 % du total des meneurs recensés), 65 à Andrimont (17 %) et 72 à Dison (19 % du total - alors que la population de cette commune est environ le cinquième de celle de Verviers).

Outre cette répartition géographique sur laquelle nous reviendrons de manière plus fine, un élément particulièrement frappant est le nombre extrêmement élevé de militants originaires d'une autre localité que celle où ils résident. Claude Desama[46], analysant la croissance de la population verviétoise dans la première moitié du XIXème siècle, a mis en évidence le rôle majeur joué par l'immigration en provenance des localités situées principalement dans un rayon de 15 km autour de la cité lainière : plateau de Herve, vallée de la Vesdre, vallée de l'Amblève, région spadoise.

Cet exode rural s'accompagne de mouvements migratoires des communes voisines de Verviers vers cette dernière (ainsi, en 1846, comme on l'a dit, un Hodimontois sur cinq s'est installé à Verviers) puis de flux

46. *Idem*, p. 115 et suivantes et 167 et suivantes.

inverses également, au fur et à mesure de l'industrialisation de Dison, Ensival, etc. - ceci de manière croissante.

Sur les 153 meneurs résidant à Verviers, 58 % sont natifs de la cité lainière mais 64, soit 42 %, proviennent d'une autre localité. Parmi ces derniers, moins du tiers (une vingtaine) sont issus d'une autre commune de l'agglomération industrielle (douze de Dison, cinq d'Ensival, deux de Hodimont). La plupart viennent de localités plus éloignées, trente endroits différents au total.

Parmi les militants d'Ensival, la proportion est à peu près similaire entre Ensivalois d'origine (62 %) et extérieurs. Mais il en est tout autrement des 72 militants disonais : les neuf-dixièmes de ceux-ci sont originaires d'une autre localité ! Ces 65 non-Disonais d'origine proviennent de trente communes différentes. De forts contingents sont issus des villages au nord-est de Dison dans le pays de Herve : Charneux, Thimister, Rechain, Dalhem, ...

Le lieu de naissance des meneurs de l'Internationale domiciliés sur Andrimont est encore plus significatif de l'évolution que subit alors cette commune (ou plutôt une partie de celle-ci) : industrialisation et croissance démographique par "immigration". Exceptés deux hommes, **tous** les militants sont nés ailleurs. Un tiers (21 sur 63) a déménagé depuis Verviers ou Dison, les 42 autres proviennent de trente et une communes différentes, ici aussi la plupart dans un rayon assez peu éloigné.

Il faudrait pouvoir disposer pour les années 1870 d'une étude fine de la population des diverses communes, afin de comparer les proportions constatées ci-dessus parmi nos échantillons de militants avec celles des populations locales d'une manière générale, et pouvoir ainsi aller plus loin que ces constats. Mais on peut supposer que ceux-ci traduisent les mouvements migratoires de l'époque plus que des comportements spécifiques des ouvriers les plus engagés dans l'action militante.

5. LES QUARTIERS "ROUGES".

La répartition des militants de l'AIT nous apporte encore quelques enseignements complémentaires, cette fois sur les quartiers ouvriers dans lesquels se concentrent - ou non - les Internationalistes. Faut-il s'étonner de ne guère en trouver qu'une poignée en Pré-Javais, à l'est de la ville ? Ils sont quatre seulement en effet pour les rues Raymond, Marie-Henriette, des Hospices, à proximité des importants logements

ouvriers des Grandes Rames où s'entassent des centaines de travailleurs. Mais ces Grandes Rames tout comme les maisons de la rue Raymond ont été construites par le patronat local, à l'initiative de Biolley, et peut-être les agitateurs y sont-ils plus indésirables qu'ailleurs.

En fait, les militants ne sont en grand nombre que dans cinq rues seulement sur le territoire de Verviers et Hodimont : rue du Marteau (sept personnes), rue Spintay (huit), impasse Gouvy face à l'Hôtel de Ville (neuf), rue de Hodimont (treize militants) et surtout, ironie de l'histoire, rue des Raines. La police recense pas moins de vingt meneurs dans cette seule artère, où la bourgeoisie avait concentré ses plus beaux hôtels de maître aux XVIIème et XVIIIème siècles. En fait, en 1873, le patronat a déjà commencé à quitter le cœur encombré et pollué de la cité, pour gagner les hauteurs au sud de la ville : en 1871, la Société civile immobilière verviétoise a entamé la construction du quartier dit des boulevards qui accueillera dans un cadre de verdure, le long de larges avenues arborées, petits châteaux et grandes villas[47]. Les patrons abandonnent ainsi le voisinage des usines, rue des Raines comme ailleurs, et de leurs ouvriers.

A Dison, sept militants résident rue Neufmoulin à proximité de l'imposante fabrique Wasson, mais on observe surtout que trente-huit autres, soit près de 10 % du total des meneurs identifiés dans l'agglomération, se concentrent sur la chaussée de Rechain et, très accessoirement, la rue Léopold et le Husquet, le long de la voie reliant Dison au village de Petit-Rechain. Ici, les meneurs sont sur les hauteurs.

Mais le quartier des "Six cents-Fabriques" apparaît incontestablement comme **le** quartier "rouge" de l'agglomération industrielle. Situé aux confins des communes de Verviers, Hodimont, Andrimont et Dison et s'étalant sur chacune de celles-ci, il héberge plus de 15 % des militants actifs de la région verviétoise, soit 62 personnes habitant les rues des Six Cents Franchimontois, des Fabriques, Clément XIV (respectivement 24, 14 et 13 personnes) et les rues voisines (11 travailleurs répartis entre les rues Haute, Fonds-de-Loup et du Châtelet). Ce quartier militant par excellence mérite que l'on s'y attarde un peu.

En 1873, la plupart des rues que nous venons de citer n'ont pas dix ans d'existence[48]. C'est en 1855 que le conseiller communal verviétois Armand Fléchet a proposé à ses collègues la création d'une nouvelle

47. P. Léon, *op. cit.*, p. 106, 232, 251.

48. J'ai fourni un historique détaillé de la création de ce quartier en annexe 3 du mémoire de licence inédit de M.F. Correia, *Approche comparative de pratiques revendicatives urbaines*, ULg, 1978. Les paragraphes qui suivent s'inspirent de ces notes.

voie pour relier Verviers et Dison, parallèlement à l'ancienne route passant par Hodimont. Celle-ci, relativement étroite et sinueuse, était en pente assez forte dans une partie de la Grappe : surtout en hiver, le trajet était peu aisé. L'essor industriel nécessitait l'amélioration des voies de communication, mais aussi la création d'espaces susceptibles d'accueillir des bâtiments industriels et des logements pour une population aussi en plein expansion. Lorsqu'en 1859 la Société pour la construction de maisons d'ouvriers se constitue à Verviers, le même Fléchet songe à créer une vaste cité ouvrière le long de la future route vers Dison et des nouvelles rues adjacentes en projet.

La route est ouverte en 1860, la rue des Fabriques est achevée en avril 1864 et sa parallèle en territoire andrimontois, la rue des Six Cents, lui est de très peu postérieure. Situées sur la colline grimpant vers le village d'Andrimont, les rues des Fabriques et des Six Cents sont en forte pente, de même que les nouvelles rues aboutissant à celles-ci (Châtelet, Clément XIV, Fonds-de-Loup, ...). Au cours des années 1860, dans ces endroits quasi déserts jusqu'au milieu du siècle, "tout l'espace disponible est couvert par un fouilli serré d'usines et de maisons"[49].

Une paroisse est constituée en mars 1872. Le premier curé s'installe dans une maison particulière puis, en 1874, dans une salle voisine, qui accueillera plus tard (après l'inauguration de l'église St Roch en 1894) des meetings socialistes[50]. Deux écoles, une communale et une catholique, s'implantent à la fin de la décennie. Une multitude de petits commerces voisinent avec de grandes usines textiles, des tanneries et autres entreprises.

Très vite, le quartier abrite quelque 2.500 personnes au moins, et les témoignages s'accordent pour le désigner comme "un des plus populaires et des plus populeux : de nombreuses familles y vivent dans la gêne, sinon dans la misère"[51]. Dès janvier 1875 d'ailleurs, compte tenu du grand nombre de nécessiteux vivant dans le périmètre, quelques bourgeois créent une Société de secours qui y organise des distributions mensuelles de pain et de couvertures : elles se poursuivront jusqu'en

49. R. Roncart, *op. cit.*, p. 26.

50. Voir F. Joris, *Thiry, op. cit.*, p. 74, note 22 : à en croire à la fois Paul Léon (*Dictionnaire des rues de Dison*, Dison, 1986, p. 165) et le pavement très particulier d'une pièce située à l'arrière du n° 118 de la rue Six Cents où j'ai vécu mes 22 premières années, je suis tenté de penser que cette pièce fut la première église St Roch, et que le local voisin qui servit ensuite d'église de 1874 à 1894 puis de salle de meetings se trouvait à l'emplacement de la cour adjacente existant encore aujourd'hui, mais que la rénovation progressive du quartier pourrait faire disparaître.

51. *Robert Centner. Hommage posthume*, Verviers, 1912, p. 55.

1912. Quartier pauvre, les "Six Cents-Fabriques" sont aussi assez rapidement cosmopolites : un journal local peut qualifier en 1893 la rue des Fabriques de "la petite Prusse, ou la petite Italie, au choix"[52].

Tel était, au siècle passé, le quartier "Six Cents-Fabriques", qui dès sa naissance et pendant des décennies, restera le plus important "vivier" du mouvement ouvrier verviétois.

52. *Le Progrès*, 10 mars 1893, p. 3.

LA FIN D'UNE EPOQUE

1. LE DECLIN DE L'INTERNATIONALE.

Dans une lettre de mai 1874 à Victor Dave (qui réside désormais à Spa, où il imprime clandestinement le *Bulletin de la Commune* rédigé, depuis Genève, par l'ancien général communard Cluseret), P. Fluche écrit : "Verviers est très calme sous le rapport de tout mouvement ouvrier. Aussi un silence de mort préside-t-il à toutes les réunions"[1]. Joseph Demoulin le confirme en septembre à la tribune du Congrès international de l'AIT qui se tient à Bruxelles : l'Internationale a perdu beaucoup de membres, non seulement à Verviers mais aussi dans tous les autres bassins, elle subsiste encore, affaiblie, dans la cité lainière et le Centre mais est désormais quasi inexistante dans le Borinage, le pays de Charleroi, le bassin liégeois et vivote à peine à Bruxelles, où il n'y a plus un seul syndicat[2].

Les causes de ce reflux sont multiples, à commencer par celles propres à l'Internationale elle-même. Il est fort probable sinon certain qu'à Verviers comme dans les autres régions du pays, la masse des ouvriers membres de l'AIT ne comprend rien aux divergences idéologiques entre proudhoniens, collectivistes, colinsiens, marxistes ou anarchistes, aux dissensions qui se font jour dans les Congrès internationaux. Mais si les polémiques théoriques ne touchent guère la vie des sections locales, il n'en est pas de même des problèmes pratiques : l'organisation interne de l'Internationale en sera un, et de taille, une fois l'option prise pour ... sa désorganisation. On l'a vu, sous l'impulsion des Verviétois, les sections belges ont démantelé leur propre organe de direction, en réduisant son rôle à celui de simple boîte aux lettres puis

1. Fluche à Dave, 7.5.1874.

2. Wouters, *op. cit.*, p. 744-745.

en confiant son fonctionnement aux partisans les plus acharnés de l'autonomie locale.

La décentralisation sans frein laisse les groupes livrés à eux-mêmes : beaucoup étant pauvres en militants de valeur s'épuisent rapidement et disparaissent, désertés par des travailleurs découragés. Il n'y a finalement que dans le foyer anarchiste qu'est alors Verviers et dans quelques localités du Centre[3] que l'AIT fédéraliste développe encore une certaine activité. Même Pierre Bastin plaide au Congrès de septembre 1874 à Bruxelles pour que l'on souligne dans un manifeste alors en projet (à adresser à toutes les associations ouvrières) que l'indépendance des groupes a ses limites, car il admet "que l'autonomie a jeté la division dans les camps; c'est elle qui a arrêté les forces de l'association"[4].

Bien sûr, dès les débuts du mouvement en 1867, il avait été difficile pour les militants de faire rentrer de manière régulière les cotisations d'ouvriers pauvres sinon miséreux, de les entraîner aux réunions après des journées de 12 à 14 heures pour discuter de problèmes concrets mais aussi de questions théoriques, de les convaincre au fil des ans de l'impérieuse nécessité de maintenir et développer l'Association, la section, la caisse de résistance ou de secours même si celle-ci n'était pas immédiatement "rentable". Mais cela devenait une gageure à partir du moment où les chefs eux-mêmes dénonçaient l'inutilité des efforts d'organisation syndicale ou mutuelliste, pour mobiliser les énergies exclusivement autour de la propagande révolutionnaire avec comme ligne d'horizon le "grand soir". C'est ce qui se produit à Verviers où la Fédération locale va jusqu'à remettre en question le syndicalisme et rejette non seulement l'action politique mais aussi, désormais, les grèves partielles[5].

C'est ainsi que les dirigeants du mouvement ouvrier verviétois repousseront en avril 1873 la décision du Conseil belge de demander à toutes les Fédérations de venir en aide aux ouvriers sans travail dans la cité lainière : "nous supportons notre misère et nous nous préparons à la Révolution, espérant que tous les travailleurs nous prouveront bientôt la solidarité qui les unit à nous, autrement que par des envois d'argent"[6]. Cette position, réaffirmée en mai 1873, débouche en février 1874 sur un appel à renoncer aux syndicats : "au lieu de s'adonner aux caisses de

3. Voir Freddy Joris, *Histoire des Fédérations socialistes de Soignies et Thuin,* Bruxelles, 1985, p. 21 et 26.

4. Wouters, *op. cit.*, p. 746.

5. J. Moulaert, *Le Mouvement anarchiste en Belgique 1870-1914,* Bruxelles, 1996, p. 22.

6. *Le Mirabeau* cité par Neuville, *op. cit.*, p. 308.

résistance, que l'on forme une caisse générale de propagande afin de propager nos principes révolutionnaires"[7]. En mars suivant, le Conseil belge de l'AIT va encore plus loin. Excepté les grèves défensives, il condamne toutes les grèves partielles, même bien pesées et bien préparées : la grève partielle ne sera jamais un moyen efficace de changer la condition ouvrière, toute l'énergie et les finances doivent concourir à préparer la Révolution ...

Il faut dire que l'échec de plusieurs grèves locales a renforcé à cet égard les convictions des dirigeants verviétois - qui oublient un peu vite le succès des mécaniciens dans leur lutte pour les dix heures. C'est d'abord, en avril 1873, la défaite d'un mouvement similaire entamé par cinq cents menuisiers de diverses entreprises sous la conduite du Verviétois Henri Helman[8]. Ils se mettent en grève à la fois pour les dix heures et pour des augmentations salariales. Après trois semaines de lutte, trois emprunts et une souscription pour un total d'environ 5.500 francs, l'expatriation de nombreux grévistes en Allemagne, l'ouverture dans le local de la cour Sauvage d'un atelier autogéré (qui disparaîtra rapidement), les menuisiers doivent reprendre le travail sans avoir obtenu de concessions fondamentales[9].

C'est ensuite l'insuccès de plusieurs grèves partielles dans le textile, notamment chez Leclercq-Fabry à Dison le 13 juillet 1873, aux Forges Thiry le 3 août et surtout chez Lejeune-Vincent peu après, au terme de trois mois de combat[10]. Dans cette usine, la grève est déclenchée pour refuser une décision d'allongement temporaire des journées de travail, un refus qui provoque la remise en vigueur par le directeur d'un règlement draconien et désuet sur les horaires. La grève éclate dans la première semaine d'août et elle est appuyée par l'Internationale le 22 bien qu'il n'y ait pas unanimité chez les ouvriers concernés. Fin août, il y a 126 grévistes contre une dizaine d'ouvriers au travail, mais des défections se produisent très vite, une trentaine d'affiliés regagnant l'usine après avoir touché, le 29, leurs indemnités de grève, soit 2,5 francs par jour.

Des collectes sont effectuées avec l'aide du Conseil belge. On organise l'émigration d'une quinzaine de grévistes, chaque partant recevant une somme de 45 francs. Mais le nombre de "jaunes" grossit et les gré-

7. *Idem.*

8. APP, *Liste*, n° 134.

9. Wynants, *op. cit.*, p. 170.

10. On trouvera le récit détaillé de cette grève dans Wynants, *op. cit.*, p. 175-178 (qui la situe par erreur en 1874), et dans Neuville, *op. cit.*, p. 310-312.

vistes, boycottés des autres usines par le patronat, ne sont plus que 85 en septembre, 45 mi-octobre, 25 début novembre. Le conflit s'achève après treize semaines sur un échec total. Il a coûté à la caisse de résistance, grâce à la solidarité ouvrière locale et nationale, la somme énorme de 15.000 francs - en pure perte. La leçon est rude, le mouvement ouvrier sévèrement atteint, et le patronat retrouve son assurance.

Les industriels verviétois sont d'autant plus enclins à la fermeté qu'une grave crise frappe le textile à partir de 1873. Les contraintes économiques n'incitent pas les patrons à réduire leur marge de manœuvre par l'octroi d'avantages sociaux, de surcroît à un moment où les organisations ouvrières s'essouflent, se désorganisent, déçoivent les travailleurs. Or les difficultés du textile vont se prolonger, s'inscrivant dans la grande crise économique de 1873 à 1896, soit plus de deux décennies de surproduction à la suite de la concurrence étrangère, surproduction entraînant un effondrement des prix et des marges bénéficiaires. De surcroît, le textile verviétois n'est déjà plus à ce moment le pionnier en avance : "il est devenu un centre aux outils vieillissants qui doit affronter des concurrents jeunes et bien équipés. Désormais, le thème de la compétitivité indispensable sera au centre de tous les manifestes patronaux"[11].

Rien d'étonnant dans pareil contexte si une répression patronale accrue s'exercera chaque fois que possible à l'égard des militants exposés. Pierre Fluche voit dans ces "persécutions patronales" une autre cause du reflux du mouvement à cette époque[12]. Il sait de quoi il parle, on le verra.

2. LE REFLUX DU CREDO REVOLUTIONNAIRE.

C'est donc dans un contexte de déliquescence générale de l'Internationale que quelques ouvriers verviétois prennent la direction toute relative de celle-ci pour la Belgique : Pierre Bastin est secrétaire chargé des contacts avec les autres pays et avec Liège, Joseph Maigray trésorier, Florent Flinck correspondant pour Anvers, Louis Lincé pour le Centre, Joseph Demoulin pour Bruxelles et Toussaint Malempré chargé de la

11. C. Desama, *Démographie et société à Verviers au cours des cent dernières années,* dans *Un jour, un siècle*, Verviers, 1994, p. 138.

12. Fluche à Dave, 4.11.1903.

Fédération verviétoise[13]. Autour d'eux, Piette, Meunier, Gérombou, Ruwette sont alors autant de militants au premier plan. La nouvelle équipe prend difficilement ses marques : à Bruxelles, on ironise lorsque les Verviétois déplorent de ne pas voir rentrer les cotisations alors qu'ils se plaignaient jadis des frais trop élevés du Conseil belge[14]; Anvers et le Centre reprochent au *Mirabeau* de ne pas jouer suffisamment son rôle d'organe national, et de publier parfois des textes trop révolutionnaires qui nuisent aux efforts de reconstruction du mouvement faits ailleurs[15].

Alors que le Conseil comprend en théorie un représentant de chaque Fédération, ceux-ci prennent très vite le pli, dès l'été 1874, de ne pas faire le déplacement jusque Verviers[16]. Lorsque Bruxelles envoie un délégué à la fin de l'année au Congrès belge organisé cour Sauvage, c'est pour se plaindre que "le Conseil ne fait pas tout ce qu'il doit faire" et que *Le Mirabeau* ne rembourse pas à Brismée, comme prévu, les dettes de *L'Internationale*[17].

En cette fin de 1874, le militantisme n'est vraiment plus ce qu'il a été à Verviers. A titre d'exemple, relevons deux constats faits par *Le Mirabeau*, le premier sur la vente de la presse ouvrière : "Au commencement de l'Internationale, on trouvait bien des hommes pour parcourir les villages et vendre les journaux; qui empêche encore aujourd'hui de le faire, quand même on devrait rétribuer ceux qui le feraient. Ne serait-ce pas de l'argent employé convenablement ?" Le second sur l'absentéisme aux réunions : "A chaque meeting ou réunion, on constate une assez drôle d'habitude à Verviers et je crois que c'est partout un peu la même chose. On annonce par exemple un meeting pour 3 heures, vous pouvez être persuadés à l'avance qu'on ne l'ouvrira qu'à 4 ou 4 heures et demie parce que généralement tous ceux qui assistent se disent, quand on annonce pour 3 heures, c'est pour 4 heures et de là vient que le meeting ou la réunion ne commence que bien longtemps après l'heure indiquée"[18].

En dépit de cet essouflement, Verviers reste cependant un des principaux foyers de l'Internationale non seulement pour le pays mais pour toute l'Europe. Car l'Association Internationale des Travailleurs est en recul partout, à l'étranger comme en Belgique. Au Congrès internatio-

13. Wouters, *op. cit.*, p. 657 et 684.
14. Wouters, *op. cit.*, p. 682.
15. Wouters, *op. cit.*, p. 691 et 692.
16. Wouters, *op. cit.*, p. 727.
17. Wouters, *op. cit.*, p. 807.
18. *Le Mirabeau* des 22 et 29.11.1874, d'après Neuville, *op. cit.*, p. 312-313.

nal qu'elle tient en septembre 1874 au Cygne à Bruxelles, il n'y a que quinze délégués - dont dix Belges. César De Paepe y présente certes un rapport très substantiel sur les services publics, dans lequel il formule des propositions exprimant un moyen terme entre marxisme et anarchisme[19]. Mais les débats ne débouchent sur le vote d'aucune résolution. Par contre, Demoulin et Bastin restent dans la ligne "traditionnellement révolutionnaire" en exposant pourquoi Verviers veut rester en dehors de l'action politique, qui n'a été d'aucune utilité selon eux depuis 1867[20].

Lassés des discours révolutionnaires sans effet immédiat, César De Pæpe, son beau-frère le communard français en exil Gustave Bazin et surtout un jeune militant de 19 ans, Louis Bertrand, fondent à Bruxelles en janvier 1875 la Chambre du Travail, entamant sans le savoir le processus qui aboutira à la constitution du Parti Ouvrier Belge en 1885[21]. La Chambre du Travail fédère rapidement les quelques syndicats existant encore dans la capitale, avec comme objectif, loin des crédos doctrinaux, de renforcer la solidarité ouvrière (chose essentielle et nullement acquise) et de susciter des réformes sociales. Les fondateurs espèrent regrouper toutes les forces ouvrières autour de ce programme minimal, et provoquer à terme un réveil socialiste. Même si les animateurs de la Chambre du Travail n'ont pas rompu avec la section bruxelloise de l'AIT, la majorité de cette dernière est hostile à leur initiative. Les frictions vont subsister durant deux ans au moins en raison du refus des "anciens" d'adopter une démarche nouvelle, deux ans pendant lesquels la Chambre du Travail supplante peu à peu l'AIT à Bruxelles.

Un phénomène similaire se produit à Gand où les promoteurs d'une nouvelle Fédération ouvrière gantoise, Edmond Van Beveren et Edouard Anseele, sous l'influence des sociaux-démocrates allemands, sont convaincus de la nécessité pour la classe ouvrière de passer à l'action politique. Ici aussi, le mouvement ouvrier se réorganise autour de revendications concrètes : extension des droits politiques, droit de coalition illimité, impôt unique sur le revenu, réglementation du travail des femmes et des enfants. La nouvelle ligne l'emporte bientôt partout en Flandre. Signe des temps et du recul de l'influence des révolutionnaires dans ce qui subsiste de l'AIT en Belgique, le Congrès belge de décembre 1875 décide de transférer le Conseil à Anvers, c'est-à-dire un des endroits les moins favorables alors aux idées anarchistes.

19. Dandois, *op. cit.*, p. 35-37.

20. Wouters, *op. cit.*, p. 757 et 758.

21. Sur ce processus, voir F. Joris, *Les gènes multiples du socialisme*, dans *Du POB au PS*, Bruxelles, 1985, p. 13-20.

C'est un coup rude pour les dirigeants révolutionnaires verviétois. En fait, ceux-ci ont perdu beaucoup de leur crédibilité à l'extérieur. Un incident significatif se produit lors du Congrès extraordinaire de la section belge de l'AIT convoqué au Cygne les 27 et 28 février 1876 à la demande des Verviétois, qui estiment le moment opportun pour déclencher la révolution car la grave crise économique qui frappe alors le textile a privé de travail des milliers d'ouvriers. Demoulin et Maigray en appellent en vain à la solidarité. Un de leurs anciens partisans bruxellois, Laurent Verrycken, est on ne peut plus brutal : "on ne doit attacher que très peu d'importance au projet de révolution qu'ils veulent faire à Verviers, attendu qu'à plusieurs reprises les ouvriers de cette localité ont crié de la même façon et n'ont rien fait jusqu'ici"[22].

3. LE RECUL DU GROUPE BASTIN-PIETTE.

Le recul de l'influence des chefs révolutionnaires verviétois se fait aussi sentir à Verviers[23]. Certains tournent casaque, comme Louis Lincé, qui renoue avec Fluche, d'autres désertent, tel Meunier qui rejoint le camp des adversaires du mouvement ouvrier. Bastin et Piette entrent en conflit avec les typographes et les tisserands : ils auraient racheté le matériel d'imprimerie du *Mirabeau* aux typographes puis tenté de licencier ces derniers; la Fédération des tisserands s'oppose, elle, à ce que l'imprimerie ouvrière soit la propriété des deux meneurs. Fluche, qui n'est pas totalement étranger à ces revirements, jubile en écrivant à Dave : "le branle-bas est vraiment sonné et j'applique de temps à autres derrière les coulisses un bon coup d'épaule, je suis au mieux avec les tisserands, jusqu'ici cependant je ne me suis aucunement mêlé de propagande, je n'agirai au grand jour que quand ceux qui nous ont fait du tort seront châtiés"[24].

Pierre Fluche s'apprête donc à reprendre publiquement son activité militante, après s'être confiné durant plus de deux ans dans l'intimité familiale suite aux déchirements qui se sont produits dans le mouvement ouvrier verviétois en 1873. Mais il lui faut de la ténacité, car la vie ne lui sourit pas vraiment à ce moment. Après la perte de ses deux

22. Wouters, *op. cit.*, p. 1.009 et 1.012.

23. Nous nous appuyons ici sur une série d'informations données par Fluche dans une lettre à Dave du 2.2.1876 .

24. *Idem.*

enfants, le jeune ménage Fluche doit affronter les fréquents problèmes de santé de Marie-Elisabeth, l'épouse : chétive, elle est presque toujours malade. Pierre, lui, trouve de plus en plus difficilement du travail. Ses activités militantes lui ont valu d'être boycotté de toutes les usines textiles, au moment où le patronat prenait sa revanche : il lui a fallu apprendre le métier de mécanicien en 1874, pour se faire embaucher chez Houget en Gérardchamps, où il restera deux ans[25]. Au début de 1876, au plus fort de la crise qui frappe l'économie verviétoise, il est parmi les premiers rejetés de l'usine. Il se présente en vain chez neuf patrons, où on l'accueille comme un chien. La rage au cœur, "complètement dans le pétrin" écrit-il, il se résout à tenter sa chance à Dison (où il espère être moins connu) et, en attendant, il est acculé à quémander une pièce de cent sous à Dave !

Lorsqu'il reprendra sa place dans le mouvement ouvrier verviétois, sans doute à la fin de 1876, et surtout en 1877, Pierre pourra constater que sa popularité et son influence - près de dix ans après ses débuts dans l'action militante - sont restées intactes auprès des travailleurs[26]. Mais d'ici là, l'Internationale continue de s'affaiblir dans l'agglomération : "Verviers néglige ses affaires", déclare Brismée au Congrès rationaliste belge d'août 1876, qui rassemble une quinzaine de militants à Jolimont dans le Centre[27]. "L'Internationale à Verviers se trouve en pleine décadence. Les membres les plus actifs se sont retirés de l'Association", estime-t-on en octobre à la section bruxelloise de l'AIT[28].

En dépit de ce contexte morose, la cité lainière reste l'endroit du pays où s'exprime encore avec le plus de force l'opposition aux tendances nouvelles symbolisées par la Chambre du Travail et en particulier aux essais de constitution d'un parti ouvrier, même si *Le Mirabeau* est plus partagé que jadis à cet égard. Louis Bertrand et Edouard Anseele seront donc envoyés à la fin de 1876 en mission dans l'arrière-province wallonne, pour tenter de convaincre du bien-fondé de l'action politique et, notamment, d'une pétition pour la réglementation du travail des enfants que lancent alors les socialistes flamands et bruxellois. "Deux blancs-becs de vingt ans" s'en viennent affronter les militants verviétois[29]. Le meeting a lieu le 26 novembre cour Sauvage, devant une foule de quelques centaines de travailleurs. L'atmosphère est très

25. *Le Travail*, 6.10.1909, p. 1.

26. Discours d'un ancien de l'AIT, Levieux, aux funérailles de Pierre Fluche, dans *Le Peuple*, 11.10.1909, p. 2.

27. Wouters, *op. cit.*, p. 1.060.

28. *Idem.*

29. Voir L. Bertrand, *op. cit.*, p. 131-133 et J. Guillaume, *op. cit.*, tome 4, p. 119-120.

chaude. Bertrand et Anseele soulignent les piètres résultats de l'anarchisme et exposent la nouvelle ligne militante qui l'emporte au nord du pays et dans la capitale. Hésitation, puis applaudissements de la salle. Bastin et Gérombou répliquent, combattent le pétitionnement qu'Anseele a habilement présenté comme un dernier essai pacifique avant d'utiliser la violence. Discussions, les opinions sont partagées dans le public. Le vote final, à mains levées, donne quatre voix seulement contre le pétitionnement et vingt-sept pour, mais la masse des participants, encore perplexe, s'abstient.

Bien qu'Emile Piette écrive l'inverse au *Bulletin* des anarchistes jurassiens, ce vote est une défaite pour la ligne anarchiste à Verviers. Ce n'est pas la première depuis le début de l'année. Le groupe Bastin-Piette a perdu la direction exclusive du *Mirabeau*. Au contraire, l'hebdomadaire fait écho dès avril aux activités de la Chambre du Travail[30], en juillet il passe sous silence le décès à Berne de Bakounine, puis il accueille la prose du communard en exil Sellier (sous le pseudonyme Résille) qui écrit clairement : "L'autonomie a tué l'Internationale"[31].

Enfin, début octobre, Bastin et Piette sont les seuls à s'opposer au pétitionnement lors du Congrès belge de l'AIT. Minorisés et froissés, ils démissionnent formellement de l'Internationale et cèdent la direction du *Mirabeau*. Piette cesse donc d'imprimer le journal[32], qui passe tout à fait aux mains de la tendance plus modérée.

Evincés du *Mirabeau*, Emile Piette (qui en a été le rédacteur en chef bien que brouillé avec l'orthographe), Pierre Bastin, Gérard Gérombou, son épouse, Joseph Demoulin et Olivier Ruwette fondent le 1er novembre 1876 le cercle d'économie sociale L'Etincelle[33]. Ainsi structurés, en dehors de l'AIT, en un groupe qui se présente comme le rassemblement des "anarchistes révolutionnaires", ces derniers vont tenter en 1877, avec plus ou moins de succès, de reprendre leur mainmise sur la direction du *Mirabeau*, l'année même où Fluche se repositionne comme un des acteurs du mouvement ouvrier local ... ou de ce qu'il en reste.

30. *Le Mirabeau*, 16.4.1876.

31. *Le Mirabeau*, 3.12.1876, cité par J. Guillaume, *op. cit.*, p. 120.

32. F. Joris, *La presse verviétoise de 1850 à 1914*, p. 380.

33. J. Guillaume, *op. cit.*, p. 120; lettre de Fluche à Dave du 11.4.1880; lettre de De Paepe à X , 18.1.1877, dans Freymond, *op. cit.*, tome IV, p. 716.

4. 1877, FLUCHE ENTRE SOCIALISME ET ANARCHISME.

Le retrait des fondateurs de L'Etincelle ne signifie pas que l'AIT à Verviers est désormais aux mains d'adversaires déterminés des thèses anarchistes. Longtemps imprégnés par celles-ci, Maigray et Fluche, qui reviennent à l'avant-plan, ne s'en débarrassent pas totalement. Ils semblent plutôt chercher une voie médiane, conciliatrice, éclectique entre socialisme et anarchisme - suivant en quelque sorte l'exemple de De Paepe quelques mois plus tôt. Mais eux n'évoluent pas rapidement, et c'est un lent chemin que Fluche entame alors. Un lent chemin au terme duquel il restera toujours, de l'avis de Jules Lekeu en 1909, "le croyant de ses âpres débuts de bravoure et d'assauts, épris d'indépendance, **avec une pointe d'idéalisme anarchique**"[34].

Le 10 décembre 1876 à Bruxelles, au Congrès ouvrier convoqué par la Chambre du Travail et par les socialistes anversois et gantois pour discuter des modalités pratiques de la pétition pour la réglementation du travail des enfants, Maigray (qui représente le bassin de la Vesdre) déclare qu'il a mission de voter le pétitionnement, mais par souci d'unité et pas tellement parce que les Verviétois croient à l'utilité de cette action. Difficile de dire le contraire en effet, alors qu'Emile Piette publie à l'époque une brochure *Le pétitionnement pour l'abolition du travail des enfants jugé au point de vue révolutionnaire*, par Prol Ether, où il expose l'impossibilité de décréter cette abolition sans décider simultanément la construction de centaines d'écoles primaires et condamne donc la démarche pétitionnaire. Or pour des motifs économiques, le patronat verviétois est opposé à toute législation à ce sujet. Son point de vue est exprimé par Adrien Houget dans une autre brochure, *La réforme du travail des enfants. Pourquoi une loi ?* : cette intransigeance patronale fournit des arguments à l'opposition anarchiste pour dénoncer, avec un certain succès à Verviers, l'inutilité d'une pétition[35].

C'est uniquement "pour cimenter l'union entre les travailleurs flamands et wallons" que Maigray a mandat d'accepter la pétition. Le Congrès, qui constitue la première tentative de rapprochement entre sociaux-démocrates et partisans de l'abstentionnisme, débouche sur la décision unanime, y compris Verviers, de créer une Union ouvrière belge[36]. En avril suivant, alors que *Le Mirabeau* accueille depuis le début

34. *Le Travail*, 11.9.1909.

35. Freymond, *op. cit.*, p. 703.

36. Freymond, *op. cit.*, p. 724.

de l'année aussi bien la prose de Louis Bertrand que des éditoriaux critiques vis-à-vis du projet d'Union ouvrière, défendu par ce dernier, Maigray et Fluche se rendent à Gand où un nouveau Congrès doit discuter des statuts et du programme de l'Union.

Si Fluche n'a pas de relations cordiales avec les membres de l'Etincelle, en revanche il reste en contact épistolaire étroit avec le chef de la Fédération jurassienne anarchiste, James Guillaume, qu'il a rencontré et soutenu contre les marxistes au Congrès de La Haye. Au nombre de ses connaissances figure aussi le Prince russe Pierre Kropotkine, autre anarchiste fameux, sinon mythique, alors exilé auprès des Jurassiens. Page à la Cour du Tsar puis cosaque en Sibérie, ce jeune noble avait rompu avec son milieu pour épouser la cause révolutionnaire. Fluche et lui, presque du même âge, se sont sans doute connus en mars 1872 lorsque Kropotkine, dans le cadre d'un premier voyage en Europe occidentale, avait visité les ouvriers verviétois au moment où ceux-ci étaient au sommet de leurs actions revendicatrices. Leur exemple avait renforcé les convictions du Prince : "ces tisserands en draps étaient l'une des populations les plus sympathiques que j'aie jamais rencontrées dans l'ouest de l'Europe"[37].

Evadé de Russie où ses activités anarchistes lui ont valu d'être enfermé dans la terrible forteresse de Pierre et Paul à St Petersbourg, Kropotkine, se rendant de Londres en Suisse, s'arrêta quelques jours à Verviers en janvier 1877 pour tenter de ramener la concorde entre les militants qu'il avait connus cinq ans plus tôt. Il revit Fluche, probablement, et les autres dirigeants du mouvement, mais ne parvint pas, en tous cas pas tout de suite, à ramener l'entente entre eux[38].

C'est après cette rencontre avec Kropotkine que Fluche participe, avec Maigray, au Congrès de Gand des 1er et 2 avril 1877 qui constitue en quelque sorte sa "rentrée" sur la scène nationale après quatre années. A cause des Verviétois, ce Congrès d'union ne sera qu'une réussite partielle. La création de l'Union ouvrière belge est confirmée par tous, mais les réticences de Fluche sur l'action politique empêchent l'adoption d'un programme : Flamands et Bruxellois la veulent obligatoire, les Verviétois plaident pour qu'elle soit facultative, et la question est renvoyée une fois de plus[39]. C'est aussi sur la nature même de cette action politique que Fluche est très réservé. Maigray a bien résumé quelques semaines plus tard la voie intermédiaire et très étroite propo-

37. P. Kropotkine, *Autour d'une vie*, 2ème édition, 1902, p. 294.

38. J. Guillaume, *op. cit.*, p. 134.

39. Freymond, *op. cit.*, p. 724.

sée par Verviers et refusée par les autres congressistes : "Fluche et moi nous avons admis que la politique était nécessaire, si révolutionnaire. Mais qu'aujourd'hui nous ne sommes pas encore organisés. Nous avons dit qu'aucune réforme sérieuse n'est possible sans une révolution, que nous devons essayer de faire de la politique, mais révolutionnaire. Que nous voulons dresser le programme d'un mouvement qui n'effraie pas trop les masses nageant entre les révolutionnaires et les bourgeois. Par exemple, organiser une grève générale, sans trop crier sur les principes"[40].

"Mais lorsque les Flamands se sont aperçus que nous ne voulons pas aller nommer des délégués au Parlement, poursuit Maigray, ils se sont refroidis envers nous." De fait, Fluche a été intraitable dans son anti-parlementarisme : pas question, comme le souhaitent les Flamands, d'accepter dans l'Union ouvrière, selon ses propres termes, "des intrigants bourgeois qui cherchent à entraîner les ouvriers sur le terrain de la politique parlementaire pour se faire d'eux un marche-pied à leurs ambitions"[41]. Fluche obtient au contraire le vote d'une motion réservant l'Union ouvrière aux seuls salariés, avec l'appui des Bruxellois qui tentent de concilier les points de vue.

Au lendemain du Congrès, *Le Mirabeau* se montre à nouveau critique vis-à-vis des sociaux-démocrates et remet même en question l'entente partielle acquise à Gand. L'opposition des Verviétois est attisée depuis la Suisse par James Guillaume, qui invite Kropotkine à user de son influence sur Fluche en lui adressant un courrier dans lequel il fera ressortir que les Wallons vont perdre leur âme révolutionnaire à force d'aller de concessions en concessions vis-à-vis des Flamands dans le seul but d'unir le mouvement ouvrier belge. Pourquoi rechercher à tout prix cette union, comme le veulent les Bruxellois, puisque les tempéraments diffèrent à ce point ? Dans cette longue lettre où il développe pour Kropotkine les arguments à exposer à Fluche afin de bien faire comprendre au Verviétois qu'il ne peut renier ses principes pour arriver à une union, Guillaume témoigne, rétrospectivement, d'une remarquable lucidité sur ce que sera durant près d'un siècle le socialisme belge une fois constitué en parti national en 1885 : "si on voulait absolument créer cette organisation unique, l'un des deux éléments prendrait infailliblement le dessus et l'autre serait sacrifié; et celui qui serait sacrifié serait très probablement l'élément wallon"[42].

40. Freymond, *op. cit.*, p. 532-533 (déclaration au Congrès de Verviers de septembre 1877).

41. Cité par J. Guillaume, *op. cit.*, p. 178 d'après le *Bulletin* de la Fédération du Jura.

42. Idem, p. 179-180.

Mais les Flamands sont lassés des réticences wallonnes : ils fondent à Malines, fin mai, un Parti ouvrier socialiste flamand et adoptent, à peu de choses près, le programme des sociaux-démocrates allemands (dit "programme de Gotha", dont Marx fera la critique dans un écrit resté célèbre). César De Pæpe les imite peu après et fonde un Parti socialiste brabançon, auquel adhèrent très vite Bertrand et sa "Chambre du Travail", avec l'espoir toujours de déboucher rapidement sur un Parti Socialiste Belge en entraînant les Wallons dans le mouvement[43].

Peine perdue. Fluche préside un nouveau congrès belge qui rassemble une centaine de délégués à Bruxelles, les 3 et 4 juin 1877. Un Fluche toujours soumis aux amicales pressions de Kropotkine, qui a obtenu de lui quelques jours plus tôt l'insertion dans *Le Mirabeau* d'une réplique de l'anarchiste italien Costa à un article polémique du Français Benoît Malon. Au Congrès de Bruxelles, les Flamands sont battus : Fluche s'oppose à l'adhésion au Parti socialiste proposée par Cœnen (un autre ancien de la Conférence de Londres) et on décide de s'en tenir aux décisions de Gand, c'est-à-dire l'action politique facultative[44].

Un ultime essai de conciliation entre sociaux-démocrates et révolutionnaires aura lieu à Gand en septembre 1877, dans la foulée du dernier congrès international de l'AIT anarchiste, tenu quasi symboliquement à Verviers.

5. VERVIERS ET GAND, LES DERNIERS CONGRES D'UNE EPOQUE.

En cette année 1877, les positions apparaissent de plus en plus inconciliables entre les partisans de l'action politique regroupés dans les Partis socialistes flamand et brabançon, et les partisans de l'abstention politique, fidèles aux principes anarchistes ou en tous cas anarchisants de l'Internationale. Mais les ponts ne sont pas coupés : nombre de militants de premier plan, tels Cœnen à Anvers et De Pæpe à Bruxelles, continuent à fréquenter les réunions de section de l'AIT tout en s'engageant par ailleurs dans une voie nouvelle. Ils cultivent encore l'espoir d'arriver à rallier à celle-ci une majorité de militants wallons.

43. Luc Peiren, *César De Pæpe*, Bruxelles, 1990, p. 83.

44. Guillaume, *op. cit.*, p. 210 et Freymond, *op. cit.*, p. 724.

C'est dans le même esprit œcuménique mais au niveau international qu'un Congrès socialiste universel doit se tenir à Gand, du 9 au 16 septembre 1877, réunissant toutes les fractions du mouvement ouvrier européen, depuis les partis sociaux-démocrates nationaux jusqu'aux groupes anarchistes adhérant à la branche anti-autoritaire de la vieille Association Internationale des Travailleurs. Les seconds décident de postposer de quelques jours le Congrès statutaire annuel de l'AIT, qui doit avoir lieu à Verviers, afin qu'un maximum de militants puissent prendre part à la fois à la réunion de l'Internationale puis au Congrès universel. Des circulaires en ce sens sont adressées en mai et juillet par le Bureau de l'AIT (qui siège dans la Fédération du Jura) à toutes les Fédérations nationales. Mais le correspondant belge Cœnen, "omet" de répercuter ces convocations auprès des sections locales ... Cette tentative de sabotage du Congrès de l'AIT au profit de la réunion de Gand est déjouée par Fluche alerté par son ami Kropotkine : il publie les circulaires dans *Le Mirabeau* et prend en mains, fin juillet, l'organisation du Congrès de Verviers[45].

Dix ans après la fondation des Francs-Ouvriers et du *Mirabeau*, les militants verviétois accueillent ainsi du 6 au 8 septembre 1877 leur premier Congrès international. Un aspect historique qu'ils ignorent : ce neuvième Congrès général de la Première Internationale sera aussi le dernier. Les délégués sont accueillis, pour la plupart, dès le mercredi 5 en fin d'après-midi et se retrouvent à l'hôtel de l'Aigle Noir, place du Martyr[46] - aujourd'hui restaurant grec après avoir fonctionné longtemps à l'enseigne du Charlemagne[47]. On est loin des grands Congrès des premières années de l'AIT : les étrangers sont à peine dix.... Mais c'est toute la fine fleur anarchiste européenne de l'époque : les Espagnols Morago et Vinas (qui voyagent tous deux sous de faux noms), les Italiens Andréa Costa et Ernesto Martini, les Français Paul Brousse et Jules Montels, les Suisses allemands Otto Rinke et Emile Werner (arrivés **à pieds** de Berne où ils venaient tous deux d'être condamnés à la prison et au banissement), James Guillaume pour la Fédération jurassienne, et le Prince Kropotkine pour des groupes russes[48].

Tout comme la jeune anarchiste russe Anna Rozenstein, compagne d'Andréa Costa, qui s'est fait inscrire à l'Hôtel de l'Aigle Noir sous le

45. Lettre de Fluche à Kropotkine, juillet 1877, citée par J. Guillaume, *op. cit.*, p. 252-253.

46. J. Guillaume, *op. cit.*, p. 257 et Freymond, *op. cit.*, p. 717.

47. P. Bertholet, *Verviers et sa région en gravures*, Liège, 1981, p. 68-70.

48. Comptes rendus du Congrès dans Guillaume, *op. cit.*, p. 258 à 265 et Freymond, *op. cit.*, p. 523-533.

pseudonyme d'Anna Ivanov épouse Koulichov[49], Kropotkine utilise un nom d'emprunt, Alexis Levachov, et ceci depuis sa fuite de Russie à l'été 1876. Contrairement à la police gantoise qui tentera en vain de l'arrêter quelques jours plus tard, la police verviétoise ne parvient pas à percer la véritable identité du Russe, qu'elle convoque pourtant pour un contrôle. C'est le premier Congrès général de l'Internationale auquel Kropotkine assiste.

Le mercredi soir devant une foule de militants, la soirée d'accueil au local de la cour Sauvage prend la forme d'un concert par la chorale "Les Socialistes réunis de Verviers", prolongé par des chansons révolutionnaires des divers pays représentés, le tout entrecoupé de discours qui n'entament pas, semble-t-il, l'ambiance festive. Les choses sérieuses commencent le lendemain. Outre neuf étrangers dûment mandatés, la liste des délégués comprend en tout et pour tout treize Belges, dont ... douze Verviétois et un délégué de Liège ! Il est clair que l'Internationale révolutionnaire ne fait plus recette en dehors de la cité lainière, et qu'ailleurs dans le pays on s'est réservé pour Gand.

N'étant pas porteur d'un mandat des ouvriers russes - et pour cause - Kropotkine n'a que voix consultative. De même qu'Emile Piette, car le cercle l'Etincelle qu'il représente ne fait pas partie de l'Internationale. Mais ils assurent ensemble, avec Montels, le secrétariat du Congrès que Gérard Gérombou (représentant la Fédération verviétoise) coprésidera avec Werner et Rinke. Parmi les autres participants verviétois, on remarque Joseph Maigray d'Ensival, Joseph Lambrette de Cornesse, Toussaint Malempré d'Ensival, Pierre Montulet de Dison, Hubertine Ruwette de la section des femmes, Meunier et Warnotte ... mais pas de trace de Fluche, dont la mère est alors à l'agonie. Elle meurt le 9 septembre.

En fait, Pierre Fluche a été mandaté par la Fédération verviétoise pour participer au Congrès - en tout cas celui de Gand, mais il ne pourra s'y rendre et y sera remplacé par Gérombou[50]. Sans doute est-ce également la maladie de sa mère qui empêche Fluche de participer aux débats du Congrès de Verviers du 6 au 8 septembre. Il trouve néanmoins assez de force morale pour haranguer les ouvriers verviétois lors d'un meeting le 6 au soir, en compagnie de quatre orateurs dont Pierre Bastin. Là, Fluche rappelle ce que l'Internationale a déjà apporté aux travailleurs, et notamment : "les employés de fabrique, de petits despotes qu'ils étaient, sont devenus quasi nos amis". On voit poindre là une attitude un peu moins ouvriériste qui s'amplifiera bientôt chez Fluche.

49. Freymond, *op. cit.*, p. 717.

50. Freymond, *op. cit.*, p. 729 d'après *le Mirabeau* du 16.9.1877.

Mais celui-ci redit aussi sa conviction que le parlementarisme ne pourra jamais affranchir les travailleurs[51]. James Guillaume souligne que l'union entre les meneurs verviétois est rétablie, ce qui semble exact, les proches de Fluche et les membres de l'Etincelle paraissant pour l'heure réconciliés.

Dans son rapport sur l'état de la Fédération verviétoise[52], Gérombou note d'ailleurs que celle-ci "se trouve en ce moment à la fin d'une crise qui a failli nous diviser en deux camps bien opposés". Il souligne que face aux Partis Socialistes naissants, la Fédération verviétoise est restée "socialiste révolutionnaire". Une dizaine de groupes subsistent encore (les tisserands, la filature, les apprêteurs, les sections de Verviers, Ensival, Lambermont, Cornesse, Dison, Petit-Rechain, entre autres), mais le nombre des membres est décevant car "les ouvriers sont las de théorie et se refusent à toute idée de groupement hors le cas où il s'agirait d'obtenir un avantage immédiat" - ce qui n'empêche pas les révolutionnaires de rechigner à s'engager dans la voie attendue par la masse.

Que dire du Congrès lui-même ? Du côté verviétois, Maigray, Warnotte, et surtout Gérombou participent activement aux discussions, durant lesquelles on réaffirme les principes anarchistes. Ainsi, l'opposition sans nuances aux partis politiques, socialistes ou non, tous assimilés à une même masse réactionnaire. Ou encore la condamnation des actions syndicales pour l'amélioration des conditions de travail, le but des syndicats devant être "l'abolition du patronat, la prise de possession des instruments de travail par l'expropriation de leurs détenteurs". C'est renforcés dans leurs convictions intransigeantes, pures et dures, qu'après trois journées de débats entre amis à Verviers, la dizaine d'anarchistes européens accompagnés par Gérombou se rendent au Congrès socialiste universel de Gand.

La réunion gantoise, qui dure une semaine du 9 au 16 septembre, est autrement représentative de la diversité et de la richesse des socialistes européens. Quarante délégués étrangers, dont Guillaume Liebknecht, député au Reichstag, trente Belges, mais parmi ces derniers, un seul Wallon, Gérombou. Fort vite, la recherche sinon d'une conciliation au moins d'une entente entre sociaux-démocrates (très largement majoritaires) et anarchistes, apparaît impossible. De vifs incidents se produisent, par exemple, entre James Guillaume et Liebknecht. Les votes favorables sur l'organisation du prolétariat en parti distinct marquent de manière évidente la division irrémédiable du mouvement ouvrier européen entre socialistes et anarchistes. Même si l'appellation subsistera encore quelques années, l'Internationale, telle qu'elle avait survécu depuis La Haye en 1872, expire bel et bien en ce mois de septembre 1877.

51. Freymond, *op. cit.*, p. 721 d'après *le Mirabeau* du 23.9.1877.

52. Freymond, *op. cit.*, p. 546-547.

VERS LE PARTI OUVRIER BELGE

1. ENTRE DEUX VOIES.

Remplaçant Fluche retenu par le décès de sa mère, Gérombou avait été le seul Wallon présent au Congrès socialiste universel de Gand, preuve de la léthargie du mouvement ouvrier dans les autres bassins wallons. Il avait été aussi le seul Belge à s'associer à la minorité anarchiste dans le refus de l'action politique. Louis Bertrand écrira plus tard : "Les camarades de Verviers conservaient leurs idées autonomistes, anarchistes et antipoliticiennes. Parce que jusqu'ici l'Etat avait été un instrument d'oppression entre les mains de la classe bourgeoise, ces camarades faisaient la guerre à l'Etat, demandaient sa destruction pour le remplacer par un organe purement économique. C'était pour eux **une espèce de dogme religieux** et ils ne voulaient pas en démordre"[1].

Est-ce tellement sûr, en dehors de quelques militants décidés ? On peut en douter, et l'analyse contemporaine de César de Pæpe, qui était en contact régulier depuis plus de dix ans avec les ouvriers verviétois, est plus nuancée et sans doute plus proche de la réalité, tout en étant plus cruelle. Dans une longue réflexion sur le Congrès de Gand, le 11 octobre, le médecin bruxellois confie ses sentiments à Benoît Malon sur les forces anarchistes en Europe, parmi lesquelles il épingle pour la Belgique "quelques sociétés ouvrières de Verviers qui se laissent mener tantôt de droite, tantôt de gauche, suivant l'influence du jour, et que nous aurons avec nous dès que les Flamands, les Bruxellois et les Wallons de Liège et du Centre (qui sont avec nous) voudront se donner la peine d'aller demander leur adhésion à Verviers".

1. L. Bertrand, *op. cit.*, p. 137.

Et De Pæpe de se livrer à une analyse de la pensée politique des militants de la cité lainière : "Les ouvriers de Verviers (sauf quatre que je pourrais nommer) sont essentiellement **révolutionnaires**, cela est vrai, mais au fond ne sont pas pour cela plutôt anarchistes qu'étatistes, et beaucoup inclinent plutôt vers l'idée d'une dictature collective du prolétariat organisé, d'un **Volksstaat** dictatorial, que vers la destruction de tout Etat ou de tout pouvoir; d'autre part, pour être révolutionnaires, ils n'en sont pas moins d'avis que la révolution doit être préparée et si d'enthousiasme ils ont voté une motion de sympathie pour les hommes de Bénevent et ceux de Notre-Dame de Kazan (nb : un mouvement insurrectionnel en Italie et une manifestation anarchiste en Russie), ils se gardent bien de les imiter". Enfin, De Pæpe souligne que "malgré leur anarchisme actuel, les Verviétois sont toujours restés en bons termes avec les autres groupes belges, qu'il n'y a pas entre eux et nous cette hostilité qui existe, par exemple, entre les Jurassiens et l'**Arbeiterbund** (nb : la fraction russe social-démocrate) ou entre les deux fractions italiennes et qu'enfin, à Verviers même, la masse est incertaine et facile à entraîner avec nous, si nous voulons nous livrer à quelque propagande vis-à-vis d'elle"[2].

De fait, malgré les divergences de vue, on ne trouve pas de trace de tensions réelles, en cette fin des années 1870, dans les propos de Congrès, de meetings, ou dans les journaux ouvriers, entre les Verviétois et les Bruxellois ou les Flamands. Plus de trace de conflits personnels non plus entre les responsables de la section verviétoise de l'AIT, Fluche le premier, et les animateurs de L'Etincelle, et cela même lorsque les journaux anarchistes locaux *Le Cri du Peuple*, en 1878, puis *La Persévérance*, en 1880, concurrenceront durant quelques mois le vieux *Mirabeau*. Au contraire, on voit un tisserand verviétois émigré à Bruxelles, Etienne Constant, ancien collaborateur du *Mirabeau*, être accepté en avril 1880 dans la section bruxelloise de l'AIT sous la recommandation conjointe de Piette et de Pierre Fluche[3], et ce dernier, dans une lettre à Dave à la même époque, s'abstenir de propos acrimonieux à l'égard des meneurs de L'Etincelle[4].

Plus que jamais, et reflétant en cela sans doute l'état d'esprit d'un grand nombre de militants, Pierre Fluche se situe alors à la croisée des chemins. Il ne se considère pas comme anarchiste, mais apprécie le journal édité par le groupe de L'Etincelle. Il ne s'exprime pas, en tous

2. De Pæpe à Malon, 11.10.1877, dans Freymond, *op. cit.*, p. 589-590.

3. Wouters, *op. cit.*, p. 1507.

4. Fluche à Dave, 11.4.1880.

cas en privé, comme un révolutionnaire, mais considère manifestement que toute agitation est bonne à faire et que tout geste mobilisateur doit être posé lorsqu'il peut l'être : ainsi il déplore vivement que l'éditeur du *Cri du Peuple* se soit enfui avant un procès de presse pour éviter la prison, car ce procès (comme le sien en 1871) aurait pu être un acte important de propagande pour la presse ouvrière. Il n'admet pas d'ailleurs une attitude en contradiction totale avec le discours prêché aux ouvriers : "ce qui a fait dire à Verviers que nous étions bons pour appeler à la révolte, et préserver notre peau par nos jambes"[5].

Fluche accepte de prendre la parole dans des meetings pour le suffrage universel car il y voit une occasion de propagande comme une autre ("tout en parlant du suffrage, rien ne m'empêche de parler du socialisme révolutionnaire"), mais il est conscient de ce que les problèmes économiques et sociaux ne seront pas réglés par la généralisation du droit de vote. Très sceptique à cet égard, Fluche répugne en tous cas franchement, comme jadis, à l'idée d'une récupération du mouvement ouvrier par des bourgeois démocrates : "Quant à prêter les épaules pour hisser les avocats à la Chambre belge, nous n'en sommes pas là heureusement". Il admet qu'il faudra tôt ou tard que les travailleurs participent à l'action politique mais il espère que ce sera à leur profit. Encore faudrait-il que les gouvernants actuels leur concèdent le droit de vote, ce que Fluche ne croit pas près d'arriver. Pourtant, libéraux et catholiques pourraient par ce geste, lui semble-t-il, freiner pour longtemps la progression du mouvement ouvrier : "nous serions au moins muselés pour 25 ans !"[6] Remarquable lucidité ...

2. LA PROPAGANDE DE L'ETINCELLE.

Fluche évolue donc, avec peu d'enthousiasme et quelques années après De Pæpe, vers des positions plus réalistes, sans renier intérieurement les convictions de ses premières années de militant. Sous sa direction, *Le Mirabeau* s'ouvre à nouveau davantage aux partisans des thèses plus modérées, dès le début de 1878, ce qui en éloigne définitivement Piette, Bastin, Gérombou, Demoulin et Ruwette qui annoncent en mai la création de leur propre organe de presse[7]. Le premier numéro

5. *Idem.*

6. *Idem.*

7. Voir F. Joris, *Presse verviétoise de 1850 à 1914*, p. 133-135.

du *Cri du Peuple* paraît le 7 juillet. Bimensuel "socialiste révolutionnaire et antireligieux", le journal va s'attacher à démontrer que la question sociale ne peut être résolue que par la lutte révolutionnaire. Les efforts doivent donc porter non sur des questions ponctuelles de conditions de travail, encore moins sur des questions politiques, mais sur la préparation de la révolution par la propagande théorique et pratique : *Le Cri du Peuple* prône la réponse à la violence institutionnelle par la violence insurrectionnelle et critique évidemment "le socialisme bâtard, fictif et impuissant" des Flamands et des Bruxellois.

Edité par un tisserand ensivalois de 30 ans, Toussaint Malempré, *Le Cri du Peuple* est imprimé clandestinement. Son principal animateur, Piette, a quitté le textile pour s'établir bouquiniste depuis 1875 au moins, et il abrite la rédaction du journal d'abord rue de la Montagne, ensuite au début de la rue du Marteau, près du pont du Chêne.

Le journal évolue dans un contexte très difficile. La Fédération jurassienne vient de perdre à la fois, en 1878, son animateur James Guillaume parti pour Paris, et son *Bulletin*. La Fédération espagnole, jusque-là la plus solide, est condamnée depuis 1874 à la clandestinité. Le mouvement révolutionnaire a été décapité en France à l'occasion de la Commune. La social-démocratie triomphe dans les contrées de langue germanique. Avec Budapest et Zurich, Verviers est certes encore considéré par le gouvernement impérial allemand comme un des "trois foyers principaux et les plus dangereux de l'Internationale en Europe"[8], et *Le Cri du Peuple* fait peut-être "une peur bleue" à la magistrature verviétoise[9], mais il a toutes les peines du monde à survivre face à l'indifférence ou la lassitude du plus grand nombre des travailleurs verviétois.

Souvent, les anarchistes doivent distribuer gratuitement leur publication, et ses ressources proviennent moins de la vente que des sacrifices que s'imposent les membres de L'Etincelle et leurs amis de l'extérieur : "le bassin de la Vesdre, qui jadis était doué d'un dévouement et d'une initiative incontestables, est tombé dans un engourdissement qui serait digne de reproches si nous n'avions la ferme conviction que ce qui pousse les ouvriers à cette insouciance, c'est la misère", écrit le journal en mai '79. "Il ne faut pas demander à ceux qui ont faim un abonnement ou 10 cts pour un numéro du *Cri du Peuple*, il faut le donner pour

8. Lettre de l'Ambassadeur de Belgique à Berlin à Frère-Orban, Ministre des Affaires Etrangères, 3.12.1878, in Wouters, *op. cit.*, p. 1248.

9. Fluche à Dave, 11.4.1880.

rien, ce que nous faisons"[10]. Une souscription dans les milieux révolutionnaires belges a beau rapporter quelque 323 francs, le journal est à la merci du moindre coup dur.

Or, des poursuites sont engagées contre lui dès janvier 1879 pour incitation à l'illégalité et insulte envers le souverain. A l'occasion du déplacement de Léopold II à Verviers en effet, le 28 juillet 1878, pour l'inauguration successive du barrage de la Gileppe puis du quartier dit des Boulevards, *Le Cri du Peuple* n'a pas manqué de relever que la visite royale s'était déroulée dans l'indifférence de la population ouvrière[11], mais il s'est aussi lancé dans des tirades contre la monarchie qui le conduiront, sous la plume du Français Dubié, à légitimer les régicides : "pourquoi ne serait-il pas permis d'assassiner des rois, alors que ceux-ci assassinent journellement des milliers et des milliers d'êtres humains par la guerre ou par la misère ?"[12]

Editeur responsable, Malempré est condamné en juin 1879 à trois ans de prison - par défaut, car il s'est exilé avant le procès, ce qui ternira l'image des militants verviétois, toutes tendances confondues dans l'esprit de la masse : on les met tous dans le même sac[13]. L'imprimeur refuse de continuer à se charger du journal, un autre accepte pour un numéro seulement, qui paraît le 22 juin[14]. Ce sera le dernier. Deux mois plus tard, une scène d'un autre âge se déroule à proximité du perron de la place du Marché : deux gendarmes à cheval encadrent un poteau portant l'arrêt condamnant Malempré, ainsi mis au pilori en compagnie, si l'on peut dire, d'un certain Fink poursuivi pour escroquerie. Ultime avanie que cette promiscuité ...[15]

La disparition du *Cri du Peuple* n'entame pas l'énergie du noyau révolutionnaire des bords de Vesdre, qui va bénéficier durant quelques mois d'un contexte un peu plus favorable. Alors que les sociaux-démocrates peinent à s'organiser au niveau national et à se mobiliser autour d'une vaste campagne en faveur du suffrage universel, une importante tendance révolutionnaire se rassemble à Bruxelles à partir de 1879 autour du communard en exil Emmanuel Chauvière, qui suscite la création d'une trentaine de cercles révolutionnaires dans la capitale, regrou-

10. *Le Cri du Peuple*, 10.5.1879.
11. *Le Cri du Peuple*, 4.8.1878.
12. *Le Cri du Peuple*, 18.1.1879.
13. Fluche à Dave, 11.4.1880.
14. Wouters, *op. cit.*, p. 1301.
15. *Le Mirabeau*, 31.8.1879.

pés en un "Comité central des cercles réunis". Parallèlement à ces groupes socialistes révolutionnaires, les anarchistes bruxellois créent une Ligue collectiviste-anarchiste dont le principal animateur est un ancien de l'Internationale, Laurent Verrycken. En septembre 1880, une Union révolutionnaire belge est créée, qui tiendra son deuxième congrès en décembre à Verviers, au cours duquel vingt-cinq délégués représentent une bonne trentaine de groupes[16].

C'est dans ce climat de regain d'agitation des groupuscules révolutionnaires et anarchistes dans le pays que L'Etincelle entreprend en août 1880 la diffusion d'un nouveau journal, légitimement baptisé *La Persévérance*. Cette fois, Piette, Bastin et Gérombou (qui signe de ses initiales bon nombre des principaux articles) ont acquis leur propre matériel d'imprimerie. Ils comptent sur les collectes pour financer les achats de papier et les frais d'envoi, et distribuent gratuitement leur mensuel à tout qui en fait la demande[17]. Les principes des rédacteurs sont intacts : hostiles aux sociaux-démocrates, ils prônent la reconstitution de l'AIT dans une perspective révolutionnaire et consacrent beaucoup de leur énergie à critiquer les "endormeurs" réformistes et leur journal *La Voix de l'Ouvrier*, publié à Bruxelles par Louis Bertrand.

Mais la tâche est rude. *La Persévérance* meurt au bout d'un peu plus d'un an d'existence environ, faute de ressources, au lendemain d'un Congrès révolutionnaire international organisé à Londres en juillet 1881 - où l'Etincelle est un des six groupes belges représentés. Cette disparition annonce le déclin irréversible cette fois du groupuscule verviétois, les anarchistes étant poussés à ce moment dans leurs derniers retranchements par les sociaux-démocrates à Verviers comme ailleurs[18].

Au milieu des années '80, Emile Piette abandonnera la lutte, en Belgique en tous cas. Il cède sa bouquinerie de la rue du Marteau à Guillaume Davister, qui poursuivra le combat anarchiste avec son frère Jean et, seul, le commerce de livres - un commerce qui put subsister ensuite sous la férule de deux aimables vieilles demoiselles jusqu'à la destruction quasi intégrale de la rue en 1976. Avec d'autres anarchistes dont Gérombou, Piette s'exile en Argentine, où il ouvre à nouveau une librairie et recrée un deuxième cercle L'Etincelle. Son épouse, Marie, rejoint la petite colonie d'anarchistes verviétois exilés sur les rives du

16. Voir J. Moulaert, *op. cit.*, p. 24 à 30.

17. Voir F. Joris, *op. cit.*, p. 135 et 406.

18. J. Moulaert, *op. cit.*, p. 34.

Rio de la Plata en avril 1886. Piette mourra à Buenos-Aires en 1894, après un bref retour à Verviers[19].

3. LES DERNIERES ANNEES DU MIRABEAU.

Si l'Association Internationale des Travailleurs, déjà scindée en 1872, a bel et bien cessé d'exister sur le plan international à la fin de 1877 puisqu'il n'y aura plus de Congrès après celui de Verviers en septembre, les sections locales vont parfois subsister plusieurs années encore et continuer longtemps à se référer à la vieille Internationale. C'est le cas à Bruxelles, mais la section ne regroupe plus qu'une poignée de militants qui iront jusqu'à exclure César De Pæpe pour son action en faveur de la création d'un Parti socialiste. C'est aussi le cas à Verviers, où *Le Mirabeau* continuera de paraître - toujours sous-titré "Organe des sections wallonnes" - jusqu'en mai 1880.

Le journal est toutefois en nette perte de vitesse et dès 1878, certains considèrent (à tort) qu'il devra disparaître lorsque Louis Bertrand lancera à Bruxelles *La Voix de l'Ouvrier*, en mai. A ce moment, l'hebdomadaire verviétois tire encore à 2.800 exemplaires, soit un peu moins de la moitié de ses meilleurs tirages du début de la décennie. Il peut compter sur 1.500 abonnés et la vente d'environ 1.000 numéros à la pièce. Mais ses 4.000 francs de réserve de jadis ont été mangés[20]. A partir de janvier 1879, la rédaction du journal est définitivement localisée chez Pierre Fluche, qui a quitté la rue des Messieurs et Hodimont pour s'installer rue Coronmeuse à Verviers.

Durant quelque temps en ce début de 1879, c'est Hubert Malempré, un des frères de l'éditeur du *Cri du Peuple*, qui assume également comme éditeur la responsabilité du *Mirabeau*. Le cadet de cette famille de militants ensivalois, Jean Malempré, a participé deux ans plus tôt (en 1877, à l'âge de 18 ans seulement) à un essai de reconstitution d'un syndicat du textile sous l'impulsion de Fluche et sur le modèle bruxellois de Bertrand : la Chambre syndicale de l'Industrie lainière[21].

19. A. Weber, *Essai de bibliographie verviétoise*, tome III, p. 111 et lettre de Jean Davister à Antoine X, 22.3.1886 (IISG, Fonds Dave).

20. Lettre du Ministre des Affaires Etrangères à un ambassadeur à Bruxelles, 21.2.1874, in Wouters, *op. cit.*, p. 1222.

21. *Le Travail*, 15.2.1909 (funérailles de Jean Malempré).

Signe des temps, le local de la cour Sauvage, qui a été le cœur vivant du mouvement ouvrier verviétois durant toutes les années '70, doit être abandonné en octobre 1879. Pour leurs meetings, lorsqu'ils en organisent encore, les Internationalistes ou les hommes de L'Étincelle doivent se rabattre sur une ancienne salle du culte protestant située rue de la Montagne, ainsi lors du Congrès des anarchistes belges à la Noël 1880[22].

Une certaine activité militante semble reprendre, pourtant, à la fin de l'année 1879, au point d'inquiéter le Bourgmestre Ortmans-Hauzeur qui s'en ouvre à deux reprises auprès du Gouverneur[23]. Il croit pouvoir évaluer à ce moment le nombre d'inscrits dans les divers groupes de l'ancienne Internationale à plus de 5.000 (dont 3.000 cotisants en règle) : 200 pour le Groupe de propagande révolutionnaire de Verviers, 650 pour la section de Dison, un millier pour celles d'Ensival, Pepinster, Cornesse, Wegnez et Petit-Rechain réunis, 200 pour la section des femmes, 1.500 chez les tisserands fédérés, 400 chez les fileurs, 100 chez les apprêteurs, 1.200 pour l'ensemble des métallurgistes, 75 pour les chauffeurs et machinistes, 100 pour les menuisiers. Le Bourgmestre estime en tous cas que, après douze années d'existence, "l'Internationale est entrée dans les mœurs des ouvriers". Mais si ses responsables verviétois sont fréquemment en contact avec leurs homologues d'autres villes et reçoivent pas moins de 26 journaux belges et étrangers, ils prêchent le calme : en octobre, en accord avec les socialistes flamands, ils ont envoyé des délégués dans le Hainaut pour faire cesser des grèves désespérées à Charleroi et dans le Borinage[24], et inciter les ouvriers à d'abord s'organiser avant de se lancer dans des conflits justifiés par la misère mais voués à l'échec par l'impréparation.

Fluche vient aussi en aide aux socialistes à l'étranger. Avec le concours de la société révolutionnaire allemande **Deutcher Leseverein** de Verviers dirigée par Schneider - qui, tout comme ses consœurs de Liège et Aix-la-Chapelle, se sabordera à la fin de 1880 pour rejoindre les sociaux-démocrates allemands[25] - Fluche sert d'intermédiaire pour faire pénétrer clandestinement en Allemagne et en Russie la presse ouvrière interdite dans ces deux Empires. Des paquets de journaux imprimés à Londres ou en Suisse arrivent chez Louis Bertrand à Bruxelles qui les réexpédie chez Fluche[26]. Là, des militants allemands viennent

22. Wouters, *op. cit.*, p. 1661 et AEL, S.P., carton XI, rapport de Gendarmerie du 26.10.1880.

23. AEL, SP, carton X, lettres de Ortmans-Hauzeur au Gouverneur, 25.10 et 15.11.1879.

24. *Idem.*

25. Wouters, *op. cit.*, p. 1632.

26. L. Bertrand, *op. cit.*, p. 216.

s'en charger puis les transportent à dos d'homme jusqu'en Allemagne et jusqu'à la frontière russe[27], en nombre considérable croit savoir le Bourgmestre Ortmans-Hauzeur décidément bien renseigné[28].

Dans les milieux militants bruxellois, Pierre Fluche reste manifestement considéré comme "l'élément marquant" de ce qui subsiste de l'Internationale à Verviers[29], mais même si celle-ci semble avoir connu un certain regain à la fin de 1879, cela n'aura été qu'un feu de paille et l'unité d'action avec les militants du nord et du centre du pays est loin d'être retrouvée. Le Parti Socialiste Belge constitué en avril '79 par les socialistes flamands et brabançons ne parvient pas à s'implanter à Verviers (pas plus qu'ailleurs en Wallonie), la manifestation nationale pour le suffrage universel qu'il organise le 15 août 1880 à Bruxelles est un fiasco, *La Voix de l'Ouvrier* cesse de paraître en septembre 1881, bref le P.S.B. apparaît clairement comme un "état-major sans soldats", selon le mot de Louis Bertrand lui-même.

Les choses ne vont guère mieux à Verviers. Décrivant la situation à son ami Dave, qui s'est installé à Paris, Fluche avoue au printemps 1880 que "le bassin de la Vesdre marche bien mal. Nous ne sommes plus que quelques groupes qui luttons encore mais sans aucune influence sur les ouvriers, c'est plutôt du socialisme en chambre". Et pourtant, il faut continuer, malgré la lassitude : "Nous allons donner dimanche une conférence dans la salle de l'Emulation pour tenter de ranimer un peu le feu qui chaque jour s'éteint parmi nous"[30].

Le coup de grâce sera donné par le pouvoir judiciaire, qui poursuit deux des éditeurs successifs du *Mirabeau* pour insuffisance de garanties matérielles : 100 francs d'amende, confirmés en appel devant la Cour de Cassation, suffisent pour menacer la survie du journal, qui ne paraît plus que deux fois par mois et dans un format réduit depuis janvier 1880. Le 554ème et dernier numéro sort de presse le 8 mai. Après douze années et cinq mois de parution ininterrompue, longévité exceptionnelle pour un journal socialiste dans le contexte de l'époque, l'organe ouvrier verviétois est réduit au silence. Ses exemplaires avaient été diffusés dans toute l'Europe militante et ses collections se retrouvent aujourd'hui jusqu'à Paris, Milan ou Moscou. *Le Mirabeau* disparu, une page est tournée en bord de Vesdre.

27. Lettre de Fluche à Dave, 4.11.1903.

28. Ortmans-Hauzeur au Gouverneur, 15.11.1879.

29. Wouters, *op. cit.*, p. 1560.

30. Fluche à Dave, 11.4.1880.

4. LA SENTINELLE.

Redevenu le principal animateur du mouvement ouvrier verviétois à la fin des années '70, Pierre Fluche sera l'âme de toutes les tentatives de relance, de diversification et de réorientation du mouvement au début des années '80. De la cour Sauvage désertée faute de moyens par des groupes exsangues, le principal lieu de réunion des militants se déplace alors au Mont du Moulin, dans la rue pentue qui relie la place du Marché au canal des usines, à l'endroit où se trouve l'ancestral moulin de Verviers, dit alors moulin Lemaire (incendié en 1925 et remplacé à cette date par un marché couvert de piètre facture abritant aujourd'hui, pour quelques mois encore en principe, la police communale). C'est là que le ménage Fluche s'installe en effet en octobre 1879. Pierre a quitté les ateliers Houget et a repris son métier de tisserand. Mais s'il est encore partiellement (et sans doute très partiellement) ouvrier, il a aussi opté pour ouvrir avec son épouse un café dont les recettes lui donneront un peu plus d'indépendance par rapport au patronal local.

En 1958, à nonante ans bien sonnés, le militant socialiste Martin Delhougne, un des premiers affiliés verviétois au Parti Ouvrier lors de sa fondation, racontait au journal *Le Travail* comment un dimanche de l'été 1882, se promenant place du Martyr, il fut pris d'une irrésistible envie de boire un verre. "Il faisait chaud, il avait soif, mais un gamin de quatorze ans ne pouvait décemment pénétrer seul dans un café de la place. Il chercha un peu plus loin et découvrit un tout petit établissement sis au coin de la rue Coronmeuse. Il y entra, commanda une demi-pinte de bière, qui valait cinq centimes, et se préparait à la vider quand il fut attiré par les bruits d'une conservation tenue à une table par cinq hommes dont l'un n'était autre que Pierre Fluche, patron du café"[31]. Les cinq hommes évoquent la reconstruction du mouvement ouvrier, et le jeune Delhougne, subjugué, devient vite un assidu de ces discussions dominicales.

Le petit café tenu par les Fluche se situe au rez-de-chaussée d'une maison dont ils sont les locataires principaux, à côté du moulin[32]. Situé au carrefour des rues Coronmeuse, du Moulin et de la Tuilerie, le bâtiment aujourd'hui disparu portait le n° 14 : c'est actuellement le numéro du commissariat de police, qui a remplacé non seulement le moulin incendié mais aussi la maison voisine occupée par les Fluche dans les an-

31. Souvenirs de Jean Delhougne dans *Le Travail*, 16.7.1958.

32. *La Cravache*, 1902, p. 2.

nées '80. Cette construction ancienne avait été remaniée un siècle plus tôt par le premier architecte résidant à Verviers, Henri Douha, qui en fit sa demeure et donna un air imposant à sa façade sud en la décorant de pilastres et d'un fronton. Douha y était mort en 1829 après avoir construit, entre autres, l'hôtel de Biolley place Sommeleville[33].

C'est là, dans une pièce sous-louée de la maison, que se réunissent à partir de la fin de l'année 1881 les membres d'un nouveau cercle politique créé par Fluche principalement : En Avant[34]. Pierre a alors tout juste 40 ans et près de quinze années d'engagement militant depuis "La Réforme par l'action" en 1866... Cinq autres anciens meneurs de l'Internationale l'aident à créer En Avant[35] : Nicolas Andrien, 37 ans, ancien collaborateur du *Mirabeau* et fondateur jadis du premier syndicat des tisserands; Charles Picraux, 47 ans, tisserand originaire de Wegnez, ancien membre du Conseil fédéral de l'AIT; Léonard Pirard, dit Linau, 45 ans, ancien participant aux "Réunions ouvrières"; Thomas Luron, 52 ans, tisserand de la rue des Fabriques, et Joseph Maigray d'Ensival, alors âgé de 33 ans. Outre ces six "anciens" dont la moyenne d'âge est de 40 ans, on relève des figures plus jeunes parmi les fondateurs d'En Avant : Lambert Jadot, Jean Daems[36], le futur député Adolphe Gierkens qui a alors 26 ans et, âgé de 27 ans, Grégoire Plumhans[37].

Figure particulièrement attachante que Plumhans. A 20 ans, en 1874, il se fait déjà remarquer en alimentant dans les colonnes du *Mirabeau* une polémique sur l'existence de Dieu ("L'idée de Dieu est-elle une idée morale ?") avec notamment le pasteur protestant de Hodimont Théophile Bost (un des anciens de l'*Ami du Foyer* et collaborateur du *Progrès*) et l'animatrice de la section des femmes de l'AIT, Marie Mineur. La question a été mise à l'ordre du jour par les libre-penseurs verviétois Les Solidaires et, bien que jugée excessive par Brismée, elle fait l'objet d'un Congrès rationaliste à Verviers en août 1874[38]. Six ans plus tard, Plumhans est sommé par le directeur de la banque où il est comptable de choisir entre sa place et l'action politique. Il choisit la seconde et s'improvise imprimeur, travaillant avec l'aide de son épouse puis de

33. M. Pirenne, *Les constructions verviétoises*, Verviers, 1927, p. 86 (dessin de la maison) à 88. Maurice Pirenne confirme que la maison Douha portait le n° 14.

34. *La Cravache*, 1902, p. 2.

35. *La Sentinelle*, 8.1.1882.

36. Les noms de Jadot et Daems sont donnés par Delhougne dans *Le Travail* du 16.7.1958.

37. *Le Parti Ouvrier*, 13.3.1898 et *Le Devoir*, 12.3.1898. Voir biographie dans *Temps Jadis*, n° 47, p. 18.

38. Wouters, *op. cit.*, p. 705 et 731.

ses deux très jeunes fils au moyen d'un modeste matériel dans une maison du haut de la rue de la Montagne (imprimerie que ses descendants poursuivent toujours). Durant une quinzaine d'années, Plumhans va jouer un rôle important dans le mouvement démocratique local.

Thomas Luron préside En Avant, Picraux en assure le secrétariat mais ce sont Fluche, Andrien et Plumhans qui assumeront à partir de janvier 1882 l'essentiel de la rédaction d'un nouveau bimensuel ouvrier, *La Sentinelle*[39] dont la rédaction est basée Mont du Moulin. Le journal s'intitule "Organe socialiste" et il prend en fait la relève de *La Voix de l'Ouvrier*, qui a cessé de paraître à Bruxelles en septembre 1881.

Louis Bertrand collabore d'ailleurs au nouveau titre, tout comme le journaliste liégeois Charles Delfosse, et l'ancien animateur des Cercles réunis, le Français Emmanuel Chauvière - dont Fluche a fait la connaissance quelque vingt ans plus tôt pendant son "Tour de France". Delfosse et Chauvière, anciens socialistes révolutionnaires, ont fondé à la fin de 1881 une Ligue républicaine socialiste qui a inscrit à son programme la conquête du suffrage universel dans l'espoir d'arriver à une réunification des forces ouvrières éparses[40]. C'est le programme de cette Ligue que la *Sentinelle* va défendre à ses débuts.

Chauvière (qui sera autorisé à regagner la France à la fin de 1882) est très clair dans le premier numéro de *La Sentinelle* quant à son revirement en faveur du socialisme politique et de la centralisation : "au lieu d'assister à une consolidation nécessaire des forces actives de la Révolution, nous sommes témoins de la décomposition du Parti, autant par les menées réactionnaires que par le développement exagéré d'un principe de désagrégation, de dissolution, de mort, l'autonomie"[41]. La prise de distance avec les anarchistes est nette, et le rapprochement avec le PSB d'autant plus aisé. Il aura lieu dès fin mai : le dimanche 28, c'est dans le local du cercle En Avant, chez Fluche, qu'a lieu le congrès annuel du PSB, où tout le monde s'accorde pour demander que *La Sentinelle* se mette davantage à la portée des lecteurs ouvriers et surtout s'intéresse à toute la partie francophone du pays[42]. A partir de juillet 1883, le journal deviendra officiellement l'organe francophone du Parti Socialiste Belge[43] - à ce moment tout à fait en perte de vitesse.

39. Voir F. Joris, *Presse verviétoise de 1850 à 1914*, p. 135-136 et 440-441.

40. Moulaert, *op. cit.*, p. 31.

41. *La Sentinelle*, 8.1.1882.

42. *La Sentinelle*, 11.6.1882.

43. *La Sentinelle*, 20.7.1883.

Le ralliement des animateurs de *La Sentinelle* au PSB - et donc de Fluche, cheville ouvrière du journal comme en témoignent ses appels à César De Pæpe pour obtenir des articles[44] - ne signifie pas, pas tout de suite en tous cas, un accord sur toutes les initiatives de ce parti.

Ainsi lorsque les dirigeants bruxellois du PSB, contre l'avis des Gantois, se lancent à la poursuite d'alliances avec les libéraux progressistes pour l'obtention d'une réforme électorale, *La Sentinelle* émet alors de nettes réserves en notant que dans le comité de la Ligue pour la Réforme électorale figure le président du Conseil d'administration de la société anonyme La Lainière, le futur Bourgmestre de Heusy Jean Tasté[45] : six mois plus tôt, durant un long conflit social, celui-ci a affamé les fileurs et rattacheurs de son établissement en voulant leur imposer des baisses de salaire allant jusqu'à 30 % pour certaines catégories[46].

L'adhésion au PSB n'impliquera pas non plus la participation à un nouveau combat idéologique interne au mouvement ouvrier qui serait dirigé cette fois contre les anarchistes ou les socialistes révolutionnaires. S'il n'est peut-être pas de sa plume, on retrouve assez correctement l'état d'esprit de Pierre Fluche à cet égard dans un article de novembre 1882 en réponse au *Révolté* de Genève : "Nous ne nous occupons pas si tel ou tel est anarchiste ou pas. Nous acceptons le dévouement d'où qu'il vienne et les dénominations que se donnent certains socialistes ne signifient absolument rien pour nous. Si le mot compagnon ou socialiste est trop mesquin pour le *Révolté*, il nous suffit à nous, ouvriers, qui devant l'indifférence et l'insolidarité des travailleurs, faisons tout notre possible pour organiser l'armée des meurt-de-faim (...) et c'est pour cela que nous ne voulons plus nous diviser pour des questions d'école, la soi-disant infaillibilité des chefs nous a causé trop de mal par la mise en pratique de leurs théories (...). C'est pourquoi maintenant nous rassemblons nos forces éparses en dehors de toute chapelle et de toute secte, choisissant nos moyens d'action sans avoir recours aux bons avis que veulent absolument nous donner les dieux qui prétendent avoir le secret de notre destinée et la gouverne de la propagande socialiste"[47].

44. Résumé de lettres de Fluche à De Pæpe, de 1882 et 1884, in Dandois, *op. cit.*, p. 241 et 273.

45. Voir P. Léon, *Dictionnaire des rues de Stembert et Heusy*, Verviers, 1979, p. 187.

46. *La Sentinelle*, 9.7.1882.

47. *La Sentinelle*, 26.11.1882.

5. EFFORTS DE RELANCE ET NOUVEAUX CHAMPS D'ACTIONS.

La réponse au *Révolté* montre assez que Fluche, sans renier ses convictions antérieures, recherche désormais par delà celles-ci, et dans son fief verviétois d'abord, les conditions d'une nouvelle mobilisation des travailleurs.

Les voies de la relance seront multiples. Outre le cercle de propagande En Avant et le journal, Fluche et ses amis profitent de mouvements sociaux durant l'hiver 81-82 pour tenter de recréer des organisations syndicales. Ainsi lors d'une grève à La Lainière qui dure deux mois de mi-novembre à mi-janvier : Fluche, Gierkens, Picraux, Pirard et Maigray prennent la parole devant les grévistes le 16 décembre, trois réunions sont ensuite organisées au terme desquelles une Fédération des Tisserands de la vallée de la Vesdre est reconstituée mi-février. Son règlement précise qu'elle évitera autant que possible les grèves, "si souvent funestes", pour accumuler les moyens de l'émancipation des travailleurs - non autrement précisée. J.J. Dessart assume la présidence du nouveau syndicat, W. Walthéry le secrétariat[48]. A la même époque, et sans doute à la faveur d'une grève des mécaniciens des ateliers Snœck à Ensival[49], Fluche suscite la renaissance d'une Association des Mécaniciens et Métallurgistes de Verviers et environs[50].

Autre champ d'action tout à fait dans la ligne du PSB, la coopération. Fluche - qui fait venir alors à Verviers "tous les orateurs du pays" sous les auspices de En Avant pour relancer le mouvement[51] - invite Anseele en 1884. Le leader gantois donne une conférence à l'Alhambra, un théâtre de mille places environ inauguré en septembre 1880, rue de la Montagne, côté Spintay, et qui abritera plus tard un cinéma puis de nos jours, jusqu'en 1993, une boutique de vêtements[52]. Anseele démontre à l'Alhambra les bienfaits de la coopération et au terme de son plaidoyer, 75 auditeurs se font inscrire et s'engagent à payer une action de 12,50 F pour former le capital initial d'une nouvelle coopérative locale[53]. Les statuts de la société coopérative ouvrière "Meunerie et Boulangerie" paraissent au *Moniteur* du 2 novembre 1884.

48. *La Sentinelle*, 22.1., 5.2. et 19.2.1882.
49. *La Sentinelle*, 8.1.1882.
50. Voir F. Joris, *Histoire des métallurgistes verviétois 1882-1982, op. cit.*
51. Fluche à Dave, 4.11.1903.
52. M. Bedeur et P. Zagaglia, *Cinémas de Verviers*, Verviers, 1993, p. 223.
53. *Le Mouvement ouvrier socialiste à Verviers 1885-1960*, Verviers, 1960, p. 53.

Fluche, qui partage au départ la présidence de la coopérative avec le typographe Jean Daems[54], demande à De Pæpe de vanter dans un article pour *La Sentinelle* les mérites du pain des coopératives[55]. Parmi les fondateurs et premiers administrateurs, on retrouve un autre ancien de l'Internationale, Joseph Demoulin, qui a alors 34 ans. Mais ce sont surtout de nouvelles têtes qui apparaissent : F. Picraux, M. Lardinois, Gaspard Drèze (29 ans), François Crama (32 ans) et Jean Fraiture dit Defraiteur (32 également). Boulanger, trésorier de la copérative, Defraiteur est employé par celle-ci. Pour la première fois, le mouvement ouvrier verviétois secrète un emploi en son sein, et donc des appétits potentiels. Assez rapidement, la nouvelle coopérative regroupe quelque 300 familles et produit 7.000 pains par semaine.

Enfin, en cette même année 1884, le mouvement ouvrier verviétois à peine renaissant franchit un pas décisif en s'engageant dans la lutte électorale, à l'occasion des élections communales d'octobre. D'emblée, comme dans bon nombre d'autres communes du pays, il s'agit d'une alliance avec les libéraux du Cercle progressiste : une liste de quatre candidats est constituée, En Avant présentant Adolphe Gierkens et Jean-Jacques Renson, les progressistes soutenant Jean Elias et Nicolas Curriez, commerçant en houilles et directeur du bimensuel progressiste *La Gazette de Verviers* auquel Grégoire Plumhans prête sa plume assidûment[56]. La liste "radicale-socialiste" n'obtient aucun élu mais les socialistes verviétois sont conscients d'être entrés dans une nouvelle phase : "trop longtemps la classe ouvrière et même beaucoup de petits artisans et négociants, ont été méconnus. Cela ne doit plus être. Nous voulons notre représentation à la commune"[57].

L'alliance électorale entre petits commerçants et ouvriers n'a alors rien d'étonnant. Le phénomène est loin d'être isolé à ce moment. Comme l'a montré récemment Serge Jaumain[58], avant que l'extension des coopératives socialistes ne suscite davantage "la peur du rouge" chez des indépendants déjà enclins à un antisocialisme latent, les rapports entre socialistes et commerçants voire petits industriels n'étaient pas nécessairement conflictuels. Dans de nombreux centres industriels, artisans et commerçants partagent en effet bon nombre d'aspects pénibles

54. *Le Travail*, 6.10.1905.

55. Fluche à De Pæpe, résumé d'une lettre de 1884 non datée, in Dandois, *op. cit.*, p. 273.

56. F. Joris, *La presse verviétoise de 1850 à 1914*, p. 98-99.

57. *La Sentinelle*, 12.10.1884.

58. S. Jaumain, *Les Classes moyennes belges de 1880 à 1914*, dans *La Peur du Rouge*, Bruxelles, 1996, p. 15-25.

de la condition ouvrière et donc bon nombre d'objectifs communs aussi, ne fût-ce que la suppression du paiement en marchandises dans les usines ou la hausse du pouvoir d'achat des travailleurs. Les socialistes de leur côté ont besoin de l'appui des voix du petit commerce local tant que le droit de vote n'est pas généralisé - l'extension accordée en 1884 (moyennant un examen) aux "capacitaires" est encore fort réduite. Mais au-delà de ce calcul électoral, subsistera longtemps chez beaucoup de socialistes, de Vandervelde à Jaurès, et certainement chez Fluche, un intérêt réel pour les difficultés des petits indépendants face au grand capital[59].

Fluche a d'ailleurs déjà été lui-même approché en 1879 par les petits commerçants, ceux-ci lui offrant dès cette époque une candidature pour le scrutin communal. Il l'a refusée, craignant (dans l'état de léthargie du mouvement socialiste et en l'absence de tout électorat ouvrier alors) de faire le jeu des catholiques "au détriment des libéraux boutiquiers, barbiers, épiciers et cafetiers qui m'auraient fait l'honneur d'une trentaine de voix"[60]. Dans la logique de son scepticisme vis-à-vis de l'action politique, Fluche ne se présente d'ailleurs pas davantage en 1884, alors qu'il est à l'origine de la renaissance du mouvement ouvrier local et que ses talents d'orateur lui ont acquis une incontestable considération.

Jules Wilmart, le rédacteur en chef du journal républicain *Le National belge*, écrit en 1884 après avoir entendu Fluche dans un meeting à Liège : "M. Pierre Fluche n'est pas seulement un ouvrier de grand mérite, un homme dont le caractère est hautement apprécié de tous, c'est encore un orateur de tout premier ordre. Une abondance toute méridionale, une correction inexplicable chez un homme dont la vie ne s'est guère passée sur les bancs des écoles, et par dessus tout, une énergie convaincue, une véhémence toute tribunicienne, tels sont les traits distinctifs de l'éloquence de Monsieur Fluche. Que ceux qui soutiennent encore qu'une députation ouvrière serait ridicule dans nos Chambres législatives, que les orateurs de la droite et de la doctrine aillent écouter le citoyen Fluche"[61].

59. *Idem*, p. 19.

60. Fluche à Dave, 11.4.1880.

61. Cité dans *Les hommes du jour, op. cit.*

6. LA FONDATION DU POB.

La Sentinelle cesse de paraître à la fin de 1884, suite à des problèmes de trésorerie et à la renaissance à Bruxelles de *La Voix de l'Ouvrier*, au mois d'août précédent. Sa première lutte électorale s'est soldée par un échec pour En Avant. Les deux syndicats végètent[62]. Seule la boulangerie coopérative (avec 1.500 membres en 1886) a pris une certaine importance, au point de devoir abandonner ses premiers locaux de la rue des Alliés pour un espace plus vaste rue des Fabriques. En mars 1885, comme ses consœurs de Gand et de Bruxelles, elle manifeste une solidarité concrète aux mineurs borains en grève en leur envoyant du pain. Un peu plus qu'ailleurs en Wallonie, quelque chose a donc repris vigueur en bord de Vesdre, lorsqu'une nouvelle tentative de regroupement des forces ouvrières belges est tentée à Bruxelles, au Cygne, lors d'un Congrès les 5 et 6 avril 1885.

Cent-douze délégués sont rassemblés, représentant cinquante-neuf groupes pour la plupart bruxellois et flamands toujours. Parmi les dix groupes wallons, quatre sont verviétois : le cercle En Avant, les deux syndicats, la coopérative. Fondateur des quatre organismes, Fluche est sans doute dans la salle. Le Congrès réunit des hommes et des groupes de nuances diverses, dont les divergences reflètent les passés différents. Des mineurs hennuyers à peine sortis de leur isolement et dépourvus de véritables traditions d'organisation; des socialistes flamands imprégnés des doctrines social-démocrates allemandes; des associations de métier bruxelloises ralliées de fraîche date à l'action politique mais pas nécessairement au socialisme; enfin, des vétérans de l'Internationale, tels la plupart des Verviétois présents, jadis partisans de l'abstentionnisme politique et parfois encore sceptiques ...

Il n'y a pourtant plus de réticences sur la question de l'action politique. C'est le nom du nouveau parti qui préoccupe le plus les délégués, car c'est autour de ce choix que s'affrontent les options idéologiques et tactiques. Pour les Gantois (qui assument la direction du PSB depuis sa fondation en 1879), il n'est même pas nécessaire de créer un organisme neuf, il suffit aux autres groupes d'adhérer au Parti Socialiste existant. Les Bruxellois souhaitent, eux, l'abandon de l'étiquette "socialiste" puisque la masse des travailleurs n'est pas encore convertie à la chose et que le mot en effraye plus d'un. De Pæpe, Bertrand et un autre militant bruxellois de premier plan converti au socialisme en 1884, Jean

62. L. Dechesne, *L'avènement du régime syndical à Verviers*, Verviers, 1908, p. 80.

Volders, plaident pour une organisation dotée d'un programme minimum acceptable par tous : un meilleur salaire, une diminution de la journée de travail et le suffrage universel. Les Gantois cèdent aux arguments tactiques, dans une réunion séparée qu'ils tiennent le soir du 5 avril : le lendemain, Bertrand peut annoncer la fondation du Parti Ouvrier Belge. Une étape décisive est franchie, très discrètement bien sûr, dans l'organisation de la classe ouvrière du pays.

QUATRE-VINGT-SIX

1. LES EMEUTES DE MARS.

Mars 1886, le POB existe depuis bientôt un an. En réalisant la fusion du mouvement socialiste (déjà constitué en parti depuis la seconde moitié des années '70), du mouvement syndical des ouvriers de la petite industrie et des petits métiers (à Bruxelles essentiellement) et d'une partie du mouvement révolutionnaire encore vivace en Wallonie, le Parti Ouvrier sera l'instrument permettant le ralliement de principe de la classe ouvrière à l'action politique. En ce sens, sa création est historique : pour la première fois, une volonté **politique** est affirmée par un grand nombre d'ouvriers de tout le pays. Evénement neuf que cette unification des forces ouvrières dans un contexte, neuf également, de lutte résolue pour la conquête du suffrage universel[1].

Avec franchise, le regretté Marcel Liebman analysait en 1979 les débats et les textes adoptés lors du Congrès des 15 et 16 août 1885 au cours duquel le POB se dote de statuts et d'un programme avant tout pragmatique, teinté de généralités socialisantes et de quelques règles d'éthique politique a priori rigides, mais a priori seulement : "l'avenir du jeune parti est à ceux qui, sans trop s'attacher aux textes, nourissent les militants plus intransigeants d'un discours où la réthorique, même lorsqu'elle se fait menaçante, n'interdit jamais que pour la forme, et ouvre en fait la porte à toutes les interprétations, à tous les possibles, à tous les compromis"[2].

1. M. Szteinberg, *La fondation du POB et le ralliement de la classe ouvrière à l'action politique*, in *International Review of Social History*, tome VIII, 1963, p. 198-215.

2. M. Liebman, *Les socialistes belges 1885-1914*, Bruxelles, 1979, p. 52.

A tous les succès aussi. Le nouveau parti rassemble 68 groupes dès ce Congrès d'août '85, et la progression numérique se poursuit ensuite à un rythme accéléré : en 1886, le POB regroupe 160 associations ouvrières (trois fois plus qu'au Cygne au printemps '85) totalisant le chiffre impressionnant de 40.000 membres.

Fluche était probablement au Cygne en avril '85, il est à coup sûr présent à la mi-août à Anvers, salle de l'Ange (In den Engel), place St André, pour l'élaboration des statuts et du programme du Parti[3]. On l'associe ensuite aux réunions préparatoires à la création du quotidien du POB, *Le Peuple*[4], dont le premier numéro sort de presse le 12 décembre 1885, un samedi soir, à Bruxelles. Fluche est dépositaire pour Verviers du journal dont la vente, comme dans d'autres villes de province, est boycottée au départ par les marchands professionnels faute d'une marge bénéficiaire suffisante[5]; il en sera aussi le correspondant verviétois au début.

Un groupe de Jeunes Gardes Socialistes est créé en 1886 à l'initiative d'Alphonse Collard, un jeune syndicaliste qui a affilié l'année précédente le syndicat des fileurs "La Filature" au POB. Ce sont les membres de ce syndicat qui recevront et exhiberont pour la première fois à Verviers un drapeau rouge, en 1886 toujours, à l'occasion d'un meeting des Gantois Edouard Anseele et Edmond Van Beveren à l'Alhambra : l'emblème est promené depuis la gare Ouest jusqu'au centre-ville au cours d'une manifestation bon enfant[6].

Mais alors que le POB achève sa première année d'existence en s'efforçant d'organiser pacifiquement tous les travailleurs pour obtenir des réformes fondamentales en faveur de ceux-ci, une révolte violente éclate à l'occasion du quinzième anniversaire de la Commune. Inattendue et soudaine, elle prend de court tout le monde, autorités, patronat, POB. Elle enflamme durant quelques jours Liège et Charleroi, ensanglante les bassins houillers wallons, mais épargne curieusement l'ancien "boulevard de la Révolution", Verviers.

Les émeutes éclatent le 18 mars à Liège[7] à l'occasion de la manifestation commémorative à laquelle a appelé le Groupe anarchiste local.

3. *Les hommes du jour, op. cit.*

4. *Les hommes du jour, op. cit.*

5. L. Bertrand, *op. cit.*, p. 266-267.

6. Souvenirs de Martin Delhougne dans *Le Travail* du 16.7.1958. Sur Collard, voir aussi Helle, *Silhouettes et profils verviétois*, Verviers, 1935, p. 247-249.

7. Nous faisons le récit des troubles de mars 1886 d'après M. Liebman, *op. cit.*, p. 54 et suivantes.

Alors que l'on fête Franz Liszt, de passage à Liège, dans les salons de l'hôtel Mohren près du Pont d'Avroy, des ouvriers font voler en éclats les vitres de l'hôtel particulier.

Plusieurs milliers de manifestants se rassemblent place St.Lambert en début de soirée, l'ambiance s'échauffe. Au meeting qui a lieu à 20 heures au Café national place Delcourt, le Verviétois Edmond Warnotte, un ancien des "Réunions ouvrières" de 1871, prône en vain le calme et rappelle en pure perte les principes d'organisation du POB. L'anarchiste qui le suit à la tribune enflamme au contraire l'auditoire et c'est en chantant La Marseillaise que la foule rejoint le gros des manifestants. Les premiers incidents éclatent avec les forces de l'ordre. Violente, la nuit laisse deux civils sur le pavé. Tués. La grève est générale le lendemain chez les houilleurs liégeois.

Rapidement retombée à Liège, l'agitation rebondit en Hainaut quelques jours plus tard, le 26 mars. Les mineurs cessent le travail dans le Borinage, dans le Centre et dans tout le bassin de Charleroi. Des bandes de mineurs et de verriers parcourent toutes les communes industrielles. Les uns et les autres sont frappés depuis plusieurs mois par la crise, les réductions de salaire (jusqu'à 10 % en deux ans), le chômage croissant. Les innovations technologiques dans la verrerie inquiètent. Les grévistes détruisent des usines, s'en prennent aux petits châteaux des patrons, pillent et incendient. C'est comme un moment de libération pour ces ouvriers évadés de leur fosse ou des verreries en ces premiers jours de printemps, un moment de folie collective à la lueur des incendies : "Autour d'un brasier devenu rapidement gigantesque, les spectateurs (environ 5.000 personnes), noirs de poussière et de fumée, menaient un chahut infernal, vidaient bouteilles de bourgogne et de champagne, sautaient et cabriolaient, affublés des robes de Madame, des chapeaux hauts-de-forme du Maître"[8].

Dirigée sans pitié par le général Vandersmissen, l'armée étouffe la révolte dans le sang : cinq morts à Roux, le 26 au soir, dix autres au même endroit le lendemain, neuf encore les jours suivants à Bascoup. Vingt-quatre cadavres sur les chaussées au total de ces journées d'émeute pendant lesquelles le bassin de Charleroi, en état de siège, vit en plein désordre au gré des cortèges de manifestants qui se heurtent aux fusils de 45.000 hommes de troupes. Ceux-ci l'emportent rapidement, on a vu à quel prix.

8. F. Van Kalken, cité par M. Liebman, *op. cit.*, p. 57.

Dès avril, des centaines d'ouvriers, hommes et femmes, sont condamnés à de lourdes peines par les jurés des Cours d'Assises encore tout effrayés d'avoir vu passer de si près les lueurs du Grand soir. Dix, vingt ans de prison pour certains, et même la perpétuité pour deux meneurs. L'ordre règne en Wallonie. Mais le choc a été rude et le gouvernement catholique conservateur au pouvoir depuis deux ans comprend l'avertissement. Il décide de créer une Commission d'enquête sur la condition ouvrière dans le pays, rompant avec des décennies de refus d'intervention du pouvoir politique dans les rapports sociaux. Il faut agir, car non seulement les fureurs de mars inquiètent les possédants mais elles ont, malgré la répression, galvanisé les prolétaires. Le leader de la droite catholique Charles Wœste - si bien dépeint dans l'admirable film de Stijn Coninckx consacré à Daens - écrit dans ses mémoires : "les grèves tirèrent la classe ouvrière de l'assoupissement où elle avait vécu si longtemps"[9].

Est-ce parce que la classe ouvrière verviétoise, elle, était régulièrement réveillée à coup de journaux ou de meetings et, avec des hauts et des bas, organisée en groupes les plus divers depuis près de vingt ans, que Verviers resta à l'écart de cette bourrasque sociale ? Sans doute. Plus que Liège et que tout autre bassin industriel wallon, Verviers, en avance en matière de luttes sociales depuis le début du siècle sur le reste de la Wallonie et du pays, avait pu expérimenter depuis deux décennies les vertus tout comme les faiblesses des diverses formes d'actions ouvrières. Parmi ses travailleurs, il y avait quelques années déjà que les leaders les plus écoutés, au premier rang desquels Pierre Fluche, prêchaient l'organisation plus que la révolte.

A l'autre bout de la Wallonie, il est significatif de constater de la même manière que les émeutes de mars eurent nettement moins d'ampleur et de conséquences dramatiques dans la région du Centre (deux ouvriers morts et dix autres blessés néanmoins à Carnières), où les grèves de mineurs ne dégénérèrent pas comme à Charleroi. Parmi les divers bassins industriels hennuyers, c'est dans le Centre que l'intensité, l'autonomie (par rapport à Bruxelles) et l'évolution du mouvement ouvrier à l'époque de la Première Internationale puis de la constitution du Parti Ouvrier, sont les plus apparentées à la situation verviétoise[10].

9. Cité par J. Moulaert, *op. cit.*, p. 64.

10. Voir F. Joris, *Histoire des Fédérations socialistes de Soignies et Thuin*, Bruxelles, 1985, p. 15-29.

2. "LES GROSSES PANSES, FAUT QU'ON LES TROUE".

Les esprits ne sont pourtant pas des plus calmes en ce mois de mars '86 dans la cité lainière. Le 12 mars, un jeune tourneur en fer de 22 ans, Lambert Dodemont, est poursuivi en Correctionnelle pour coups (de révolver ...) et blessures (superficielles) sur la personne d'un contremaître des ateliers Snœck à Ensival. Devant une foule compacte de travailleurs dans et aux alentours du Palais de Justice, les débats révèlent l'ignominie presque caricaturale du contremaître. Le 19 mars, des milliers de personnes viennent entendre le jugement. Lambert est défendu par l'avocat progressiste bruxellois Paul Janson. Il écope d'une peine relativement légère[11]. Sage modération de la magistrature verviétoise au lendemain de l'émeute qui s'est déclarée à Liège ?

Le 22, les socialistes organisent un meeting à Andrimont, rue des Six-Cents. Comme à Liège quatre jours plus tôt, Edmond Warnotte prône l'organisation des travailleurs. Deux orateurs, Fils et Dehan, plaident la révolution; le second appelle à la violence comme à Liège et à Seraing, mais le meeting s'achève dans le calme. Même scénario le 28 mars à Dison, bien que la réunion soit organisée par le cercle L'Etincelle, présidée par Jean Davister, et tous les orateurs anarchistes : Fils, Monier venu de Bruxelles, et Guillaume Davister. On approuve à nouveau les carreaux cassés, on appelle à un nouveau meeting le lendemain à l'Alhambra à Verviers, mais c'est sans difficulté que la police parvient à faire annuler celui-ci et à disperser la foule[12]. Par prudence, le bourgmestre avait convoqué la garde civique pour 20 heures, réclamé la Gendarmerie à pied et à cheval, et prié l'armée de se tenir prête à intervenir[13].

Prudents également, les patrons disonais continuent à fournir de l'ouvrage à tous leurs ouvriers sans restreindre la production malgré la crise et une baisse des commandes, afin d'éviter tout risque de tension supplémentaire. A Ensival, c'est en réduisant la durée du travail que les industriels évitent des renvois. Si on compte en revanche cinq cents sans emploi à Verviers et une centaine à Andrimont, les bourgmestres de ces deux communes ne sont pas pour autant inquiets, à partir de début avril en tous cas[14].

11. Voir M. Wynants, *op. cit.*, p. 196-197.

12. J. Moulaert, *op. cit.*, p. 75 et AEL, S.P., carton XIV, A, pièces 36 à 40.

13. AEL, S.P., carton A, pièce n° 39.

14. Voir les lettres des bourgmestres des diverses communes au Commissaire d'arrondissement, fin mars et début avril, in AEL, S.P., carton XIV, C.

Pour reprendre en mains la situation après les émeutes sanglantes du printemps, le POB national tente de mobiliser les ouvriers pour une première grande manifestation à Bruxelles en faveur du suffrage universel, le dimanche de Pentecôte. Ce n'est pas l'enthousiasme à Verviers, à en croire ce qu'écrit le bourgmestre au gouverneur en date du 24 mai : "Notre population ouvrière est fort calme, aucun symptôme d'une organisation bruyante ne se manifeste dans les ateliers et il se pourrait même que les délégués fussent réduits à quelques individus. Au surplus, le nommé Fluche, qui a toujours été un des principaux meneurs du parti ouvrier, a déclaré qu'il ne voulait pas prendre part à cette manifestation inutile"[15]. Toujours la même réticence chez l'ancien Internationaliste vis-à-vis de l'action pour le droit de vote : difficile de mobiliser avec enthousiasme dans cet état d'esprit.

L'interdiction du cortège programmé le 13 juin n'entraîne pas de troubles en bord de Vesdre, mais bien une recrudescence des meetings organisés par le POB pour appeler aux adhésions puis, peu à peu, pour inviter les ouvriers à se préparer à la manifestation finalement autorisée le 15 août : une dizaine de réunions publiques ont lieu dans les semaines précédentes en divers endroits de l'agglomération, avec le concours des dirigeants nationaux du Parti - Bertrand, le secrétaire général Maheu, Anseele, le Liégeois Blanvalet. Les principaux orateurs locaux sont Maigray, Plumhans, Picraux et le fileur verviétois Pierre Fuyat. Pas de Fluche à la tribune mais il se rend néanmoins à la concentration du 15 août à la tête d'une cinquantaine de membres d'En Avant - il a obtenu via le bourgmestre des billets de chemin de fer au prix réduit de groupe[16]. La manifestation est une incontestable réussite : elle réunit 20 à 30.000 ouvriers dans les rues de la capitale. Mais ce succès laisse le pouvoir indifférent dans l'immédiat : il attend les résultats de la Commission d'enquête.

Prenant la parole sept jours plus tard à Dison, Fluche, tout en appelant les ouvriers à adhérer comme il se doit à La Ligue ouvrière locale et à réclamer le droit de vote, lance une de ces images fortes qui enflamment ses auditoires déjà conquis : "Si les incendies de Charleroi doivent se renouveler, c'est avec la graisse des exploiteurs qu'on devrait les activer !"[17] Ce qu'il résumera plus tard, en wallon comme en français, par une formule lapidaire maintes fois resservie dans ses discours et restée célèbre chez les travailleurs verviétois à l'époque : "Les

15. AEL, S.P., carton XIV, A, pièce 119.

16. AEL, S.P., carton XIV, A, pièces 49, 137, 142 à 144, 149, 152, 153, 156 et 172.

17. AEL, S.P., carton XIV, A, pièce 138.

grosses panses, faut qu'on les troue !". A la tribune, le leader local du POB n'épouse pas toujours exactement lors de ses harangues populaires la ligne officielle du Parti, pour le moins plus nuancée ...

3. LA COMMISSION D'ENQUETE.

La commission parlementaire d'enquête sur les conditions de vie et de travail des ouvriers, instituée par le Gouvernement en avril 1886, siégea au Parlement jusque juin avant de se déplacer dans les principaux centres industriels. Une délégation débarque à Verviers à la fin de l'été et entend trente-huit témoins à l'Hôtel de ville, dans la salle du Conseil communal, les 16, 17 et 23 septembre. Le juriste libéral Henri Sainctelette, futur bourgmestre de Mons, préside le petit groupe de parlementaires, parmi lesquels le député-bourgmestre de Liège Henri d'Andrimont, le sénateur liégeois Georges Montefiore-Lévi et, régional de l'étape, le vicomte Alfred Simonis, sénateur également. Ces grands noms du monde politique et industriel invitent trois ouvriers à siéger avec eux au Bureau pendant la durée des dépositions : Pierre Fluche, Henri Angenot et Adolphe Gierkens, les deux premiers délégués par les syndicats et le troisième par les mutualités[18].

Vingt ans après avoir assisté à ses premiers meetings dans l'école des Grandes Rames, Fluche représente les intérêts des travailleurs dans une instance officielle et veille au bon fonctionnement de celle-ci durant son enquête dans la cité lainière. A la table du Collège, coudoyant en la personne de Simonis ces seigneurs du textile qui dédaignaient quinze ans plus tôt de répondre aux invitations des "Réunions ouvrières", Pierre ne se laisse manifestement pas impressionner ni par le lieu, ni par la présence de plusieurs industriels et autres notables de l'agglomération venus assister très attentivement, comme la presse, aux débats, et encore moins bien sûr par le nombreux public. La présence du leader socialiste à la table du Bureau doit mettre en confiance les ouvriers que les circonstances et le décorum pourraient intimider.

Dès la fin de l'audition du premier travailleur, Fluche, en grande forme, recueille les applaudissements du public en signalant qu'à Liège, fin août, un métallo de l'Espérance a été renvoyé suite à sa déposition

18. Nous renvoyons aux procès-verbaux contenus dans le volume 2 des *Rapports de la Commission* publiés en 1887, pages 120 à 147, et au résumé publié dans J. Wynants, *op. cit.*, p. 203 à 237.

devant la Commission - ce qui oblige Sainctelette à rassurer les témoins verviétois. Fluche soutient peu après un ouvrier en apportant le témoignage de sa propre expérience (de plus de trente ans, comme il le souligne) à propos, par exemple, des indemnités payées en cas d'accident de travail. Il seconde l'interrogatoire du président en demandant à un travailleur venu déposer s'il est exact qu'à la Lainière (le vaste établissement situé jadis à l'emplacement de l'actuel home de vieillards du même nom), on oblige les ouvriers à nettoyer les machines alors qu'elles sont en marche; à un autre, si ses patrons font bel et bien des retenues sur salaires pour couvrir leurs frais généraux de bureau; à un troisième si la police a fait une enquête lors d'un accident de travail ayant entraîné la perte de quatre doigts à un enfant de moins de quatorze ans[19].

Il est clair que Fluche connaît très bien le monde des usines verviétoises, textiles et métallurgiques, et les abus de tous genres que les ouvriers viennent dénoncer durant ces trois journées. Vingt années de militantisme lui ont permis d'accumuler tant de contacts, de récits qu'il met ici à profit, et tant d'assurance dans sa révolte contre l'inacceptable aussi. Il tient tête à d'Andrimont quand celui-ci affirme que les patrons n'ont jamais refusé de discuter avec les ouvriers les questions économiques : "Nous vous avons convoqué et vous n'avez pas répondu à notre appel" - souvenir de 1871 ... Au directeur de la Lainière, Schwabe, qui prétend avoir tenté de séparer dans son usine les ouvriers des deux sexes, il fait observer que l'on a en réalité essayé de remplacer des rattacheurs par des rattacheuses, ce qui n'est pas tout à fait la même chose... Aux lettres envoyées par les entreprises Domken et Simonis pour réfuter des témoignages critiquant leurs caisses de secours, il oppose les noms d'ouvriers pouvant corroborer les déclarations faites devant la Commission ... A Sainctelette qui invoque l'exemple français pour lui démontrer que le suffrage universel n'améliore pas nécessairement la condition ouvrière, il répond avec superbe : "En France, les conseils municipaux ont envoyé du pain aux grévistes; en Belgique, ces conseils ont envoyé du plomb à nos frères"[20].

Fluche intervient lui-même comme témoin pour exposer le fonctionnement de la boulangerie coopérative ouvrière, qui a provoqué depuis deux ans une baisse de 3 cts du prix du pain chez les boulangers privés. Au nom des 400 affiliés, et comme la quasi totalité des autres témoins d'ailleurs, il réclame le suffrage universel, l'instruction gratuite, laïque et obligatoire, l'amnistie pour les condamnés du printemps. Au nom

19. *Rapports de la Commission du Travail*, volume 2, Bruxelles, 1887, p. 121, 123, 124 et 128.
20. *Idem*, p. 126, 132, 137 et 146.

des syndicats et du cercle En Avant qui l'ont également délégué, il demande en outre la création de conseils de conciliation[21] - projet qu'il concrétisera dix ans plus tard.

Le futur député Adolphe Gierkens explique les missions de la Fédération des Sociétés de secours mutuels et déplore que la ville refuse de la subsidier alors qu'elle trouve de l'argent pour les concours de "cramignons". L'ancien Internationaliste Joseph Maigray, envoyé par le cercle populaire d'Ensival, rappelle l'affaire Dodémont pour montrer l'état d'esprit de la classe ouvrière en butte notamment aux vexations de contremaîtres obtus ou vicieux. Délégué de l'Association de la Filature, Defraiteur expose le problème des conséquences de la mécanisation accrue du métier de fileur sur les conditions de travail et les revenus de celui-ci. Grégoire Plumhans énumère une longue série de règles administratives inéquitables au détriment des ouvriers[22].

En contrepoint de ces responsables du mouvement ouvrier local, la Commission entend aussi les plaidoyers des industriels de la place et des responsables de divers organismes public ou privés : Simonis, qui ne peut s'empêcher de contredire constamment les ouvriers venus déposer; Auguste Peltzer, qui tente entre autres de justifier la présence des lieux d'aisance dans les salles des ateliers, portes ouvertes, par la nécessité d'éviter des abus entre ouvriers des deux sexes; le directeur de la Lainière, dont l'usine est dépeinte à tous égards sous les jours les plus noirs au fil des interrogatoires; Charles Mullendorf et Henri Lejeune-Vincent, ancien et actuel président de la Chambre de Commerce; l'architecte Vivroux, président des Prud'hommes; Duesberg, industriel et consul d'Argentine (fondateur des ateliers Duesberg-Bosson que Houget absorbera plus tard), qui donne maints détails sur les possibilités d'émigration vers l'Argentine et souhaite que l'on encourage celle-ci car "elle enrichit le pays et le débarrasse des mécontents du style de Piette et consorts"[23].

Le progressiste Robert Centner est le seul industriel à admettre que "le luxe règne avec intensité dans les classes dirigeantes" et à réclamer de vraies réformes sociales dont la suppression du travail des femmes et des enfants. Le publiciste Pierre Limbourg enfin, au nom des œuvres populaires catholiques, reconnaît que les salaires sont insuffisants mais c'est pour conclure tout aussitôt "que si les ouvriers continuaient, au lieu de rechercher des réformes chimériques, à s'appliquer au travail, à

21. *Idem*, p. 145-146.

22. *Idem*, p. 125, 138, 140 et 146.

23. *Idem*, p. 121, 123, 127 entre autres (Simonis), 129, 132, 133, 136 et 142.

pratiquer la tempérance et la prévoyance, ils verraient, selon leur désir, s'améliorer encore leur position " ![24]

Les dépositions les plus intéressantes, les plus poignantes aussi, sont celles des travailleurs représentant la palette des divers métiers verviétois, principalement du textile, et de quelques fonctionnaires communaux manifestement impartiaux. A leur écoute, c'est toute la face honteuse de l'orgueilleuse capitale mondiale de la laine qui surgit, au point de troubler quelquefois le président Sainctelette malgré les dénégations de son collègue Simonis. Tout y passe, au fil des témoignages et des questions de plus en plus précises. Quelques exemples bruts parmi des dizaines d'autres.

Les salaires : "Je gagne 20 centimes par 1.000 duites. Autrefois on les payait jusqu'à 80 centimes", déclare P.J. Jacob, tisserand à domicile. "Avec ce salaire, il est impossible de manger de la viande, des œufs et du beurre. C'est à peine si l'on peut manger du pain sec"[25].

Le budget familial : P. Frink, tisserand à domicile lui aussi, obtient 500 francs de revenus annuels. "On ne peut entretenir une famille avec ce que l'on gagne. J'ai une femme et quatre enfants. En travaillant pendant quinze heures durant toute l'année, je ne puis subvenir à nos frais"[26].

La durée du travail : Pierre Lejeune, au nom de la Chambre syndicale de l'industrie lainière, souligne que "le travail commence à 6 heures du matin et finit à 7 heures du soir. En temps de presse, la durée de travail atteint quelquefois 14 heures et même 16 heures"[27].

Le travail des enfants, dont le scandale n'en finit pas de se prolonger ? Defraiteur témoigne : "Un patron m'a donné comme rattacheur un garçon de 11 ans qui travaillait déjà depuis cinq à six mois dans les filatures. La besogne est effrayante pour les enfants. Il arrive que l'enfant s'endort près de la machine, accablé par la fatigue"[28].

L'instruction ? Le directeur des dix écoles communales de la ville admet que la plupart des enfants ne suivent pas les six années de cours : "Non, malheureusement, ils nous quittent le plus souvent après quatre à

24. *Idem*, p. 142 et 147.
25. *Idem*, p. 137.
26. *Idem*, p. 144.
27. *Idem*, p. 124.
28. *Idem*, p. 141.

cinq ans. Le plus petit nombre nous reste six ans, quelquefois sept ans". La cause de ces départs ? "Les nécessités de la vie matérielle"[29].

La formation professionnelle n'est guère poussée, quand elle n'est pas tout à fait nulle. Comme le résume Pierre Fuyat, 34 ans, à l'usine depuis l'âge de 11 ans : "Je suis devenu fileur en voyant travailler les autres"[30].

Les cours du soir ? "On travaille jusqu'à 10 heures du soir, comment serait-il possible d'encore aller à l'école", s'exclame M.J. Degrosonay, ouvrier cardeur[31].

Les conditions particulières du travail des femmes - horaires identiques, salaires moins élevés - transparaissent dans plusieurs témoignages : "Je signale l'immoralité qui règne dans les ateliers; les sexes sont mélangés : dans les carbonisages chimiques, les femmes n'ont qu'un jupon pour tout vêtement; les hommes et les femmes se déshabillent dans la même salle"[32].

L'insalubrité des ateliers est dénoncée par tous. Qu'il s'agisse de la saleté des lieux, de la chaleur qui y règne, de la présence des lieux d'aisances dans les locaux même où les ouvriers travaillent, mangent et se déshabillent en l'absence de réfectoire ou de vestiaires, la Lainière semble "un vrai bagne" selon Pierre Fuyat : "Les ouvriers ont un simple pantalon de toile, ils vont pieds nus, sans chemise par suite de la chaleur qui atteint 35 à 40 degrés (...). On marche pieds nus pour ne pas attraper des duretés à la plante des pieds. Le plancher de ces salles est graisseux, glissant, et il y a moins de chance d'accident en se débarrassant de la chaussure (...). A la Lainière, on ne lave pas, si ce n'est derrière les métiers et tous les six mois"[33].

Les magasins tenus par les contremaîtres, les amendes nombreuses, les vexations permanentes sont également omniprésents. Fuyat, encore lui, souligne qu'il a été renvoyé pour avoir protesté contre les amendes infligées à tort et à travers par un contremaître de la Lainière[34].

Les accidents de travail sont légion, ne font jamais l'objet d'enquêtes et les conditions d'intervention des caisses de secours patronales paraissent très discutables. Armand Liégeois, mécanicien : "L'ouvrier

29. *Idem*, p. 132.
30. *Idem*, p. 121.
31. *Idem*, p. 120.
32. *Idem*, p. 141 (témoignage de Defraiteur).
33. *Idem*, p. 122.
34. *Idem*, p. 122.

blessé, dans certains ateliers, reçoit une demi-semaine; dans d'autres, il ne reçoit rien. Quand l'amputation est faite, l'ouvrier ne reçoit plus rien du patron, même quand le patron reconnaît que l'accident est dû soit à la mauvaise installation de l'outillage, soit à l'imprudence d'un tiers"[35].

Manifestement agacé, Sainctelette apprend du président de la Commission d'hygiène locale qu'elle se réunit rarement, qu'elle ne visite pas les usines, et qu'il n'y a personne qui étudie les demandes de modification ou de construction d'établissements industriels au point de vue de l'hygiène et de la sécurité[36].

Faut-il dire que même la liberté de conscience n'est pas garantie dans tous les établissements ? Gierkens : "Un contremaître de M. Simonis a renvoyé un ouvrier qui avait assisté à un enterrement civil; en revanche, des ivrognes, qui vont à la messe, y sont bien vus"[37].

Les conditions de vie le disputent aux conditions de travail dans l'insupportable. L'alimentation ? "Nous ne mangeons que du pain, peu de beurre, beaucoup de pommes de terre. Les ouvriers aisés, sans enfants, peuvent manger de la viande deux fois par semaine. Ils se fournissent aux restaurants ouvriers. Le dîner ne coûte que 50 cts. mais il est peu fortifiant, il ne tient pas au corps (...). Nous ne mangeons qu'une fois de la viande et elle est de qualité inférieure"[38].

Le commissaire de police en chef, Leblu, reconnaît que les conditions de logement restent en général déplorables, avec deux ou trois ménages par maison, mais quelquefois cinq ou six; trois ou quatre pièces par ménage, mais parfois deux seulement et dans ce cas, si la famille est nombreuse, une indéniable promiscuité; avec un lit par chambre, et "quelquefois une paillasse qui sert un peu à tout le monde"[39].

Autre fonctionnaire appelé à témoigner, Putzeys, chef de bureau des travaux publics, observe que "dans les maisons ouvrières, la séparation des quartiers n'est pas suffisante; les fosses d'aisance sont communes. Un appartement d'ouvrier se compose d'une ou de deux chambres. Une famille composée du père, de la mère et de quatre enfants devrait habiter un appartement de trois chambres. Je constate que les ressources d'une famille ainsi composée, en supposant même que le père gagne le

35. *Idem*, p. 128.

36. *Idem*, p. 131 et 133.

37. *Idem*, p. 127.

38. *Idem*, p. 145 (témoignage de Frinks).

39. *Idem*, p. 129.

salaire le plus élevé, sont insuffisantes pour payer le loyer d'un appartement semblable"[40].

Seules les constructions les plus récentes ont la distribution d'eau, ailleurs on s'approvisionne encore aux fontaines de quartier et le chef de bureau des travaux n'est pas partisan de la multiplication de bornes-fontaines : la ménagère consommerait trop de seaux d'eau si elle ne devait pas marcher pour aller remplir ceux-ci, et elle perdrait son temps en bavardages. "C'est une bien mince distraction" laisse échapper Sainctelette, estomaqué.

De nombreux rapports écrits sont encore remis aux membres de la Commission d'enquête : Alphonse Collard développe les revendications des ouvriers syndiqués de la filature, Gustave Lewalle fait de même au nom des métallurgistes. La comtesse de Stainlein née Nagelmackers - une grande bourgeoise liégeoise révoltée par la condition ouvrière dans la province, qu'elle connaît particulièrement bien - dénonce avec une extrême sévérité des scandales précis en matière de travail d'enfants morts prématurément, de journées de travail de vingt heures (!) à la filature Doret aux Surdents, d'ateliers immondes de malpropreté tant morale que matérielle, d'abus sexuels commis de manière systématique par des contremaîtres sur les jeunes ouvrières chez Simonis notamment. Elle demande - en vain - que la Commission visite les usines à l'improviste. Elle conclut : "il semble que dans certaines situations, le droit au suicide (par le travail), pour lui et pour ses enfants, soit le seul laissé à l'ouvrier"[41].

Décrivant plus particulièrement le travail et la vie dans le quartier Six-Cents - Fabriques, un groupe de travailleurs de Fonds-de-Loup abonde dans le sens de la Comtesse de Stainlein et n'est pas avare, lui non plus, de détails qui font frémir[42].

Concernant les enfants : "Il y a beaucoup d'enfants de moins de 14 ans, certains de 6 ans travaillent 12, 13 et 14 heures par jour. Travaillant dans une atmosphère délétère, ils ne tardent pas à s'étioler et à dégénérer moralement et matériellement; on n'a qu'à assister aux opérations de tirage au sort pour que la dégénérescence saute aux yeux".

A propos des usines : "Les ateliers sont insalubres, surtout les filatures de laine peignée. Ils ne sont pas chauffés en hiver, mais la chaleur y est insupportable en été. Dans certains ateliers, non seulement la ven-

40. *Idem*, p. 130.

41. *Idem*, p. 152 (Lewalle), 160 (Collard), 162 (Comtesse de Stainlein).

42. Voir J. Wynants, *op. cit.*, p. 226, 229, 230 et 233.

tilation n'existe pas, mais on fait passer des courants de vapeur afin d'entretenir un état de chaleur et d'humidité nécessaire au travail de la laine. Il faut ajouter des odeurs d'huile, d'ammoniac et les relents nauséabonds des W.C. situés dans les salles de travail".

Les logements : "Les loyers étant très chers, les travailleurs sont obligés de s'entasser dans des chambres étroites et bien souvent la même place sert de cuisine, de salle à manger et de chambre à coucher pour plusieurs personnes (...). Toutes les nécessités de la vie s'accomplissent dans un espace de quelques mètres carrés. La Commission devrait visiter des maisons rue des Fabriques, rue des Franchimontois (...). Elle verrait dans quels taudis, faute de ressources, des familles sont forcées de s'entasser et de croupir dans le désordre et la saleté".

Sur les abus sexuels dont leurs filles ou leurs épouses sont les victimes potentielles, les militants du groupe de Fonds-de-Loup - sans doute plus gênés de s'étendre sur l'inommable qui menace leurs enfants - sont moins loquaces mais très clairs : "La Commission serait écœurée si nous lui faisions le tableau de l'immoralité".

4. LE VERVIERS DE SIMON LOBET.

Pendant que la Commission d'enquête déroule enfin aux yeux de tous le tableau peu reluisant de la vie quotidienne derrière les murs des usines et dans les logis ouvriers verviétois, comment se présente la face dorée de la ville lainière ? A sa tête, l'ancien démocrate membre de la "Potaie" et auteur présumé en 1843 du poème satirique à la gloire de la noblesse des Biolley, le libéral Simon Lobet, est devenu bourgmestre en 1885, à l'âge de 70 ans, après trente années passées au Conseil dont vingt-cinq au sein du Collège. Son maïorat ne sera pas de longue durée, Lobet s'éteignant en 1891 sans avoir eu le temps de marquer la cité de son empreinte, au contraire de son illustre prédécesseur.

Sous l'impulsion du patron teinturier Ortmans-Hauzeur en effet (dont l'usine occupait l'emplacement de la Grand Poste), qui dirigea la ville de 1854 à son décès en 1885, Verviers s'est incontestablement modernisé, la grande œuvre du député-bourgmestre étant l'édification du barrage de la Gileppe et l'installation de la distribution d'eau en ville - au grand dam de certains industriels estimant que l'eau du barrage ne devait pas servir à l'alimentation de la population. Le Roi Léopold II en personne vint inaugurer le gigantesque ouvrage sous un soleil magni-

fique, le 28 juillet 1878, le train royal quittant ensuite Dolhain pour Verviers où le Souverain visita le nouveau quartier des Boulevards édifié par la Société immobilière verviétoise sur le flanc sud de la ville.

Le but de l'Immobilière verviétoise, créée en 1873, était de bâtir en dehors de la cité industrielle et le long de larges artères arborées, de belles demeures pour les fabricants désireux désormais d'éviter la proximité des usines bruyantes et malodorantes, et de fuir la promiscuité avec la population ouvrière entassée près de celles-ci. Ainsi naissent les rues situées entre celle du Palais et la rue Renkin d'abord (du nom du président de la Société immobilière), puis les rues de Bruxelles, rue de Liège, avenue Peltzer, enfin les diverses voies autour de la nouvelle place du Congrès - aujourd'hui place Vieuxtemps. L'accès piétonnier à la "ville haute" est facilité par la construction des escaliers de la Paix et de la rue de Rome, en 1878[43].

Cette extension de la ville vers le sud et surtout la création d'un quartier chic où tout contraste avec le fond de la vallée abandonné aux masses et à l'activité industrielle et commerciale, est le fait le plus marquant de cette période pendant laquelle la population de la ville continue de croître de manière ininterrompue. Le long de la Vesdre, les quartiers ouvriers de Pré-Javais à l'est et de Gérardchamp à l'ouest sont désormais totalement occupés, un tissu urbain ininterrompu reliant maintenant Verviers et Ensival. Il en est de même avec Dison ainsi qu'Andrimont, dont la population double brusquement dans les années 1880 grâce à l'extension du quartier Six-Cents Fabriques vers Fonds-de-Loup et au peuplement accru en Renoupré, à l'autre extrémité de l'agglomération.

Depuis le 1er juillet 1884, les communications urbaines sont considérablement améliorées grâce aux deux lignes de trams créées par la Société anonyme des Tramways verviétois : une quarantaine de véhicules tractés par une centaine de chevaux relient Renoupré à Ensival et l'Harmonie à Dison, avec un succès dépassant toutes les attentes. Signe des temps, Verviers joue dans la cour des grandes villes : seuls Bruxelles, Liège, Anvers sont ainsi équipés. Dans un autre registre, également à l'instar de ses grandes consœurs, la ville se dote d'un Musée communal en cette même année 1884 : grâce aux largesses de Jean-Simon Renier, son inauguration a lieu en grandes pompes le 10 août dans l'ancien Hospice des Vieillards.

En matière d'édifices[44], les architectes Thirion et Vivroux principalement bâtissent pour la bourgeoisie les éléments des remarquables en-

43. R. Roncart, *op. cit.*, p. 30.

44. Voir C. Bauwens, *Le Patrimoine civil public de la région verviétoise*, Dison, 1996.

sembles architecturaux que sont les rues Laoureux, des Martyrs, de France. Entre autres reflets de cette époque brillante de la ville, on note le Collège communal (1874) devenu depuis Athénée royal Thil Lorrain, l'église St Antoine du Liégeois Casterman (1883) ou encore le nouveau Manège, le bâtiment principal de Verviers-Ouest et le Grand Hôpital, tous trois de Thirion et de 1891. Parmi les constructions à épingler pour leur charge hautement symbolique, on citera encore la nouvelle prison érigée au début des années 1890 et, à la même époque, la caserne de la rue de Stembert, où déménage la garnison permanente en place à Verviers depuis 1881, jusque-là logée dans une usine désaffectée du début de la rue de Limbourg. En 1887, c'est le bâtiment de la gendarmerie de la chaussée de Heusy qui subit d'importantes transformations : la cité est sous bonne garde ...

La physionomie de la place du Martyr, toujours élégamment fermée par le bâtiment de la Société littéraire, est agrémentée depuis octobre 1880 par la statue de Grégoire Chapuis, décapité sur ordre du Prince-Evêque en 1794, seul révolutionnaire de 1789 statufié en Belgique. Fluche a pris la parole au nom des sociétés ouvrières lors de l'inauguration. Ayant prêté ses traits au héros de la Révolution liégeoise, l'opticien et publiciste libéral Armand Weber peut à loisir se contempler chaque matin depuis le seuil de sa boutique. Altier, le regard accusateur de Chapuis est orienté vers le premier étage du local du Cercle catholique (aujourd'hui une des entrées de l'Institut St Michel), en guise de muette réprobation envers les descendants spirituels des partisans du Prince-Evêque.

La ville reste non seulement un bastion du libéralisme mais aussi une pépinière de musiciens, comme en témoignent l'ouverture du Conservatoire de musique en 1873, l'hommage rendu à Vieutemps lors du rapatriement du corps du virtuose depuis Alger en 1881, la multiplication des sociétés de musique et de chant au premier rang desquelles L'Emulation. La vie littéraire est tout aussi intense et des polémiques ardentes opposent les revues spécialisées locales, *Le Do Mi Sol* et *La Feuille du Dimanche*, dans les années '80. Pas moins de trente périodiques culturels (littéraires, théâtraux ou artistiques), voient le jour à Verviers entre 1880 et 1900 - parmi cent quatre-vingts titres nouveaux apparus durant ces deux décennies, âge d'or d'une presse particulièrement diversifiée et florissante[45].

Les années '80 voient également l'apogée de la "Société des Fous" de Verviers : c'est le temps où la cité lainière fête encore avec éclat le

45. F. Joris, *La presse verviétoise de 1850 à 1914, op. cit.*

carnaval sous l'impulsion de cette association de respectables bourgeois libéraux organisant durant la période du Mardi gras diverses manifestations au profit des plus démunis. Dans la même veine, le talentueux peintre naïf François Funcken publie alors des journaux humoristiques et satiriques pleins de verve. Le sport est également entré dans le quotidien des Verviétois, avec la naissance des Amateurs cyclistes verviétois en 1882 (premier club cycliste de la province) et l'inauguration en 1887 du vélodrome d'Ensival, considéré alors comme un des plus beaux du continent[46].

Et pendant ce temps là ...

5. SOCIALISTES ET ANARCHISTES EN CONCURRENCE.

Le cercle l'Etincelle n'est pas resté inactif en mars 1886. Dès le 22 au plus tard, il fait circuler des listes de solidarité avec les victimes des fusillades liégeoises et prend contact avec les anarchistes de Liège et de Charleroi[47]. L'Etincelle reçoit aussi la visite des anarchistes bruxellois Paul Gille et Henry Wysmans, qui se sont précipités en province à la nouvelle des troubles : ils y rencontrent le militant allemand Johan Neve qui opère alors à Verviers dans un trafic de contrebande anarchiste allemande. Grâce à Neve, la Socialist League de Londres parvient alors à collecter des fonds au profit des mineurs belges[48], fonds que le leader de l'Etincelle Jean Davister accompagné de Henry Wysmans ira distribuer aux Borains au mois d'août en même temps que la bonne parole anarchiste[49].

Les anarchistes verviétois espèrent que cette expédition en Hainaut leur permettra d'y créer des groupes mais aussi de se procurer "du chocolat, chose que nous n'avons pas" : on devine de quel type de bâtons il s'agit ... Mais si l'envie d'en découdre ne leur manque pas - ils sont admiratifs devant le "travail de démolition" accompli par les mineurs hennuyers au printemps - les anarchistes verviétois se singulariseront

46. *Un jour, un siècle, op. cit.*, p. 222.

47. Lettre de J. Davister à Antoine X, 22.3.1886, in *Fonds Dave*, IISG.

48. J. Moulaert, *op. cit.*, p. 79.

49. Lettre de A. Legros à Morin, 8.8.1886, in *Fonds Dave,* IISG. Cette lettre semble confirmer que cette distribution d'argent aux Borains eut bien lieu ("Jean Davister est parti hier"), contrairement à ce que pense Jan Moulaert.

surtout, et longtemps, par la qualité et l'intensité de leur propagande écrite et parlée. Ils collaborent activement aux journaux bruxellois *Ni dieu ni maître* jusqu'en mai 1886 puis *La Liberté* à partir d'octobre, qu'ils prennent totalement en charge à la fin de l'année

"Le cercle L'Etincelle devient peu à peu un monument dans les milieux révolutionnaires", analyse le spécialiste de l'histoire de l'anarchisme en Belgique, Jan Moulaert[50]. Avec les frères Jean et Guillaume Davister, l'un tisserand rue de Hodimont, l'autre bouquiniste rue du Marteau, le drousseur François-Mathieu Fils, de la rue des Fabriques, semble être la troisième figure de proue du cercle à ce moment.

Décidé à faire entendre la voix des anarchistes, Davister fait sensation devant la délégation de la Commission du Travail siègeant à l'Hôtel de Ville, le 17 septembre 1886 en fin d'après-midi, avec cette déposition concise et singulière : "Les anarchistes ne demandent rien à la Commission, qui ne peut rien leur donner". Sommé de s'expliquer sur cette déclaration incongrue, Davister se lance dans un exposé révolutionnaire - "La Commission d'enquête appartient aux classes qu'il faut supprimer, c'est pourquoi elle est impuissante" - qui lui vaut d'être expulsé[51].

Le jeune Parti Ouvrier, lui, a su exploiter la crise de mars 1886, à Verviers comme ailleurs, en appelant au calme, puis en mobilisant pour la manifestation nationale du 15 août, enfin en investissant la Commission parlementaire d'enquête. C'est ce qu'écrit avec amertume depuis Verviers l'anarchiste Legros à un ami français, le 8 août : "En Belgique, le parti ouvrier et C^ie^ est à peu près maître de la situation. C'est lui qui a tiré tous les profits des événements si significatifs de mars dernier. Comme je l'ai décrit dans *Le Révolté*, le gouvernement par sa répression impitoyable a réprimé la révolte matériellement, le parti ouvrier l'a réprimé moralement en s'évertuant à prêcher le calme. Le mouvement de mars a donné de l'extension au parti ouvrier et a presque coulé le nôtre"[52].

Bien installé à la tête des socialistes verviétois, Fluche est un orateur demandé à l'extérieur : début mars par exemple, il prend la parole à un meeting de l'Union verrière de Charleroi[53]. En septembre, il parle à Liège : "Le parti ouvrier doit provoquer la révolution, non pas une ré-

50. J. Moulaert, *op. cit.*, p. 75.

51. Rapports, *op. cit.*, p. 138 et J. Moulaert, *op. cit.*, p. 77.

52. Lettre de A. Legros à Marin, 8.8.1886, in *Fonds Dave*, IISG.

53. *Le Peuple*, 7.3.1886

volution meurtrière mais une révolution pacifique et intelligente"[54]. Au Congrès annuel du POB à Gand en avril 1886, il siège à la tribune[55] aux côtés des De Paepe, Bertrand, Volders et d'Alfred Defuisseaux qui fera scission un an plus tard en créant avec son frère le Parti Socialiste Républicain - une dissidence certes limitée au Hainaut et résorbée en quelques mois, mais qui semble bien avoir mis en danger la survie du POB en Wallonie et sa progression dans l'ensemble du pays[56].

Pierre Fluche prend encore la parole au Congrès de Mons du 14 août 1887 où les partisans du recours **immédiat** à l'arme de la grève générale font scission pour fonder le PSR. Avec ses vingt années de militantisme et ses 46 ans, il fait déjà figure d'ancien aux yeux du journaliste du *Peuple* : "un vieux lutteur de l'Internationale, qu'on rencontre trop rarement dans les réunions générales du parti"[57].

Si Fluche semble préférer l'action dans son "fief" verviétois plutôt que la fréquentation des Congrès et Conseils nationaux du POB, peut-être est-ce par lassitude devant les conflits idéologiques, les querelles de tendances et les luttes de personnes qui sont le lot coutumier des débats à ce niveau, ainsi qu'il a pu en juger jadis et qu'il le constate à nouveau ? Quoiqu'il en soit, ces tares constantes du mouvement ouvrier vont resurgir également à Verviers en 1887, au sein même du POB cette fois, et provoquer des déchirements qui mettront des années à se résorber.

54. AEL, *S.P.*, carton XIV, A, pièce 267.

55. *Le Peuple*, avril 1886.

56. J. Puissant, *Le POB a-t-il failli disparaître de Wallonie (1887-1889)*, in *Hommage à R. Van Santbergen*, Liège, 1984.

57. *Le Peuple*, 17.8.1887.

SEPT ANS DE DIVISIONS

1. CATHOLIQUES SOCIAUX ET ANARCHISTES : LES ADVERSAIRES DU POB VERVIETOIS.

Le 30 janvier 1887 paraît le premier numéro d'un nouveau journal destiné à la classe ouvrière : *La Gazette du Peuple*[1]. Son objectif est sans équivoque : "répandre dans le peuple les principes chrétiens en même temps que les saines doctrines économiques afin de le détourner des utopies socialistes." Les saines doctrines ? Tout doit se faire par l'initiative privée des uns, l'épargne des autres, le bon vouloir des patrons et la patience des ouvriers. *La Gazette du Peuple* va donc combattre entre autres l'intervention de l'Etat dans les questions sociales, l'extension du droit de vote, la réduction du temps de travail, l'instruction obligatoire - en même temps que les socialistes assimilés dans une même haine, le mot n'est pas trop fort, aux francs-maçons, aux libres-penseurs et à la "juiverie".

A l'occasion, *La Gazette* rappelle aux patrons (libéraux surtout) qui n'auraient pas compris tout l'intérêt de son message social : "Je voudrais bien que ces maîtres me disent par quoi ils veulent remplacer la crainte de Dieu pour protéger leurs coffres-forts contre les misérables qui n'attendant rien dans un autre monde, veulent prendre leur part de jouissance dans celui-ci". Triste aveu ... L'auteur de ces lignes, l'animateur de *La Gazette du Peuple*, est le publiciste catholique Pierre Limbourg, depuis peu conseiller communal. De deux ans le cadet de Pierre Fluche, il a commencé ce qu'il considère comme une grande œuvre sociale à l'époque où Fluche achevait son "Tour de France" et s'apprêtait,

1. Voir F. Joris, *Presse verviétoise de 1850 à 1914,* p. 61-62 et P. Gerin, *Presse populaire catholique et démocrate chrétienne (...)*, Louvain-Paris, 1975, p. 27-29.

lui, à s'engager dans l'action revendicatrice : en mars 1864, Limbourg a créé la Société (catholique) des Jeunes Ouvriers et s'est vu confier la rédaction de la *Feuille du Dimanche*, dont le but était - déjà - de prêcher aux ouvriers la modération, la résignation, l'amour du travail et de la religion, le bonheur leur étant promis en retour dans l'au-delà.

A partir d'avril 1883, Limbourg a publié dans le même esprit ("Ne jamais sortir de sa sphère" prônait-il à ses lecteurs) *Le Jeune Ouvrier*, qui fusionne avec sa *Gazette* en avril 1887. Jusqu'à sa mort trois ans après le décès de Fluche, Pierre Limbourg restera le héraut local de ce catholicisme social d'inspiration patronale, opposé plus tard (avec une indéniable énergie) tant aux démocrates chrétiens qu'aux socialistes.

Puissamment soutenue par l'Evêché de Liège, *La Gazette du Peuple*, très vite, répand dans la classe ouvrière verviétoise des attaques d'une violence inouïe contre les doctrines, les associations et les militants socialistes. Ces derniers réagissent : Fluche et Defraiteur fondent en mai 1887 un nouveau journal socialiste local, *Le Tirailleur verviétois*[2], basé Mont du Moulin comme hier *La Sentinelle* et jadis *Le Mirabeau*. C'est le début d'une lutte ouverte de plus de vingt ans entre les deux Pierre, le socialiste et le catholique conservateur. L'un et l'autre, ils l'ont prouvé depuis le milieu des années '60 chacun, ont la plume facile et connaissent la classe ouvrière. Le premier exerce un ascendant incontestable sur les masses conquises à la cause socialiste. Le second bénéficie de soutiens financiers importants : la lutte est inégale. *Le Tirailleur verviétois* doit jeter le gant après moins d'un an, alors que *La Gazette* rivale distillera son message de soumission jusqu'à la fin du siècle.

La disparition rapide du *Tirailleur* est un signe de la trop faible implantation du POB dans l'agglomération verviétoise. Et pourtant les militants font le maximum, multipliant les meetings pour susciter l'adhésion aux groupes socialistes. Nicolas Noël, ancien de l'Internationale, et Adolphe Gierkens parlent à Dison le 16 janvier 1887 devant 200 personnes environ. Gierkens et Henri Angenot prennent la parole à l'Emulation, place du Martyr à Verviers, le 18 février en compagnie du Liégeois Célestin Demblon, mais devant 150 auditeurs seulement. Le 13 mars, meeting à Petit-Rechain. Le 20 mars, l'anniversaire de la Commune et des événements de '86 est l'occasion d'une réunion de masse : 1.000 personnes sont haranguées par Maigray dans la salle de l'Alhambra. Noël et Gierkens, ainsi que Charles Picraux, parlent à nouveau à Dison et Petit-Rechain le 30 avril. Mais le meeting du 1er Mai 1887 (le premier du genre à Verviers) n'a guère de succès : à peine 120 per-

2. Voir F. Joris, *op. cit.*, p. 137.

sonnes dans la vaste salle de l'Alhambra, pour écouter, à midi, Picraux et deux orateurs de Liège et de Bruxelles[3].

Les syndicalistes font des efforts parallèles : Fluche est invité par l'Association des mécaniciens à donner une conférence publique le 7 mars 1887 au café des Boulevards, place du Palais de Justice. Roch Germay, l'ancien collaborateur du *Martinet* à l'époque de l'Internationale, a rejoint le mouvement : il parle de l'enseignement populaire à l'Emulation à l'invitation de la Chambre syndicale de l'industrie lainière, avant que l'on y représente la comédie "Le Somnanbule" de Grégoire Plumhans[4].

Mais les propagandistes socialistes doivent aussi compter, sur leur gauche cette fois, avec leurs concurrents particulièrement dynamiques que sont les anarchistes du cercle L'Etincelle. Depuis décembre 1886, ceux-ci se chargent de la publication du bimensuel *La Liberté*, jusque-là réalisé à Bruxelles. Ils y critiquent "l'arme enfantine qui a nom bulletin de vote", appellent les ouvriers à se révolter "sans cesse, individuellement, par groupes, tout un pays s'ils le peuvent", dénoncent "les lâches fanfarons du Parti Ouvrier qui ne voient dans la propagande que des lauriers à récolter et des places à prendre"[5]. Ambiance ... Outre la rédaction et la diffusion de leur journal, les anarchistes organisent eux aussi des meetings. Le 28 mars 1887 à Dison, ce sont des discours particulièrement enflammés que les frères Davister, Monier de Bruxelles et Fils tiennent devant 150 personnes, invitant à briser les machines et piller les commerces[6].

Dans les semaines suivantes, tout comme leurs camarades liégeois et bruxellois, les membres de L'Etincelle tentent de prendre au mot les socialistes de la tendance Defuisseaux qui prônent le déclenchement d'une grève générale. Environ 300 personnes se pressent chez Fatzaun, cabaretier rue du Marteau, le 26 mai au soir, pour entendre Jean Davister appeler à la réédition de mars '86 : grève générale, mise à sac des commerces d'alimentation, révolution en un mot. Rendez-vous est donné pour le lendemain soir sur la place du Martyr, des affiches sont placardées chez Snœck à Ensival, d'autres sur l'Hôtel de ville de Dison ("Ouvriers disonais, apprêtez-vous, l'heure est proche"). Le 27 mai, vers 20 heures, place du Martyr, pas moins de 1.500 personnes répondent à l'appel de Davister ! Mais la révolution est reportée : objet d'un

3. AEL, *S.P.*, carton XV, dossier A, pièces n° 5, 10, 25, 39, 47 et 57.

4. *Le Peuple*, 4.3.1887.

5. Voir F. Joris, *op. cit.*, p. 169-170.

6. AEL, *S.P.*, XV, A, pièce n° 45.

mandat d'arrêt depuis la veille, Davister a fui et personne ne le remplace pour haranguer la foule, que gendarmes et policiers dispersent sans résistance[7].

Faute de fonds, L'Etincelle cesse la publication de *La Liberté* en juin; tout comme les socialistes, les révolutionnaires verviétois doivent laisser le champ de la presse ouvrière au seul Pierre Limbourg et se rabattre sur la propagande orale. Avec l'aide notamment du Liégeois Cardinal et du Bruxellois Weisman, les frères Davister, épaulés ensuite par Hubert Sevrin d'Ensival, organisent encore des conférences publiques en mars '88 à Dison, en décembre suivant à Ensival et à Pepinster, en février et mars '89 à nouveau à Dison, Ensival et Cornesse, en avril '90 en plein air à Verviers au chemin des Dardanelles, en mars '91 place du Martyr, également en plein air[8]. Mais ces réunions, d'ailleurs de plus en plus espacées, n'attirent plus grand monde, de 30 à 80 personnes environ. Par contre, L'Etincelle fait des émules à cette époque à Dison, où se crée un Cercle d'études sociales, puis à Ensival et Nessonvaux, où apparaissent aussi des cercles anarchistes, cependant qu'une Jeunesse libertaire voit le jour dans la région.

Les militants anarchistes ne sont guère nombreux : en 1892, une liste de soixante noms établie par la police pour l'ensemble de la Province en cite seulement quinze habitant l'agglomération verviétoise. On y retrouve Jean et Guillaume Davister, François-Mathieu Fils, Hubert Malempré (le frère de l'éditeur du *Cri du Peuple* en 1879) et Hubert Sevrin, qui supplante peu à peu les frères Davister à la tête de ce petit noyau dur, autour duquel gravitent en permanence une cinquantaine de sympathisants[9].

Pendant un certain temps, socialistes et anarchistes vont se combattre tout en se tolérant mutuellement; un meeting contradictoire est même organisé en novembre '87. Puis les choses se gâtent et en 1889, la diffusion des écrits anarchistes est interdite dans les meetings socialistes à Verviers[10]. Si certains membres éminents du POB combattront les anarchistes avec autant d'énergie que leurs ennemis de classe, Fluche par contre, malgré leurs attaques, conservera toujours pour eux une certaine estime, peut-être en souvenir de ses propres convictions de jeunesse. Lorsqu'en 1895 le cabaretier liégeois d'origine allemande,

7. AEL, *S.P.*, XV, A, pièces 61, 62, 70 et Moulaert, *op. cit.*, p. 83-84.

8. AEL, *S.P.*, carton XVI, A, pièces n° 6, 59, 63, 64; carton XVII, A, pièces n° 13, 17, 19, 21; carton XVIII, pièce 56.

9. F. Joris, *op. cit.*, p. 170.

10. F. Joris, *op. cit.*, p. 170.

Pierre Schlebach, est condamné à trois ans de prison pour avoir servi de point de ralliement aux anarchistes, Fluche s'en indigne et fait savoir au *Peuple* que Schlebach, qu'il a connu jadis comme membre de la section allemande de l'Internationale à Verviers, est un "très honnête homme"[11]. Dix ans plus tard au Conseil communal, devenu échevin, Fluche rétorquera encore à un conseiller catholique qui s'en prend aux anarchistes, qu'il connaît "de bien braves gens" parmi ces derniers[12].

2. UN PARTI OUVRIER DEJA DIVISE.

Le POB lutte pour la première fois en tant que tel aux élections communales d'octobre 1887 dans certaines communes industrielles[13]. A Dison, les trois candidats socialistes obtiennent 46 % des votes au premier tour (alors que l'on est encore loin du suffrage universel) et s'ils sont battus au second, c'est grâce aux voix catholiques venues en appoint aux libéraux. A Ensival par contre, les socialistes ont fait liste commune avec ces derniers et parviennent à faire élire deux des leurs au Conseil : Joseph Maigray, l'ancien de l'Internationale, et un jeune militant de 28 ans, Jean Malempré, fondateur et secrétaire du "Cercle populaire" de sa localité l'année précédente après avoir créé avec Fluche en 1877, à l'âge de 18 ans, la Chambre syndicale de l'industrie lainière. Futur député, l'Ensivalois vient d'une famille pour le moins engagée, on l'a vu, puisque ses frères Toussaint et Hubert sont alors, eux, anarchistes convaincus[14].

Deux élus à Ensival, une victoire ratée de peu à Dison, mais rien à Verviers, où les socialistes ne se sont pas présentés. C'est que le POB ne s'y porte pas très bien. Le leader socialiste hutois Michel Thonar, prenant la parole à Verviers avec Anseele le 15 août 1888, s'étonne de "l'indifférence des ouvriers verviétois à la cause sociale et à leur émancipation". En octobre suivant, une conférence d'Emmanuel Chauvière (de retour à Verviers auréolé du prestige de conseiller municipal socialiste à Paris) attire à peine 150 personnes à l'Alhambra[15]. Certes, la

11. Lettre de Fluche à Dave, 10.2.1895.

12. *Le Travail*, 9.10.1906.

13. A. Zumkir, *Les partis politiques et les élections dans l'arrondissement de Verviers sous le régime du suffrage censitaire*, Liège, mémoire ULg, 1948, p. 462 et 474.

14. Sur Jean Malempré, voir *Le Travail*, 10, 11, 12 et 15.2.1909.

15. AEL, *S.P.*, carton XVI, dossier A, pièces n° 24 et 27.

propagande de la *Gazette du Peuple* et celle des anarchistes ne facilite pas la tâche des militants socialistes verviétois. Mais peut-être un autre élément a-t-il déjà commencé à rebuter certains - en tous cas ce sera le cas de manière croissante au fil des ans : une querelle interne est apparue au sein des militants et elle va progressivement déchirer le Parti Ouvrier en deux factions rivales sur le territoire verviétois.

A l'origine du conflit, la décision de la coopérative socialiste, dans un premier temps, d'adjoindre à la boulangerie un débit de boissons : François Crama en est le garçon de recettes, Defraiteur garçon de café et Fluche trésorier-vérificateur[16]. En soi déjà, cette option nouvelle peut léser les intérêts personnels de militants qui, comme Fluche ou Adolphe Gierkens par exemple, se sont établis cafetiers après avoir été victimes du boycott patronal. Mais dans un second temps, les animateurs de la coopérative, sur la suggestion de Defraiteur, choisissent de créer une seconde société, la Ruche ouvrière, ayant pour objet l'exploitation de locaux pour les réunions ouvrières. Cette fois, pour Pierre Fluche qui loue un local au groupe En Avant depuis plusieurs années et chez qui nombre de réunions sont organisées comme chez d'autres cafetiers militants ou sympathisants, la perte risque d'être sèche. Pierre avale difficilement semble-t-il ce qu'il considère sans doute comme un geste d'ingratitude à son égard[17].

La Ruche ouvrière inaugure ses locaux le 15 janvier 1888[18] en présence de Michel Thonar et de Jean Volders : elle a loué pour six ans à son usage exclusif un vaste bâtiment situé rue du Collège, juste en face de la rue Masson. Jusque-là exploité depuis 1872 sous le nom des "Mille colonnes", l'établissement (qui deviendra le cinéma "Le Marivaux" en 1932) comprend un café avec une salle de billard au premier étage et une grande salle au rez-de-chaussée[19], bref de quoi accueillir réunions et meetings sans difficulté.

D'abord latent, le conflit éclate rapidement. Trésorier-vérificateur, Fluche découvre des comptes mal tenus. On installe une Commission de vérification de huit membres, dont Roch Germay et Pierre Fluche qui la préside. Elle constate l'existence d'un déficit fictif : à la vue de

16. *Le Jour*, 5 et 6.3.1897 (procès intenté par Defraiteur et Crama contre les membres de la Commission de vérification de 1888).

17. R. Bonaventure, *Parti socialiste et mouvement syndical à Verviers de 1893 à 1914*, Liège, mémoire U.Lg, 1962, p. 46-47.

18. AEL, *S.P.*, XVI, A, pièce n° 3.

19. M. Bedeur et P. Zagaglia, *op. cit.*, p. 153. Cette salle a fait place au parking couvert de la rue du Collège.

ces comptes maquillés, elle fait un rapport fort critique sur la gestion de Defraiteur et de son acolyte Crama, et réclame leur démission. Pour éviter de porter atteinte à l'institution, le rapport n'est pas divulgué. Mais le gérant de la coopérative, par sa position, a inévitablement acquis un certain ascendant sur les membres de celle-ci. C'est ainsi qu'à l'assemblée générale, ce sont les vérificateurs qui sont contraints de démissionner, et le gérant qui reste en place[20]. Fluche, Germay, Gierkens et d'autres auraient alors tenté de supplanter leur ancienne coopérative en fondant une deuxième boulangerie socialiste qui sombra rapidement[21]. Ce qui est sûr, c'est que Defraiteur et Crama créent, eux, une ligue politique concurrente directe du groupe En Avant : le cercle Le Devoir. La lutte est désormais ouverte, elle va miner le POB de Verviers-ville durant plusieurs années et, entre Fluche et Defraiteur, tourner à la guerre personnelle qui ne cessera de la part du second qu'avec son décès en 1903.

Le 26 novembre 1889, des socialistes de la tendance Fluche créent avec un groupe de petits commerçants le Cercle des Capacitaires et des Censitaires dont le programme est l'union des petits commerçants et des ouvriers dans la lutte pour le suffrage universel d'une part, la représentation spécifique des intérêts de ces deux groupes sociaux au Conseil communal d'autre part. Ses objectifs sont le scrutin provincial d'avril 1890 et le scrutin communal partiel d'octobre suivant. Parmi les huit membres du Comité du nouvel organisme, on retrouve un des vérificateurs exclu de la boulangerie ouvrière, Julien Lambion, et de futures figures marquantes du socialisme local : Henri Renson, Alexandre Lallemand, Alfred Defaaz[22].

Fluche n'apparaît pas au premier plan, mais ce sont bien ses compagnons que l'on retrouve au printemps 1890 parmi les candidats présentés pour les provinciales. Si le Cercle n'a pas d'autre choix que le mécanicien Henri Renson comme candidat ouvrier, il hésite en effet pour représenter le petit commerce sur sa liste, entre trois anciens ouvriers amis de Fluche et devenus comme lui indépendants : Adolphe Gierkens, Roch Germay et un autre ancien de l'Internationale, Frédéric-Joseph Thiry, le fondateur du *Mirabeau* et des Francs-Ouvriers, rentré des Etats-Unis et réinstallé à Verviers comme fabricant de soies[23]. C'est

20. *Le Jour*, 5 et 6.3.1887.

21. *Courrier de la Vesdre*, 25.4.1897 : compte rendu d'un rapport présenté par la tendance Defraiteur au Congrès du POB de Gand (cette brochure de 24 pages, que nous n'avons pu retrouver, donnait une version des dissenssions survenues depuis 1887).

22. *Bulletin des Capacitaires et des Censitaires*, 19.4.1890.

23. *Idem.*

Gierkens qui sera finalement retenu et conduira ... à l'échec la liste démocrate aux provinciales.

Par sa nature, son programme et la personne même de son candidat Gierkens au moins, le Cercle des Capacitaires s'inscrit dans la droite ligne de l'alliance déjà conclue six ans plus tôt, pour les communales de 1884, entre commerçants et socialistes sous l'impulsion du cercle En Avant. Il y a donc chez les socialistes impliqués dans ce rapprochement de 1890 continuité dans une logique d'action électorale, et non pas nécessairement une volonté de nuire aux intérêts de la coopérative socialiste. Par contre, il est un fait que les combats communs aux côtés des commerçants vont encore éloigner un peu plus si besoin est ces socialistes déçus de la coopérative verviétoise - ou en tous cas de son gérant - et les animateurs de celle-ci. Au fil des mois puis des ans, la coopérative va devenir comme dans d'autres régions du pays le point central du contentieux entre socialistes et commerçants et apparaître comme un obstacle à l'alliance électorale recherchée.

Le phénomène n'est pas isolé : en 1891 à Charleroi, c'est l'hostilité des Chevaliers du Travail (puissant syndical local) aux coopératives qui permit l'organisation de meetings communs avec les commerçants pour le suffrage universel. A Dour, dans le Borinage, les socialistes freinent les désirs d'expansion de leur coopérative en espérant - en vain d'ailleurs - s'attirer les voix du petit commerce local[24]. Si on ajoute qu'à Verviers plusieurs militants socialistes de longue date ou de premier plan (Fluche, Gierkens, Germay, Thiry) sont eux-mêmes devenus, par la force des choses, aussi proches du petit commerce que du monde ouvrier et sont en désaccord avec la gestion de la coopérative locale, on a tous les ingrédients pour qu'un conflit idéologique s'inscrive peu à peu en filigrane des dissenssions internes et des querelles de personnes.

En octobre 1890, le Cercle des Capacitaires et des Censitaires présente quatre candidats pour le scrutin communal partiel : Gierkens et Renson à nouveau, tous deux censés représenter cette fois l'élément ouvrier sur la liste, flanqués de deux commerçants progressistes. Les candidats du Cercle sont appuyés par un journal paraissant pour la circonstance depuis janvier, *L'Echo de Verviers*, doublure locale d'un hebdomadaire du POB liégeois publié par le socialiste Théophile Blanvalet, *L'Avenir*, dont Fluche avait assuré à un moment la direction[25]. Fluche soutient d'ailleurs ouvertement la liste lors de son meeting préélectoral le 15 octobre, à l'Emulation : il y prend la parole au nom de la

24. S. Jaumain, *op. cit.*, p. 21.

25. F. Joris, *op. cit.*, p. 140.

Chambre syndicale de l'industrie lainière, après Léopold Lekeu, correspondant local du *Peuple* et futur conseiller provincial socialiste, qui s'exprime au nom du Groupe verviétois pour le suffrage universel[26].

Mais la liste du Cercle n'est pas seulement opposée à une liste libérale et une autre catholique. Les socialistes de la Ruche ouvrière ont également décidé de prendre part au combat, en présentant deux figures connues et respectées dans le mouvement ouvrier local : Alphonse Collard et Grégoire Plumhans ! Lutte fratricide, dispersion des forces, échec assuré : le Cercle des Capacitaires arrive en tête sur les candidats de la Ruche au premier tour, mais ceux-ci se désistent pour le deuxième tour en faveur ... des libéraux sous prétexte d'une union laïque contre la liste catholique. Au total, aucun candidat ouvrier d'aucune des deux listes ne sera élu à Verviers, alors que dans le même temps à Ensival, les socialistes obtiennent 55 % des suffrages, renforcent leur présence au Conseil par quatre conseillers supplémentaires et obtiennent ainsi la première majorité socialiste dans l'arrondissement - avant même la généralisation du droit de vote[27].

3. LE FOSSE SE CREUSE.

La lutte électorale de l'automne 1890 a été l'occasion pour la tendance Defraiteur d'organiser les divers groupes basés au local de la Ruche ouvrière au sein d'une Fédération verviétoise du POB : la boulangerie coopérative, le cercle politique Le Devoir, la mutualité socialiste et la Jeune Garde Socialiste principalement. La plupart des groupes des autres localités de l'arrondissement n'adhèrent pas à cette Fédération purement locale. Lorsque le septième Congrès annuel du POB se tient à Verviers, à la Ruche ouvrière, sous la présidence de Charles Picraux, les 28 et 29 juin 1891 - signe des temps, Verviers a été choisie en raison de la trop faible place que la région occupe alors au sein du Parti - la Fédération compte huit groupes : les syndicats des tisserands, des filatures, des métallos, des cordonniers et des peintres; la Ruche ouvrière et la boulangerie coopérative; le cercle Le Devoir. Les cercles de Dison (L'Aurore et la Fraternelle), d'Ensival et de Pepinster sont également représentés au Congrès.

27. Zumkir, *op. cit.*, p. 474.

Mais la tendance Fluche ne reste pas inactive après cette sorte de reconnaissance de Defraiteur par les autorités nationales du Parti. Au début de 1892, le cercle En Avant et son leader historique prennent une part active à l'agitation qui gagne le pays pour obtenir la révision constitutionnelle rendant possible l'octroi du droit de vote. Les militants verviétois parcourent les campagnes et créent des groupes partout où faire se peut, groupes qu'ils fédèrent ensuite en une organisation rivale : la Fédération d'arrondissement ! Lors d'un congrès commun au printemps 1892, les délégués de cette dernière (plus nombreux puisqu'elle compte plus de groupes) dominent ceux de la Fédération verviétoise - dont les effectifs sont plus importants mais répartis en moins de groupes puisque concentrés sur l'agglomération[28].

Deux Fédérations socialistes, bientôt deux journaux aussi[29]. En janvier 1892, Defraiteur propose au cercle Le Devoir la création d'un journal qui traitera des questions locales intéressant la classe ouvrière et fera pression sur les futurs élus de la Constituante en faveur de l'adoption du suffrage universel. Le premier numéro de *L'Union socialiste*, "organe hebdomadaire de la démocratie ouvrière de la vallée de la Vesdre", paraît le 7 février. De fait, il est indispensable de recréer un journal socialiste, à un moment où certains patrons profitent à ce point des divisions du POB et de la faiblesse des syndicats qu'ils n'hésitent pas à imposer à leur personnel, parfois sous peine de renvoi, la lecture de *La Gazette du Peuple* : on est retourné quarante ans en arrière, à l'époque de la diffusion à profusion de *La Feuille du Dimanche* et du patronat dans les ateliers verviétois, quand Fluche, gamin de onze ans, commençait sa carrière d'ouvrier !

Les principaux rédacteurs de *L'Union socialiste* sont Defraiteur lui-même, Linau Pirard et surtout Joseph Demoulin (qui signe Joseph Desauris) et Grégoire Plumhans. Ce dernier, principal rédacteur, est aussi l'imprimeur du journal dont les bureaux sont bien entendu basés rue du Collège, à La Ruche ouvrière. Pour la première fois depuis près de cinq ans, il existe donc à nouveau un hebdomadaire socialiste local. Or en juillet suivant, les adversaires de Defraiteur lancent à leur tour un journal : *La Libre Tribune*, organe de l'Union démocratique. Cette nouvelle association présidée par Roch Germay est un avatar du défunt Cercle des Capacitaires et des Censitaires, avec toujours pour mission de défendre les intérêts et l'union des ouvriers et des petits commerçants contre le grand capital à l'occasion de la conquête prochaine du suffra-

28. Bonaventure, *op. cit.*, p. 48.

29. Sur *L'Union Socialiste* et *La Libre Tribune*, voir F. Joris, *op. cit.*, p. 140-142.

ge universel. Lors de l'inauguration du local de l'Union démocratique, mi-juillet, Germay, Thiry, Defaaz et Pierre Fluche enfin prennent la parole pour exposer ce programme.

La Libre Tribune sera presqu'exclusivement l'œuvre de Thiry, qui a conservé toute sa verve d'antan. De nombreux articles de fond, signés du pseudonyme PAF qu'il employait déjà dans *Le Martinet*, prônent à nouveau la collectivisation du sol comme solution à la question sociale : "mettre les bras inoccupés sur les terres incultes pour faire disparaître la misère". Le journal développe constamment cette théorie datant des débuts de l'Internationale, mais il critique aussi certains aspects du programme du POB, attaque une partie de ses leaders nationaux, et surtout combat les coopératives présentées comme un obstacle à l'alliance avec le petit commerce - obstacle de surcroît sans profit réel pour les ouvriers mais entretenu en revanche à dessein selon Thiry par "des mangeurs de cotisations". Constatant les faiblesses des organisations syndicales chères à Fluche, le journal souhaite la constitution de syndicats neutres susceptibles d'attirer aussi les ouvriers chrétiens. Enfin, on retrouve sans doute encore la main de Pierre Fluche lorsque *La Libre Tribune* déplore l'acharnement de la presse socialiste sur l'anarchiste Pierre Schlebach, alors détenu en préventive à Liège.

Les critiques à l'égard de la coopération, tout comme la défense des anarchistes, n'ont rien d'étonnant de la part de Fluche ou de ses amis. On a vu pourquoi en ce qui concerne les coopératives locales. Concernant les anarchistes, on peut supposer que les trois principaux animateurs du journal, anciens fondateurs de l'Internationale, ne sont pas forcément hostiles aux francs-tireurs qu'ils furent eux-mêmes jadis (dans le cas de Germay et Thiry) ou aux idées révolutionnaires qui eurent à une époque leur préférence (dans le cas de Fluche). Quant aux chefs nationaux du POB, pour la plupart Bruxellois et Flamands, il n'y a plus beaucoup d'anciens de l'AIT parmi eux. Désiré Brismée est mort en 1888, César de Pæpe et le Liégeois Alfred Herman en 1890, Laurent Verrycken et l'Anversois Philip Cœnen en 1892 : tous avaient pris part à la fondation du POB ou rallié celui-ci; le Gantois Eugène Steens a cessé de militer depuis 1884 et Hins, rentré de Russie en 1880, se consacre à la propagande laïque.

A la tête du Parti Ouvrier, aux côtés des Bertrand, Anseele et Volders, apparaissent de jeunes intellectuels bourgeois qui ont nom Louis De Brouckère (22 ans en 1892) et surtout Emile Vandervelde, qui s'apprête à devenir le patron du POB. Celui-ci prend la parole pour la première fois à Verviers, à la Ruche ouvrière, le 18 mars 1891, à l'âge de

25 ans[30]. Fluche en a exactement le double et affiche un quart de siècle d'action militante : difficile d'accepter d'être mis sur la touche par une fraction du Parti et par de jeunes avocats bruxellois dans son propre fief.

Enfin, l'appel de *La Libre Tribune* à une renaissance syndicale autour de syndicats neutres - qui sera repris par Jean Roggeman huit ans plus tard seulement et permettra alors une relance inouïe du mouvement ouvrier verviétois - tient compte de la faible implantation des syndicats basés à la Ruche ouvrière, mais aussi de l'importance incontestable de la propagande anarchiste dans la classe ouvrière locale, et notamment, à cette époque, dans la jeunesse : en 1892, outre la Jeunesse libertaire créée en 1887, la ville lainière abrite aussi une Jeunesse révolutionnaire et une Jeune Garde libertaire, soit trois groupes de jeunes anarchistes en plus du cercle L'Etincelle[31]. Autre phénomène à ne pas négliger, auquel *La Libre Tribune* fait d'ailleurs allusion dans son appel au syndicalisme neutre : la création en février 1892 d'une Corporation des Tisserands d'inspiration démocrate chrétienne - nous allons y revenir[32].

Contrairement à *L'Union Socialiste* qui paraîtra de manière régulière, *La Libre Tribune* disparaît après une douzaine de semaines et autant de numéros. Mais en trois mois cet été-là, les excès de plume de Thiry dans sa critique des coopératives ont creusé encore un peu plus le fossé entre les deux fractions du socialisme verviétois[33].

4. CONQUETE DU DROIT DE VOTE ET ESSAI DE RELANCE SYNDICALE.

Fluche et les militants ralliés à la Fédération d'arrondissement - les groupes d'Ensival, de Hodimont, de Pepinster, Xhendelesse, Cornesse, Andrimont, Dison, Herve, Petit-Rechain, Dolhain et Lambermont notamment[34] - sont une fois de plus à la pointe du combat quand le POB décrète, au printemps 1893, la grève générale pour le suffrage univer-

30. AEL, *S.P.*, carton XIX, partie A, pièce n° 17.

31. J. Moulaert, *op. cit.*, p. 124.

32. J. Wynants, *Les origines de la démocratie chrétienne à Verviers*, Bruxelles, 1960, p. 17.

33. Ces excès seront encore plus graves lorsque Thiry, âgé et aigri, publiera *La Terre* en 1914.

34. R. Bonaventure, *op. cit.*, p. 51.

sel. Le 11 avril, la Constituante a rejeté celui-ci par 115 voix contre 26 lorsque le Conseil général du Parti Ouvrier déclare qu'il y a lieu de recourir à la grève générale immédiate - alors que celle-ci a déjà éclaté la veille chez les mineurs borains[35].

Depuis le début de l'année, les socialistes verviétois ont organisé plusieurs meetings pour préparer les esprit à l'éventualité de cette grève en fonction de l'évolution des travaux de la Constituante[36]. Le 10 avril, un meeting a rassemblé 300 à 400 personnes à la Ruche ouvrière. Le 12, le POB fait afficher des placards dans toutes les usines et distribue à profusion des tracts appelant à la grève, alors que des arrêts de travail se produisent déjà dans plusieurs établissements du centre industriel. Un cortège s'organise, parcourt les rues de l'agglomération, appelle partout à la cessation de travail. Le soir, deux meetings ont lieu simultanément.

Au Grand café de la Cascade, une salle plus que centenaire à proximité du pont des Récollets[37], Fluche fait un discours violent devant environ 300 personnes contre le gouvernement qui refuse d'accorder le droit de vote; Jean Davister parle après lui pour expliquer pourquoi les anarchistes ne croient pas aux vertus du suffrage universel ... Au même moment, rue du Collège, Picraux et Jean Malempré haranguent d'autres grévistes dans la salle de la Ruche ouvrière[38].

Le 13 avril, un cortège de 2.000 manifestants parcourt les rues, d'usine en usine. Rien qu'à Verviers-ville, les grévistes sont près de 3.000 le lendemain, 5.300 le 15, plus de 10.000 le 17 - la grève touche alors 250.000 travailleurs dans le pays ! - et près de 14.000 le 18 avril. A cette date, un accord est intervenu depuis la veille entre la plupart des patrons et les ouvriers pour tolérer la cessation du travail, et un arrêté du bourgmestre interdisant les manifestations a ramené le calme en ville. Près des six-dixièmes des travailleurs verviétois se croisent les bras, comme ailleurs dans le pays, pour faire pression sur les parlementaires. Comme en '86, aucun incident violent, aucune mort d'homme n'est à déplorer à Verviers, alors que sept ouvriers perdent la vie sous les fusils de la garde civique montoise à Jemappes le 17, cinq autres le lendemain sous les tirs des pompiers à Borgerhout, faubourg d'Anvers, et que des centaines de manifestants sont blessés dans des heurts avec les forces de l'ordre à Bruxelles et à Gand.

35. M. Liebman, *op. cit.*, p. 99.

36. Nous suivons ici R. Bonaventure, *op. cit.*, p. 83-86, sauf indications particulières.

37. M. Bedeur et P. Zagaglia, *op. cit.*, p. 25. Aujourd'hui détruite, elle se trouvait approximativement à l'emplacement de la fresque de Materne le long de la Vesdre.

38. AEL, *S.P.*, carton XXI, partie A, pièce n° 49.

Le 18 avril, sous la pression de la rue, la Chambre abolit enfin le régime censitaire et se rallie au principe du vote plural, c'est-à-dire la généralisation du droit de vote à tous les hommes mais avec l'octroi de voix supplémentaires aux pères de famille, aux "capacitaires" et surtout - privilège concédé à la fortune - aux plus riches propriétaires. La veille, les dirigeants nationaux du POB ont marqué leur accord sur ce compromis. Tous leurs efforts tendent ensuite à précipiter la fin de la grève en faisant avaler cette demi-victoire alors qu'ils ont mobilisé les esprits depuis des années autour du suffrage universel pur et simple[39]. Ce ne sera pas facile et la confusion est générale. A la Cascade, entre 16 et 17 heures le 18 avril, Linau Pirard, Jamar et surtout Fluche incitent les ouvriers à continuer la grève - alors qu'en début de soirée à la Ruche, Maigray, Collard et Gierkens préconisent la reprise du travail[40]. Les mêmes débats ont lieu ailleurs en Wallonie. Le travail reprend mais, de l'aveu du *Peuple* lui-même, à Verviers "la reprise s'est effectuée avec mécontentement et mauvaise humeur, le vote plural n'a déterminé aucun enthousiasme"[41]. En restant fidèle à ses convictions en la matière pendant le conflit, Pierre Fluche vient de marquer un point décisif aux yeux des ouvriers verviétois.

La grève générale a permis aux travailleurs verviétois de regoûter à l'exaltation du coude à coude dans la lutte pacifique et d'y puiser une énergie nouvelle. Le 24 mai, une cinquantaine de tisserands de la firme Houben cessent le travail pour des motifs salariaux. Leur mouvement fait tache d'huile dans des dizaines d'usines verviétoises : ils sont cinq cents grévistes le 29, un millier le 2 juin, plus de 1.500 le 6. Les patrons envisagent un nouveau taux salarial local, mais les grévistes le rejettent. Des incidents éclatent entre grévistes et "jaunes", la gendarmerie patrouille dans l'agglomération. Des négociations s'engagent dans divers établissements et aboutissent à des accords d'usine : fort de ces succès dispersés, mais réels en terme d'augmentation de salaires, le mouvement s'éteint graduellement entre la mi-juin et la mi-juillet[42].

Tout au long de la grève des tisserands, le populaire rédacteur du *Peuple*, Jean Volders, accouru de Bruxelles, Pierre Fluche et l'avocat démocrate-chrétien Henri Maquinay prêtent assistance aux grévistes. Ils prennent la parole ensemble le 6 juin au soir devant 1.200 personnes au Théâtre des Variétés, le 9 juin au Casino à Ensival, et le 28 juin à Dison

39. M. Liebman, *op. cit.*, p. 106.

40. AEL, *S.P.*, op. cit., pièce n° 44.

41. M. Liebman, *op. cit.*, p. 109.

42. R. Bonaventure, *op. cit.*, p. 108-110.

pour justifier la grève puis engager les derniers patrons récalcitrants à signer les accords en gestation[43]. Entre le journaliste bruxellois et l'avocat chrétien, Fluche est le seul à vraiment savoir de quoi il parle lorsqu'il évoque les conditions salariales des tisserands. Dans la foulée de sa position combative lors de la grève générale d'avril, son engagement actif dans ce premier grand mouvement de métier à Verviers depuis les grèves des métallos quelque vingt ans plus tôt, achève de ramener Pierre Fluche à l'avant-plan du combat socialiste dans la population ouvrière verviétoise.

43. AEL, *S.P.*, carton XXI, pièces n° 146, 147 et 153.

PREMIERES ELECTIONS, PREMIERES DECEPTIONS

1. LES DEMOCRATES CHRETIENS VERVIETOIS.

Fin mai et début juin 1893, pour soutenir les tisserands en grève, Pierre Fluche a pu compter sur l'appui actif du socialiste bruxellois Jean Volders, dont ce sera le dernier combat : dès septembre suivant le populaire rédacteur du *Peuple* commence à souffrir de troubles mentaux qui entraîneront sa mort en mai 1896 à la maison de santé de Schaerbeeck[1]. L'avocat démocrate-chrétien verviétois Henri Maquinay avait également pris la parole dans les meetings aux côtés de Fluche : ce fut le début d'une relation de confiance mutuelle puis d'amitié qui se prolongera plus de quinze ans entre les deux hommes.

Né en 1864, Henri Maquinay n'a pas trente ans lorsqu'il accepte en novembre 1892 de devenir, avec son confrère Henri Boland, de cinq ans son aîné et conseiller communal à Verviers, la cheville ouvrière d'un nouvel hebdomadaire militant : *Le Démocrate*[2]. Le journal est l'organe de l'Union Démocratique Chrétienne (UDC) de l'Arrondissement de Verviers, créée en 1892 suivant les préceptes de l'encyclique "Rerum Novarum" publiée l'année précédente par le pape Léon XIII. Le juge d'instruction Louis Thisquen est président de l'UDC et Henri Boland vice-président. Outre Henri Maquinay, un autre jeune avocat, Alphonse Collard-Bovy, prend part également à la vie de l'UDC et du *Démocrate*.

1. L. Bertrand, *op. cit.*, p. 46-48.

2. Nous suivrons ici J. Wynants, *Les origines de la démocratie chrétienne à Verviers,* Bruxelles, 1960, 60 pages, complété par P. Gerin, *Presse populaire catholique et presse démocrate chrétienne, op. cit.*, p. 184 à 199.

Tous ces docteurs en droit sont de sincères partisans du suffrage universel et, dans le cas de Maquinay surtout, de fougueux pourfendeurs des conservateurs de tous poils. A leurs côtés, à l'exemple de l'abbé Daens à Alost et de l'abbé Pottier à Liège, de jeunes prêtres prennent le risque d'enfin engager l'Eglise dans le combat pour la justice sociale, au risque de déplaire à leurs instances : l'abbé Auguste Cuppens, vicaire à St Joseph depuis 1888, s'est vu confier par l'abbé Pottier la direction réelle du journal, la direction apparente relevant du juge Thisquen; l'abbé Justin Moret, également vicaire à St Joseph, sera déplacé hors de Verviers en juillet 1893 après une série d'articles jugés inconvenants par le curé-doyen de St Remacle à Verviers, l'abbé Jean-Nicolas Wertz, farouche adversaire des démocrates chrétiens.

L'UDC ne se contente pas d'animer un journal et de prendre part à la lutte pour l'extension du droit de vote. Elle agit aussi sur le terrain syndical et crée des corporations de métiers chez les peintres, les cordonniers, les tailleurs (sous la direction de Laurent Movet), des syndicats agricoles sous l'égide d'Armand Collard-Bovy et des syndicats ouvriers chez les laveurs et surtout les tisserands. Le syndicat chrétien des tisserands de Dison, animé par Pierre Renard depuis février 1892, se révèle particulièrement dynamique, allant jusqu'à créer en son sein une coopérative de production en 1894. L'UDC est d'ailleurs fort active sur le terrain de la coopération, puisqu'elle crée une coopérative de consommation dès janvier 1893 ("L'Epargne") dont les magasins, gérés par Hauseux, sont installés rue de Heusy.

Comme vingt à vingt-cinq ans plus tôt les Francs-Ouvriers verviétois au sein de la Première Internationale, les démocrates chrétiens de la cité lainière font rapidement figure d'avant-garde sinon d'extrémistes dans les rangs de la toute jeune démocratie chrétienne belge. Lors du deuxième Congrès national de celle-ci en septembre 1893 à Bruxelles, l'abbé Cuppens et Maquinay plaident vigoureusement pour que l'affiliation à un syndicat soit décrétée obligatoire, que l'ouvrier puisse toutefois adhérer librement au syndicat de son choix, mais que tous les syndicats de toutes tendances soient par ailleurs regroupés en une seule fédération nationale ! Maquinay a beau insister sur le caractère indispensable de l'union de tous les travailleurs et Cuppens souligner que les ouvriers verviétois, plutôt favorables aux socialistes mais sans être antirelieux, sont effrayés par le nom "catholique" considéré comme synonyme de réactionnaire, rien n'y fait. Comme le POB à l'égard des anarchistes, la démocratie chrétienne belge a ses limites vis-à-vis des socialistes : les Verviétois sont battus par 145 voix contre 24.

C'est à l'occasion de la grève des tisserands du printemps 1893 que les démocrates chrétiens ont acquis cette conception moderne et sédui-

sante du syndicalisme, chère à Fluche, lorsque Maquinay a pris part à la lutte des tisserands aux côtés de ce dernier et de Volders dans plusieurs meetings communs. Ceux-ci n'étaient pas une nouveauté pour le jeune avocat. Le 10 décembre 1892, il avait représenté l'UDC à la salle Moxhet à Ensival dans un meeting tripartite en faveur du suffrage universel aux côtés de Jean Malempré pour le POB et de Bonjean pour les libéraux progressistes. Son discours en cette occasion en avait fait, déjà, une des "bêtes noires" de la presse catholique conservatrice locale. En avril 1894, Maquinay devait encore présider un meeting de solidarité au profit des briquetiers de Boom alors en grève, au cours duquel son confrère Henri Boland prit la parole pour les démocrates chrétiens après Pierre Fluche, une fois de plus, pour les socialistes.

Faute de figure aussi marquante que celle de l'abbé Daens faisant face au leader conservateur Charles Wœste à Alost, les positions en flèche des démocrates chrétiens verviétois et leur front commun avec les socialistes locaux n'ont pas eu dans le pays le même retentissement, et cependant plus tard le même Wœste évoquera dans un seul opprobre "les abus d'Alost et de Verviers", cependant qu'un observateur note à l'époque que *Le Démocrate* est le journal démocrate chrétien le plus "violent" du pays.

Mais nous sommes au printemps 1894 et les premières élections législatives au suffrage universel sont fixées au mois d'octobre : l'attitude de la démocratie chrétienne verviétoise à cette occasion va anéantir pour longtemps les efforts de ses animateurs.

2. UNION SACREE, CONTRAINTE ET FORCEE, CHEZ LES SOCIALISTES.

Dans la perspective du scrutin législatif, les deux tendances socialistes verviétoises effectuent un premier rapprochement en décembre 1893 : c'est le début d'un très lent processus de réunification qui durera cinq ans, avec des hauts et des bas. Lors d'un Congrès extraordinaire, une entente est conclue au moyen de la révision des statuts de la Fédération d'arrondissement : les groupes de la Fédération verviétoise sont intégrés dans celle-ci. Comme le journal *L'Union socialiste* avait été jusque-là l'organe de la seule tendance Defraiteur, sa disparition est également décidée pour favoriser la réunification. Le dernier numéro du journal paraît le 31 décembre 1893, pour être aussitôt remplacé par un nouvel hebdomadaire, *L'Organe ouvrier.* Celui-ci devait être "inspiré

par tous les militants du parti", sa propagande incombant à tous indistinctement.

Le premier numéro de *L'Organe ouvrier,* journal officiel de la Fédération socialiste de l'arrondissement de Verviers, paraît le 7 janvier 1894. Ses locaux se trouvent à La Ruche Ouvrière, son éditeur est Defraiteur. Mais la rédaction comprend des représentants des deux tendances du mouvement : anciens de la Fédération verviétoise tels Defraiteur et Demoulin, et fidèles de la Fédération d'arrondissement parmi lesquels principalement Jean Malempré et Mathieu Rahier[3]. Il n'est plus question de Grégoire Plumhans : à l'instar de Jean Volders, celui-ci commence à souffrir d'une maladie qui lui fait perdre la raison au début de 1895, alors qu'il n'a pas encore quarante ans. Trois ans plus tard, Plumhans mourra à l'hospice d'aliénés de St Trond, toujours entouré par ses amis du POB[4].

Pierre Fluche pour sa part ne gère plus un café Mont du Moulin. Il a quitté l'ancienne maison Douha pour tenir un simple comptoir non loin de là, le long du canal des usines, au 6, quai des Maçons[5], à son carrefour avec la rue de la Halle[6]. Ce coin de Verviers aujourd'hui totalement méconnaissable se trouvait à l'emplacement de l'actuelle esplanade dite "Terre Hollande" et la rue de la Halle, commençant derrière l'ancien bâtiment de la loge maçonnique, courait parallèlement entre les rues du Collège et Coronmeuse. C'est donc là où se trouve aujourd'hui la galerie abritant l'entrée de la Poste que Fluche poursuit sa carrière de "mastroquet", selon une expression de l'époque. Dans l'espoir de permettre à sa femme, de plus en plus souvent malade avec l'âge, de prendre du repos en dehors de l'air vicié de la ville, Pierre a bien tenté de recommencer son ancien métier de tisserand, mais il ne parvient pas à 53 ans à s'adapter aux métiers mécaniques et les patrons ont eu un malin plaisir à ne lui proposer que les tâches plus ingrates refusées par d'autres. Il reste donc derrière son comptoir.

Le correspondant verviétois de *La Réforme* décrit alors en ces termes le quotidien du leader socialiste : "Ainsi, de toute la journée, c'était chez lui une procession ininterrompue de gens qui venaient accourir à sa vieille expérience. Et toujours, avec le même souci d'intégrité, avec une complaisance que rien ne lassait, il fournissait sans grimoire et sans code, le renseignement demandé. Il était, en un mot, l'avocat,

3. F. Joris, *Presse verviétoise de 1850 à 1914,* p. 142-143.

4. *Le Devoir,* 19.3.1898.

5. P. Fluche à V. Dave, lettre du 9.8.1894.

6. *La Réforme,* 14.12.1896.

le conseiller, le guide des ouvriers dont il possèdait l'inaltérable confiance"[7]. De manière plus prosaïque, Pierre confie à son vieil ami Dave que son épouse et lui sont donc "cloués pendant 15 à 16 heures par jour dans une petite boîte de quelques mètres carrés (où leur) vie s'écoule bêtement à écouter des histoires du matin jusque minuit"...[8]

Pas question d'aller rendre visite à Dave avec les faibles revenus qu'il tire de son commerce, mais au moins Pierre est-il libre et disponible non seulement pour prêter une oreille apparemment attentive à ses clients mais surtout pour continuer le combat socialiste. Le centre vital du POB s'est lui aussi légèrement déplacé au cœur de Verviers. En 1893, à l'expiration de leur bail d'occupation du café des "Mille colonnes" rue du Collège, les socialistes de la coopérative ont entamé rue du Gymnase la construction d'une vaste Maison du Peuple inaugurée le 13 mars 1894. Le nouveau local socialiste est en forme d'équerre et comporte deux étages. Particulièrement soignée, la façade porte à son sommet une statue de la Liberté et des allégories de l'Agriculture et de la Moisson encadrent un grand balcon pour rappeler la vocation principale de boulangerie coopérative. Une grande cour de 1.200 m^2 reste libre entre les deux branches de l'équerre. Les bâtiments couvrent 450 m^2. La Fédération socialiste, les groupes syndicaux, culturels et autres y louent des bureaux. Au-dessus du café, la grande salle mesure 15 mètres sur 20, avec une vaste scène et une galerie de trois mètres de large. L'aile du fond de la cour contient le moulin à vapeur, la boulangerie mécanique, la fabrique de pain d'épices, les écuries et les magasins[9].

L'inauguration rassemble 4.000 personnes et de nombreux orateurs de tout le pays, dont Vandervelde : "Il y a quelques jours, je me trouvais à Londres chez Frédéric Engels, le compagnon de Karl Marx. Il me demanda ce que nous devenions en Belgique et me parlant de Verviers, boulevard de l'ancienne Internationale, il voulait savoir si le mouvement n'y avait pas faibli. Je lui ai répondu que nous inaugurions aujourd'hui un palais dans cette ville où l'Internationale avait été si forte"[10]. De fait, la construction de la rue du Gymnase, imposant témoin des "œuvres" chères à une des tendances du Parti, est à la mesure des monuments que feront construire les socialistes bruxellois ou gantois cinq et six ans plus tard : Maison du Peuple de Horta en 1899, "Ons Huis" du Vooruit en 1900.

7. *Idem.*

8. Fluche à Dave, 9.8.1894.

9. Bedeur et Zagaglia, *op. cit.*, p. 129 à 133.

10. Cité dans *Le mouvement ouvrier socialiste à Verviers 1885 - 1960, op. cit.*, p. 33.

Dans leurs locaux tout neufs, les socialistes préparent fiévreusement les premières élections législatives au suffrage universel. Un pool est organisé le 5 août. Le cercle Le Devoir y présente le leader gantois Edouard Anseele mais il ne sera pas retenu : sans doute est-ce une conséquence des dissensions qui ont nui au mouvement durant les sept dernières années. L'Ensivalois Jean Malempré, qui réunit 1.210 suffrages sur 1.225 votants[11], a obtenu le soutien de Pierre Fluche[12]. Il conduira la liste, suivi par l'ancien cofondateur du cercle En Avant, Adolphe Gierkens, le tisserand disonais Jean Dauvister et un cultivateur de Dolhain, Thomas Niezette.

Fluche lui-même a refusé d'être candidat, malgré les demandes des groupes de Verviers, de Pepinster, de Cornesse et de Petit-Rechain. Il pourrait orienter le pool à sa guise et en sa faveur puisqu'il a avec lui outre tous les groupes socialistes des campagnes, les syndicats des tisserands (2.000 membres), des cordonniers et des mouleurs, la Fédération des mutuellistes (3.000 membres), les Pharmacies populaires (1.500 affiliés), une vingtaine de syndicats d'usines, sans compter - s'il se présentait - l'appui d'une partie du petit commerce local.

Mais Pierre est alors décidé à n'accepter aucun mandat. D'une part il n'entend pas soumettre sa candidature aux votes de ceux qui l'ont attaqué pendant tant d'années, mais surtout il ne souhaite pas cautionner par sa personne la liste socialiste alors qu'il est intimement convaincu qu'il vaudrait mieux, pour le progrès de la démocratie, qu'elle soit vaincue : "A tout prendre, écrit-il à Dave, il serait bon que nous fussions battus à plate couture, les ouvriers pourraient alors savoir par expérience que le système plural n'est qu'une farce et toutes les forces démocratiques se trouveraient dans la nécessité de s'unir pour obtenir le pur et simple, en montrant les dents bien entendu. S'il n'en est pas ainsi, nous en aurons pour une vingtaine d'années au moins avec le plural et pour tout potage quelques députés socialistes qui, malgré toute leur énergie et leur vaillance, ne feront absolument rien"[13]. Ce qui sera exactement le cas ...

11. R. Bonaventure, *op. cit.*, p. 66-67.

12. *Union libérale,* 4.10.1898, citant *La Bataille.*

13. Fluche à Dave, 9.8.1894.

3. LA VICTOIRE SOCIALISTE D'OCTOBRE 1894.

Quatre listes sont en présence le 14 octobre 1894 : socialistes, libéraux doctrinaires, libéraux progressistes et catholiques. Quatre listes et non cinq : après avoir décidé en août de lutter seuls, les démocrates chrétiens ont accepté sans enthousiasme, sous diverses pressions, de faire alliance avec les catholiques conservateurs. Aux côtés d'Armand Simonis, représentant on ne peut mieux le grand patronat verviétois, c'est l'abbé Pottier en personne, la figure de proue de la démocratie chrétienne en Wallonie, qui tentera d'attirer les voix ouvrières au nom de l'UDC. Funeste erreur. Les socialistes auront beau jeu de dénoncer la "trahison" des démocrates chrétiens, et ils redoubleront d'énergie contre Pottier durant la campagne électorale - tant par crainte du danger encore inconnu que représente la démocratie chrétienne que sous l'effet de la colère contre le "double jeu" de celle-ci. Le chahut et le sabotage en règle des meetings de Pottier par les socialistes, les manifestations ouvrières contre l'abbé, seront les faits les plus marquants d'une campagne électorale particulièrement agitée.

Le scrutin mobilise près de 36.000 électeurs, dont 13.000 disposant de deux ou de trois voix : cette minorité totalise plus de 32.000 voix soit près de 60 % des votes face aux 22.700 suffrages des électeurs à une voix. Au Sénat, ce sont 63 % des votes que les 13.000 électeurs à deux et trois voix détiennent ! Au premier tour, le 14 octobre, les quatre candidats catholiques à la Chambre obtiennent en moyenne 18.400 voix, les socialistes 15.600 (mais Malempré rassemble 18.000 suffrages, contre 18.085 à l'abbé Pottier), les libéraux 10.000 et les progressistes 7.000. Au Sénat, le libéral Lejeune-Vincent est élu mais il y a ballotage pour le second siège entre son colistier Peltzer et le catholique sortant Armand Simonis. En vue du second tour, les libéraux appellent à voter pour le POB dans un esprit d'alliance anticléricale : les quatre candidats socialistes sont élus par environ 28.000 voix contre 22.000 pour la liste catholique. Au Sénat par contre, Armand Simonis l'emporte contre Peltzer : le report des voix socialistes sur la liste libérale n'a pas été aussi net. Le POB s'en repentira quatre ans plus tard.

Mais en ce soir du 21 octobre 1894, où vingt-huit députés socialistes ont été élus en Wallonie (dont plusieurs Flamands et Bruxellois), c'est l'euphorie à la Maison du Peuple : deux tisserands, un cafetier, un ouvrier agricole vont occuper à la Chambre les sièges jusqu'ici monopolisés par les grands industriels de la place.

Chez les démocrates chrétiens par contre, la défaite est lourde de conséquences, et l'on se mord les doigts d'avoir accepté l'alliance avec

les conservateurs à la suite d'une intervention épiscopale. Les hommes de l'UDC sont pour longtemps discrédités. En novembre, Henri Boland écrit à l'évêque de Liège : "La démocratie chrétienne est bien malade à Verviers comme à Liège, la plupart des ouvriers même catholiques, même certains membres de patronages sont allés aux socialistes. Beaucoup de cultivateurs ont fait de même (...). L'alliance avec les conservateurs nous a discrédités. Nous risquons de perdre le peu de confiance que certains ouvriers catholiques ont encore dans la démocratie chrétienne si Monsieur l'abbé Daens se retire à Alost devant l'homme exécré de la classe ouvrière Monsieur Wœste. Hier soir, nous avons été effrayés d'entendre de braves ouvriers à ce sujet, ils nous ont carrément déclaré que si Monsieur Daens était forcé de se retirer, c'en était fait de la démocratie chrétienne, que l'on disait déjà que l'Eglise prenait toujours le parti du fort contre le faible"[14].

Le curé-doyen de Verviers prend en tout cas, lui, le parti des catholiques conservateurs qui combattent désormais ouvertement l'UDC et son journal. Des mesures sont prises : prêtres déplacés, blâmes, interdits. L'évêché recommande une "certaine réserve" à l'égard du mouvement démocrate chrétien et de son journal qui perd ainsi son réseau de correspondants et de diffuseurs, en même temps que les syndicats et coopératives de l'UDC sont désertés par des ouvriers dégoûtés. L'abbé Pottier rompt avec les Verviétois en 1895, tandis que Boland et Maquinay donnent une impulsion de plus en plus anticapitaliste au journal. Du côté conservateur, Pierre Limbourg se déchaîne dans sa *Gazette du Peuple* tout en s'efforçant de mettre en place, selon ses propres termes, "des simulacres de syndicats, joujoux à la mode"[15]. Exténués, Boland et Maquinay mettent un terme à la carrière du *Démocrate* à la fin de 1895 et la démocratie chrétienne, espoir déçu, s'endort pour plusieurs années en bord de Vesdre.

En revanche, les anarchistes verviétois gardent le moral, eux ! Faut-il dire qu'ils sont restés à l'écart de ce qu'ils qualifient de duperie électorale ? Au contraire, les années '92-95 sont celles des premiers attentats anarchistes : au printemps 1892, presque en même temps que Paris où frappe alors Ravachol, la Ville de Liège connaît une série d'attentats à la bombe. Leurs auteurs, et notamment Jules Moineau qui impressionne et suscite les sympathies par la cohérence de son attitude, sont lourdement condamnés. La surveillance policière devient extrêmement étroite. L'arrêt de la grève générale après l'obtention du vote plural en

14. Cité par P. Gerin, *op. cit.*, p. 185.

15. Cité par P. Gerin, *op. cit.*, p. 195.

1893 est une défaite pour la propagande anarchiste. Il n'y aura pas de bombes à Verviers, certes, mais dans ce contexte difficile pour les révolutionnaires, les Verviétois vont encore s'affirmer parmi les plus opiniâtres pour poursuivre la propagande écrite et les plus radicaux pour approuver ouvertement la "propagande par le fait" - c'est-à-dire le terrorisme[16].

Le 1er avril 1894, les anarchistes verviétois commencent la publication d'un nouveau bimensuel de combat, *Le Plébéien*[17]. Son but ? Créer des révoltés. Les groupes doivent se former spontanément en vue d'actes de propagande, se désagréger et se reformer suivant les besoins : tactique respectueuse de l'autonomie de l'individu, faisant de l'armée anarchiste une masse (?) anonyme et insaisissable. *Le Plébéien* peut publier quatre numéros sans encombre, en avril et mai 1894. Il y loue la "propagande par le fait", quelque soit l'acte posé par le militant, et dans cette optique fait l'apologie de l'attentat de Vaillant contre l'Assemblée nationale à Paris en décembre 1893.

Après cette incitation à la violence, la police visite les domiciles de tous les militants soupçonnés de collaborer au journal : un d'eux croit bien faire en détruisant alors tous les exemplaires du cinquième numéro, qui contient un nouvel article de la même veine. C'est ensuite l'imprimeur de la feuille qui, sur les "conseils" des autorités judiciaires, détruit à son tour le numéro six à peine sorti de presse. Les anarchistes dénichent un nouvel imprimeur et lui portent la copie du numéro sept le 26 juin, soit le surlendemain de l'assassinat du Président français Sadi Carnot par l'anarchiste italien Casério : l'imprimeur ne prend pas le risque de tirer le journal. Comme un autre organe anarchiste (*L'Idée*) va paraître à Bruxelles, les Verviétois renoncent provisoirement au *Plébéien* après ces trois échecs.

Le Plébéien reparaît en janvier 1895 pour compenser la disparition de *L'Idée*. Il n'a guère varié ni dans ses principes ni dans son admiration pour Ravachol, Vaillant, Casério, mais il prône néanmoins une réorientation de la propagande vers les masses, dans le cadre syndical notamment. Fait nouveau, les rédacteurs sortent de l'anonymat : Hubert Sevrin et Jean Bosson, tous deux d'Ensival, sont les principaux rédacteurs de la feuille, dirigée par le premier. Le journal paraît régulièrement jusqu'à la fin de l'année, soit vingt-cinq numéros en douze mois : c'est la plus importante tribune anarchiste, la seule paraissant alors en Belgique, dans laquelle les auteurs s'expriment avec une rare violence.

16. Moulaert, *op. cit.*, p. 180-181.

17. Pour la presse anarchiste des années 1894-1896, cf. F. Joris, *op. cit.*, p. 170-172.

Accueillant des textes de Kropotkine, Louise Michel, Jean Grave, *Le Plébéien* a une diffusion nationale et même internationale.

En accord avec les groupes de Liège et de Bruxelles, *Le Plébéien* cède la place en janvier 1896 à *La Débâcle sociale* qui doit être davantage une œuvre collective que verviétoise, bien que toujours sous la direction d'Hubert Sevrin. *La Débâcle* devient même hebdomadaire en mars. Mais dès avril, les magistrats de Verviers inculpent Sevrin pour des articles parus dans les premiers numéros. Certain d'avance de sa condamnation, Sevrin insiste pour que ses compagnons tentent de maintenir le journal en vie après celle-ci. Mais *La Débâcle sociale* est interdite en même temps que Sevrin est condamné, en juin, à quatorze mois de prison pour provocation au meurtre et au pillage. En décembre suivant, Jean Bosson tente bien d'assurer la relève en publiant *La Vérité* mais celle-ci ne tiendra que durant quelques semaines et c'en sera fini ensuite pour près de dix ans de la dynamique presse anarchiste verviétoise.

4. NOUVELLES TENSIONS INTERNES ET NOUVELLES LUTTES SOCIALES.

Autant que le vote libéral au second tour, l'unité d'action des socialistes verviétois avait bien sûr contribué à l'élection des quatre députés ouvriers. Les conflits de tendances et de personnes vont pourtant resurgir très peu de temps après. Dès juillet 1894 d'ailleurs, de nouveaux signes de mésentente étaient apparus lorsque Defraiteur cessa de collaborer à *L'Organe ouvrier* et fut remplacé comme éditeur par Henri Pirard. En décembre, les groupes de l'ancienne Fédération verviétoise reprirent leur autonomie en payant directement leurs cotisations au Conseil général du POB et non à la Fédération d'arrondissement.

Au début de 1895, de nouveaux incidents opposent Fluche à ses adversaires. Dans une assemblée du Parti, Joseph Demoulin et François Crama vont jusqu'à accuser Fluche et son épouse d'avoir tenu une maison clandestine de débauche lorsqu'ils habitaient Mont du Moulin, accusation actée dans un procès-verbal aussitôt adressé "pour suite utile" à la direction du Parti à Bruxelles. Cela vole bas ! Ulcéré, hors de lui parce que l'on s'en est pris à sa femme, Fluche gifle en public un de ses accusateurs et intente un procès en diffamation à Demoulin et Crama. Rappelé à l'ordre, presque menacé d'exclusion, Pierre enrage contre ce Parti qui laisse un contremaître de La Lainière (Joseph Demoulin), aux

ordres de l'échevin libéral Jean Tasté (qui dirige la grande usine textile), fomenter une nouvelle scission dans les rangs socialistes locaux à quelques mois des premières élections communales au suffrage universel prévues pour novembre[18].

De fait, Defraiteur et ses acolytes font reparaître en février 1895 leur *Union socialiste*, pour défendre les institutions économiques du parti contre d'éventuelles attaques de leurs frères ennemis. Verviers compte donc deux hebdomadaires socialistes : c'est la manifestation la plus évidente de la division du mouvement entre deux tendances. Que représentent l'une et l'autre ? La Fédération d'arrondissement a à sa tête les quatre députés et Fluche, et elle comprend une dizaine de groupes à Verviers même et une vingtaine dans les communes voisines. La Fédération verviétoise, dissidente, rassemble autour de Defraiteur, Demoulin et Crama une quinzaine de groupes uniquement verviétois, parmi lesquels le plus important est la boulangerie coopérative. La Fédération verviétoise se cantonne évidemment à la Maison du Peuple de la rue du Collège, propriété de la coopérative. Par contre, dès avril 1896, les groupes de la Fédération d'arrondissement abandonneront celle-ci et ils disposeront même de leur propre local à partir de septembre 1897 : "Le Peuple" situé en haut de Crapaurue, à l'angle de la rue de Heusy.

Le journal officiel de la Fédération d'arrondissement, *L'Organe ouvrier*, fera vite place à un autre titre. En avril 1895 en effet, son gérant Henri Pirard est condamné à deux mois de prison pour un article paru un janvier : la répression de la presse n'est pas un vain mot en ces temps ! Le journal doit cesser de paraître après cette condamnation, mais il est aussitôt remplacé par *Le Parti ouvrier*. Mathieu Rahier, qui a été nommé secrétaire permanent de la Fédération socialiste en janvier (grâce aux cotisations versées par les quatre députés) est choisi comme éditeur, administrateur et rédacteur en chef du nouveau journal dont les principaux collaborateurs sont Jean Malempré, Henri Pirard et toujours Pierre Fluche[19].

Bien que ce dernier commence à se sentir trop vieux et souffre d'une bronchite chronique qui l'empêche fréquemment de parler à son aise - "la propagande me tue" avoue-t-il[20] - il prend une part active à la lutte pour la révision de la loi électorale communale dans un sens démocratique, prévue au programme de la Chambre élue en octobre 1894. Il parle le 25 janvier en soirée, devant une salle comble, au Théâtre des

18. Lettre de P. Fluche à V. Dave, 10.2.1895.

19. F. Joris, *op. cit.*, p. 144.

20. Fluche à Dave, 10.2.1895.

21. *A.E.L.*, S.P., partie I, carton XXIII A, pièce 2.

Variétés rue de la Montagne[21], mais dans les semaines qui suivent ce sont davantage Mathieu Rahier, Henri Pirard et son frère François, ainsi que les députés Malempré, Dauvister et Gierkens, que l'on retrouve sur la brêche[22].

C'est en avril que le Parlement discute de la nouvelle loi communale, surnommée par les socialistes "loi des quatre infamies" selon le mot d'Edouard Anseele. Les nouvelles conditions pour être électeur étaient telles en effet que le nombre d'ouvriers pouvant voter à la commune était inférieur à celui des électeurs pour les législatives; les classes aisées disposaient en outre non de deux ou trois voix comme aux législatives, mais de trois ou quatre; de plus, la représentation proportionnelle s'appliquait là où aucune liste n'obtenait la majorité absolue, ce qui garantissait au parti catholique une représentation dans les Conseils de toutes les villes; en revanche, là où une liste obtenait la majorité des suffrages, la représentation proportionnelle ne jouait plus ce qui conférait un pouvoir sans partage aux catholiques dans la plupart des communes rurales ![23]

Malgré le caractère particulièrement antidémocratique de cette loi électorale même dans le contexte du vote plural, le POB n'ose pas décréter la grève générale pour s'y opposer et préfère jouer le jeu parlementaire - et perdre. Les esprits sont pourtant échauffés. Le 3 avril à Verviers, 2.500 personnes s'entassent dans la salle du Théâtre des Variétés pour y entendre les frères Pirard, Léopold Lekeu, Henri Maquinay (qui poursuit son "flirt" avec les socialistes) et un Pierre Fluche en verve qui retrouve ses accents de jeunesse pour déclarer que les bourgeois qui ont fait tirer sur des ouvriers à Renaix pourraient subir la loi du talion ! Mais l'assemblée attend en vain le retour de Bruxelles des quatre députés socialistes, qui préféreront ne pas venir annoncer eux-mêmes aux militants survoltés que le Conseil général a renoncé à la grève générale ...[24]

Or les travailleurs verviétois sont plutôt combatifs en ce printemps 1895[25]. Au mois de mars, un conflit a éclaté contre la généralisation du tissage à deux métiers à la fabrique Simonis : les tisserands sont très hostiles à ce nouveau mode de travail qui les oblige à surveiller simultanément deux métiers au lieu d'un pour le même salaire, ce qui im-

22. *A.E.L.*, S.P., partie I, carton XXIII A, pièces 6 à 8.

23. L. Bertrand, *op. cit.*, p. 49.

24. *A.E.L.*, S.P., I, XXIII, A, pièce 10.

25. Pour les grèves du printemps 1895, nous suivrons ici L. Dechesne, *L'Avènement du régime syndical à Verviers*, Paris, 1908, p. 104 à 108.

plique nécessairement la fabrication d'articles plus simples exigeant moins l'intervention du tisserand, dont le savoir-faire devient superflu. De vains pourparlers aboutissent fin mai au lock-out du millier d'ouvriers de chez Simonis et à leur défaite, mais la question a mobilisé et revigoré la Fédération des tisserands.

En avril, dans la foulée de l'agitation socialiste autour de la nouvelle loi électorale, les rattacheurs se mettent en grève en exigeant un salaire minimum de 2,50 francs. L'arrêt de travail de ces jeunes ouvriers chargés de rattacher les fils qui se brisent pendant le fonctionnement du métier dans les filatures de laine, entraîne celui des fileurs dont ils sont les aides. Les grévistes sont très vite 1.700 dans l'agglomération. Le 11 avril, les patrons décrètent le lock-out de toutes les filatures pour une semaine, puis pour une deuxième, enfin pour une troisième quand il y a plus de 3.000 grévistes. Dans un meeting en front commun avec les anarchistes au Théâtre des Variétés rue de la Montagne, le 16 avril, Pierre Fluche prenant la parole après Jean Bosson encourage les grévistes à poursuivre leur combat[26]. Le mouvement faiblit cependant après le 1er mai : 1.849 grévistes le 3, 1.304 le 7, et reprise générale le 13 aux anciennes conditions après une ultime menace patronale et quatre semaines d'arrêt général[27].

Le 10 juin, les ouvriers de La Lainière à Verviers, de La Vesdre à Andrimont (Renoupré), du peignage de l'Ile Adam à Lambermont et de la fabrique Petit à Ensival, soit plus de 1.300 travailleurs, arrêtent simultanément le travail pour obtenir une augmentation de salaire. Ils rentrent dans leurs ateliers sept jours plus tard sans avoir rien obtenu[28]. Nouvelle grève mi-octobre à Ensival contre le tissage à deux métiers, nouvelle intransigeance patronale, et l'état de conflit latent se prolonge ainsi tout le long de l'année dans les usines verviétoises.

Fluche dénonce avec force en octobre l'inertie coupable (mais idéologiquement logique ...) des échevins libéraux qui ont laissé s'affronter durant des mois patrons et ouvriers, et les seconds souffrir, sans tenter la moindre conciliation préventive mais en mettant au contraire de facto, par leur abstention, leur poids de magistrats publics dans la balance patronale. Il a alors cette image qui fera mouche pendant la campagne électorale pour les communales qu'il place sur le terrain de la lutte des classes : "la grève est une mangeuse d'enfants comme la guerre est une mangeuse d'hommes ! C'est la désolation dans le foyer, c'est la fami-

26. *A.E.L.*, S.P., I, XXIII, partie A, pièce 12.

27. *A.E.L.*, S.P., I, XXIII, partie B, pièces 55 à 60.

28. *A.E.L.*, S.P., I, XXIII, partie B, pièces 61 et 62.

ne, c'est la mère qui pleure, l'enfant qui demande du pain ! Nous en avons souffert, nous aussi, lorsque nous fûmes renvoyés de l'usine, coupables d'avoir pris à cœur les intérêts des ouvriers, leur dignité et leur salut dans l'avenir"[29].

5. LES SOCIALISTES A L'ASSAUT DE L'HOTEL DE VILLE.

C'est dans un climat social tendu que les socialistes s'attellent à la besogne électorale à partir de l'été. Fluche parle le 21 juillet en compagnie de Janson devant 1.500 personnes dans la vaste salle du Manège[30] - agrandie et rénovée en janvier 1892 selon les plans de l'architecte Charles Thirion[31]. Dix jours plus tôt en Gérarchamps, avec Léopold Lekeu, il a plaidé pour que les démocrates fassent alliance pour s'emparer de la majorité à l'Hôtel de ville afin d'y accomplir des réformes d'intérêt immédiat pour les ouvriers[32]. Le 28 août aux "Mille colonnes", à l'occasion de la sortie de prison d'Henri Pirard, on rappelle les "glorieux précédents" des condamnations pour délit de presse de Toussaint Malempré et de Pierre Fluche à l'époque de l'Internationale, puis ce dernier donne le ton de tous les discours en exhortant à nouveau à l'union ouvrière pour le scrutin de novembre[33].

L'union électorale, il faut d'abord la réaliser au sein du POB. Une entente au moins de façade est recherchée entre les deux tendances socialistes alors que les dissidents de la Fédération verviétoise, leurs œuvres, leurs chefs et leur journal viennent d'être attaqués violemment par un nouveau bimensuel, *La Défense,* dans lequel *L'Union socialiste* a cru pouvoir reconnaître aussitôt la plume de Thiry, Germay et Fluche.[34] En septembre, un Congrès régional détermine les bases de l'accord, en acceptant l'autonomie des deux Fédérations et en distribuant d'égale manière entre elles les places sur la future liste socialiste à Verviers. Pour favoriser sinon l'entente au moins son apparence, *La Défense* et *L'Union socialiste* doivent disparaître, *Le Parti ouvrier* pouvant seul subsister. C'est manifestement à contrecœur que Defraiteur et

29. *Le Jour*, 24.10.1895.

30. Fluche à Dave, 22.6.1895 et *Le Jour,* 22.7.1895, p. 1 et 2.

31. Bedeur et Zagaglia, *op. cit.,* p. 135.

32. *Le Jour*, 11.7.1895, p. 2.

33. *Le Jour,* 29.8.1895, p. 2.

34. F. Joris, *op. cit.,* p. 145.

Demoulin renoncent pour la seconde fois à la publication de leur hebdomadaire[35].

En octobre, les grandes manœuvres se déploient pour mettre en place, à l'instigation de Pierre Fluche, une liste unique rassemblant toutes les forces démocratiques. Les meetings publics se succèdent : le 20 octobre au Globe rue du Collège (à l'emplacement du futur cinéma Pathé aujourd'hui disparu)[36], les socialistes discutent avec la Fédération des sociétés commerciales et les démocrates chrétiens. Le lendemain à la Maison du Peuple et aux "Mille Colonnes", les deux Fédérations socialistes acceptent le principe de l'alliance avec les progressistes et les commerçants. Le 1er novembre, l'UDC repousse l'alliance qui rassemblera, finalement, les deux tendances du POB, les libéraux progressistes et une association de petits commerçants, sous le nom de Concentration démocratique[37].

Malgré la défection des démocrates chrétiens, malgré les divisions socialistes étalées au grand jour depuis des années, malgré l'intensité de la propagande anarchiste, malgré l'iniquité de la loi électorale, Fluche, comme tout le POB local, est convaincu que la Concentration peut emporter la majorité absolue au Conseil communal et gérer la ville avec, enfin, le souci d'améliorer le quotidien de la classe ouvrière[38]. Il prend la tête de la liste puisque le combat cette fois en vaut la peine, obtient que Defraiteur, Demoulin ou Crama ne puissent y figurer, et, pour son premier combat électoral, jette toute la fougue de son éloquence dans la bataille au cours de trois meetings fameux, les 7, 13 et 15 novembre 1895 devant des salles combles[39]. Lors du premier d'entre-eux, à l'Emulation, la foule est si compacte dans la salle du premier que l'on doit donner un autre meeting simultanément dans le café du rez-de-chaussée.

Les observateurs ne s'y trompent pas : la lutte se circonscrit entre la liste conduite par le chef historique du mouvement ouvrier verviétois trente ans après ses premiers pas de militant, et les conservateurs. Le journal satirique *Le Pont de Polleur*, qui a titré "Pas de socialistes à l'Hôtel de ville", publie une caricature de Fluche à son comptoir ceint de l'écharpe de bourgmestre[40].

35. F. Joris, *op. cit.*, p. 146.

36. Bedeur et Zagaglia, *op. cit.*, p. 207.

37. *Le Jour*, 21, 22, 23, 28 et 31.10.1895.

38. Cf. Henri Angenot dans *Le Jour* du 7.10.1899 : "Il y a 4 ans (...) nous pensions qu'une liste réunissant tous les démocrates devait arriver à la majorité absolue."

39. *Le Jour*, 8, 14 et 16.11.1895.

40. *Le Pont de Polleur*, 3.11.1895, p. 4.

Le pouvoir à la commune mais pour quoi faire ? Chaque soir, un Fluche en grande forme explique, longuement, à la foule électrisée, ce que pourraient être grâce aux démocrates l'intervention des autorités locales dans les conflits du travail, l'amélioration de l'instruction publique, la création de cantines scolaires, la formation des adultes, les emplois communaux accessibles à d'autres qu'aux francs-maçons, l'exploitation publique et non plus par le privé des grands services publics tels l'éclairage ou les tramways urbains ... Grandi par la colère, il fustige dans un morceau de bravoure les libéraux doctrinaires qui font bloc avec les catholiques contre la Concentration démocratique. Ecoutons-le.

"Votre testament nous est connu, il est l'incarnation même de l'égoïsme, c'est vous qui voulez le maintien des bas salaires, qui protégez les patrons malhonnêtes, qui avez fait tout le tort possible aux ouvriers en signalant dans vos journaux le nom des malheureux qui s'étaient fait remarquer dans les grèves. Vous resterez toujours du côté des forts contre les opprimés, à genoux devant le veau d'or, insultant à la misère. Vous êtes ceux qui, sans souci de votre dignité, reniez vos principes et insultez le grand vieillard, votre chef pendant tant d'années, Monsieur Frère-Orban qui a préféré tomber plutôt que de signer avec ses ennemis un pacte de trahison, et qui vous méprise. Enfin vous irez terminer vos existences doctrinaires dans les bras de la prêtraille sur laquelle vous aurez craché toute votre vie. Et ni vos outrages, ni vos écus, ni vos apostasies n'arrêteront le vent qui nous conduit. Au 17 novembre, Messieurs les réactionnaires !"[41]

La désillusion sera amère. On vote par un temps affreux, les résultats complets n'arrivent que tard. La Concentration escomptait la majorité absolue avec treize élus directs (auxquels devaient s'ajouter deux élus complémentaires désignés lors d'un deuxième tour par les seuls ouvriers), elle en obtient à peine neuf : un commerçant (Albert), deux progressistes (Ernest Gilon et Jean Henrard), six socialistes. Parmi ceux-ci, trois élus pour un mandat de huit ans, Fluche, Donneau et Charès; et trois pour quatre ans, Courtois, Durbu et Henri Angenot, un des principaux animateurs des groupes de la Fédération verviétoise. Ni à la Maison du Peuple, ni aux "Mille Colonnes", où Fluche ne se montre pas, l'ambiance n'est à la fête. Alors qu'à Ensival et à Dison la majorité absolue est acquise, à Verviers on harangue les ouvriers pour qu'ils se serrent les coudes afin d'achever dans quatre ans la conquête du pouvoir[42]. On est loin du compte ...

41. *Le Jour*, 16.11.1895.
42. *Le Jour*, 18.11.1895.

Les socialistes espéraient deux échevinats au sein d'un Collège démocrate de cinq membres. Il est un moment question d'un accord entre la Concentration et les doctrinaires et le *Pont de Polleur* ironise au lendemain du scrutin en représentant Fluche mi-homme, mi-singe en nouvel échevin de l'Etat-civil[43]. En décembre, les doctrinaires font savoir qu'ils n'ont aucune intention d'ouvrir le Collège à la gauche démocratique. Lors de l'élection des échevins en février 1896, les libéraux Mallar et Pirenne ainsi que le catholique Poswick sont élus grâce à la coalition des voix libérales et catholiques contre le commerçant Albert puis contre les socialistes Donneau et Fluche présentés successivement par la Concentration démocratique, et c'est grâce à une erreur de vote chez les libéraux, prétendront ces derniers, que le progressiste Henrard bat de justesse le catholique Bomerson pour le quatrième et dernier échevinat[44].

Jusque-là dirigée exclusivement par les libéraux, la Ville de Verviers se retrouve ainsi avec un Collège curieusement composé de trois libéraux doctrinaires (Mallar, Pirenne et le nouveau bourgmestre Eugène Mullendorff), d'un catholique conservateur et d'un progressiste issu de la Concentration démocratique. Sur leurs bancs, les huit conseillers socialistes conduits par Fluche et Angenot constatent amèrement une fois de plus que l'alliance des coffre-forts par-delà les divergences philosophiques n'est pas qu'une image.

43. *Le Pont de Polleur,* 20.11.1895.

44. *Le Jour,* 10 et 11.2.1896.

LE CHEMIN DES DESILLUSIONS

1. LES TRANSFORMATIONS DE LA VILLE.

Les ouvriers étaient entrés pour la première fois dans la grande salle du Conseil communal de l'Hôtel de ville en septembre 1886, durant moins de trois jours, pour y témoigner devant la Commission d'enquête nationale sur les conditions de travail. Lorsque dix ans plus tard ils s'installent de manière définitive sur les bancs du Conseil, face à huit libéraux doctrinaires et autant de catholiques conservateurs, la physionomie générale de la cité est à nouveau l'objet de grands changements[1].

Outre la création du quartier des Heids (au sommet des Récollets) décidée en 1895[2], le changement le plus spectaculaire est bien sûr en ville le nouveau Grand Théâtre, œuvre de Charles Thirion inaugurée le 28 septembre 1892 rue Xhavée. Place Verte, un kiosque monumental de verre et de métal a pris la relève en 1895 de l'ancienne "Bonbonnière" : déclassé, le premier théâtre municipal a été démoli, tout comme dix ans plus tôt l'antique église St Remacle (datant du XVème siècle) derrière l'Hôtel de ville - celle-ci inaugurant la très longue liste d'édifices majeurs de l'architecture locale détruits ensuite en un peu plus d'un siècle à l'initiative ou avec l'accord des autorités communales, en attendant peut-être la Grand-Poste.

Un nouvel établissement pénitentiaire a également vu le jour sur la chaussée de Heusy, en 1894. A l'emplacement de la prison installée jusque-là dans un ancien couvent à proximité du Palais de Justice, on

1. Pour l'évolution du patrimoine architectural verviétois, nous renvoyons aux deux ouvrages de C. Bauwens que nous avons dirigés sur *Le Patrimoine industriel* et *Le Patrimoine civil public de la région verviétoise,* Dison, 1994 et 1996.

2. R. Roncart, *op. cit.*, p. 32.

commence à édifier en 1896 une nouvelle aile pour ce dernier, en style néo-gothique. Au centre-ville, où l'on a inauguré le 19 novembre 1893 le monument-fontaine à la mémoire d'Ortmans-Hauzeur, on achève rue Chapuis le nouveau bâtiment du Conservatoire, qui sera terminé à la fin de 1897. Rue de la Banque, Charles Thirion donne aux façades de la Banque nationale leur physionomie actuelle en 1894. La même année, on inaugure rue de Séroule la nouvelle Ecole supérieure des Textiles. Le projet de construction des Bains-douches de la rue Ortmans est en gestation : ils verront le jour en 1900.

1900 verra aussi, en avril, le remplacement des tramways à chevaux par les trams électriques, quelques années après l'apparition des premières automobiles dans les rues de Verviers. En 1894, Gérard Dasse construit rue de Dison (face à l'actuel garage Citroën occupant l'emplacement de l'ancien bassin de natation) la première voiture automobile belge à essence ! D'autres constructeurs verviétois se manifestent ensuite : Linon à Ensival en 1898 (dont les ateliers subsistent encore aujourd'hui), Ruhl rue de Verviers à Dison en 1900. Le grand constructeur de machines textiles Snœck se lance également dans l'aventure en 1900, et même Houget l'imitera quelques temps autour de 1904[3].

Le prometteur compositeur verviétois Guillaume Lekeu est mort prématurément (à l'âge de 24 ans) à Anger en 1894, mais la vie culturelle locale foisonne toujours entre le Grand Théâtre municipal, les nombreux théâtres privés et autres cafés-concert, les multiples chorales et sociétés de chant disséminées dans la ville. C'est ainsi, exemple parmi dix autres, que le "Concert Molière" place du Martyr (qui deviendra plus tard le cinéma "Le Sélect" et actuellement le "Spirit of 66") abrite entre autres la socialiste Harmonie des Travailleurs[4], qui fête ses dix ans en 1897 mais n'obtient pas pour la circonstance l'autorisation de pouvoir défiler derrière son drapeau ... rouge, malgré l'intervention de Fluche au Conseil[5].

La grande innovation de cette fin de siècle en matière de spectacles, c'est bien sûr le cinéma : la toute première projection a eu lieu dans la vaste salle du Globe, rue du Collège (qui deviendra plus tard "Le Pathé") le 18 août 1896. C'est alors une attraction exceptionnelle, qui ne revient ensuite à Verviers que lors des fêtes de fin d'année[6]. Beaucoup

3. En attendant l'ouvrage en préparation de M. Bedeur sur la construction automobile verviétoise, voir I. Longtain, *Industries du passé de la région verviétoise,* Dolhain, 1990.

4. M. Bedeur et P. Zagaglia, *op. cit.*, p. 247.

5. *Le Jour,* 13.4.1897.

6. M. Bedeur et P. Zagaglia, *op. cit.*, p. 205-208.

plus permanent sera le football : le Verviers Football Club est créé, lui aussi, en 1896, il devient champion de division II en 1898, au terme de sa première saison, et entraîne la même année la création d'un second club, le Stade wallon[7]. Tout aussi stable sera, dans un tout autre registre, le nouveau maïeur de la ville : Eugène Mullendorff, qui a succédé à l'éphémère Simon Lobet après son décès en 1891, préside aux destinées de Verviers jusqu'en 1920 !

Mais la transformation la plus fondamentale de la cité lainière à la fin du XIXème siècle n'est sans doute pas perceptible par ses habitants, ou à peine par les plus lucides. Comme l'a souligné le professeur Pierre Lebrun, on assiste à la fin du XIXème siècle, chez les industriels verviétois, à un déplacement de l'intérêt pour la fabrication du drap vers le commerce spéculatif des laines traitées, éventuellement filées. Sans que les contemporains verviétois les mieux placés n'en fassent l'analyse de cette façon, on passe d'une économie de type principalement industrielle à une économie de type principalement spéculatif - dans laquelle la spéculation sur les laines peut faire et défaire les fortunes en un jour, si bien que le sens de l'équilibre qui a caractérisé tout au long du siècle l'entrepreneur verviétois peut s'estomper : le fabricant avide de nouveautés techniques et bien au courant du processus économique n'est plus l'agent central de l'industrie verviétoise[8]. En quelque sorte, fortune faite par les parents et les grands-parents, les rejetons des grandes familles cèdent déjà à l'argent facile...

Or en tant que ville industrielle, Verviers n'est plus le pionnier en avance : elle est devenue un centre aux outils vieillissants qui doit affronter des concurrents jeunes et bien équipés. Pour la première fois à partir de 1896, l'emploi textile chute et, à sa suite, la population de la ville. Verviers est le premier centre industriel wallon ainsi affecté par la dépopulation, et ce déclin remarquablement précoce ne s'arrêtera plus[9]. Le tournant est capital ...

7. R. Marquet dans *Un Jour, un siècle, op. cit.*, p. 211.

8. Pierre Lebrun, *L'Industrie lainière* dans *Essai sur la révolution industrielle en Belgique*, Bruxelles, 1979, p. 242 et 248 à 251.

9. C. Desama dans *Un Jour, un siècle, op. cit.*, p. 137-138.

2. UN PARTI OUVRIER PLUS DIVISE QUE JAMAIS.

Alors que la démocratie chrétienne locale a virtuellement cessé d'exister depuis la disparition du *Démocrate* et le ralliement de Maquinay au POB, alors que les anarchistes semblent un peu moins vigoureux après l'incarcération de Sevrin et l'essai avorté de *La Vérité*, la division des forces socialistes reste un autre trait marquant de la vie verviétoise en cette fin de siècle. Comme au lendemain des législatives de 1894, les dissensions entre les deux fractions socialistes locales ressurgissent après l'installation du nouveau Collège échevinal[10].

Fin février 1896, le tandem de la Maison du Peuple se plaint de ce que *Le Parti ouvrier* a critiqué leur défunte *Union socialiste*. En avril, la Fédération d'arrondissement décide d'abandonner la Maison du Peuple et lors d'un Congrès régional à Dison, elle prononce l'exclusion du POB de Joseph Demoulin, accusé d'avoir recherché en échange de son poste de contremaître la division et l'échec du Parti aux scrutins législatif et communal notamment en calomniant Fluche. Celui-ci jubile en présence de ce retournement, trop tardif toutefois à ses yeux puisque le mal a été fait[11].

L'exclusion de Demoulin provoque une nouvelle scission de la part des groupes de la Maison du Peuple. Certes, une seule liste est présentée aux électeurs pour les provinciales de juillet 1896 - en vain d'ailleurs, car au deuxième tour les deux-tiers des voix libérales se reportent sur les candidats catholiques et la liste de Concentration démocratique n'a que deux élus sur six sièges à pourvoir[12]. Mais les rivalités reprennent ensuite le dessus. Defraiteur accuse le gérant du *Parti ouvrier* de comploter contre la coopérative et il obtient de celle-ci et des groupes alliés qu'ils consacrent désormais leurs subsides, plutôt qu'au journal de la Fédération d'arrondissement ou au *Peuple*, à la publication d'un nouvel hebdomadaire : *Le Devoir* voit le jour en octobre, avec Henri Angenot comme rédacteur en chef, Joseph Demoulin comme secrétaire de rédaction sous le pseudonyme de "Desauris", Defraiteur comme directeur, Joseph Juncker comme administrateur et Alphonse

10. Sauf indication contraire, nous nous basons sur notre analyse de 1982 dans F. Joris, *Presse verviétoise de 1850 à 1914*, p. 146 à 152.

11. Fluche à Dave, 14.4.1896.

12. *Le Jour*, 2.8.1896.

Collard parmi les principaux collaborateurs sous le surnom de "Jean Misère".

Comme en 1895, deux hebdomadaires socialistes se font concurrence à Verviers ! La Fédération d'arrondissement, seule reconnue désormais par le Conseil général du Parti, accepte à la demande de ce dernier de faire un geste conciliateur en janvier 1897 en ouvrant à l'avenir le comité de rédaction du *Parti ouvrier* à deux délégués des coopératives, deux des syndicats et trois des ligues politiques.

Dans le même esprit, il est convenu que chaque groupe dans une Fédération réunifiée pourra avoir une voix par vingt membres mais avec un maximum de cinq voix afin de tenir compte du poids de la coopérative sans pour autant en exagérer l'influence. Vandervelde lance un appel au bon sens : "Il est humain et même banal que des tempéraments contraires se détestent, se fassent la guerre, mais ces ressentiments doivent disparaître dès que l'intérêt du Parti est en jeu"[13]. Rien n'y fait. Comme l'observe le journaliste du *Jour*, "les dissensions sont dues pour la plupart à des animosités personnelles que le temps, loin d'affaiblir, n'a fait qu'envenimer"[14]. Avec pour résultat que les groupes de la Maison du Peuple décident de conserver et leur autonomie, et leur journal.

Ils franchissent un pas de plus au printemps 1897, en présentant pour les élections au Conseil de Prud'hommes du 28 mars une liste en compétition avec celle arrêtée par la Fédération d'arrondissement. La bataille prend l'allure d'une véritable campagne électorale, où Alphonse Collard plaide en vain la modération entre les deux tendances[15]. Le meeting organisé le 26 mars à l'Emulation par la Fédération d'arrondissement, sous la présidence de Gierkens, tourne au pugilat et rappelle, par l'ampleur du chahut organisé pour empêcher Henri Pirard de parler, les meetings de l'abbé Pottier[16]. Enfin, on se compte dans le secret des isoloirs. La moitié des ouvriers, notamment sur la consigne des catholiques, se sont abstenus et la liste de la Fédération d'arrondissement obtient, sur Verviers-ville, les deux-tiers des suffrages environ contre un tiers à celle des groupes de la Maison du Peuple[17].

Le verdict des travailleurs ne met pourtant pas un terme à la scission. Defraiteur situe désormais la lutte entre "coopérateurs et anticoopéra-

13. *Le Jour*, 11.1.1897.
14. *Le Jour*, 11.1.1897.
15. *Le Jour*, 23.3.1897.
16. *Le Jour*, 27.3.1897.
17. *Le Jour*, 29.03.1897.

teurs, entre syndicats et groupes politiques", entre socialistes désintéressés et politiciens "ne voyant dans le socialisme que l'action politique et dans l'action politique qu'un moyen de décrocher la timbale". Il dénonce à nouveau dans la publication d'un *Journal des Boulangers* violemment hostile à la coopérative la main (?) de Pierre Fluche, que *Le Devoir* attaque de plus en plus rudement en lui prêtant les pires manœuvres anonymes.

Dans l'espoir de mettre un terme au conflit verviétois avant les élections législatives de 1898, le Conseil général du Parti porte la question à l'ordre du jour de son Congrès annuel d'avril 1897. C'est la première phase de la réunification, qui se déroulera en trois étapes - au niveau des Fédérations d'abord, des journaux ensuite, des cercles politiques enfin. Lors de ce Congrès, le Parti décide que tous les groupes verviétois devront adhérer à nouveau à la Fédération d'arrondissement et, par ailleurs, que celle-ci devra réintégrer la Maison du Peuple et faire la propagande de la coopérative. Le compromis est accepté par les deux tendances, mais chacune conserve encore son journal.

La Fédération réclame en vain la disparition du *Devoir*, accusé à la fois de concurrencer *Le Parti ouvrier* et de nuire aux intérêts du Parti en malmenant trop certaines catégories de petits commerçants. Henri Angenot défend le maintien du journal devant le Congrès régional d'octobre 1897. En mai suivant, les deux hebdomadaires font cause commune pour les élections législatives - qui se soldent par l'éviction des quatre députés verviétois. Cette défaite précipite la recherche d'une solution à la question des journaux : privé des subsides des députés, *Le Parti ouvrier* ne peut survivre[18] tout en étant concurrencé par *Le Devoir*. En juillet, en même temps que le non-remplacement de son permanent faute de moyens, la Fédération décide la disparition simultanée des deux journaux et leur fusion dans un hebdomadaire unique, *En Avant*.

En Avant sort de presses le 13 août 1898. Le journal est édité par une société coopérative, la Presse ouvrière, dont divers groupes et une centaine de militants détiennent les actions. Trésorier de cette coopérative, Defraiteur signe le journal comme éditeur. Désigné par le Conseil fédéral suivant les principes d'équilibre entre ligues ouvrières, syndicats, coopératives et (à partir de février 1899) mutualités, le Comité de rédaction comprend essentiellement Angenot, Demoulin et Collard pour la tendance Defraiteur, et pour la tendance Fluche, l'ancien député Malempré et Alfred Defaaz, ce dernier étant remplacé dès septembre par Henri Maquinay qui a rejoint le POB depuis mars 1896.

18. Fluche à Dave, 14.4.1896.

Le principal rédacteur d'*En Avant* reste Angenot, l'ancien animateur du *Devoir,* qui s'affirme de plus en plus, en ce compris au Conseil communal, comme un adversaire personnel de Pierre Fluche. En octobre 1898, après des échanges assez vifs entre les deux hommes à l'Hôtel de ville, Angenot s'en prend à Fluche dans les colonnes d'*En Avant.* Cette fois, le vieux leader réagit vivement. Il fait voter une motion contre l'hebdomadaire par son cercle politique (la Ligue électorale des ouvriers et des commerçants, qui a remplacé le cercle En Avant à l'approche des communales de 1895) et obtient, semble-t-il, le soutien du Conseil général du Parti. En février 1899, le Comité de rédaction est remanié et début avril, le cercle Le Devoir et la Ligue électorale fusionnent en un seul groupe politique, l'Union Socialiste.

C'est à ce moment que Defraiteur, contesté depuis 1897 par le Conseil d'administration de la boulangerie coopérative pour sa gestion, est poussé à abandonner ses fonctions de trésorier-gérant de la Maison du Peuple, dans lesquelles il est remplacé par Léonard Ohn. Defraiteur renonce aussi au printemps 1899 à toutes les autres fonctions qu'il occupait dans le Parti, y compris celles de trésorier de La Presse ouvrière. En juin Angenot démissionne du Conseil communal où il faisait fonction de chef de groupe et en juillet, *En Avant* est remplacé par *La Voix du Peuple.* Désormais, excepté Henri Angenot, tous les collaborateurs appartiennent à la tendance de Pierre Fluche : Gaspard Drèze, Jean Malempré, Louis Pirard, Adolphe Gierkens, Alfred Defaaz, Henri Maquinay et Leopold Lekeu. Les deux derniers sont les principaux animateurs du nouvel organe du socialisme verviétois, enfin réunifié autour de son chef historique après plus de dix ans de pénibles tensions internes.

3. A L'HOTEL DE VILLE.

Les deux premières séances du Conseil communal élu au suffrage plural avaient été consacrées, en février 1896, à l'élection des échevins puis, sur proposition socialiste, à l'adoption du principe d'une indemnité de séance pour les conseillers eu égard à la perte de salaire encourue par les élus ouvriers pour préparer et participer aux séances de Commissions et aux débats publics. C'est lors de la réunion de mars que Fluche, chef de file socialiste, fait un grand discours de principe sur les relations entre le capital et le travail et porte pour la première fois dans la vénérable enceinte la question qui sous-tend alors toute la vie de la cité lainière depuis un siècle. "Nous ne venons pas ici faire le procès aux hommes, nous ne les rendons pas responsables, nous socialistes,

que l'on accuse de prêcher la haine du patron individuel", précise-t-il d'emblée, pour démontrer que c'est la logique des rapports sociaux en l'absence d'instances conciliatrices qui aboutit aux grèves dont les ouvriers sont, régulièrement et lors de chacune d'elles, les premières victimes en raison des privations qu'ils doivent alors endurer.

Fluche propose en conclusion, dans l'intérêt de toutes les parties ainsi qu'il le souligne abondamment, la création au niveau communal d'une Commission du Travail composée paritairement qui interviendrait comme un arbitre chaque fois qu'elle serait sollicitée dans un conflit[19]. Celle-ci sera mise en place à l'unanimité le mois suivant, et d'ailleurs immédiatement sollicitée lorsqu'éclatera, quasi le lendemain, une nouvelle grande grève des tisserands contre le tissage à deux métiers.

Parce qu'elle impliquait la reconnaissance du devoir moral des autorités publiques locales de s'immiscer dans les conflits sociaux et de ne plus laisser seuls les ouvriers face aux patrons, la création de la Commission du Travail sera une grande fierté et un grand espoir pour Pierre Fluche - même si, on le verra, le fonctionnement de l'institution allait s'avérer décevant. Ce fut la première proposition socialiste de réforme formulée d'entrée de jeu au Conseil communal, ce fut aussi la seule acceptée pendant les quatre premières années de fonctionnement du nouveau Conseil ! Excepté lorsque leurs propositions peuvent servir le combat anticlérical des libéraux, les socialistes se heurtent en effet à l'alliance de ces derniers et des catholiques conservateurs, Pierre Limbourg s'affirmant comme l'adversaire le plus acharné et le plus sournois de Pierre Fluche puisque lui aussi connaît bien, comme il ne cesse de le rappeler, la mentalité ouvrière verviétoise.

Qu'il s'agisse de donner congé au personnel communal pour le 1er Mai, de créer des cantines scolaires, d'accorder la gratuité des cours du Conservatoire aux pauvres, de donner un subside pour un groupe de gymnastique ou une chorale socialistes, d'obtenir que la Commission du Travail défende les intérêts du personnel des tramways face à la Société anonyme des Trams, de créer une caisse de pensions de vieillesse ou d'invalidité ou encore de voter un vœu en faveur du suffrage universel et de la représentation proportionnelle, toutes les propositions socialistes se soldent par un rejet, les onze voix de la Concentration ne faisant pas le poids face aux dix-huit votes libéraux et catholiques. La présence du progressiste Henrard au sein du Collège n'y peut rien, celle de Fluche en remplacement du libéral Pirenne n'y changera rien non plus !

19. *Le Jour,* 19.3.1896.

C'est en novembre 1896 que l'industriel Henri Pirenne, père de l'historien enseignant à l'Université de Gand et du peintre intimiste Maurice Pirenne, son cadet, choisit d'abandonner pour raison de santé l'échevinat qu'il occupe depuis 1872[20]. Chaque parti décide de présenter un candidat : Fluche pour la Concentration, l'ancien échevin Victor Bouillenne pour les libéraux et Bomerson chez les catholiques. Les deux partis conservateurs se mettent dans une position impossible en annonçant chacun qu'ils s'abstiendront au second tour si leur candidat n'est pas soutenu contre Fluche au premier.

Autant dire que Fluche est quasi assuré de l'emporter si ses adversaires campent sur leurs positions. Il craint cependant de subir à la dernière minute une désillusion de plus et fait observer au reporter du *Jour* venu l'interviewer que "les ouvriers qui possèdent la plus forte minorité au Conseil ne sont pas représentés au sein du Collège. Ils ont légitimement droit à une part de l'Exécutif communal. Que ce soit lundi prochain ou plus tard, qu'il s'agisse de moi ou d'un autre, l'esprit de justice triomphera et les ouvriers auront leur échevin"[21].

Le 13 décembre 1896, dans un Hôtel de ville comble, Pierre est élu échevin contre le catholique Bomerson grâce à l'appui d'un tiers des voix libérales. La foule manifeste sa joie. L'entrée d'un socialiste dans le Collège d'une grande ville n'a pourtant rien d'extraordinaire : à Bruxelles, Schaerbeeck, Anvers, Gand et Liège, des majorités anticléricales se sont constituées un an plus tôt en s'ouvrant au POB. Mais à Verviers par contre, c'est incontestablement contre la volonté de tous les conservateurs, en profitant de leur maladresse, que les socialistes forcent les portes d'un Collège au demeurant déjà bien bigarré.

Belle revanche en tous cas pour l'ancien ouvrier tisserand qui va siéger autour de la lourde table ovale du Collège sous le portrait en pied de feu Ortmans-Hauzeur. Curieuse impression sans doute pour les anciens membres du Collège que sont les deux libéraux Mullendorff et Mallar, le premier déjà échevin quand Fluche écrivait dans *Le Mirabeau* en 1867, l'autre échevin depuis vingt ans et député jusqu'en 1894. Curieuse impression aussi pour le catholique Jules Poswick, déjà coincé jusque-là entre trois doctrinaires et l'avocat progressiste Henrard. Seul ce dernier est peut-être bien aise d'accueillir son ancien colistier de la Concentration démocratique.

20. Il mourra d'ailleurs moins de trois ans plus tard. Sur les Pirenne, voir P. Léon, *op. cit.*, p. 235-237.

21. *Le Jour*, 12.12.1896.

Fluche était déjà devenu une "figure" avant son élection au Collège : son ami Roch Germay, qui allait pour sa part devenir vice-président du Conseil provincial, a réalisé de lui un portrait à l'huile en 1895; l'année suivante, Charles Delfosse le fait figurer dans sa galerie des personnalités belges en lui consacrant un numéro de sa revue *Les hommes du jour*. A Bruxelles, le journal progressiste *La Réforme* titre sur cinq colonnes pour annoncer son élection d'échevin ! Cela étant, la présence de Fluche au Collège, où on ne lui a confié que l'Etat-civil, ne modifiera en rien l'influence du POB et des démocrates sur la conduite des affaires de la ville, ni les rapports entre majorité conservatrice et opposition ...

Mais du moins ce nouveau statut va-t-il permettre au militant d'entamer, à 55 ans, une vie un peu plus sereine sur le plan matériel. Sa femme ne pouvant plus souffrir les émanations de tabac et d'alcool, sur le conseil des médecins à qui il a versé en honoraires les dernières années tout le produit de son travail, Fluche a remis son comptoir du quai des Maçons et loué depuis le 1er mai 1896 un petit appartement au 32 de la rue Renkin, en dehors du centre-ville[22].

D'un autre côté, Pierre a aussi perdu son indépendance : il aura désormais besoin de son mandat pour vivre. Il le regrettera plus tard, lorsqu'il lui faudra se plier à l'avenir aux pools et autres tracasseries statutaires du cercle socialiste lors des élections futures : "Si j'avais seulement douze cent francs de rente net, ce que je les enverrais se faire enrager eux et leur mandat !" confiera-t-il souvent à son vieil ami Thiry[23].

Son amertume sera d'autant plus grande que l'abandon de son café pour un air moins vicié ne prolongera que de quelques mois la vie de son épouse : Marie-Elisabeth meurt le 15 juillet 1897. Pierre, qui a aussi perdu son frère André-Auguste trois ans plus tôt, vivra seul désormais. Très marqué par la mort de sa femme, il reportera son affection sur ses trois neveux de 33, 30 et 20 ans, Winand, Auguste et Armand[24].

4. D'ECHECS EN ECHECS.

Un ancien tisserand entre au Collège, après trente années de combat militant, et son élection est saluée comme une victoire symbolique de la

22. Fluche à Dave, 12.4.1896.
23. F.J. Thiry, *La Terre*, Verviers, 1914, p. 20-21.
24. Jean-Marie Fluche, *Fluche parmi les siens*, inédit.

classe ouvrière, bien. Mais l'époque est surtout marquée, pour l'immense masse des ouvriers engagés, par des revers et des désillusions plus ou moins amères. Désillusions, quand toutes les idées généreuses des élus du POB sont repoussées au Conseil communal par l'alliance des conservateurs. Amertume, quand la réunification du Parti, après une guerre ouverte atteignant son paroxysme au printemps '97, ne se fait que dans la défaite et par l'éviction de Demoulin d'abord, Defraiteur ensuite, Angenot enfin, autant de militants de valeur aux yeux d'une partie non négligeable des socialistes locaux. Revers politiques et syndicaux majeurs enfin, en '96 et en '98, qui portent de très rudes coups au mouvement ouvrier verviétois.

C'est à nouveau la volonté patronale de généraliser le tissage à deux métiers qui est la cause d'une grève à l'usine Pirenne en janvier 1896 : elle se termine en mars par le remplacement de tous les grévistes. La Fédération des Tisserands appelle alors à une mobilisation générale et, mi-avril, au lendemain de la décision du Conseil communal de créer la Commission du Travail, elle décrète la grève générale. En quelques jours, 45 tissages sont à l'arrêt et 3.500 à 4.000 ouvriers en grève[25]. Dans la soirée du 18, la Commission du Travail se réunit à l'Hôtel de ville, dans la salle du Collège. Elle rassemble, sous la présidence de Mullendorff, Limbourg et Peltzer comme représentants des intérêts patronaux, Fluche et Angenot pour les travailleurs, et des délégations d'industriels et de syndicalistes. La Commission propose l'adoption du tissage à deux métiers sous certaines conditions favorables au tisserand, notamment la réduction du temps de travail et l'adoption du compteduites pour garantir le paiement correct des pièces réellement tissées. Mais les deux parties campent sur leurs positions et cette première tentative de conciliation aboutit à un échec.

Après une quinzaine de jours de résistance, les patrons sentent la victoire proche et refusent une nouvelle tentative de médiation de la Commission. Le cortège du 1er mai est interdit à Verviers, Dison, Hodimont et trouve asile à Ensival : il y a encore 3.000 grévistes à ce moment, mais un millier d'ouvriers seulement prennent part à la manifestation[26] sous une pluie battante, derrière tous les chefs du mouvement socialiste verviétois marchant ensemble pour la circonstance. Fluche harangue les grévistes au "Peuple" en Crapaurue[27], mais le cœur n'y est plus. Dans le courant du mois de mai, la grève reflue peu à peu, les ré-

25. Nous suivons ici L. Dechesne, *op. cit.*, p. 109 et suivantes.

26. *AEL*, S.P., 1ère partie, carton XXIV, partie A. pièce 61.

27. *Le Jour*, 2.5.1897.

serves syndicales s'épuisant tout comme les économies des grévistes. On rentre à l'usine - si on en est pas chassé - sans condition. Le 21, la Fédération des tisserands reconnaît la défaite et, courageusement, annonce de nouveaux combats : "Vaincus mais non soumis, les ouvriers verviétois songent déjà à organiser la revanche".

La réalité est bien différente et le quotidien neutre *Le Jour* voit plus juste lorsqu'il écrit : "la grève se finit en débandade et on se demande si cette débâcle ne va pas emporter dans son courant dévastateur tous les organismes, tous les groupements ouvriers". De fait, des trente-quatre sections qui constituaient la Fédération des tisserands en 1896, il n'en subsistera très vite que trois : le syndicalisme est quasi anéanti, et pour longtemps, chez la plus importante catégorie d'ouvriers verviétois.

Au même moment, la puissante Association des Métallurgistes subit elle aussi deux revers. Le 20 avril, les 117 ouvriers mécaniciens de l'usine Snœck à Ensival reprennent le travail après trois semaines de grève sans avoir obtenu aucune amélioration de leurs conditions de travail. Défaite également, fin mai, pour la centaine d'ouvriers de la fonderie Lamoureux (toujours à Ensival) qui étaient en grève depuis le 4 avril pour empêcher le renvoi de travailleurs syndiqués[28].

C'est dans la foulée de ces graves échecs et du démarrage peu convaincant de la Commission de conciliation que les socialistes verviétois doivent encore subir leur recul aux élections provinciales en août 1896, leurs déchirements au grand jour lors du renouvellement des Prud'hommes en mars '97, un an plus tard le décès du populaire Grégoire Plumhans et enfin la défaite aux élections législatives de mai 1898.

Comme chaque fois que des heurts lourds de conséquences risquent de se produire entre les deux branches du POB local, Vandervelde se rend à Verviers au début de 1898 pour l'élaboration de la liste des candidats pour le Parlement. Grâce au désistement de Niezette, un accord se fait autour de la personne du Bruxellois Louis De Brouckère suivi des trois députés sortants. Le Parti Ouvrier lance sa campagne, le 5 mai, par un meeting encourageant : en présence des candidats libéraux qui ont promis de se retirer au second tour en échange de l'appui socialiste pour le Sénat, 3.000 personnes s'entassent au Manège, ovationnent Fluche qui préside, puis Vandervelde et les quatre candidats socialistes qui prennent chacun la parole. La victoire paraît assurée. La veille du scrutin, on joue même à cache-cache avec la police : malgré l'interdic-

28. F. Joris, *Histoire des métallurgistes verviétois, op. cit.*, p. 73.

tion communale, Fluche et De Brouckère tentend d'improviser devant 500 personnes un meeting en plein air devant la gare, ils sont repoussés par les agents sur le territoire de Hodimont, de l'autre côté de la Vesdre, et, essuyant un refus des autorités hodimontoises également, ils se réfugient sur le territoire de Lambermont où ils haranguent la foule durant une dizaine de minutes. L'ambiance est tout sauf morose[29].

Au premier tour, on vote par grand beau temps et sans incidents, si ce n'est des bulletins surchargés du slogan "Amnistie. Anarchie". C'est la foule des grands jours à la Maison du Peuple, les résultats sont conformes à ceux de 1894 pour la Chambre et annoncent un second tour sans problème, puis à minuit, le grain de sable : contre toute attente, les catholiques Simonis et Davignon l'emportent au Sénat sur les libéraux sortants Lejeune-Vincent et d'Andrimont ! Les doctrinaires ne le pardonneront pas ...[30]

Au Globe, le jeudi 26 mai, Malempré, Vandervelde et Fluche exhortent les libéraux à ne pas voter catholique au second tour. A Hodimont, Jules Lekeu mais aussi le sénateur progressiste sortant Ernest Gilon plaident de même contre le "vote de rancune" que les libéraux préparent. Trop tard. Le 30 mai, nombre de grands électeurs libéraux sont partis en voyage ou déposent ostensiblement un bulletin blanc dans l'urne[31]. Les quatre catholiques sont élus à la Chambre, renvoyant Gierkens à son café, Dauvister et Malempré à leur métier à tisser comme le souligne avec délectation le caricaturiste du *Pont de Polleur*[32].

En juillet, les socialistes verviétois tentent de conserver au moins un représentant à Bruxelles en demandant au Groupe socialiste du Conseil provincial de désigner Pierre Fluche comme Sénateur provincial. Mais sous la pression de certains dirigeants libéraux et aussi sans doute en raison d'accords conclus entre ces derniers et la direction du POB, Fluche, dont on sait par ailleurs le scepticisme qu'il conserve pour l'action socialiste au Parlement, refuse de postuler, permettant ainsi à Lejeune-Vincent de demeurer Sénateur[33].

Quelques jours plus tard, la Fédération socialiste renonce, faute de moyens, à remplacer son permanent Mathieu Rahier, nommé secrétaire communal à St Georges. Elle élit pour ce poste désormais bénévole

29. *Le Jour*, 5 et 23.5.1898.

30. *Le Jour*, 23.5.1898.

31. *Le Jour*, 30 et 31.5.1898.

32. *Le Pont de Polleur*, 4.6.1898, page 4.

33. *Le Jour*, 30.6 et 9.7.1898; F.J. Thiry, *op. cit.*, p. 16-17.

Pierre Glaude, fondateur de la Jeune Garde Socialiste onze ans plus tôt et toujours animateur de celle-ci. Elle "recase" enfin Jean Malempré comme correspondant local du *Peuple*[34].

Un dernier coup reste à venir : l'échec d'une grève de six semaines chez Houget va abattre le syndicat des métallos comme celui des tisserands trente mois plus tôt[35]. Le conflit a éclaté le 14 juillet, pour s'opposer à une réduction temporaire de 10 % des salaires que le directeur de la "Société verviétoise pour la construction de machines", Fernand Houget, justifie par la nécessité de réaliser à bas prix une commande de quatre assortiments de machines. Dès le 23 juillet, Houget licencie tous les grévistes. Le 7 août, il consent à les réintégrer à ses conditions exceptés huit meneurs. Les travailleurs tiennent bon, mais la crise est réelle dans le secteur, ils ne peuvent trouver de l'embauche ailleurs et Houget trouve des "jaunes" pour faire tourner son usine. Fin août, les ouvriers reprennent le travail non seulement aux conditions patronales mais en signant l'engagement formel de ne plus adhérer à aucun syndicat. Ainsi, la défaite est totale !

Pour couronner le tout, Henri Angenot a à la fois attisé le conflit dans *En Avant* et obtenu du Comité de grève, à deux reprises, qu'il repousse la proposition de médiation de la Commission du Travail - dont il est pourtant membre ! Il critique ensuite dans le journal socialiste l'intervention de la Commission chez Houget (plus précisément Mullendorff, Fluche et Limbourg) pour vérifier à la demande de celui-ci les salaires payés à ses ouvriers. Des incidents entre socialistes se produisent au Conseil communal. Ils rebondissent en octobre et Fluche, excédé, traité de renégat, a une phrase maladroite contre "les journaux qui en temps de grève excitent les ouvriers car ils ne peuvent au fond qu'augmenter leur misère". Angenot ne manque pas d'exploiter ces paroles et creuse un fossé définitif entre lui et l'échevin socialiste[36].

Mais pour les travailleurs verviétois, l'essentiel n'est pas dans ces querelles au sommet. Vaincue comme la Fédération des Tisserands, l'Association des Métallurgistes perd la majorité de ses membres : elle n'a bientôt plus que 130 affiliés (sur plus de 1.500 travailleurs) contre 650 avant le conflit. Les deux grands syndicats donnent le ton bien sûr, et c'est dans toute l'industrie verviétoise une désaffection générale des syndiqués sur fond de crise économique. Jean Roggeman, qui sera à

34. *Le Jour,* 18.7.1898.

35. Voir F. Joris, *op. cit.,* p. 73 à 75.

36. *Le Jour,* 20.7, 4.10 et 20.10.1898 et *L'Union libérale,* 10 et 17.9.1898.

l'origine du renouveau syndical verviétois, a bien témoigné sur cette époque et ses phrases font encore mal[37].

"De 1895 à 1900, écrit-il en 1922, le boulevard de la Révolution - ainsi avait-on baptisé la région verviétoise à l'époque de la Première Internationale - présentait, de ce point de vue, un aspect plutôt morne et désenchanté".

"La réaction sévissait, écornant les tarifs, faisant refleurir les pires abus, méprisant et bafouant la dignité ouvrière. Dans les ateliers, l'esprit de solidarité était mort; c'était la lutte individuelle entre affamés pour la moins mauvaise place, le travail le plus avantageux. On juge si les patrons, fouettés eux-mêmes par une interconcurrence acharnée, en profitaient pour tenir à leurs salariés la dragée haute".

"Le boulevard de la Révolution était devenu le trou noir de Calcutta, où des centaines de misérables se ruaient les uns sur les autres pour essayer de respirer à la lucarne un peu d'air libre".

37. J. Roggeman, *La politique communiste devant le syndicalisme verviétois,* Verviers, 1922, page 9.

ENTRE MEETINGS ET ECHEVINAT

1. L'ECHEVIN OUVRIER.

Chargé de l'Etat-civil au sein du Collège, Fluche n'est évidemment pas en mesure d'impulser comme il l'avait rêvé des réformes favorables à la classe ouvrière dans la gestion de la cité, puisque l'on a eu soin de ne pas lui confier de département sensible. Il s'acquitte néanmoins loyalement et consciencieusement de sa tâche, se rendant chaque jour à son bureau à l'Hôtel de ville où il acquiert une réputation d'homme affable et accessible à la fois, qui tranche sur la distance séparant certains de ses collègues de la masse de la population. Au fil des ans, il gagne l'estime du personnel communal et notamment du chef de bureau de l'Etat-civil, Warnimont. Celui-ci est frappé de voir l'échevin ouvrier, plus sensible que ses prédécesseurs à certaines réalités de la vie, manifester une sollicitude toute particulière envers les difficultés des enfants bâtards, ces parias de la naissance à l'époque[1].

Au sein du Collège sans doute, en séance publique du Conseil communal en tous cas, l'ancien tisserand prend la défense des intérêts des travailleurs de la même façon que les autres conseillers socialistes : il n'y a pas de "solidarité collégiale" qui lui imposerait le silence. Quelques exemples. En novembre 1898, une fois n'est pas coutume, Fluche est d'accord avec Pierre Limbourg pour augmenter les impôts communaux afin d'accroître les aides founies par le Bureau de Bienfaisance aux nécessiteux[2]. Mais les deux hommes s'opposent la plupart du temps, le second estimant que la charité suffit en ce bas monde, le socialiste au contraire remettant régulièrement sur le tapis la question

1. *Le Travail,* 5 et 11.10.1909.
2. *Le Jour,* 15.11.1898.

du minimum de salaire à payer aux ouvriers communaux ou à exiger des entreprises adjudicataires dans les cahiers des charges lancés par la ville[3].

Contre un conseiller catholique qui voudrait en mars 1906 augmenter le prix des emplacements sur le marché pour protéger le petit commerce local, Fluche prend la défense des camelots car il se trouve parmi ceux-ci nombre d'anciens ouvriers victimes d'accidents du travail et inaptes à l'usine[4]. L'échevin socialiste propose aussi, en juillet suivant, d'associer les membres du syndicat des ouvriers cordonniers aux travaux préparatoires à l'ouverture d'une école professionnelle de cordonnerie[5]. Dans le même esprit, il déplore encore, en décembre 1908, que la Commune n'aie pas tenu compte, dans son projet de création d'un Fonds communal d'aide aux chômeurs, des observations de la Fédération (socialiste) des Caisses de chômage involontaire de la Vallée de la Vesdre : "Ce n'est pas une raison parce que nous créons une institution en faveur des ouvriers pour ne pas prendre leur avis. Il y a des gens qu'on comble de tant de bienfaits qu'on les écrase"[6].

Avec les autres élus socialistes, Fluche prend au Conseil le parti des ouvriers grévistes quand le bourgmestre Mullendorff, lors d'un conflit à "l'Ile Adam" en janvier 1902, interdit les attroupements après avoir appelé la gendarmerie suite à des incidents : "pour faire cesser le conflit, il faut des hommes de cœur et d'intelligence, non des gendarmes et des tribunaux"[7]. Il restera d'ailleurs jusqu'à sa mort membre de "sa" Commission du Travail, qu'Angenot a abandonnée avec fracas en mai 1899 avant de démissionner du Conseil le mois suivant[8]. Celle-ci est pourtant rarement sollicitée dans le contexte social du moment, même si elle parvient en novembre 1899 à dégager un accord entre patrons et ouvriers dans une grève des fileurs et des rattacheurs de "La Verviétoise"[9].

Libre-penseur mais non franc-maçon - la loge, y compris la progressiste loge "Le Travail", ne s'ouvrait pas encore aux socialistes à cette époque - Fluche sait se montrer à la fois intransigeant et tolérant à cet égard dans l'exercice de ses fonctions. Malgré les demandes régulières

3. Par exemple *Le Travail*, 21.2.1905.
4. *Le Travail*, 13.3.1906.
5. *Le Travail*, 7.7.1906.
6. *Le Travail*, 2.12.1908.
7. *Le Travail*, 18.01.1902.
8. *Le Jour*, 2.5 et 27.6.1899.
9. *Le Jour*, 3.11.1899.

du groupe catholique qui dénonce le fait que Verviers soit la seule commune du pays, imitée par Molenbeek, à avoir supprimé au début des années 1880 la croix sur le corbillard municipal, il répète que le service de transport des morts est un service public qui doit donc rester neutre : que les croyants entourent le corbillard de croix, qu'ils en placent sur le cercueil ou ailleurs, mais le corbillard de la Ville n'a pas à en porter, car le service public n'a pas à se soucier de l'opinion des gens dont il transporte les cadavres.

Ses convictions personnelles transparaissent aisément : "Vous voulez la croix, pourquoi ? Pour les uns c'est un emblème, pour les autres ce n'est rien du tout. Pourquoi l'Administration ferait-elle de distinction ? Sait-on jamais quelle fut la dernière pensée d'un mourant ? La famille respecte-t-elle les croyances du défunt ? Tant de considérations la guident dans son attitude, surtout si elle ne partage pas les idées de celui qui n'est plus. Que dit-elle, cette croix, pour les morts ? Souvent ils ne l'ont pas demandée. Ce sont ceux qui restent qui s'arrogent le droit de la leur donner"[10].

Mais en même temps, Fluche se désolidarise des libéraux les plus anticléricaux lorsque ceux-ci veulent refuser l'accès gratuit des bains-douches municipaux aux enfants des écoles libres[11], même si les conseillers catholiques s'opposent, eux, à un subside de la Ville aux écoles communales pour permettre à leurs élèves de visiter l'Exposition universelle de Liège en 1905[12].

Enfin, l'échevin du POB tente à diverses reprises mais en pure perte d'obtenir le congé du 1er mai pour le personnel communal, et de faire adopter par le Conseil des motions en faveur du suffrage universel et de la représentation proportionnelle, dont la majorité conservatrice refuse même de discuter en 1896, 1899 ou encore en 1908. Même l'éviction de l'échevin catholique en 1899 ne permettra pas qu'une coalition des deux fractions anticléricales du Conseil se fasse autour de cette partie du programme du Parti ouvrier pourtant officiellement partagée par les libéraux.

Fluche plaide cependant avec éloquence sous les plafonds dorés de la salle du Conseil : "Est-ce que les riches ne sont pas assez jouissants par la fortune, par l'intelligence que pour ne pas craindre le suffrage universel ? Ils possèdent tous les établissements de crédit du pays. Ils

10. *Le Travail*, 12.12.1905 et 24.12.1907 par exemple.
11. *Le Travail*, 24.12.1907.
12. *Le Travail*, 21.2.1905.

exploitent le sol et le sous-sol. Ils possèdent toutes les usines, toutes les fabriques. Ils disposent de la vie de tous les prolétaires au point qu'ils peuvent quand il leur plait les empêcher de vivre. Ils disposent de toutes les sources de vie intellectuelle, universités, athénées. Ils administrent même notre patrimoine, les hospices, l'assistance publique, et nomment les juges chargés d'appliquer le code fait par eux et pour eux."

"Et par le système plural on augmente encore leurs privilèges, on renforce la puissance offensive des riches qui ne peuvent en usant de leurs droits que dominer et assujetir. On quadruple leur force politique et on leur dit : allez, et ils vont. Ils vont stériliser les efforts d'une classe de prolétaires, qui n'espèrent qu'en la justice pour la réalisation de réformes nécessaires à l'ordre social, car l'ouvrier a besoin d'ordre, il n'a ni traitement, ni rente, ni loyer, le travail de la veille doit payer le pain du lendemain, il n'a pas de crédit et il faut qu'il vive ..."[13].

Stériliser, le mot est juste, tant les efforts de Fluche au Collège et ceux de ses compagnons au Conseil paraissent vains ...

2. DANS LES COMBATS ELECTORAUX.

Et cependant, celui que la presse ouvrière locale appelle de plus en plus souvent "le vieil Internationaliste" ou "le vieux tribun"[14] ne laisse pas tomber les bras dans les combats électoraux qui se profilent régulièrement à l'horizon du militant. En novembre 1898, en vue des scrutins de l'année suivante, il organise la Ligue des ouvriers et des commerçants (qui n'a pas encore fusionné avec Le Devoir dans l'Union Socialiste) en cinq sections de quartiers : l'Est, le Centre, les Boulevards, Gérardchamps et Mangombroux, où il prend la parole pour discuter des questions communales[15]. En octobre 1899, pour le renouvellement partiel du Conseil communal par la remise en jeu des mandats de quatre ans, dans un meeting au Globe, il soutient la liste socialiste bien que celle-ci comprenne ses anciens adversaires Angenot et Crama, ce qui ne manque d'ailleurs pas d'étonner certains auditeurs[16].

13. *Le Jour,* 14.9.1896.

14. *Le Jour,* 14.4 et 14.9.1896, 8.3.1899; *Le Travail,* 11.2.1908.

15. *Le Jour,* 9.11.1898.

16. *Idem,* 11.10.1899.

Le POB lutte seul cette fois, la Concentration démocratique n'ayant pu être reconduite entre les socialistes, les progressistes et un nouveau venu sur la scène politique, le Cercle des ouvriers libéraux, section verviétoise d'un Parti ouvrier libéral de création récente[17]. Ce lointain ancêtre du syndicalisme libéral, héritier des œuvres d'éducation populaire d'inspiration libérale et notamment des Soirées populaires fondées par Ernest Gilon en 1866, a à sa tête un instituteur, Hubert Longtain.

Le Cercle des ouvriers libéraux se veut réformateur et centriste, "opposé aux apôtres de la résignation comme aux apôtres de la révolte", ainsi que l'écrit son hebdomadaire *L'Avant-garde*. Indépendant ... mais c'est à l'instigation de l'Association libérale que le POL verviétois refuse de participer à la Concentration démocratique et présente un candidat sur la liste libérale, et c'est suite à des critiques contre l'échevin de l'Instruction, le doctrinaire Mallar, que *L'Avant-garde* et son comité disparaîtront dès 1900 faute d'argent.

La campagne du POB n'est pas facile. Les élus sortants ont beau rappeler dans leurs meetings qu'ils ont défendu les principes socialistes à toutes les séances du Conseil mais se sont heurtés au mur conservateur, le bilan est maigre sinon nul et il est difficile de faire face aux contradicteurs. L'un d'eux fait observer à Angenot qu'il a démissionné du Conseil dans l'espoir d'être nommé bibliothécaire communal et qu'il se représente aujourd'hui parce qu'il n'a pas obtenu cette place (qu'il obtiendra plus tard). Aucun orateur, parmi lesquels Maquinay ou Gierkens pourtant, ne fait allusion à la présence de Fluche au Collège alors qu'il préside un des meetings, ou à la mise en place de la Commission du Travail ![18]

Finalement, le 15 octobre, les socialistes Durbu (sortant), Léopold Lekeu et l'ancien député Adolphe Gierkens rejoignent Fluche, Renson et Drèze à l'Hôtel de Ville. Sur le plan politique, c'est le statu quo, le Conseil se répartissant entre huit socialistes (soit autant qu'auparavant), cinq progressistes, neuf libéraux et neuf catholiques. Les socialistes négocient le maintien de Fluche au Collège en échange de leurs voix pour la désignation de trois échevins libéraux et progressistes, et donc l'éviction du seul échevin catholique[19].

Des élections législatives ont lieu l'année suivante, le 27 mai 1900, pour renouveler le Parlement sur base de la représentation proportion-

17. Voir F. Joris, *Presse verviétoise de 1850 à 1914*, p. 119-120.

18. *Le Jour*, 8 et 11.10.1899.

19. *Idem*, 16.12.1899.

nelle, que les partis ont introduite pour empêcher la disparition des libéraux laminés entre les blocs catholique et socialiste depuis l'instauration du vote plural. La représentation proportionnelle change les données du combat et décide enfin les démocrates chrétiens à lutter seuls. En mai 1898, ceux-ci avaient en effet accepté à nouveau de faire cause commune avec les catholiques conservateurs en modifiant même le choix de leur candidat pour se soumettre aux exigences de l'Association catholique qui ne désirait pas voir Henri Boland sur la liste ! Cette attitude, aussi peu payante qu'en 1894, avait précipité la fin de l'hebdomadaire *Le Peuple chrétien* que les démocrates chrétiens verviétois publiaient depuis juin 1897 à Dison, chez le futur député-bourgmestre Sébastien Winandy[20].

En 1900, l'UDC lutte donc seule sous la conduite opiniâtre de Henri Boland. Elle obtient quelque 3.600 votes seulement, dont une partie aurait peut-être pu se porter vers la liste socialiste. Au total, les catholiques, avec environ 18.000 voix, ne conservent que deux députés, les socialistes avec pourtant presque le même score ne font réélire que le seul Jean Malempré, les libéraux avec 11.000 votes retrouvent un député en la personne du bourgmestre Mullendorff.

Dans la foulée de ce scrutin, les élections provinciales sont un net succès pour le POB verviétois qui "place" ses six candidats et notamment le vieux compagnon de combat de Fluche, Roch Germay, qui deviendra vice-président du Conseil provincial et entrera peu après au Conseil communal où il était jusque-là suppléant. Par contre, un autre "ancien" du Parti et de la mouvance Fluche, Adolphe Gierkens, ne parvient pas à reconquérir son siège au Parlement lorsqu'est organisée en 1902 l'élection d'un cinquième député verviétois : le candidat catholique l'emporte par 28.000 voix contre 23.000.

Fluche lui-même doit remettre en jeu son siège de conseiller communal en octobre 1903, à l'expiration de son mandat de huit ans. Treize postes sont à pourvoir et la liste socialiste est conduite par l'échevin sortant. Elle comprend Joseph Demoulin : l'ancien Internationaliste, ancien adversaire de Fluche dans les années '90 aussi, a été réintégré dans les rangs du POB et s'est réconcilié avec son leader[21]. Les socialistes gagnent 400 voix et un siège à cette occasion. Fluche obtient près de 3.300 voix sur 11.400 votes valables et reste le premier élu socialiste. Roch Germay est également réélu et parmi les deux nouvelles têtes qui rejoignent le groupe socialiste désormais fort de neuf membres, on

20. F. Joris, *op. cit.*, p. 57-58.

21. Lettres de Fluche à Dave, 12 et 18.9.1903.

note l'avocat Louis Pirard, 35 ans, professeur à l'Université nouvelle de Bruxelles[22]. Les catholiques tenteront en vain de manœuvrer pour empêcher la réélection comme échevin de Fluche, qui, fort de sa popularité, ne semble plus guère s'émouvoir de ces "mesquineries politiques"[23].

Enfin, les élections législatives de mai 1904, en aboutissant à la désignation d'un député libéral, de deux catholiques et, enfin, de deux socialistes - Jean Malempré et Louis Pirard - "clichent" pour longtemps la répartition des sièges entre les trois partis qui ont obtenu respectivement 10.000, 20.000 et 18.000 voix. Pierre Fluche est pour beaucoup dans l'élection du deuxième parlementaire socialiste : à 63 ans, il a pris la parole, avec Pirard et Malempré, dans pas moins de treize meetings contradictoires d'un bout à l'autre de l'arrondissement, entre le 24 avril et le 27 mai ![24]

3. LE MILITANT SOCIALISTE.

Entre les campagnes électorales et les séances à l'Hôtel de Ville, Fluche reste le militant régulièrement engagé dans les combats du mouvement ouvrier socialiste. Toutefois, l'échec des grandes grèves de 1896 et de 1898, leurs terribles conséquences pour les associations ouvrières verviétoises et le triomphe ambiant du patronat l'amènent à s'interroger sur le bien-fondé de la tactique syndicale - comme à l'époque de l'Internationale, mais dans une autre voie.

Il participe en effet en octobre '98 avec l'économiste Laurent Dechesne, excellent observateur de la situation sociale locale mais pas révolutionnaire pour un sou, à la tentative de mise en place, à Dison, d'une Chambre syndicale réunissant façonniers et ouvriers tisserands. Les premiers sont de petits indépendants, possédant un ou plusieurs métiers et travaillant la laine en sous-traitance pour le compte d'industriels plus puissants. Tout aussi soumis à l'absence de lois sociales que les ouvriers, ils se considèrent comme l'élite de la classe des tisserands.

Devant 300 personnes, le chef historique du socialisme local rappelle que les grèves n'ont toutes amené que des ruines et qu'il ne les a

22. R. Bonaventure, *op. cit.*, p. 74.

23. Lettres de Fluche à Dave, 30.10.1903 et 28.11.1904.

24. *Le Travail*, avril-mai 1904.

d'ailleurs toujours admises qu'à son corps défendant, quand l'entente était impossible avec le patronat, ce qui est exact. Il va plus loin. Un groupement associant façonniers honnêtes et ouvriers, constitué en dehors de tout parti politique, sera bénéfique pour tous ses membres, permettra de débusquer les patrons indélicats et de protéger les autres pour autant que l'on écarte les têtes brûlées de l'association : "nos syndicats ne doivent pas être des armes de guerre, mais d'éducation sociale, ils établiront plus de communion entre tous"[25].

Cette vision corporatiste et conciliatrice d'un renouveau syndical lui vaut l'approbation de la doctrinaire *Union libérale* qui salue l'expérience du leader socialiste, et une volée de bois vert deux jours plus tard au Congrès national des syndicats textiles réunis à Bruxelles, où on fustige de surcroît la suggestion émise par Fluche de faire du syndicalisme en dehors du POB[26] - alors qu'il apparaît pourtant déjà que ce qui subsiste des syndicats locaux hésite à s'affilier à un Parti ouvrier divisé dans une ville où la tradition anarchiste, en plus, reste vivace.

L'Association des façonniers et des tisserands avortera et Fluche ne reviendra plus sur ce projet. Mais s'il ne refuse jamais d'appuyer à leur demande le combat d'ouvriers en grève, il est clair que ses sentiments personnels le portent de plus en plus vers la conciliation plutôt que le combat, dans un souci fréquemment affirmé d'éviter les difficultés de la grève et de son échec aux ménages ouvriers. Jusqu'à la victoire de 1906, il reste sceptique sur les chances des combats syndicaux isolés - on le serait à moins après tant d'années de désillusions - et il ne se cache pas pour le laisser entendre même lorsqu'il soutient en octobre 1904, dans trois meetings organisés par le syndicat des tisserands, les travailleurs de la fabrique Garot à Hodimont, en grève à nouveau contre le tissage à deux métiers[27].

Sur le plan de l'action politique, le tribun est bien sûr sollicité lorsqu'au printemps 1899 le gouvernement catholique de Vandenpeereboom entend réformer le code électoral en n'instaurant la représentation proportionnelle que dans les arrondissements les plus peuplés. Le projet provoque contre lui l'alliance des libéraux, des socialistes et de l'extrême-gauche de la démocratie chrétienne autour de l'abbé Daens. Fluche fait partie du Comité verviétois de la Ligue pour la défense du suffrage universel et de la représentation proportionnelle où siègent libéraux, progressistes, socialistes et démocrates chrétiens. Avec un

25. *Union libérale,* 7.10.1898.

26. *Idem,* 10 et 11.10.1898.

27. *Le Travail,* 27 et 29.10.1904.

daensiste, un ouvrier libéral et un progressiste, il est un des orateurs, le 25 mai, du meeting quadripartite organisé sur ce thème au café du Globe et il prend encore la parole le 8 juin à Dison. Le 23, il accueille avec Maquinay l'abbé Daens, de retour à Verviers quatre ans après son passage au lendemain de son élection à la Chambre[28].

Fin juin, les meetings font place à des manifestations de rues organisées par les Jeunes Gardes Socialistes pendant que le projet Vandenpeereboom est discuté au Parlement. Les incidents se multiplient comme ailleurs dans les autres villes du pays, mais sans gravité à Verviers. Le 2 juillet au soir, un dimanche, un cortège de manifestants croise Fluche, Malempré et Maquinay qui improvisent un meeting sur les marches de l'église St Antoine avant d'entraîner la foule à la Maison du Peuple. Le 4, pour fêter la démission du Ministère, Fluche est encore à la tête de la foule qui quitte le local socialiste pour parcourir Verviers malgré la pluie battante[29].

Que dire de plus, sinon que Fluche participe aussi en 1902 à la grève générale organisée - et vite arrêtée - par le Parti ouvrier pour le suffrage universel pur et simple, qu'il est sollicité en 1903 pour faire partie du Comité du nouveau quotidien ouvrier liégeois *La Wallonie*[30], qu'il préside en 1906 la Ligue de l'Enseignement récemment reconstituée à Verviers autour d'une pétition pour l'enseignement obligatoire[31], ou encore qu'il célèbre à la Maison du Peuple avec De Brouckère, Malempré et Pirard le premier anniversaire du début de la révolution russe de 1905.

S'adaptant à chaque tribune, Fluche sait alors retrouver les accents du jeune révolutionnaire qu'il était quarante ans plus tôt pour appeler à la solidarité avec les travailleurs russes : "L'émancipation populaire ne vient pas d'en haut, elle vient du peuple. Quand les peuples se lèveront assez forts pour revendiquer leurs droits méconnus, on ne les arrêtera pas, car on n'arrête pas l'Idée pas plus qu'avec un fétu de paille on n'arrête une locomotive lancée à toute vapeur !"[32]

Des propos davantage dignes d'un orateur anarchiste que d'un respectable échevin blanchi par les ans, mais certainement les propos que la salle attendait de son vieux tribun ...

28. *Le Jour*, 3.5, 26.5, 9.6 et 24.6.1899.
29. *Idem*, 5.7.1899.
30. Fluche à Dave, 17.8.1903.
31. *Le Travail*, 17.3.1906.
32. *Idem*, 22.1.1906.

4. LE VIEUX LION.

Ses années au sein du Collège échevinal n'ont donc pas vraiment assagi notre Pierre, surtout lorsqu'il parle en public, et il reste aux yeux des élus catholiques qui le cotoyent depuis une dizaine d'année "le plus fanatique des socialistes"[33]. Pour tout dire, il est la véritable bête noire des catholiques verviétois, qui ne se privent pas de l'attaquer au Conseil lors de débats un peu vifs, ou d'ironiser sur la contradiction qu'il assume entre ses convictions socialistes et son mandat rémunéré. Vandervelde ayant fait l'éloge à la Maison du Peuple du "brave vieux lion de l'Internationale", *Le Pont de Polleur* publie un dessin cruel où le lion rugissant de 1870 rentre aujourd'hui sa queue derrière les pans de son habit scabinal, avec cette légende ironique : "Tout chemin conduit à ... 2.500 francs"[34].

Lors de la grève générale d'avril 1902, le journal satirique ne manque pas non plus de représenter Pierre, qui a pris de l'embonpoint avec l'âge, exhibant une perceuse et lançant à la foule, sous les yeux d'un Vandervelde médusé, les mots outranciers qui feront mouche pour longtemps : "les maigues sont du noss'costé, les craus du l'aute; les grossès panses, faut qu'on les trawe"[35].

Mais les écarts de tribune, volontaires ou non, peuvent s'avérer plus lourds de conséquence. Toujours en avril 1902, Fluche prend violemment à partie dans un meeting le Premier Ministre de Smet de Nayer. Ses propos sont reproduits textuellement par le quotidien neutre *L'Information*, éphémère copie du *Jour.* Le Premier Ministre réagit vivement en intentant un procès au journal et à Fluche. L'affaire fait grand bruit dans le landerneau local. Philosophe, le socialiste réagit placidement : "ce sont des embarras dont à mon âge on pourrait aisément se passer"[36]. Des embarras qui lui coûteront au printemps 1903, en amendes et en insertions du jugement, la bagatelle de 2.800 francs ![37]

Trois ans plus tard, c'est son vieil adversaire Pierre Limbourg qui réclame en justice 2.000 francs de dommages. Fluche lui a lancé un vi-

33. Selon l'appréciation de Duesberg au Conseil communal du 8.10.1906 (*Le Travail,* 9.10.1906).

34. *Le Pont de Polleur,* 18.10.1903.

35. *Idem,* 10.5.1902.

36. Fluche à Dave, 26.7.1902.

37. Voir *Courrier de la Vesdre,* 15.2 et 15.3.1903 et la brochure parue à l'époque avec le compte-rendu du procès.

goureux "Silence, négrier" en plein Conseil, dans le cadre d'un échange particulièrement tendu où il venait de parler de la "logique de la gale des calotins" ... Le terme de "négrier" déplaît au publiciste catholique, soupçonné par la presse socialiste d'exploiter ses ouvriers typographes ! Fluche est à nouveau condamné, mais seulement à deux insertions du jugement dans la presse - dont coût 250 francs[38].

Pierre Fluche doit également subir à la même époque les accusations de plus en plus violentes lancées contre lui, dans des pamphlets rageurs, par l'ancien gérant de la coopérative, Jean Defraiteur. Exclu du POB en septembre 1901 (alors qu'il s'en était retiré deux ans plus tôt ...), Defraiteur lance contre Fluche et "sa camarilla" (entendons Germay et Thiry), d'octobre 1901 à octobre 1903, une série de six circulaires aux titres éloquents, *Le Fouet* puis *La Cravache,* au nom d'un "groupe de propagande pour l'épuration du parti socialiste". La presse bourgeoise reprend de larges extraits de ces accusations parfois plausibles, plus souvent incohérentes, auxquelles Fluche semble rester indifférent[39].

Le vieux militant paraît avoir trouvé une certaine sérénité. Il s'est installé en 1902 à l'est de la Ville au n° 2 de la rue Mali, dans une toute nouvelle artère en impasse proche des écuries Simonis, et il s'est décidé - sous l'effet de ses attributions scabinales ? - à faire usage de son vrai nom, Fluche, après avoir usé plus de soixante ans du nom de Fluse jusque dans sa correspondance intime[40].

Avec Victor Dave, il échange de vieux souvenirs et se remémore "les époques de nos luttes si grandes et si sincères où le bon combat nous attirait avec tant d'abnégation et de désintéressement"[41]. Avec Demoulin, il recherche des documents de la grande époque de l'Internationale. Il fouille des malles, interroge Davister. Après, Pierre rend visite à Dave à Paris en septembre 1903 au terme de trente années de séparation et de contacts épistolaires : au cours de longues promenades dans les rues de la capitale, on reparle des anciens. Puis au retour, il raconte le voyage à tous les vieux copains du *Mirabeau,* ceux qui sont encore en vie du moins : Antoine Benoît, Jean-Baptiste Rouman, Gaspard Lewalle, Mathieu Hacray, Thomas Luron, Roch Germay ...[42]

38. *Le Travail,* 3.4.1906.

39. F. Joris, *Presse verviétoise de 1850 à 1914,* p. 154-155. Fluche ne fait pas la moindre allusion à ces attaques dans les nombreuses lettres qu'il adresse à son ami Dave à cette époque.

40. Lettre de Fluche à Dave, 26.7.1902.

41. *Idem,* 17.8.1903.

42. *Idem,* 12 et 18.9.1903.

Le "vieux lion" est heureux. Heureux, modestement satisfait, et encore énergique : il a "la conscience du devoir accompli", "préfère avoir souffert que d'avoir fait souffrir" et se dit prêt à assumer encore d'autres combats "si je vis quelques années en disposant de mes moyens pour continuer la lutte qui, je l'espère, me verra tomber au poste du courage"[43].

43. *Idem*, 10.2.1895 et 17.8.1903.

1906, L'AVENEMENT DU REGIME SYNDICAL

1. LE RENOUVEAU SYNDICAL.

Les premières années du siècle sont capitales pour le mouvement syndical à Verviers, complètement désorganisé depuis 1896 suite aux échecs des tisserands dans la grève contre le tissage à deux métiers, des métallurgistes dans le conflit Houget et des fileurs de laine peignée dans la grève de "La Verviétoise". Le renouveau syndical sera identifié à juste titre à un homme, le Disonais Jean Roggeman, et à une idée, la neutralité syndicale[1].

En 1900, la Fédération socialiste n'a plus de journal hebdomadaire : *La Voix du Peuple* a déjà cessé de paraître et, faute de moyens pour poursuivre la publication d'un journal militant, la Fédération préfère insister auprès du *Peuple* pour que le salaire de son correspondant verviétois soit augmenté afin de l'obliger à expédier des articles plus réguliers au quotidien national du POB. Après la réélection de Malempré comme député, c'est Léopold Lekeu qui se voit attribuer cette tâche enviée[2]. Journaliste âgé de 40 ans, ancien animateur de *La Voix du Peuple* avec Maquinay, il a fondé au début de l'année avec Léonard Ohn, Mathieu Heck et Henri Glaude le Cercle "L'Etude", à la fois groupement d'ins-

1. Sauf indications particulières, nous suivrons dans les trois premiers sous-chapitres F. Joris, *La Presse verviétoise de 1850 à 1914*, p. 159 à 166; F. Joris, *Histoire des métallurgistes*, p. 77 à 82; J. Moulaert, *op. cit.*, p. 275-276; J.J. Messiaen et A. Musick, *Histoire de la Fédération socialiste verviétoise*, Bruxelles, 1985, p. 26 à 31.

2. F. Joris, *La Presse verviétoise de 1850 à 1914*, p. 153.

3. *Education - Récréation*, septembre 1923, p. 873.

truction mutuelle et école d'orateurs[3]. Son frère, Jules Lekeu, est un des rédacteurs du *Peuple*.

L'absence d'organe ouvrier édité par le POB verviétois - pour la première fois depuis 1892 - laisse un champ libre sans que ceux qui tenteraient de l'occuper puissent être taxés de nuire aux intérêts du Parti. Mais il n'est même pas certain que cette réflexion entre en ligne de compte dans la démarche de Jean Roggeman lorsqu'il fonde en janvier 1900 un organe mensuel qu'il baptise *Le Tisserand*. Il veut tenter un redressement syndical en dehors du POB comme de tout autre mouvement, si bien que les trois tisserands fondateurs du nouveau journal se voient refuser un local à la Maison du Peuple. Ils trouvent asile dans une salle du café du futur conseiller communal socialiste Lallemand. Déjà boycotté des usines, ce dernier n'a plus rien à craindre et accepte de signer le journal comme éditeur.

Le Tisserand analyse les causes de l'effondrement syndical et appelle à un réveil. Celui-ci va bel et bien s'effectuer sous son impulsion avec la création de multiples syndicats d'usines, le redressement de la conjoncture économique aidant. En juillet, *Le Tisserand* devient l'organe d'une toute nouvelle Association générale des tisserands, dont les statuts contiennent le principe fondamental de la neutralité syndicale, autrement dit le refus de s'affilier au POB. Une pratique déjà existante à Verviers depuis 1893, excepté chez les métallurgistes, est cette fois consacrée officiellement. Et lorsqu'en mai 1902, neuf Fédérations de syndicats d'usines fondent ensemble la Confédération syndicale de Verviers, les statuts de celle-ci interdisent même expressément toute discussion politique ou philosophique dans les réunions.

Roggeman préconise le syndicalisme neutre, c'est-à-dire l'autonomie des syndicats par rapport au POB mais aussi leur abstention dans les luttes politiques, car il estime que seules des associations autonomes, apolitiques et exclusivement centrées sur les problèmes économiques et sociaux - "la question du pain" - peuvent réaliser l'union d'ouvriers d'opinions diverses, en majorité socialistes certes, mais aussi chrétiens ou anarchistes. Cette conception n'est pas pour déplaire à Fluche, qui a déjà exprimé son scepticisme sur l'action politique, sa préférence pour un syndicalisme d'usine politiquement et philosophiquement neutre, et qui n'a jamais critiqué le refus des syndicats verviétois de s'affilier au POB, lors de leur première renaissance dans les années '93-95.

3. *Education - Récréation*, septembre 1923, p. 873.

La conception défendue par Roggeman répond à plusieurs exigences : réaliser l'indispensable unité d'action des travailleurs en les écartant des conflits internes du POB local, tenir compte du grand nombre d'ouvriers verviétois affiliés à des mutualités apolitiques, de l'existence d'un courant démocrate chrétien décevant mais dynamique, et plus encore de la persistance d'un foyer anarchiste dont les animateurs, après avoir loué le terrorisme, au milieu des années '90, se réorientent alors vers l'action syndicale. C'est ainsi qu'en février 1898, à l'initiative du syndicat de l'usine "La Vesdre" et du militant ensivalois Hubert Sevrin, un congrès de syndicats indépendants (du POB et de l'UDC) s'était réuni à Verviers. L'existence quasi permanente d'un groupe anarchiste plutôt "fort en gueule" dans la cité lainière depuis la formation de L'Etincelle un quart de siècle plus tôt, est un phénomène assez exceptionnel dans le pays et, même si ce groupe joue alors un rôle moins marquant dans le mouvement anarchiste belge, les militants ouvriers verviétois ne peuvent l'ignorer[4].

La voie préconisée par *Le Tisserand* s'avère être la bonne : très vite, la renaissance syndicale s'étend à toutes les corporations. En même temps que l'Association générale des Tisserands qui démarre avec 450 membres, une Fédération de la laine cardée se constitue aussi en juillet 1900 et réunit onze syndicats d'usine dès l'année suivante. Une Fédération de la laine peignée se développe également, elle compte très vite mille membres répartis dans dix des douze usines de la place. En 1901, ces trois fédérations ainsi que les syndicats d'apprêts et de laveurs de laine, les cimentiers et les ouvriers du bois, reprennent ensemble le journal, qui change en même temps de titre et de périodicité : le premier numéro du *Travail*, bimensuel, paraît le 6 avril 1901. Il devient hebdomadaire en janvier 1902, peu avant de devenir l'organe de la Confédération syndicale créée en juin suivant, qui regroupe près de 2.000 affiliés.

En août 1902, les syndicats fondent une nouvelle coopérative, La Presse ouvrière, pour l'impression et l'exploitation du journal. Roggeman reste directeur et rédacteur en chef. Le gérant de l'imprimerie, Gustave Kœnders, fournit régulièrement des articles, de même que Léonard Ohn et, dans une moindre mesure sans doute, Fluche et Malempré. La diffusion du *Travail* se développe parallèlement à l'expansion syndicale : le journal paraît trois fois par semaine à partir d'octobre 1904 en diversifiant son contenu pour mieux séduire le public populaire au-delà des militants convaincus, et il devient quotidien le 2

4. J. Moulaert, *op. cit.*, p. 183 et 276.

janvier 1906, en s'attachant les services d'un journaliste à temps plein, Camille Feller.

Les catholiques s'émeuvent. Leur quotidien, modernisé en 1904 sous le titre *Le Courrier du Soir*, ouvre ses colonnes à partir de 1905 à l'imprimeur démocrate chrétien Sébastien Winandy qui y entreprend avec Pierre Limbourg une attaque en règle jour après jour contre *Le Travail* et les syndicats neutres dirigés en fait, souligne-t-il, presqu'exclusivement par des socialistes, ce qui est d'ailleurs exact. Le quotidien catholique conservateur pousse à la création de nouveaux syndicats chrétiens, et un Syndicat chrétien des Tisserands reverra effectivement le jour en 1908, avec pour principale mission selon *Le Courrier* "la lutte contre le monstre rouge, le libre-penseur, malthusien et socialiste *Travail*, pourrisseur de la classe ouvrière"[5].

Aux antipodes de ce discours où l'antisocialisme exacerbé l'emporte sur l'intérêt des travailleurs, l'avocat démocrate chrétien Jennigès fait reparaître durant quelques mois en 1906 un bimensuel, *Le Franc-Parler.* S'adressant aux ouvriers chrétiens à une époque où *Le Courrier* les presse d'abandonner les syndicats neutres alors en pleine expansion, Jennigès les invite au contraire à adhérer à leur syndicat quel qu'il soit et à en suivre les mots d'ordre loyalement : "Il ne faut pas que ce soit dans nos rangs qu'on vienne trouver ces ouvriers félons à l'aide desquels on retarde constamment les améliorations réclamées"[6].

Entretemps, le redressement syndical a pris de plus en plus d'ampleur : les effectifs de la Confédération sont passés de 2.000 membres en 1902 à 7.000 en 1905. A côté des caisses de grève et de chômage, des caisses de secours en cas d'invalidité se sont multipliées dans tous les secteurs. Les conflits également, et souvent à l'avantage des grévistes. Salaires en hausse, réduction du temps de travail, répartition de l'ouvrage disponible entre équipes, suppression du travail de nuit, telles sont les avancées sociales arrachées (dans un contexte économique favorable) par les tisserands ou les ouvriers du peigné.

Une nouvelle génération de militants entre vingt et trente ans s'affirme au premier rang des acteurs de ce nouvel essor syndical, dans les pas de Jean Roggeman : Alexandre Duchesne, Isidore Gouvy, Jean Melein, Antoine Veiders, mais aussi Barbe Liégeois et Marguerite Steenhuse pour le textile; Arthur Geelen, François Betsch, Henri Bissot, les

5. F. Joris, *op. cit.*, p. 163-164.

6. F. Joris, *op. cit.*, p. 58-59.

frères Nicolas et Hubert Dohogne chez les métallurgistes; Jules Hœn chez les typographes; Léonard Ohn pour le bâtiment.

C'est grâce à ces hommes et femmes que le mouvement de syndicalisation s'accélère dans tous les corps de métier durant les premiers mois de 1906. En mars, la Confédération syndicale verviétoise englobe plus de 11.000 travailleurs; à l'automne, un maximum est atteint avec 16.275 syndiqués sur un peu plus de 20.000 ouvriers verviétois ! Dans le textile, le taux de syndicalisation est alors de près de 100 %, dans la métallurgie également. Cet accroissement formidable s'est produit non seulement par des adhésions de plein gré mais aussi, il faut le dire, sous la pression des syndiqués eux-mêmes qui boycottent parfois totalement les collègues qui s'entêtent à rester en dehors du mouvement.

2. LES CINQUANTE-QUATRE GREVES DE 1906.

Certains syndicats obtenant d'importants avantages à l'occasion des conflits qu'ils déclenchent, le nombre d'arrêts de travail ne cesse d'augmenter. Dans le textile, le total des journées de grève passe de 2.360 en 1903 à 9.909 en 1904, 13.306 en 1905 : quatre conflits en 1903, quatorze en 1904 et autant l'année suivante. Dans les autres secteurs, deux grèves en 1903, sept en 1905. L'agitation sociale atteint son point culminant en 1906 : vingt-neuf conflits dans le textile et plus de 63.000 journées de grève (en ce compris le grand lock-out), vingt-cinq conflits dans les autres secteurs. Le climat social régnant alors en bord de Vesdre peut se résumer comme suit : il ne se passe pas un mois sans que trois ou quatre secteurs de l'économie verviétoise ne soient simultanément sinon paralysés en tout cas affectés par un conflit social important ![7]

Les patrons de l'agglomération réagissent, bien entendu. D'une part, au printemps 1906, ils se regroupent au sein d'une Fédération de l'Industrie textile : poussés à bout par la multiplication des grèves et des concessions de leur part, il s'agit pour eux de s'organiser pour mieux résister eux aussi **collectivement**, ce qui est un élément neuf considérable. D'autre part, pour pratiquer le cas échéant cette résistance, ils décident d'introduire entre eux la clause du lock-out, par laquelle ils s'en-

7. Tous ces conflits ont été minutieusement analysé à l'époque par L. Deschesne, *op. cit.*, que nous suivrons ici en évoquant non seulement le grand lock-out (au point 4) mais aussi les autres conflits de 1906, souvent éclipsés dans les ouvrages qui ont traité, depuis, de cette période.

gagent à défendre, par la fermeture de **toutes** les usines d'un secteur, celui de leurs membres qui serait menacé ou victime d'une grève. Le camp patronal, par ce pacte, se dote aussi d'une arme redoutable. *L'Etoile belge* écrit "qu'au pays de Verviers, l'état de guerre est latent entre les industriels et leurs ouvriers".

Fin février, premier lock-out à Dison, où quarante et une fabriques sont fermées et 1.400 ouvriers privés de travail : les patrons entendent ainsi faire cesser dans une entreprise de la place une grève de nettoyeuses qui s'opposent au licenciement d'une d'entre-elles pour négligence professionnelle - ou pour refus de se laisser violer par un contremaître dans un coin de l'atelier suivant les vieilles traditions ? Le conflit dure 17 jours et se termine par un compromis.

Début avril, un conflit à propos du tarif du tissage éclate chez un fabricant verviétois, pour la troisième fois en quelques mois. Après trois semaines, les patrons s'apprêtent ici aussi à un lock-out de tous les tissages, susceptible de toucher 2.500 travailleurs. Un compromis intervient sous l'effet de la menace patronale.

Le 12 avril, c'est la menace d'un lock-out de toute l'industrie textile verviétoise - 16.000 ouvriers ... - que les patrons agitent pour venir à bout d'une grève qui a éclaté fin février à Dison suite au renvoi d'un militant syndical, et qui perdure car les ouvriers exigent des garanties de protection pour leurs secrétaires de syndicat. Composée de Pierre Fluche, de Joseph Demoulin et de Roch Germay pour les ouvriers, de Pierre Limbourg et du bourgmestre Mullendorff comme autres principaux protagonistes, la Commission communale du Travail écarte la menace et fait cesser la grève en actant à la fois le réengagement du travailleur licencié dans un emploi équivalent et surtout le refus de la Fédération patronale de soutenir un licenciement qui serait dû aux activités syndicales d'un travailleur.

Mais c'est en vain que la Commission communale appelle la Fédération patronale et les syndicats à établir entre eux des rapports réguliers pour prévenir les conflits : toujours dans le textile, vingt-deux patrons laveurs et carboniseurs (sur vingt-quatre) répondent par le lock-out, le 15 avril, à la grève qui a éclaté chez huit d'entre-eux pour obtenir l'instauration d'un minimum salarial - une grève qui contrevient à une convention sectorielle signée fin février seulement, protégeant les militants syndicaux en échange de l'engagement de ne pas déclencher de conflits sans arbitrage préalable au sommet. Après quinze jours de fermeture des entreprises, les ouvriers rentreront aux anciennes conditions et en payant de plus leur erreur tactique par le renvoi définitif d'un délégué syndical.

Durant l'été, des grèves éclatent encore dans une teinturerie (les quinze ouvriers y sont remplacés après trois semaines), dans un petit atelier de finissage (sans solution au bout de six semaines), au conditionnement de laines de Dison (où les grévistes sont également remplacés par d'autres travailleurs), dans les quatre principales filatures de laine peignée ("La Vesdre", "La Lainière", "La Verviétoise" et "L'Ile Adam", occupant chacune environ 400 ouvriers) dans chacune d'elles pour des motifs secondaires voire puérils.

Puis la question du tissage à deux métiers est remise sur le tapis par l'Association des Tisserands. La Fédération patronale, désireuse de pouvoir enfin généraliser sans difficulté le tissage à deux métiers, réclame alors du syndicat qu'il en accepte le principe et condamne les boycottages. L'Association des Tisserands refuse. Le 4 août, les patrons décrètent le lock-out de tous les tissages, qui touche 2.500 ouvriers. *Le Travail* craint un nouveau succès patronal dans cet autre conflit sectoriel, auquel les travailleurs ne sont pas encore prêts à répondre par une grève générale de tout le textile, faute d'avoir réalisé de leur côté une concentration suffisante de leurs forces autrement que sur papier. La Commission communale du Travail est une fois de plus appelée à la rescousse : elle permet aux deux parties de s'en sortir, après dix journées d'arrêt, en acceptant le principe d'une Commission mixte chargée d'élaborer un règlement du tissage à deux métiers.

Cependant que patrons et syndicats textiles s'habituent ainsi peu à peu à négocier collectivement tout en fourbissant leurs armes pour le conflit décisif qui ne peut manquer d'éclater tant le climat y conduit, des conflits tout aussi importants agitent aussi les autres secteurs de l'économie verviétoise, parfois pendant plusieurs mois. Ainsi dans les transports (pour l'essentiel non encore mécanisés), où l'Association des ouvriers soigneurs et conducteurs de chevaux déclenche plusieurs conflits de février à septembre pour obtenir un mimum de salaire : les modalités salariales seront tranchées par la Commission communale du Travail en avril.

Dans l'alimentation, les mouvements de grèves et de boycottages entamés en mars par le Syndicat des ouvriers chocolatiers et pain-d'épiciers aboutissent en août à l'établissement de commun accord d'un tarif de salaires. En juillet, un Syndicat neutre des ouvriers boulangers se constitue en même temps qu'une Union patronale; les deux organismes s'épaulent l'un l'autre dans un premier temps, dans l'espoir d'arriver à un accord salarial applicable dans toutes les boulangeries, puis un ultimatum ouvrier fait échouer toute perspective d'un accord sectoriel, malgré ici aussi l'intervention de la Commission du Travail.

Deuxième secteur industriel verviétois après le textile, la métallurgie n'est pas en reste dans cette période d'intense agitation sociale. Le syndicat des métallurgistes a déjà soutenu quatre grèves de novembre 1904 à avril 1906, dont les deux dernières avec succès[8] : une aux Fonderies verviétoises avec sept semaines de lutte à la fin de 1905 pour obtenir le paiement de pièces mal façonnées; l'autre de la part des plombiers-zingueurs de vingt-neuf usines, arrachant une augmentation salariale après un mois de grève.

Mais le conflit le plus important en métallurgie éclate en juillet - décidément, l'été est chaud ! - à la fonderie Laoureux à Ensival, dont le directeur entend généraliser le paiement aux pièces et non à l'heure. Les 90 ouvriers arrêtent le travail. Soutenus par Henri Bissot et le Syndicat des ouvriers fondeurs, ils tiendront bon quatre mois durant grâce à la solidarité syndicale, jusqu'à ce qu'en octobre des pourparlers s'engagent qui aboutiront au maintien du principe du salaire horaire.

3. LES EMEUTES DU PRINTEMPS.

Tout au long d'un printemps social particulièrement agité, les Verviétois sont aussi confrontés à trois mouvement qui affectent leur vie quotidienne durant plusieurs semaines : la grève des conducteurs de trams, celle des allumeurs de réverbères chargés de l'éclairage public, et celle des employés de magasins pour la fermeture des commerces de détail à 20 heures !

La campagne du Syndicat des employés et demoiselles de magasins dure d'avril à juillet. Rapidement, les principaux commerçants de la place acceptent de fermer leurs boutiques à huit heures en semaine et le dimanche après-midi s'ils constatent, durant le mois de juin, que la clientèle ne sera pas affectée par ces mesures. *Le Travail* sensibilise toute la population, mais la résistance des petits commerçants empêchera qu'un accord soit trouvé.

Les allumeurs de réverbères, eux, sont en grève à partir de mai contre la Compagnie du gaz pour des motifs salariaux. L'intervention de la Commission du Travail s'avère inefficace. La Compagnie fait très vite appel à des "jaunes", qui effectuent leur tâche sous escorte policière. Le 8 juin, dans le quartier de Fonds-de-Loup, la foule lance des

8. F. Joris, *Histoire des métallurgistes*, p. 78-81.

pierres contre les allumeurs et les gendarmes. Ceux-ci arrêtent plusieurs personnes. Les jets de pierres redoublent rue des Fabriques et c'est une véritable émeute que la gendarmerie à cheval doit disperser en chargeant sabre au clair rue de Dison, sous une grêle de bouteilles lancées des fenêtres. Il faut menacer de tirer dans celles-ci pour que le calme se rétablisse.

Les ouvriers changent alors de tactique et, les jours suivants, d'abord dans le quartier des rues Six-Cents et des Fabriques, puis à Hodimont et à Dison, ils invitent commerçants et habitants à se priver de gaz en recourant à la chandelle ou à la lampe à pétrole. Le boycott se généralise sous la menace. Une assemblée des hôteliers, restaurateurs et cafetiers vote aux deux-tiers pour le recours provisoire à l'éclairage au pétrole. Mais d'autres résistent, et la tension croît. *Le Travail* lui-même désapprouve alors le boycott et les risques courus par les ouvriers - en dehors de mots d'ordre syndicaux ... - pour une cause relativement mineure. C'est surtout l'absence de contrôle sur les événements qui irrite la Confédération syndicale. Malgré les remous provoqués par son attitude dans une partie de la classe ouvrière, Roggeman condamne clairement tant les émeutes que la tactique de boycott spontanément mise au point par des travailleurs : les forces doivent être réservées à des batailles plus fondamentales et lancées dans celles-ci par les responsables syndicaux seulement après mûr examen, sous peine de revivre les échecs du passé.

Or, la grève des conducteurs de trams a déjà été l'occasion d'autres émeutes et d'autres boycotts en avril. Les travailleurs de la Société anonyme des Tramways verviétois - à capitaux allemands pour une bonne part - sont organisés en syndicat depuis le début de l'année. Ils réclament des modifications d'horaire et de salaire quand la Société congédie trois d'entre eux dont un syndicaliste, le 10 avril. Plus de la moitié du personnel cesse aussitôt le travail. Le conflit prend un tour aigu dès le début, toute la classe ouvrière se solidarisant contre les non-grévistes : les trams circulent sous les huées et les sifflets, les gendarmes montent sur les voitures, les "jaunes" sont boycottés par leurs voisins et chez leur épicier.

Le trafic est arrêté ensuite dix jours durant, les chauffeurs-mécaniciens de l'usine électrique qui alimente le réseau ayant cessé le travail. Lorsque des trams sont remis en circulation le 25 avril sur la seule ligne 1, les voitures circulent à vide et des émeutes éclatent lorsqu'elles passent devant les usines au moment de l'entrée ou de la sortie des travailleurs. On procède à des arrestations, mais les manifestations redoublent. Elles ne cesseront plus, excepté le 1er mai où la Société s'abstient prudemment de faire circuler ses véhicules que d'ailleurs plus per-

sonne n'ose prendre. Le 9, de nouveaux incidents éclatent avec le personnel de Houget en Gérardchamps : un ouvrier est arrêté et emmené pour avoir hué au passage du tram. Les métallos qui tentent d'obtenir la libération de leur collègue, en compagnie de leur patron en personne, sont chargés sabre au clair et une dizaine d'entre eux blessés !

La situation s'aggrave encore les jours suivants. Les jets de pierres et de projectiles divers s'ajoutant aux huées, les arrestations se multiplient, le boycott se poursuit par l'accroissement des violences et des manœuvres d'intimidation. Police, gendarmerie, garde civique même sont mobilisées et le bourgmestre fait placarder un appel au calme le 13 mai. Enfin, la Société des Tramways accepte la médiation de la Compmission du Travail qui parvient à concilier les parties au terme de trois réunions les 17, 30 et 31 mai. Mais grisés par le soutien populaire et les violences qui ont accompagné leur mouvement, les grévistes réclament ensuite de nouvelles concessions. En vain. L'agitation reprend, très brièvement à la mi-juin, puis le nouveau mouvement s'étiole jusqu'en septembre, où son échec est patent.

La grève d'un service public que toute la population ouvrière utilisait, l'intransigeance de la Société des Tramways et son recours à des "jaunes", les émeutes violentes dues au conflit suscitèrent plusieurs interpellations au Conseil communal et de vifs incidents entre les élus du POB, notamment Pirard et Fluche, et les catholiques. En tant que membre de la Commission du Travail, l'échevin socialiste est fortement sollicité en ce premier semestre 1906. Ce n'est pas pour lui déplaire, lui qui a initié dix ans plus tôt cette instance communale de conciliation que patrons et syndicats se décident enfin à utiliser.

Au Conseil, Fluche est sans indulgence pour les "jaunes", tout comme pour les conservateurs qui ne comprennent pas que l'avenir est aux négociations collectives : "Le supplanteur est honni de tout le monde. Les patrons s'en servent mais le méprisent. Quand un soldat passe à l'ennemi, c'est un traître. L'ouvrier qui trahit la cause de ses frères est un traître". Et par ailleurs : "Tous les grands patrons reconnaissent les bienfaits des syndicats. Les conflits s'aplaniront bien plus rapidement lorsque les ouvriers traiteront directement de collectivité à collectivité"[9].

Le cortège du 1er mai 1906 est placé sous le thème de l'abrogation de l'article 310 du Code pénal, qui a permis les arrestations dans la grève des trams pour réprimer les atteintes à la liberté du travail. Grâce à la

9. *Le Travail*, 19.4.1906.

mobilisation massive des syndicats, la manifestation remporte malgré la pluie un succès jusque-là jamais atteint à Verviers, avec 14 à 15.000 participants, dont 2.000 seulement parviennent à s'entasser ensuite à la Maison du Peuple pour entendre De Brouckère après avoir été accueilli par un Fluche particulièrement fier. Entouré de Roggeman et Kœnders, des députés Pirard et Malempré, des conseillers communaux Germay, Demoulin et Kestchgès, Pierre salue l'assistance "au nom du syndicalisme, au nom de tous ces obscurs qui luttent pour vous, Camarades", puis il se félicite, lyrique, de la puissance nouvelle du mouvement syndical : "Vous avez affirmé aujourd'hui le principe de la solidarité ouvrière. Jusque maintenant, on s'adressait au patron individuellement et on traitait avec lui. Aujourd'hui, c'est le syndicat qui fonctionne; le syndicat, qui rend meilleur, plus digne et plus fort, vous conduira à l'avenir des travailleurs, à l'idéal ouvrier"[10].

4. LE GRAND LOCK-OUT : LA BATAILLE DECISIVE.[11]

A la mi-août 1906, les patrons laveurs des usines Lamboray et Duvivier renvoient leurs ouvriers par manque d'ouvrage, dont un délégué syndical. Nouvelle grève, et nouveau lock-out des lavoirs (après celui d'avril). Après un mois de conflit, décidée à frapper un grand coup pour mettre un terme aux grèves incessantes et restaurer l'autorité patronale, la Fédération patronale du textile vient en aide à l'Association des laveurs en menaçant à nouveau les organisations ouvrières d'un lock-out général du textile. Cette fois, elle met sa menace à exécution le 19 septembre : toutes les usines textiles de l'agglomération sont fermées, près de 16.000 hommes et femmes, les trois-quarts des ouvriers de l'industrie verviétoise, sont privés de travail - du jamais vu dans l'histoire sociale du pays !

Forts de leur pacte, les patrons engagent la bataille avec assurance, persuadés que les ouvriers, encore insuffisamment unis, ne tiendront que quelques jours. Mais les organisations syndicales organisent la résistance en constituant un Comité de défense qui prend la tête de celle-ci. Le secrétaire adjoint du syndicat des laveurs, Alexandre Duchesne, assure le secrétariat du Comité; ouvrier presseur chez Simonis, Antoine Veiders est chargé de la caisse de résistance. Le Comité répand dans

10. *Le Travail*, 2.5.1906.

11. Le récit détaillé du grand lock-out se trouve dans L. Deschesne, *op. cit.*, p. 229 à 379.

tout le pays des circulaires et des affiches appelant à la solidarité et le POB verviétois fait de même, obtenant l'appui du Conseil général du Parti. Un extraordinaire mouvement de solidarité se produit, les dons affluent de partout et, à Verviers même, les ouvriers reçoivent l'aide, par exemple, des milieux commerçants.

Les ouvriers "lock-outés" restent extraordinairement calmes. Pas d'émeutes, pas de violences, mais des cortèges joyeux et pacifiques, des pique-niques, des spectacles, et des promeneurs par milliers dans les rues sous un soleil d'automne radieux. Une atmosphère de fête et d'insouciance qui déconcerte plusieurs semaines durant les observateurs, bref "la force tranquille" avant la lettre - contrastant singulièrement avec les échauffourées diverses du printemps. Ce qui n'empêche que l'on ressent rapidement les effets de l'absence de revenus dans les familles touchées. C'est alors qu'un militant sérésien, secrétaire de la Fédération provinciale des métallurgistes, imagine d'accueillir les enfants des grévistes au sein des familles de syndiqués dans les autres villes du pays, ce qui ne s'est jamais produit jusque-là.

Mis à exécution avec un maximum de mise en scène et de médiatisation, l'exode des enfants est organisé par Jean Mélein. Entre le 3 et le 12 octobre, 2.000 enfants partent ainsi en une dizaine de convois séjourner dans les communes socialistes de la banlieue liégeoise d'abord, vers Gand, Anvers et Bruxelles ensuite. Le départ et l'arrivée des convois sont chaque fois l'occasion de manifestations de masse, musiques, drapeaux et calicots à l'appui, avec parfois de regrettables dérapages - notamment lors de l'arrivée du train spécial transportant, le 10 octobre, 400 petits Verviétois à Anvers. Non seulement l'exode permet d'alléger les frais des familles concernées (et, accessoirement, d'offrir aux gamins et aux fillettes des vacances inattendues dans des localités étrangères), mais ce geste de solidarité frappe considérablement l'opinion publique.

Il n'impressionne pas les patrons, qui ont consenti des prolongations extraordinaires de crédits aux firmes les plus faibles pour les aider à résister. Le 6 octobre, la Fédération patronale fait connaître ses conditions pour la levée du lock-out : la capitulation syndicale et la remise en cause des acquis sociaux arrachés les derniers mois. Le 10, les patrons repoussent l'offre de service de la Commission communale du Travail, mais ils acceptent deux jours plus tard d'entamer des négociations directement avec la Fédération ouvrière du textile qui vient à peine de se constituer, au sein de la Confédération syndicale, sous l'effet du lock-out.

Pierre Fluche et les autres ténors du socialisme verviétois ne restent pas inactifs dans le conflit. Au contraire, "malgré son âge avancé" comme le note le correspondant du *Peuple* à Louvain[12], Fluche met tous ses talents d'orateur au service des grévistes pour plaider leur cause et collecter des fonds dans le pays. Il parle notamment le 2 octobre à Seraing, le 7 à Tilleur, le 15 à Louvain[13]. Vandervelde vient parler à Verviers, au Manège, en compagnie de Pirard et du démocrate chrétien Jennigès[14].

Ce n'est que le 30 octobre, après six semaines de grève et quinze jours de négociations, qu'un accord est conclu entre les Fédérations textiles patronale et ouvrière. Un accord historique qui marque à Verviers, et pour la première fois en Belgique pour un secteur industriel important, l'avènement du régime de la convention collective. Par ce compromis, le patronat réaffirme son autorité exclusive dans les ateliers et se met à l'abri des grèves répétées; en échange, la Fédération syndicale obtient sa reconnaissance par les industriels, le droit pour ses militants d'exercer leur action, la création d'un organisme permanent de conciliation et la garantie d'un taux uniforme et stabilisé des salaires dans la région[15].

"A l'échelle de la Belgique, la convention collective signée dans le textile verviétois a une valeur historique réelle, car c'est la première qui ait engagé un secteur industriel entier dans l'ensemble d'une région, le tout impliquant plusieurs milliers de personnes (...). A ce titre, la déclaration de principes conçue par les syndicats ouvriers et patronaux du textile verviétois eut un grand retentissement. Les premiers analystes des rapports sociaux en Belgique la considèrent d'ailleurs comme l'annonciatrice de relations nouvelles entre le Capital et le Travail"[16].

Mais sur le coup, tous les ouvriers ne partagent pas cette appréciation. Si dans l'ensemble la nouvelle de l'accord est accueillie avec soulagement par la population ouvrière étonnée de sa force mais fatiguée du conflit, dans bon nombre d'assemblées syndicales les débats sont houleux. La Fédération de la laine peignée, lésée par les accords, s'oppose même à la reprise du travail fixée au 5 novembre. Elle exige que les patrons maintiennent les avantages qu'elle avait acquis avant le conflit. Sous la pression d'un ultimatum patronal, la Fédération ouvriè-

12. Cité dans *Le Travail*, 18.10.1906.

13. *Idem* et *AEL*, S.P., 2ème partie, carton 8.

14. *AEL*, S.P., 2ème partie, carton 8.

15. Selon l'analyse du Professeur Jean Puissant, in *La Wallonie. Le Pays et les Hommes*, tome II, Bruxelles, 1976, p. 186.

16. C. Desama, in *Un jour, un siècle, op. cit.*, p. 142.

re mettra une semaine pour étouffer cette velléité corporatiste en rappelant au Peigné qu'il est lié par l'accord au même titre que les autres associations.

Par contre, les syndicalistes ne parviennent pas à faire entendre raison aux anarchistes verviétois, dont le groupe Les Iconoclastes est alors animé par deux rattacheurs du cardé, Alfred Vitrier et surtout Joseph Legrand, très connu dans les milieux syndicaux[17]. Ceux-ci publient à Hodimont depuis février 1906 un mensuel de propagande, *L'Educateur*[18]. Dès la nouvelle de l'accord du 30 octobre, ils distribuent un tract dénonçant violemment le compromis accepté par les chefs syndicaux. Ils appellent à continuer le combat : "Ouvriers, vous êtes trahis ! Vos meneurs ont capitulé, vendus ou poltrons ... Ne cédez pas, luttez jusqu'à la victoire finale". Peine perdue, la reprise est générale le 5 novembre en dehors du Peigné, et totale le 12 : l'audience des anarchistes se révèle quasi nulle à l'occasion de la fin du grand lockout.

17. *Le Travail*, 27.4.1950.

18. F. Joris, *La Presse verviétoise de 1850 à 1914*, p. 173.

DERNIERES ANNEES, DERNIERS COMBATS

1. LES SUITES DU GRAND LOCK-OUT.

L'éveil syndical de 1906, on l'a vu, a donné une ardeur nouvelle aux anarchistes verviétois jusque-là quelque peu en veilleuse depuis la disparition de *La Vérité* en 1897. Hubert Sevrin avait certes repris ses activités militantes après sa sortie de prison à l'été de cette année-là : en septembre, il participait à la Maison du Peuple, avec Angenot pour le POB et l'ancien démocrate-chrétien Maquinay, à un meeting organisé par les JGS contre l'exécution d'anarchistes espagnols à Montjuich, et y tenait un discours violemment antireligieux : "l'idée de Dieu est la cause absolue du Mal"[1]. Mais on perd sa trace après 1902, tout comme on n'entend plus parler des frères Davister ou de Jean Bosson.

Les hommes qui animent le cercle Les Iconoclastes et publient *L'Educateur* à partir de février 1906 sont de nouveaux venus : autour des rattacheurs Legrand et Vitrier qui semblent être les nouvelles figures de proue du mouvement, les principaux militants révolutionnaires de l'époque sont Franz Vanberg, Jules Chalon, Ivan Moureau, L. Courtois, J. Poncelet, Chalsèche, Léonard, ainsi que le régisseur de la Société d'Harmonie (!) Gohy et un fabricant disonais nommé Francis[2]. Après avoir tenté en vain de pousser les ouvriers à refuser l'accord mettant fin au lock-out, les anarchistes créent le 11 novembre 1906 un syndicat libre - c'est-à-dire indépendant de la Confédération dirigée par Roggeman, dont le nom et la devise sont à eux seuls tout un program-

1. *Le Jour*, 13.9.1897.

2. *Le Travail*, 27.4.1950 (article basé sur les souvenirs personnels d'un vieux militant).

me : "Plus d'autorité", "Notre ennemi, c'est notre maître". Un souffle libertaire anime tous les statuts, et notamment par exemple cette disposition interdisant à une délégation de négocier au nom du syndicat, seule l'assemblée générale étant habilitée à le faire et à s'exprimer, uniquement par correspondance[3].

Le syndicat anarchiste ne rencontre guère de succès toutefois. Quant au mensuel *L'Educateur*, il est victime des mêmes actions de boycottage des imprimeurs et des mêmes poursuites judiciaires que ses devanciers du XIXème siècle, et il disparaît avant la fin de l'année[4]. En août 1907, les anarchistes le font reparaître sous le titre *Le Gueux*. Le nouveau journal s'en prend autant aux syndicats chrétiens, "valets du capitalisme", qu'aux responsables de la Confédération syndicale pour leur "capitulation" d'octobre 1906. Il accuse Roggeman d'avoir tenté de vendre les syndicats neutres au POB : à l'époque de sa candidature à Dison sur la liste socialiste aux élections communales d'octobre 1907, le leader syndical a (vainement) soulevé dans *Le Travail* la problématique de l'affiliation des syndicats verviétois au Parti. Selon *Le Gueux,* il s'est ainsi laissé piéger par les dirigeants du POB, "venus tendre leurs filets à Verviers à la faveur du lock-out".

Le Gueux disparaît après cinq numéros seulement. Il change de titre, de format et de périodicité en janvier 1908 et devient *Le Pamphlétaire,* bimensuel - fameux effort de la part du groupuscule anarchiste ! Comme ses prédécesseurs, *Le Pamphlétaire* consacre l'essentiel de ses colonnes à fustiger les chefs locaux du POB et "la coterie qui gouverne nos moutons syndiqués", à la grande joie de la presse catholique qui reproduit de larges extraits de ses articles.

Le Pamphlétaire cesse de paraître en 1909, l'année du décès de Fluche, que les anarchistes auront décidément accompagné de leurs critiques jusqu'à la fin de ses jours. Mais un dernier bourgeon de cette dernière branche du courant révolutionnaire verviétois devait encore éclore - et succomber après quelques mois d'existence - en 1910 : *Germinal,* hebdomadaire de grand format (!) reposant sur la fortune subite échue par héritage à un jeune anarchiste, qui décidait d'utiliser celle-ci pour installer une imprimerie dans le quartier de la rue des Fabriques. Le mécène se lassera rapidement, s'expatriera et précipitera la fin du journal[5], mais *Germinal* aura pu publier notamment des textes de Victor

3. *Idem.*

4. F. Joris, *La Presse verviétoise de 1850 à 1914,* p. 173, pour la presse anarchiste verviétoise du début du XXème siècle.

5. *Le Travail,* 27.4.1950.

Kibaltchiche, dit Victor Serge, le révolutionnaire russe qui avait passé vers 1897 une partie de son enfance et de son exil familial itinérant dans la cité lainière[6]. Une cité qui abritait aussi, en ces dernières années avant la guerre de '14, l'adolescence d'un autre futur acteur du mouvement pacifiste et de la révolution russe, Henri Guilbeaux, Verviétois d'adoption[7].

Le regain de vigueur des critiques anarchistes à l'égard des chefs socialistes et syndicaux n'est pas le seul effet secondaire du grand lock-out. La démonstration de puissance des syndicats verviétois a impressionné tout le pays et nombreux sont les anarcho-syndicalistes qui les courtisent pour tenter d'obtenir leur adhésion à une organisation syndicale nationale constituée en dehors du POB sous l'impulsion, encore une fois, des militants anarchistes : la Confédération syndicale belge. Mais Roggeman et ses amis repoussent les avances qui leur sont faites de ce côté. Le président de la Fédération verviétoise du Peigné, Olivier, qui serait pourtant un libertaire, souligne que les Verviétois souhaitent que la Confédération syndicale belge et la Commission syndicale du POB fusionnent sur la base de la neutralité politique pour que la Confédération syndicale verviétoise puisse y adhérer, faute de quoi il n'est pas question pour elle de s'affilier à l'une ou à l'autre au risque de recréer des divisions en son sein[8].

Si le mouvement syndical verviétois refuse ainsi avec ténacité d'adhérer à une Confédération syndicale nationale qui correspond pourtant assez bien à ses objectifs de neutralité, c'est qu'il opère alors un mouvement de rapprochement de fait avec le POB, sans pour autant y adhérer non plus. L'aide du Parti a en effet été déterminante au moment du lock-out. La majorité des syndiqués soutiennent par ailleurs le POB voire collaborent à ses œuvres coopératives ou culturelles[9]. L'élection de Jean Roggeman comme conseiller communal socialiste à Dison en 1907 symbolise les nouveaux rapports personnels, plus étroits, entretenus désormais par les syndicats verviétois neutres ou en tous cas leurs leaders avec le Parti Ouvrier.

Sur le plan des luttes ouvrières, la convention collective de 1906 dans le textile aura pour conséquence de rendre les grèves beaucoup

6. V. Serge, *Mémoires d'un révolutionnaire*, Seuil, 1978, édition de poche (coll. Point), p. 9.

7. Henri Guilbeaux a notamment publié ses mémoires sous le titre *Du Kremlin au Cherche-midi* dans les années '30 et, en 1914, un roman autobiographique riche de descriptions de la cité lainière au tournant du siècle : *Joseph Solwaster*.

8. J. Moulaert, *op. cit.*, p. 277-282.

9. J. Moulaert, *op. cit.*, p. 282-283.

plus rares, limitées à une seule usine à la fois et relativement brèves. Désormais, les conflits se terminent la plupart du temps en fonction des accords de 1906 : les revendications salariales ou horaires aboutissent la plupart du temps, celles portant sur l'organisation du travail ou le recrutement du personnel échouent en général. Mais surtout, la convention entraîne une forte démobilisation des travailleurs. Soit qu'ils aient le sentiment d'avoir remporté une grande victoire, soit au contraire qu'ils estiment avoir été trahis, soit encore qu'ils considèrent être trop "entravés" dans l'action par le nouveau système, toujours est-il que des milliers d'ouvriers cessent de payer leurs cotisations syndicales : de 100 %, le taux de syndicalisation tombe à 50 % en 1909 ! C'est cette même année, peu avant la disparition de Fluche, que la Fédération patronale refuse d'imposer le respect de la convention à un de ses membres, qui a licencié tous les chefs syndicaux de son lavoir : "les ouvriers perdent la bataille et avec elle, du moins officiellement, le régime conventionnel"[10].

Un scénario similaire et tout aussi décevant est observé dans la métallurgie, lorsqu'en septembre 1907 la Fédération des Métallurgistes tente d'obtenir comme dans le textile une convention collective impliquant sa reconnaissance par le Cercle patronal des constructeurs. Ceux-ci répondent en effet par un lock-out général de la métallurgie, mettant plus de 1.000 métallos sur le pavé. Le lock-out dure trois semaines mais si les accords conclus le 15 octobre donnent satisfaction partielle en accordant dans chaque usine la semaine de 57 heures (!) et de nombreuses hausses de salaire, par contre ils refusent la reconnaissance du syndicat par la conclusion d'une convention collective, qui était l'objectif principal du mouvement[11].

Autre effet pervers du grand lock-out, mais plus immédiat celui-là : la faillite de la Maison du Peuple. Celle-ci faisait déjà de la corde raide depuis le départ de Defraiteur en 1899. Le nouveau gérant, Ohn, avait dû recourir à un emprunt en septembre 1900. On parlait de faillite en mars suivant, un concordat était accordé en août 1901, Ohn remplacé par le Sprimontois Barès en octobre 1902[12]. Sous sa direction, les affaires reprennent, un journal est même édité, mais la confiance reste ébranlée chez les ouvriers[13]. Vient le lock-out : alors que les ventes diminuent, la coopérative accorde une aide de plus de 100.000 francs aux

10. J.J. Messiaen et A. Musick, *op. cit.*, p. 29-30.

11. F. Joris, *Histoire des métallurgistes verviétois, op. cit.*, p. 29-30.

12. *Le Courrier de Verviers*, 12.10.1902.

13. *Le Coopérateur*, n° 1, mars 1904.

grévistes. Les créanciers choisissent ce moment pour réclamer leurs fonds, et comme la Maison du Peuple est frappée de deux hypothèques pour un montant total de 124.000 francs, c'est la faillite. Le matériel de la boulangerie, son charroi, ses chevaux et la Maison du Peuple elle-même sont vendus aux enchères le 25 octobre 1906...[14]

Le Parti ne se porte pas beaucoup mieux. Exceptés d'éphémères journaux électoraux auxquels Fluche continue de collaborer lors de chaque scrutin[15], il n'a plus d'organe de presse. Il tente bien à deux reprises de recréer un hebdomadaire socialiste, chaque fois grâce à Dauvister et Pirard, mais ni *La Voix du Peuple*, qui voit le jour en octobre 1907, ni *Le Réveil*, publié à partir de septembre 1909, ne pourront se maintenir longtemps[16]. L'Union socialiste de Verviers, le cercle politique local, se réduit à une douzaine de militants à peine[17]. Si les élections communales de 1907 aboutissent à un statu quo à Verviers, ce n'est pas le cas à Dison et Ensival où le POB perd des sièges. Les socialistes reculent aussi en voix lors des législatives de 1908 tout en conservant leurs deux députés mais ils perdent la même année quatre de leurs six conseillers provinciaux dans le canton de Verviers[18]. Enfin, la Fédération socialiste d'arrondissement reste incapable, depuis 1898, de se payer les services d'un permanent : c'est après leurs heures de travail que Joseph Sougnez jusqu'en 1909, Joseph Dederich ensuite, assument le secrétariat de la Fédération[19].

Si l'on ajoute que les mutualités affiliées au Parti ouvrier, et animées notamment par Ferdinand Masson, sont nettement minoritaires en nombre et en effectifs face aux mutualités neutres[20], on aura terminé le tableau tout en demi-teintes voire plutôt gris du mouvement socialiste verviétois quand Pierre Fluche, son plus ancien militant, vit ses dernières années et y mène ses derniers combats.

14. J.J. Messiaen et A. Musick, *op. cit.*, p. 33 et *Le mouvement ouvrier socialiste à Verviers, op. cit.*, p. 34.

15. Ainsi en 1904 sous le pseudonyme Guillaume Cortin dans *Le Parti ouvrier*, 22.5.1904, pseudonyme déjà utilisé à l'époque du *Mirabeau* selon T. Pirard.

16. Voir F. Joris, *La Presse verviétoise de 1850 à 1914*, p. 156-158.

17. *Le Réveil*, 2.1.1910.

18. J.J. Messiaen et A. Musick, *op. cit.*, p. 16.

19. *Cercle populaire d'Ensival 1885-1982*, p. 20 et 23.

20. J.J. Messiaen et A. Musick, *op. cit.*, p. 36.

2. LE VIEUX TRIBUN.

Toujours seul mais secondé par une gouvernante, Pierre vit désormais dans une petite maison du bas de la chaussée de Heusy, au numéro 30, non loin de l'Hôtel de Ville. Jusqu'à ce que la maladie l'en empêche, il reste de tous les combats socialistes, et d'abord aux côtés des ouvriers après le grand lock-out qu'ils ont supporté. Le 11 novembre 1906 au Manège, il clôture le meeting organisé pour le retour des enfants ramenés par leurs familles d'adoption de Liège, de Seraing, de Huy et de Bruxelles. Comme tous les discours improvisés par "l'ardent tribun populaire", selon l'expression du reporter du *Travail*, il remporte un vif succès en rappelant le fil rouge qui relie l'accueil des proscrits de la Commune en 1871 et celui des enfants de Verviers 35 ans plus tard dans un même esprit de solidarité. Le vieil échevin se félicite de l'accord conclu autant que de la démonstration de force ouvrière : "Un pont a été jeté sur l'abîme, les deux parties s'y sont rencontrées pour rédiger les conditions du travail pour l'avenir (...). A vous, camarades, de poursuivre (...). Complétez votre évolution, la force latente qui est en vous a pris conscience d'elle-même, soyez forts et fermes jusqu'au bout"[21].

Dans les mois qui suivent, Fluche continue comme par le passé à répondre aux appels des syndicats pour soutenir des travailleurs en lutte. Ainsi, en avril 1907, lorsqu'aux côtés de Kœnders et malgré les défections du démocrate chrétien Jennigès et du Président-fondateur de la Société protectrice des animaux, l'ingénieur Ruhl qui a adhéré à la cause ouvrière lors de la grève des trams[22], il préside un meeting consacré à une grève déclenchée par le Syndicat des travailleurs du bois.[23] De même en septembre, toujours avec Kœnders, il harangue les ouvriers pour appeler à la solidarité avec les dockers anversois lock-outés, occasion de rappeler qu'il y a quarante ans exactement que les Verviétois savent s'impliquer dans des conflits qui dépassent les limites locales[24]. Fin novembre 1907, c'est à la demande du Syndicat des ouvriers tanneurs et corroyeurs qu'il préside une assemblée de soutien à l'occasion d'un nouveau lock-out, à Verviers cette fois[25].

21. *Le Travail*, 12.11.1906.
22. L. Dechesne, *op. cit.*, p. 396-398.
23. *Le Travail*, 16.4.1907.
24. *Le Travail*, 24.9.1907.
25. *Le Travail*, 23.11.1907.

Réélu échevin au lendemain des communales d'octobre 1907, Fluche continue à afficher ses convictions socialistes lors des séances publiques du Conseil, toujours en pure perte face aux conservateurs, que ce soit pour un vœu en faveur du suffrage universel[26] ou pour le congé aux employés de la Ville le 1er mai, parfois avec un brin de provocation pour agacer les défenseurs des processions religieuses[27]. Mais c'est surtout dans les manifestations organisées par le POB que Fluche laisse déborder toute sa fougue d'orateur dans de longs discours intégralement reproduits par *Le Travail*. Le 1er mai 1908, sous un ciel hésitant, c'est devant la maison communale d'Ensival qu'ont lieu les prises de parole. Fluche intervient entre les députés Malempré et Pirard, en ramassant l'essentiel du programme du POB dans "un de ces discours verveux, énergiques et convaincus dont il a le secret"[28]. Sept semaines plus tard, il préside le meeting organisé au Manège par la Fédération socialiste en vue des élections provinciales de fin juin, et adjure les ouvriers mais aussi, suivant sa vieille habitude, les employés et les petits commerçants, de voter pour le POB[29].

A cette occasion, le sénateur et échevin bruxellois Grimard, déjà venu parler à Verviers en 1894, aborde la salle en faisant longuement applaudir "un homme probe, un propagandiste dévoué, investi de la confiance non seulement du peuple mais de la bourgeoisie et que les élus au Conseil communal ont appelé aux délicates fonctions d'échevin. Salut, ô Fluche, au nom de la démocratie !" Ainsi, le pionnier du mouvement ouvrier verviétois voit se forger autour de lui une aura de respectabilité et d'admiration, de celles que l'on accorde volontiers aux patriarches qui ont bien servi leur cause... d'autant plus volontiers, peut-être, qu'ils ne gênent plus trop, d'ici leur fin prochaine, les appétits des jeunes loups. "Bien des jeunes lui envient son éternelle jeunesse, son ardeur et sa vaillance" écrit *Le Travail* en toute exagération lyrique à propos de "celui qu'on se plaît à appeler le vieux tribun"[30].

"Vaillant vétéran des luttes prolétariennes"[31], Pierre fait figure, à son âge respectable pour l'époque, de principal survivant des temps héroïques du début du règne du vieux roi Léopold. Il est le seul en effet, parmi les meneurs de l'Internationale, encore présent à la tête du mou-

26. *Le Travail*, 11.2.1908.
27. *Le Travail*, 27.4.1909.
28. *Le Travail*, 2.5.1908.
29. *Le Travail*, 20.6.1908.
30. *Le Travail*, 24.9.1907.
31. *Le Travail*, 2.5.1909.

vement. Mis à part son ami Thiry, franc-tireur et éternel dissident, tous les autres sont décédés, exilés ou rentrés dans le rang. La mort a beaucoup frappé, en ce début de siècle, parmi ses compagnons de combat. Corneil Gomzé, l'animateur des premiers meetings ouvriers en 1866, a rendu l'âme en 1900. L'ancien député Adolphe Gierkens est mort en 1904, et l'ennemi de quinze années, Jean Fraiture dit Defraiteur, en 1906, tout comme Léopold Lekeu. Les anciens de l'Internationale, du *Mirabeau*, du *Martinet*, puis des débuts du POB, Joseph Demoulin, Roch Germay et Linau Pirard sont partis en 1907 et 1908. Même le député Jean Malempré a été subitement terrassé le 9 février 1909.

Non seulement les rangs d'une et même deux générations de ses camarades ont été clairsemés, mais Pierre, qui a atteint 68 ans le 22 février 1909, a vu s'en aller bien d'autres acteurs de son long parcours militant, qui ne furent pas toujours des adversaires. Ainsi, les trois progressistes élus sur sa liste de Concentration démocratique en 1895 : l'ancien sénateur Ernest Gilon, mort en 1902, l'échevin désigné par les démocrates, Jules Henrard, mort en 1906, Joseph Deru, décédé l'année suivante. Ainsi, les industriels progressistes Charles Mullendorff, un des deux seuls patrons présents aux "Réunions ouvrières" organisées par l'Internationale, mort en 1905, et Henri Lejeune-Vincent, qui évinça Fluche du poste de sénateur provincial en 1898, décédé en 1902.

Le meeting du 1er mai 1909 sera le dernier présidé et animé par Pierre Fluche. Celui-ci clôture ainsi sans le savoir quarante-et-un ans de discours devant la classe ouvrière verviétoise, depuis la campagne de propagande des "Francs-Ouvriers" au printemps 1868. Le moment est historique, car c'est dans la grande salle de la Maison du Peuple que la réunion se tient : Parti et syndicat ont en effet uni leurs forces pour racheter les lieux en octobre 1908 grâce aux efforts conjugués de la coopérative du POB La Renaissance, fondée en novembre 1906, et de la coopérative intersyndicale L'Union, créée en 1907[32]. Tous ont estimé que l'honneur de présider cette nouvelle inauguration de la Maison du Peuple ne devait revenir qu'au vétéran verviétois, le seul autre orateur étant Louis De Brouckère, figure de proue de la gauche au sein du POB et apprécié des Verviétois depuis 1898. Il fait un temps épouvantable, des averses ininterrompues de pluie et de neige ont eu raison du cortège, mais l'émotion est grande quand Fluche salue le retour des ouvriers dans leur Maison dont ils avaient été chassés trente mois plus tôt[33].

32. J.J. Messiaen et A. Musick, *op. cit.*, p. 33-34.

33. *Le Travail*, 2.5.1909.

Lorsque l'échevin, en fin d'après-midi, regagne sous les bourrasques son domicile de la chaussée de Heusy, c'est pour bientôt ne plus pouvoir en sortir.

3. LE 5 OCTOBRE 1909 A 15 HEURES.[34]

Fluche souffre du diabète et subit traitements et régimes alimentaires appropriés depuis janvier 1903[35]. Il a dû réduire ses activités dès l'automne 1908, et c'est déjà affaibli qu'il a encore pris la parole le 1er mai 1909. Après cette date, il est contraint de garder la chambre et ne quitte plus sa maison. Le Chef de bureau de l'Etat-civil, Warnimont, s'y rend chaque jour durant une heure pendant laquelle l'échevin signe les pièces administratives qu'il lui soumet, en pestant contre son inaction forcée. Mais bientôt la maladie l'oblige à s'aliter et les crises diabétiques se succèdent, épuisant peu à peu ses forces. Fluche enrage contre cette fin lente, lui qui avait voulu partir debout, frappé brutalement. Soigné par sa gouvernante, entouré notamment par son neveu Armand et des parents de son épouse, il doit au contraire endurer un lent déclin plusieurs semaines durant. Le vieux lutteur est abattu et n'a plus la force de plaisanter comme auparavant avec ceux, nombreux, qui viennent lui rendre visite chaque jour en s'inquiétant de son état.

Le 25 septembre, sentant la fin proche, il déclare à un ami : "C'est fini, on ne peut réparer une vieille carcasse, mais je m'en vais content parce que j'ai fait tout ce que j'ai pu". Le lundi 27, une violente hémorragie lui arrache ce qui lui reste de forces et Fluche, incapable d'encore résister, semble se laisser gagner par le bien-être du renoncement. Une nouvelle crise manque de l'achever le samedi 2 octobre, et le dimanche 3 au soir, il perd totalement conscience. Deux nuits et deux jours encore, puis il s'éteint le mardi 5 octobre à 15 heures, sans secousse et sans crise. Warnimont lui ferme les yeux.

Le Travail annonce la nouvelle le jour même. Le drapeau rouge est aussitôt mis en berne à la Maison du Peuple et à tous les locaux ouvriers, la bannière nationale est cravatée de noir à la façade de l'Hôtel de Ville et les volets des bureaux de l'Etat-civil sont fermés : il y a un

34. Sauf indications contraires, nous empruntons tous les détails de la maladie, de la mort et des funérailles de Pierre Fluche aux journaux *Le Travail* et *Le Peuple* des 5, 6, 7, 8, 9 et 10.10.1909.

35. Lettre de Fluche à Dave, 17.8.1903.

demi-siècle qu'un échevin n'est mort en fonction. Le 6, alors que le Conseil général du POB à Bruxelles rend hommage à Fluche avant d'entamer un débat sur la tactique électorale, c'est à toutes les Maisons du Peuple du pays que l'on met les drapeaux en berne. *Le Travail* et *Le Peuple* paraissent tous deux bordés de noir, titrant chacun sur cinq colonnes sur la mort de Pierre Fluche, "le vieux tribun socialiste verviétois". *Le Soir* du 7 octobre souligne que Fluche "en exerçant un puissant ascendant sur les ouvriers, fut un modèle de mandataire politique, dévoué, amène, extrêmement accueillant. Avec lui disparaît une figure ouvrière d'une époque révolue"[36].

Réunie le 6 au soir, la Fédération socialiste charge son permanent Joseph Dederich et Henri Maquinay, dont Fluche a fait son exécuteur testamentaire, d'organiser les funérailles conformément aux instructions très strictes du défunt. C'est dès novembre 1904 que Pierre, connaissant sa maladie, a confié ses dernières volontés à son ami Maquinay : "Ne voulant pas être surpris à l'improviste par la nargueuse camarde, je m'en remets à toi pour te confier le soin de mes dernières dispositions. Que cela arrive le plus tard possible c'est bien, mais il est toujours bon de se prémunir". Fluche lègue son immeuble et la plus grande partie de ses économies à la coopérative La Renaissance, l'usufruit de sa maison à la gouvernante qui l'a soigné, plusieurs sommes à diverses œuvres socialistes, et ses souvenirs les plus personnels à Maquinay : son épingle de cravate, sa montre et la chaîne de montre de son épouse qu'il avait transformée en chaîne pour homme.

"Je veux être enterré simplement", écrit Fluche dans ses instructions testamentaires. "Le cercueil coûtera une soixantaine de francs et le corbillard quarante francs au plus. Tout, du reste, doit concorder. Mes parents ne doivent pas oublier que c'est un ancien tisserand qui est mort. Il faut rendre les hommes égaux devant la mort, en attendant qu'on puisse le faire dans la vie. C'est pourquoi je désire que l'on fasse avec moi comme avec tout le monde." Dans cet esprit, la Fédération socialiste prend des dispositions bien différentes du cérémonial imposant arrêté pour l'enterrement de Malempré huit mois plus tôt[37]. Le cercueil ne sera pas exposé à la Maison du Peuple et seul le plus ancien drapeau rouge verviétois, celui du cercle L'Emancipation, précédera le corbillard de troisième classe encadré par les survivants de l'Internationale que Thomas Luron tente de réunir. Deux discours seulement sont prévus : l'un du conseiller socialiste hodimontois Levieux, pour les anciens de l'AIT,

36. *Le Soir*, 7.10.1909.
37. *Le Travail*, 15.2.1909.

l'autre du représentant du Conseil général du POB, Jules Lekeu. On interdit la vente de photos ou de biographies du défunt lors des funérailles. Pas de fleurs, pas de couronnes, pas de musiques ni de chorales.

Quatre enterrements civils sont prévus en ce dimanche 10 octobre 1909 particulièrement ensoleillé, deux vieux fileurs de plus de septante ans et deux anciens tisserands, dont Pierre Fluche. Devant la maison mortuaire et dans la chaussée de Heusy, c'est une cohue qui se presse sous les bannières et les drapeaux. Le cercueil repose dans un amoncellement de fleurs que des groupes, dont le Collège échevinal, ont néanmoins envoyées. Des amis du défunt entourent Armand Fluche et le reste de la famille. Seul Jules Lekeu doit parler, et il rend d'ailleurs un long hommage au militant disparu en retraçant sa vie et en louant en termes choisis son éloquence autant que sa ténacité, avec les exagérations de circonstance. Mais le bourgmestre Mullendorff prend également la parole pour saluer son échevin, "la générosité de ses aspirations et la sincérité de ses convictions". Et il est suivi par un autre orateur inattendu : envoyé par la Fédération nationale des libre-penseurs, auxquels Fluche est resté fidèle jusqu'au bout, l'ancien dirigeant bruxellois de la section belge de l'AIT, Eugène Hins, improvise un bref adieu à son compagnon de l'Internationale d'une voix que brise l'émotion.

Puis le cercueil est hissé sur le corbillard des pauvres, sans aucun ornement. Les vieux de l'Internationale entourent leur ancien leader; eux-mêmes sont escortés par une escouade de policiers - ces policiers avec lesquels ils ont eu si souvent à faire ! Un seul drapeau ouvre la marche, précédant le corbillard que la famille, les élus communaux, les délégués du Parti et surtout une foule immense de militants suivent, à pied bien sûr, dans la longue traversée de la ville jusqu'au cimetière. Là, nouvelle entorse aux décisions prises : le chef de bureau Warnimont, un représentant des socialistes de Pepinster et une déléguée des Femmes du Peuple disent chacun quelques mots avant de laisser parler Levieux, seul orateur prévu. L'ancien Internationaliste souligne l'attachement des militants ouvriers verviétois à leur chef historique, "la popularité immense qu'il s'était acquise tant par son humeur accueillante et son urbanité que par son talent d'orateur", la bonhomie, la rondeur et la simplicité conservées jusqu'à sa fin. Il rappelle aussi de manière elliptique les tensions internes qui forcèrent Fluche à se retirer quelque temps de la scène au temps de l'AIT mais, pas plus que les autres orateurs et qu'aucun organe de presse depuis cinq jours, il n'évoque en revanche les dissensions des années '90 qui auraient fait tache dans l'hagiographie.

Enfin, le cercueil du vieux militant est enfoui aux côtés de celui de son épouse et l'assistance se retire ... Dans l'émotion de ces journées de

deuil, *Le Travail* publie ces vers anonymes, bien dans l'air du temps, sous le titre "Sur la tombe de Pierre Fluche" :

"Les humbles sont en deuil, le grand ancêtre est mort
Le fier tribun n'est plus. Impitoyable et lâche
La camarde frappe l'athlète, hier encor
Obstinément courbé sur sa si noble tâche.

Nous l'avons vu debout dans le calme des soirs;
Sa formidable voix qui tout à coup s'est tue
Clamait des vérités, son geste de statue
Semant à pleine main la graine des espoirs.

Cette voix qui grondait d'ancestrales rancœurs
Cette voix tour à tour terrible ou solennelle,
Prolétaires, combien pour parler à vos cœurs,
Elle se faisait douce et tendre et fraternelle !

Gardons son souvenir et quand se lèvera
L'aube de liberté qu'il voyait dans son rêve,
Sur cette tombe alors tout un peuple viendra
Lui dire : "Dors en paix car ton œuvre s'achève."

POURQUOI PIERRE FLUCHE ?

1. LE VOILE DE L'OUBLI.

"Pourquoi Pierre Fluche" ? La question m'a été posée des dizaines de fois ces derniers mois par des parents ou des amis auxquels j'exposais le projet qui a pris corps aujourd'hui. Ou, plus simplement : "Qui était Fluche ?" J'ai pu mesurer alors à quel point l'homme avait sombré dans l'oubli collectif auprès des générations actuelles, jusque dans les rangs de ses héritiers spirituels, si ce n'était la rue qui porte son nom dans le quartier des Hougnes.

Au cimetière de Verviers, à quelques dizaines de mètres de son frère aîné et de sa femme, Fluche et son épouse reposent encore ensemble sous une dalle funéraire aujourd'hui brisée et ravinée par les pluies au point d'être illisible. Une dalle d'une totale simplicité, sans photographies, sans colonnes, sans ornements, une tombe singulièrement discrète en contrebas des imposants monuments des bourgmestres verviétois et du grand caveau familial des Biolley, une simple pierre contrastant autant avec le monument élevé à Gierkens à quelques pas de là qu'avec le tombeau voisin des Deru : en refusant pour l'au-delà comme au jour de ses funérailles les signes ostentatoires de la dernière des vanités, Pierre Fluche n'a pas favorisé le culte de sa personnalité.

Ses successeurs au POB non plus. Peut-être pas dans les premiers mois après la disparition du vieux militant, certes : ainsi la boulangerie coopérative commande alors à François Funcken une carte postale publicitaire pour le pain de la Maison du Peuple, et le peintre naïf, dans sa représentation d'un intérieur ouvrier, fait figurer au mur un portrait de Fluche bordé d'un crêpe noir. Mais après la guerre de 14-18, plus rien, pendant longtemps, ne vient ensuite rappeler le chef historique du mouvement ouvrier local. Il faut attendre 1956 pour que la Centrale d'édu-

cation ouvrière du PSB consacre la couverture et un numéro de sa revue *Education et Socialisme* à Fluche, en reproduisant (sans le citer ...) l'article biographique paru soixante ans plus tôt dans *Les hommes du jour* de Bertrand. Quatre ans plus tard, la brochure que le PSB verviétois publie pour les 75 ans du Parti ne consacre que trois lignes à Fluche (sur cent douze pages !) pour signaler seulement son élection comme échevin[1]. C'est l'époque où les socialistes verviétois, suivant l'exemple du boulevard de l'Empereur, abandonnent leur vieille Maison du Peuple de la rue du Collège : on transfère alors dans un grenier de la Maison syndicale voisine les portraits de Fluche par Germay et de de Paepe par Funcken, que les Métallurgistes FGTB me permettront de sauver de la destruction en 1982 lors de la démolition du local syndical de la rue du Gymnase.

En 1973, Pierre Fluche est certes un des personnages (secondaires) du roman historique de Léon Norgez, *En ce temps-là, Elisabeth*, mais la notice que lui consacre Paul Léon en 1976 dans son *Dictionnaire des rues de Verviers* est bien pauvre[2]. Lorsqu'en 1985 mes amis Messiaen et Musick rédigent à l'occasion du centenaire du P.S. leur solide monographie consacrée à l'histoire de la Fédération de Verviers, ils ne peuvent que résumer en trois pages l'évolution de l'AIT au POB et par là même les années les plus riches de l'activité militante de Fluche[3]. L'ancien permanent de la CSC Jacques Wynants développe au contraire à la même époque, dans son ouvrage sur la condition ouvrière à Verviers avant 1900, quelque septante pages sur la Première Internationale et y relève le rôle de premier plan de Fluche, mais sans l'analyser véritablement puisqu'il ne fait pas une histoire du mouvement ouvrier local[4].

Pour ma part, c'est également au début des années '80 que j'ai rencontré Fluche et progressivement pris conscience de son rôle actif tout au long des quarante premières années du mouvement ouvrier verviétois, et cela à l'occasion de mes travaux sur la presse verviétoise de cette époque, sur l'Internationale et la formation du POB et sur l'histoire des syndicats de métallurgistes verviétois[5], notamment en découvrant

1. H. Vandermeulen et autres, *Le Mouvement ouvrier socialiste à Verviers. Esquisse d'une histoire*, Verviers, 1960, p. 23.

2. P. Léon, *op. cit.*, p. 110-111. Elle est encore résumée en moins de lignes par P. Stembert dans le tome 3 de son *Alphabet verviétois*, Limbourg, 1992, p. 36.

3. Messiaen et Musick, *op. cit.*, p. 9 à 11.

4. J. Wynants, *op. cit.*, p. 111 à 180.

5. *La Presse verviétoise de 1850 à 1914*, 1982; *Les Gènes multiples du socialisme* dans l'ouvrage collectif *Du POB au P.S.*, 1985; et *Histoire des métallurgistes verviétois*, 1982.

alors les travaux déjà anciens du Suisse Jean Freymond, du Hongrois Miklos Molnar et de la Flamande Daisy Devreese[6] : ces trois spécialistes de la Première Internationale, malheureusement inconnus, eux, du grand public, avaient souligné et analysé dès les années '60 et '70 la dimension exacte du rôle joué par Fluche, en tous cas à une période de sa vie. Descendant de plusieurs générations de tisserands (mon père excepté, bien qu'il ait débuté sa vie professionnelle chez Bettonville), originaire du quartier Fonds-de-Loup, j'ai envisagé dès ce moment de lever davantage le voile de l'oubli sur le militant[7] mais les aléas et les nécessités de l'existence devaient m'éloigner dès 1986 de mon métier d'historien. Est-il piquant, est-il navrant de constater que onze ans plus tard, c'est le Directeur général d'une entreprise publique de transports en commun et non un historien payé par la collectivité pour ce faire, qui mène à bien le projet de cette biographie en ne pouvant y consacrer que ses soirées, ses week-ends, ses loisirs ? Qu'importe au fond, au regard du devoir de mémoire aujourd'hui accompli et de la page personnelle ainsi tournée.

2. LE DEVOIR DE MEMOIRE.

Mais y avait-il vraiment un devoir de mémoire ? Au lecteur de juger : la réponse se trouve bien sûr dans les chapitres qui précèdent, au départ desquels je voudrais faire trois réflexions. D'abord, en même temps que la vie de Pierre Fluche, c'est une période capitale de l'histoire du mouvement ouvrier belge et de l'histoire verviétoise que j'ai voulu retracer avec rigueur et chaleur; ensuite, les traces matérielles de ce passé qui fait la spécificité de l'histoire de la cité lainière ont quasi toutes disparu et les autres pourraient être perçues demain avec un prisme déformant; enfin Fluche joue un rôle majeur tout au long de cette page d'histoire, parfois sujet à controverse comme des fragments de cette page elle-même, mais certainement digne de plus de souvenirs qu'aujourd'hui.

Une page capitale d'histoire sociale dont l'importance dépasse largement le cadre local ? Cela me paraît incontestable ainsi qu'à tous les spécialistes de cette période, et les témoignages de l'époque abondent

6. J. Freymond, *La première Internationale*, 1971; M. Molnar, *Le déclin de la première Internationale*, 1963; D. Devreese, *Militanten rond de Eerste Internationale in België*, 1968.

7. Mon premier contact épistolaire avec Monsieur Jean-Marie Fluche remonte à 1986.

en ce sens comme je l'ai montré. Il est donc d'autant plus regrettable qu'elle s'estompe de la mémoire collective verviétoise et avec elle le souvenir de ceux qui ont tenté, avec autant d'illusions que de courage d'ailleurs, de forger un monde différent, en aboutissant au moins à imposer peu à peu pour leurs enfants un quotidien moins éprouvant et moins humiliant.

On l'a vu, la fondation du POB à Bruxelles avant 1885 fut le résultat d'un long processus de réorientation et de réorganisation du mouvement ouvrier belge entamé dix à douze ans plus tôt sous l'impulsion d'anciens leaders de l'Internationale déçus par les luttes intestines et les discours révolutionnaires sans suite. Mais en dépit de sa relative fugacité et de son échec final, l'Internationale avait été en Belgique et à Verviers en particulier un premier et formidable élan du monde des travailleurs, aux conséquences multiples et durables pour l'avenir. On apprit alors à préparer une grève, on perçut les possibilités d'un vaste mouvement concerté, on s'imprégna de notions de socialisme. Ce fut un éveil important des masses ouvrières, jusque-là peu associées aux efforts sincères de quelques bourgeois démocrates qui s'étaient vigoureusement manifestés à Verviers en 1848.

L'Internationale n'a pas été qu'un feu de paille, une sorte de grande répétition générale avant la formation définitive d'un Parti ouvrier. Malgré des difficultés sans nombre - ou peut-être sous l'aiguillon de ces difficultés ? - les "meneurs" verviétois ont aussi innové en créant des organismes ouvriers de type coopératif, mutuelliste, syndical, philosophique, culturel et même féministe. Des organismes qui, pour la plupart, survivront à l'Internationale et se reconstitueront pendant les premières années du POB. Des années pendant lesquelles le Parti Ouvrier est accaparé par deux tâches. On pourrait dire : l'une orientée contre la bourgeoisie, l'autre vers les travailleurs. D'une part, son objectif politique majeur est d'arracher aux riches le droit de vote dont ils ont le monopole depuis 1830. D'autre part, dans le même but mais surtout en vue d'améliorations immédiates, organiser avec méthode les ouvriers au sein d'associations non seulement politiques mais aussi économiques, sociales, et culturelles. Lequel des moyens possibles, et évidemment liés, doit-il être privilégié ? A Verviers comme ailleurs, sur fond de querelles personnelles, le débat aboutira - déjà, pourrait-on dire - à de graves dissenssions que le centenaire de la réunification de la Fédération verviétoise du P.S., en 1998, commémorera involontairement.

Enfin l'énorme mouvement verviétois de syndicalisation en dehors du POB, permettant d'associer dans les mêmes organisations au début du XXème siècle ouvriers socialistes, révolutionnaires et chrétiens,

aboutira à la signature à Verviers de la première convention collective régionale de l'histoire du pays. Et à la démobilisation des travailleurs ensuite : il y a recul après 1906, comme après l'âge d'or de l'AIT entre 1868 et 1872, comme après l'efflorescence du début des années 1880 et la reconstitution des organisations, comme après les victoires électorales du milieu des années 1890. En aucun cas, et la trajectoire personnelle de Fluche le traduit d'ailleurs également, nous ne sommes en présence d'un processus linéaire de succès successifs et croissants au cours de ce demi-siècle difficile pendant lequel, bien au contraire, il fallut plus d'une fois remettre l'ouvrage sur le métier, quelques illusions en moins à la clef après chaque étape.

3. DANS LES PIERRES, NOTRE PASSE.

J'ai dit que les traces matérielles de ce passé avaient disparu pour la plupart. Excepté la cour Sauvage, haut lieu du mouvement ouvrier local et international dans les années 1870, la plupart des endroits que nous avons évoqué n'existent plus, qu'il s'agisse par exemple du quartier natal de Fluche et d'une grande partie de Hodimont, du quartier de Sécheval, du café de Fluche au Mont du Moulin ou de son comptoir rue de la Halle, de la bouquinerie de Piette puis de Davister disparue avec l'essentiel de la rue du Marteau, de l'impasse Gouvy, de la "Ruche ouvrière" rue du Collège, de la seconde Maison du Peuple en Crapaurue, et bien sûr de la Maison du Peuple de la rue du Gymnase ...

Grandes ou petites, les anciennes usines textiles, métallurgiques et autres, disparaissent peu à peu, au fil des démolitions, en l'absence d'un programme cohérent et raisonné de sauvetage et de reconversion basé sur un inventaire désormais existant[8]. Certes, les anciennes usines Closset, Wasson et Simonis ont été sauvées (mais sorties de leur contexte) à l'initiative de la société de logement "La Régionale verviétoise"; certes, les usines Bouchoms en Gérardchamps, Rodeco à Dison, de Bonvoisin à Hodimont et les Grandes Rames en Préjavais ont ou vont bénéficier des crédits massifs dégagés par la Région wallonne

8. Etabli sous ma direction en 1994 par Catherine Bauwens (*Le Patrimoine industriel de la région verviétoise, op. cit.,*). La publication de cet inventaire durant l'Année du Patrimoine industriel n'empêcha pas la destruction peu après de la remarquable usine des Surdents : prétendre alors, comme cela a été le cas, que "l'on ne peut tout sauvegarder et qu'il faut faire des choix" n'aurait été acceptable que si cette destruction s'était inscrite dans le cadre d'une vision politique globale en la matière, ce qui n'était pas le cas en l'occurrence !

entre 1992 et 1995 avec mon aide grâce à Robert Collignon. Mais leur restauration, tout comme la prochaine ouverture du Centre touristique de la laine dans l'ancienne usine Bettonville[9], ne pourra gommer le constat globalement amer dressé en 1996 par Christine Schaut dans son évaluation du patrimoine et du développement urbain à Verviers.

"Ce qui fait la richesse patrimoniale d'une ville telle que Verviers, écrit Christine Schaut[10], c'est moins le caractère strictement esthétique et architectural des bâtiments qui la composent que le témoignage et la mémoire d'une histoire sociale et industrielle qui a radicalement transformé les rapports sociaux, la culture et l'espace de la Wallonie. C'est sans doute en tant que trace et en tant que signe que ce patrimoine doit être réhabilité et réaffecté (...). Il ne semble pas que les pouvoirs locaux, jusqu'à présent, aient placé la réhabilitation du patrimoine en tête de liste des priorités communales. L'arbitrage ne s'est pas fait en sa faveur. Non seulement parce que les actions dans ce domaine furent trop peu nombreuses mais aussi parce que celles qui furent initiées ne témoignent pas forcément d'une sensibilité patrimoniale significative (...). Un peu comme si le sens de la ville avait disparu avec les activités économiques et le pouvoir et contre-pouvoir qui l'accompagnaient. Un peu aussi comme si la bourgeoisie lainière et le pouvoir communal qui étaient, à certaines époques, savamment entremêlés, n'avaient pas su comment faire dès lors que le modèle de développement de la ville était remis en question."

Dès lors, outre une dizaine d'anciennes usines éparses et dégagées de leur environnement, la mémoire des pierres risque d'une certaine manière de ne restituer au Verviétois de demain que les temples de la bourgeoisie (de l'Harmonie au Grand Théâtre en passant par les églises, la prison ou le palais de justice), ses ensembles architecturaux urbains (rues Laoureux ou du Martyr), ses anciennes banques, ses grandes écoles, ses châteaux et ses villas, en réduisant à la portion congrue et au rôle ambigü d'attraction touristique les rares vestiges du combat social mené au siècle passé par certains de nos arrières-grands-parents, et du calvaire enduré par la plupart d'entre-eux - "quinze heures par jour, le cœur en cendres" rappelait Brel dans *Jaurès*.

Dans ces conditions, que l'on ne retrouve heureusement pas dans toutes les villes confrontées au même problème de la taille des usines

9. Egalement relancé suite à une étude décidée au Cabinet du Ministre Robert Collignon en 1995.

10. Christine Schaut, *Patrimoine et développement urbain*, Etudes et documents de la DGATLP, 1996, p. 56-58.

désaffectées et donc du coût de leur réhabilitation, le devoir de mémoire devait passer aussi me semblait-il par l'écrit et le récit : non une compilation d'anecdotes glanées dans les ouvrages anciens, mais un effort à la fois méthodique et enthousiaste pour restituer l'histoire admirable sinon de milliers en tous cas de centaines d'ouvriers verviétois engagés dans une action héroïque. Et pourquoi pas en prenant comme fil conducteur la vie de celui que l'on retrouvait, même absent, à chaque ligne de cette page d'histoire ?

4. METTRE EN SCENE UN DESTIN.

Tous les faits de la vie de Pierre Fluche, telle que j'ai essayé de la reconstituer, sont basés sur une solide documentation[11]. En exploitant celle-ci, j'ai tenté aussi de "donner à voir", d'aider le lecteur à se transporter en imagination dans les salles de meetings, dans les discussions de Congrès, dans les usines et les rues de la cité lainière au siècle dernier. La vision du film *Daens* peut partiellement y contribuer pour ce qui est de la condition ouvrière dans le textile, l'iconographie du présent ouvrage aidera à mettre un visage sur certains noms et à reconstituer le Verviers militant d'alors, et j'espère, sans en être assuré, que ma plume aura pu, cette fois, dépasser la sécheresse habituelle de l'historien en mettant en scène le destin de Pierre Fluche. Si j'ai imaginé l'enterrement de son père (mais non le cadre de celui-ci) ou les sentiments de Fluche devant ses bébés morts (mais non les tristes dates de décès), il n'y a guère d'autre construction, mais bien des mises en perspective.

Les faits sont là : Fluche a impulsé, accompagné, orienté ou dirigé selon le cas toutes les étapes du mouvement ouvrier verviétois depuis ses débuts jusqu'au lendemain du grand lock-out, et en dépit de son mandat d'échevin, il a payé son militantisme par la prison, par des tracas continuels et par la misère en maintes occasions - quand Léopold II, entre 1865 et 1909 lui aussi, passait tant de temps au soleil de la Côte d'Azur ou au chaud des nuits parisiennes. Les lettres intimes de Fluche témoignent de ses difficultés tout comme de la sincérité des convictions de l'homme. Mais les faits sont là aussi pour éviter de verser dans l'hagiographie : Fluche a ses faiblesses, ses renoncements, ses limites, ses rancunes aussi, et il n'est ni le fondateur ni l'animateur

11. Voir chapitre suivant : *Les sources.*

constant et constamment incontesté de tout le socialisme local comme on l'écrivait à son trépas.

Même tournés en dérision par *Le Pont de Polleur*, ses talents d'orateur, vantés par tous les observateurs à l'époque, sont réels - la lecture de certains discours à un siècle de distance permet de s'en convaincre. Sa popularité doit avoir été grande, elle aussi. Son génie aura été de parvenir à se maintenir à la tête du mouvement ouvrier verviétois, malgré des éclipses et des adversaires intérieurs successifs, durant près d'un demi-siècle. Tout cela justifiait-il d'aborder l'histoire de ce mouvement, dont l'importance fut alors décisive en Belgique et en Europe, au travers de cet homme ?

Jean Neuville a souligné que le rôle du militant est fondamental et l'étude des motivations de son action essentielle à une bonne compréhension des organisations du mouvement ouvrier. Il citait le Professeur D'Hondt, dont j'ai voulu m'inspirer pour ce travail : "les difficultés d'écrire l'histoire ouvrière sont très grandes. Une erreur fondamentale, je crois, et répandue jusqu'à étouffer presque toute autre conception, c'est que l'on s'est appliqué à écrire l'histoire du socialisme et non pas des socialistes. On n'atteindra jamais le mouvement ouvrier tant qu'on ne partira pas de l'étude du militant, individu concret mais constituant un type sociologique. L'objectif de l'historien doit, à mon sens, être l'étude des cas typiques, en insistant sur ce qui lie l'individu à son groupe - groupe au sens étroit : les compagnons de lutte; groupe au sens large : l'ensemble social auquel le militant veut s'identifier"[12].

L'importance du rôle du militant dans l'histoire ouvrière du XIXème siècle a également été mise en exergue par Daisy Devreese dans son travail sur les grands militants belges de la Ière Internationale, dont Pierre Fluche[13]. C'est ainsi qu'elle estime que l'engagement **personnel** de Fluche dans la libre-pensée en 1869 a pu être un premier germe de conflits au sein des Francs-Ouvriers, en principe philosophiquement neutres alors que leur leader prenait position pour une attitude anti-religieuse. Elle voit également dans les contestations autour du mandat de Fluche à La Haye en 1872 la preuve des premières oppositions contre lui au sein du mouvement ouvrier verviétois. Devreese relève d'ailleurs un trait typique à ses yeux des Internationalistes verviétois : plus que nulle part ailleurs à l'époque, les travailleurs ont tendance à se

12. J. D'Hondt, *Un militant gantois de la Ière Internationale*, cité par J. Neuville, *L'origine des premiers syndicats, op. cit.*, p. 386.

13. D. Devreese, *op. cit.*, p. 469-504 aimablement traduites à mon attention par Monsieur Bruno Jason.

débarrasser rapidement et aisément de leurs propres dirigeants, à en juger par la succession de militants qui arrivent au premier plan puis disparaissent en quelques années : Thiry, Larondelle, Hubert Bastin, Piette, Hubert Malempré, Fluche lui-même qui saura transformer, lui, son éviction en éclipse provisoire. Une pratique qui tranche avec les "dynasties politiques" et les "mandarins" inamovibles qui ont suivi.

Daisy Devreese souligne qu'après la fin de l'Internationale, si Fluche s'est rallié progressivement (et difficilement) au Parti Ouvrier et à une partie des thèses de celui-ci dans l'intérêt des travailleurs verviétois, il ne s'est jamais débarrassé pour autant, ainsi qu'on l'a vu, de ses conceptions personnelles héritées de l'Internationale : réticences manifestes pour l'action parlementaire, préférences affirmées pour l'action syndicale indépendante de l'action politique. En fait, même devenu échevin socialiste, Fluche ne sera jamais un social-démocrate, écrit-elle. Rappelons-nous ce que disait Jules Lekeu sur sa tombe : "Pierre Fluche est toujours demeuré le croyant de ses âpres débuts de bravoure et d'assaut, **épris d'indépendance, avec une pointe d'idéalisme anarchique**"[14]. Souvenons-nous, notamment, de ses analyses lucides des effets négatifs du vote plural et des limites du parlementarisme, de son refus de siéger à la Chambre, de ses incessants efforts pour relancer la constitution de syndicats d'usines, de son entêtement pour instaurer au niveau local une concertation sociale impliquant du patronat la reconnaissance de la classe ouvrière organisée, de son ouverture d'esprit tant envers les anarchistes qu'envers les chrétiens démocrates dignes de ce nom, et en contrepoint de ses nombreux conflits avec d'autres membres du POB local !

Qu'il s'agisse de disputes personnelles ou de luttes de tendances, ces conflits sont incessants tout au long de la période qui nous a occupé, dès les débuts de l'Internationale et jusqu'aux conditions de la convention collective de 1906, en passant par le rôle des coopératives ou les vertus de l'action politique. Foin donc d'une époque bénie où tous les militants auraient baigné dans la même unanimité de vues et fait taire leurs divergences ou leurs ambitions devant l'importance de la Cause ! L'époque est héroïque, oui, et chaque militant alors éminemment respectable, car jusqu'à la dernière décennie du siècle passé en tous cas, il n'y a que des coups à prendre pour soi et sa famille, rien à recueillir. Mais par contre les querelles de personnes, les procès en diffamation, les discussions tactiques et les débats idéologiques n'ont rien à envier à ceux qui agitent le PS ou ses observateurs aujourd'hui au point que cer-

14. *Le Peuple*, 11.10.1909.

tains s'interrogent, à tort dès lors au regard de l'histoire, sur sa fin prochaine.

Fermons la parenthèse et revenons à Fluche, pour noter encore avec Daisy Devreese la ténacité exceptionnelle qu'il sut afficher si longtemps, au contraire de tant de militants de la génération de 1840 qui ont fait preuve de la même ardeur mais ont "cassé" plus vite sous le poids des difficultés incessantes. N'oublions pas, à cet égard, le mois de prison pour délit de presse[15], les boycottages répétés par le patronat, l'ingratitude d'une partie de l'AIT puis d'une fraction du POB, les procès des années 1900, les pamphlets de Defraiteur, sans omettre les douleurs familiales ... Dans ce contexte, en recommençant sans cesse la création de syndicats dans les usines verviétoises jusqu'à ce que Roggeman prenne le relais avec le succès que l'on sait, "Fluche est le seul de tous les militants de la génération de 1840, écrit Devreese, qui a su imposer sa volonté aussi bien contre les groupes anarchistes révolutionnaires que sociaux-démocrates".

A l'exemple de César de Pæpe, il se situait en pratique entre Marx et Bakounine, mais il fut plus fidèle au fond de lui au second qu'au premier, en restant davantage sensible peut-être en son for intérieur, par moments, à "la divine anarchie" chantée plus tard par Léo Ferré. A la mort de Fluche, rappelons-nous, *Le Soir* écrit : "avec lui disparaît une figure ouvrière d'une époque révolue"[16]. Je rapprocherai ce jugement de celui porté quelques mois plus tard par *L'Humanité* qui commentera le décès de son ami Emmanuel Chauvière en soulignant que s'en allait une illustration du vieux mouvement révolutionnaire, "un tempérament de militant parfois un peu incompréhensif des formes modernes de l'organisation socialiste"[17].

Ironie du calendrier, le Conseil général du POB rendra un bref hommage à Fluche juste avant d'entamer un débat extrêmement agité sur le contenu du programme électoral, débat opposant les "habiles", dont Bertrand, qui souhaitent pouvoir "ratisser large" pour conquérir des sièges et envisager déjà une éventuelle entrée dans un gouvernement laïc, et Louis De Brouckère qui incarne alors la conscience de gauche

15. Outre l'importance du rôle de la presse ouvrière, on aura pu constater que les tribunaux verviétois ont su sévèrement réprimer la presse de gauche au XIXème siècle, et que plusieurs militants ont connu alors la prison pour délit d'expression : Goffin dans les années 1850, Fluche et Larondelle à l'époque de l'Internationale, plus tard les anarchistes Malempré et Sevrin, et encore Henri Pirard à la fin du siècle.

16. *Le Soir,* 7.10.1909.

17. Cité dans la notice biographique parue dans le *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français* au nom de Chauvière, Emmanuel.

du Parti. Pendant que le POB verviétois s'affaire aux préparatifs des funérailles de Fluche, écoutons ce que dit De Brouckère au Conseil général. Nous sommes le 6 octobre 1909. Et déjà : "C'est en ne parlant que de ce dont on doit parler qu'on fait des prolétariats assoupis, sans esprit de révolte ni de bataille ! Avec tout notre esprit pratique, nous sommes arrivés à ce résultat que notre classe ouvrière est deux fois plus exploitée qu'en France et en Allemagne et que notre prolétariat n'a plus l'énergie qu'il faut pour se libérer ! (...) Il faut réagir contre la tendance des coopératives qui deviennent trop des entreprises commerciales et des syndicats qui ne sont plus assez imprégnés de l'esprit de lutte (...). Nous avons les plus bas salaires et les plus longues heures, et voilà quinze ans que nous luttons au Parlement ! Il faut dire la vérité à la classe ouvrière !"[18].

Pierre Fluche se serait probablement retrouvé dans ces lignes, me semble-t-il, s'il avait pu lire *Le Peuple* du 7 octobre 1909. Mais quel sentiment aurait-il alors éprouvé ?

5. ILLUSIONS DU MILITANT, ILLUSIONS DE L'HISTORIEN.

Nous touchons ici à ce qui ne nous est plus guère perceptible, faute des lettres intimes qui nous permettaient de mesurer avec assez de justesse les sentiments personnels du militant socialiste verviétois jusqu'en 1904. A travers celles-ci, on l'a vu porter un œil globalement satisfait sur sa ténacité personnelle dans le militantisme tout en s'inclinant, sans trop d'amertume, devant la machine à broyer les illusions qui l'avait conduit, trente ans après l'Internationale, à "faire du socialisme pratique". N'écrit-il pas à ce propos à Dave en avril 1896 : "il ne sert à rien de faire de beaux rêves, la réalité, vois-tu mon ami, met aux prises avec les luttes quotidiennes de la vie" ? Nous est-il permis maintenant de juger la qualité de son action ou de ses résultats, au terme de cet examen de quarante-quatre années parfois en dents de scie ? Faisant récemment le bilan de son propre parcours tumultueux, Régis Debray a eu à cet égard quelques pensées bien senties et je voudrais conclure en laissant ce militant ardent et controversé défendre avec le talent qui est

18. *Le Peuple,* 7.10.1909. Bertrand devait notamment répondre ceci : "Il faut être franc, certes, mais habile ! (...) Il faut penser à la mentalité de la masse des populations que nous devons attirer à nous pour conquérir des sièges. De la prudence ! (...)".

le sien les "erreurs de parcours" éventuelles des militants quels qu'ils soient du siècle passé, et de Fluche en particulier.

Bien sûr, certaines paroles peuvent paraître déplacées ou exagérées eu égard aux faits postérieurs, ce qui est facile, ou même aux conditions du moment mais "nous pouvons relire les discours, tracts, programmes, et verbosités auxquels nous avons crus, quand nous ne les avons pas rédigés nous-mêmes, écrit Debray, mais non retrouver ce socle d'évidences qui en assurait la crédibilité". Si bien que "l'histoire des historiens gardera trace des contenus, non des états de conscience; des professions de fois, consignées, non des vaticinations flottantes, envolées dans la honte, la crainte du ridicule, sinon du loufoque; des programmes politiques, non des présages atmosphériques"[19].

Bien sûr, Fluche révolutionnaire puis construisant le POB, refusant l'action politique puis finissant échevin, fréquentant Maquinay après Kropotkine, n'a pas le parcours rectiligne de ce dernier, mais "on perçoit comme ambiguïté une suite de sincérités superposées; on voit un labyrinthe dans une sinusoïde tracée avec des lignes droites en sens contraire - qu'il fut presque le seul, dans son milieu, à pouvoir mettre bout à bout : est-ce sa faute si son demi-siècle fut sinueux" ?[20]

Trop souvent, l'historien, "ce spectateur dégagé observera les commencements à travers le dénouement. Comment aurait-il le temps, ou ce don d'empathie si nécessaire et si décrié, de se rappeler que ceux qu'il met ainsi en examen se sont levés avec la lune, et qu'ils ont pris la route dans un demi-jour indécis, entre soir et matin ?" On peut se demander, ajoute Debray, si "entre les illusions rétrospectives du savant et les illusions de perspective du militant, le moindre des mensonges est bien celui qu'on dit". Ou encore : "le trucage par omission consiste à juger du but visé par le but atteint"[21].

Nous ne jugerons donc pas, laissant parler les faits : à chacun, s'il le souhaite, de se forger une opinion sur ce passé restitué, tout comme sur le présent qui s'en veut l'héritier.

19. Régis Debray, *Loués soient nos seigneurs,* Paris, 1996, p. 63-64.

20. *Idem*, p. 320.

21. *Idem*, p. 125-126.

LES SOURCES

La tradition appellerait ici une bibliographie énumérant dans les règles de l'art, c'est-à-dire selon un ordre et une technique immuables, les sources et travaux utilisés, sans qu'il soit possible bien souvent d'y distinguer ce qui a été essentiel ou accessoire pour l'auteur, ou encore quel ouvrage, plutôt que tel autre, pourrait compléter les connaissances d'un amateur sur certains aspects du sujet. Dans le souci de répondre le cas échéant aux attentes à cet égard de lecteurs qui ne seraient pas historiens avertis (souci qui m'a guidé tout au long de la rédaction de ce livre), j'ai opté pour fournir un commentaire plus direct des principaux documents utilisés pour bâtir mon récit, sans pour autant m'efforcer de reciter nécessairement tous les ouvrages ou articles apparaissant en références dans les chapitres précédents, mais en expliquant par contre quelles démarches avaient amené l'une ou l'autre source d'information sous mes yeux.

Cet aperçu bibliographique sera l'occasion de remercier en même temps celles et ceux qui m'ont aidé à concrétiser ce projet - parmi lesquels je m'en voudrais de ne pas citer Madame Gisèle Bœlens, qui a assuré avec brio la mise au net du texte manuscrit. J'espère que cette présentation moins académique permettra néanmoins à l'historien professionnel de juger de la pertinence comme des lacunes éventuelles de ma documentation.

De 1977 à 1981, j'ai eu l'occasion comme étudiant en Histoire à l'Université de Liège puis en tant qu'attaché au Centre Interuniversitaire d'Histoire Contemporaine (CIHC) de dépouiller systématiquement l'ensemble de la presse verviétoise de 1818 à 1914 en vue de mes deux ouvrages sur ce thème (*La presse verviétoise de 1818 à 1850*, Louvain-Paris, Nauwelaerts, Cahier 87 du CIHC, 1978, 347 p.; et *La presse verviétoise de 1850 à 1914*, idem, Cahier 92 du CIHC, 1982, 546 p.). J'ai donc commencé à récolter des données sur Pierre Fluche en parcourant dans ce cadre les journaux du mouvement ouvrier verviétois mais aussi en étant attentif aux attaques contenues dans la presse adverse : une

partie des centaines d'articles de presse recopiés il y a près de 20 ans ont pu enfin être à nouveau exploités dans ce travail.

Ma fréquentation indirecte de Fluche s'est prolongée en 1982 lors de mon étude sur les syndicats de métallurgistes verviétois (*Histoire des métallurgistes verviétois*, Liège-Verviers, Fondation André Renard, 1982, 242 p.). Une année de travail aux éditions "Vie Ouvrière", en 1983, pour la rédaction de certaines notices du *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier belge* (dont le premier tome, portant sur les lettres A et B, est enfin paru en 1996), puis une autre au service de "Mémoire ouvrière" en 1984 pour la préparation des diverses publications et manifestations du centenaire du POB, m'ont permis de rester plongé dans l'histoire du mouvement ouvrier belge tout en élargissant mon horizon à d'autres régions wallonnes (*Histoire des Fédérations socialistes de Soignies et Thuin*, Bruxelles, Mémoire ouvrière, 1985, 208 p.), au pays en général (collaboration au catalogue de l'exposition *Cent ans de socialisme*, Bruxelles, 1985, 270 p.) et particulièrement à la période antérieure à la formation du POB (article *Les gènes multiples du socialisme* dans l'ouvrage collectif *Du POB au P.S.*, Bruxelles, Labor, 1985, p. 13 à 40).

J'ai eu l'occasion de renouer dix ans plus tard avec l'histoire sociale verviétoise en rédigeant une brève biographie de *Frédéric-Joseph Thiry dit Thiribûse* (Dison, n° 5 des Annales de la Fondation Hardy, 1995, p. 65-92) et c'est une longue convalescence consécutive à un sérieux accident de santé qui m'a décidé et permis d'entamer la rédaction d'un Pierre Fluche que je portais en moi depuis longtemps, et pour lequel mes travaux antérieurs ont pu être utiles ainsi qu'on le devine.

J'avais obtenu depuis longtemps auprès de l'Institut International d'Histoire Sociale à Amsterdam (IISG) copie des lettres de Fluche à Victor Dave, qu'avait déjà pu utiliser Daisy Evelyne Devreese dans son mémoire sur les principaux militants belges de l'Internationale (*Militanten rond de Eerste Internationale in België 1860-1880*, RUG, 1968). La Préfecture de Police de Paris m'avait communiqué, par l'intermédiaire de Robert Flagothier alors archiviste de l'Institut Émile Vandervelde (IEV), la *Liste des principaux militants de l'Internationale de Verviers*. Mais ce sont surtout deux autres anciens collègues de l'IEV, Jean-Jacques Messiaen et Arlette Musick, qui m'ont aidé en me remettant la totalité des dépouillements qu'ils avaient réalisés en vue de leur *Histoire de la Fédération socialiste de Verviers* (Bruxelles, Mémoire ouvrière, 1985, 126 p.). Grâce à eux, j'ai pu bénéficier notamment du dépouillement des Archives de la Sûreté publique de la Province de Liège pour les années 1831 à 1914, soit plusieurs centaines de rapports de police sur le mouvement ouvrier verviétois, inventoriés jadis par

Léon Linotte (*Les manifestations et les grèves dans la province de Liège de 1831 à 1914. Inventaire sommaire des archives de la Sûreté publique de la province de Liège*, Louvain-Paris, Nauwelaerts, Cahier 34 du CIHC, 1964, 173 p.).

Arlette Musick m'a encore été d'un grand secours en procédant à mon attention à la lecture systématique de tous les comptes rendus du Conseil communal de Verviers dans *Le Travail* jusqu'à la mort de Fluche en 1909, complétant ainsi à Bruxelles (puisque la seule collection complète du *Travail* pour cette période se trouve aujourd'hui à l'IEV) la recherche que Thierry Degives m'a permis d'accomplir dans les collections du *Jour* pour la période allant de 1896 à la naissance du quotidien syndical. C'est ainsi que j'ai pu suivre l'activité de Fluche au Conseil de 1896 à 1909, et par la même occasion lors de divers événements marquants de la vie verviétoise, en complétant mes dépouillements de presse de jeunesse. Si j'ajoute que Jean-Jacques Messiaen et Arlette Musick m'ont aussi transmis de nombreux articles biographiques qu'ils avaient repérés il y a douze ans dans *Le Travail*, qu'ils m'ont constamment facilité l'accès aux ouvrages de la bibliothèque de l'IEV ces derniers mois, et que Jean-Jacques m'a mis en contact avec les éditions Gamma Press, j'aurai souligné tout ce que ce livre doit à notre vieille amitié.

Arrière-petit-neveu de Pierre Fluche, Jean-Marie Fluche m'a épargné, lui, toutes les fastidieuses recherches de type généalogique dans les archives communales de Verviers et Hodimont en me communiquant très aimablement lors de plusieurs échanges épistolaires l'intégralité du fruit de plusieurs années de démarches de sa part pour reconstituer la généalogie de son ancêtre. Jean-Marie Fluche a bien voulu aussi mettre par écrit les souvenirs que lui avait transmis son grand-père Armand (neveu de Pierre Fluche), sous le titre *Pierre Fluche parmi les siens* (10 p. dactylographiées, 1997). Qu'il trouve ici toute l'expression de ma profonde reconnaissance.

Hubert Wouters a publié deux recueils d'archives de police relatifs au mouvement ouvrier belge avant l'Internationale (*Documenten betreffende de geschiedenis der arbeidersbeweging 1831-1853* et *1853-1865*, Louvain-Paris, Nauwelaerts, Cahiers 27 et 40 du CIHC, 1963 et 1966, 1310 p. en 3 vol. et 354 p.). J'ai eu aussi recours, pour cette période, outre à mes travaux antérieurs sur la presse et sur cette phase du mouvement ouvrier, à un article de Claude Desama (*Note sur le mouvement démocratique à Verviers en 1848*, B.I.A.L., t. 84, 1972, p. 271 à 304), au mémoire de licence inédit de Claude Christophe (*Les idées sociales et démocratiques à Liège de 1848 à 1856*, U.Lg., 1963) et à l'étude d'André Cordewiener sur la presse liégeoise (*Etude sur la pres-*

se liégeoise de 1830 à 1850, Louvain-Paris, Nauwelaerts, Cahier 71 du CIHC, 1972, 311 p.), principalement.

Le lecteur intéressé par cette période pourrait prendre connaissance des articles de Robert Demoulin (*De la presse radicale aux premiers organes ouvriers, 1830-1849*), et, dans la revue *Socialisme*, d'Alphonse Gaspar (*Le Manifeste du Parti communiste et le Catéchisme des Prolétaires de Victor Tedesco*), Francis Sartorius (*L'Association démocratique, 1847-1848*), Julien Kuypers (*Les liens d'amitié de Karl Marx en Belgique 1845-1848* et *La contribution de Victor Tedesco à l'élaboration du Manifeste communiste de 1848*), sans oublier le livre de John Bartier, *Naissance du socialisme en Belgique : les Saint-Simoniens*, Bruxelles, Mémoire ouvrière, 1985, 171 p., qui fait une large place aux "missions" saint-simoniennes à Verviers dans les années 1830, dont je n'ai pas parlé ici.

La période de la première Internationale à Verviers a fait l'objet de divers mémoires universitaires (dont celui de T. Pirard sur *Le Mirabeau* à l'UCL en 1971) mais j'ai surtout eu recours aux nombreux recueils de sources édités depuis les années '60 par Jacques Freymond pour l'Internationale en général (*La première Internationale. Recueil de documents*, 4 tomes, Genève, Droz, 1962 et 1971, 454, 502, 668 et 835 p. remarquablement annotées), par Hubert Wouters pour la Belgique (*Documenten betreffende de geschiedenis der arbeidersbeweging 1866-1880*, Louvain-Paris, Nauwelaerts, Cahier 60 du CIHC, 1971, 1793 p. en 3 volumes), par Cathia Oukhow pour la Wallonie (*Documents relatifs à l'histoire de la première Internationale en Wallonie*, Louvain-Paris, Nauwelaerts, Cahier 47 du CIHC, 376 p.), par Daisy Evelyne Devreese pour certains militants (*Documents relatifs aux militants belges de l'AIT. Correspondance 1865-1872*, Louvain-Paris, Nauwelaerts, Cahier 79 du CIHC, 1986, 490 p.) et par Bernard Dandois pour César De Paepe (*Entre Marx et Bakounine, César de Pæpe. Correspondance*, Paris, Maspéro, 1974, 316 p.).

Je me suis également appuyé sur les mémoires de Pierre Kropotkine (*Autour d'une vie*, 2 éd., Paris, 1908), sur les volumineux souvenirs de James Guillaume (*L'Internationale, Documents et souvenirs, 1864-1878*, réédités à Genève, 1980 et Paris, 1985, 4 tomes en 2 volumes), sur l'analyse de la conférence de Londres de 1871 par Miklos Molnar (*Le déclin de la première Internationale*, Genève, Droz, 1971, 260 p.) et sur l'ouvrage de Luc Peiren consacré à *César de Pæpe* (Bruxelles, 1990, 132 p.). Concernant les communards exilés en Belgique, on pourra lire l'article de Denise De Weerdt dans la revue *Socialisme* (*Les proscrits de la commune en Belgique*) et celui de Francis Sartorius et Jean-Luc de Paepe publié par le Musée de la Vie wallonne (*Notes bio-*

graphiques sur les proscrits de la Commune réfugiés dans les provinces wallonnes). Comme il se doit, je suis retourné à la source pour les *Réunions ouvrières* de Verviers en consultant les procès-verbaux manuscrits des séances de celles-ci conservés à la Bibliothèque communale de Verviers (sous le titre du texte de Damseaux qui ouvre le recueil : *Ma raison d'être).*

Pour la phase de formation et des débuts du POB, j'ai utilisé notamment, outre les ouvrages classiques sur l'histoire du Parti, les *Souvenirs d'un meneur socialiste* de Louis Bertrand (2 vol., Bruxelles, 1927, 355 et 368 p.), particulièrement vivants, les articles de Maxime Sztejnberg (*La fondation du POB, 1882-1886*) et de Jean Puissant (*Le POB a-t-il failli disparaître de Wallonie, 1887-1889 ?*), et l'ouvrage de Marcel Liebman, *Les Socialistes belges 1885-1914* (Bruxelles, Vie Ouvrière, 1979, 300 p.), dont on ne saurait trop recommander la lecture me semble-t-il. *Emile Vandervelde, le patron* a fait l'objet en 1995 d'une excellente biographie de Janet Polasky (Bruxelles, Labor, 301 p.), tandis que Guy Galand avait étudié *Louis De Brouckère* vingt-cinq ans plus tôt (Bruxelles, Labor, 1970, 190 p.). Les premiers syndicats ont été minutieusement analysés par Jean Neuville dans *Naissance et croissance du syndicalisme, t. 1. L'origine des premiers syndicats*, Bruxelles, Vie Ouvrière, 1979, 391 p. dont une cinquantaine consacrée à Verviers.

Le travail magistral de Jean Puissant sur *L'évolution du mouvement ouvrier socialiste dans le Borinage* (Bruxelles, Palais des Académies, 1982, 694 p.) a permis des comparaisons intéressantes pour toute la période antérieure à 1914. Le mouvement anarchiste a fait heureusement l'objet il y a peu d'une thèse de Jan Moulaert publiée dans une collection de large diffusion (*Le Mouvement anarchiste en Belgique, 1870-1914*, Bruxelles, Quorum, 1996, 415 p.). Pour le mouvement démocrate chrétien, j'ai eu recours au travail de Paul Gérin (*Presse populaire catholique et presse démocrate chrétienne en Wallonie et à Bruxelles de 1830 à 1914*, Louvain-Paris, Nauwelaerts, 1975, Cahier 80 du CIHC, 360 p.) et surtout à l'étude de Jacques Wynants sur *Les origines de la démocratie chrétienne à Verviers*, Bruxelles, La pensée catholique, 1960, 63 p.

Outre le petit volume de Jacques Wynants sur les premiers démocrates-chrétiens, on signalera maintenant comme il le mérite son livre sur la condition ouvrière à Verviers avant 1900 : *Ainsi naquit une industrie*, qui fait une certaine place au mouvement ouvrier mais décrit surtout les conditions de vie des travailleurs (Verviers, C.I.E.P., 1984, 294 p.). Le roman historique de Léon Norgez, *En ce temps-là, Elisabeth*, permet également de bien percevoir celles-ci, tout en étant d'une

lecture agréable (Namur, Dejoie, 1973, 215 p.), mais je ne me suis pas dispensé de recourir aux procès-verbaux des séances tenues à Verviers en 1886 par la *Commission d'enquête sur les conditions de travail.* Deux mémoires universitaires malheureusement inédits traitent, eux, des conditions de vie des ouvriers verviétois à une époque plus ancienne : Christiane El Kefi-Clockers sur *La population féminine active de l'industrie textile verviétoise (...) 1856* (U.Lg., 1976) et Arlette Lafosse sur *Les épidémies de choléra à Verviers, 1833-1834, 1849, 1866* (U.Lg., 1977).

Pour l'histoire du mouvement ouvrier socialiste verviétois avant 1914, sur lequel les mémoires de F.J. Thiry dans sa revue *La Terre* (1914) donnent des détails piquants mais décousus, on mentionnera non seulement la monographie déjà citée de Musick et Messiaen mais aussi le solide mémoire universitaire inédit de René Bonaventure (*Parti socialiste et mouvement syndical à Verviers de 1893 à 1914*, 1962), la brochure de Hubert Vandermeulen et autres auteurs sur *Le mouvement ouvrier socialiste à Verviers* (Verviers, Le Travail, 1960, 116 p.) et plus encore, pour son analyse minutieuse de l'année 1906, *L'Avènement du régime syndical à Verviers* par Laurent Dechesne (Paris, 1908, 552 p.). On citera aussi la brochure de Jean Roggeman sur *La politique communiste devant le syndicalisme verviétois* (Verviers, L'Union, 1922, 20 p.).

Pour l'histoire politique verviétoise, j'ai encore eu recours au mémoire de 1948 d'André Zumkir (*Les partis politiques et les élections dans l'arrondissement de Verviers ... 1830-1893*), dépassé depuis le mois de septembre 1997 et la rédaction de ces lignes par la publication en trois volumes du même auteur : *La genèse des partis politiques dans l'arrondissement de Verviers à l'époque du suffrage censitaire*, Liège, 1.400 p. Ce dernier travail contient plusieurs dizaines de notices biographiques et de tableaux généalogiques sur le personnel politique verviétois. D'autres indications biographiques, à la fois plus sommaires mais plus diversifiées, se trouvent dans les cinq volumes de la *Bibliographie verviétoise* d'Armand Weber (Verviers, Féguenne, 1899-1912, exemplaire annoté à la Bibliothèque communale), dans l'*Anthologie des poètes wallons verviétois* de Feller et Wisimus (Verviers, Nicolet, 1928), dans les quatre volumes de Paul Léon, *Dictionnaire des rues de Verviers et de Dison-Andrimont* (Dison, Lelotte, 1976-1986), sans oublier, plus précieuses car plus précises, les nombreuses brochures biographiques conservées à la Bibliothèque communale. Le tome 3 de l'*Alphabet verviétois* de Pierre Stembert (Limbourg, 1992) m'a permis de retrouver des détails biographiques sur Roch Germay et Henri Angenot, ainsi que le portrait du second qui manquait dans la collection du *Jour.* En ce qui concerne les militants ouvriers verviétois, on souligne-

ra l'intérêt du recueil d'articles de Hellé (pseudonyme de E. Laurent), *Silhouettes et profils verviétois* (Verviers, Le Travail, vers 1937) ainsi que les nombreux articles biographiques parus dans *Le Travail* lors d'anniversaires ou de décès de mandataires socialistes.

L'histoire économique verviétoise du XIXème siècle a été la grande œuvre de Pierre Lebrun, dont j'ai utilisé en l'occurrence les pages publiées dans *Essai sur la révolution industrielle en Belgique, 1770-1847*, Bruxelles, Palais des Académies, 1979, p. 165 à 260 (chapitre sur l'industrie lainière). Iwan Longtain a retracé l'histoire de plusieurs industries verviétoises autres que le textile dans deux ouvrages : *Histoire de la machine textile verviétoise*, Limbourg, 1987, 236 p. et *Industries du passé de la région verviétoise*, Limbourg, 1990, 212 p. Joseph Mathieu a étudié *L'histoire sociale de l'industrie textile de Verviers* (Dison, 1946, 266 p.). Claude Desama a analysé l'évolution démographique du XIXème siècle verviétois (*Population et révolution industrielle*, Paris, Les Belles Lettres, 1985, 284 p. et *Démographie et société à Verviers et dans sa région au cours des cent dernières années*, dans l'ouvrage collectif *Un Jour, un siècle*, Verviers, 1994, p. 133 à 171).

Les informations relatives à l'ancienne commune de Hodimont ont été extraites du petit livre de Henri Hans, *Historique de la commune de Hodimont*, 1928. Celles concernant l'évolution de la physionomie de Verviers proviennent principalement de R. Roncart, *L'évolution géographique de l'agglomération verviétoise*, Liège, 1928, 46 p.; Maurice Pirenne, *Les constructions verviétoises*, Verviers, Leens, 1927, 286 p.; *Le patrimoine monumental de la Belgique, tome 11 : Verviers*, Liège, Mardaga, 1984, 262 p.; Catherine Bauwens, *Le patrimoine industriel* et *Le patrimoine civil public de la région verviétoise*, Dison, Fondation Hardy, 1994 et 1996, 192 et 206 p.; Joseph Monami, *Verviers hier et aujourd'hui*, Verviers, Nautet-Hans, 1976, 164 p.

L'iconographie du XIXème siècle verviétois est abondante dans l'ouvrage de Monami cité plus haut et dans la collection de la revue *Temps jadis* dont plus de cinquante numéros de 24 pages illustrées chacun sont parus depuis une petite vingtaine d'années à l'initiative de feu Robert Freyens. Parmi les recueils de photographies anciennes, j'épinglerai spécialement celui des photographies de Maurice Closset publié par R. Freyens (*Photos d'antan. Verviers et alentours*, Verviers, Temps jadis, 1993, 95 p.), le volume *Cent ans de photographie à Verviers 1839-1939*, dû au même R. Freyens notamment (Verviers, Temps jadis, 1995, 240 p.) et le recueil de cartes postales anciennes publié en 1990 par le Crédit à l'Industrie (*Balades dans le Verviers d'autrefois*, 36 p.). Dans *Verviers et sa région en gravures* (Liège, Desœr, 1981, 118 p.), l'historien franchimontois Paul Bertholet a regroupé de nombreuses

vues du Verviers industriel ancien, et fourni en introduction une excellente synthèse sur l'archéologie industrielle verviétoise. Dans leur histoire du cinéma à Verviers (*Cinémas, 1896-1993, Verviers*, Dison, 1993, 301 p.), Michel Bedeur et Paolo Zagaglia ont fait l'histoire, elle aussi illustrée, de plusieurs salles verviétoises ayant abrité à l'un ou l'autre moment des activités du mouvement ouvrier.

Je terminerai en signalant que le lecteur désireux de se replonger dans *La vie quotidienne en Belgique sous le règne de Léopold II* pourra lire avec plaisir l'ouvrage de Georges-Henri Dumont (Paris, Hachette, 1974, 232 p.), récemment réédité : non pour la description de la condition ouvrière qui y occupe une faible part, mais bien pour tout le reste que je n'ai, pour ma part, qu'effleuré.

ANNEXES

ANNEXE 1

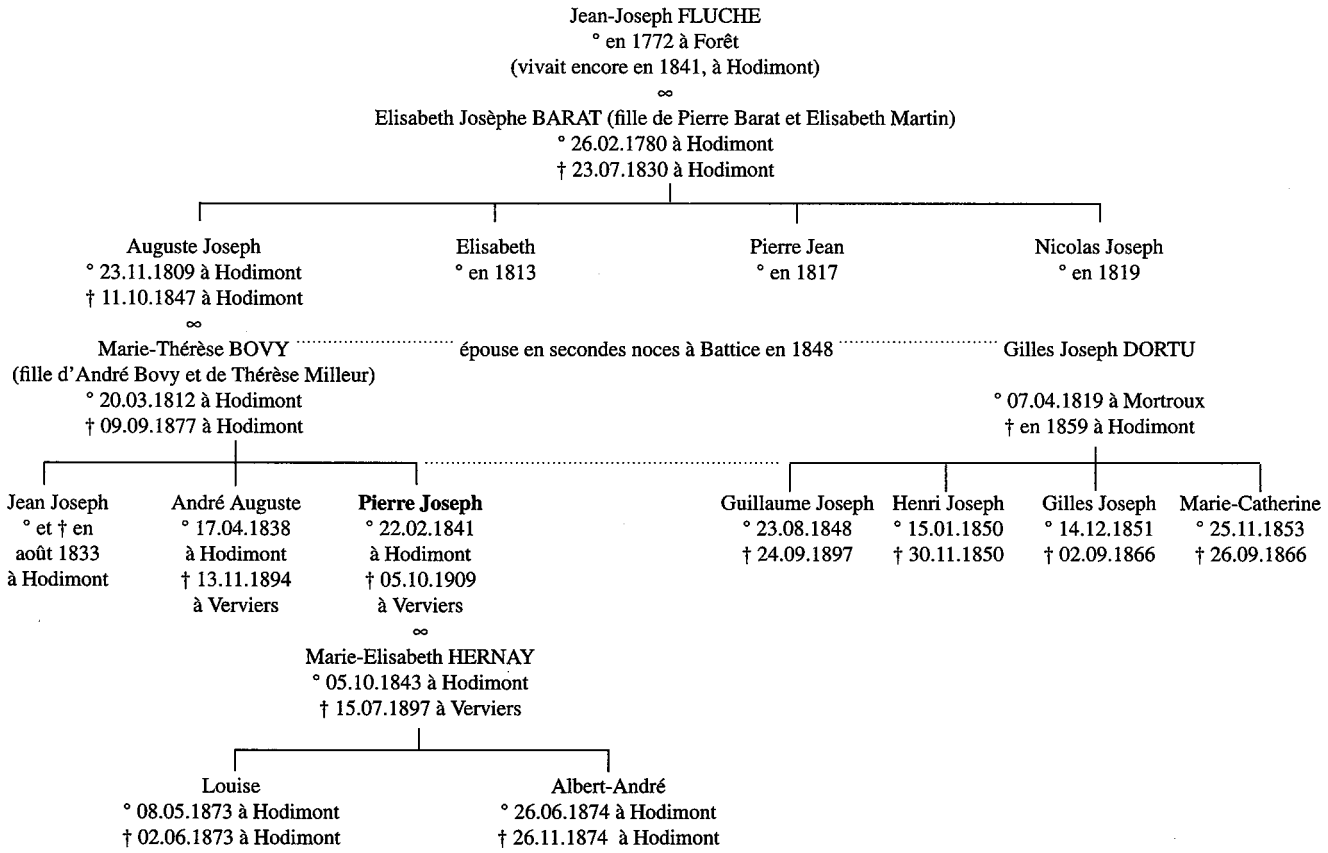
TABLEAUX GENEALOGIQUES DES FLUCHE

Nous reproduisons dans les deux pages ci-après le fruit des longues années de recherches généalogiques de Monsieur Jean-Marie Fluche, d'Ottenbourg (commune de Huldenberg au nord de Wavre mais en Brabant flamand), arrière-petit-neveu de Pierre Fluche, complétées par les données fournies par Monsieur Joseph Dortu, de Visé, concernant le beau-père et les demi-frères et sœur de Pierre Fluche. Que l'un et l'autre soient très chaleureusement remerciés pour m'avoir communiqué, pièces à l'appui, ces renseignements issus pour la plupart des registres de l'Etat-civil des communes de Hodimont et de Verviers au XIXème et début du XXème siècle.

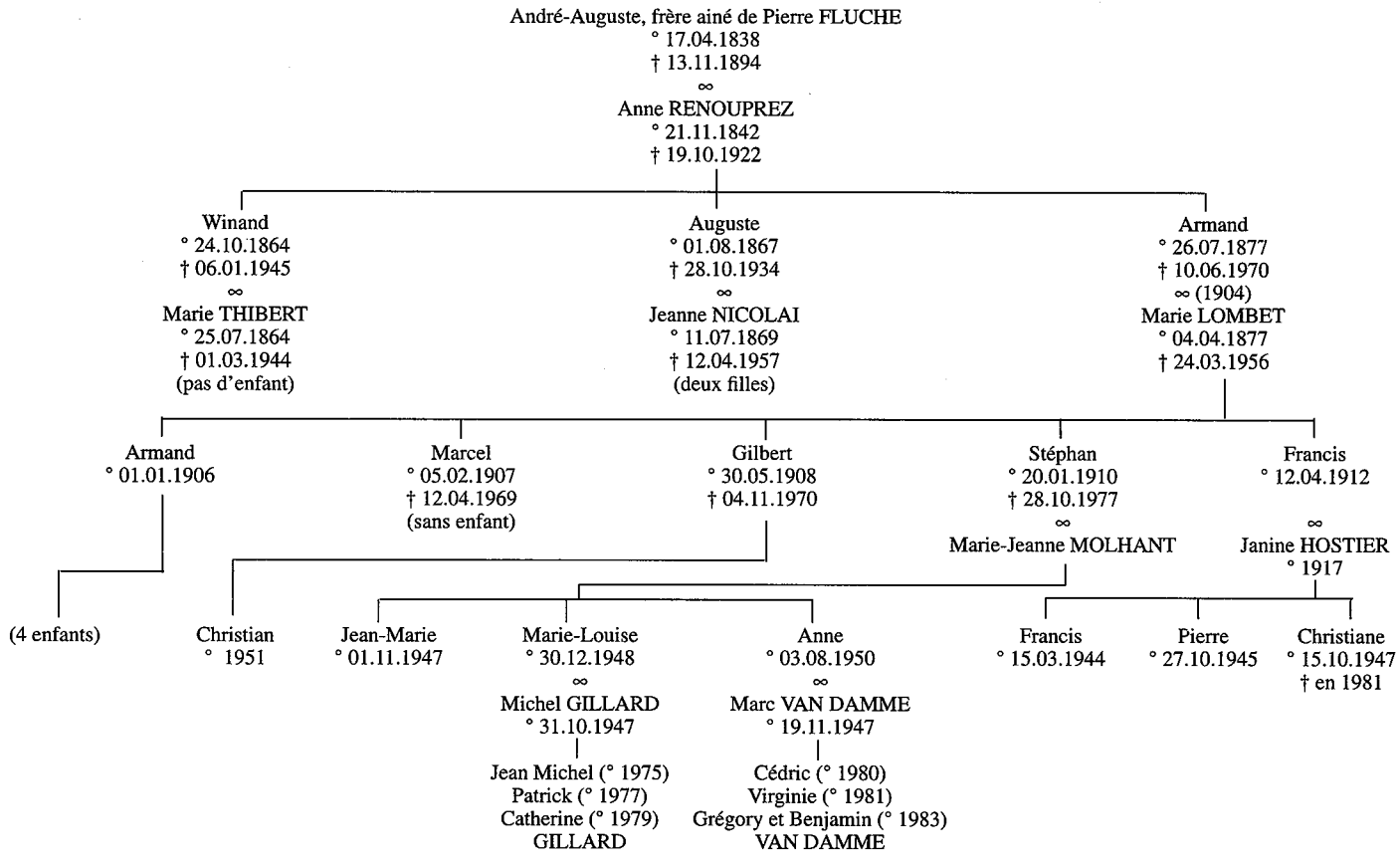
Le premier tableau donne la généalogie de Pierre Fluche depuis ses grands-parents paternels, ses père et mère, tante et oncles du côté paternel, ses frères et demi-frères et sœur, jusqu'à sa propre épouse et ses deux enfants morts en bas âge.

Le second tableau fournit un aperçu de la descendance du frère aîné de Pierre Fluche, André-Auguste, débutant par les trois neveux de l'échevin socialiste, puis les cinq fils du cadet de ces derniers, une partie des descendants de ces cinq petits-neveux du militant ouvrier (dont Jean-Marie Fluche), jusqu'à une partie également des enfants de la dernière génération.

1. TABLEAU GENEALOGIQUE DE PIERRE FLUCHE



2. TABLEAU PARTIEL DE LA DESCENDANCE DU FRERE DE PIERRE FLUCHE



ANNEXE 2

LETTRES DE PIERRE FLUCHE A VICTOR DAVE

Nous remercions l'Institut International d'Histoire Sociale à Amsterdam qui nous a aimablement autorisé à reproduire les seize lettres de Pierre Fluche à son ami Victor Dave se trouvant dans le Fonds "Dave" de l'Institut, afin qu'elles puissent également servir à d'autres chercheurs tout en permettant au lecteur d'entrer en contact avec des documents bruts et, via ces derniers, de mieux percevoir peut-être la sensibilité du temps. Nous avons joint à ces seize lettres deux lettres de militants anarchistes verviétois consécutives aux événements de mars 1886 - lettres jointes à celles de Fluche dans les documents Dave à Amsterdam et donc a priori introuvables.

Comme il se doit, nous avons respecté intégralement dans tous les cas la ponctuation et l'orthographe des auteurs des lettres, nous autorisant seulement à titre exceptionnel l'une ou l'autre correction ou addition si elle semblait indispensable pour le sens de la phrase. On constatera ainsi que Pierre Fluche est plutôt avare de ponctuation, et que les deux militants anarchistes sont davantage brouillés avec l'orthographe.

1. Lettre de Fluche à Dave, 7 mai 1874.

Ami Victor,

Je n'ai reçu aucune brochure de Cluseret, ou plutôt du Bulletin de la Commune .. pourquoi ? J'ai cependant préparé tout pour que la vente réussisse.

La vente des brochures de Pyat marche très mal, je vais faire mon possible pour les placer dans une tombola de livres et brochures à 10 cts le billet qui aura lieu prochainement. Quant aux livres de Claude Lepelletier, cinq sont vendus et deux seulement sont payés, je les ai vendus au prix de 1 franc, quelques uns le trouvent cher, il serait meilleur marché je crois en le leur donnant pour rien, il y a aujourd'hui beaucoup de compagnons de cette force.

J'ai bien reçu ta lettre ainsi que celle du Gal Cluseret, remercie-le pour moi.

Rousselle tu l'as su avant à Hasselt est expulsé, il est parti en négligeant de me remettre 30 francs que je dois rembourser à Pepinster, tu es à même d'apprécier l'effet que doit me faire cette malheureuse tuile. Le Docteur aurait bien pu me payer, il a gagné assez d'argent ici, si c'est la façon française de remercier les gens qui comme moi ont fait tant de sacrifices à leur travail etc... je t'assure ami que j'ai le ventre plein de ce genre de remerciement, je ne sais comment me tirer de ce pas.

Tu recevras le N° du Mirabeau sous peu, quant à faire le voyage de Spa je n'y suis guère disposé pour le quart d'heure.

Verviers est très calme sous le rapport de tout mouvement ouvrier. Aussi un silence de mort précède-t-il à toutes les réunions.

Voilà pour le présent. Tout à toi.

Pre Fluse

P.S. Merci de tes journaux.

2. Lettre de Fluche à Dave, 2 février 1876.

Mon cher Victor,

Pardonne-moi de ne pas avoir plus tôt fait réponse à ta lettre, je suis complètement dans le pétrin, je me suis présenté aujourd'hui chez neuf patrons différents qui m'ont reçu comme un chien dans un jeu de quilles. Je t'écris la rage au cœur. Tu me demandes ce que c'est que les ouvriers qui vont demander du travail au bourgmestre, c'est tout simplement de l'idiotisme au dernier degré puisque Mr Hauzeur ne peut pas même continuer le travail aux ouvriers teinturiers qu'il occupe mais que veux-tu nous tombons dans l'absurde, il va de soi que je n'ai nullement prêté la main à cette sotte affaire. Remercie bien l'ami Glaser de l'envoi de son journal, il est bon c'est du reste le meilleur que nous possédons en Belgique au point de vue de notre cause.

Les cinq exemplaires que tu m'as remis ont été remis à Lincé qui est revenu de ses erreurs passées et est tout à fait de notre bord, il doit même avoir écrit à ce sujet à l'administration de la Gazette de Hollande. Je te disais dans ma lettre que les idoles étaient renversées, oui mon

cher elles le sont d'une façon complète jusqu'à ce bon Meunier qui est allé à l'instigation de quelques bourgeois recueillir des souscriptions pour obtenir une garnison à Verviers. Piette et Bastin ont acheté la presse du Mirabeau aux ouvriers typographes sans argent bien entendu et quand ils ont cru en être les possesseurs ils ont renvoyé les typographes de là une lutte des plus comiques entre tous en bons petits exploiteurs mais ce qu'il y a de mieux c'est que la Fédération des Tisserands ne prétend nullement que Piette et Cie gardent la presse le branlebas est vraiment sonné et j'applique de temps à autre derrière les coulisses un bon coup d'épaule, je suis au mieux avec les tisserands jusqu'ici cependant je ne me suis aucunement mêlé de propagande je n'agirai au grand jour que quand ceux qui nous ont fait du tort seront châtiés.

Je suis en correspondance suivie avec le Gal Cluseret il m'a demandé ton adresse dans sa dernière lettre il est bien peiné que tu aies cessé de lui écrire il a l'air de beaucoup tenir de toi pourquoi ne lui écris-tu pas ça lui ferait plaisir je lui ai envoyé une collection complète de la Science populaire ainsi qu'un exemplaire de la Gazette de Hollande il en a été très charmé, crois mon ami écris lui voici son adresse G. Cluseret 462 route de Saint-Julien Carouge près Genève.

Aucun de tes anciens amis Baptiste, Lewalle, Benoît etc ne t'ont oublié je leur ai présenté tes bons sentiments ma femme te remercie aussi de tes bons souvenirs et elle voudrait bien te voir ce qui est difficile pour le quart car elle est presque toujours malade tu dois te rappeler combien elle était chétive. As-tu toujours la Dame aux Camélias tu lui ferais bien plaisir en lui renvoyant. Si par hasard tu pouvais disposer d'une pièce de 100 sous et me l'envoyer tu me rendrais un grand service.

A propos Cluseret veut t'écrire pour organiser un système de propagande pour la France. Si tu le désires je t'enverrai sa dernière lettre où il s'étend sur ce sujet.

A toi et à bientôt de tes bonnes nouvelles

Pre Fluse qui t'assure de ne plus te faire attendre pour t'écrire. Demain je vais à Dison où je ne suis guère connu peut-être trouverai-je là de quoi m'occuper.

3. Lettre de Fluche à Dave, 11 avril 1880.

Mon cher Victor,

Mon état s'améliore j'en suis bien aise pour pouvoir te donner signe de vie, ce qui m'attriste beaucoup c'est que le médecin m'a défendu tout travail d'ici à quatre ou cinq semaines, tu comprends quelle doit être ma situation.

Je suis heureux que tu sois arrivé à te tirer d'affaire à Paris, comme tes amis te l'ont bien dit c'est là ton milieu et là seulement tu peux vivre, c'est pourquoi à mon avis tu dois y regarder à deux fois avant de te mêler de choses aussi bruyantes que l'affaire Lehman, qui peuvent comme tu le dis très bien amener ton expulsion.

Le Mirabeau a reproduit l'exécution de Lehman, d'après le Prolétaire comme tu le verras par l'exemplaire que je t'adresse sous le couvert du journal l'Europe. La conduite du Coco à Verviers n'est pas très marquante, il a travaillé comme garçon pharmacien chez Kunitz un allemand très honnête homme mais Lehman n'aimant pas le travail l'a bientôt quitté pour faire la noce. Il s'est abouché avec Piette et a escroqué à ce dernier une somme de 33 francs. Il est certain qu'à Verviers il n'était pas encore embauché par R... (*illisible*) ou autre salaud de cette espèce. Voilà mon cher ce que je sais concernant cet individu.

Tu me demandes ce que c'est que le cercle l'Etincelle, ce cercle c'est Piette, Bastin, Demoulin, O. Ruwette et Gérard Gérombout. Ils s'intitulent anarchistes révolutionnaires, ont fait un journal le Cri du Peuple mais qui n'était pas rédigé par eux, en tout cas le journal était bon et très bien fait. La magistrature de Verviers en a eu une peur atroce. Il a paru à peu près un an bimensuel. Le petit Malempré en était l'éditeur responsable, mais un procès étant survenu pour avoir excité à la désobéissance aux lois et appuyé la conduite de Nobiling, Koncasi, Passanant etc il s'est sauvé avant l'audience, ce qui a fait beaucoup de tort parce qu'on ne pouvait pas l'arrêter avant d'être condamné et que même après condamnation on peut interjeter appel et ensuite on s'exile. Mais il a jugé prudent de filer. Il aurait pu faire de son procès un acte de grande propagande pour la presse socialiste, mais la peur l'avait rendu à moitié fou. Ce qui a fait dire à Verviers que nous étions bons pour appeler à la révolte et préserver notre peau par nos jambes parce qu'on n'a fait aucune distinction entre l'Etincelle et l'Internationale pour ceux qui ne connaissent rien ils nous mettent tous dans le même sac. Ceci a eu son contre-coup. Messieurs les magistrats ayant vu combien valait peu la responsabilité de tels éditeurs, ont intenté un procès au Mira-

beau, sur l'assiette et la fortune de son éditeur il y a aussi un article dans le code qui dit qu'il faut le nom de l'imprimeur et un autre qui dit que le nom de l'éditeur suffit. C'est au nom de ce premier article qu'ils ont condamné deux de nos éditeurs à 50 francs d'amende. Le tribunal de Verviers nous avait acquittés. Le ministère public ayant interjeté appel nous avons été condamnés à Liège et la cour de cassation a tout simplement confirmé le jugement, ce qui fait que le Mirabeau est bien près de finir sa carrière. Nous ne paraissons plus que deux fois par mois et avec un format tout à fait mesquin.

Je ne corresponds plus avec Cluseret, sa dernière lettre qui je crois date bien de deux ans me peignait la détresse dans laquelle l'avait mis une inondation et demandait pour correspondre au journal. J'ai remis sa lettre à la rédaction et je ne sais si on lui a fait réponse, mais depuis il ne m'a plus écrit. Le bassin de la Vesdre, mon cher ami marche bien mal. Nous ne sommes plus que quelques groupes qui luttons encore mais sans aucune influence sur les ouvriers, c'est plutôt du socialisme en chambre.

Nous allons dimanche 25 courant donner une conférence dans la salle de l'Emulation afin de ranimer un peu le feu qui chaque jour s'éteint parmi nous.

Tu me demandes ce que je pense du mouvement qui se fait en faveur du suffrage universel. J'ai été parler à un meeting à Seraing ayant trait à ce mouvement, mais ne va pas croire que je considère cette affaire autrement qu'une simple agitation, si même aujourd'hui nous avions le droit de vote le pain n'en serait pas demain quand même à 40 cts le kilo. Mais dans les meetings tout en parlant du suffrage, rien ne m'empêche de parler du socialisme révolutionnaire. Quant à prêter les épaules pour hisser les avocats à la Chambre belge, nous n'en sommes pas là heureusement. Tôt ou tard il faudra bien cependant que le peuple belge fasse son éducation politique, mais quand il le fera j'espère que ce sera à son profit. Ce qu'il y a de certain c'est que les dévorants qui siègent au parlement belge ne nous donneront jamais le droit de vote, ils sont trop bêtes pour cela et pourtant s'ils voulaient l'accorder ils feraient œuvre de sage politique, nous serions au moins muselés pour 25 ans. On s'amuse bien du reste avec les urnes électorales. Les petits commerçants s'en sont déjà mêlés à Verviers, car l'an dernier ils sont venus m'offrir une candidature à l'hôtel communal, ce qui entre nous m'a bien fait rire, car j'aurais tout simplement servi à faire triompher les catholiques au détriment des libéraux boutiquiers, barbiers, épiciers et cafetiers qui m'auraient fait l'honneur d'une trentaine de voix.

Voilà mon cher ami ce que je puis t'apprendre pour le moment. Quand j'aurai la tête à moi je t'en dirai plus long. Enfin j'ai fait tout ce qui m'était possible pour t'être agréable comme je le ferai toujours pour toi mon vieil ami.

J'ai lu ta lettre à Baptiste il est très heureux que tu vivotes là-bas et il te présente ses amitiés.

Ma femme se rappelle à tes bons souvenirs et crois en ton dévoué

P. Fluse

16, Mont du Moulin - Verviers

P.S. N'y a-t-il pas moyen que tu m'envoies des chansons socialistes tu me ferais grand plaisir.

A propos j'ai reçu une lettre adressée au journal le Mirabeau en Suisse parce que la rédaction est chez moi, demandant des renseignements sur ta conduite à Verviers, je l'ai déchirée et n'y ai point fait répondre. A cette lettre était joints les statuts de la fédération des groupes collectivistes et communistes révolutionnaires.

P.F.

(*en marge*) sur l'enveloppe la poste avait tracé Suisse et remplacé ce mot par Belgique.

4. Lettre de Fluche à Dave, 9 août 1894.

Mon cher Victor,

Nous sommes avec ma femme on ne peut plus heureux de te savoir en bonne santé et en bonne position, c'est un grand bonheur que nous cause ta lettre, car nous seuls savons quels sacrifices, quels dévouements et quelles constances tu as apporté à ce que tu nommes si logiquement ton rocher de Sisyphe et en revanche les privations, les tortures, les calomnies, les lâchetés de toutes sortes qui t'ont tant et si odieusement été prodiguées par la meute des aboyeurs de toutes races. Mais trêve à notre rancœur, ne récriminons pas trop et que notre philosophie soit au-dessus de ces tristes choses. Le passé est sel, tournons nos pensées vers l'avenir. En effet une candidature aux chambres législatives m'a été offerte par quatre groupes Pepinster, Cornesse, Petit-Rechain et Verviers, mais j'ai décliné ces offres, résolu à n'accepter aucun mandat.

Il ne me convient pas d'aller discuter ma candidature à la Fédération d'Arrondissement (groupes et syndicats à Verviers et des communes environnantes) parce que je ne veux pas livrer mon nom en pâture à Messieurs J. Demoulin et Manguette qui pendant douze ans ont fait le mort et qui seulement depuis peu son rentrés dans le mouvement et ont déjà ourdi pas mal d'intrigues et accumulé pas mal de haine. J'ai refusé non seulement à cause de cela, mais parce que je ne veux pas apporter mon contingent de force et d'idées à des gens qui après m'avoir abreuvé d'outrages, sont tout disposés à me donner le baiser de paix pour se couvrir de ma probité politique et obtenir ainsi une considération qu'ils n'ont pas. Jamais vois-tu mon ami, je n'oublierai que Demoulin, avec l'aide et l'argent de deux chenapans, dont l'un gérant de coopérative à qui nous n'avions pas approuvé les bilans défectueux, ont lancé 40 lettres anonymes contre moi, voulant ainsi frapper à la tête la commission de vérification. Il sont même allés jusqu'à calomnier ma femme, elle si digne et si bonne. Et le Parti a laissé faire et le Parti a ri sous cape. Comprends-tu maintenant que je les tienne à mon tour, parce qu'ils savent bien que j'ai avec (moi) outre les groupes de campagne, la Fédération des Tisserands, qui compte 2.000 membres, la Fédération des Mutuellistes forte de 3.000 membres, les syndicats des cordonniers, mouleurs, apprêteurs etc... et la coopérative des pharmacies avec 1.500 affiliés. En outre une vingtaine d'ateliers où mon intervention a évité pas mal de conflits par la création de syndicats d'ateliers. De plus le petit commerce local et la petite bourgeoisie sont aussi de mon bord pour la part active que j'ai prise lors de la grande grève des tisserands qui luttaient pour l'obtention d'un tarif minimum et dont les Demoulin et cie ont fait tout leur possible pour en enrayer le succès par des menées souterraines dont les capitalistes faisaient les frais. Ils ont été démasqués mais leur cynisme et leur (*mot illisible*) font qu'ils se trouvent encore aujourd'hui là où ils n'auraient dû jamais plus se montrer.

A tout prendre du reste il serait très bon que nous fussions battus à plate couture, les ouvriers pourraient alors savoir par expérience que le système plural n'est qu'une farce et toutes les forces démocratiques se trouveraient dans la nécessité de s'unir pour obtenir le pur et simple, en montrant les dents bien entendu. S'il n'en est pas ainsi nous en aurons pour une vingtaine d'années au moins avec le plural et pour tout potage quelques députés socialistes qui malgré toute leur énergie et leur vaillance ne feront absolument rien.

Je te remercie donc de tout mon cœur d'avoir bien voulu intervenir pour moi dans la bataille, et je reconnais bien là mon Victor Dave de jadis toujours bon, loyal, dévoué et généreux.

Maintenant, quant au voyage au Havre, je ne puis y compter, mon métier de tisseur à la main est fini le métier mécanique nous a tous supplantés et je dois vivre avec ma femme qui est bien souvent malade à cause de l'âge critique, sur les bénéfices de mon petit commerce; je me suffis tout simplement quoique n'ayant même pas de loyer à payer.

Le médecin lui avait ordonné de prendre un peu de repos et beaucoup d'air mais nous sommes cloués pendant 15 et 16 heures dans une petite boîte de quelques mètres carrés. Je ne tiens plus un café, mais un simple comptoir. J'ai cherché partout vainement une représentation quelconque pour la tirer de là, j'ai essayé du métier mécanique, mais les patrons qui m'ont donné du travail ont su me réserver ce que d'autres me refusaient. De guerre lasse j'ai pris mon parti et ma vie s'écoule bêtement à écouter des histoires du matin jusque minuit. Enfin je vis assez bien, c'est déjà quelque chose quand il ne manque rien.

Je montrerai ta lettre aux vieux amis et je suis certain qu'ils seront bien contents d'avoir de tes bonnes nouvelles.

Dimanche dernier nous avons parlé de toi avec Benoît Antoine, car le vieux qui s'appelait Jacques est mort il y a quatre ans. Ainsi mon vieux c'est entendu, quand il te plaira me causer ce sera toujours avec le plus vif plaisir que je te répondrai.

Ton vieil et toujours dévoué ami

P. Fluse

quai des Maçons, 6, Verviers

5. Lettre de Fluche à Dave, du 10 février 1895.

Je me suis procuré tous les exemplaires du *Jour,* qui est le journal qui a le mieux rapporté les débats du procès des anarchistes.

Comme tu le verras Madame Schlebach a été condamnée à six mois de prison et comme elle a subi neuf mois de détention préventive elle a été libérée immédiatement. Je plains de tout mon cœur ce pauvre Schlébach. Je sais qu'il n'est point coupable, il a reçu des anarchistes chez lui c'est vrai, mais ce n'est pas là un crime, il n'est nullement responsable de sa clientèle. Et pour cela ces Messieurs lui ont octroyé trois ans de prison c'est tout simplement monstrueux, car Schlébach est un honnête homme, incapable de nuire à autrui et un homme de grand

cœur. C'est ce que j'ai écrit à Bertrand du Peuple, quand il m'a demandé des renseignements.

Ce que tu as lu dans la Gazette est vrai. J'intente un procès à Crama et à Demoulin, ces Messieurs dans le seul but de me jeter par dessus bord et de me faire exclure du Parti ont trouvé une calomnie atroce à me mettre à l'abri de toute relation honnête. C'est que pendant que j'habitais Mont du Moulin, j'aurais tenu maison clandestine de débauche, ils y compromettent même ma femme qui est l'honnêteté même et l'épouse la plus dévouée.

Cela est inventé par Mtre Demoulin, qui a eu soin pour avoir un document pour l'avenir de faire tenir ses propos diffamatoires par Crama en séance de la Fédération locale et ensuite les a insérés au procès-verbal de séance, il s'est même permis d'en transférer copie au Conseil Général à Bruxelles. Voilà où en sont venus ces hommes, ils convoquent des séances pour calomnier des absents, et tout cela parce qu'il ne me plaît pas de coudoyer des improbes et des mangeurs de cotisations. J'espère en finir cette fois-ci, en tout cas je te tiendrai au courant de la chose.

J'ai dû en venir là parce que ces individus ont été tellement lâches qu'un jour ayant giflé l'un d'entre eux, j'étais le soir même rappelé à l'ordre. En outre il ne me plaît pas que l'on touche à ma femme.

Joseph Demoulin joue ici un rôle des plus louches, il est employé comme contremaître à la lainière, où Monsieur Tasté, échevin et gros bonnet doctrinaire, est gérant. C'est lui qui protège Demoulin et celui-ci suivi par quelques hommes de la Ruche a créé une scission dans le Parti même et ces scissionnaires vont avoir un journal qui s'appellera l'*Union socialiste*. Si la chose se poursuit nous aurons deux listes ouvrières à Verviers et Monsieur Tasté et ses copains doctrinaires resteront à l'hôtel de ville. C'est pas mal combiné, reste à voir si cela réussira.

A propos pourquoi n'as-tu pas donné réponse à ma lettre, je croyais que tu ne l'avais pas reçue, c'est ta carte de Nouvel An dont l'adresse était exacte qui m'a rassuré à ce sujet.

Tu sembles mon ami regretter de ne pas me voir au Parlement, à vrai dire je suis très content de ne pas y être, je me fais trop vieux la propagande me tue, à l'heure où je t'écris c'est à peine si l'on m'entend parler, je suis atteint d'une vieille et fidèle bronchite qui me fait bien souffrir, enfin c'est notre lot et quoi qu'il advienne nous avons la conscience du devoir accompli. Je préfère avoir souffert que d'avoir fait souffrir.

J'espère que ces renseignements te suffiront et si tu désires que je te tienne au courant de toutes nos affaires, un mot et je suis à toi.

En attendant crois moi toujours ton dévoué

Pre Fluse

Amitiés de ma femme

Baptiste et Antoine Benoît se rappellent à ta bonne et vieille amitié.

P.F.

En hâte et sur le bord de mon comptoir.

6. Lettre de Fluche à Dave, 22 juin 1895.

Dans une de tes lettres tu me disais vouloir profiter d'une occasion pour venir faire une tournée en Belgique. Cette occasion est toute trouvée et si tu veux assister à un grand meeting que nous organisons au Manège où il y a plus de 3.000 places tu nous rendras grand service et nous feras aussi grand plaisir.

Ce meeting aura lieu le 21 juillet prochain et Paul Janson, Defuisseaux et ton serviteur Fluse y prendront la parole. Toi nous te réservons la partie de l'ordre du jour ainsi émise *la Loi de Solidarité*. Avec tes aptitudes, ton talent et tes longues et minutieuses études des faits politiques et économiques tu traiteras ce sujet avec grande facilité et grand succès. Dis-moi donc sans retard mon cher Victor si nous pouvons espérer te voir parmi nous. Tu sais combien les anciens te désirent et ce sera une véritable révélation pour les jeunes. Viens donc mon cher ami et tu seras le bienvenu.

Ainsi un mot d'acquiescement et Baptiste, Benoît, Hacray et quelques vieux conduits par la véritable amitié seront à la gare empressés de te voir, et te serrer la main.

Bien affectueusement à toi,

Pierre Fluse

Ma femme se rappelle à ta bonne et sincère amitié.

P.F.

7. Lettre de Fluche à Dave, 14 avril 1896.

Mon cher Victor,

Si je ne t'ai donné réponse plus tôt c'est que j'avais à t'apprendre du nouveau et que pour cela il fallait attendre les résolutions des travailleurs socialistes de l'arrondissement de Verviers. Dimanche dernier au Congrès qui a eu lieu à Dison Demoulin a été exclu du Parti ouvrier par 55 groupes et 12 abstentions pour crime de trahison, de lettres interceptées, d'articles de journaux contre des malheureux en grève qui luttaient pour leur pain et surtout pour avoir sur l'instigation de certains doctrinaires qui lui ont donné une place de contremaître, tenté par tous les moyens possibles de faire échouer nos candidats aux élections législatives et communales au grand profit des capitalistes. Nul ne saura jamais le fond de ses sales intrigues, l'odieux de sa conduite et combien il lui coûtait peu pour attaquer l'honneur d'autrui tout en prétextant de sa haute valeur morale et de sa probité politique.

Cet être abject véhiculait la pourriture qu'il avait fait germer. Ainsi parce que les réactionnaires de tout acabit craignaient de me voir candidat aux élections, sur leur mot d'ordre et avec leur bourse, il a tout osé et tout tenté pour m'avilir, me déshonorer et me mettre dans l'impossibilité de prendre position dans la campagne électorale. Enfin la Fédération a vu son jeu mais bien tardivement, on l'a seulement exclu pour des faits passés depuis le 17 novembre dernier, on n'a pas voulu remuer toute la fange accumulée par cet immonde voyou.

Maintenant autre chose. Tu as bien fait de venir à nous et de faire du socialisme pratique, il ne sert à rien de faire de beaux rêves, la réalité vois-tu mon ami, met aux prises avec les luttes quotidiennes de la vie et en prenant tout le bien que l'on peut obtenir soit par la lutte politique ou économique on fait de l'éducation ouvrière, ce qui manque le plus à notre classe.

Apporte-nous donc toute la belle intelligence et toute ta vaillante énergie et les résultats acquis seront pour toi la plus grande des satisfactions.

Tu me parles d'un journal à fonder à Verviers. N'y pense pas maintenant. Le nôtre le Parti ouvrier ne fait pas ses frais et si ce n'était les subsides des députés nous n'y résisterions pas.

Fais-nous donc quelques articles

1° sur une question d'actualité comme l'action socialiste par exemple au point de vue des groupements politiques et économiques,

2° un article d'enthousiasme pour le 1er Mai.

Voilà ce que tu vas nous faire n'est-ce pas ? Et j'espère te lire bientôt, car tu n'as pas encore donné réponse à la carte-postale que je t'ai envoyée il y a quelques jours.

Fais donc vite pour que tout cela me parvienne dans huit jours.

A propos je déménage au 1er mai, je vais habiter rue Renkin 32, j'ai pris un quartier pour quelques temps et sur l'avis des médecins, ma femme ne peut plus souffrir les émanations de tabac et d'alcool. En ces dernières années je leur ai versé à titre d'honoraires tout ce que mon labeur a produit.

Jean-Baptiste Rouman, Antoine Benoît, Florent Flinck, Mathieu Hacray te présentent leurs sentiments de cordiale amitié.

Ma femme se rappelle à tes excellents souvenirs et crois-moi toujours ton dévoué et fidèle ami.

P. Fluse

P.S. J'écris très mal, j'ai une blessure à la main.

P.F.

8. Carte-postale de Fluche à Dave, 4 février 1902.

Mon cher Victor,

Bien merci pour tes gracieux envois. Je suis heureux de savoir où tu résides et m'empresse de te faire part de ma toute cordiale estime. J'ose espérer si tu restes à Paris te rendre visite dans le courant de l'été prochain. J'ai hâte de te voir car mes sentiments d'amitié à ton égard sont aussi vivants que jadis.

A toi bien affectueusement,

P. Fluse

9. Lettre de Fluche à Dave, 28 juillet 1902.

Mon cher Victor,

C'est avec le plus grand regret que je ne puis encore te fixer définitivement quand je pourrai me rendre à Paris, pour avoir surtout le plaisir de te voir et de causer un peu longuement de nos vieux souvenirs.

Voici de quoi il ressort pour le moment : lors des événements d'avril, Mr le Ministre De Smet de Nayer avait à la tribune parlementaire traité les partenaires du S.U. de détrousseurs de grand chemin, relevant l'insulte dans un meeting j'ai dit que le Ministre protégeait les raffleurs et les véreux; exemple l'affaire de la Tannerie de Quatrecht où des parents et des amis du Ministre étaient compromis, avec cela un journal soi-disant neutre à Verviers instigué par les cléricaux les plus pointus m'a fait dire que c'était le Ministre qui avait administré la tannerie d'une façon aussi malhonnête. De là procès et notre chef de cabinet m'intente un procès civil avec 20 insertions et 200 francs, ce qui fait 4.000 francs à la clef pour rétablir l'honneur de notre premier.

Note bien que de toute la presse verviétoise il n'y a que ce seul journal qui ait reproduit mes paroles en sens contraire afin de me faire poursuivre. Devant cette situation je dois me tenir prêt à toute éventualité et partant différer mon voyage.

Les enquêtes commenceront le 10 octobre. Je dois me fournir de témoins car les jeunes gardes catholiques en trouveront certainement beaucoup.

Quoique plein de bonne philosophie ce sont des embarras dont à mon âge on pourrait aisément se passer.

Quoi qu'il en soit je te tiendrai au courant de toute l'affaire.

Ainsi mon vieil ami espérons que les choses n'iront pas trop mal et que nous nous verrons bientôt. Guéris bientôt afin que je trouve en pleine et bonne santé et crois toujours en la grande et sincère estime de ton vieux

Fluche

Adresse : rue Mali 2

10. Lettre de Fluche à Dave, 17 août 1903.

(sur papier à entête du bureau de l'Etat-civil)

Mon cher ami,

J'aurais vivement désiré te rendre visite, mais depuis janvier je suis en traitement et au régime des diabétiques. J'ai été atteint d'un commencement de diabète, c'est te dire combien j'ai été embêté, mais maintenant un mieux se dessine après énormément de souffrances. Voilà mon vieil ami pourquoi je n'ai pu effectuer le voyage projeté.

Si à la fête à Verviers le 6 septembre prochain je me sens assez fort et que la besogne de l'Etat-civil me laisse quelque répit je pourrais te rendre visite et passer quelques bonnes journées avec nos vieux souvenirs et notre sincère cordialité qui jamais ne s'est démentie un instant. J'ai bien reçu la petite Revue ainsi que le travail de Pelloutier sur les Bourses de Travail cela m'a fait grand plaisir et la lecture m'a beaucoup profité pour la propagande syndicale.

La *Wallonie* paraîtra seulement en septembre et sitôt son apparition tu recevras un exemplaire. Je suis en effet comme tu le renseignes dans ta lettre membre du Comité administratif de la Wallonie.

En même temps que ma lettre te parviendra un n° du Ralliement que je n'ai jamais lu et beaucoup d'autres avec moi, car on n'en parle jamais et l'on n'y pense guère. Du reste le prix est inabordable pour les ouvriers.

Je serais heureux de recevoir Capital et travail de Lassalle, cela me reportera aux époques de nos luttes si grandes et si sincères où le bon combat nous attirait avec tant de désintéressement et d'abnégation.

Quant à mon procès il s'est terminé par ma condamnation et ce sur toute la ligne car outre les trois insertions (coût 600 francs) auxquelles j'ai été condamné, ces Messieurs de la justice m'ont encore collé tous les frais de procédures, enquêtes, avoués, témoins (95) pour la jolie somme de 2.200 francs, dont total 2.800 francs que j'ai soldé en bonnes espèces sonnantes comme disent les proprios.

Ceci n'est rien qu'une mouchardise cléricale organisée par la jeune garde catholique et ordonnée par les pointures du Cercle noir. Il y a de ces petits messieurs qui sont venus affirmer dans l'enquête des énormités qui faisaient sourire les juges.

Enfin c'est passé et peut-être en verrons-nous encore d'autres si je vis quelques années en disposant de mes moyens pour continuer la lutte qui je l'espère me verra tomber au poste du courage.

Et toi es-tu rétabli ? Il le faut si j'arrive à Paris car j'espère nous payer des mouvements circulatoires et giratoires, j'ai hâte de te voir d'abord et ensuite me réconforter et me rendre plus instruit par ta haute intellectualité et ta longue expérience des choses et des hommes.

Ainsi mon vieil ami à bientôt peut-être et crois toujours en ton vaillant et bien sincère ami,

Pe Fluche

Je ne relis pas, j'ai écrit d'un trait ta lettre sous les yeux pour ne rien oublier.

P.F.

P.S. J'ai envoyé dans toutes les aubettes et pas de Ralliement, je devrais m'adresser à un progressiste pour qu'il me passe un N°. Il ne paraît que deux fois par mois et coûte 0,2 franc.

P.F.

11. Lettre de Fluche à Dave, 12 septembre 1903.

Mon cher ami,

Après avoir dormi quatorze heures consécutives, je me trouve moins éreinté, et me suis mis aujourd'hui à la recherche des publications suisses. Je pense qu'il me faudra (m') adresser à Joseph pour obtenir le Mémoire de la Fédération jurassienne car je n'ai pu encore mettre la main dessus. En tout cas tu seras servi sous peu.

Maintenant je te prie de dire à Madame Dave combien je l'ai trouvée exquise d'amabilité et de sincère bonté. Je suis heureux pour toi mon vieux compagnon de lutte, de savoir que constamment il y a près de toi une personne qui t'aime et fasse tout son possible pour te rendre la vie aussi agréable que possible. Tu possèdes une femme de cœur et c'est tout (*illisible*).

Aime-la bien car elle le mérite à tous égards, tu peux marcher dans la vie avec la certitude qu'aux jours de joie comme aux jours de dou-

leur il y a là un être sur qui tu peux compter et qui jamais ne faillira à aucune tâche si lourde soit-elle. Merci donc à tous deux pour l'amicale réception que vous m'avez réservée, et si l'année prochaine je ne puis vous revoir, j'ose espérer que vous ne manquerez pas l'exposition de Liège où nous serons réunis tous les trois dans les mêmes sentiments d'estime et de parfaite amitié.

Ainsi croyez tous deux en celui qui est tout heureux de se dire votre sincère et bien dévoué.

Pe Fluche

12. Lettre de Fluche à Dave, 18 septembre 1903.

Mon cher ami,

Après bien des démarches je n'ai pu trouver nulle part le Mémoire de la Fédération jurassienne, seulement Demoulin qui du coup m'a remis pour toi deux almanachs, a fait plusieurs visites aux bouquinistes qui lui ont promis, entre autre Dauvister de la rue du Marteau, de s'occuper activement de faire leur possible pour nous procurer le livre demandé.

Nicolas Joseph est tout heureux que nous ayons parlé de lui pendant nos entretiens au cours de nos pérégrinations dans Paris.

Tu auras sans doute reçu par la poste "Comment je veux mourir" de Jean Fontaine et diverses petites brochures du temps de l'Internationale. Il est bien entendu que sitôt que j'aurai quelque chose qui pourra t'être utile je te l'enverrai.

Complètement remis du voyage j'ai fait une visite à tous les copains, Benoît Antoine, Roumans J.B., Lewale Gaspard encore un bon vieux, Hacray Mathieu, Luron Thomas, Roch Germay et d'autres qui sont charmés de tes bons souvenirs de jadis et m'ont prié de te dire dans une de mes correspondances combien l'estime qu'ils t'ont conservée est grande et combien sont sincères les sentiments d'amitié qu'ils te conserveront toujours. Baptiste impatient m'attendait au train.

Tu voudras bien mon vieil ami présenter mes meilleures déférences à Madame Dave et bien lui dire que je pense très souvent que tu dois être heureux d'avoir une compagne aussi intelligemment dévouée pour

toi et dont les soins qu'elle te prodigue te font la vie on ne peut plus heureuse.

Si je puis t'être utile à quelque chose dispose toujours de ton vieux Fluche qui sera tout empressé de satisfaire à tes désirs.

Toujours cordialement à toi,

P.Fluche

13. Lettre de Fluche à Dave, 30 octobre 1903.

Mon cher Victor,

Crois-tu qu'il serait bon d'acquiescer à la demande qui m'est faite ci-jointe ?[1] Si oui, fais-moi quelques notes quand tu auras quelques instants disponibles je t'en serai bien reconnaissant.

Tu sais que je suis venu en tête de liste aux élections communales du 18 courant, 3.400 voix dépassant Pirard avocat de plus de 200 voix. En outre les deux sortants, moi et Germay, nous rentrons quatre ce qui augmente notre contingent de deux voix et porte notre groupe à neuf membres.

Nos voix augmentent de 400 sur 1899 où nous n'avons eu que trois élus. Maintenant il y a du grabuge concernant mon échevinat, les cléricaux veulent absolument me faire sauter du collège, je ne crois pas qu'ils y réussiront. Enfin je te tiendrai au courant de ces machineries politiques.

Je compte sur toi pour l'affaire Serwy et te prie de croire en ton vieux Pierre qui embrasse et salue de tout cœur ta bonne et digne femme.

P. Fluche

(*en marge :*) P.S. La Wallonie est devenue hebdomadaire, je crois qu'il y a beaucoup d'argent sacrifié pour le peu de temps qu'elle a paru quotidienne. - Malheureux essai. - P. F.

1. Fluche joint à sa lettre à Dave la copie d'un courrier du 29 octobre 1903 qu'il a reçu de Victor Serwy, Secrétaire de la revue du POB *L'Avenir social :* dans ce courrier Serwy demande à Fluche de rédiger cinq à six pages autobiographiques, la même demande étant adressée aux autres principaux militants du mouvement ouvrier belge en vue de faire paraître une série sur le thème «Comment je suis devenu socialiste» dans la revue du Parti.

14. Lettre de Fluche à Dave, 4 novembre 1903.

(sur papier à entête du bureau de l'Etat-civil de Verviers)

Mon cher Victor,

Tous mes vœux pour que ta brave et digne femme soit complètement guérie, ta lettre m'a atterré car je ne m'attendais guère à la savoir si accablée. Fais tout ce qui est possible pour elle et dis lui bien combien il me serait pénible de la savoir encore malade au reçu de ma lettre.

Ne manque donc pas de me rappeler à ses bonnes pensées, et de lui exprimer avec quelle joie j'apprendrai son complet rétablissement et qu'elle continue comme jadis à vaquer aux soins du ménage et à te préparer des petits mets que tu m'as dit si bien à ton goût et dont j'ai pu en juger par moi-même. Enfin, espérons que tout sera bientôt apaisé et que nos alarmes auront été vaines.

Maintenant voici les renseignements demandés.

1° Parents pauvres ouvriers de fabrique.

2° Fréquenté l'Ecole primaire jusque 11 ans.

3° A 11 entré à la fabrique comme épouleur et à 12 ans pris le métier de tisserand.

4° A 20 ans j'ai fait mon tour de France comme ouvrier tisseur et j'ai travaillé à Elbœuf, à Louviers, à Reims, à Lyon, à St.Etienne, à Albi, à Mazamet et à Paris. De retour à Verviers en 1864 après un séjour de trois ans dans différentes villes de France.

5° Avant l'Internationale, j'ai fait partie en 1865 d'un groupe la Réforme par l'action qui avait pour but la conquête du suffrage universel. En 1867 nous formons la première section de l'Internationale, les Francs-Ouvriers, avec pour organe le *Mirabeau* qui a paru jusqu'en 1880.

Après la chute de la Commune et par cause de persécutions patronales, le mouvement s'est ralenti et tous nos groupes en ont beaucoup souffert. Nos corporations si bien organisées car les tisserands seuls comptaient 8.000 membres pour la vallée de la Vesdre, tout cela s'est disloqué.

En 1881, le Cercle En Avant seul a survécu avec pour organe la *Sentinelle* journal socialiste, et a organisé toute la propagande nécessaire à la reprise du mouvement. Moi, Chauvière, Delfosse en étions les prin-

cipaux rédacteurs. Tous les orateurs du pays sont venus sous les auspices de ce Cercle donner des conférences à Verviers.

Il n'y a pas un endroit dans la province de Liège où je n'ai posé l'idée socialiste. J'ai collaboré au Mirabeau, à l'Ouvrier, au Parti ouvrier, aux Cahiers du Travail organe de la Fédération liégeois, au Tisserand organe de la Fédération des Tisserands, au Révolté de Genève, à la Tribune liégeoise, etc, etc...

6° Participé à toutes les organisations ouvrières telles que syndicats, coopératives, fédérations corporatives, fileurs, tisserands, fondeurs en fer, mécaniciens. En 1874 avons obtenu pour ces derniers la journée de 10 heures.

7° Donner constamment des renseignements gratuits aux copains, lettres, avis, pétitions, etc .. toujours la maison ouverte à ceux qui en avaient besoin.

8° Fait face à tous les procès de tendance qui m'ont été intentés.

9° Organisé la propagande des journaux russes et allemands lors de la loi contre la presse socialiste. Des copains socialistes et allemands venaient prendre les journaux chez moi et les transportaient à dos d'hommes en Allemagne et jusque la frontière russe.

Je t'enverrai deux journaux biographiques qui te renseigneront encore. Seulement il faut les retrouver.

Pardon pour l'ennui que je te cause et crois moi toujours ton vieux Fluche.

Courage pour ta bonne femme et espérons.

P. F.

15. Lettre de Fluche à Dave, 17 décembre 1903.

Mon cher Victor,

Comment va ta femme, est-elle guérie ? Tiens-moi donc au courant de son état par une carte-postale que tu m'enverras sitôt que tu auras reçu ma lettre. Dis-lui bien que tous mes vœux sont pour qu'elle soit bientôt rétablie et que tu la conserves encore longtemps près de toi. C'est d'un grand secours et d'un grand besoin pour toi d'avoir une

compagne aussi sincère et aussi dévouée dans la vie toute de lutte qui nous est faite à nous, les militants de l'idée socialiste. Elles sont rares vois-tu celles qui nous comprennent et nous soutiennent constamment, il leur faut même le plus souvent beaucoup plus de courage que nous pour satisfaire aux exigences du devoir social.

Ainsi mon cher ami un mot à ce sujet et avec ma plus sincère estime présente à ta dame toute ma déférence pour ta bonne et cordiale amitié témoignée à ton vieux Fluche.

P.S. Ci-joint une carte de V. Serwy.[2]

16. Lettre de Fluche à Dave, 28 novembre 1904.

(sur papier à entête du bureau de l'Etat-civil de Verviers)

Mon cher Victor,

D'abord je suis très heureux que ta bonne et digne femme soit rétablie, et serais encore plus heureux de vous voir tous deux à Liège, l'année prochaine. J'ose espérer qu'une pointe sera poussée jusqu'à Verviers et que nous pourrons ensemble nous rendre compte de l'immense travail du barrage de la Gileppe. Tu sais que j'ai le bras assez long pour vous en faire démontrer le gigantesque mécanisme. Dis donc à ta femme que cela m'a fait un très grand plaisir d'apprendre son à peu près rétablissement.

Quant à la Revue, puisque cela t'est agréable j'en continuerai l'abonnement. Je fais de la propagande car je ne conserve pas un seul exemplaire, mais on trouve le prix trop élevé. J'ai même fait remettre plusieurs N° aux membres du comité de la bibliothèque communale qui jusqu'à présent ne se sont pas montrés bien accueillants. Il va sans dire que puisque maintenant tu as repris la Revue je tenterai encore quelques abonnements. Réussirai-je ? Je n'en sais trop.

Pour notre politique, elle est un peu la même que partout. Cette dernière période nous a valu une discussion sur le Concile de Trente et les résolutions prises par les macchabées de ces sortes de congrès. Encore

2. La carte en question n'était pas jointe à la lettre dans les collections de l'Institut international d'histoire sociale à Amsterdam.

un peu et l'on discutera la valeur au point de vue génésiaque de l'Immaculée Conception. Et toute cette discussion à propos du divorce.

Je suis toujours échevin, les dernières élections m'ayant été favorables au point que je dépassais tous les autres de plusieurs centaines de voix.

L'article de l'Avenir social serait absolument inutile et tu as bien fait de ne pas tenir à l'écrire, cela n'a servi à rien, si à mettre certains en mauvaise posture pour des renseignements un peu trop flatteurs et surtout erronés. Les amis sont informés de tes bonnes intentions à leur égard et me prient de te présenter leur bon sentiment d'excellent souvenir et de vive amitié.

Ainsi mon cher ami ne manque pas de venir l'année prochaine à Liège, surtout avec ta femme, j'ai grande hâte à la revoir ainsi que toi.

Voilà mon vieux Victor, voilà tout ce que je puis te dire, et crois en ton tout dévoué et affectionné

Pe Fluche

17. Lettre de Jean Davister à Antoine, 22 mars 1886.

Ami Antoine,

Nous avons reçu ta lettre aujourd'huid et je m'empresse de te répondre pour ce qui à trait principalement au sujet de l'argent, je te dirai donc que nous nous somme déjà constitués en comité et que nous faison circuler des liste que nous avons déjà distribuées des secours a Liège et a Seraing et que sous peut nous auron une entrevue avec plusieurs membre de différents groupe du bassin de Liège et de Charleroy.

Quant à Legros il est toujours ici et se porte à merveille, j'allais oublié de te dire qu'il va devenir Papa. Ci-joint quelques mots d'un ami pour Dave que tu voudra bien lui remettre.

Ci-joint une liste du cercle l'Etincelle pour les victime de Belgique.

Le canard a du cessé de paraître parce que la police à fait irruption dans ces bureau et a pris tout ces copie et a expulsé l'imprimeur il reparaîtra cette semainne.

Marie Piètte va retrouvé son mari à Buènos-Ayres elle part le 28. Tous les amis de la bas se porte toujours bien et ont formé un 2me cercle anarchiste l'Etincelle.

Andrien a obtenu 8 jours de répi et est à Bruxelle pour le moment.

A bientôt d'autre nouvelle. Tout à toi et à la R.S.

Jean Davister rue du Marteau 85

(*en marge :*) adressé lettre et mandat ici à l'adresse Catherine Modion rue du Marteau 85.

18. Lettre de A. Legros à Marin, 8 août 1886.

Mon cher Marin,

Depuis longtemps je veu t'écrire, mais que veu-tu, on n'est jamais maître de soi et on ne peut disposer de son temps comme on le voudrait bien. Avant de penser aux amis on est parfois, je dirais presque toujours obligés de faire passer la propagande avant tout. Cet épure me vaudra certainement ton absolution. D'ailleurs c'est Jean Davister qui est chargé de correspondre avec toi. On est obligé de diviser la besogne pour pouvoir faire face à tout.

Le sujet qui me détermine à m'entretenir un peu avec toi aujourd'hui est ce que contenait tes dernières lettres relativement à l'emploi des fonds que nous avons reçus de Londres et en quelque sorte grace à toi, car nous ne doutons pas que tu en es pour beaucoup dans cette préférence que nous avons eue, mais qui en bonne justice devait nous revenir, car je ne sais pas trop ce que le prétendu Parti Ouvrier belge fait de l'argent qu'il a ramassé. Et quoi qu'il en fasse, c'est évidemment contre nous et contre la Révolution. Car leurs reculades ne sont plus à compter ! A toutes force ils veulent (les chefs du parti ouvrier) ramper, se coucher à plat-ventre devant la bourgeoisie libérale doctrinaire et progressiste et encore ces Messieurs les éconduiront d'une belle façon par des refus catégoriques. En un mot ils n'ont réellement pas de la chance !!! D'où ils en découlent des engeulades entre la *Réforme*, le *Peuple* et le *Vooruit*. Chose qui devait arriver tôt ou tard, chose malpropre il est vrai, mais qui en tout cas a une bonne signification et un bon côté, de ce démasquer les uns et les autres et démontrer ce qu'ils sont.

Selon toi, nous aurions dû envoyer 200 francs à Lyon. Nous ne te désaprouvons nullement ton idée est bonne, mais nous croyons avoir mieux que ça. La propagande réclame des fonds et de l'énergie en France; mais cette nécessité s'impose encore davantage en belgique. En belgique le parti ouvrier et cie est à peu près maître de la situation. C'est lui qui a tiré tous les profits des événements si significatifs de mars dernier. Comme je l'ai décrit dans le *Révolté* le gouvernement par sa répression impitoyable a réprimé la révolte matériellement, le parti ouvrier l'a réprimé moralement en s'évertuant à prêcher le calme. Le mouvement de mars a donné de l'extension au parti ouvrier et a presque coulé le nôtre. Le journal le Peuple a augmenté considérablement son tirage. Le nôtre a baissé et enfin a dû disparaître. D'une part parce que nous ne pouvions plus pénêtrer en France, de l'autre parce que nous n'avions pas assez de communications, de relations avec les centres ouvriers de la belgique.

A Verviers nous rivalisions de zèle et de dévouement pour maintenir notre organe à Bruxelles on commettaient (involontairement il est vrai) fautes sur fautes, ce qui nous a tué.

Voilà cher ami où nous en sommes. Tu comprendra certainement, qu'il nous faut faire une nouvelle provision d'énergie, qu'il nous faut des moyens pour recommencer sérieusement la lutte. Il importe à ce que nous créeons des relations un peu partout afin que nous y eussions accès et surtout un pied à terre chez des compagnons sur qui nous puissions compter. Quant nous aurons cela (ce qui nous a fait à peu près défaut jusqu'à ce jour) alors nous pourrons marcher de l'avant sans craindre des chûtes comme nous en subissons une en ce moment. C'est ce que nous sommes en train de faire maintenant.

Jean Davister est parti hier. Il s'arretera quelques heures à Bruxelles prendre Henri W. avec lui se rendra dans le Borinage où nous avons déjà quelques amis, leur feront une petite causerie pour les affermir dans les idées, puis il ira seul au besoin prendre un de ces amis avec lui pour le piloter dans les bassins de Charleroi. Là, il ira porter la bonne nouvelle, distribuera quelques manifestes, journaux Morts au Voleurs, etc... et aussi quelques secours. Car jeter une lueur d'espoir dans le cœur de ces malheureux houilleurs, leurs faire espérer un avenir meilleur est une chose bonne et juste. Mais leur jeter aussi quelques francs dans leurs érscarcelle vide est indispensable, pour les secourir, et surtout être le bien-venu chez eux.

Le coup qu'ils viennent de porter à la bourgeoisie est réellement admirable. Et quand on se rend compte du travail de démolition accom-

plis que l'on pénètre au fonds des causes qui les ont fait agir l'on est éblouis de la grandeur de ce mouvement.

Etablir des relations, créer des groupes dans les bassins houillers, acquérir leurs sympathies par notre dévouement et notre solidarité ! Telle est cher ami la tâche que nous nous sommes assignée et que nous aurons à cœur d'accomplir jusqu'au bout.

Quand tu m'auras lu tu seras certainement de notre avis. Et puis, une chose qui nous pousse encore dans ces contrées, c'est que là, ils ont du chocolats, que nous n'en avons pas. Chose qui nous fait défaut et que nous espérons pouvoir nous y procurer par la suite.

Dans l'attente de te lire, les amis se joignent à moi pour te serrer la main de cœur à toi et à la Révolution.

A. Legros

(*en marge :*) Relativement à l'avis que tu me faisais part qu'il y en avait qui se pavanaient en France et qu'on les laissait bien tranquilles, je me suis informé cela est vrai. Mais en somme ils ne perdent rien pour avoir attendu, du jour qu'ils gémiront on saura les mettre en lieu sûr. Donc prend-en note et ne te fie pas à ce semblant de clémence.

(*toujours en marge :*) Ma payse (?) s'est accouchée le 13 du mois dernier d'un gros garçon. Il est mort !!!! Elle est en bonne santé.

ANNEXE 3

LISTE DES PRINCIPAUX MILITANTS VERVIETOIS DE L'INTERNATIONALE EN 1873

Durant le premier semestre de 1873, la police ou la gendarmerie de Verviers a établi un document de plusieurs dizaines de pages intitulé "Liste des principaux affiliés à l'Internationale, dits les meneurs, à Verviers et communes voisines". Avec l'aide de notre ancien collègue Robert Flagothier alors archiviste à l'Institut Emile Vandervelde, nous avons obtenu copie de ce document en 1991, la Préfecture de Police de Paris nous l'ayant gracieusement transmis.

Pour quelque 380 militants regroupés commune par commune et rue par rue, la liste donne successivement les nom, prénom, profession, lieu de naissance, âge ou date de naissance, l'état-civil (en signalant la plupart du temps le nom de l'épouse et si elle est, elle aussi, militante ou non, ainsi que parfois le nombre d'enfants), l'adresse et enfin d'éventuelles remarques laconiques se résumant la plupart du temps à la lettre "V." pour "violent" (et "T.V." pour "très violent"), signalant un militant particulièrement dynamique ou énergique.

Dans l'intérêt du lecteur verviétois qui y retrouvera peut-être des racines insoupçonnées et pour permettre une exploitation encore plus affinée de ce document tout à fait exceptionnel, nous le reproduisons intégralement ci-après en respectant comme il se doit son contenu, mais après avoir cependant reclassé les militants dans un ordre alphabétique (leur numéro à la fin de chaque notice est leur numéro d'ordre dans le manuscrit). Par rapport à la présentation de la liste initiale, nous avons également ajouté une notice pour chaque épouse mentionnée elle-même comme militante, notice renvoyant à celle de son mari.

*

* *

ADAM Mathieu, tisserand, né à Verviers, 45 ans, veuf, domicilié rue des Fabriques à Verviers, condamné le 28 juin 1872 à 26 francs d'amende pour coups et deux mois de prison pour rébellion envers la police, T.V. (n° 128)

ANTOINE Thomas, chauffeur, né à Jehanster (Polleur) le 25 décembre 1821, époux de Marguerite Leruth, deux enfants, domicilié rue du Vivier, 20 à Dison (n° 339)

ARENTS Henri Joseph, tisserand, né à Membach en 1844, époux de Marie Anne Vahloo (affiliée), domicilié rue Clément XIV à Andrimont, T.V. (n° 252)

AUBIER Lambert, tailleur d'habits, né à Verviers, 35 ans, époux de Jeannette Xhoris, domicilié impasse Gouvy, 11 à Verviers, condamné le 27 août 1870 à un jour de prison pour outrages envers agent de la force publique, condamné le 4 avril 1873 à 5 francs d'amende pour dégradation de clôture (n° 16)

BAGUETTE Pierre, tisserand, né à Neufchâteau le 12 mai 1838, époux en secondes noces de Anne Marie Pirotte, trois enfants, domicilié rue de Rechain, 89 à Dison, V. (n° 307)

BALTUS Gilles, tisserand, né à Verviers, 30 ans, marié, domicilié rue de Hodimont, 32 à Verviers (n° 60)

BALTUS Jacques Joseph, tisserand, né à Cornesse, 29 ans, célibataire, domicilié Grand'Rue à Ensival (n° 175; voir aussi Georges Charpentier, même adresse)

BALTUS Mathieu Remy, tisserand, né à Ensival, 58 ans, époux de Isa Lemoine, domicilié Grand'Rue à Ensival, V. (n° 174; voir aussi Georges Charpentier, même adresse)

BARTHOLOME Marie Anne : voir Jean Lambert Ledoux

BARTHOLOME Thomas Joseph, tisserand, né à Charneux le 30 novembre 1829, époux de Marie Catherine Lieutenant (affiliée), cinq enfants, domicilié rue des Oies à Dison, V. (n° 330)

BASTAGNE Edouard, mécanicien, né à Jalhay, 29 ans, époux de Joséphine Halleux, domicilié rue Tranchée, 28 à Verviers, V. (n° 78)

BASTIN Henri Laurent, domicilié à Andrimont (n° 216)

BASTIN Jean Pierre, tisserand, né à La Reid le 6 mai 1847, époux de Florence Jœur (affiliée), domicilié rue des Franchimontois, 15 à Andrimont, membre du Conseil fédéral (n° 144)

BEAUDON Marie Anne : voir Dieudonné Niezette

BEAUFAYS Edouard, tisserand, né à Verviers, 41 ans, époux de Jeanne Aubier, domicilié rue d'Ensival, 126 à Verviers (n° 58)

BEAUJEAN Antoine Joseph, tisserand, né à Wegnez, 47 ans, époux de Elisabeth Roufosse, domicilié à Ensival (n° 188)

BEAUJEAN Théodore Joseph, tisserand, né à Ensival, 54 ans, époux de Anne Jeanne Périchotte, domicilié à Ensival, condamné le 25 août 1860 à quatre mois de prison pour vol d'un porte-monnaie contenant 30 francs, V. (n° 197)

BEBRONNE Jean Nicolas, tisserand, né à Thimister le 28 janvier 1841, époux de Marie Barbe Cloot, domicilié rue de Rechain, 29 à Dison, V. (n° 304)

BEBRONNE Jean Nicolas Léonard, tisserand, né à Dison en 1835, époux de Catherine Douffet (affiliée), domicilié rue Clément XIV à Andrimont, T.V. (n° 231)

BEBRONNE Jeanne Joséphine : voir Gilles Joseph Bodson

BELVAUX Hubert, tisserand, né à Ensival, 27 ans, célibataire, domicilié rue Tranchée, 1 à Verviers, trésorier du groupe des tisserands du quartier de la rue de Dison (n° 79)

BELVAUX Nicolas Antoine, menuisier, né à Stavelot, 45 ans, époux de Anne Elisabeth Colette (affiliée), domicilié à Ensival, V. (n° 198 et 199)

BENOIT Antoine Gilles, ajusteur, né à Verviers, 43 ans, célibataire, domicilié rue de la Vesdre, 3 à Verviers (n° 5)

BENOIT Benoît, Jean, Joseph, ajusteur mécanicien, né à Verviers, 43 ans, célibataire, domicilié rue de la Vesdre, 3 à Verviers (n° 4)

BERTRAND Jean Victor, tisserand, né à Ensival en 1816, veuf de Marie Cours, domicilié rue des Franchimontois à Andrimont (n° 230)

BERTRAND Laurent, tourneur en fer, né à Verviers, 24 ans, époux de Marie Jeanne Hannotte, domicilié rue du Progrès, 46 à Verviers (n° 8)

BERTRAND Laurent, fileur, né à Verviers, 40 ans, veuf, domicilié rue de Hodimont à Verviers (n° 127)

BIERSET Joseph, tisserand, né à Verviers, 35 ans, célibataire, domicilié rue des Raines, 8 à Verviers, V. (n° 28)

BIERSET Joseph, tisserand, né à Verviers, 40 ans, époux de Marianne Leclercq (affiliée), domicilié rue des Raines, 9 à Verviers, V. (n° 129)

BLAISE Antoine Joseph, tisserand, né à Grand-Rechain en 1834, époux de Marie Jeanne Nicolaï, quatre enfants, domicilié rue de Rechain, 101 à Dison (n° 335)

BLISTIN Henri Prosper, tisserand, né à Hodimont le 14 octobre 1841, époux de Léonie Françoise Keunick, un enfant, domicilié rue de Rechain, 29 à Dison (n° 305)

BLONDIN Joseph, mouleur en sable, né à Verviers, 34 ans, époux de Victoire Broquet (affiliée), domicilié impasse Gouvy, 17 à Verviers (n° 45)

BODSON Gilles Joseph, tisserand, né à Soumagne en 1832, époux de Jeanne Joséphine Bebronne (affiliée) domicilié rue de Rechain, 123 à Dison (n° 312)

BODSON Pascal, tondeur, né à Dison, 39 a ns, époux de Emilie Graffaux (affiliée), domicilié rue Spintay, 78 à Verviers, V. (n° 108)

BOHN Mathieu, tisserand, né à Eupen en 1815, veuf de Catherine Lucas (affiliée), domicilié rue du Châtelet à Andrimont, V. (n° 243)

BONG dit Bauche, Edouard Joseph, chauffeur, né à Verviers le 13 juin 1843, célibataire, domicilié rue Fyon à Verviers, T.V. (n° 281)

BOSSON Jean, ouvrier de fabrique, né à Ensival, 37 ans, époux de Anne Jeanne Vincent, domicilié rue du Pouhon à Ensival (n° 183)

BOSSON Jean Michel, fileur, né à Ensival, 27 ans, célibataire, domicilié rue du Pouhon à Ensival (n° 184)

BOTTIN Jean Léopold, fileur, né à Hodimont, 36 ans, époux de Marie Joséphine Franck, domicilié rue de la Station à Verviers (n° 80)

BOURGUIGNON Marie : voir Nicolas Magnery

BOURLET Joseph, échardonneur, né à Dolhain-Limbourg, 34 ans, époux de Philomène Dubois, domicilié rue Spintay, 77 à Verviers (n° 103)

BOVY Jean, tisserand, né à Verviers, 29 ans, époux de Anne Fairon (affiliée), domicilié rue de Mangombroux, 29 à Verviers, passé à Stembert en mai 1873 (n° 19)

BRAGARD Henri Joseph, tisserand, né à Dison le 30 septembre 1831, époux de Marie Joseph Gilet (affiliée), domicilié rue de Dison, 112 à Verviers, V. (n° 38)

BRAGARD Jean Pierre, frère de Henri Joseph Bragard, tisserand et cabaretier, né à Dison le 28 janvier 1829, époux de Marie Victoire Gilet, domicilié rue St Antoine, 15 à Verviers (n° 40)

BRAHAM Catherine : voir Auguste Stiege

BRANDENBERG Honoré, tisserand, né à Verviers en 1843, célibataire, domicilié rue des Fabriques, 68 à Verviers, V. (n° 49)

BRANDENBERG Pierre, tisserand, né à Verviers en 1827, époux de Marie Fassin, domicilié rue des Franchimontois à Andrimont, V. (n° 267)

BRIFFAUX Guillaume, tisserand ou laineur, né à Verviers en 1839, époux de Marie Lacroix (affiliée), domicilié rue Fonds-de-Loup à Andrimont, T.V. (n° 253)

BROQUET Victoire : voir Joseph Blondin

BROTELLE Julien, fileur, né à Ensival, 27 ans, époux de Marie Gerard, domicilié rue du Pouhon à Ensival (n° 185)

BROUWERS Barbe : voir Charles François Lèbe

BROUWERS Pierre François, tisserand, né à Clermont en 1849, célibataire, domicilié rue de Rechain, 55 à Dison, V. (n° 320; voir aussi Charles François Lèbe)

BROUWERS Marie Jeanne Catherine : voir Camille Totin

BROUWERS Mathieu Joseph, tisserand, né à Charneux en 1815, époux de Catherine Goissen (affiliée), domicilié rue Fonds-de-Loup à Andrimont, V. (n° 248)

BYON Jacques Laurent Joseph, ouvrier de fabrique, né à Verviers en 1837, époux de Béatrix Deliège, domicilié rue de Hodimont, 17 à Verviers (n° 99)

CADIAT Denis, maître tondeur de draps, né à Dison en 1821, époux de Marie Deveux (affiliée), un enfant, domicilié cour Grégoire à Verviers, condamné à un mois de prison pour rébellion aux émeutes du 20 juin 1870, T.V. (n° 298)

CHANDELLE Jean Baptiste, tisserand, né à Ensival, 37 ans, époux de Lambertine Henrotay, domicilié à Ensival (n° 210)

CHARETTE Elisabeth : voir Nicolas Falmann

CHARLIER Auguste, tisserand, né à Artho (Luxembourg), 22 ans, célibataire, domicilié rue Transversale, 16 à Verviers (n° 56; voir aussi Célestin et Louis Charlier)

CHARLIER Célestin Joseph, échardonneur, né à Artho (Luxembourg) en 1841, époux de Anne Jeanne Lejeune, domicilié rue Bouxhatte, 10, condamné le 12 janvier 1872 à 26 francs d'amende pour coups (n° 53; voir aussi Auguste et Louis Charlier)

CHARLIER Jacques Joseph, tisserand, né à Aubel le 9 janvier 1833, époux de Pétronille Léonard, six enfants, domicilié rue de Rechain, 51 à Dison (n° 309)

CHARLIER Louis, échardonneur, né à Artho (Luxembourg), 26 ans, célibataire, domicilié rue Transversale, 16, condamné à 50 francs d'amende le 1er décembre 1871 pour chasse à Andrimont, idem le 22 novembre 1872, le 19 janvier 1872 condamné à 26 francs d'amende pour coups, V. (n° 55; voir aussi Auguste et Célestin Charlier)

CHARPENTIER Georges Joseph, tisserand, né à Stembert, 30 ans, époux de Marie Baltus, domicilié Grand'Rue à Ensival (n° 176; voir aussi Baltus Mathieu Remy et Jacques Joseph, même adresse)

CLEBENT Eugène Joseph, tisserand, né à Theux, 27 ans, célibataire, domicilié rue d'Ensival à Verviers (n° 162)

CLOSSET Jean François, fileur, né à Aubel le 9 février 1845, célibataire, domicilié rue Haute, 4 à Dison (n° 295)

COLARD Elisabeth : voir Frédéric Sironval

COLARD Marie Anne Catherine : voir Jean François Demoulin

COLETTE Anne-Elisabeth : voir Nicolas Antoine Belvaux

COLETTE Denis, tisserand, né à Wegnez, 27 ans, domicilié à Wegnez, V. (n° 376)

COLETTE Jean Nicolas, négociant, né à Ensival, 35 ans, époux de Céline Gonda (affiliée), domicilié à Ensival (n° 193)

COLLARD Fannie : voir Pierre Forir

CORNET Hubert François, tisserand, né à Ensival, 32 ans, époux de Marie Paise, domicilié à Ensival (n° 214)

COUMONT Jacques Joseph, serrurier, né à Verviers, 25 ans, célibataire, domicilié rue des Raines, 17 à Verviers, V. (n° 88; voir aussi Jean Mathieu et Mathieu Guillaume Coumont)

COUMONT Jean, fileur, né à Verviers en 1806, célibataire, domicilié rue Coronmeuse, 24 à Verviers (n° 151)

COUMONT Jean Mathieu Guillaume, tailleur de limes, né à Verviers en 1840, célibataire, déjà marié, domicilié rue des Raines, 17 à Verviers, V. (n° 150; voir aussi Jacques et Mathieu Guillaume Coumont)

COUMONT Jean, tisserand, né à Verviers, 28 ans, époux de Armance Roupet, un enfant, domicilié rue de Mangombroux, 75 à Verviers, membre du Conseil fédéral, V. (n° 30)

COUMONT Mathieu Guillaume, laineur, né à Verviers, 32 ans, célibataire, domicilié rue des Raines, 17 à Verviers, V. (n° 87; voir aussi Jacques et Jean Mathieu Coumont)

COUMONT Noël Joseph, drousseur, né à Charneux en 1835, époux de Constance Grevendal, domicilié en Wesny à Andrimont (n° 264)

COUMONT Thomas Joseph, tisserand, né à Theux en 1834, époux de Thérèse Mélaert, domicilié rue Haute à Andrimont, V. (n° 234)

COUNEHAYE Servais, tisserand, né à Verviers, 30 ans, marié, passé (de Verviers) rue du Luxembourg à Andrimont (n° 126)

CORNET Dieudonné, cabaretier et tisserand, né à Pepinster, 30 ans, célibataire, domicilié rue du Commerce, 18 à Verviers (n° 67)

CORNET Jean, tisserand, né à Verviers, 30 ans, époux de Marie Ponte, domicilié rue Ste Anne, 7 à Verviers (n° 68)

CRAMA Laurent, tisserand, né à Dison, 30 ans, époux de Laurence Malherbe (affiliée), domicilié place Sommeleville, 21 à Verviers, V. (n° 75)

CRAMA Louis, tisserand, né à Verviers, 22 ans, célibataire, domicilié rue des Hospices, 3 à Verviers (n° 54)

CRANSHOFF Martin, tisserand, né à Verviers en 1818, vit en concubinage avec Sidonie Méate, domicilié rue des Fabriques à Andrimont, V. (n° 259)

CROCHET Thomas Hubert, tisserand, né à Dison le 15 novembre 1842, veuf de Marie Dresse, deux enfants, domicilié rue Haute, 11 à Dison (n° 297)

CRUSTIN Marguerite : voir Henri Joseph Fils

CRUSTIN Martin, tisserand, né à Dison en 1823, époux de Marie Anne Lejeune, domicilié rue des Fabriques à Andrimont, V. (n° 254)

CUVELIER Anne-Marie : voir Barthélémy Lemaire

DALKEN ou DALKENNE Marie-Jeanne : voir Michel Goflette

DALLE Alphonse, fils d'Henri, né à Dison le 23 janvier 1851, domicilié rue Neufmoulin, 22 à Dison (n° 318)

DALLE Henri, père d'Alphonse, laineur, né à Charneux en 1809, époux de Béatrix Lekeu, domicilié rue Neufmoulin, 22 à Dison, condamné le 12 avril 1866 par le tribunal correctionnel de Verviers à trois ans de prison du chef de banqueroute frauduleuse comme fabricant de draps, acquitté du chef d'incendie de ses ateliers par la cour d'assises en mars 1866, V. (n° 318)

DAMOISEAU Dieudonné, tisserand, né à Liège le 16 août 1852, célibataire, domicilié rue de Rechain, 119 à Dison (n° 331; voir aussi Jacques Damoiseau)

DAMOISEAU Arnold, tisserand, né à Dalhem le 25 octobre 1826, veuf, deux enfants, domicilié rue Neufmoulin, 20 à Dison, T.V. (n° 349)

DAMOISEAU Henry Joseph, tisserand et cabaretier, né à Dalhem en 1836, époux de Marie Olivier, née à Dison en 1844 (affiliée), un enfant, domicilié rue Neufmoulin, 1 à Dison, V. (n° 325)

DAMOISEAU Jacques, tisserand, né à Liège en 1827, époux de Anne-Marie Renan, trois enfants, domicilié rue de Rechain, 119 à Dison (n° 333; voir aussi Dieudonné Damoiseau)

DAMOISEAU Jean Jacques, fileur, né à Dalhem en 1829, célibataire, domicilié rue de la Pisseroule, 33 à Dison, V. (n° 324)

DAMSEAUX Alfred Augustin, tisserand, né à Verviers, 22 ans, célibataire, domicilié rue des Vieillards, 37 à Verviers (n° 98)

DAMSEAUX Gaspard (père), tisserand, né à Verviers, 48 ans, veuf, domicilié rue des Vieillards, 37 à Verviers (n° 96)

DAMSEAUX Léon Guillaume, tisserand, né à Verviers, 25 ans, célibataire, domicilié rue des Vieillards, 37 à Verviers, V. (n° 97)

DARIMONT Pierre Joseph, tisserand, né à Polleur, 28 ans, époux de Marie Ponce (affiliée), trois enfants, domicilié rue de Hodimont, 105 (n° 25)

DAUMERY Damas Bertrand, tisserand, né à Cornesse en 1837, époux de Marguerite Brouwers, domicilié rue Clément XIV à Andrimont, V. (n° 250)

DAVE Victor, journaliste, né à Alost (Flandre orientale), 25 ans, célibataire, domicilié rue David, 36 à Verviers; rédacteur de la Science populaire, modéré - tribun - chef influent, collaborateur de la Liberté et du Mirabeau (n° 1)

DEBY Henri Joseph, presseur de draps, né à Dison le 2 janvier 1844, célibataire, domicilié rue de la Chapelle à Hodimont (n° 280)

DEFOSSE Toussaint, fileur, né à Verviers, 31 ans, époux de Célestine Delincé, domicilié rue du Marteau, 22 à Verviers (n° 119)

DEFOSSEZ Henri Joseph, serrurier, né à Ensival, 25 ans, époux de Marie Jeanne Gilhay (affiliée), domicilié rue du Préry à Ensival (n° 187)

DEFOSSEZ Lambert, fileur, né à Ensival, 36 ans, célibataire, domicilié rue du Préry à Ensival (n° 186)

DEFOSSE Toussaint, fileur, né à Verviers, 31 ans, époux de Célestine Delincé, domicilié rue du Marteau, 22 à Verviers (n° 119)

DEHALLEUX Pierre, tisserand, né à Wegnez, 26 ans, domicilié à Wegnez (n° 377)

DEHAN François Olivier, fileur, né à Ensival, 33 ans, époux de Alphonsine Ledoux, domicilié à Ensival (n° 189)

DEHAN Jean-François, fileur, né à Ensival, 27 ans, célibataire, domicilié rue de l'Eglise à Ensival (n° 177)

DEHAN Jean Joseph, tisserand, né à Ensival, 25 ans, célibataire, domicilié rue de l'Eglise à Ensival (n° 172)

DEHAN Pierre Jacques, fileur, né à Ensival, 20 ans, célibataire, domicilié rue de l'Eglise à Ensival (n° 173)

DEHAN Thomas Joseph, tisserand, né à Ensival, 33 ans, veuf, domicilié rue de l'Eglise à Ensival, V. (n° 171)

DEHESELLE François, tisserand, né à Verviers, 22 ans, célibataire, domicilié rue des Raines, 9 à Verviers (n° 82)

DEHESELLE Henri, tisserand, né à Verviers, 28 ans, célibataire, domicilié rue des Raines, 9 à Verviers, V. (n° 81)

DELCLISAR Mathieu Joseph, tisserand, né à Thimister le 13 novembre 1821, veuf, cinq enfants, domicilié rue de l'Eglise, 3 à Dison, V. (n° 302)

DELCLISAR Nicolas Antoine, tisserand, né à Thimister le 20 juillet 1827, époux de Marie Lecloux (affiliée), domicilié rue de Rechain à Dison, V. (n° 292)

DELCLISAR Nicolas Joseph, fils de Mathieu Joseph, domicilié rue de l'Eglise, 3 à Dison (n° 302)

DELCLISART Nicolas, tisserand, né à Verviers, 32 ans, époux de Jeannette Dupont (affiliée), domicilié rue des Raines, 1 à Verviers, le 29 décembre 1871 condamné à 26 francs d'amende pour coups, V. (n° 83)

DELFORTERIE Henri Joseph, peintre décorateur et cabaretier, né à Bruxelles le 8 avril 1827, époux de Clémence Vandenheggen, domicilié rue de la Pisseroule, 46 à Dison (n° 291)

DELGOFFE Thomas Joseph, tisserand, né à Lambermont, 54 ans, veuf, domicilié rue de Pepinster à Ensival (n° 179)

DELGOFFE Thomas Joseph fils, fileur, né à Lambermont, 19 ans, célibataire, domicilié rue de Pepinster à Ensival (n° 180)

DELHAES Henri, tisserand, 45 ans, marié, trois enfants, domicilié rue de la Chaussée à Petit-Rechain (n° 357)

DELHAES Lambert, tisserand, 35 ans, marié, sans enfant, domicilié rue de la Chaussée à Petit-Rechain, V. (n° 356)

DELHASSE Marie-Gertrude : voir Jean Hubert Wilkin

DELHAYE, tisserand, né à Wegnez, 34 ans, époux Bays, domicilié à Wegnez (n° 378)

DELHOUGNE Jean, chauffeur, né à Clermont le 7 octobre 1826, époux en secondes noces de Marguerite Fraikin, domicilié rue du Haut Vinâve, 5 à Dison (n° 293)

DELPERDANGE Jean Joseph, tisserand, né à Ensival, 51 ans, époux de Marie Elisabeth Franck, domicilié rue Grande à Ensival, V. (n° 169)

DELREZ Pierre Joseph, tisserand, né à Petit-Rechain en 1804, époux de Marie Leroy, domicilié rue Clément XIV à Andrimont (n° 242)

DELVAUX Marie : voir Henri Jacquinet

DEMONCEAU Thomas Joseph, tisserand, né à Bolland en 1824, époux de Marie J. Cormeaux, domicilié rue Clément XIV à Andrimont, V. (n° 245)

DEMOULIN Antoine, tisserand, né à Verviers en 1854, célibataire, domicilié place des Récollets, 13 à Verviers (n° 24; voir aussi Joseph Nicolas et Victorine Demoulin)

DEMOULIN François Xavier, menuisier, né à Verviers, 48 ans, époux de Jeanne Catherine Guter (affiliée), domicilié rue Marie-Henriette, 61 à Verviers (n° 50)

DEMOULIN Jean François, ouvrier fileur, né à Verviers le 26 août 1842, époux de Marie Anne Catherine Colard (affiliée) domicilié rue du Luxembourg, 29 (n° 20)

DEMOULIN Joseph Nicolas, tisserand, né à Verviers en 1850, célibataire, domicilié place des Récollets, 13, membre du Conseil fédéral, V. (n° 22; voir aussi Devivier Philomène, même adresse, et Antoine et Victorine Demoulin)

DEMOULIN Paschal, tisserand, né à Verviers, 57 ans, époux de Marie Thérèse Michel, domicilié place Sommeleville, 18 à Verviers (n° 73)

DEMOULIN Victorine, couturière, née à Verviers en 1852, célibataire, domiciliée place des Récollets, 13 à Verviers (n° 23; voir aussi Antoine et Joseph Nicolas Demoulin)

DENIS Jean-François, tisserand, né à Battice le 13 août 1823, époux de Eugénie Marie Saive, quatre enfants, domicilié rue de Rechain, 68 à Dison (n° 308)

DEPOUILLE Jean, tisserand, né à Verviers, 32 ans, époux de Hélène Bierset, domicilié rue Spintay, 1 ou 71 à Verviers (n° 37 et 102)

DERECHAIN Jean Hubert, tisserand, né à Ensival, 40 ans, époux de Marie Christine Cœck, vit séparé de sa femme, domicilié rue des Raines, 15 à Verviers, V. (n° 86)

DERIGAT Jean Lambert, tondeur, né à Verviers en 1835, époux de Marie Anne Chaineux, domicilié sur les Heids à Andrimont (n° 226)

DERU Denis Joseph, tisserand, né à Polleur en 1842, époux de Amélie Bailoux, domicilié rue du Vieil Hôpital, 9 à Verviers (n° 39)

DESSEVE Jacques, fileur, né à Verviers, 31 ans, célibataire, domicilié rue Ste Anne, 2 à Verviers, V. (n° 77)

DETHIER Jean Joseph, fileur et cabaretier, né à Dalhem le 1er avril 1843, époux de Marie Pirotte, deux enfants, domicilié rue Léopold, 35 à Dison (n° 353)

DETHIOUX Henri, fileur, né à Dison, 39 ans, époux de Marie Prévot, domicilié rue des Gérardchamps, 66 à Verviers (n° 10)

DETRY Lambert Joseph, tisserand, né à Thimister en 1823, époux de Barbe Morbeux, deux enfants, domicilié rue de Rechain, 41 à Dison, V. (n° 351)

DEVEUX Marie : voir Denis Cadiat

DEVIVIER Philomène, ménagère, née à Châtelineau en 1825, veuve de Victor Demoulin, domiciliée place des Récollets, 13 à Verviers (n° 21; voir Demoulin, Joseph, Victorine et Antoine, même adresse)

DEVOS Marie Henriette : voir Jean Hubert Hanlin

DEWAAY Jean Joseph, tisserand, né à Limbourg le 26 mars 1842, époux de Marie Anne Carabin, domicilié rue de la Chapelle, 2 à Hodimont, V. (n° 155)

DEWAY Catherine : voir Martin Radermacker

DONAY Michel Joseph, drousseur, né à Cornesse le 5 juillet 1838, époux de Marie Jeanne Sironval (affiliée), domicilié rue de la Montagne, 11 à Dison (n° 350)

DONEUX Laurent, tisserand, né à Ensival, 25 ans, célibataire, domicilié à Ensival, V. (n° 196)

DOOME Jean, tisserand, né à Dolhain, 25 ans, célibataire, domicilié rue Neuve, 9 à Hodimont (n° 159; voir aussi Richard Herbrand, même adresse)

DOSQUET Rosalie : voir Gaspard Mauhin

DOUFFET Catherine : voir Jean Nicolas Léonard Bebronne

DREZE François, tisserand, né à Thimister le 12 mai 1822, époux de Marie Elisabeth Rensonnet, cinq enfants, domicilié rue de Rechain, 37 à Dison (n° 296)

DREZE Mathieu Joseph, tisserand, né à Lambermont en 1823, époux de Marie Jeanne Decloux, domicilié rue Clément XIV à Andrimont (n° 241)

DROSSARD Nicolas, tisserand, né à Verviers, 33 ans, célibataire, domicilié rue Fyon, 24 à Verviers (n° 113)

DROSSART Félicité : voir Mathieu Nobluez

DUBIE Victor, tisserand, né à Verviers en 1838, époux de Marie Marguerite Fils, domicilié rue des Fabriques à Andrimont, V. (n° 256)

DUBOIS Henri, fileur, né à Dolhain, 33 ans, époux de Catherine Malempré (affiliée), domicilié à Ensival, V. (n° 190)

DUFOUR Elisabeth : voir Lambert Piron

DUMONT Hubert Joseph, tisserand, né à Ensival, 39 ans, époux de Marguerite Simonis, domicilié à Ensival (n° 213)

DUMONT Jean François, ouvrier de fabrique, né à Verviers, 39 ans, époux de Elisabeth Pire, domicilié à Ensival, V. (n° 212)

DUPONT Jeannette : voir Nicolas Delclisart

ERNST Jules, tisserand, né à Theux, 25 ans, célibataire, domicilié rue des Foxhalles à Hodimont (n° 33)

ERNST Marie-Joseph : voir André Joseph Larondelle

ETIENNE Henri, maçon, né à Battice en 1826, époux de Elisabeth Lamarche (affiliée), domicilié rue des Franchimontois à Andrimont (n° 278)

FAFRA Mathieu Gilles, tisserand, né à St. Remy le 1er septembre 1833, époux de Marguerite Catherine Verviers, domicilié rue de Rechain, 89 à Dison (n° 311)

FAIRON Anne : voir Jean Bovy

FILOT Mathieu Joseph, tisserand, né à Verviers, 32 ans, époux de Marie Barbe Ledent (affiliée), domicilié rue des Raines, 34 à Verviers (n° 91)

FILS Henri Joseph, tisserand, né à Verviers en 1841, époux de Marguerite Crustin (affiliée), domicilié rue Clément XIV à Andrimont (n° 279)

FIRQUET Thomas Joseph, fileur, né à Ensival le 10 mai 1830, époux de Catherine Thérèse Sanvenne (affiliée), six enfants, domicilié rue du Husquet, 5 à Dison, V. (n° 336)

FLINCK Florent, tisserand, né à Verviers, 24 ans, époux de Henriette Laoureux (affiliée), domicilié rue des Raines, 47 à Verviers, membre du Conseil fédéral, V. (n° 136)

FLUCHE André Auguste, tisserand, né à Verviers le 17 avril 1838, époux de Marguerite Renouprez (affiliée), domicilié rue du Pont Léopold, 22 à Hodimont, V. (n° 154)

FLUCHE dit Flusse, Pierre Jean, tisserand, né à Hodimont le 2 février 1841, célibataire, domicilié rue Neuve, 28 à Hodimont, condamné le 17 juin 1871 à un mois de prison et 26 francs d'amende pour injures par la voie de la presse, V. (n° 153)

FOLMAN Jacques, serrurier, né à Verviers, 26 ans, époux de Elise Jardin, domicilié rue Spintay, 42 à Verviers, V. (n° 105)

FOLMANN Nicolas, tisserand, né à Verviers, 30 ans, époux de Elisabeth Charrette (affiliée), domicilié impasse Gouvy, 9 à Verviers, V. (n° 42)

FORIR Pierre, menuisier, né à Verviers, 36 ans, époux de Fanie Collard (affiliée), domicilié impasse Gouvy, 11 à Verviers, veuf en mars 1873, condamné le 6 septembre 1859 à 8 jours de prison pour coups et blessures volontaires à son père, V. (n° 14)

FORMATIN Hubert Joseph, tisserand, né à Pepinster, 29 ans, domicilié rue de la Régence à Pepinster (n° 368)

FORMATIN Jean Baptiste, tisserand, né à Pepinster, 46 ans, domicilié rue de la Régence à Pepinster (n° 366)

FORMATIN Louis Joseph, tisserand, né à Pepinster, 48 ans, domicilié rue de la Régence à Pepinster (n° 367)

FRAMBACH Jean Joseph, fileur, né à Verviers en 1844, célibataire, domicilié rue Neufmoulin, 11 à Dison (n° 341)

FRANCK Elisabeth : voir Théodore Mauhin

FRANCK Marie : voir Thomas Hardy

FRANSEN Marguerite : voir François Poncin

FRENET Jeanne Marie : voir Emile Joseph Horward

FRISTER Pierre François, cabaretier, né à Mortier en 1830, époux de Jeanne Philomène Mars, domicilié rue des Fabriques à Andrimont (n° 227)

FRITZ Anne : voir Denis Georges

GAUDRON Jérôme Laurent, tisserand, né à Hodimont en 1829, époux de Anne Monseur, domicilié rue des Franchimontois à Andrimont (n° 260)

GAUTHY Thomas, tisserand, né à Grand-Rechain en 1839, époux de Martine Lambrette, domicilié rue Clément XIV à Andrimont (n° 249)

GEELEN Jean Guillaume, tisserand, né à Thimister en 1843, époux de Marie Louise Dandremont, domicilié rue des Fabriques à Andrimont, V. (n° 255)

GELARD Jean-Louis, laineur, né à Verviers, 45 ans, époux de Jeannette Peuchenne, domicilié rue du Marteau, 69 à Verviers, condamné le 22 novembre 1867 à deux mois de prison et 26 francs d'amende pour vol d'un foulard, V. (n° 116)

GEMINE François Joseph, fileur, né à Charneux en 1845, célibataire, domicilié rue Pierreuse, 14 à Dison, V. (n° 347)

GENTGES Mathieu, menuisier, né à Verviers, 32 ans, époux de Dieudonnée Daubois, domicilié rue du Transvaal, 23 à Verviers, V. (n° 51)

GEORGES Catherine : voir Léonard Henri Lecocq

GEORGES Denis, cabaretier, né à Henri-Chapelle en 1821, époux de Anne Fritz (affiliée), domicilié rue Clément XIV à Andrimont, V. (n° 240)

GERLANGE Mathieu Henri, fils de Toussaint, né à Dison le 18 juillet 1852, domicilié rue de Rechain, 91 à Dison (n° 302 bis)

GERLANGE Toussaint, tisserand, né à Verviers en 1824, époux de Marie Catherine Reomprez, deux enfants, domicilié rue de Rechain, 91 à Dison, V. (n° 302 bis)

GILHAY Marie Jeanne : voir Henri Joseph Defossez

GILLET Marie Joseph : voir Henri Joseph Bragard

GILLIS Joseph, tisserand, né à Ensival, 25 ans, célibataire, domicilié rue de l'Eglise ou rue de la Maison Commune à Ensival, V. (n° 178)

GILTAY Jean Gilles, fileur, né à Liège, 50 ans, époux de Anne Jeanne Lafru (affiliée), V. (n° 203)

GOFFIN Jacques Joseph, tisserand, né à Dison le 24 octobre 1843, veuf de Marie Brimbois, domicilié en Wesny à Andrimont (n° 217)

GOFLETTE Michel, échardonneur, né à Dison, 28 ans, époux de Marie Jeanne Dalken ou Dalkenne (affiliée), domicilié rue Ligny, 20 puis rue Bouxhatte, 3 à Verviers, condamné le 1er août 1868 à 15 jours de prison pour vol de pêches (n° 114 et 142)

GOISSEN Catherine : voir Mathieu Joseph Brouwers

GONDA Céline : voir Jean Nicolas Collette

GOUDRON Auguste Joseph, tisserand, né à Verviers en 1840, époux de Marie J. Hardy, domicilié rue des Franchimontois à Andrimont (n° 236)

GRAFFAUX Emilie : voir Pascal Bodson

GRAINBIEMONT Noël, mouleur en sable et cabaretier, né à Verviers, 27 ans, marié, domicilié rue du Collège, 16 à Verviers, condamné le 17 septembre 1871 à 26 francs d'amende pour coups, V. (n° 149)

GRANDRY Cornélis, tisserand, né à Verviers, 27 ans, célibataire, domicilié rue de la Montagne (cour Brand) à Verviers, V. (n° 26)

GRISAY Jean Bertrand, menuisier, né à Grand-Rechain le 15 avril 1839, célibataire, domicilié rue de la Pisseroule, 115 à Dison (n° 288)

GRIVEGNEE Caroline : voir Jean Mathieu Monseur

GRIVEGNEE Henri, tisserand, né à Verviers en 1850, célibataire, domicilié rue de la Pisseroule, 35 à Dison (n° 322)

GRUNE Anne-Catherine : voir Henri Solard

GUILLEAUME Marie Elisabeth : voir François Michel Keldenich

GUTER Jeanne Catherine : voir François Xavier Demoulin

HACCRAY Joseph, tisserand, né à Verviers, 30 ans, célibataire, domicilié rue des Raines, 10 à Verviers, T.V. (n° 130)

HALKIN Jacques Joseph, fileur, né à Verviers, 28 ans, époux de Henriette Gusken, domicilié rue de Hodimont, 36 à Verviers, V. (n° 101)

HALLEUX Lambert, tisserand, 50 ans, marié, six enfants, domicilié rue de la Chaussée à Petit-Rechain (n° 358)

HANLET Pierre, fileur, né à Verviers, 40 ans, célibataire, passé (de Verviers) rue du Luxembourg à Andrimont (n° 125)

HANLIN Jean Hubert, tisserand, né à Clermont le 30 août 1838, époux de Marie Henriette Devos (affiliée), deux enfants, domicilié rue de Rechain, 93 à Dison (n° 317)

HANSEN Elisabeth : voir Henri Helman

HANSENNE Jean-François, foulon, né à Polleur, 38 ans, époux de Marie Lemarchand, domicilié rue de Mangombroux, 36, V. (n° 17)

HANSENNE Pierre Joseph, tisserand, né à Charneux le 17 juillet 1811, époux en secondes noces de Marie Scrimacker (affiliée), domicilié rue de Rechain, 76 à Dison (n° 283)

HANSENNE Pierre Joseph Nicolas (fils), tisserand, né à Charneux le 15 mars 1843, époux de Marie Agnès Snaeckers (affiliée), domicilié rue de Rechain, 76 à Dison (n° 284)

HARDEZ Marie : voir Guillaume Orzechoscki

HARDY Thomas, tisserand, né à Thimister en 1840, époux de Marie Franck (affiliée), domicilié rue du Châtelet à Andrimont (n° 244)

HAUZEUR Jean, tisserand, né à Verviers, 20 ans, célibataire, domicilié rue Ste Anne, 8 à Verviers (n° 27)

HELMAN Henri, menuisier, né à Verviers, 26 ans, époux de Elisabeth Hansen (affiliée), domicilié rue des Raines, 75 à Verviers, secrétaire des grèves des menuisiers, V. (n° 134)

HELVENNE Laurence : voir Hubert Pairoux

HENON Denis Paul, tisserand, né à Ensival, 24 ans, célibataire, domicilié à Ensival (n° 200)

HENON Julien Gilles, tisserand, né à Ensival, 19 ans, célibataire, domicilié à Ensival (n° 201)

HENNES Lambert Toussaint, tisserand, né à Eupen (Prusse) en 1834, époux de Catherine Muller (affiliée), domicilié rue des Franchimontois à Andrimont, T.V. (n° 232)

HENRARD Hubert Joseph, tisserand, né à Charneux le 6 septembre 1839, époux de Sophie Weigarter, domicilié rue de Rechain, 93 à Dison (n° 334)

HENRARD Jean, tisserand, né à Dison en 1842, célibataire, domicilié rue des Fabriques, 68 à Verviers, V. (n° 48)

HENRARD Pierre François, tisserand, né à Dison le 8 juin 1841, époux de Elisabeth Hurard, domicilié rue de Rechain, 53 à Dison, V. (n° 338)

HENRION André Jean Joseph, tisserand, né à Sanderberg en 1841, époux de Marie Anne Bolland, domicilié rue Clément XIV à Andrimont (n° 274)

HENRION Lambert, tisserand, né à Verviers, 51 ans, époux de Hortense Coumont, domicilié rue du Marteau, 47 à Verviers, V. (n° 115)

HENROTAY Lambert, tisserand, né à Vaux Dieu entre Deux Ponts, 37 ans, époux de Marianne Lottier, domicilié rue de Hodimont, 32 à Verviers (n° 61)

HERBRAND Richard, tondeur de draps, né à Dolhain le 3 avril 1835, époux de Marie Catherine Doome, domicilié rue Neuve, 9 à Hodimont, V. (n° 158; voir aussi Jean Doome, même adresse)

HERNAY Nicolas Joseph, tisserand, né à Goé en 1827, célibataire, domicilié rue de Rechain, 123 à Dison, T.V. (n° 290)

HEUCHENNE Thomas Joseph, tisserand, né à Charneux le 9 septembre 1839, époux de Josiane Béatrix Snackers, domicilié rue Fyon, 9 à Verviers, (tient le) local de la section des femmes, T.V. (n° 285)

HEULICH Anne Joséphine : voir Noël Valençon

HICK Joseph, tisserand, né à Verviers en 1827, époux de Marie Catherine Lutaster, domicilié rue de Ligny, 30 à Verviers (n° 141)

HODIOMONT Henri Louis, tisserand, né à Dison le 1er mai 1832, époux de Florence Dufoux, six enfants, domicilié rue de Rechain, 37 à Dison (n° 316)

HORNESCH François, tisserand, né à Clermont (Liège) le 22 mai 1848, célibataire, rue Xhavée, 22 à Verviers, V. (n° 29)

HORWARD Emile Joseph, laineur, né à Liège le 27 janvier 1841, époux de Jeanne Marie Frenet (affiliée), deux enfants, domicilié rue Longue, 57 à Dison, V. (n° 299)

HOUTIN Jean François Bertrand, tisserand, né à Verviers, 28 ans, époux de Marie Catherine Fraikin, domicilié place Sommeleville, 13 (n° 74)

IVENS Jean Adam, bottier, né à Welkenraedt en 1825, époux de Marie Schmuck (affiliée), domicilié rue des Franchimontois à Andrimont (n° 261)

JACOBY Henri, fils de Joseph Jacoby, ouvrier de fabrique, né à Verviers, 22 ans, célibataire, domicilié impasse Gouvy, 13, V. (n° 44)

JACQUET Joseph Guillaume, tisserand, né à Pepinster, 29 ans, époux de Marie Delwaide, domicilié à Ensival (n° 195)

JACQUET Mathieu, tisserand, né à Charneux en 1841, époux de Marguerite Ernotte, un enfant, domicilié rue de Rechain, 87 à Dison (n° 319)

JACQUET Mathieu Joseph, tisserand, né à Pepinster, 31 ans, époux de Josiane Demonceau, domicilié à Ensival (n° 202)

JACQUINET Henri, tisserand, né à Julémont en 1840, époux de Marie Delvaux (affiliée), domicilié rue Haute à Andrimont (n° 223)

JAMAR Joseph, tisserand, né à Stavelot, 33 ans, époux de Barbe Duvreux, domicilié rue des Franchimontois à Andrimont, V. (n° 229)

JARDIN Henri Joseph, ouvrier cardier, né à Wegnez, 30 ans, célibataire, domicilié rue Spintay, 42 à Verviers (n° 106; voir aussi Folman Jacques, époux de Elise Jardin, même adresse)

JARDON Léonard, sécheur de laines, né à Verviers, 27 ans, époux de Elise Dutordeur, domicilié rue du Canal, 33 à Verviers (n° 124)

JARDON Remacle, tondeur, né à Verviers, 29 ans, époux de Thérèse Masson, domicilié impasse Gouvy, 13 à Verviers (n° 43)

JASPART Jean Nicolas, tisserand, né à Dison en 1839, époux de Marie Constance Franck, domicilié en Wesny à Andrimont (n° 263)

JEUNAERE Martin, tisserand et cabaretier, né à Wegnez, 35 ans, domicilié rue Vinâve à Wegnez (n° 374)

JŒUR Florence : voir Jean Pierre Bastin

JOIRIS Olivier, tisserand, né à Battice en 1837, époux de Anne Spiron, domicilié rue du Châtelet à Andrimont (n° 224)

JULIEN Alexandre, tisserand, né à Verviers en 1838, époux de Guillemine Sophie Guels, domicilié rue Sécheval, 61 à Verviers (n° 139)

KELDENICH François Michel, vannier, né à Ensival le 7 septembre 1836, époux de Marie Elisabeth Guilleaume, ménagère, née à Ensival le 26 octobre 1822 (affiliée), un enfant, domicilié rue Trauty, 19 à Dison, V. (n° 344)

KETTEN Jean Joseph, tisserand, né à Verviers en 1838, veuf de Constance Poussart (affiliée), domicilié rue Haute à Andrimont, condamné le 30 août 1870 à six mois de prison pour rébellion avec le concours de plusieurs autres, outrages et coups à des agents de police, V. (n° 258)

KEVER Barbe : voir Simon Walter Servais

KEYEUX Gilles Joseph, tisserand, né à Dalhem le 8 octobre 1842, époux de Marguerite Lekeu, domicilié rue Neuve, 23 à Dison (n° 310)

KISTEMAN Herman, tisserand, né à Verviers en 1840, époux de Marie Laplanche (affiliée), domicilié rue des Franchimontois à Andrimont, V. (n° 237)

KNAUF Catherine : voir Pierre Nicolas Lonneux

LACROIX Jean François, ouvrier horloger, né à Verviers, 38 ans, veuf, domicilié quai des Récollets, 32 à Verviers (n° 111)

LACROIX Marie : voir Guillaume Briffaux

LAFRU Anne Jeanne : voir Jean Gilles Giltay

LAHAYE Louis Jean, tisserand, né à Dolhain en 1836 , époux de Jeanne Leruth, un enfant, domicilié rue Neufmoulin, 11 à Dison (n° 346)

LAHAYE Paul, tisserand, né à Dison, 34 ans, époux de Marguerite Ernotte, domicilié rue de Hodimont, 136 à Verviers (n° 64)

LAITAT Charles Henri, peintre décorateur, né à Mons (Hainaut) en 1831, époux de Séraphine Liénard (affiliée), domicilié rue des Franchimontois à Andrimont, V. (n° 275)

LALLEMAND Bernard, tisserand et cabaretier, né à Ensival, 46 ans, marié, domicilié rue du Marteau, 26 à Verviers (n° 120)

LALLEMAND Guillaume Alexandre, tisserand, né à Ensival, 44 ans, époux de Elisabeth Lebeau, domicilié rue de la Station à Ensival, V. (n° 181)

LALLEMAND Thomas Prosper, tisserand, né à Ensival, 37 ans, veuf, domicilié Grand'Rue à Ensival, V. (n° 182)

LAMARCHE Elisabeth : voir Henri Etienne

LAMBENNE Paul Joseph, tisserand, né à Dalhem en 1841, célibataire, domicilié chaussée de Dison à Andrimont (n° 222)

LAMBERT Joseph, cordonnier, né à Pepinster, 41 ans, domicilié à Pepinster, trésorier de la section, V. (n° 380)

LAMBRETTE LHONEUX, fileur et cabaretier, né à Pepinster, marié, domicilié chaussée d'Ensival à Pepinster (n° 364)

LAMBY Jean Pierre, presseur, né à Verviers en 1838, domicilié rue des Franchimontois à Andrimont (n° 269)

LAMSE Pierre, tisserand, né en Prusse, 40 ans, époux de Marie Gertrude Bertroul, domicilié rue Crapaurue, 53 à Verviers (n° 72)

LANGE Nicolas, chauffeur de son métier, actuellement cocher, né à Dison en 1808, veuf, domicilié rue de la Grappe, 24 à Dison (n° 326)

LANNOY Marie-Gertrude : voir Toussaint Joseph Ledent

LAOUREUX Henriette : voir Florent Flinck

LAOUREUX Servais, tisserand, né à Verviers en 1836, époux de Antoinette Pagnoul (affiliée), domicilié rue du Pont, 57 à Verviers, condamné le 17 novembre 1871 à 26 francs d'amende pour coups, V. (n° 137)

LAPLANCHE Marie : voir Herman Kisteman

LARBANSY Lambert, tisserand, né à Pepinster, 34 ans, domicilié à Wegnez (n° 370)

LARONDELLE André-Joseph, tisserand, né à Baelen le 8 février 1833, époux de Marie Joseph Ernst (affiliée), domicilié impasse Gouvy, 19 à Verviers, en 1869 a été condamné à un mois de prison du chef de diffamation dans le Prolétaire dont il était le rédacteur, T.V. (n° 46)

LAUNEUX Jean-François, tisserand, né à Verviers en 1822, époux de Marie Anne Coumont, domicilié rue Clément XIV à Andrimont (n° 251)

LAURENCY François Joseph, tisserand, né à Clermont en 1822, époux de Marie Louise Rahier (affiliée), domicilié rue des Franchimontois à Andrimont (n° 270)

LEBE Charles François, tisserand, né à Battice le 10 avril 1844, époux de Marie Barbe Brouwers (affiliée), trois enfants, domicilié rue de Rechain, 55 à Dison, V. (n° 321; voir aussi Pierre François Brouwers)

LELCERCQ Marianne : voir Joseph Bierset

LECLOUX Marie : voir Nicolas Antoine Delclisar

LECOCQ Léonard Henri, tailleur de pierres, né à Stembert, 48 ans, époux de Catherine Georges (affiliée), domicilié rue de la Cité, 30 à Verviers (n° 47)

LEDENT Marie-Barbe : voir Mathieu Joseph Filot

LEDENT Mathieu, décatisseur, né à Verviers en 1851, célibataire, domicilié rue de la Halle, 8 à Verviers (n° 148)

LEDENT Toussaint Joseph (père du précédent), tisserand, né à Verviers en 1832, époux de Marie Gertrude Lannoy (affiliée), domicilié rue de la Halle, 8 à Verviers (n° 147)

LEDOUX Henri Joseph, fileur, né à Wegnez le 17 mars 1847, époux de Marie Thérèse Rogister, domicilié rue Pierreuse à Dison (n° 301)

LEDOUX Jean Lambert, tisserand, né à Wegnez le 10 juin 1819, époux de Marie Anne Bartholomé (affiliée), cinq enfants, domicilié rue de Rechain, 117 à Dison, V. (n° 323)

LEFEVRE Constant, tourneur en fer, né à Grand-Rechain, 24 ans, célibataire, domicilié rue du Gazomètre, 1 à Verviers (n° 2)

LEGRAND Catherine : voir Guillaume Rahier

LEJEUNE Antoine, tondeur, né à Verviers, 39 ans, époux de Catherine Libert, domicilié rue des Hospices, 5 à Verviers (n° 70)

LEJEUNE Henri, fileur, né à Pepinster, 23 ans, époux Leroy, domicilié rue du Pouhon à Ensival (n° 381)

LELARGE Nicolas, maître tondeur de draps, né à Polleur, 37 ans, époux de Catherine Simon (affiliée), domicilié rue de Hodimont à Verviers, V. (n° 123)

LELOTTE Jean, tisserand, né à Verviers, 41 ans, célibataire, domicilié rue du Commerce, 22 à Verviers (n° 66)

LELOTTE Jean Guillaume, tisserand, né à Verviers le 15 septembre 1830, époux de Anne Marie Charlier, quatre enfants, domicilié rue du Husquet, 3 à Dison, condamné le 2 septembre 1871 à 26 francs d'amende pour coups, V. (n° 340)

LELOUP Jean, mouleur en sable, né à Verviers, 27 ans, époux de Marie Jeanne Beaudrihaye, domicilié rue de Hodimont, 68 à Verviers (n° 11)

LEMAIRE Barthélémy, tisserand, né à Petit-Rechain le 20 février 1840, époux de Anne Marie Cuvelier (affiliée), trois enfants, domicilié rue de Rechain, 17 à Dison, V. (n° 342)

LEMAIRE Jean Henri, tisserand, célibataire, domicilié rue Haute à Andrimont, V. (n° 262)

LEMARCHAND Henri, cabaretier et barbier, né à Jalhay, 37 ans, époux de Constantine Grailet, domicilié rue de Heusy, 90 à Verviers (n° 18)

LEMPEREUR Jean Joseph, tisserand, né à Soiron le 14 juin 1821, époux de Barbe Michel, née à Wegnez, 40 ans (affiliée), deux enfants, domicilié rue Neufmoulin, 10 à Dison (n° 337)

LEPOURCQ Pierre, négociant, né à Cornesse (Liège), 45 ans, époux de Jeanne Drèze, domicilié à Ensival, V. (n° 215)

LEROY Jean Jacques, maître presseur de draps, né à Visé le 19 septembre 1832, époux de Marie Xhauflaire, trois enfants, domicilié au Couquemont, 9 à Dison (n° 345)

LETONDEUR Jacques, tisserand, né à Verviers en 1832, époux de Marie Blanche, domicilié rue du Pont, 85 à Verviers (n° 138)

LEVARLET Jean, tisserand, né à Pepinster, 27 ans, domicilié à Pepinster (n° 369)

LIENARD Séraphine : voir Charles Henri Laitat

LIEUTENANT Georges, tisserand et cabaretier, né à Cheratte en décembre 1830, époux de Marie Louise Dehalleux, trois enfants, domicilié rue du Marché, 7 à Dison, V. (n° 328)

LIEUTENANT Marie-Catherine : voir Thomas Joseph Bartholomé

LINCE Antoine Joseph, tisserand, né à Ensival, 35 ans, célibataire, domicilié rue du Pouhon à Ensival (n° 165)

LINCE Lambert Joseph, fileur, né à Ensival, 38 ans, époux de Anne Jeanne Sterman, domicilié rue Grande à Ensival, V. (n° 163)

LINCE Louis Joseph, fileur, né à Lambermont, 29 ans, époux de Marie Elisabeth Labille, domicilié rue du Pouhon à Ensival, membre du Conseil fédéral (n° 166)

LINCE Pierre Nicolas, fileur, né à Lambermont, 31 ans, époux de Catherine Stolman, domicilié rue Grande à Ensival (n° 164)

LONNEUX Pierre Nicolas, chauffeur, né à Neufchâteau en 1826, époux de Marie Catherine Knauf (affiliée), domicilié chaussée de Dison à Andrimont (n° 220)

LOUSBERG François, tisserand, né à Limbourg en 1829, époux de E. Raymond, domicilié rue des Franchimontois à Andrimont (n° 268)

LUCAS Catherine : voir Mathieu Bohn

LURON Gérard Thomas Jonas, tisserand, né à Dison en 1829, époux de Jeannette Dehaleux, domicilié rue des Fabriques à Andrimont (n° 257)

MAGNERY Nicolas, tisserand, né à Verviers en 1839, époux de Marie Bourguignon (affiliée), domicilié quai de la Batte, 3 à Verviers, membre du Conseil fédéral, V. (n° 140)

MAGOTTE Alexandre, tisserand, né à Stembert, 23 ans, célibataire, domicilié rue de la Montagne, 3 à Verviers (n° 109)

MAHAUT Philippe, armurier, né à Namur en 1827, époux de Marie Agnès Crahay, domicilié rue des Franchimontois à Andrimont, V. (n° 228)

MAIGRAY Joseph, tisserand, né à Ensival, 25 ans, époux de Marie Louise Wéra, domicilié rue du Pouhon à Ensival, membre du Conseil fédéral, T.V. (n° 32)

MAINGRAY Jean Joseph, tisserand, né à Ensival, 40 ans, époux de Elisabeth Rondeaux, domicilié rue du Préry à Ensival, T.V. (n° 192)

MALEMPRE Catherine : voir Henri Dubois

MALEMPRE Hubert, tisserand, né à Ensival, 33 ans, célibataire, domicilié rue Grande à Ensival, V. (n° 168)

MALEMPRE Toussaint, tisserand, né à Ensival, 25 ans, célibataire, domicilié rue du Pouhon à Ensival, arrêté à Lille le 10 mai 1873, tentative de suicide, rentré, V. (n° 167)

MALHERBE Jean, fileur, né à Wegnez, 24 ans, domicilié chaussée de Verviers à Wegnez (n° 379)

MALHERBE Laurence : voir Laurent Crama

MANGUETTE Henri, ouvrier de fabrique, né à Dison, 29 ans, célibataire, domicilié rue des Fabriques (maison Fraikin) à Verviers, V. (n° 36)

MANGUETTE Laurent, ouvrier de fabrique, né à Dison, 24 ans, célibataire, domicilié rue des Fabriques (maison Fraikin) à Verviers, membre du Conseil fédéral, V. (n° 35)

MAQUINAY Guillaume, menuisier, né à Andrimont en 1816, époux de Anne Elisabeth Launeux, domicilié rue du Châtelet à Andrimont, V. (n° 246)

MARECHAL Sébastien, tisserand, né à Wegnez, 28 ans, époux de Marie Corbelle, domicilié à Ensival, V. (n° 208)

MARTIN Joseph Mathieu, tisserand, né à Ensival, 44 ans, époux de Eugénie Macquinay, domicilié à Ensival (n° 211)

MATHONET Corneille, tisserand, né à Verviers, 35 ans, époux de Jeannette Denoz, domicilié rue Spintay, 122 à Verviers (n° 107)

MAUHIN Gaspard, cabaretier, né à Surister, 30 ans, époux de Rosalie Dosquet (affiliée), domicilié rue des Raines, 15 à Verviers (n° 85)

MAUHIN Pierre, mouleur en sable, né à Surister, 36 ans, veuf, domicilié rue des Raines, 15 à Verviers (n° 84)

MAUHIN Théodore, tisserand, né à Verviers en 1818, époux de Elisabeth Franck (affiliée), domicilié rue des Franchimontois à Andrimont, V. (n° 225)

MEUNIER Henri Victor, mécanicien, né à Verviers, 46 ans, époux de Marie Ziane (affiliée), domicilié rue Grande à Ensival (n° 170)

MESTRE Michel, tisserand, né à Verviers, 36 ans, époux de Anastasie Montigny (affiliée), domicilié rue Ste Anne, 14 à Verviers, V. (n° 69)

MICHEL Barbe : voir Jean Joseph Lempereur

MINEUR Jean-Pierre, tisserand, né à Dison, 44 ans, époux de Marie Linck, domicilié rue du Marteau, 40 à Verviers, V. (n° 121)

MONSEUR Jacques, tisserand, né à Herve, 45 ans, époux de Jeannette Mathonet, domicilié rue Fyon, 7 à Verviers (n° 112)

MONSEUR Jean Mathieu, fileur, né à Herve le 5 avril 1845, époux de Caroline Grivegnée (affiliée), domicilié rue de Rechain, maison Simon, à Dison (n° 352)

MONTIGNY Anastasie : voir Michel Mestré

MOUILLE Jacques Joseph, tisserand, né à Dison le 16 août 1834, époux de Marie Brouwers, deux enfants, domicilié rue de la Pisseroule, 12 à Dison, V. (n° 327)

MOUTON Antoine Léonard Joseph, tisserand, né à Battice le 9 octobre 1837, époux de Catherine Godard, domicilié au bois des haies, 2 à Dison (n° 286)

MOYS François Joseph, tisserand, né à Liège en 1818, époux de Marie Catherine Delfosse, domicilié rue Haute à Andrimont (n° 276)

MULLER Catherine : voir Lambert Toussaint Hennes

NEUPREZ Louis Henri, tisserand, né à Olne le 24 avril 1844, époux de Marie Jeanne André, domicilié rue de la Chapelle, 18 à Hodimont, V. (n° 157)

NIEZETTE Dieudonné, tisserand, né à Verviers en 1847, époux de Marie Anne Beaudon (affiliée), domicilié impasse Gouvy, 7 à Verviers, V. (n° 41)

NIEZETTE Gérard Joseph, tisserand, né à Hodimont le 1er mars 1836, époux de Jeanne Marie Clerdent, deux enfants, domicilié rue de Rechain, 89 à Dison (n° 303)

NIEZETTE Jean, tisserand, né à Verviers, 34 ans, célibataire, domicilié rue de Hodimont, 32 à Verviers (n° 63)

NIVOR Jean Louis Joseph, fileur, né à Baelen le 3 novembre 1838, époux de Anne Marie Lousberg, deux enfants, domicilié rue Neufmoulin, 11 à Dison (n° 343)

NOBLUEZ Denis, mécanicien, né à Thimister, 40 ans, époux de Marie Jeanne Pirenne (affiliée), domicilié rue Laplanche, 22 à Verviers, V. (n° 65)

NOBLUEZ Mathieu, mécanicien, né à Thimister, 27 ans, époux de Félicité Drossart (affiliée), domicilié rue de la Vesdre, 29 à Verviers, V. (n° 7)

NOCKIN Elisabeth : voir Jean Joseph Potier

NOKIN Cécile : voir Jean Joseph Piqueray

NOKIN Léonard Guillaume, tisserand, né à Ensival, 38 ans, époux de Marie Brixhe, domicilié à Ensival (n° 191)

NOLS Etienne Joseph, tisserand, né à Aubel, 44 ans, époux de Marie Thérèse Ernst, domicilié chaussée de Dison à Andrimont, V. (n° 221)

OLIVIER Marie : voir Henry Joseph Damoiseau

ORZECHOSCKI Guillaume Joseph, tondeur, né à Verviers de parents polonais en 1842, époux de Marie Hardez (affiliée), domicilié rue des Franchimontois à Andrimont, V. (n° 238)

PAGNOUL Antoinette : voir Servais Laoureux

PAGNOUL Jacques, tisserand, né à Verviers, 30 ans, époux de Elisabeth Demarteau, domicilié rue de Limbourg, 20 (n° 76)

PAIROUX Albert Joseph, ouvrier de fabrique, né à Ferrières (Liège) le 13 août 1859, célibataire, domicilié rue des Fabriques, 81 à Verviers, V. (n° 145)

PAIROUX Hubert (père du précédent), journalier, né à Ferrières en 1837, époux de Laurence Helvenne (affiliée), domicilié rue des Fabriques, 81 à Verviers puis passé à Hodimont, rue des Messieurs, 8, V. (n° 146)

PALM Marie-Elisabeth : voir Jean Sauvage

PETERS Lambert Joseph, tisserand, né à Andrimont le 5 juillet 1837, époux de Anne Elise Lonneux, domicilié rue de la Grappe, 3 à Hodimont (n° 156)

PICRAUX Charles Léopold, tisserand, né à Wegnez le 30 août 1834, époux de Amélie Adélaïde Joséphine Remacle, domicilié rue Crapaurue, 53 à Verviers, membre du Conseil fédéral, V. (n° 71)

PICRAUX Théodore, charpentier, né à Wegnez en 1821, époux de Zizanne Dennenne, domicilié à Renoupré à Andrimont, V. (n° 277)

PICRAY Théodore, tisserand, né à Pepinster, 40 ans, célibataire, domicilié rue de la Régence à Pepinster (n° 363)

PIEDFERME Victor, ouvrier de fabrique, né à Verviers, 26 ans, célibataire, domicilié rue des Gérardchamps, 54 à Verviers (n° 12)

PIETTE Emile, tisserand puis ourdisseur, né à Verviers, 26 ans, époux de Marie Thys, domicilié rue des Raines, 85 à Verviers, V. (n° 34 et 135)

PIETTE Nicolas Joseph, fileur, né à Verviers, 23 ans, époux de Marie Noquin, domicilié rue du Progrès, 35 à Verviers, actuellement au chemin de fer de Spa à Pepinster (n° 3)

PIQUERAY Jean Joseph, tisserand, né à Ensival, 34 ans, époux de Marie Cécile Nokin (affiliée), domicilié à Ensival, V. (n° 194)

PIRENNE Marie Jeanne : voir Denis Nobluez

PIRON Lambert, tisserand, né à Dalhem (Liège), 50 ans, époux de Elisabeth Dufour (affiliée), domicilié rue du Marteau, 12 à Verviers, V. (n° 118)

PIRON Léopold, cabaretier, né à Petit-Rechain, 36 ans, époux de Barbe Totelin (affiliée), domicilié rue Xhavée, 42 à Verviers (n° 59)

PIROTTE Walter, tisserand, né à Battice en 1837, époux de Marie Lejeune, domicilié rue des Franchimontois à Andrimont (n° 239)

PLUNUS Léonard, tisserand, né à Petit-Rechain le 9 juillet 1841, époux de Marie Marguerite Weckmans, un enfant, domicilié rue de Rechain, 80 à Dison

PONCE Marie : voir Pierre Joseph Darimont

PONCIN François, menuisier, né à Malmedy (Prusse) en 1839, époux de Marguerite Fransen (affiliée), domicilié rue Ligny, 12 à Verviers, V. (n° 143)

POTIER Jean Joseph, forgeron, né à Spa, 32 ans, époux de Elisabeth Nockin (affiliée), domicilié rue de la Vesdre, 17 à Verviers, V. (n° 6)

POUPLIER Léopold, mécanicien, né à Chênée en 1843, époux de Elisabeth Magnée, domicilié rue Clément XIV à Andrimont (n° 218)

POUSSART Constance : voir Jean Joseph Ketten

PRICK François, portefaix, né à Thimister en 1840, célibataire, domicilié rue Haute, 2 à Dison, condamné le 8 septembre 1862 par le tribunal correctionnel de Verviers à six mois de prison pour vol, V. (n° 287)

RADERMACKER Martin, fileur, né à Dolhain le 11 septembre 1828, époux de Catherine Jeanne Deway (affiliée), deux enfants, domicilié rue du Vivier à Dison, V. (n° 332)

RAHIER Guillaume, tisserand, né à Verviers, 32 ans, époux de Catherine Legrand (affiliée), domicilié impasse Gouvy, 7 à Verviers, condamné le 29 juillet 1870 par le conseil de guerre de Liège à trois ans de brouette pour avoir tiré son sabre contre un supérieur, V. (n° 15)

RAHIER Marie-Louise : voir François Joseph Laurency

REMACLE Jean-Louis, serrurier, né à Verviers, 25 ans, époux de Louise Brandt, domicilié quai des Récollets, 36 à Verviers (n° 110)

RENARD Louis, tisserand et cabaretier, né à Wegnez, 40 ans, marié (épouse affiliée), domicilié à Wegnez, V. (n° 375)

RENOUPREZ Marguerite : voir André Auguste Fluche

RENSONNET Jean Toussaint, tisserand, né à Lambermont le 18 janvier 1827, époux de Marie Catherine Lejeune, un enfant, domicilié rue de Rechain, 66 à Dison (n° 315)

ROGER Julien, tourneur en fer, né à Maubeuge (France), 33 ans, époux de Octavie Grad, née à Sar le Château, domicilié rue des Gérardchamps, 88 à Verviers (n° 95)

ROGISTER Mathieu, serrurier, né à Dison en 1836, époux de Marie Lieutenant, domicilié rue de la Montagne, 31 à Hodimont, T.V. (n° 161)

ROUFOSSE Mathieu, tisserand, 30 ans, marié et père de plusieurs enfants, domicilié à Petit-Rechain (n° 355)

ROUMAN Mathieu Jean Joseph, tisserand, né à Thimister le 31 août 1833, époux de Hubertine Keyeux, domicilié rue de Rechain, 119 à Dison (n° 329)

ROUSSEAU Dieudonné, tisserand, né à Verviers, 34 ans, époux de Pauline Bodson, domicilié rue Coronmeuse, 25 à Verviers (n° 13)

ROX Pierre Joseph, tisserand, né à Petit-Rechain en 1844, célibataire, domicilié rue de Rechain à Dison (n° 294)

RUWET Louis-Joseph, tisserand, né à Verviers, 21 ans, célibataire, domicilié rue des Raines, 8 à Verviers, V. (n° 90)

RUWETTE Jean Olivier, tisserand, né à Hodimont le 5 avril 1845, célibataire, domicilié à Hodimont, T.V. (n° 152)

SANTE Barthélémy, portefaix, né à Dison en 1849, célibataire, domicilié rue du Haut Vinâve à Dison, actuellement rue des Fabriques à Verviers, condamné par le tribunal correctionnel de Verviers 1° à 8 jours de prison le 24 juin 1865; 2° à 15 jours le 8 décembre 1865; 3° à 6 mois le 30 avril 1867; et depuis du chef de rébellion, T.V. (n° 289)

SANVENNE Catherine Thérèse : voir Thomas Joseph Firquet

SAUVAGE Jean, tisserand, né à Verviers en 1830, époux de Marie Elisabeth Palm (affiliée), domicilié rue des Franchimontois à Andrimont, V. (n° 271)

SAUVAGE Léonard, tisserand, né à Verviers en 1845, époux de Mariette (?) Cormeau, domicilié rue des Franchimontois à Andrimont, V. (n° 233)

SCHELLINGS Marie : voir François Thissen

SCHMUCK Marie : voir Jean Adam Ivens

SCHOMBLOND Jean Paschal, tisserand, né à Grand Rechain le 29 avril 1836, époux de Marie Anne Minor, domicilié rue de Rechain, 80 à Dison (n° 314)

SCRIMACKER Marie : voir Pierre Joseph Hansenne

SCRUVE Bartholomé, tisserand, né à Pepinster, marié, domicilié chaussée de Wegnez à Pepinster chez Gérard Serpentier (n° 365)

SERPENTIER Adam, tisserand, né à Cornesse, marié, domicilié à Cornesse au local des séances (n° 382)

SERVAIS Dieudonné, magasinier, né à Verviers, 30 ans, célibataire, domicilié rue des Raines, 30 à Verviers, V. (n° 131)

SERVAIS Simon Walter, tisserand, né à Verviers, 27 ans, époux de Barbe Kever (affiliée), domicilié rue de Hodimont, 30 à Verviers, V. (n° 100)

SOGLET Mathieu Joseph, tisserand, né à Petit-Rechain le 18 janvier 1835, époux de Marie Catherine Brixhe, domicilié rue Ligny, 41 à Verviers, mauvais, a quitté sa femme en 1872 puis est rentré, T.V. (n° 94)

SOLARD Henri Victor François, chauffeur, né à Thionville, 27 ans, époux de Anne Catherine Grune (affiliée), domicilié rue Raymond, 63 à Verviers, T.V. (n° 52)

SIMON Catherine : voir Nicolas Lelarge

SIRONVAL Frédéric, tisserand, né à Xhendelesse, 67 ans, époux de Elisabeth Colard (affiliée), domicilié à Ensival, V. (n° 205)

SIRONVAL Marie-Jeanne : voir Michel Joseph Donay

SIRONVAL Paul Joseph, tisserand, né à Ensival, 43 ans, célibataire, domicilié à Ensival, V. (n° 207)

SIRONVAL Simon Joseph, tisserand, né à Ensival, 38 ans, célibataire, domicilié à Ensival (n° 206)

SNAECKERS Marie-Agnès : voir Pierre Joseph Nicolas Hansenne

SPIRON Walter, tisserand, né à Dison, 32 ans, célibataire, domicilié rue de Hodimont, 32 à Verviers, membre du Conseil fédéral, V. (n° 62)

STEMBERT Mathieu, tisserand, né à Verviers, 46 ans, célibataire, domicilié rue des Raines, 19 à Verviers (n° 89)

STEMBERT Toussaint, tisserand, né à Verviers, 37 ans, veuf avec trois enfants, domicilié place du Marché, 11 à Verviers, V. (n° 360)

STIEGE Auguste, chauffeur, né à Trèves (Prusse), 35 ans, époux de Catherine Braham (affiliée), domicilié rue des Gérardchamps, 126 à Verviers, V. (n° 9)

SUTOR Jules Prosper, tisserand, né à Aubel en 1829, célibataire, domicilié rue des Fonds-de-Loup à Andrimont (n° 247)

TESTU Jules, sans profession, né à Verviers en 1813, époux de Marie Charrette, domicilié rue des Franchimontois à Andrimont (n° 266)

THIRY Frédéric, tisserand, né à Dison, 30 ans, époux de Pétronille Winans, domicilié rue des Fabriques, 120 à Verviers (n° 122)

THISSEN François, tisserand, né à Eupen (Prusse) en 1840, époux de Marie Schellings (affiliée), domicilié rue des Franchimontois à Andrimont (n° 235)

THURION Barthélémy, menuisier, né à Andrimont en 1826, époux de Marie Agnès Michaux, domicilié sur les Heids à Andrimont (n° 272)

THYS Jean Joseph, tisserand, né à Verviers, 42 ans, époux de Marie Barbe Huberty, 44 ans, domicilié rue de Mangombroux, 98 à Verviers (n° 359)

TISSEN Franz, tisserand, né à Eupen (Prusse) en 1844, célibataire, domicilié chaussée de Dison à Andrimont, V. (n° 219)

TOTELIN Barbe : voir Léopold Piron

TOTIN Camille, journalier, né à Dinant en 1843, époux de Marie Jeanne Catherine Brouwers (affiliée), domicilié Pont d'Andrimont, 5 à Verviers, T.V. (n° 133)

VAHLOO Marie-Anne : voir Henri-Joseph Arents

VANDERZENDEN Pierre André, tisserand, né à Baelen en 1835, époux de Marie Elisabeth Vercken, domicilié à Neuville à Andrimont (n° 273)

VALENCON Noël, forgeron, né à Jalhay, 39 ans, époux de Anne Joséphine Heulich (affiliée), domicilié rue du Viaduc, 9 à Verviers (n° 93)

VIEILLEVOYE François Joseph, tisserand, né à Clermont en 1823, époux de Marie Catherine Clinet, quatre enfants, domicilié rue de Rechain, 91 à Dison, V. (n° 354)

VIEILLEVOYE Mathieu Dieudonné, ourdisseur, né à Liège, 26 ans, époux de Elisabeth Nokin, domicilié à Ensival (n° 209)

VRITHOFFE Auguste, tisserand, né à Verviers, 28 ans, célibataire, domicilié rue de la Paroisse, 48 à Verviers, condamné le 7 octobre 1872 à 40 francs d'amende pour coups (n° 132)

WARNOTTE Edmond, tisserand, né à Hodimont en 1847, célibataire, demeurant actuellement à Couillet, fils de Marie Jeanne Fouarge née à Ste Walburge (Liège) en 1820, veuve Warnotte, quatre enfants (n° 361)

WARNOTTE Victor, frère d'Edmond, tisserand, né à Hodimont en 1849, célibataire, domicilié rue de la Vesdre, 36 à Verviers, T.V. (n° 362)

WAUTHELET Jean Remacle Nicolas, laineur, né à Hodimont en 1833, veuf de Catherine Lèbe, domicilié rue des Foxhalles, 26 à Hodimont, T.V. (n° 160)

WECKMANS Guillaume, tisserand, né à Aubel le 13 mars 1840, époux de Barbe Longtoul, domicilié rue de Rechain, 80 à Dison, V. (n° 313)

WECKMANS Henri Joseph, tisserand, né à Dison en 1846, célibataire, domicilié rue Pierreuse, 14 à Dison (n° 348)

WERIS Jean, fileur, né à Ensival, 30 ans, célibataire, domicilié rue du Viaduc, 83 à Verviers, V. (n° 92)

WERTZ Jean, tisserand, né à Grand-Rechain, 27 ans, célibataire, domicilié rue du Marteau, 87 à Verviers, V. (n° 117)

WERTZ Pierre Joseph, fileur et cabaretier, né à Hodimont en 1844, époux de Anne Marie Wilkin (affiliée), domicilié rue des Fabriques, 45 à Verviers (n° 57)

WERY Jean, fils de Jean-Hubert, cocher, né à Pepinster, 27 ans, domicilié rue des Franchimontois à Verviers (n° 371)

WERY Jean Hubert, père de Jean et Nicolas, cabaretier, né à Pepinster, 60 ans, marié, domicilié à Pepinster (n° 373)

WERY Nicolas, fils de Jean-Hubert, tisserand, né à Pepinster, 34 ans, célibataire, domicilié à Pepinster (n° 372)

WILIQUET Simon Thomas, fileur, né à Ensival, 19 ans, célibataire, domicilié à Ensival (n° 204)

WILKIN Anne Marie : voir Pierre Joseph Wertz

WILKIN Jean Hubert, tisserand, né à Wegnez le 27 août 1845, époux de Marie Gertrude Delhasse (affiliée), domicilié au bois des haies à Dison, secrétaire de la section de Petit-Rechain, V. (n° 282)

WILLEMS Nicolas Joseph, tisserand, né à Charneux le 30 décembre 1822, époux de Marie Elisabeth Decour, sept enfants, domicilié au Bois des haies à Dison (n° 300)

WILMES Jules, chauffeur, né à Muno (Luxembourg), 26 ans, époux de Jeannette Melin, domicilié rue des Franchimontois à Verviers, membre du Conseil fédéral (n° 31)

WILMET Dieudonné, serrurier, né à Verviers, 32 ans, veuf, domicilié rue Spintay, 30 à Verviers, V. (n° 104)

ZIANE Marie : voir Henri Victor Meunier

ZYBEN Henri Joseph, tisserand, né à Thimister en 1846, époux de Marie Elisabeth Zyben, domicilié en Wesny à Andrimont (n° 265)

ANNEXE 4

NOTES BIOGRAPHIQUES

Dans le souci du confort de lecture de chacun, quel que soit son degré de connaissance de l'histoire du XIXème siècle en général, de l'histoire sociale en particulier ou encore de l'histoire verviétoise, il a paru utile de rédiger chaque fois que possible (sur base des sources détaillées plus haut, notamment pages 260-261) une brève note biographique sur quasiment tous les personnages cités dans le texte, soit près de 350 hommes et femmes.

Nous avons signalé par un • en marge les notices consacrées aux militants ouvriers verviétois de toutes tendances, en ajoutant d'ailleurs l'un ou l'autre personnage non évoqué dans le travail mais sur lequel nous possédions quelques données. Ainsi, les 180 notices marquées • constituent un dictionnaire biographique assez complet du mouvement ouvrier verviétois de 1848 à 1914, dont les éléments pourront, je l'espère, être insérés progressivement dans le *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier belge* en cours de parution sous la direction de Jean Neuville et Jean Puissant avec lesquels j'ai eu le plaisir de collaborer jadis.

*

* *

• ADAM, Martin, Joseph
Martin Adam naît à Verviers le 19 mars 1858. Ourdisseur, époux de Eugénie Sibiet, sans enfant, il est élu conseiller communal socialiste à Hodimont en 1895. Il y devient échevin de l'Instruction publique en janvier 1908, année où il est aussi réélu au poste de conseiller provincial qu'il occupe depuis 1900. Il exerce de fait les fonctions de bourgmestre de Hodimont à partir de mai 1918 et sera nommé à ce poste (en remplacement de A. Dresse, décédé) le 10 novembre 1919. Le premier bourgmestre socialiste de Hodimont meurt un mois plus tard, le 16 décembre 1919.

• ALBERT, Guillaume
Né en 1862, Guillaume Albert est rattacheur dans une usine textile dès l'âge de 8 ans. Ignare et ivrogne jusqu'à 25 ans, il cesse de boire, apprend à lire et s'affilie au POB en 1887. Syndiqué et coopérateur, il collabore à la victoire électorale aux législatives de 1894 puis devient président de la Fédération verviétoise des syndicats du cardé. Il le reste quatre ans, pendant lesquels il est privé de travail durant douze mois au total. Il est cofondateur de l'Harmonie populaire de Dison en 1896, créée par les quatre mutualités disonaises qui fusionnèrent pour l'occasion. Il continue de militer dans les rangs socialistes, au moins jusqu'en 1936.

• ANDRIEN, Nicolas
Tisserand né à Verviers en 1844, Andrien est membre du premier comité des Francs Ouvriers de Verviers en 1868 et à cette époque secrétaire de rédaction de leur journal *Le Mirabeau*; il est aussi un des orateurs habituels des premiers meetings de l'Internationale tant à Liège qu'à Verviers. Il est un des fondateurs du premier syndicat ("caisse de résistance") des tisserands verviétois et le rédacteur du règlement de celui-ci. Il représente les tisserands en 1870-1871 aux "Réunions des Sociétés ouvrières de Verviers et environs" auxquelles les ouvriers convient le patronat local pour discuter de questions sociales. Andrien semble moins actif après 1872, il n'est pas cité dans la "Liste des meneurs" de 1873. Mais on le retrouve en 1881 membre actif du cercle socialiste En Avant que fonde alors Fluche, et collaborateur de son journal *La Sentinelle* (1882-1885). Il n'apparaît plus ensuite à l'avant-plan du combat et meurt à Hodimont le 17 février 1918.

• ANGENOT, Henri
Né à Verviers le 24 mars 1861 et décédé à Heusy (près de Verviers) le 6 avril 1943. D'abord ouvrier textile, après avoir vécu quelques années en Argentine (à Buenos-Aires et à Rosario), Angenot ouvre une librairie à Verviers. Il anime durant plusieurs mois un cercle d'enseignement mutuel et milite dans les rangs du POB à partir de 1886 au moins : avec Fluche et Gierkens, il représente les travailleurs au bureau lors des dépositions devant la Commission d'enquête en septembre 1886 et il prend aussi la parole dans de nombreux meetings dès cette époque. Elu conseiller communal de Verviers en novembre 1895, il représente au Conseil la fraction du POB verviétois hostile à Fluche (voir Joseph Demoulin dit Desauris). De vifs incidents l'opposent à ce dernier à l'occasion de la grève des métallurgistes de l'usine Houget en 1898. Ces incidents se répercutent jusque dans la presse socialiste locale dont Angenot est alors un des principaux animateurs : il est successivement rédacteur en chef du *Devoir* (d'octobre 1896 à

août 1898), collaborateur d'*En Avant* (août 1898 à mai 1899) puis de *La Voix du Peuple* (été 1899). Il démissionne du Conseil communal où il faisait fonction de chef de groupe socialiste en juin 1899 mais est réélu en octobre suivant ou en 1903. Angenot reste membre du Conseil communal jusqu'au 22 janvier 1904, date à laquelle il est nommé bibliothécaire de la ville, poste qu'il convoitait depuis cinq ans environ. En 1909, il est le seul socialiste cité par la presse catholique parmi les membres de la Loge maçonnique "Le Travail" dominée par les libéraux progressistes. Henri Angenot prendra sa retraite en 1925; tant après qu'avant celle-ci, il donnera de nombreux articles apolitiques aux quotidiens locaux et à divers périodiques littéraires.

ANSEELE, Edouard
Né à Gand en 1856 et y décédé en 1938, il entre dans la section gantoise de l'Internationale en 1875 et en devient le secrétaire. Avec Bertrand à Bruxelles, il s'affirme comme un des leaders de la tendance social-démocrate et prend une part active à la fondation du POB en 1885. Fondateur et administrateur de la boulangerie coopérative "Vooruit" en 1881, il lui donne une expansion formidable. Député (de Liège) à partir de 1894, échevin de Gand à la même époque, il sera Ministre en 1918 et de 1925 à 1927. Son fils Edouard Anseele (1902 - 1981) fut plusieurs fois Ministre de 1954 à 1972.

- ARNOTTE, A.
Responsable de la Société de libre-pensée "Les Affranchis", de Cornesse, en 1874. Un typographe du nom d'Arnotte est aussi délégué de l'Association typographique verviétoise au Congrès typographique international de Bruxelles en juillet 1880.

- AULIER, C.
Ouvrier métallurgiste, membre de la Caisse de résistance des ouvriers mécaniciens de Verviers et environs, Aulier est au début de 1872 un des trois membres du comité de la société d'assurance mutuelle "Les Mécaniciens philantropes", créée au sein du syndicat.

BAKOUNINE, Michaël
Né à Prémoukhino le 18 mai 1814 et mort à Berne le 1er juillet 1876. Ce révolutionnaire russe fait la connaissance de Marx mais surtout de Proudhon (son principal inspirateur) à Paris entre 1844 et 1848. Il participe alors à la révolution en France puis en Allemagne, est arrêté et déporté en Sibérie, dont il s'évade en 1861. Il reprend son agitation révolutionnaire en Pologne (1863), en Italie (1864) puis en Suisse dans le cadre de l'Internationale. Il tente en vain de créer une Commune révolutionnaire à Lyon en septembre 1870. Théoricien du so-

cialisme antiautoritaire, il se pose en adversaire de Marx et inspire le mouvement anarchiste.

• BALTUS, Gilles
Tisserand né à Verviers en 1843, marié, Gilles Baltus préside la quatrième "Réunion des Sociétés ouvrières de Verviers" en octobre 1870. Il est un des vérificateurs au Congrès trimestriel de la Fédération verviétoise de l'AIT en novembre suivant. Il est désigné en mai 1871 parmi les organisateurs d'un congrès organisé par la caisse de résistance des tisserands sur le thème de la consommation. Gilles Baltus est cité parmi les "meneurs" de l'Internationale en 1873.

• BALTUS, Jacques Joseph
Tisserand né à Cornesse en 1844, célibataire et domicilié à Ensival, il est le délégué de cette localité au Congrès belge de l'AIT du 30 octobre 1871. Son frère Mathieu Remy, sa sœur Marie et son beau-frère Georges Charpentier sont cités comme lui parmi les "meneurs" de l'Internationale en 1873.

• BALTUS, Jean
Décédé en mai 1895, Jean Baltus, militant socialiste ensivalois, était membre du comité du Cercle populaire, des Solidaires (libre-penseurs), de la mutualité, du syndicat des tisserands et de l'Echo populaire à Ensival.

BARA, Jules
Né à Tournai en 1835 et mort en 1900, député libéral de Tournai à partir de 1862, Ministre de la Justice de 1864 à 1870 et de 1878 à 1884.

• BARES
Originaire de Sprimont, remplace Léonard Ohn comme gérant de la Maison du Peuple de Verviers en octobre 1902.

• BARUH, Albert
Ouvrier verviétois devenu plus tard libraire, Baruh est membre des cercles d'éducation mutuelle d'inspiration libérale "Le Progrès" et "L'Etude" qui donneront naissance en 1866 aux "Soirées populaires". Mais surtout il est au début de 1866 le secrétaire de la Fédération ouvrière verviétoise, société d'assurance mutuelle contre les accidents de travail : ce sont plusieurs membres de cette organisation (créée en 1864) qui forment en février 1866 le cercle "La Réforme par l'action", dont Baruh est un des chefs de file avec Corneil Gomzé et Joseph Jamar. Ce cercle organise les premiers meetings ouvriers à Verviers en février, avril et mai 1866. Baruh, qui y intervient chaque fois, est également orateur à un meeting national à Bruxelles début avril et

à un meeting liégeois à la mi-mai. Proche du journal populaire d'inspiration libérale *L'Ami du Foyer*, Baruh participe sans doute en 1868 aux débuts de l'Internationale à Verviers mais, à la suite de Thiry, il rompt assez vite avec les Francs Ouvriers et collabore alors au *Martinet* que publie Thiry d'avril à septembre 1869 pour critiquer les autres leaders verviétois et exposer ses vues sur les problèmes de fond qui les divisent. Après la mort de ce journal satirique et le départ de son principal animateur en Amérique, Baruh disparaît de la scène militante.

BASTELICA, André
Né à Bastia en 1845 et mort à Marseille en 1884. Dirigeant de la section marseillaise de l'Internationale à partir de 1868, il participe à l'insurrection lyonnaise de septembre 1870 aux côtés de Bakounine puis à la Commune de Paris. Réfugié ensuite à Londres puis en Suisse, il s'éloigne de l'Internationale après 1873 environ.

- BASTIN, Hubert
Tisserand à Nessonvaux, Hubert Bastin joue un rôle de premier plan dans la Fédération verviétoise de l'Internationale de 1869 à 1871. Il est un des orateurs d'un meeting de l'AIT à Pepinster, le 25 avril 1869, époque probable de la constitution de la section "L'Union" à Nessonvaux. Membre du Conseil fédéral de la Vallée de la Vesdre (formé en juillet 1869), il fait partie - avec César de Pæpe, Désiré Brismée, Eugène Hins et Paul Robin - de la délégation belge au IVème Congrès international de l'AIT, à Bâle du 6 au 11 septembre 1869; il y est mandaté par la Fédération verviétoise et par la section allemande de Verviers. De septembre 1869 à juin 1870, Bastin est mentionné comme éditeur du *Mirabeau*. Il sera remplacé à la rédaction du journal (et au Conseil fédéral) en novembre 1870 - peu après avoir encore représenté Verviers au Congrès belge extraordinaire du 30 octobre à Bruxelles. Bastin est encore à l'origine, et le principal animateur, des "Réunions des Sociétés ouvrières de Verviers et des environs" qui ont lieu hebdomadairement à partir d'octobre 1870. Il y représente la section de Nessonvaux, est nommé trésorier des "Réunions" en décembre 1870, et en assure le secrétariat plusieurs fois jusqu'à leur première interruption en avril 1871. L'interruption de cette tentative de dialogue avec le patronat semble coïncider avec le retrait d'Hubert Bastin de la scène militante. On le retrouve en 1882 contremaître chez Bettonville à Verviers : à l'époque, l'organe socialiste *La Sentinelle* l'accuse à plusieurs reprises de rogner le salaire des ouvriers, accusation à laquelle il ne riposte guère.

- BASTIN, Pierre
Né à La Reid, le 6 mai 1847, époux de Florence Jœur (affiliée elle

aussi à l'AIT), ce tisserand domicilié en 1873 rue des Franchimontois à Verviers est un des chefs de file de la tendance la plus radicale au sein des Internationalistes verviétois, avec Emile Piette et Gérard Gérombou. Au contraire de son homonyme Hubert Bastin (délégué à Bâle en 1869), il ne joue pas de rôle important avant 1873. Membre du Conseil fédéral verviétois de l'AIT dès février 1873 au moins (et à ce titre rédacteur du *Mirabeau*), il représente la Fédération au Congrès belge d'Anvers des 15 et 16 août 1873. Il prône la révolution au Congrès belge d'avril 1874 à Baume (Centre). Bastin est alors membre du Conseil fédéral belge, installé à Verviers de janvier 1874 à fin 1875; en tant que tel, il sera correspondant pour Liège puis (en 1875) pour le Borinage, ainsi que secrétaire pour l'étranger d'avril à juillet 1874. Il participe très activement au Congrès international tenu à Bruxelles du 7 au 13 septembre 1874. Le transfert du Conseil belge à Anvers en janvier 1876 traduit la remontée du courant modéré dans l'AIT. A l'automne, Bastin, Piette et Gérombou finissent par se retirer de l'Internationale et fondent le 1er novembre 1876 le cercle anarchiste L'Etincelle. Soutenus par leurs amis de la Fédération jurassienne (Suisse), ils parviennent à reconquérir leur ancienne influence dans *Le Mirabeau* dans le courant de 1877. Mais au début de 1878, le Conseil belge de l'AIT est transféré à Bruxelles, l'endroit le moins favorable aux thèses anarchistes. Bastin rompt peu après avec *Le Mirabeau* et, toujours avec Piette et Gérombou, il publie à partir de juillet 1878 *Le Cri du Peuple*, qui paraîtra un an; également œuvre de L'Etincelle, *La Persévérance* lui succède en août 1880 mais disparaît dans le courant de l'année suivante. Piette et Gérombou s'expatrient peu après 1881, et on n'entend plus parler ensuite de Pierre Bastin.

• BAUDON, E.
Délégué des tisserands verviétois au 11ème Congrès de la Fédération nationale textile à Bruxelles en 1908, est élu Conseiller communal socialiste à Verviers en octobre 1911. Milite encore dans le syndicat textile à la fin des années '20.

• BAYENS
Dissident des "Francs Ouvriers", ce militant de Pepinster collabore de mai à septembre 1869 à la rédaction du journal ouvrier satirique *Le Martinet*, avec F.J. Thiry, Roch Germay et Albert Baruh.

BAZAINE, Achille
Né en 1811 et mort en 1888, Général pendant les guerres françaises en Crimée (1855) et en Italie (1859), Maréchal de France, il se laisse bloquer dans Metz avec son armée lors de l'invasion allemande de 1870 et capitule.

BAZIN, Gustave Pierre
Ouvrier bijoutier français, né en 1842, réfugié à Genève après la Commune puis à Bruxelles à partir d'octobre 1873, où il se lie avec de Pæpe (dont il épouse la sœur en 1878) et Bertrand avec qui il fonde la Chambre du Travail en 1875. Craignant d'être expulsé, il gagne Londres en janvier 1877. Rentré à Paris en 1879, il milite encore dans les rangs du Parti Ouvrier Français dans les années 1890.

BEDE, Emile
Ingénieur né à Stavelot le 9 mai 1828 (fils de Philippe Bède) et mort à Bruxelles en mars 1914. Auteur de nombreux ouvrages. Directeur des établissements Houget dans les années 1870.

BEDE, Philippe
Né à Stavelot le 1er octobre 1803 et mort à Bruxelles le 18 février 1866, professeur puis directeur du Collège communal de Verviers (alors appelé Ecole industrielle et littéraire), rédacteur en chef du quotidien doctrinaire *L'Union libérale* de 1852 à 1863.

• BELVAUX, Hubert
Tisserand né à Ensival en 1846, habitant rue Tranchée à Verviers (aujourd'hui rue Peltzer de Clermont), Belvaux est un des animateurs de la caisse de résistance des tisserands et des Réunions ouvrières en 1871. En 1873, il est le trésorier d'un groupe de tisserands du quartier de la rue de Dison.

• BENOIT, Antoine
Mécanicien-ajusteur, né à Verviers en 1830, membre de la Caisse de résistance des Ouvriers mécaniciens de Verviers et environs et seul délégué de la métallurgie au Conseil de la Fédération verviétoise de l'AIT, où il siège de 1869 à 1871. Il est encore cité parmi les "meneurs" de l'Internationale en 1873 et, trente ans plus tard, par Fluche parmi ses amis intimes.

BERTRAND, Louis
Né à Bruxelles en 1856 et y décédé en 1934, ouvrier marbrier, fondateur de la "Chambre du Travail" en 1875 et promoteur des diverses étapes aboutissant à la création du Parti Ouvrier Belge en 1885. Député de Soignies de 1894 à 1900 puis de Bruxelles jusqu'en 1926, nommé Ministre d'Etat en 1918, il dirigea le journal *Le Peuple* de 1900 à 1907.

• BETSCH, François
Ouvrier mécanicien verviétois, Betsch devient en 1907 le premier secrétaire permanent de l'Association des Métallurgistes de Verviers, alors le plus important syndicat régional de métallurgistes. Après

avoir affronté un lock-out général du secteur en septembre 1907, il lance en février 1908 le *Bulletin mensuel* de la Fédération verviétoise des Métallurgistes, qu'il anime durant trois ans environ. Il quitte son poste au début de 1911 - et son organisation n'est pas alors en mesure de le remplacer. Betsch est toujours militant dix ans plus tard : en 1921, il s'oppose en vain dans les assemblées syndicales à la fusion des trois syndicats verviétois de la métallurgie.

BETTONVILLE, Lambert
Cet industriel hodimontois racheta en 1855 l'ancienne usine Dethier, rue de la Chapelle à Hodimont; l'usine textile Bettonville resta en activités jusqu'en 1970 et, aujourd'hui restaurée, elle devrait abriter prochainement le Musée et Centre touristique de la laine.

BIOLLEY
Avec les Simonis auxquels ils sont étroitement apparentés par de nombreux mariages, les Biolley sont la principale famille catholique d'industriels verviétois et ils constituent une véritable dynastie politique de Jean Biolley (échevin de Verviers en 1745) à Raymond de Biolley (député de 1902 à 1904). On épinglera ici Edouard Biolley (1799 - 1851), qui fut bourgmestre de Verviers de 1844 à 1846 après la démission du bourgmestre Warnotte suite à l'affaire des jésuites; son frère Raymond (1789 - 1846), fait vicomte en 1843, sénateur de 1831 à 1846; l'épouse de ce dernier, Marie-Isabelle née Simonis (1799 - 1865); leur fils Iwan Biolley (1818 - 1854), candidat non élu à la Chambre en 1843; son frère Emmanuel (1829 - 1892), sénateur de 1884 à sa mort.

• BISSOT, Henri
Dirigeant du syndicat des ouvriers fondeurs de Verviers en 1906, il soutient durant quatre mois un conflit à la fonderie Laoureux à Ensival.

BLANQUI, Louis Auguste
Né à Puget dans les Alpes-Maritimes le 1er février 1805 et mort à Paris le 1er janvier 1881. Révolutionnaire, particulièrement actif en 1848 et en 1870, exilé en Belgique de 1865 à 1870, il passa 36 années de sa vie en prison.

BLANVALET, Théophile
Né à Fléron le 13 avril 1855 et mort à Liège le 10 mars 1894, cet instituteur, fondateur du journal socialiste *L'Avenir*, quitte l'enseignement en 1878 et crée le quotidien *Le Perron liégeois*. Il adhère au POB dès 1885 et devient le principal dirigeant du socialisme liégeois, avec Célestin Demblon.

• BOLAND, Henri
Né à Heusy le 12 novembre 1859, époux de Joséphine Grüneschild, Henri Boland est avec son confrère avocat Henri Maquinay, le chef de file de la démocratie chrétienne verviétoise à ses débuts. Il est vice-président de l'Union démocratique chrétienne de l'arrondissement de Verviers créée le 27 novembre 1892, alors qu'il est déjà Conseiller communal, élu en 1890 sur la liste de l'Association catholique. Il est aussi un des fondateurs et des principaux rédacteurs du journal de l'UDC verviétoise, *Le Démocrate*. Il se présente aux élections communales de novembre 1895 mais n'est pas élu. En 1898, les catholiques le récusent comme candidat démocrate chrétien sur la liste catholique unique, imposant à sa place Jean Delhez (qui sera élu). Boland se présente enfin aux législatives à la tête d'une liste démocrate chrétienne en 1900, mais il échoue à nouveau. Il meurt d'une pneumonie le 24 mars 1902, abandonné par les catholiques conservateurs tout comme par les déçus de la démocratie chrétienne tels Maquinay qui a rejoint les rangs socialistes.

• BOLSIUS, A.
Ouvrier mécanicien de Verviers, il représente le syndicat des mécaniciens, la coopérative "La ruche verviétoise" et l'harmonie "L'Echo des Travailleurs" au congrès national du POB de 1895. En 1896 et 1897, il est délégué de la Maison du Peuple aux mêmes congrès. En 1898, il est candidat socialiste (non élu) sur la liste du POB pour les élections communales.

BOMERSON, Ferdinand
Né à Verviers en 1828 et y décédé le 1er juillet 1905, conseiller communal catholique.

• BONG, Edouard Joseph dit BAUCHE
Né à Verviers en juin 1843, ouvrier chauffeur, Bong représente à la fois les mécaniciens et la section allemande de Verviers au Congrès belge de l'AIT à la Noël 1871. Ayant quitté Andrimont pour Verviers, il est encore cité en 1873 comme "très violent" parmi les meneurs de l'Internationale.

• BOSSON, Jean
Ensivalois, cet anarchiste anime avec Hubert Sevrin le journal *Le Plébéien* en 1894-1895, puis *La Débâcle sociale* en 1896. Après l'emprisonnement de Sevrin et la disparition de ce second titre, Bosson tente de faire paraître *La Vérité* à partir de décembre 1896 mais il doit cesser la publication après quelques semaines. En avril 1895, Bosson avait pris la parole avant Fluche dans un meeting en "front commun" pour soutenir les fileurs lock-outés.

BOST, Théophile Emmanuel
Né à Genève le 16 novembre 1828, mort à St Gilles le 9 juillet 1910. Pasteur protestant à Verviers, auteur de nombreux ouvrages, collabora au *Bulletin des Soirées populaires* et surtout au journal progressiste *L'Ami du Foyer.*

BOUILLENNE, Victor
Né à Polleur le 16 juin 1836 et décédé le 5 novembre 1911, conseiller communal libéral à Verviers à partir de 1878 et échevin des Finances de 1891 à février 1896.

• BRANDENBERG, Pierre
Tisserand né à Verviers en 1827, époux de Marie Fassin, domicilié à Andrimont, il est élu membre du Comité de la Fédération verviétoise de l'AIT en août 1870 et sera quelque temps l'éditeur du *Mirabeau.* Toujours cité parmi les meneurs de l'Internationale en 1873, il préside encore à Andrimont le 22 mars 1886 un meeting à la Chambre syndicale lainière de Verviers.

• BRIAN, Pierre
Militant de La Reid, il est un des six élus du POB du canton de Verviers aux élections provinciales de 1896, et sera député permanent de 1905 à 1919.

BRISMEE, Jean-François Désiré
Né en 1822 et mort en 1888, cet imprimeur bruxellois est à la pointe du mouvement démocratique et socialiste belge pendant toutes ses phases à partir de 1848. On le trouve notamment dans les clubs républicains de cette époque, puis dans les milieux libre-penseurs qui seront en 1865 à la base de la section belge de l'Internationale, ensuite dans la direction de celle-ci et en 1887 encore dans l'exécutif du Parti Ouvrier Belge. Deux de ses filles épousèrent respectivement César de Pæpe et Eugène Hins.

BROUSSE, Paul
Né en 1844 et mort en 1912. Médecin français, partisan de Bakounine, membre de l'Internationale puis de la Commune de Paris. Socialiste réformiste ensuite, il crée un parti "possibiliste". Il devient député de Paris en 1906.

• CADIAT, Denis
Né à Dison en 1821, époux de Marie Deveux, un enfant, maître tondeur de drap habitant à Verviers, Cadiat est condamné à un mois de prison pour rébellion lors des émeutes du 20 juin 1870. Il est toujours cité par les meneurs de l'Internationale en 1873 et il préside encore un meeting de tisserands le 17 février 1889 à Dison.

CARDINA(E)L, Henri
Ouvrier ébéniste né à Hasselt en 1858, militant anarchiste d'abord à Liège dans les années 1880 puis à Bruxelles.

CARNOT, Sadi (1837-1894)
Président de la République française de 1887 à son assassinat à Lyon par l'anarchiste Casério le 24 juin 1894.

CASERIO, Santo Hieronimus
Né à Motta-Visconti en Lonbardie le 8 novembre 1873 et guillotiné le 6 août 1894. Anarchiste italien, il assassina le président français Sadi Carnot à Lyon, le 24 juin 1894.

CENTNER, Robert
Né à Merseburg en Saxe le 23 avril 1833, immigré à Verviers en 1843 et y décédé le 12 juin 1911. Apprenti puis magasinier aux usines Lieutenant et Peltzer, il fonde sa propre entreprise textile en 1853. Industriel d'avant-garde, il installe le premier une usine de délainage de la peau de mouton sur le modèle de celles existant à Mazamet en France. Libéral progressiste, il créa de nombreuses œuvres d'instruction notamment.

- CHANDELLE, Jean-Baptiste
Tisserand né en 1846 à Ensival, époux de Lambertine Henrotay, Chandelle est un des participants assidus aux "Réunions ouvrières" organisées en 1870-1871. Il est toujours cité parmi les meneurs de l'Internationale en 1873.

CHAPUIS, Grégoire-Joseph
Né à Verviers, le 12 avril 1761, ce chirurgien participe activement à la Révolution liégeoise; officier municipal, il célèbre le premier mariage civil en 1793. Pendant les quelques mois du retour du Prince-Evêque au pouvoir grâce aux armées autrichiennes qui chassent provisoirement les Français, Chapuis est emprisonné, condamné à mort et décapité sur la place des Récollets, le 2 janvier 1794.

- CHARES
Un des six premiers élus directs du POB au Conseil communal de Verviers en novembre 1895 sur la liste de la Concentration démocratique conduite par Fluche.

- CHARPENTIER, Jules
Tisserand verviétois habitant rue de Hodimont, militant anarchiste, il est en 1887 le bibliothécaire du groupe "La Jeunesse libertaire" et participe à ce titre à un meeting contradictoire avec le socialiste Joseph Maigray le 27 novembre 1887 aux "Mille colonnes" à Verviers. Il est

encore cité en 1892 parmi la quinzaine de militants anarchistes verviétois.

CHAUVIERE, Emmanuel
Né à Gand en avril ou en août 1850 de parents français, vivant à Paris dès son enfance et y décédé le 2 juin 1910. Habitant dans le 3ème arrondissement, rue de Turbigo, il prit part à sa première manifestation socialiste à dix-huit ans, en mars 1868. Mais selon les biographes de Fluche, celui-ci eut l'occasion de faire déjà la connaissance de Chauvière lors de son séjour à Paris en 1863-1864, à la fin de son tour de France, alors que le futur député socialiste parisien avait donc 13 ou 14 ans seulement. Après la Commune de Paris, Chauvière vécut en Belgique jusqu'en 1882. Il fonda notamment les "Cercles réunis", regroupement de plusieurs groupes de militants socialistes révolutionnaires dans la région bruxelloise. Mais il collabora aussi, en 1881, avec Fluche et Charles Delfosse, autre socialiste révolutionnaire, à la rédaction de *La Sentinelle* lors des débuts de ce journal. Rentré en France, il fut élu conseiller municipal à Paris dès 1888 et député à partir de 1893, sans jamais abandonner la mouvance socialiste révolutionnaire.

CHAZAL, Pierre
Né en 1808 et mort en 1892, Lieutenant-général belge d'origine française, Ministre de la Guerre de 1847 à 1850 et de 1859 à 1866, plusieurs fois Gouverneur de la résidence royale, commandant de l'armée en 1870.

• CLOOT, Nicolas
Tisserand né à Eupen en 1839, installé à Verviers en 1864, marié, travaillant chez Biolley, Cloot est en 1871 avec Peter Schlebach un des organisateurs et orateurs de la section allemande de l'Internationale et à ce titre, il publie des articles en allemand dans *Le Mirabeau*. Il n'est plus cité parmi les meneurs de l'Internationale en 1873.

CLOSSET, Dieudonné-Joseph
Né à Verviers le 23 janvier 1819 et y décédé le 25 août 1868. Notaire, libéral radical, membre de la Potaie en 1844, il se sépare des radicaux en 1848; conseiller communal de 1845 à 1848, conseiller provincial et député permanent de 1846 à 1848, député de 1852 à 1856.

CLUSERET, Gustave
Né à Paris en 1823, mort à La Capte dans le Var en 1900. Militaire, ayant combattu en Italie aux côtés de Garibaldi à la fin des années '50 puis dans l'armée nordiste lors de la guerre de sécession américaine, il devint journaliste de gauche à Paris en 1867. Ayant pris part à l'insurrection lyonnaise aux côtés de Bakounine en novembre 1870 puis à la

Commune de Paris où il commanda la guerre contre les Versaillais, il vécut en exil en Suisse puis à Constantinople. Député socialiste de 1894 à sa mort.

CŒNEN, Philip
Né en 1842 et mort en 1892, ce cordonnier est le principal animateur du mouvement ouvrier anversois de 1862 à sa mort. Militant dès ses débuts en faveur de la libre-pensée, de la coopération et de l'action politique, il affilie sa "Ligue du Peuple" à l'Internationale en 1868 mais reste cependant à l'écart des instances dirigeantes de celle-ci, sauf lorsque le siège de la section belge de l'AIT sera à Anvers en 1875-1876. Il participe ensuite aux diverses étapes de la fondation du POB en 1885.

- COLLARD, Alphonse dit Jean MISERE
Ayant quitté l'école primaire à 12 ans, il entre dans une usine textile verviétoise deux ans plus tard. En 1885, il fonde le syndicat La Filature, premier syndicat verviétois affilié au POB. La même année, Collard entre dans le noyau dirigeant du POB verviétois, où il siégera un demi-siècle. Il est membre du cercle "Le Devoir" créé par Defraiteur en 1888, et candidat (non élu) de ce cercle avec Plumhans aux élections communales de 1890. Sous le pseudonyme "Jean Misère", il collabore au journal de la tendance de Defraiteur *Le Devoir* (1896-1898) puis à son successeur *En Avant* (1898-1899). Il se retire ensuite de la lutte pendant quelques années puis recommence à militer dans les rangs du POB, jusqu'en 1935 au moins.

- COLLARD-BOVY, Alphonse et Armand
Alphonse et Armand Collard-Bovy sont deux collaborateurs du journal de la démocratie chrétienne *Le Démocrate* paru de 1892 à 1895. Le premier, docteur en droit depuis 1892, signe des articles sur l'actualité sociale; il quitte Verviers pour le bureau de Bruxelles en 1903 et y meurt en 1943. Le second, ingénieur agricole, écrit une chronique agricole sous le pseudonyme "Agrestis"; il s'installe à Bruxelles en mai 1902.

COSTA, Andréa
Né en 1855 à Imola en Italie, ce militant anarchiste fut une des figures les plus marquantes des débuts du socialisme italien. Il fut arrêté en août 1874 lors de la préparation d'un putsch anarchiste sur Bologne au départ d'Imola, avec la collaboration active de Bakounine, opération qui échoua lamentablement. Sous l'influence de son égérie la socialiste russe Anna Kulischieff (1857-1925) avec qui il s'était lié en août 1877, Costa se rallia au début des années 1880 à une position révolutionnaire évolutionniste et il participa plus tard aux luttes électo-

rales, se faisant élire à Ravenne et rejoignant en 1886 le parti ouvrier lombard. Il représenta les socialistes italiens, dont il fut un des premiers organisateurs, au Congrès constitutif de la IIème Internationale à Paris en 1889. Costa mourut en 1911.

• COUMONT, Jean
Tisserand né à Verviers en 1845, époux de Armance Roupet, il est membre du Conseil de la Fédération verviétoise de l'AIT en 1873 et délégué du Groupe de propagande révolutionnaire au Congrès belge de l'AIT à Verviers en avril 1873.

• COUMONT, Thomas
Tisserand né à Theux en 1834, époux de Thérèse Mélaert, est cité parmi les meneurs "violents" de l'Internationale en 1873 alors qu'il vit à Andrimont. Milite ensuite dans les rangs du POB et devient à la fin de sa vie serveur à la Maison du Peuple de Verviers et porteur du journal *Le Travail*. Il meurt le 25 mai 1905.

• COUNARD, E.
Membre de la section verviétoise de l'AIT, il succède à L. Maréchal (décédé) en février 1873 comme imprimeur du *Mirabeau* et des derniers numéros de *La Science populaire* de Victor Dave. Il est délégué des typographes verviétois au Congrès fédéral belge des 13 et 14 avril 1873 à Verviers. Il cesse d'imprimer *Le Mirabeau* en 1875.

• COURTOIS, Jean
Mécanicien né à Verviers le 24 novembre 1852, il est un des six premiers conseillers communaux socialistes élus directs le 17 novembre 1895 sur la liste de la Concentration démocratique conduite par Fluche.

• CRAMA, François
Né en 1852, époux de Marie Demoulin, Crama est membre de la section verviétoise de la Première Internationale, et participe plus tard à la fondation de la coopérative "Meunerie et boulangerie", le 2 novembre 1884. En 1887, il est un des employés du café de la coopérative et, aux côtés de Defraiteur, entre en conflit à cette époque avec Fluche. Dans les années '90, il est un des chefs de file de la Fédération verviétoise du POB, dissidente de la Fédération d'arrondissement. En 1898, il est le responsable de "L'Echo des Travailleurs", et candidat (non élu) au Conseil communal. Par la suite, Crama s'occupera longtemps de coopération et collaborera à de nombreux organismes du POB verviétois. Il meurt à Polleur le 15 juillet 1937. Libre-penseur, il est enterré civilement.

• CROISIER, Pierre
Ouvrier peintre né à Stembert en 1843, militant actif de l'AIT à Verviers dès le début de 1868, il est boycotté par le patronat en juin suivant et part pour Bruxelles où il devient secrétaire de la section bruxelloise de l'Internationale et donc membre du Conseil belge. A ce titre, il sera inquiété par la justice en 1869 comme les autres dirigeants belges du mouvement. Croisier est exclu de la section belge de l'AIT en mars 1871 avec Alphonse Vandenhouten en raison de leur conduite dans la coopérative "La Fourmi".

• CROSSET, Mathieu
Cafetier à Dison, préside un meeting du cercle socialiste "L'Aurore" en août 1886, et accueille un meeting anarchiste du Cercle d'études sociales en octobre suivant.

• CUPPENS, Auguste (abbé)
Né à Beringen, le 22 mai 1862, ordonné prêtre en 1886 et nommé à Verviers (paroisse de St Joseph) en 1888, il est le directeur du journal démocrate chrétien *Le Démocrate* qui paraît à partir de novembre 1892. Victime de l'hostilité de l'Evêché, il doit quitter Verviers en février 1895 et est nommé à Liège, puis à Bressoux en 1896, enfin à Loxbergen en 1899 où il meurt le 1er mai 1924.

• CURRIEZ, Nicolas
Commerçant en charbon, président du Cercle libéral progressiste, est directeur et rédacteur en chef de *La Gazette de Verviers* (1881-1886) à laquelle collabore Grégoire Plumhans et candidat (non élu) en 1884 sur une liste commune avec les socialistes du Cercle ouvrier "En Avant".

CYRILLE, Victor
Communard exilé à Bruxelles, il représente au Congrès de l'Internationale à La Haye en 1873 une section française existant alors à Bruxelles.

• DAEMS, Jean
Ouvrier typographe, premier président de la coopérative "Meunerie et boulangerie" constituée à l'initiative de Pierre Fluche en novembre 1884.

DAENS, Adolf (abbé)
Né à Alost en 1839 et mort en 1907, prêtre démocrate chrétien flamand, fondateur en 1893 d'un parti opposé au parti catholique conservateur dirigé par son concitoyen l'industriel Charles Wœste. Député d'Alost de 1894 à 1898, suspendu par son évêque à cette date, repré-

sentant de Bruxelles de 1902 à 1906. Son action a fait l'objet en 1992 d'un admirable film de Stan Coninx, *Daens*.

• DAMSEAUX, Gaspard
Tisserand né à Verviers en 1825, Damseaux est un des premiers collaborateurs du *Mirabeau* en 1868. Avec ses deux fils Alfred (né en 1851) et Léon (né en 1848), tisserands également, il figure encore parmi les "meneurs" de l'Internationale à Verviers en 1873.

D'ANDRIMONT, Henri
Né à Liège en 1834 et décédé en 1891. Ingénieur, député en 1870 puis sénateur en 1878, plusieurs fois bourgmestre de Liège.

DASSE, Gérard
Mécanicien hodimontois né en 1842, il construit en 1894 dans son atelier de la rue de Dison (face au bassin de natation qui se trouvait à l'emplacement actuel d'un garage Citroën) la première automobile belge à essence. Avec ses fils Armand (1875-1956) et Iwan (1880-1964), Gérard (mort en 1922) construit des voitures jusqu'au milieu des années '20 après quoi la firme s'oriente vers la production de poids lourds (bus et camions) jusqu'à la seconde guerre mondiale.

• DAUVISTER, Jean
Fils de tisserand, né le 24 octobre 1858, Jean Dauvister perd sa mère à l'âge de huit ans et commence à travailler un an plus tard, dans une chaudronnerie; il entre dans une usine textile à l'âge de douze ans comme rattacheur puis comme tisserand. Il le reste près d'un quart de siècle, jusqu'à son élection à la Chambre en 1894. Avant cette date, il s'affirme au fil des ans comme un des principaux militants socialistes de Dison. Dès 1885, il contribue à l'établissement du POB disonais à travers le cercle L'Aurore; il fonde la coopérative La Fraternité en 1886, adhère au Syndicat des tisserands l'année suivante, installe en 1888 les Pharmacies Populaires dans sa localité, crée enfin la Ligue ouvrière et commerciale de Dison. Il épouse Catherine Auguster (1859-1913) dont il a une fille (Catherine) en 1889. De 1891 à 1894, désigné par son syndicat, Dauvister fait partie du Conseil de l'Industrie et du Travail et à la même époque il siège à la Commission du Bureau de Bienfaisance de Dison. Présenté au poll de la Fédération socialiste verviétoise par l'importante section disonaise, Dauvister est élu député en octobre 1894 en même temps que vingt-sept autres socialistes - dont les Verviétois Malempré, Gierkens et Niezette. Il est élu conseiller communal de Dison en novembre 1895. A la Chambre où il siège de 1894 à 1898, Dauvister confirme qu'il est un personnage relativement modeste (au contraire de Malempré par exemple). Il n'intervient guère qu'une ou deux fois par session, pour attirer l'atten-

tion sur la situation du prolétariat régional ou dénoncer les abus patronaux dans le textile. Les députés socialistes verviétois perdent leur siège en 1898, Dauvister retourne à l'usine. Aux élections de 1900 (à la proportionnelle), seul Malempré est réélu; le POB verviétois obtient deux sièges en 1904 et 1908, mais le second est pour l'avocat Louis Pirard, que le poll a placé avant Dauvister. Celui-ci est premier suppléant toutefois, et c'est ainsi qu'il rentre à la Chambre suite à la mort de Malempré en février 1909. A ce moment, il est aussi échevin de l'Instruction à Dison depuis 1908. Il le reste jusqu'en 1912, année où il est réélu député; son mandat lui est confirmé en 1914. Durant cette période, il écrit beaucoup dans la presse socialiste régionale : il est successivement rédacteur en chef de *La Voix du Peuple* (1907-1908), collaborateur du *Réveil* (1909-1912) puis du *Travail* dont il occupe fréquemment en 1913-1914 la "Tribune de la Fédération socialiste". Dauvister se retire de la politique en 1919, cédant sa place à la Chambre au Disonais Jules Hœn. Il suit de près durant ses dernières années le développement des œuvres socialistes régionales - dont il est souvent administrateur (ainsi de la Prévoyance sociale). Dauvister meurt à 79 ans, pauvre, le 23 mai 1937 et il est enterré civilement.

- DAVE, Victor

Né à Alost le 25 janvier 1847, Dave fait des études de droit à Liège de 1864 à 1866, puis à Bruxelles en 1867-1868 et de nouveau à Liège en 1869. Fin octobre 1865, il participe au premier congrès international des étudiants à Liège et y rencontre Paul Lafargue, le futur gendre de Marx, qui l'initie au socialisme. Dave milite dans la section bruxelloise de l'AIT à partir de 1868, il est membre du Conseil fédéral belge en 1870 et jusqu'à la fin de 1871, époque à laquelle il rend visite à la section allemande de Verviers avant de s'installer, en janvier 1872, à Baelen. Il s'affilie alors à la section verviétoise, collabore à la fois au *Mirabeau* et au *Vrijheid* (paraissant à La Haye), et se lie avec Pierre Fluche. Les deux hommes participent ensemble au cinquième congrès international de l'AIT à La Haye en septembre 1872 : c'est Dave qui y lit la déclaration de la minorité appuyant Bakounine. A partir d'octobre suivant et jusqu'en mars 1873, Dave publie *La Science populaire* qui reçoit des contributions de Bakounine et de Benoît Malon. En avril 1873, il représente la Fédération verviétoise au Congrès belge de l'AIT qui a lieu à Verviers. Il figure en tête de la liste des meneurs de l'Internationale établie en juin 1873. En septembre suivant, il représente la section des mécaniciens de Verviers au Congrès de l'AIT à Genève, après lequel il rencontre Bakounine à Berne. Mais il est exclu de la section verviétoise à la fin du mois de septembre, accusé d'avoir détourné à son profit personnel des sommes qu'il avait collectées en mai avec Joseph Maigray pour aider des gré-

vistes du textile à Alost, sa ville natale. Dave s'installe alors à Spa, où il publie clandestinement les brochures du *Bulletin de la Commune* dirigé par le général communard en exil en Suisse, Cluseret. Après avoir habité Bruxelles en 1876, Dave s'installe à Paris en 1878, sans cesser d'entretenir une correspondance écrite avec Fluche qui se poursuivra au moins deux décennies. A Paris puis à Londres en 1880, Dave soutient les socialistes allemands en exil et leur presse clandestine. Arrêté lui-même en Allemagne en 1880, il ne sort de prison qu'en 1884, retourne à Londres, puis se fixe définitivement à Paris en 1897, où il milite dans les milieux anarcho-syndicalistes. Lié avec Kropotkine depuis 1886, il cosigne en 1916 le *Manifeste* par lequel ce dernier demande aux anarchistes de se ranger du côté des Alliés. Dave meurt à Paris le 31 octobre 1922.

DAVIGNON, Julien (vicomte)
Né à St Josse-ten-Noode, le 3 décembre 1854 et mort à Nice le 12 mars 1916, ce grand proprétaire catholique est sénateur de Verviers de 1898 à 1900 puis député de Verviers de 1900 à sa mort, et Ministre des Affaires étrangères de 1907 à 1916. Un de ses descendants, le vicomte Etienne Davignon, est aujourd'hui à la tête de la Société Générale de Belgique.

• DAVISTER, Guillaume et Jean
Au milieu des années '80, Guillaume Davister reprend la librairie tenue jusque là par le militant anarchiste Emile Piette, au début de la rue du Marteau côté pont du Chêne. Avec son frère Jean, tisserand habitant rue de Hodimont, il succède aussi à Piette (exilé en Argentine) à la tête du cercle anarchiste L'Etincelle. Lors des événements de mars 1886, les deux frères font circuler des listes de souscription pour aider les victimes de la répression à Liège et à Seraing, organisent des meetings, puis entrent en contact début août avec les mineurs hennuyers : accompagné du militant bruxellois Weisman, Jean se rend dans le Borinage puis dans le bassin de Charleroi pour distribuer des secours et prêcher les idées anarchistes avec l'espoir aussi de ramener de la dynamite à Verviers (lettres de Jean Davister à un certain Antoine le 22 mars 1886, et de Legros à un certain Marin le 8 août 1886, jointes à la correspondance de Fluche à Dave à l'IISG à Amsterdam). Jean fait une déclaration provocatrice devant la Commission d'enquête siégeant à Verviers en septembre 1886. A la fin de l'année et jusqu'en juin 1887, les deux frères assurent l'édition du journal anarchiste *La Liberté*. En mai 1887, ils appellent à rééditer les émeutes de mars 1886 : faisant l'objet d'un mandat d'arrêt, Jean doit alors prendre la fuite. Les frères Davister organisent encore des meetings anarchistes jusque 1893 au moins, à la tête de la quinzaine de militants de l'Etin-

celle. Ils semblent ensuite céder le leadership du groupe aux Ensivalois Hubert Sevrin et Jean Bosson. La librairie Davister subsistera rue du Marteau jusqu'à la démolition quasi intégrale de cette artère vers 1975, après quoi elle poursuivra encore ses activité durant quelques années seulement rue Ortmans.

DE BROUCKERE, Louis
Né à Roulers en 1870 et mort en 1959, professeur à l'ULB, figure emblématique de la pensée de gauche au sein du POB avant la Première guerre mondiale, directeur du *Peuple* de 1907 à 1910. Durant l'entre-deux-guerres, il présidera l'Internationale socialiste et exercera une action multiforme notamment comme théoricien de l'action ouvrière et comme défenseur de la paix.

• DEDERICH, Joseph
Né à Ensival (près de Verviers), le 26 décembre 1871 et y décédé le 7 avril 1951; époux de Marie-Anne Gillis puis de Marie Michel. Tisserand à la firme Hauzeur à Ensival, Déderich adhère en 1892 au Cercle populaire local (créé en 1885). A ce moment, il y a déjà cinq ans qu'un socialiste a été élu au Conseil communal (sur une liste de cartel anticlérical) et deux ans que cette commune industrielle est à majorité socialiste : le POB y a obtenu en 1890 quatre des sept sièges de conseiller avec 55 % des suffrages - ceci quatre ans avant les premières élections au suffrage universel ! C'est dire si c'est dans une commune "rouge" que Déderich milite, sous la conduite du futur député Jean Malempré. Secrétaire de la chorale ouvrière locale L'Echo populaire, il est élu en 1894 trésorier de la Fédération socialiste verviétoise et chargé de trouver des fonds pour la campagne électorale; il récolte une somme considérable. La Fédération le choisit en 1909 pour remplacer Joseph Sougnez (futur bourgmestre de Wegnez) comme secrétaire fédéral - charge qu'il assume bénévolement en continuant à tisser. A ce titre, il organise les funérailles de Fluche avec Henri Maquinay. Ce n'est qu'en 1913 que le POB régional est à nouveau en mesure (comme de 1895 à 1898) de payer un permanent : Déderich quitte alors l'usine et peut se consacrer exclusivement au socialisme. A Ensival, il fonde en 1907 (avec quelques vieux militants) la coopérative Germinal, dont il est président puis trésorier. De toutes les coopératives régionales, elle sera la seule à progresseur régulièrement. En 1909, Déderich succède à Malempré (décédé) comme secrétaire du Cercle populaire ensivalois. Il s'occupe du ravitaillement durant l'occupation, est élu conseiller communal en avril 1921 (à 50 ans) et nommé bourgmestre en juillet suivant. Il quitte alors son poste de secrétaire fédéral (où Léonard Ohn le remplace) pour s'occuper uniquement de sa commune et de "sa" coopérative dont il devient gé-

rant et qu'il refuse jusqu'en 1935 d'intégrer à l'Union Coopérative de Liège (qui regroupe à partir de 1918 toutes les sociétés de la province). Chaque fois réélu, Déderich reste bourgmestre d'Ensival pendant un quart de siècle, parvenant à se maintenir durant la seconde occupation sans collaborer. Il a la sagesse de ne pas se représenter en 1946 - à 75 ans. Mais après les élections, c'est son fils Armand qui lui succède à la tête de la commune.

• DEFAAZ, Alfred
Né en 1858, décédé à Verviers le 23 mars 1931. Ouvrier teinturier, membre du POB, Defaaz est en 1890 secrétaire du Cercle des capacitaires et des censitaires, une ligue électorale qui regroupe sous l'égide de Fluche des ouvriers et des petits commerçants, et en 1892, il est membre du comité de l'Union démocratique qui a succédé à ce Cercle avec le même programme. A la fin du siècle, il collabore à la presse de la Fédération socialiste comme éditeur du *Parti ouvrier* (de juillet à août 1898) et de *La Voix du Peuple* (en 1899). Devenu employé, il fonde le Syndicat des employés socialistes, vers 1906, et après l'armistice il contribue à la formation du Syndicat général des employés. Celui-ci fait alors appel à son concours et pendant des années Defaaz contribuera à asseoir cette organisation.

• DEFRAITEUR
Voir Jean FRAITURE

DEFUISSEAUX, Alfred
Né à Mons en 1834 et mort en 1901. Ingénieur, militant socialiste tout comme son frère Léon (1841-1906, auteur des *Hontes du suffrage censitaire*), il anime après les émeutes de mars 1886 une scission au sein du POB en créant le Parti Socialiste Républicain, qui menacera durant quelques mois la survie même du POB en Wallonie ou en Hainaut en tous cas. Son *Catéchisme du Peuple* mettra les théories socialistes à la portée du grand public. Il sera député de Mons de 1894 à sa mort.

• DEGISSE, J.
Délégué de la caisse de résistance des fileurs de Verviers au Congrès belge de l'AIT d'avril 1873 à Verviers.

• DEJOZE
Président de séance du "Groupe de propagande révolutionnaire verviétois" (premier groupuscule anarchiste local avant même la création de L'Etincelle) et signataire du Manifeste antimilitariste diffusé par ce groupe en février 1873.

• DEHAN, Thomas
Tisserand né à Ensival en 1840, domicilié à Ensival et membre de l'AIT. Participant assidu des "Réunions ouvrières" de 1870-1871, il est toujours cité avec ses frères Jean-François, Jean Joseph et Pierre en 1873 parmi les meneurs de l'AIT et apparaît encore (ou un de ses frères) comme orateur anarchiste dans un meeting à Andrimont en mars 1886.

DELFOSSE, Charles
Né à Liège le 6 février 1856 et y décédé le 18 novembre 1898, ce dessinateur et journaliste socialiste révolutionnaire milite dans les rangs de l'Internationale dès 1872. Après avoir vécu à Paris de 1875 à 1880, il s'installe à Bruxelles où il fonde avec d'autres socialistes révolutionnaires la Ligue socialiste révolutionnaire en 1882; en même temps, il est convaincu néanmoins de l'importance de la conquête du droit de vote et il milite en 1883-1884 dans l'Union démocratique et progressiste qui rassemble tous les partisans du suffrage universel. Il collabore par des articles ou des dessins à plusieurs journaux socialistes dont, à Verviers, *La Sentinelle*. Il fonde avec Louis Bertrand la revue *Les Hommes du Jour*, mais polémique néanmoins avec ce dernier dans les colonnes de *La Sentinelle* à la fin de 1883. Après avoir été candidat aux communales à Bruxelles en 1884, il retourne à Paris jusqu'en 1894. Il reste fidèle aux idées socialistes révolutionnaires au point d'être exclu du POB et de se rapprocher des anarchistes, à Liège où il est retourné vivre en 1897.

• DELHEZ, Jean
Démocrate-chrétien disonais, président du Cercle ouvrier local. Né en 1835, candidat non élu aux provinciales en 1894 pour le canton de Dison, il est élu conseiller communal à Dison en 1895 avec le soutien du journal *Le Démocrate disonais*. Elu député en 1898 sur la liste catholique (l'Association catholique ayant refusé Henri Boland comme représentant de la Fédération démocrate chrétienne), il siège jusqu'en 1900. Il meurt le 29 mars 1908.

DEMBLON, Célestin
Né à Neuville-en-Condroz le 19 mai 1859 et mort à Bruxelles le 12 décembre 1924. Instituteur, membre du POB liégeois dès sa création, il en est le principal leader avant la Première guerre mondiale, apprécié pour ses talents d'écrivain et d'orateur. Député de Liège de 1894 à sa mort, il siégera après 1914-1918 dans les rangs communistes.

• DEMOULIN, Joseph Nicolas, pseudonyme Joseph DESAURIS
Ourdisseur né à Verviers le 26 février 1850, militant de l'AIT avec son frère Antoine, sa sœur Victorine et sa mère, Joseph Demoulin est

le secrétaire de la caisse de résistance des ouvriers ourdisseurs verviétois à partir de 1871 au moins et depuis 1868 il collabore au *Mirabeau*. Mandaté par son organisation tant aux congrès belges de l'AIT qu'aux Congrès trimestriels de la Fédération verviétoise, il représente aussi les ourdisseurs aux "Réunions des sociétés ouvrières de Verviers et environs" (octobre 1870 - avril 1871). Secrétaire du conseil de la Fédération verviétoise en 1873 (au moment où les éléments les plus radicaux dominent l'Internationale à Verviers et ont écarté Fluche), Demoulin est membre l'année suivante du Conseil fédéral belge, installé à Verviers de janvier 1874 à fin 1875; il y est chargé de la correspondance avec la section bruxelloise. Il participe en tant que délégué de ce conseil au congrès général de l'AIT tenu à Bruxelles du 7 au 13 septembre 1874; il présente le rapport sur l'état de la section belge et préside une partie des séances, notamment celle de clôture. En dépit des difficultés qu'il éprouve à manier le français devant un tel auditoire, il intervient dans la discussion finale pour appuyer l'abstention à l'égard des luttes politiques. Il est parmi les fondateurs du cercle anarchiste L'Etincelle en novembre 1876. Il défend toujours la révolution en 1880, à l'occasion d'un meeting à Verviers qu'il préside avec Pierre Bastin. Ralliant ensuite les rangs socialistes, il est un des fondateurs de la coopérative "Meunerie et boulangerie" en 1884 et il participe en 1888 à la fondation du cercle socialiste Le Devoir, et devient un des leaders de ce groupe opposé à Fluche. Durant toute la période de divisions du socialisme verviétois, Demoulin, devenu contremaître à "La Lainière", fait figure (avec Fraiture) de chef de file des socialistes opposés à Fluche. Il sera (temporairement) expulsé du POB en 1896 dans le cadre de cette guerre de personnes, au cours de laquelle Fluche lui intentera même un procès en diffamation. Sous le pseudonyme "Joseph Desauris", il est successivement secrétaire de rédaction de *L'Union socialiste* (février 1892 à fin 1893), collaborateur de *L'Organe ouvrier* (premier semestre 1894) puis de la nouvelle *Union socialiste* (février à septembre 1895), secrétaire de rédaction du *Devoir* (octobre 1896 à août 1898), enfin collaborateur de *En Avant* (août 1898 à mai 1899). La création de ce dernier titre est le fruit de la réunification des socialistes verviétois sous la direction de Fluche devenu échevin. Réconcilié avec celui-ci, Demoulin est élu conseiller communal suppléant en 1903 et il entre au Conseil l'année suivante en remplacement d'Angenot; il y siège ainsi qu'à la Commission du Travail jusqu'à sa mort trois ans plus tard, le 15 avril 1907, et est alors remplacé par Henri Tiberghien.

- DENIS, Nicolas Joseph

Disonais, né en 1852, époux de Marie Minor, père de Nicolas Denis (futur président de la section verviétoise de la COTB) et oncle

d'Alexandre Duchesne (futur député et président de la Centrale syndicale verviétoise). Un des pionniers de la coopération à Verviers et membre fondateur du POB local, Denis fait partie du Conseil d'administration de la coopérative "Meunerie et boulangerie" fondée fin 1884. En 1918, il contribue à la fusion de celle-ci dans l'Union coopérative de Liège et il entre dans le premier comité du nouvel organisme. Membre actif du cercle de libre pensée "La Raison", il sera enterré civilement à son décès le 11 janvier 1937.

DE PAEPE, César
Né le 12 juillet 1841 à Ostende et mort à Cannes le 19 décembre 1891. Etudiant en droit, ensuite ouvrier typographe chez Brismée dont il épouse la fille Henriette en 1865, docteur en médecine en 1872, pratiquant dans un quartier ouvrier de Bruxelles. Milite pour le suffrage universel dès 1863, fonde la section belge de l'Internationale en 1865, contribue à partir de 1875 aux diverses étapes de la création d'un Parti Ouvrier Belge. Très populaire depuis un retentissant discours à Pattignies en 1863, auteur d'une œuvre journalistique considérable et d'une réflexion politique qui le situe entre Marx et Bakounine, De Pæpe est la figure de proue du socialisme belge avant Emile Vandervelde.

DE POTTER, Louis
Né en 1786 et mort en 1859, ce libéral républicain joua un grand rôle dans la Révolution de 1830 mais se retira de la politique active après l'échec d'une république à cette occasion. Il se rapprocha du socialisme spiritualiste du baron Colins par la suite.

DERU, Joseph
Né à Heusy en mars 1847 et décédé à Verviers le 24 octobre 1907. Industriel, président du Cercle progressiste dès 1893, fondateur du journal *La Liberté* (1893-1894), un des trois élus progressistes au Conseil communal sur la liste de la Concentration démocratique en 1895.

DE SMET DE NAYER, Paul
Né à Gand en 1843 et mort en 1913, industriel, sénateur catholique, Ministre des Finances de 1899 à 1907.

• DESSART, J.J.
Président de la Fédération des tisserands de la Vallée de la Vesdre reconstituée (après la disparition des syndicats de l'AIT) en février 1882 à l'initiative de Pierre Fluche.

DE STAINLEIN SAALENSTEIN, comtesse Valérie
Née Nagelmackers, cette riche noble catholique liégeoise prit le parti

du sort des ouvriers et soutint, notamment, plusieurs journaux démocrates chrétiens liégeois à la fin du siècle.

• DE STEIGER, Hyppolite (baron)
Né à Liège le 10 octobre 1820 et mort à St Gilles (Bruxelles) le 24 février 1878, célibataire. Rentier, fils d'un noble luxembourgeois (installé à Verviers) et apparenté par sa mère à la riche famille des de Lezaack, de Steiger jouera néanmoins un rôle très important dans le mouvement démocratique verviétois, aux côtés de Joseph Goffin et de Hector Mottet. Collaborateur du quotidien radical *L'Union constitutionnelle* dès sa création en mars 1847, il est un an plus tard un des fondateurs et le vice-président du club républicain local, la Société des Droits et des Devoirs de l'Homme. A ce titre, il a de fréquents contacts avec les autres milieux démocratiques belges, fort actifs en cette période riche de bouillonnements révolutionnaires. De Steiger collabore avec Goffin au *Peuple*, bihebdomadaire ouvrier que publie à Liège en 1849 Prosper Esselens; après l'incarcération de Mottet dans le cadre de l'affaire du Prado, il remplace celui-ci à la tête du club républicain verviétois. Suite à la condamnation à mort d'Esselens et à la disparition forcée de son journal, il crée pour lui succéder (en janvier 1850) le *Journal du Peuple*, dont il est propriétaire et rédacteur en chef. Dès cette époque toutefois la Société des Droits et des Devoirs de l'Homme a cessé d'exister, et le *Journal du Peuple* - premier d'une longue série d'organes ouvriers verviétois - disparaîtra peu avant la fin de l'année. De Steiger continue ensuite de participer au mouvement démocratique (alors en régression), notamment en collaborant au quotidien de Goffin *La Réforme* - qui paraît jusqu'en 1855. Puis sa trace se perd durant près de vingt ans mais c'est fidèle à ses convictions de jeunesse qu'il vivra ses dernières années à Bruxelles puis à St Gilles, où il s'installe en 1873. Alors agent commercial d'une compagnie de charbonnage et peu fortuné semble-t-il, de Steiger est reçu membre de la société de libre pensée L'Affranchissement en août 1874. Après la scission qui affecte celle-ci en janvier 1875, il fréquente Les Cosmopolitains, association regroupant les plus radicaux des rationalistes. Il représente cette société au Congrès rationaliste de Lodelinsart d'août 1875 et participe activement à ses réunions jusqu'en 1876 au moins.

DETHIER, Pierre-Henri (1736-1817)
Industriel textile et bourgmestre de Petit-Rechain, il fit construire de 1802 à 1806, rue de la Chapelle à Hodimont, l'hôtel de maître et l'usine qui furent rachetés en 1855 par Lambert Bettonville et qui, aujourd'hui restaurés, devraient abriter prochainement le Musée et Centre touristique de la laine.

• DEVOSSE, Walter
Membre du comité du cercle "La Réforme par l'action" qui organise en 1865-1866 les premiers meetings ouvriers à Verviers, on le retrouve en 1870-1871 parmi les participants aux "Réunions ouvrières" où il représente, avec Fluche, le cercle d'instruction mutuelle "Quelques ouvriers" créé en 1867.

• DOHOGNE, Hubert
Ajusteur, né en 1878. Membre du syndicat des mécaniciens avant la fin du XIXème siècle, il est avec son frère Nicolas (fondateur du syndicat des fondeurs en 1893), un des artisans du renouveau syndical entre 1900 à 1906. Boycotté par le patronat verviétois en raison de ses activités militantes, il doit travailler à Bressoux, Huy puis Anvers en 1909-1910. De retour à Verviers, il devient secrétaire bénévole de l'Association des mécaniciens en juin 1911, son frère Nicolas assumant la même fonction pour le syndicat des ouvriers fondeurs. Après la guerre, Hubert Dohogne devient le permanent de la section verviétoise de la Centrale des Métallurgistes de Belgique, poste qu'il occupera jusqu'en 1945, date à laquelle il prend sa retraite. Son fils Alexis, décédé en 1997, fut bourgmestre socialiste de Cornesse avant la fusion de cette commune avec Pepinster, et longtemps animateur à partir de 1964 du Cercle des collectionneurs de Pepinster; après avoir documenté mon *Histoire des Métallurgistes verviétois* (1982), il a légué avant sa mort une partie de ses impressionnantes collections relatives notamment à l'histoire du mouvement ouvrier local d'une part à la Fondation Hardy à Dison, d'autre part à l'Institut d'Histoire sociale à Liège.

• DONNEAU, Hubert
Jardinier né à Forêt le 13 décembre 1865, il est un des six premiers socialistes élu direct au Conseil communal de Verviers sur la liste de la Concentration démocratique conduite par Fluche en novembre 1895, mais il démissionne de ce poste dès l'année suivante.

DOUHA, Henri
Né à Ans en 1755, mort à Verviers le 6 novembre 1829. Premier architecte résidant à Verviers, il était l'auteur de l'hôtel de la famille Simonis rue du Collège (détruit pour la construction du bâtiment de Belgacom), de l'hôtel des Biolley place Sommeleville (monument classé mais défiguré), du Casino de Basse-Crotte (encore debout de nos jours, en contrebas de la route vers Limbourg, mais en piteux état).

• DREZE, Gaspard
Né à Verviers le 7 avril 1855, il est un des fondateurs et premiers administrateurs de la coopérative "Meunerie et boulangerie" en no-

vembre 1884. En juillet 1898, il figure dans le comité de rédaction de *La Voix du Peuple*. Il siège au Conseil communal de Verviers à partir de novembre 1895, étant alors un des deux élus "complémentaires" désignés par les ouvriers (les patrons élisaient également de leur côté deux représentants en sus des élus directs).

DUBIE
Nous n'avons pas pu identifier davantage cet anarchiste français auteur en 1879 d'un article dans *Le Cri du Peuple* qui valut à ce dernier des poursuites entraînant sa disparition.

• DUCHESNE, Alexandre
Né le 25 décembre 1880 à Ensival dans une famille de six enfants, il travaille dès l'âge de dix ans et demi comme ouvrier textile et fréquente l'école du soir puis le Cercle populaire (socialiste) d'Ensival. Boycotté de l'usine Regout en 1898 pour avoir été surpris en train de lire *L'Echo du Peuple*, il se lance dans l'action syndicale et devient secrétaire adjoint du syndicat verviétois des laveurs en 1900. Il participe au renouveau syndical aux côtés de Jean Roggeman et est secrétaire du comité de défense lors du grand lock-out du textile en 1906. En 1910, il est élu permanent du syndicat des laveurs, et l'année suivante conseiller communal à Verviers, sur une liste de cartel libéral-socialiste. Quelque temps incarcéré comme otage (à l'Harmonie) durant l'occupation, il devient après l'armistice d'une part député (suppléant en 1919, effectif quelques mois en 1921 puis à partir de 1925), d'autre part secrétaire permanent wallon de la Centrale des ouvriers textiles de Belgique (COTB), où il succède à Jean Roggeman. "Patron" du POB et du syndicat socialiste verviétois, il est à la tête de la grande grève du textile en 1934, qui aboutit à une lourde défaite pour les travailleurs verviétois. Après la seconde guerre mondiale, il devient en 1947 le premier bourgmestre socialiste de Verviers jusqu'en 1952, à la tête d'une coalition de gauche rassemblant socialistes, communistes et démocrates chrétiens de l'UDB. Il préside le Comité verviétois de l'Action commune socialiste (parti, syndicat, coopérative et mutualité) à partir de 1947 et la Fédération socialiste de l'arrondissement à partir de 1950. Il siège à la Chambre jusqu'en 1949 et au Conseil communal de Verviers jusqu'en 1964, soit durant 53 ans ! Enfin retiré de l'action à l'âge de 84 ans, il meurt le 3 mars 1967.

• DURBU, Jean
Voyageur de commerce né à Verviers le 2 mai 1861, est un des six premiers conseillers communaux socialistes verviétois élus directs en novembre 1895 sur la liste de la Concentration démocratique conduite par Fluche. Il est réélu en 1899 et siège jusqu'en 1900.

EBERHARD, Nicolas
Cordonnier, né à Maastricht en 1813, installé à Bruxelles, un des délégués belges au Congrès de l'AIT à La Haye en 1872 où il est mandaté par plusieurs syndicats bruxellois.

ENGELS, Friedrich
Né à Barmen le 28 novembre 1820 et mort à Londres le 5 août 1895. Cet économiste allemand aisé rencontre Marx en 1844 et ne cesse ensuite d'apporter son soutien matériel et sa collaboration intellectuelle au révolutionnaire allemand exilé comme lui en Angleterre, où il dirige par ailleurs les entreprises de filature de sa famille. Secrétaire de la Première Internationale, il publia les dernières œuvres de Marx après la mort de celui-ci en 1883 et resta un observateur attentif du mouvement socialiste jusqu'à son décès.

ESSELENS, Prosper
Propriétaire rentier liégeois, né à Bruxelles vers 1817 et établi à Ans en 1846, il publie à partir de juillet 1848 le journal républicain et socialisant *L'Ouvrier*, qu'il poursuit à partir de février 1849 sous le titre *Le Peuple*. Inculpé comme les autres chefs du mouvement démocratique dans l'affaire dite du Prado, il est condamné en août 1849 et emprisonné à Huy puis à Bruxelles. Il sera libéré en 1856 et continuera à militer dans le mouvement ouvrier : on le retrouve en avril 1865 parmi les militants libre-penseurs qui créent un "comité ouvrier" à Bruxelles dont naîtra la section bruxelloise de l'AIT en juillet suivant. Au printemps 1869, avec Jan Pellering notamment, il est parmi les fondateurs d'une section dissidente, "Les Affranchis".

- FABRY, F.
Directeur et rédacteur de novembre 1856 à 1857 du journal *L'Ouvrier*, organe de la première association purement ouvrière verviétoise, L'Union.

- FAUX, Henri
Assume le secrétariat du syndicat des chauffeurs-machinistes de Verviers avant 1914, est membre du comité de la section verviétoise de la Centrale des Métallurgistes de Belgique lors de sa constitution en 1921.

- FELLER, Camille
Journaliste né à Verviers le 11 septembre 1874, il collabore à six revues culturelles locales à partir de 1894 et devient le reporter du quotidien syndical *Le Travail* en 1906 ou au plus tard 1908. Il émigre au Canada peu avant 1914, rentre en Belgique après 1918 et travaille alors au *Journal de la Province* à Namur.

• FILS, François Mathieu
Drousseur, un des principaux membres de L'Etincelle à partir de 1886 au moins : il apparaît comme orateur dans des meetings en mars 1886 et mars 1887 et est encore cité parmi la quinzaine de militants anarchistes verviétois en 1892.

• FLINCK, Florent
Tisserand né à Verviers en 1849, époux de Henriette Laoureux, militant de l'AIT, il prend part assidûment aux "Réunions ouvrières" en 1870-1871; il est membre du Conseil de la Fédération verviétoise en 1873 et, avec Dave, délégué de celle-ci au Congrès belge de l'AIT à Verviers en avril 1873. Membre du Conseil belge en 1874-1875, il est correspondant pour Anvers. Fluche le cite encore parmi ses amis intimes en 1896.

• FRAITURE, Jean Noël Joseph dit DEFRAITEUR
Ouvrier fileur, né à Theux le 25 décembre 1852, Jean Fraiture dit Defraiteur est un des fondateurs et premiers administrateurs de la coopérative socialiste "Meunerie et boulangerie" en novembre 1884. Defraiteur est employé par la coopérative dont il assure la trésorerie et la gestion. Jusqu'en 1887, il collabore sans difficulté avec Fluche, notamment pour la publication du *Tirailleur verviétois* cette année-là. L'ouverture d'un café par la coopérative puis la création d'une deuxième coopérative, début 1888, en vue de l'ouverture d'un local socialiste ("La Ruche ouvrière"), et enfin des critiques sur la gestion de la boulangerie provoquent en 1888 un conflit qui durera quinze ans entre Fluche et Defraiteur. Ce dernier crée dès ce moment un second cercle politique socialiste à Verviers, "Le Devoir", concurrençant le groupe "En Avant" de Fluche. En 1890, Defraiteur regroupe plusieurs organisations autour de la coopérative dans une Fédération verviétoise, à laquelle répond à partir de 1892 une Fédération d'arrondissement initiée par Fluche. Chaque tendance a son journal à partir de 1892 aussi, Defraiteur créant et dirigeant *L'Union socialiste* (1892-1893), après quoi il sera successivement éditeur de *L'Organe ouvrier* (janvier à juillet 1894), puis d'une nouvelle *Union socialiste* (1895), éditeur et directeur du *Devoir* (1896-1898) et éditeur d'*En Avant* (1898-1899), ce dernier journal étant l'œuvre d'une coopérative "La Presse ouvrière", dont il est encore le trésorier bien qu'elle soit dominée par les partisans de Fluche. Après des rapprochements temporaires entre les deux tendances socialistes à l'occasion de chacune des premières échéances électorales au suffrage universel (législatives en 1894, communales en 1895) et après un conflit électoral entre les deux groupes lors des élections prud'hommales en mars 1897, la réunification s'est faite d'abord par l'intégration des groupes de la Fédération

verviétoise dans la Fédération d'arrondissement en avril 1897, ensuite par la disparition des journaux de chaque fraction au profit d'*En Avant* en août 1898, enfin par la fusion entre les cercles politiques respectifs de Fluche et de Defraiteur en une seule Union socialiste début avril 1899. Le 15 du même mois, Defraiteur doit démissionner de tous les groupes du POB auquel il était affilié et surtout , après quatorze ans à ce poste, de ses fonctions de gérant de la boulangerie coopérative et de la Maison du Peuple (inaugurée en 1894). Toujours célibataire, Defraiteur ouvre alors une boulangerie à Hodimont, rue des Messieurs. Defraiteur est exclu du POB en 1901 (alors qu'il s'en était retiré deux ans plus tôt) et il ne cessera ensuite d'attaquer Fluche (et ses amis Germay et Thiry) dans une série de pamphlets de plus en plus violents publiés entre 1901 et 1903 sous les titres *Le Fouet, La Cravache, La Cravache électorale* et *Les Ecœurés*. Le quotidien ouvrier *Le Travail* ne fera aucune allusion à son décès le 6 mars 1906.

FRANKEL, Léo
Né près de Budapest en Hongrie en 1844, mort à Paris en 1896, Frankel s'initie aux théories de Proudhon à l'occasion d'un Tour de France comme compagnon, puis il s'installe à Lyon où il milite dans l'Internationale. Il prend part à la Commune et se réfugie à Londres où il collabore avec Marx pendant quatre ans. Rentré en Hongrie en 1875, il y organise le mouvement ouvrier mais gagne la France en 1883 après un nouvel emprisonnement. Il milite dans les rangs des socialistes français jusqu'à sa mort.

FRERE-ORBAN, Walthère
Né à Liège en 1812 et mort en 1896, avocat, dirigeant des libéraux conservateurs, député de Liège de 1847 à 1894, Ministre de 1847 à 1852 et de 1857 à 1870.

FUNCKEN, François
Né en 1849 et mort à Ensival le 23 février 1916. Peintre naïf et humoriste, auteur de nombreux journaux humoristiques et d'une œuvre importante en majeure partie détruite. François Funcken a peint en 1912 pour la Maison du Peuple de Verviers, d'après photo, un portrait de César de Paepe (conservé) et un autre de Jean Volders. Il est aussi l'auteur d'une carte postale publicitaire pour le pain de la Coopérative socialiste, sur laquelle figure le portrait de Pierre Fluche.

• FUYAT, Pierre
Ouvrier fileur né en 1852, travaillant en usine depuis l'âge de onze ans, responsable de l'Association des ouvriers de la filature de Verviers et environs en 1886. Après avoir été renvoyé de "La Lainière", il préside au moins trois meetings socialistes durant l'été 1886, té-

moigne devant la Commission d'enquête et est orateur lors d'un quatrième meeting à la fin de cette année. Il n'apparaît plus ensuite au premier plan.

GARIBALDI, Giuseppe
Né à Nice en 1807 et mort à Caprera en 1882. Artisan militaire de la libération et de l'unification de l'Italie par la guerre contre les Autrichiens, considéré dans toute l'Europe comme un héros de la libération des peuples, il aida la République française en 1870-71 en combattant les Allemands à la tête de ses "Chemises rouges".

GATHOYE, Simon
Né le 12 septembre 1841 et décédé le 20 octobre 1894. Industriel andrimontois, sa fabrique de tissus se trouvait au-dessus de la rue des Fabriques. Libéral progressiste, il fut bourgmestre d'Andrimont de 1876 à 1888 puis député permanent de cette date à sa mort.

- GEELEN, Arthur
Premier permanent de la Fédération verviétoise des Métallurgistes lors de sa création en 1906, Fédération regroupant les syndicats des mécaniciens, des fondeurs, des chauffeurs-machinistes, des ouvriers du cuivre, des tanneurs et corroyeurs et même des brossiers.

- GELAR, A
Membre dirigeant du premier cercle anarchiste verviétois, le "Groupe de propagande révolutionnaire", et à ce titre cosignataire du *Manifeste* antimilitariste du Groupe en février 1873. La liste des meneurs de l'Internationale établie à l'époque ne signale qu'un Jean Louis Gélard, laineur verviétois né en 1838.

- GELIS
Membre du comité du cercle "La Réforme par l'action" qui organise à Verviers en 1865-66 les premiers meetings ouvriers.

GERARD, François
Né à Gand le 12 octobre 1812, médecin-vétérinaire, il s'installe à Verviers en 1837. Libéral radical, membre de la Potaie en 1844, il quitte Verviers pour le Luxembourg en 1854.

- GERMAY, Roch
Ouvrier fondeur puis peintre en bâtiments, né le 14 septembre 1837, il s'engage dans son jeune âge à la Légion étrangère française et prend part aux campagnes du Second Empire en Crimée, en Afrique et en Italie. Rentré à Verviers, il y fonde une famille et collabore aux débuts des Francs-Ouvriers et du *Mirabeau* en 1867-68. Dissident, il est avec Thiry un des quatre rédacteurs du *Martinet* en 1869, puis on ne le trouve plus à l'avant-plan jusqu'en 1887 : à cette date, il est un des

propagandistes du POB et sera durant vingt ans constamment aux côtés de Fluche. En 1889, il est ainsi membre du Cercle des capacitaires et des censitaires et est pressenti (mais non retenu) comme candidat de ce cercle aux élections provinciales l'année suivante. Il est le président de l'Union démocratique en 1892, qui a repris le programme du Cercle des capacitaires. A ce titre, il collabore sans doute à *La libre tribune* (1892) et à *La Défense* (1895). En 1895, il peint un portrait de Pierre Fluche qui restera longtemps dans les locaux de la Maison du Peuple puis de la Maison syndicale rue du Gymnase. Roch Germay est élu au Conseil provincial en 1900 et deviendra vice-président de cette instance. Deux ans plus tard, en novembre 1902, il entre au Conseil communal comme suppléant de l'ancien sénateur progressiste Ernest Gilon, décédé. Régulièrement réélu dans ces deux mandats, il fait l'objet en tant qu'ami de Fluche des vives attaques de Defraiteur, qui se moque de son passé de zouave pontifical. Membre de la Commission communale du travail avec Fluche et Demoulin pour les ouvriers, il collabore en 1907 à *La Voix du Peuple* et meurt le 25 avril 1908. Germay avait publié en 1899 chez Gilon *L'herboriste verviétois*, recueil de cent plantes médicinales régionales.

• GEROMBOU, Gérard

Ensivalois, militant de l'AIT au moins à partir d'août 1871 (il représente Ensival au congrès de la Fédération verviétoise à cette date), il est avec Bastin et Piette un des chefs de file de la tendance la plus dure de l'Internationale à Verviers, qui relègue Fluche au second plan en 1873, mais il ne fait cependant pas partie du Conseil fédéral belge lorsque celui-ci siège à Verviers en 1874-75. Le 26 novembre 1876, il assure avec Bastin la contradiction face à Bertrand et Anseele venus plaider à Verviers en faveur de l'action politique légale. Il contribue à la même époque, avec son épouse, à la fondation du cercle révolutionnaire L'Etincelle. En septembre 1877, il représente la Fédération verviétoise au dernier Congrès international de l'AIT qui a lieu cour Sauvage à Verviers où il affirme que la Fédération "est restée ce qu'elle était en principe : socialiste révolutionnaire" et que "toute politique est synonyme de jésuitisme". Il accompagne ensuite la dizaine de leaders anarchistes européens au Congrès socialiste universel à Gand, où il est le seul Wallon dans cette réunion internationale qui marque la scission définitive entre socialistes et anarchistes. Toujours avec Bastin et Piette, il contribue en 1878 à la création du journal *Le Cri du Peuple* puis à la rédaction de *La Persévérance* en 1880. Au milieu des années 1880, il accompagne Emile Piette et d'autres anarchiste qui émigrent à Buenos-Aires en Argentine, où ils fondent un nouveau cercle L'Etincelle.

• GIERKENS, Adolphe
Né le 9 avril 1855, travaillant en usine dès l'âge de huit ans selon son témoignage devant la Commission d'enquête parlementaire sur les conditions de travail en 1886, établi plus tard comme cafetier. Gierkens est un des fondateurs du cercle socialiste "En Avant" à la fin de 1881, un de ses propagandistes et collaborateur de son journal *La Sentinelle*. En octobre 1884, il est un des deux candidats (non élus) du cercle aux élections communales, les premières auxquelles participent les socialistes verviétois. Délégué de la Fédération des Sociétés de secours mutuels, il siège avec Fluche et Angenot comme représentant des travailleurs au bureau de la Commission d'enquête parlementaire lors de ses séances à Verviers en 1886. Il est un des candidats (non élu) du Cercle des capacitaires et des censitaires aux élections provinciales de 1890. En octobre 1894, il est un des quatre députés socialistes élus à Verviers (avec Malempré, Dauvister et Niezette). Il siège à la Chambre jusqu'en 1898, date à laquelle les socialistes doivent céder leurs sièges à quatre catholiques. Collaborateur de *La Voix du Peuple* en 1899, il est élu conseiller communal en octobre de cette année. Par contre, il ne parvient pas à réintégrer la Chambre, ni en 1900 (la représentation proportionnelle ne donne alors qu'un élu au POB) ni en 1902 (lors d'un scrutin partiel qui l'oppose au catholique Raymond de Biolley). Adolphe Gierkens meurt le 7 juillet 1904. Un an plus tard, ses amis élèveront un monument sur sa tombe, toujours en place au cimetière de Verviers.

GILLES, Paul
Né en 1865 à Anderlecht, professeur à l'Institut des Hautes Etudes, militant anarchiste condamné pour ses opinions antimonarchiques dès 1889.

• GILLIS, Lambert
Ouvrier textile né en 1836, marié et père de quatre enfants, cet Ensivalois est abattu par une sentinelle au Mont du Moulin à Verviers dans la nuit du 20 au 21 juin 1870, après une journée d'émeutes contre "l'impôt du sang" - émeutes auxquelles il importe peu d'ailleurs qu'il aie ou non participé, puisque rien n'est établi à cet égard. Par un heureux contraste avec le long martyrologue des bassins houilliers liégeois et hennuyers, pour ne parler que de la Wallonie, ce sera la seule mort d'homme dans l'histoire du mouvement ouvrier verviétois avant 1914.

GILON, Ernest
Né à Verviers le 28 février 1846 dans une famille aisée, il crée à l'âge de 17 ans les cercles d'instruction populaire "Le Progrès" et "L'Etude" puis fonde les "Soirées populaires" en 1867, qui rassembleront

chaque dimanche pour des spectacles quelque 1.800 personnes . Installé comme imprimeur, il collabore au journal progressiste ouvrier *L'Ami du Foyer* et est le directeur-gérant du quotidien *Le Progrès* de 1869 à 1877. Il est un des promoteurs du monument Chapuis en 1880, après avoir créé d'autres œuvres d'instruction ainsi qu'une collection de livres populaires (la "Bibliothèque Gilon") qui publiera 224 titres de 1877 à 1899. Il publie *Misères sociales. La lutte pour le bien-être* en 1887. Elu sénateur provincial en 1894, il est aussi en 1895 un des trois progressistes élus au Conseil communal sur la liste de la Concentration démocratique. Ernest Gilon meurt le 10 novembre 1902, après avoir imprimé en 1898-99 l'hebdomadaire socialiste *En Avant.*

GLASER, Edouard, dit Glaser de St Willebrord
Né à Bruxelles le 4 septembre 1825, Anglais naturalisé Belge, vivant à Bruxelles, journaliste et hommes de lettres. Après avoir séjourné à Londres jusqu'en mars 1870, il fut un des hommes de confiance de Marx en Belgique à l'époque de l'AIT tout en ne jouant qu'un rôle discret dans celle-ci. Il quitta Bruxelles pour Paris en 1882 et y revint en 1890.

• GLAUDE, Henri et Pierre
Pierre Glaude est un des fondateurs des Jeunes Gardes Socialistes de Verviers en 1887 et il en est le secrétaire et principal animateur dix ans plus tard. En juillet 1898, la Fédération socialiste le désigne comme secrétaire fédéral (bénévole) en remplacement de son permanent Mathieu Rahier, poste dont il démissionne dès novembre tout comme de ses fonctions à la tête de la JGS. Son frère cadet Henri, né en 1880, fonde en 1897 une Ligue antimilitariste qui disparaît au bout de trois ans. Il crée alors, en 1900, avec Léopold Lekeu et Léonard Ohn notamment, le cercle d'instruction mutuelle "L'Etude" dont il assume le secrétariat jusqu'à son décès prématuré (victime de la tuberculose) le 4 mars 1906.

GODIN, André
Né le 26 janvier 1817 et mort le 14 janvier 1884, dans l'Aisne en France, cet ouvrier serrurier, après avoir accompli un Tour de France jusqu'en 1840, installa à Guise une entreprise de construction d'appareils de chauffage. Séduit par les doctrines de Fourier et les projets de construction de communautés socialistes, il fonda en 1859 le Familistère de Guise qui regroupait des ateliers, magasins et un "palais social", incluant logements, coopérative, école, bibliothèque, parc et potagers. L'usine groupait 1.200 ouvriers à l'origine qui furent plus du double en 1926. Basée sur une organisation originale associant capital et travail à la gestion et au partage des bénéfices dans un climat

d'avant-garde sur le plan des réalisations sociales, cette expérience dura jusqu'en 1968-1970.

• GOFFIN, Joseph
Né à Liège le 28 janvier 1819, Goffin s'installe assez tôt à Verviers où il est nommé en 1841 professeur à l'Ecole industrielle et commerciale (ancêtre du Collège communal devenu Athénée Thil Lorrain aujourd'hui). Il est initié à la loge des Philadelphes en novembre 1846, à une époque où la maçonnerie verviétoise est totalement impliquée dans les luttes politiques et subit les soubressauts de celle-ci. Dès ce moment, Goffin collabore au *Journal de Verviers* par des articles à caractère anticlérical et socialisant, avec d'autres démocrates utilisant le pseudonyme collectif de Gilles Potaie. Il est l'auteur de nombreux articles relatifs aux conditions de vie des ouvriers verviétois. A partir de mars 1847, il poursuit dans la même veine dans les colonnes de *L'Union constitutionnelle*, ceci jusqu'à la fin de 1848. Membre fondateur et un des principaux animateurs de la Société des Droits et des Devoirs de l'Homme, il est révoqué de son poste à l'Ecole industrielle en raison de ses responsabilités dans le club républicain. Il séjourne à Liège à la fin de 1848 et en 1849, où il collabore avec Hyppolite de Steiger au journal ouvrier de Prosper Esselens, *Le Peuple*. Installé comme imprimeur à Verviers en 1850, il imprime le *Journal du Peuple* d'Hyppolite de Steiger et surtout il est alors le fondateur, directeur et principal animateur du quotidien progressiste *La Réforme* qui paraît jusqu'en 1855, auquel succède un bihebdomadaire, *Le Courrier de Verviers*. Ce titre disparaît lorsque Goffin doit effectuer un mois de prison en janvier 1858 pour un article du journal. Il est ensuite à l'origine d'une scission dans Les Philadelphes, en créant la loge Les Libres-penseurs. Celle-ci ne subsiste pas au-delà d'avril 1859, date à laquelle Goffin s'installe à Seraing où il a trouvé du travail comme directeur de pensionnat tout en y poursuivant son métier d'imprimeur. Il s'installe à Spa en 1864, où il continue à participer à la presse progressiste et à la vie politique : conseiller commual progressiste, il se présente notamment comme candidat indépendant (non élu) aux élections législatives de 1866. Joseph Goffin meurt à Laeken le 15 septembre 1882.

• GOMZE, Corneil
Né à Verviers le 28 février 1829 et y décédé le 24 août 1900, calligraphe et poète wallon, grand voyageur à l'étranger, il prit part en 1848 aux activités du club républicain la Société des Droits et des Devoirs de l'Homme. Il anima en 1865-1866 le cercle "La Réforme par l'action" qui organisa les premiers meetings ouvriers verviétois et il contribua aux premiers pas des Francs-Ouvriers notamment en trou-

vant le titre du *Mirabeau*. Auteur de nombreux poèmes wallons réunis après sa mort dans une brochure *Avau les Champs*, et du texte de la "Barcarolle verviétoise" qu'Albert Ernotte mit en musique.

• GOUVY, Isidore
Né en 1876, limonadier au Cercle populaire d'Ensival, président du syndicat de l'Ile Adam et des Jeunes Gardes Socialistes, il participe au renouveau syndical avec Jean Roggeman au début du siècle. Conseiller provincial en 1921, conseiller communal à Lambermont en 1926, bourgmestre en 1932, il conserve ces divers mandats jusqu'à sa mort le 15 août 1955.

GRAND'RY
Troisième grande famille d'industriels catholiques verviétois, après les Biolley et les Simonis. Né à Eupen en 1805, Jules de Grand'Ry mourut à Verviers en 1875. Sa sœur Marie (1807-1880) avait épousé le vicomte André Simonis et sa fille, Berthe de Grand'Ry (1844-1911), épousa son cousin le vicomte Alfred Simonis, fils d'André.

GRAVE, Jean
Né le 16 octobre 1854 dans Le Puy-de-Dôme et mort le 8 décembre 1939 à Vienne-en-Val dans le Loiret, cet illustre militant anarchiste français assura durant trente ans (!) la parution régulière du *Révolté*, de la *Révolte* puis des *Temps nouveaux*. C'est fin 1883 qu'il quitta Paris pour Genève afin de poursuivre la publication du *Révolté* que Kropotkine avait créé en 1879. Il en continua la direction à Paris à partir de 1885, changeant le titre en *La Révolte* en 1887 puis *Les Temps nouveaux* en 1895 pour des motifs judiciaires. Par son journal et ses brochures, par l'ouverture de ses colonnes à des écrivains et artistes sympathisants, il parvint à élargir considérablement l'audience des thèses anarchistes en France avant 1914.

GRIMARD, Georges
Né le 2 novembre 1858 et mort à Mons le 5 décembre 1926. Docteur en droit, conseiller communal socialiste de Bruxelles à partir de 1895, député de Thuin de 1898 à 1900 puis sénateur provincial de 1900 à 1908.

• GRIVEGNEE, Henri
Tisserand né à Verviers en 1850, établi à Dison ensuite. Participant assidu aux "Réunions ouvrières" en 1870-1871, il représente la section disonaise au Congrès belge de l'AIT qui a lieu à Verviers en avril 1873.

• GUILBEAUX, Henri
Henri Guilbeaux est né à Verviers le 11 novembre 1884 : son père, de

nationalité française, y dirigeait depuis 1880 environ une teinturerie. Guilbeaux fit une partie de ses études secondaires, peu avant 1900, au Collège des Jésuites de la rue de Rome : il en a laissé une description tout à fait piquante dans son roman autobiographique *Joseph Solwaster* où il raconte avec brio son enfance et son adolescence dans la cité lainière. Après avoir étudié ensuite à Liège puis à Berlin à partir de 1904, il s'établit à Paris en 1909. Journaliste et écrivain de talent, proche des milieux anarchistes, il collabore notamment à la célèbre revue *L'Assiette au Beurre*, dont il sera un moment le rédacteur en chef. Pacifiste, favorable au rapprochement franco-allemand, il déploie à partir de 1914 une intense activité contre la guerre et en faveur de Romain Rolland, d'abord en France puis en Suisse où il se lie avec Trotski et Lénine. Il y fonde la revue *Demain* en 1916. Au début de 1919, Guilbeaux est condamné à mort par contumace, en France, pour les contacts entretenus durant la guerre avec l'ennemi dans le cadre de son militantisme révolutionnaire internationaliste. Il gagne alors Moscou puis s'installe à Berlin en 1922. Il rentrera en France dix ans plus tard, sera rejugé et acquitté. Durant ses dernières années, il critiqua de plus en plus l'impérialisme et le militarisme de l'Union soviétique sous Staline. Il mourut en juin 1938.

GUILLAUME, James
Né à Londres le 16 février 1844 dans une famille d'origine suisse qui rentre en Suisse en 1853, enseignant puis imprimeur, James Guillaume est le principal dirigeant de l'AIT dans le Jura et un des plus fidèles partisans de Bakounine, si bien que les sections de la Fédération jurassienne seront toutes acquises aux idées du rival de Marx. Exclu de l'AIT au Congrès de La Haye, il est un des grands organisateurs de la scission qui permettra durant quelques années la survie d'une Internationale antiautoritaire dont les bastions seront Verviers et le Jura. Il quitte la Suisse pour Paris en 1878 et se tient alors à l'écart du mouvement ouvrier, se plongeant exclusivement dans la rédaction d'ouvrages historiques. De 1905 à 1910, il publie quatre volumes sous le titre *L'Internationale. Documents et souvenirs (1864-1878)*, tout en reprenant une activité militante en faveur du syndicalisme. Naturalisé français, son ressentiment contre les sociaux-démocrates allemands (en qui il voyait les héritiers de ses vieux adversaires Marx et Engels) le poussera à une attitude chauviniste au début de la Première guerre mondiale, peu avant de mourir le 20 novembre 1916.

• HANSSEN, Pierre
Membre du comité de "La Réforme par l'action" qui organise en 1865-1866 les premiers meetings ouvriers à Verviers. On retrouve un Pierre Hansenne, né le 17 juillet 1811, parmi les meneurs de l'Interna-

tionale en 1873, ainsi que son fils (Pierre également) né le 15 mars 1843; tous deux sont tisserands, nés à Charneux et établis à Dison.

- HAUSEUR ou HAUZEUR, Jean
  Tisserand verviétois né en 1853, il représente le syndicat des tisserands au Congrès belge de l'AIT à Verviers en avril 1873.

- HAUSEUX
  En 1893, gérant des magasins de l'éphémère coopérative installée rue de Heusy par l'Union démocratique chrétienne. Son fils Grégoire Hauseux, docteur en droit en 1907, sera le chef de file de la démocratie chrétienne verviétoise durant l'entre-deux-guerres.

- HECK, Mathieu
  Fondateur en 1900, avec Henri Glaude, Léopold Lekeu et Léonard Ohn, de l'école d'orateurs et groupement d'instruction mutuelle socialiste "L'Etude", ancêtre de l'actuelle section verviétoise de "Présence et Action Culturelles".

- HELMAN, Henri
  Menuisier verviétois né en 1847, secrétaire du premier syndicat des menuisiers, il dirige en vain en avril 1873 une grève de trois semaines des cinq cents menuisiers disséminés dans les diverses usines de la cité. La première expérience d'autogestion a lieu à cette occasion à Verviers, lorsqu'une partie des menuisiers en grève ouvrent un éphémère atelier au local de l'Internationale cour Sauvage.

- HENRARD, Jean
  Tailleur disonais né le 17 juin 1867, militant socialiste, il est le fondateur de la Ligue électorale disonaise, secrétaire de la mutualité "La Fraternité", membre du Conseil de la Fédération verviétoise du POB. Bien que n'étant pas lui-même électeur au scrutin provincial, il est un des premiers socialistes élu conseiller provincial par le canton de Dison en 1894.

HENRARD, Jules
Né à Verviers le 20 janvier 1851 et y décédé le 12 octobre 1906, un des leaders du Cercle progressiste avec Joseph Deru dans les années 1890, élu conseiller communal en 1895 puis échevin sur la liste de la Concentration démocratique conduite par Fluche.

HENRION, Jacques
Né à Dison, le 5 octobre 1835, mort à Verviers le 1er octobre 1879. Industriel, libéral progressiste, collaborateur de *L'Ami du Foyer* et du *Progrès*, il fut conseiller communal à partir de 1869 et échevin de 1872 à sa mort.

HERLA, Edouard
Avocat né à Huy le 15 avril 1806, installé à Verviers en 1833 au plus tard, y décédé le 22 février 1873. Libéral radical, membre de la Potaie en 1844, conseiller communal en 1845, il rompt avec les radicaux en 1848 et combat ensuite ceux-ci dans l'Union libérale antirépublicaine, ce qui lui vaut d'être nommé bourgmestre de Verviers en 1849 en remplacement du très conservateur Vandresse désigné en 1846. Il le reste jusqu'en 1854, après avoir quitté le camp conservateur pour pactiser à nouveau avec les progressistes et rejoindre les doctrinaires en 1853. Sa trajectoire politique fut vigoureusement critiquée par Joseph Goffin en 1854 dans une brochure intitulée *L'Administration Herla, suivie d'une notice biographique sur le grand citoyen.* Le petit-fils d'Edouard Herla, Prosper-Jules Herla (1890-1967) fut lui aussi bourgmestre libéral de Verviers en 1956.

HERMAN, Alfred
Sculpteur liégeois né en 1843 et mort en 1890. Libre-penseur, il dirige la section liégeoise de l'Internationale de 1868 à l'été 1871, date à laquelle il s'installe à Londres, où il séjourne jusqu'à l'automne. Pendant cette période, grâce à Paul Robin qu'il avait connu à Liège en 1865, il est coopté au sein du Conseil général de l'AIT. Rentré en terre liégeoise, il y agit comme un homme de confiance d'Engels. Retiré de l'AIT après la scission de 1872, il continue à militer et représentera Liège aux Congrès constitutifs du POB en 1885. Il serait l'auteur du dessin "L'Hydre du socialisme" représentant (en 1879) 36 dirigeants socialistes belges dont Emile Piette.

HINS, Eugène
Né en 1839, docteur en lettres en 1867, marié à une des filles de Brismée (et donc beau-frère de De Pæpe) en 1865, veuf quatre ans plus tard, remarié à Paris avec une institutrice russe. Membre dirigeant de l'Internationale dès 1868, il serait à l'origine notamment de la création de la section des femmes de Verviers. Il prit part à la défense de Paris en octobre 1870. Emigré en Russie en 1872 (il y enseigne à l'école militaire de Nijni-Novgorod), il rentre à Bruxelles en 1880 et se consacre jusqu'à sa mort en 1923 à la propagande pour la libre-pensée, tout en étant élu conseiller communal socialiste à Ixelles en 1903.

• HŒN, Jules
Né à Dison le 22 février 1885, ouvrier typographe, il commence à militer à l'occasion d'une grève des mineurs du Hasart à Micheroux en 1903. Animateur des Jeunes Gardes socialistes, il est un des artisans du redressement syndical autour de Jean Roggeman en 1906. Elu conseiller communal à Dison en 1911, il y sera échevin dès 1913 et

bourgmestre de 1927 à sa mort, le 9 août 1955. Il siégea également à la Chambre de 1919 à 1954, date à laquelle il démissionna du PSB.

• HORNESCH, François
Tisserand verviétois né à Clermont le 22 mars 1848, il est en 1873 le secrétaire du premier cercle anarchiste local, le "Groupe de propagande révolutionnaire" et à ce titre signataire de son *Manifeste* antimilitariste. En 1874, il est le président du cercle de libre-pensée "Les Ouvriers solidaires verviétois" dont Pierre Fluche est membre.

HORTA, Victor
Né en 1861 et mort en 1947, architecte, initiateur et diffuseur dès 1893 du style Art nouveau.

HOUGET, Adrien
Industriel verviétois né en 1820 et mort en 1879. Fils de Julien-Désiré Houget (1798-1840), qui fonda en 1823 l'usine de construction de machines textiles installée d'abord rue Jules Cerexhe (alors rue Neuve) à Hodimont ensuite en Gérarchamps. Père de Fernand (1858-1927) qui lui succéda, et grand-père d'Adrien (1881-1957) qui continua l'entreprise et fut par ailleurs bourgmestre de Verviers de 1952 à sa mort.

• HUMBLET, Jean
Architecte né à Verviers le 30 mars 1821, professeur à l'Ecole industrielle et commerciale de Verviers, il est peut-être un des membres du groupe de rédacteurs démocrates qui animent en 1845-1846 le *Journal de Verviers* sous le pseudonyme collectif de Gilles Potaie. Vice-président de la Société des Droits et des Devoirs de l'Homme en 1848, il est révoqué en juillet de son poste de professeur en raison de ses activités dans ce club républicain mais réintégré en septembre après avoir écrit au Collège des Bourgmestre et Echevins qu'il s'en retirait. Leader de la tendance libérale progressiste après 1850, il sera un des fondateurs et collaborateurs de *La Réforme* (1850-1855), collaborateur du *Courrier de Verviers* (1855 à octobre 1857), rédacteur en chef du *Journal de Verviers* (1859), collaborateur de *L'Echo de Verviers* (après mai 1866) et surtout le principal animateur du journal *Le Progrès* (1867-1877). Humblet meurt à Dison le 13 novembre 1888.

• JACOB
Tisserand, sans doute président de la Ligue ouvrière (socialiste) de Grand-Rechain en 1886, qui compte alors une douzaine de membres.

• JADOT, Lambert
Un des fondateurs du cercle socialiste "En Avant" à la fin de 1881.

• JAMAR, Joseph
Tisserand né à Stavelot en 1840, établi à Andrimont, il est le secrétaire et un des orateurs du cercle "La Réforme par l'action" qui organise en 1865-1866 les premiers meetings ouvriers à Verviers. On le retrouve parmi les fondateurs des Francs-Ouvriers et animateurs du *Mirabeau* dès 1868. Editeur du journal l'année suivante, il est le premier secrétaire de la Fédération verviétoise de l'Internationale en août 1869. Il est toujours cité parmi les meneurs de l'AIT en 1873 et on le retrouve encore vingt ans plus tard aux côtés de Fluche lors de la grève générale de 1893. Sa trace se perd ensuite.

JANSON, Paul
Né à Herstal en 1840 et décédé en 1913. Pionnier de la tendance libérale progressiste, cet avocat sera député de Bruxelles de 1877 à 1884, de 1889 à 1894 et de 1900 à sa mort, sénateur de Liège de 1894 à 1900 et Ministre d'Etat en 1912. Son fils Paul-Emile (1872-1944) fut plusieurs fois Ministre de 1920 à 1940.

JAURES, Jean
Né à Castres le 3 septembre 1859 et assassiné à Paris le 31 juillet 1914. Professeur d'université, élu député socialiste en 1893, il concilia les diverses tendances des socialistes français et favorisa leur union en 1905 au sein de la SFIO (Section française de l'Internationale Ouvrière). Grand orateur, son action pacifiste lui valut d'être assassiné par un nationaliste déséquilibré au début du premier conflit mondial.

• JENNIGES, J.M.
Avocat verviétois, démocrate-chrétien, il fait paraître durant quelques mois en 1906 un bimensuel, *Le Franc-Parler*. Il s'associe aux socialistes pour défendre les ouvriers durant le grand lock-out mais ses efforts pour relancer alors la démocratie chrétienne à Verviers sont vains.

• JORIS, P.
Un des membres du comité du cercle "La Réforme par l'action" qui organisa en 1865-1866 les premiers meetings ouvriers à Verviers.

• JORTAY, S.
Remplace Roch Germay au Conseil communal de Verviers à la mort de celui-ci en 1908, et y est réélu en 1911.

• JUNCKER, Joseph
Administrateur du journal *Le Devoir* publié par les socialistes de la tendance Defraiteur d'octobre 1896 à juillet 1898.

KATS, Jacob
Né à Anvers en 1804 et mort à Bruxelles en 1886, instituteur à

Bruxelles jusqu'en 1831, travaillant ensuite comme ouvrier tisserand. Précurseur du mouvement socialiste, membre actif des clubs républicains en 1848 puis des divers mouvements démocratiques jusqu'au milieu des années 1860.

- KESTCHGES, Emmanuel
Né en 1869, militant socialiste, est élu conseiller communal en octobre 1903. Il remplacera Pierre Fluche comme échevin socialiste à la mort de celui-ci en octobre 1909. Il meurt le 23 septembre 1930.

- KŒNDERS, Gustave
Gérant de l'imprimerie coopérative "La Presse ouvrière" qui édite *Le Travail* à partir d'août 1902, et collaborateur du journal syndical.

KROPOTKINE, Piotr (prince)
Né à Moscou le 21 décembre 1842 et y décédé le 8 février 1921. Sorti de l'école des pages à St Petersbourg, le jeune prince Kropotkine est vite dégoûté par la cour du Tsar et demande à servir en Sibérie parmi les cosaques. Son contact avec la misère le convertit au socialisme et, lors d'un voyage en Occident qui le mène en Suisse en passant par Verviers en 1872, il adhère définitivement aux thèses de Bakounine. Rentré en Russie comme propagandiste anarchiste, il est emprisonné, s'évade et gagne à nouveau la Suisse après un passage par l'Angleterre. Expulsé de Suisse en 1881, il vit en France jusqu'en 1886 et y est emprisonné durant trois ans suite aux attentats anarchistes. Il s'installe ensuite en Angleterre et publie de multiples ouvrages qui font de lui un des principaux théoriciens et propagandistes de l'anarchie. Il rentre en Russie après la révolution de 1917, n'y joue aucun rôle (il a alors 75 ans) mais avant de mourir il proteste contre les persécutions dont les anarchistes sont dès alors victimes de la part des bolcheviques victorieux.

LAFARGUE, Paul
Médecin né à Santiago de Cuba en 1842, mort à Draveil en Seine-et-Oise en 1911. Achevant ses études à Londres, il entre au Conseil général de l'AIT et épouse la fille cadette de Marx, Laura, en 1868. Militant actif aux côtés de son beau-père contre Bakounine, il s'installe en France après l'armistice de 1880 et y devient le grand propagateur du marxisme avec Jules Guesde. Sa femme et lui se suicidèrent pour échapper à la vieillesse; leurs trois enfants étaient morts en bas âge. Paul Lafargue avait notamment écrit en 1883 *Le Droit à la paresse*.

- LALLEMAND, Alexandre
Fils du militant de l'AIT Bernard Lallemand, il figure en 1889 dans le comité du Cercle des Capacitaires et des Censitaires créé par les

socialistes de la tendance Fluche. Il achève le mandat de Durbu au Conseil communal de Verviers de 1900 à 1903 et y est réélu en 1907.

• LALLEMAND, Bernard
Tisserand né en 1837, militant de l'AIT, il représente la section d'Ensival au troisième congrès international de l'AIT à Bruxelles en septembre 1868. Etabli ensuite cabaretier rue du Marteau à Verviers, il fréquente assidûment les "Réunions ouvrières" en 1870-1871 et figure encore parmi les meneurs de l'Internationale en 1873. Son café abrita fréquemment les réunions de groupes ouvriers. Son fils Alexandre deviendra conseiller communal du POB.

• LAMBERT, Joseph
Cordonnier né à Pepinster en 1842, trésorier de la section de Pepinster de l'AIT en 1873.

• LAMBION, Julien
Un des vérificateurs des comptes de la boulangerie coopérative de Verviers en 1888, contraint avec Fluche de démissionner de celle-ci. On le retrouve parmi les membres du comité du Cercle des Capacitaires et des Censitaires l'année suivante.

• LAMBRETTE, J.
Tisserand, représente la section de Cornesse de l'Internationale au congrès belge de l'AIT à Verviers en avril 1873 et au congrès international toujours à Verviers en septembre 1877. Au congrès belge des 25 et 26 décembre 1877 à Bruxelles, il représente la Fédération verviétoise et est le seul délégué à plaider pour le transfert du Conseil belge d'Anvers à Verviers et non à Bruxelles comme décidé. On le retrouve comme orateur à un meeting de la Chambre syndicale de Verviers en septembre 1886.

• LARDINOIS, M.
Un des principaux fondateurs de la boulangerie coopérative de Verviers en novembre 1884.

• LARONDELLE, André
Tisserand né à Baelen le 8 février 1833, sans doute collaborateur du journal *L'Ouvrier* en 1857, un des fondateurs et le premier président des Francs-Ouvriers dix ans plus tard. Larondelle participe à Bruxelles à une réunion antimilitariste en janvier 1868, à la suite de laquelle les Francs-Ouvriers adhèrent à l'AIT en avril. Il représente Hodimont au troisième congrès international de l'AIT en septembre suivant à Bruxelles. Son licenciement de l'usine Garot à Hodimont, en décembre 1868, est l'étincelle qui provoque la première grande grève accompagnée d'émeutes dans la région verviétoise. Après avoir

été le premier éditeur du *Mirabeau* jusqu'en mars 1869, il crée *Le Prolétaire* en août suivant, qui donnera plus d'écho aux faits intéressant les militants de Dison. Il est condamné à un mois de prison en mai 1870 pour un article du journal, qui disparaît à cette occasion. Il est encore cité parmi les meneurs de l'Internationale en 1873. André Larondelle meurt le 28 janvier 1881 à 48 ans seulement.

• LEDOUX, Henri
Fileur né à Wegnez le 17 mars 1847, cité parmi les meneurs de l'Internationale en 1873, est le responsable de la société de libres-penseurs de Wegnez "Les Solidaires fraternels" en 1874.

• LEGRAND Joseph
Ouvrier rattacheur dans la laine cardée, militant syndical, principal animateur en 1906 avec Alfred Vitrier du groupe anarchiste "Les Iconoclastes" qui publie à Hodimont *L'Educateur* et crée un éphémère syndicat d'indépendant de la Fédération ouvrière textile de Roggeman sous le nom "Plus d'autorité".

LEJEUNE-VINCENT, Henri
Industriel libéral progressiste, né à Dison le 19 juin 1828 et y décédé le 23 février 1907. Conseiller communal à Dison de 1857 à 1895, sénateur en 1893 en remplacement de Auguste Peltzer décédé, ensuite élu direct en 1894 puis sénateur provincial de 1898 à 1903. Collabora au *Progrès* et à *L'Ami du Foyer*.

LEKEU, Guillaume
Compositeur verviétois né à Heusy le 20 mai 1870 et décédé prématurément à Angers le 21 janvier 1894.

• LEKEU, Jules
Né à Dison le 15 juin 1862, fils d'un ancien échevin. Ecrivain, collabore à de nombreuses revues. Militant socialiste, il est candidat du POB (non élu) à Thuin aux législatives de 1894, et élu conseiller provincial du canton de Dison en 1895. Il perd alors son poste de professeur à l'Athénée de Chimay et devient journaliste au quotidien socialiste *Le Peuple*. Il rédige la nécrologie de Fluche au décès de celui-ci et prend la parole au nom de la direction du POB à l'enterrement de l'échevin socialiste.

• LEKEU, Léopold
Né à Dison le 17 juillet 1860, le frère aîné de Jules Lekeu est lui aussi un homme de presse, fondateur de la revue littéraire *Le Si bémol* (1896-1904), collaborateur du quotidien neutre *Le Jour*, rédacteur de *La Voix du Peuple* en 1899 et fondateur en 1896 d'une éphémère Association des Arts et de la Presse. Sur le plan politique, il soutient les

candidats ouvriers du Cercle des Capacitaires et des Censitaires aux élections communales d'octobre 1890 et participe en 1895 à la campagne pour les premières élections communales au vote plural. Elu conseiller communal à Verviers en octobre 1899, il fonde en 1900 le cercle d'instruction mutuelle "L'Etude" et remplace Malempré (réélu député en 1900) comme correspondant verviétois du *Peuple*. Il est élu conseiller provincial la même année et deviendra député permanent. Il meurt le 19 avril 1906.

• LEONARD, J.
Un des membres du comité de la "Réforme par l'action", qui organise en 1865-1866 les premiers meetings ouvriers à Verviers.

LEON XIII, Vincenzo Giachino Pecci
Né en 1810 et mort en 1903, Pape de 1878 à sa mort, auteur en 1891 de l'encyclique *Rerum novarum* définissant la doctrine sociale de l'église et donnant une base à l'action des premiers démocrates chrétiens.

LEOPOLD Ier
Né le 16 décembre 1790, premier roi des Belges du 21 juillet 1831 à sa mort, le 10 décembre 1865.

LEOPOLD II
Né le 9 avril 1835, deuxième roi des Belges du 10 décembre 1865 à sa mort, le 17 décembre 1909, quarante-quatre ans jour pour jour après sa prestation de serment. La vie militante de Fluche correspond exactement au règne de Léopold II, mais les deux personnages n'ont pas d'autres points communs sinon peut-être la ténacité.

LEPAS, André-Joseph
Publiciste né à Verviers le 25 mars 1826, auteur en 1844 de *Coup d'œil sur la situation de la classe ouvrière de Verviers*, 59 pages parues d'abord dans la Nouvelle Revue de Bruxelles et rééditées en 1866.

• LEVARLET, Jean
Tisserand né en 1847, représente le Groupe de propagande de Pepinster au Congrès belge de l'AIT à Verviers en avril 1873 et y plaide pour la préparation d'une grève générale révolutionnaire.

• LEVIEUX, Jacques et Jean
Membres du comité du cercle "La Réforme par l'action" qui organise en 1865-1866 les premiers meetings ouvriers à Verviers. Un d'eux prend la parole au nom des anciens de l'Internationale lors de l'enterrement de Pierre Fluche.

• LEWALLE, Gaspard ou Gustave
Délégué de l'Association des Mécaniciens et Métallurgistes de Verviers et environs pour témoigner en septembre 1886 devant la Commission d'enquête parlementaire sur les conditions de travail, il est encore cité par Fluche parmi ses amis intimes en 1903.

LIEBKNECHT, Wilhem
Né le 29 mars 1826 à Giessen en Hesse et mort le 7 août 1900, impliqué dans l'action révolutionnaire dès 1848, il vécut en Suisse puis à Londres avant de pouvoir regagner l'Allemagne en 1862. En contact étroit avec Marx et Engels, il milita dans les rangs des socialistes berlinois et fut élu député en 1868. L'année suivante, il fondait le Parti social-démocrate allemand. Opposé à la guerre contre la France, il fut condamné à deux ans de prison. A partir de 1874, il est réélu député au Reischtag et sa popularité reste intacte dans toute l'Allemagne jusqu'à sa mort un quart de siècle plus tard.

• LIEGEOIS, Barbe
Née le 31 janvier 1873, ouvrière noueuse à l'âge de dix ans, tisserande à 16 (et jusqu'en 1945), membre du Cercle populaire d'Andrimont, elle participe au renouveau syndical autour de Jean Roggeman au début du siècle. Après la guerre, elle fonde les Guildes de coopératrices et organise le mouvement féminin socialiste dans la région verviétoise.

LIMBOURG, Pierre
Né à Verviers le 25 mai 1843, il y meurt le 31 mai 1912. Conseiller communal de 1886 à 1912, ce publiciste catholique conservateur contemporain de Fluche est l'antithèse de ce dernier et un des plus farouches adversaires des socialistes tout comme des démocrates chrétiens. Fondateur de la Société des Jeunes ouvriers en 1864 et de quantité d'autres œuvres à caractère paternaliste par la suite, il prêche la résignation aux ouvriers et combat inlassablement tous leurs efforts d'émancipation autonome durant près d'un demi-siècle, successivement dans *La Feuille du dimanche* (de 1864 à 1868), dans le quotidien *Le Nouvelliste* (de 1876 à 1887), dans *Le Jeune ouvrier* (1883 à 1887) puis *La Gazette du Peuple* (1887-1899), enfin dans *Le Courrier du Soir et L'Echo de Verviers* au début du siècle. Membre de la Commission communale du Travail dès sa création en 1896, il y représente les patrons. La ville de Verviers a donné son nom à une rue située sur la colline au nord de la vallée de la Vesdre, soit exactement à l'opposé de la rue Pierre Fluche qui se trouve sur la colline sud.

• LINCE, Louis
Tisserand né à Lambermont en 1844, habitant Ensival, membre d'une famille de militants de l'AIT, Louis Lincé fait partie du Conseil fédé-

ral verviétois en 1873 et est un des cinq membres du Conseil belge, chargé des contacts avec la région du Centre, lorsque la direction de la section belge de l'AIT est installée à Verviers en 1874-1875.

LINON, Louis
Fils d'un constructeur de machines textiles, Louis Linon, né en 1853, fonde à Ensival un atelier de constructions automobiles en 1897, qui fabriqua quelque 2.000 véhicules entre 1898 et 1914.

• LISTRAIT ou LISTRAY, E.
Avec J. Polis, fut le premier secrétaire de la "Caisse de résistance des ouvriers mécaniciens de Verviers et environs" créée en février 1869. Est membre du comité de la mutualité "Les Mécaniciens philanthropes" en 1872.

LISZT, Franz
Né en 1811 et mort en 1886, pianiste et compositeur hongrois.

LOBET, Simon
Né à Verviers le 11 mars 1815 et y décédé le 17 mai 1891, libéral radical, auteur anonyme en 1843 du poème "L'Origine de la noblesse des Biolley". Membre de la Potaie en 1844, il se sépare des radicaux en 1848; conseiller communal en 1847-1848 puis à partir de 1855, échevin à partir de 1860, bourgmestre du 10 avril 1885 à sa mort.

• LONGTAIN, Hubert
Instituteur né à Verviers le 29 octobre 1863, Hubert Longtain fonde à la fin de 1896 un bimensuel d'éducation populaire (*Notre journal*). A la fin du siècle, il est à la tête du Cercle des Ouvriers libéraux, section verviétoise d'un Parti Ouvrier Libéral qui réclame des réformes radicales dans le cadre du système capitaliste. Ce cercle crée un hebdomadaire le 1er janvier 1900, *L'Avant-garde*, principalement rédigé par Longtain. Ce journal disparaît au bout de deux mois, ayant perdu ses soutiens financiers pour avoir critiqué l'échevin libéral de l'Instruction. Le Cercle des Ouvriers libéraux disparaît après les élections législatives de 1900. Longtain sera par la suite directeur des écoles communales de Verviers.

LONGUET, Charles
Né à Caen en 1839, décédé à Paris en 1903. Avocat, son opposition à l'Empire le force à s'exiler en Belgique puis en Angleterre en 1865, où il entre au Conseil général de l'AIT, occupant les fonctions de secrétaire correspondant pour la Belgique. Il participe à la Commune de Paris. Rentré à Londres, il réintègre le Conseil général et épouse la fille aînée de Marx, Jenny, en 1872. Il revient en France après l'am-

nistie de 1880, et continue à militer dans les rangs socialistes mais en s'opposant au courant marxiste de Jules Guesde.

LORENZO, Anselmo
Né à Tolède en 1841 et mort en 1914, ce typographe est le fondateur du mouvement ouvrier espagnol à l'époque de la Première Internationale. De 1876 à 1896, il dirige le mouvement ouvrier catalan. Victime de la répression des anarchistes, il s'exile à Paris puis rentre à Barcelone où il poursuit son action militante jusqu'à sa mort.

LORRAIN, Thil (Michel Materne dit)
Né à Virton le 4 janvier 1826 et décédé à Verviers le 16 février 1863, professeur puis directeur du Collège communal. Libéral progressiste, collabora à de nombreux journaux verviétois de cette tendance dont *Le Progrès*.

LOUIS-PHILIPPE
Né le 6 octobre 1773, il devient roi des Français en juillet 1830, après la révolution qui chasse son cousin Charles X, frère et successeur de Louis XVI et Louis XVIII. Sa fille épouse le roi des Belges Léopold Ier. Lui-même est chassé du trône par la révolution de 1848.

- LURON, Thomas
Tisserand né à Dison en 1829, cité parmi les meneurs de l'Internationale à Andrimont en 1873, il figure parmi les fondateurs du cercle "En Avant" à la fin de 1881 et reste un ami intime de Fluche jusqu'au décès de ce dernier. Pour l'enterrement de l'échevin socialiste, c'est lui qui est chargé de battre le rappel des anciens de l'Internationale pour organiser leur présence à la cérémonie.

- MAGOTTE, Alexandre
Né à Stembert en 1850, tisserand domicilié à Verviers, il représente (avec Joseph Demoulin) la Caisse générale de résistance de Verviers au Congrès belge de l'AIT à Verviers en avril 1873. On le retrouve prenant la parole au Congrès anarchiste universel qui a lieu à Verviers le 25 décembre 1880.

- MAHWIN, Jules
Membre du comité de "La Réforme par l'action", qui organise en 1865-1866 les premiers meetings ouvriers à Verviers. Il y prend la parole en wallon. Dans ses souvenirs publiés en 1914 (*La Terre*), Thiry évoque un F. Mahwin émigré aux Etats-Unis.

MAHEU, Joseph
Ouvrier typographe né à Bruxelles en 1861 et mort le 11 juin 1894, il fut désigné comme secrétaire du Conseil général provisoire du POB dès le Congrès de fondation de celui-ci en avril 1885 au Cygne. Il as-

suma le secrétariat central du nouveau Parti jusqu'à son décès prématuré à l'âge de 33 ans.

- MAIGRAY, Joseph
Tisserand né à Ensival en 1848, il représente la section d'Ensival au Congrès belge de l'AIT en juin 1871 et aux "Réunions ouvrières" de Verviers en 1870-1871. Membre du Conseil de la Fédération verviétoise, il est considéré comme un militant particulièrement énergique. En mai 1873, c'est lui qui accompagne Victor Dave à Alost pour y collecter des fonds en faveur des grévistes du textile de cette localité. Libre-penseur, il est le responsable du Cercle rationaliste d'Ensival en 1874. Au Congrès belge de l'AIT de février 1876, il plaide en vain avec Joseph Demoulin pour le déclenchement de la révolution. En avril 1877, il participe avec Fluche au Congrès socialiste belge où on tente sans succès de réaliser l'union des diverses tendances du mouvement ouvrier. Il représente encore Ensival au dernier Congrès international de l'AIT à Verviers en septembre 1877. Rallié à l'action politique, il figure parmi les fondateurs du cercle "En Avant" en 1881 et est un des orateurs à l'origine de la reconstitution d'un syndicat des tisserands à la fin de cette année. Il est un des principaux orateurs du POB lors des nombreux meetings de 1886 et parle au nom du Cercle populaire d'Ensival en septembre devant la Commission d'enquête parlementaire sur les conditions de travail. En octobre 1887, avec Jean Malempré, il est élu conseiller communal à Ensival : huit ans avant les premières élections communales au vote plural, ce sont les deux premiers élus socialistes dans la région verviétoise. Maigray est encore un des orateurs du POB lors de la grève générale de 1893.

- MALEMPRE, Hubert
Tisserand né à Ensival en 1840, cité parmi les meneurs de l'Internationale en 1873, il assume au début de 1879 l'édition du *Mirabeau*. Il figure parmi la quinzaine de militants anarchistes verviétois en 1892 et habite alors Hodimont. Ses frères cadets Toussaint et Jean sont également des militants actifs du mouvement ouvrier régional, le second devenant conseiller communal puis député du POB.

- MALEMPRE, Jean
Né à Ensival le 24 septembre 1859, le frère cadet des militants de l'Internationale Hubert et Toussaint Malempré, entre à l'usine à neuf ans et demi comme noueur puis devient tisserand. Il cotise à l'AIT dès l'âge de douze ans, alors que ses aînés figurent déjà parmi les meneurs de celle-ci. Tandis qu'eux choisissent la voie anarchiste, il collabore avec Fluche en 1877 à une tentative de reconstitution du syndicalisme textile sur le modèle de la Chambre syndicale créée deux ans plus tôt par Louis Bertrand à Bruxelles. Il est un des fondateurs et animateurs

du POB à Ensival, assumant le secrétariat du Cercle populaire dès 1886 et fondant la chorale "L'Echo populaire" en 1892. Il est élu conseiller communal dès octobre 1887 avec Joseph Maigray : ce sont les deux premiers élus socialistes dans la région, sept ans avant les premiers scrutins au vote plural. Il sera réélu jusqu'à sa mort, siégeant comme échevin de 1895 à 1907. Ayant conduit la liste socialiste aux élections législatives, il siège à la Chambre avec Dauvister, Gierkens et Niezette de 1894 à 1898, date à laquelle les catholiques emportent les quatre sièges. Nommé correspondant verviétois du *Peuple* en 1898, il retrouve son siège de député en 1900 à la faveur de la représentation proportionnelle et ne le perdra plus. Comme parlementaire, il obtiendra dès son premier mandat une enquête sur les conditions de mesurage des pièces dans l'industrie textile, où des patrons malhonnêtes trompaient leurs ouvriers. Ayant révélé les abus dénoncés déjà quinze ans plus tôt par Fluche devant la Commission d'enquête de 1886, cette enquête aboutira à un arrêté royal imposant l'emploi obligatoire du compteur automatique dans l'industrie du tissage. Jean Malempré collabore à la presse socialiste puis syndicale régionale : *L'Organe ouvrier* (1894-1895), *Le Parti ouvrier* (1895-1898), *En Avant* (1898-1899), *La Voix du Peuple* (1899) et *Le Travail* enfin. Il meurt avant ses frères aînés, le 9 février 1909. Son suppléant Jean Dauvister (déjà député de 1894 à 1898) achève son mandat à la Chambre. Sa famille lègue son impressionnante bibliothèque à la Ville de Verviers.

• MALEMPRE, Toussaint
Tisserand né à Ensival en 1848, frère puiné de Hubert et Jean Malempré, il figure parmi les meneurs de l'Internationale en 1873. Il fait partie du Conseil de la section belge de l'AIT lorsque celui-ci siège à Verviers en 1874-1875. Il représente Ensival et Lambermont au dernier Congrès international de l'AIT à Verviers en septembre 1877. En juillet 1878, il est l'éditeur du premier journal anarchiste verviétois *Le Cri du Peuple* et à ce titre condamné en juin 1879 à trois ans de prison (par défaut, car il s'est exilé) en raison de la publication d'articles hostiles à la monarchie. Il n'apparaît plus ensuite parmi les militants du mouvement ouvrier régional, au contraire de son aîné Hubert (dans les rangs anarchistes) et de son cadet Jean (au sein du POB).

MALLAR, Léopold
Avocat libéral né à Baelen le 12 octobre 1837 et mort à Verviers en novembre 1910. Conseiller provincial et communal en 1875, député de 1875 à 1894, échevin de l'Instruction de 1876 à 1904 puis échevin des Travaux.

• MALON, Benoît
Ouvrier teinturier français né à Prétieux en 1841 et mort à Asnières en 1893, membre de l'Internationale à Paris dès 1865. Membre actif de la Commune, il se réfugie en Suisse où il se range aux côtés des partisans de Bakounine. Il vit ensuite en Italie. Rentré en France après l'amnistie de 1880, il s'efforcera de trouver une voie médiane avec les marxistes, qu'on qualifiera "d'opportunisme révolutionnaire" : "Soyons révolutionnaires quand les circonstances l'exigent et réformistes toujours".

• MANGUETTE, Laurent
Tisserand verviétois né à Dison en 1859, il représente la Caisse de résistance des tisserands verviétois au Congrès belge de l'AIT à Verviers en avril 1873 et fait partie de la délégation belge au sixième Congrès international de l'AIT à Genève en septembre suivant.

• MAQUINAY, Henri
Avocat né à Verviers le 24 février 1864, il est avec son confrère Henri Boland le principal animateur du journal démocrate chrétien *Le Démocrate* de novembre 1892 à la fin de 1895. Il joue un rôle de premier plan aux côtés des tisserands verviétois lors de leur grande grève de l'été 1893 et, avec Bolland, Collard-Bovy et Emile Vandervelde, défend ensuite deux d'entre-eux devant le tribunal. Dès 1892, il participe à des meetings en compagnie de socialistes dont Fluche et Malempré. Après le ralliement de la démocratie chrétienne à une liste catholique unique dominée par les conservateurs tant pour les élections législatives de 1894 que pour les communales de 1895, et la disparition du *Démocrate*, Maquinay rejoint les rangs du POB en mars 1896. Il collabore aux journaux socialistes *En Avant* puis *La Voix du Peuple* en 1898-1899, étant rédacteur en chef de ce seond titre. Elu conseiller communal socialiste le 20 octobre 1907, il est l'exécuteur testamentaire et l'héritier des objets personnels de Pierre Fluche en 1909. Henri Maquinay sera nommé plus tard juge de paix du canton de Spa. Il meurt le 4 septembre 1928.

• MARECHAL, Victor
Teinturier né à Verviers en 1820, il est membre du comité de la Société des Droits et des Devoirs de l'Homme en 1848 et prend la parole lors du premier meeting public du club républicain verviétois. Contrairement à son père Michel Maréchal (Liège, 20 septembre 1788 - Verviers, 20 mai 1852), il n'était pas électeur en 1847. Il s'installe à Bruxelles en novembre 1854, où sa mère et ses trois sœurs le rejoignent en février 1855.

MARIE-HENRIETTE
Née à Budapest en 1836, l'archiduchesse d'Autriche épouse le futur roi Léopold II en 1853 et devient la deuxième reine des Belges de 1865 à sa mort à Spa en 1902.

MARX, Karl Heinrich
Né à Trèves le 5 mai 1818 et mort à Londres le 14 mars 1883. Economiste, il vécut en exil à Paris à partir de 1843, puis à Bruxelles (1845-1848) et enfin à Londres à partir de 1849. Avec l'aide de Friedrich Engels, il écrivit de nombreux ouvrages qui servirent de ferment à la pensée socialiste. Il prit une part active à la fondation et à la direction de la Première Internationale de 1864 à 1872.

- MASSON, Ferdinand
Né à Dison le 25 avril 1877 et domicilié à Ensival, ce militant mutualiste est, en 1905 déjà, administrateur de "La Mutualité" d'Ensival, président de "La Mutualité des Femmes" à Ensival également, président de "La Prévoyance sociale" à Verviers et encore président du cercle d'études "L'Espoir". Conseiller communal en 1911, il sera échevin de 1921 à sa mort et siégera au Conseil provincial de 1921 à 1925. En 1922, il devient directeur de la clinique des Mutualités socialistes de la Province de Liège et peu après secrétaire-trésorier des Mutualités socialistes de l'arrondissement de Verviers. Il meurt le 31 mai 1946.

- MATHIEU, Hippolyte
Né à Dison le 9 janvier 1869 et y décédé le 4 janvier 1954, il siégea au Conseil communal de Dison dès juin 1896 puis au Collège en tant que premier échevin à partir de janvier 1912 et jusqu'à sa mort.

- MELEIN, Jean
Né à Wegnez le 30 mars 1876, tisserand à la firme Hauzeur-Gérard à Ensival, il est secrétaire du syndicat de son usine et perd son emploi en 1896 suite à la grève contre le tissage à deux métiers. Il entre alors comme apprenti tourneur chez Houget. Il organise l'exode des enfants durant le grand lock-out de 1906. A Ensival, il est alors membre du comité de la mutualité et trésorier de la coopérative socialiste. Après la guerre pendant laquelle il travaille dans une fabrique d'obus en Angleterre, il s'installe à Andrimont où il est élu conseiller communal en 1921. Il en sera le bourgmestre de 1922 à sa mort le 20 février 1947, siégeant aussi comme Sénateur provincial de 1936 à 1938.

- MEUNIER, Henri Victor
Mécanicien né à Verviers en 1827, il participe assidûment aux "Réunions ouvrières" de 1870-1871 et figure encore parmi les principaux militants de l'Internationale lorsque la tendance Bastin-Piette dirige le

mouvement en 1874-1875. Selon Fluche, il serait passé dans le camps des adversaires de l'Internationale au début de 1876.

• MICHEL, Louise
Née à Vroncourt-la-Côte en Haute-Marne le 29 mai 1830 et morte à Marseille le 10 janvier 1905. Institutrice engagée dans l'action politique dès 1856 contre l'Empire. Participante active de la Commune où elle gagne le surnom de "Vierge rouge". Déportée ensuite, elle rentre en France après l'amnistie de 1880 et milite encore durant vingt-cinq ans en multipliant écrits et conférences en faveur des idées anarchistes.

• MINEUR Marie
Epouse Bastin, cette militante très énergique est avec Hubertine Ruwette la principale animatrice de la section des femmes de l'Internationale de Verviers, qui compte plus de 400 affiliées en 1874. Elle est déléguée des "Solidaires verviétois" aux congrès annuels des rationalistes belges en 1879 et 1880 et on la retrouve encore à la fin du siècle parmi les militants anarchistes verviétois.

MOINEAU, Jules
Né en 1860, militant anarchiste liégeois, un moment émigré au Brésil, présent à Liège lors de la vague d'attentats anarchistes de 1892, il est condamné de ce fait à 25 ans de travaux forcés après avoir revendiqué hautement ses convictions politiques. En 1916, il cosignera le *Manifeste* de Kropotkine appelant à lutter aux côtés des Alliés.

• MONSEUR, Jean-Mathieu
Fileur né à Herve le 5 avril 1845, domicilié à Dison, est délégué de la Caisse de résistance des filatures de Dison au Congrès belge de l'AIT à Verviers en avril 1873. On le retrouve comme orateur ou président de meetings socialistes en 1886-1887.

MONTEFIORE LEVI, Georges
Né en 1832, mort en 1906, entrepreneur liégeois, sénateur libéral à partir de 1882.

MONTELS, Jules
Né en 1843, mort en 1916, ce courtier en vins joue un rôle important dans la Commune de Paris. Exilé ensuite en Suisse, il représente des sections suisses à plusieurs Congrès de l'AIT. De 1878 à 1880, il enseigne en Russie, aux fils de Tolstoï. Rentré en France en 1881, il continue à militer. En 1916, il est un des signataires de l'appel de Kropotkine invitant à se ranger aux côtés des Alliés.

MORAGO, Tomas
Membre fondateur et dirigeant de la section espagnole de l'Internatio-

nale en 1870, il est comme toute celle-ci aux côtés de Bakounine contre Marx. Après l'interdiction de l'Internationale en Espagne en 1874, il publie pendant plusieurs années le journal socialiste clandestin *El Orden*. Il meurt en septembre 1885.

MOREL, Auguste
Ce Français réfugié à Bruxelles, membre de la société de libre-penseurs Les Solidaires depuis avril 1864, fut à l'origine de la créaction en avril 1865 d'un comité ouvrier de douze membres qui donna naissance peu après au comité bruxellois de l'AIT. En juin 1865, Morel vint donner des conférences à Verviers sur l'organisation du travail, à la demande de Corneil Gomzé.

- MORET, Justin (abbé)
Né le 24 avril 1862 à Fraiture-en-Condroz, ordonné prêtre et nommé vicaire à St Joseph à Verviers le 24 mai 1885. Collaborateur du *Démocrate*, il est éloigné de Verviers en juillet 1893 en raison de sa collaboration à l'organe démocrate chrétien. Il meurt le 15 mai 1928.

- MOTTET, Hector
Né à Verviers en 1811, ce patron d'une petite teinturerie employant une cinquantaine d'ouvriers, beau-frère du militant démocrate bruxellois Jean-Nicolas Collard, est le leader des radicaux verviétois dans les années 1840. Membre du comité de rédaction du *Journal de Verviers* ("La Potaie") dès juillet 1844, il est le principal meneur des manifestations ouvrières contre les Jésuites et leurs protectrices Mesdames Biolley et Simonis en septembre suivant. Elu conseiller communal en octobre 1845, il y dirige la fraction démocratique jusqu'à l'éviction de celle-ci en août 1848. En avril 1848, il est le fondateur et le président du club républicain verviétois, la Société des Droits et des Devoirs de l'Homme. Il est arrêté le 16 mai 1849, inculpé dans "l'affaire du Prado" et seul acquitté dans ce procès contre les principaux dirigeants républicains belges. Réélu conseiller communal en octobre 1851, il démissionne en juillet 1853. En 1855, il est condamné à un an de prison pour détournement de draps confiés à sa teinturerie. Il meurt, oublié, le 12 juillet 1890.

- MOVET, Laurent
Marchand tailleur, professeur de coupe, né à Verviers le 26 novembre 1869 et y décédé le 23 avril 1927, est un des fondateurs et dirigeants de l'Union Démocratique Chrétienne de Verviers en 1892, et organisateur d'une corporation des tailleurs à la même époque.

MULLENDORFF, Charles
Né à Verviers le 17 février 1835 et y décédé le 2 septembre 1905. Industriel progressiste, il a collaboré au *Progrès* et à *L'Ami du Foyer*.

MULLENDORFF, Eugène
Industriel né à Verviers le 29 mars 1834 et y décédé le 28 janvier 1920, il fut échevin de 1867 à 1891 puis bourgmestre de 1891 à sa mort. Conseiller provincial de 1872 à 1886, il fut aussi député de 1900 à 1919.

MULLENDORFF, François
Né à Luxembourg le 17 mars 1799, installé à Verviers en 1820 et mort à Verviers le 1er janvier 1858, ce prospère commerçant en laines avait été un des acteurs de la Révolution de 1830 en collaborant au *Journal de Verviers*. Libéral radical, membre de la Potaie en 1844, il siège au conseil communal de 1845 à 1848 (échevin de 1846 à 1848) puis rompt avec les radicaux, qu'il combat ensuite aux côtés de son ami Edouard Herla dans l'Union libérale antirépublicaine.

MULLER, Mina épouse PUCINELLI
Journaliste allemande née à Ebbing en Prusse en 1835, collaborant à la presse socialiste espagnole, elle aurait contribué de ses deniers à équiper une compagnie de 500 volontaires espagnols dans l'armée de Garibaldi pendant la guerre franco-prussienne, pour un total de 25.000 francs, somme énorme pour l'époque. Après avoir été prisonnière de guerre, elle aurait pris part ensuite à la Commune de Paris. Veuve de Léonard Pucinelli, elle se réfugia en Belgique après l'échec de la Commune et séjourna à Bruxelles en août 1871 et à Verviers à la fin de l'année, avant de tenter de s'introduire en Prusse ou de regagner l'Espagne.

NAPOLEON III
Né en 1808 aux Tuileries à Paris, mort en exil en Angleterre en 1873, il avait pris le pouvoir en France après la révolution de 1848 (élu président de la République le 10 décembre) puis avait instauré l'Empire le 2 décembre 1851 - Empire qui s'écroula lors de l'invasion allemande de septembre 1870. La répression de la presse et de toute opposition avait forcé sous l'Empire nombre d'hommes de gauche à s'exiler en Belgique, au premier rang desquels Victor Hugo.

NAUTET-HANS, Gilles
Né à Verviers le 6 juin 1802 et y décédé le 21 janvier 1884. Correcteur puis rédacteur au *Journal de Verviers* (1825 - 1837), libraire établi imprimeur en 1841, membre de la Potaie en 1844, il fonde la *Feuille dominicale* avec l'appui des grands industriels en 1850. La firme Nautet - Hans, dirigée par son gendre Antoine Chesselet à partir de 1875, créa notamment le journal neutre *Le Jour* en 1894.

NEVE, Johan
Militant anarchiste allemand particulièrement dynamique, né à Velresbüll en 1844 et mort à Schleswig en 1896.

• NIEZETTE, Thomas
Né à Henri-Chapelle le 29 novembre 1857, cultivateur à Hèvremont sur la commune de Dolhain, lecteur du *Peuple*, il est choisi par la Fédération socialiste verviétoise comme représentant du monde rural sur la liste du POB pour les élections législatives de 1894. Il siège au Parlement de 1894 à 1898, mais n'est pas repris sur la liste à cette date, les Verviétois devant faire place au Bruxelles Louis De Brouckère. Niezette est élu conseiller communal à Dolhain en 1900 et sera échevin l'année suivante et jusqu'en 1926. Il retrouve à deux reprises son siège de député socialiste et la Commission de l'Agriculture du Parlement : en janvier 1913 (jusqu'aux législatives de mai 1914), comme suppléant de Louis Pirard démissionnaire, et en décembre 1921 comme suppléant d'Alexandre Duchesne également démissionnaire. Il est réélu député en 1925 (plus de trente ans après sa première élection) et siège jusqu'en 1929. Il meurt le 2 février 1933.

• NOBLUE ou NOBLUEZ, Denis
Mécanicien né à Thimister en 1833, habitant Verviers, ouvrier chez Houget, il est le secrétaire de la caisse de résistance des mécaniciens dès 1871. Il dirige l'action des métallurgistes qui aboutit à la journée des dix heures en 1871 et participe assidument aux "Réunions ouvrières" à la même époque. En 1873, il est membre du Conseil de la Fédération verviétoise de l'AIT.

• NŒL, Nicolas
Délégué de la caisse de résistance des ouvriers de filature de Dison au dernier Congrès international de l'AIT à Verviers en septembre 1877, on le retrouve en 1886 comme fondateur de la ligue ouvrière socialiste de Dison et il est un des principaux orateurs des meetings socialistes en 1886-87.

OFFENBACH, Jacques
Né à Cologne en 1819 et mort à Paris en 1880, compositeur de nombreuses opérettes dont la musique s'identifie au Second Empire français.

• OHN, Léonard
Ebéniste né à Hodimont le 14 juillet 1872, membre des organisations de jeunesse du POB, il est le gérant de la Maison du Peuple de Verviers du printemps 1899 à octobre 1902 : ayant remplacé Defraiteur, il est lui-même remplacé alors par Barès. Il est un des fondateurs du cercle d'instruction mutuelle "l'Etude" en 1900 et collabore au jour-

nal syndical *Le Travail*. Dans le cadre du renouveau du syndicalisme, il sera pendant longtemps président du syndicat des ouvriers du bâtiment. Après la guerre, il remplace Joseph Déderich comme secrétaire de la Fédération verviétoise de 1921 à 1930, Fédération qu'il présidera de 1938 à 1950. Conseiller communal à Verviers de 1926 à 1952, il sera échevin (en remplacement de Këstchgès décédé) de 1930 à 1933 puis de 1939 à 1946. Il entre au Sénat en 1927 (en remplacement de Louis Pirard nommé Gouverneur) et y siège jusqu'en 1949. Léonard Ohn décède le 31 décembre 1967 à 96 ans.

• ORBAN, Michel
Tisserand disonais né en 1871 et décédé le 7 octobre 1908, militant syndical dès la fin des années '80, impliqué dans toutes les phases de relance de la Fédération des Tisserands, il est aussi un des fondateurs de la coopérative "La Ruche ouvrière", administrateur de la boulangerie coopérative et fondateur de la Ligue ouvrière de Dison dont il sera le trésorier jusqu'à sa mort brutale en pleine usine. Mutuelliste, il était aussi président de la Fédération des sociétés disonaises de secours mutuels et administrateur des Pharmacies populaires.

ORTMANS-HAUZEUR, Jean-François
Né le 5 août 1806 et décédé à Verviers le 2 février 1885. Teinturier (son usine se trouvait à l'emplacement où fut construite la Grand-Poste entre 1904 et 1909), homme politique libéral, député, il fut conseiller communal dès 1848, échevin l'année suivante et bourgmestre de 1854 à sa mort. Verviers se modernisa sous son impulsion, notamment par la création du quartier des boulevards et surtout par la construction du barrage de la Gileppe, l'un et l'autre inaugurés en 1878.

OUTINE, Nicolas
Révolutionnaire russe originaire de St Petersbourg, exilé dès 1863 d'abord à Londres puis en Suisse où il fonde, à Genève, en 1870, une section rivale de celle dominée par Bakounine. Il quitte la Suisse en 1873 pour Londres puis pour Liège où Marx lui rend visite en 1876. Il rentre en Russie, gracié, l'année suivante.

PELLERING, Jan
Né à Bruxelles en 1817 et y décédé en 1877, ce bottier est un des pionniers du mouvement ouvrier belge, militant dès 1836, membre actif des clubs républicains fondés par Marx à Bruxelles en 1847-48, fondateur de la première société de propagande rationaliste en 1854 ("L'Affranchissement"), fondateur de la section belge de l'Internationale en 1864 et d'une "branche révolutionnaire" de celle-ci de tendance bakouniniste en 1869.

PELTZER
Dynastie industrielle et politique libérale verviétoise. Auguste Peltzer (1831 - 1893) fut député de 1874 à 1892 et sénateur de 1892 à sa mort, Edouard (1829 - 1903) fut conseiller communal de 1858 à 1863 et conseiller provincial de 1876 à 1886, Henri (1828 - 1902) fut conseiller communal puis bourgmestre de Spa. Un fils d'Edouard, Edouard Peltzer de Clermont (1859 - 1934) fut sénateur de 1905 à 1921; un fils d'Auguste, Paul Peltzer, fut conseiller communal de 1887 à 1920 et son frère Auguste Peltzer (1865 - 1930) fut bourgmestre de Spa comme son oncle Henri auparavant.

PERRET, Henri
Ouvrier graveur suisse, membre très actif de l'Internationale à Genève, délégué à la Conférence de Londres en 1871. Perret devint secrétaire d'un commissaire de police à Genève en 1877.

- PICRAUX, Charles
Tisserand né à Wegnez le 30 août 1834, décédé en mai 1895 après avoir vécu à Verviers dans les années '70 puis à Andrimont. Membre du Conseil fédéral de l'AIT en 1873, il est aussi militant de la libre-pensée et représente les "Solidaires verviétois" au Congrès rationaliste de Verviers en août 1874. Fin 1881, il figure parmi les fondateurs du cercle "En Avant". Il est un des principaux orateurs des meetings du POB en 1886 et milite jusqu'à son décès dans les rangs socialistes.

- PICRAUX, F.
Un des fondateurs et premiers administrateurs de la boulangerie coopérative fin 1884, et principal fondateur des Jeunes Gardes Socialistes de Verviers en avril 1886.

- PIETTE, Emile
Tisserand puis ourdisseur né à Verviers en 1847, il participe de manière assez discrète aux "Réunions ouvrières" en 1870-71 puis est un des chefs de file, avec Pierre Bastin et Gérard Gérombou, de la tendance dure qui dirige l'Internationale à Verviers entre 1873 et 1875 environ. En 1876, il publie sous le pseudonyme de Prol Ether une brochure contre *Le pétitionnement pour l'abolition du travail des enfants jugé d'un point de vue révolutionnaire*. Battu sur cette question au Congrès belge d'octobre de l'AIT, il fonde début novembre le cercle anarchiste L'Etincelle. Il assume conjointement avec le prince Kropotkine le secrétariat du dernier Congrès international de l'AIT à Verviers en septembre 1877. D'avril 1878 à juin 1879, il est le principal animateur du journal *Le Cri du Peuple* et en 1880 de son successeur *La Persévérance*. Il a alors quitté le textile depuis 1875 au moins pour s'établir comme libraire et il abrite la rédaction du journal,

d'abord rue de la Montagne puis rue du Marteau. Emile Piette abandonne la lutte en Belgique au milieu des années '80 : il cède sa librairie à un autre membre de l'Etincelle, Guillaume Davister, et part fonder une colonie anarchiste verviétoise à Buenos-Aires en Argentine, où il reste libraire. Il rentre à Verviers pour un bref séjour en 1894, au cours duquel il fait imprimer le catalogue des occasions de sa librairie en Amérique du Sud. Il meurt à son retour à Buenos-Aires en octobre 1894 et c'est un autre anarchiste verviétois, Dechaîne-Ruwette, qui reprend sa bouquinerie là-bas.

• PIRARD, François et Henri
Henri Pirard est l'éditeur de *L'Organe ouvrier* à partir de juillet 1894 et, à ce titre, condamné à deux mois de prison en avril 1895 pour un article paru en janvier. Il est ensuite un des collaborateurs du journal *Le Parti ouvrier* et, avec son frère François, un des principaux orateurs du POB verviétois de 1895 à 1897 environ.

• PIRARD, Léonard dit Linau
Tisserand né en 1836, membre de l'AIT, il prend part aux "Réunions ouvrières" de 1870-71. A la fin de 1881, il est un des fondateurs du cercle "En Avant" et un des promoteurs de la relance d'une Fédération des Tisserands au début de 1882 (auteur de la brochure *Les Griefs des tisserands*). On le retrouve en 1892 parmi les collaborateurs de *L'Union Socialiste* et c'est un des orateur du POB lors de la grève générale de 1893. Il meurt le 26 janvier 1908.

• PIRARD, Louis
Né à Verviers le 2 mars 1868, docteur en droit et avocat à Verviers en 1898, il est un des collaborateurs de *La Voix du Peuple* en 1899. Fondateur et animateur de cercles d'études ouvriers, il entre au Conseil communal en octobre 1903 et à la Chambre le 29 mai 1904 : c'est le premier universitaire ainsi élu par les socialistes verviétois, dont tous les représentants étaient jusque là des ouvriers. Il sera échevin de l'Instruction à partir de 1910, siégera à la Chambre jusqu'en 1919 (avec une interruption volontaire de janvier 1913 à mai 1914) puis au Sénat de 1921 à 1927. Il est nommé Gouverneur de la Province de Liège le 24 mai 1927 et reste en place jusqu'au 14 avril 1937. Il meurt à Liège le 15 septembre 1948.

PIRENNE, Henri
Industriel né à Theux le 13 novembre 1837 et mort à Verviers le 21 juillet 1899, père de l'historien Henri et du peintre intimiste Maurice Pirenne. Libéral progressiste, il collabora au *Progrès* et au *Bulletin des Soirées populaires*. Conseiller communal en 1864, il devint éche-

vin en 1872 et démissionna pour raison de santé à la fin de 1896. Il fut remplacé par Pierre Fluche.

• PLUMHANS, Grégoire
Né en 1854, il milite dans les rangs des libres-penseurs ("Les Solidaires verviétois") à l'âge de 20 ans et collabore déjà au *Mirabeau* à cette époque. En 1880, sommé par le directeur de la banque où il est employé de choisir entre ses activités militantes et son poste, il s'improvise imprimeur et s'installe rue de la Montagne. Fin 1881, il est un des fondateurs du cercle "En Avant" et un des collaborateurs dès 1882 du journal *La Sentinelle*. Oscillant alors entre socialistes et libéraux progressistes, il est en même temps un des principaux animateurs de *La Gazette de Verviers*. On le retrouve parmi les principaux orateurs du POB en 1886. Au début des années '90, il est une des figures de proue de la tendance Defraiteur au sein du POB verviétois, candidat (non élu) de celle-ci pour les élections communales d'octobre 1890 puis collaborateur du journal *L'Union socialiste* en 1892. Plumhans est aussi l'auteur de plusieurs petits romans "sociaux". Atteint d'une maladie mentale à partir de 1895, il meurt à Saint-Trond le 9 mars 1898. Sa veuve et ses fils poursuivent les activités de l'imprimerie, qui existe encore aujourd'hui.

• POLIS, J.
Avec E. Listrait, fut le premier secrétaire de la "caisse de résistance des ouvriers mécaniciens de Verviers et environs" créée en février 1869, et remplacé par Denis Noblué en 1871 au plus tard.

POSWICK, Jules
Né à Hodimont le 4 février 1837 et mort à Limbourg le 27 mai 1905. Ingénieur catholique, seul échevin catholique à Verviers dans le collège tripartite élu en 1896, il siège aussi à la Chambre de 1898 à 1900. Un de ses descendants, Charles Poswick (né à Limbourg en 1924), deviendra Ministre (libéral) de la Défense nationale en 1966.

• POTAIE, Gilles
Pseudonyme collectif des rédacteurs libéraux radicaux du *Journal de Verviers* de juillet 1844 à la fin de 1846, parmi lesquels se recrutèrent la plupart des chefs du club républicain de Verviers en 1848 excepté de Steiger. Les fondateurs de la Potaie furent Dieudonné-Joseph Closset, Hector Mottet, Simon Lobet, François Gérard, bientôt rejoints par Adolphe Dereusme et Henri Goffard. François Mullendorff collabora à la Potaie d'août 1844 à janvier 1845 et Edouard Herla à partir de cette date. Christian Beck y participa peu de temps au début de 1845 de même que, sans doute dans le second semestre de 1845, Gilles Nautet-Hans et Charles Roger-Claessens. Joseph Goffin y par-

ticipa sans doute en 1846, de même que peut-être Jean-Joseph Humblet.

POTTIER, abbé Antoine
Né à Spa en 1849 et mort en 1923, fondateur de l'Union Démocratique chrétienne en 1893, collaborateur du journal *Le Bien du Peuple* et créateur des Aumoniers du Travail en 1895. Il dut se retirer du mouvement démocrate en Belgique sous la pression des catholiques conservateurs et poursuivit son action en Italie puis en Espagne.

PROUDHON, Pierre-Joseph
Né en 1809 et mort en 1865. Penseur présocialiste français, dont l'idéalisme a inspiré de nombreux socialistes belges, même si son influence fut vite dépassée par celle de Marx. Ses tendances libertaires furent reprises et accentuées par les anarchistes russes comme Bakounine et Kropotkine, et ses idées fédéralistes se sont partiellement concrétisées dans la construction européenne.

PUCINELLI Mina : voir MüLLER

• RAHIER, Mathieu
Né à Wegnez le 20 juillet 1867, il préside la Jeune Garde Socialiste d'Andrimont en 1892, qui se transforme en Cercle populaire en 1893. Il collabore à la fondation et à la rédaction de *L'Organe ouvrier* en 1894. Nommé secrétaire permanent de la Fédération socialiste en janvier 1895, il est à ce titre éditeur et dirigeant du *Parti ouvrier* qui paraît à partir d'avril 1895. Elu conseiller communal à Hodimont en novembre 1895, il est nommé secrétaire communal à St Georges en juillet 1898 et quitte alors ses activités militantes ainsi que la région verviétoise.

RAVACHOL, François Claudius
Né le 14 décembre 1859 et guillotiné le 11 juillet 1892. Anarchiste français, auteur de nombreux attentats meurtriers à Paris et dans le centre de la France.

• RENARD, Pierre
Animateur du premier syndicat chrétien des tisserands de Dison en 1892-94.

RENIER, Jean-Simon
Né à Verviers le 19 juin 1818 et y décédé en 1904, ce professeur de dessin fut surtout un grand collectionneur et historien amateur, à l'origine du Musée communal et de la Société verviétoise d'archéologie et d'histoire.

• RENKIN, Constant
Disonais, responsable du "Cercle rationaliste disonais" en 1874 et militant anarchiste en 1886 (président d'un meeting du Cercle d'études sociales de Dison en octobre).

• RENSON, J.J.
Avec Adolphe Gierkens, candidat (non élu) du cercle "En Avant" aux communales d'octobre 1884, lors de la première participation des socialistes verviétois à la lutte politique.

• RENSON, Henri
Mécanicien né à Stembert le 15 mars 1849, membre du comité du Cercle des Capacitaires et des Censitaires en 1890, il est un des huit socialistes élus au Conseil communal de Verviers en 1895 (avec Gaspard Drèze, il est un des deux "élus complémentaires" représentant les ouvriers).

RINKE, Otto
Militant anarchiste suisse d'origine allemande, né à Breslau en 1855.

ROBIN, Paul
Né en 1837 et mort à Paris en 1912, ce professeur quitte Brest en 1865 et se rend à Liège puis à Bruxelles où commence sa brève carrière de militant au sein de l'Internationale. Expulsé du pays, il s'installe à Genève et milite aux côtés de Bakounine. Il est ensuite actif à Paris en 1870 puis doit s'exiler à Londres où il devient membre du Conseil général. Il se retire du mouvement ouvrier après la Conférence de Londres de 1871 tout en restant en contact étroit avec ses amis anarchistes et en restant fidèle à ses conceptions socialistes audacieuses jusqu'à sa mort.

ROCHEFORT, Henri
Journaliste né à Paris le 31 janvier 1830 et mort à Aix-les-Bains le 1er juillet 1913. Adversaire de l'Empire dans son journal *La Lanterne*, député républicain en 1869, emprisonné, libéré par la Commune, exilé ensuite, il rentre en France en 1880 et poursuit une carrière journalistique et politique agitée.

• ROGGEMAN, Jean
Tisserand disonais né à Theux le 15 avril 1872, Jean Roggeman est le principal artisan du renouveau du syndicalisme verviétois entre 1900 et 1906, qu'a retracé Laurent Dechesne à l'époque dans sa volumineuse chronique de *L'avènement du régime syndical à Verviers*. Avec deux autres tisserands, Roggeman crée *Le Tisserand* en 1900, qui deviendra ensuite *Le Travail*, dont il assume la direction jusqu'à sa mort. Elu conseiller communal suppléant à Dison en 1907, il devient effectif

en 1913 et échevin en 1921, étant devenu secrétaire de la Centrale belge du Textile pour la wallonie. Il publie en 1909 une brochure sur *La question des heures de travail dans l'industrie textile* et une autre en 1922 sur *La politique communiste devant le syndicalisme verviétois*. Il meurt le 26 mars 1928. Sa fille unique, qui fut longtemps la directrice de l'école communale de Fonds-de-Loup à Andrimont, lui a consacré un fort beau texte dans les *Annales* de la Fondation Adolphe Hardy de Dison en 1995.

• ROUSSEAU, J.B.
Succède à Fluche en 1875 comme secrétaire du cercle de libre-penseur "Les Ouvriers solidaires verviétois".

ROZENSTEJN, Anna
Etudiante russe, membre du groupe de partisans de Bakounine à Zurich en 1872. En 1877, elle est la compagne du militant anarchiste italien Andrea Costa et l'accompagne aux Congrès de Verviers et de Gand sous le pseudonyme "Anne Marie Ivanov".

RUHL, Adolphe
Fabricant de matériel textile, né à Verviers en 1866 et y décédé en 1913, construisit des automobiles (rue de Verviers à Dison) entre 1901 et 1907.

• RUHL, Jules
Docteur en sciences naturelles, né à Verviers le 6 décembre 1864, fondateur et animateur de la Société verviétoise pour la protection des animaux, il soutient le mouvement ouvrier verviétois à l'occasion des conflits de 1906.

• RUWETTE, Jean Olivier
Tisserand né à Hodimont le 5 avril 1845, militant de l'AIT particulièrement énergique, membre du Conseil de la Fédération verviétoise et du Groupe de propagande révolutionnaire en 1873, il est un des fondateurs du cercle L'Etincelle en novembre 1876 et collaborateur du *Cri du Peuple* et sans doute de *La Persévérance* en 1878-1880. Un Derchain-Ruwette reprendra la librairie de Piette à Buenos-Aires après la mort de celui-ci en 1894.

• RUWETTE, Hubertine
Représente la section des Femmes de Verviers au Congrès belge de l'AIT d'avril 1873 à Verviers, et au dernier Congrès international de l'AIT à Verviers toujours en septembre 1877.

• RUWETTE, Toussaint
Tisserand verviétois, membre du comité du Groupe de propagande révolutionnaire de Verviers en 1873 et signataire du *Manifeste* antimili-

tariste de ce dernier. On le retrouve orateur au Congrès anarchiste de Noël 1880 à Verviers et il est encore cité parmi la quinzaine de militants anarchistes verviétois en 1892.

SAINCTELETTE, Henri
Né à Mons en 1851 et mort en 1905, docteur en droit, bourgmestre libéral de Mons à partir de 1888 et sénateur de 1894 à 1905.

SAND, Georges, pseudonyme de Aurore Dupin (1804-1876)
Ecrivain français, acquise aux idées socialistes, qui transparaissent notamment dans son roman *Les compagnons du Tour de France* en 1840.

• SCHLEBACH, Pierre
Menuisier-cabaretier né à Stolberg en Prusse en 1837, mort à Liège en 1902. Avec Cloot, il est un des principaux chefs de la section allemande de l'Internationale créée à Verviers le 7 février 1869. Accusé de collaborer avec la police à l'été 1872, son éviction est souhaitée par le Conseil fédéral belge mais refusée par sa section, qui du coup est elle-même exclue toute entière de l'AIT ! En septembre 1877, il représente les sections de Liège au Congrès socialiste universel de Gand, Congrès où il vote contre la minorité anarchiste. Son cabaret à Liège devient pourtant plus tard un centre de ralliement anarchiste, et il est poursuivi à ce titre (mais acquitté) lors du procès des anarchistes liégeois en 1892. Deux ans plus tard par contre, il est condamné à trois ans de prison dans le cadre d'un nouveau procès où plusieurs autres militants allemands écopent de lourdes peines suite à plusieurs attentats à la bombe.

SCHWITZGUEBEL, Adhémar
Né en 1844 à Sonvillier dans le canton de Berne en Suisse, cet ouvrier graveur adhère à l'Internationale dès ses débuts en mars 1866 et participe ensuite à plusieurs Congrès nationaux et internationaux de l'AIT, s'affirmant au fil des ans comme le principal lieutenant de l'animateur de la Fédération du Jura, James Guillaume. Militant jusqu'à la disparition de l'Internationale à la fin des années '70, il orienta ensuite son action vers le syndicalisme en fondant à Bienne en 1889 la Fédération ouvrière horlogère suisse. En 1891, il devint l'adjoint romand au secrétariat des sociétés ouvrières suisses. Il mourut le 23 juillet 1895.

SELLIER, Casimir-Charles
Né en 1841, mort en exil à Dinant en 1877. Communard émigré à Bruxelles, cet ami de César de Pæpe publia de décembre 1875 à août 1876 *L'Economie sociale* et il collabora à la même époque au *Mirabeau* sous le pseudonyme "Résille".

SERGE, Victor
Pseudonyme de Victor Lvovitch Kibaltchiche, né en exil à Bruxelles le 30 décembre 1890 et mort le 17 novembre 1947 en exil à Mexico. Militant révolutionnaire d'origine russe, qui séjourna à Verviers dans son enfance durant l'exil de sa famille. Milite dans les milieux anarchistes belges puis français avant la Première guerre mondiale, participe ensuite à la révolution allemande puis à la révolution russe, connaît le goulag stalinien en tant que partisan de Trotski puis à nouveau l'exil en Occident.

SERRAILLIER, Auguste
Né à Draguignan le 27 juillet 1849, ce cordonnier vit à Londres à partir de 1869 et y remplit les fonctions de secrétaire pour la Belgique puis pour la France au sein du Conseil général de l'Internationale. Il prend part à la Commune de Paris puis rentre à Londres où il appuiera Marx contre Bakounine. Il s'éloigne de Marx vers la fin des années 1870.

• SEVRIN, Hubert
Ensivalois, chef de file des anarchistes verviétois dans les années 1890, il anime *Le Plébéien* en 1894-95 et *La Débâcle sociale* en 1896. Déjà plusieurs fois condamné auparavant, il écope de quatorze mois de prison en juin 1896 en raison d'articles parus dans *La Débâcle*. En septembre 1897, il prend part à un meeting avec les socialistes et il organise en février 1898 à Verviers un congrès de syndicats indépendants du Parti Ouvrier comme des démocrates chrétiens. On le retrouve militant au sein des libres-penseurs d'Ensival ("Les Solidaires") en 1902, après quoi nous perdons sa trace.

SIMONIS
Avec les Biolley auxquels ils sont étroitement alliés par de multiples mariages, les Simonis sont la principale famille d'industriels verviétois catholiques, formant une véritable dynastie politique de Henri Simonis, bourgmestre de Verviers en 1731, à André Simonis, sénateur de 1919 à 1946. On notera ici les noms du vicomte André Simonis (1805-1870), anobli en 1844 après l'affaire des jésuites, démissionnaire de son poste de conseiller communal lors de l'élection de Mottet en 1846, puis échevin de 1852 à 1859, et de son fils Alfred (1842-1931), député de 1874 à 1878, sénateur de 1884 à 1919 et président du Sénat de 1908 à 1911.

SIRTAINE, Richard
Négociant en laines né à Stembert le 30 août 1812 et mort à Verviers le 3 octobre 1864, transformé en marchand d'armes pour les belligérants de la guerre de Sécession; un des chefs du parti libéral vervié-

tois, de tendance progressiste, il fonde *L'Echo de Verviers* en juin 1864 avec son ami le conseille provincial Victor Doret.

SNŒCK, Albert
Constructeur de machines textile à Ensival, né à Charneux en 1840, il se lança en 1899 dans la construction d'automobiles, pour une courte période.

• SOUGNEZ, Joseph
Secrétaire bénévole de la Fédération socialiste verviétoise de 1898 à 1909 ainsi que de l'Association des ouvriers du bâtiment, il sera bourgmestre de Wegnez après la guerre.

SPLINGARD, Roch
Fils d'un riche conseiller communal bruxellois, membre du Conseil belge de l'AIT, militant actif dans la branche anarchiste de celle-ci jusque vers 1881, date à laquelle il devient docteur en droit de l'AIT. Frère des avocats Alexis et Pierre (1839-1883) Splingard, militants internationalistes eux aussi. Pierre fut un des défenseurs des ouvriers verviétois accusés après les troubles de juin 1870.

• STEENS, Eugène
Né à Gand en 1825, fixé à Bruxelles en 1858 et y décédé en 1898. Représentant en vins, milite dès 1848 dans les milieux républicains à Gand. Membre actif de la section bruxelloise de l'AIT dès sa fondation en 1865, membre du Conseil belge dès 1868 et secrétaire de ce Conseil vers la fin de 1871. Il milite jusqu'en 1884 dans le mouvement ouvrier, restant parmi les derniers fidèles de l'AIT, qu'il tente encore de réanimer en 1882, tout en adhérant avec Laurent Verrycken à divers groupes anarchistes éphémères.

• STENHEUSE, Marguerite
Née en 1887, ouvrière textile chez Simonis à l'âge de 12 ans, elle représente son syndicat d'usine au sein de la Fédération ouvrière textile en 1908. En 1910, elle est secrétaire de l'Association des noueuses. Après la guerre, elle crée la Ligue des Femmes socialistes et la Guilde coopératrice de Verviers, ancêtres des Femmes prévoyantes socialistes. Elue au Conseil communal en 1921, elle meurt le 16 novembre 1959.

• STIEGE, Auguste
Métallurgiste né à Trèves en 1838, participant assidu aux "Réunions ouvrières" en 1870-71, il est un des responsables de la section allemande de l'AIT de Verviers et de la Caisse de résistance des chauffeurs, qu'il représente au Congrès belge d'avril 1873 à Verviers.

TASTE, Jean
Industriel verviétois, libéral progressiste, collaborateur du *Progrès* dans les années 1870, il fut conseiller communal puis échevin. Son fils Jean (1864-1956), président du Conseil d'administration de la firme "La Lainière", fut bourgmestre de Heusy de 1925 à 1946, et le petit-fils de celui-ci fut le dernier bourgmestre de cette commune de 1956 à 1976.

THIERS, Adolphe (1797-1877)
Homme politique français, opposé à la politique étrangère de Napoléon III, nommé chef du pouvoir exécutif de la République en février 1871, il écrasa à ce titre la Commune de Paris.

THIRION, Charles
Né à Verviers en 1838 et y décédé en 1920, le frère cadet de l'architecte Adolphe Thirion (1825-1862) auteur du kiosque de l'harmonie est lui aussi architecte. Outre de nombreuses maisons bourgeoises, il construira notamment l'hôtel communal de Hodimont (aujourd'hui détruit), celui de Heusy, les églises Saint-Roch à Andrimont et Sainte-Julienne à Verviers, le Grand Théâtre, l'Hôpital, la Banque nationale, la Société générale rue de la Concorde (aujourd'hui SWDE), le Crédit anversois en Crapaurue, (aujourd'hui Enregistrement) et il concevra même les plans de la Gare centrale sans voir le début de son édification.

• THIRY, Frédéric Joseph
Tisserand né à Dison en 1843, il publie en 1867 une brochure (*L'Avenir des travailleurs*) qui est à l'origine de la création des Francs-Ouvriers et de leur journal *Le Mirabeau* à la fin de cette année. Premier dissident du mouvement ouvrier verviétois, il publie *Le Martinet* de mai à septembre 1869. Il figure encore selon la police parmi les meneurs de l'AIT en 1873, peut-être par erreur, puis s'exile plusieurs années aux Etats-Unis avant de se réinstaller à Verviers comme fabricant de soies. Il est aux côtés de Pierre Fluche dans les années 1890, au sein du Cercle des Capacitaires et des Censitaires, comme rédacteur de *La libre tribune* en 1892 et de *La Défense* en 1895. Il collabore au *Travail* en 1911-1913 mais se présente seul aux élections législatives de mai 1914, où sa défaite lui vaut le surnom de Thirybuse. Il meurt le 15 octobre 1923.

• THISQUEN, L.
Juge au tribunal de première instance de Verviers en 1885 puis juge d'instruction près de ce tribunal à partir de 1886, il est le fondateur et le soutien financier anonyme de l'organe démocrate chrétien *Le Dé-*

mocrate à la fin de 1892. Thisquen sera plus tard conseiller à la Cour d'appel de Liège de 1912 à 1919.

THONAR, Michel
Mécanicien né à Huy en 1843 et décédé le 30 mars 1912, principale figure du mouvement ouvrier dans la région hutoise au 19ème siècle, depuis l'époque de l'Internationale jusqu'après la fondation de la Fédération hutoise du POB en 1894.

TRIDON, Gustave
Né à Châtillon-sur-Seine en 1841 et mort à Bruxelles en 1871. Il connaît Blanqui en prison et devient son principal lieutenant, le représentant au premier congrès de l'Internationale à Genève en 1866. Plusieurs fois emprisonné sous l'Empire pour ses activités socialistes, il prend part à la Commune de Paris puis se réfugie à Bruxelles où il meurt peu après son arrivée, le 31 août.

VAILLANT, Edmond
Né à Vierzon en 1840 et mort en décembre 1915. Communard, partisan de Blanqui, réfugié à Londres de 1871 à 1880, il fut vingt-cinq ans plus tard un des promoteurs de l'unité des socialistes français.

VAN BEVEREN, Edmond
Né en 1852 et mort en 1897 déjà, ce peintre en bâtiment milite dans l'Internationale dès 1871 à Amsterdam puis Anvers. Rentré à Gand en 1874, il tente d'y réactiver l'AIT et adhère aux idées des sociaux-démocrates allemands. Avec d'autres, il réussit à faire de Gand un centre important du mouvement ouvrier dès la seconde moitié des années 1870.

VAN BOMMEL, Monseigneur Corneille
Né le 5 avril 1790 et mort le 7 avril 1852. Evêque de Liège de 1829 à sa mort.

VAN DEN ABEELE, Henri
Négociant issu d'une famille aisée, né à Ruysselede en 1847, membre de la section anversoise de l'AIT, représenta la section de Gand au Congrès de La Haye en 1872 et la Fédération néerlandaise aux Congrès de Genève de 1873.

VANDENPEEREBOOM, Jules
Homme politique catholique né à Courtrai en 1843 et mort à Anderlecht en 1917, député puis sénateur de 1878 à sa mort, ministre des chemins de fer à partir de 1884, il fut un éphémère Premier ministre en 1899, son gouvernement chutant sur un projet de réforme de la loi électorale. Son nom fut prétexte à un air resté fameux dans les mani-

festations de ses adversaires politiques à la fin du siècle ("O Vandenpeereboom, boom, boom ...").

VANDERSMISSEN, Alfred
Né en 1823 et mort en 1895, commandant de la Légion belge au Mexique de 1864 à 1867, aide de camp du Roi de 1883 à 1890, il réprima les émeutes de mars 1886.

VANDERVELDE, Emile
Né à Bruxelles en 1866 et y décédé en 1938, cet avocat s'impose comme une des figures marquantes du jeune Parti Ouvrier Belge (dont il est membre dès la fondation) à partir du début des années 1890 à l'occasion des batailles pour la conquête du suffrage universel. Il est le leader du groupe socialiste à la Chambre à partir de 1894 et préside la deuxième Internationale socialiste. Nommé Ministre d'État en 1914, il sera plusieurs fois Ministre entre 1916 et 1937, ses dernières années à la tête du POB étant assombries par ses divergences de vues avec Spaak et De Man sur l'engagement en faveur des républicains espagnols.

VANDRESSE, J.-H.
Né en 1795, ce conseiller communal conservateur est nommé bourgmestre de Verviers en 1846 en remplacement du bourgmestre intérimaire Iwan Biolley. Décédé en novembre 1849, il sera remplacé comme bourgmestre par Edouard Herla.

• VEIDERS, Antoine
Né en 1877, ouvrier presseur chez Simonis, il est trésorier de la caisse de résistance lors du grand lock-out de 1906 puis trésorier de la Fédération ouvrière textile jusqu'en 1945. Après la guerre, il sera à l'origine de la construction de la Maison syndicale de la rue du Gymnase en 1925, aujourd'hui détruite. Il sera longtemps administrateur délégué du *Travail* et meurt en janvier 1957.

VERRYCKEN, Laurent
Né en 1835 et mort en 1892, installé à Bruxelles en 1857, il exerça de multiples métiers dont celui de libraire dans les années 1870. Fondateur de la section bruxelloise de l'AIT en 1865, administrateur de la coopérative socialiste "La Fourmi" en 1868 et membre du Conseil belge en décembre de cette année, enfin administrateur-gérant du journal *L'Internationale* en 1871. Après la scission de l'AIT, il s'engage dans la propagande anarchiste avec Eugène Steens notamment. En 1884, il se rallie à l'action politique. On le retrouve parmi les fondateurs du POB en 1885 et il ouvre le deuxième Congrès de la IIème Internationale à Bruxelles en 1891.

• VIEILLEVOYE, François Joseph
Tisserand disonais né à Clermont en 1823, il est un des deux délégués verviétois (avec Pierre Bastin) au Congrès belge de l'AIT en août 1873.

VIEUXTEMPS, Henri
Né à Verviers le 20 février 1820 et mort chez son gendre à Alger le 6 juin 1881. Violoniste virtuose et compositeur précoce, il bénéficia d'un immense succès international et certaines de ses œuvres, notamment ses concertos pour violon, sont encore très appréciées aujourd'hui.

VINAS, Garcia Dr.
Docteur en médecine, né en 1848, il prit part très activement aux débuts du mouvement ouvrier espagnol, participant au Congrès de fondation de la section espagnole de l'Internationale en 1870, se déclarant anarchiste dès 1873 et animant le mouvement en Catalogne. Il s'éloigne du mouvement ouvrier espagnol à la fin des années 1870.

• VITRIER, Alfred
Ouvrier rattacheur, il anime à Hodimont avec Joseph Legrand le cercle anarchiste Les Iconoclastes, qui publie *L'Educateur* en 1906 et crée un éphémère syndicat libertaire à la fin de cette année.

VIVROUX, Auguste-Marie
Né à Liège en 1795, mort à Verviers en 1867, cet architecte est l'auteur du Théâtre de la place Verte, de l'église Sainte-Anne, du château des Masures à Pepinster. Son fils Auguste (1824-1899) construisit notamment l'Athénée royal, l'Ecole des Textiles et l'Hospice des vieillards. Le frère d'Auguste, Clément (1831-1896), sculpteur, a entre autres à son actif les fontaines David et Ortmans, ainsi que le monument funéraire de Vieuxtemps.

• VOLDERS, Jean
Né à Bruxelles en 1855 et mort en 1896, employé de banque, il adhère au POB très rapidement et devient un des principaux rédacteurs du Peuple et un des leaders du jeune Parti Ouvrier, très apprécié par les militants comme orateur. Surmené, il sombre dans la folie et meurt à 41 ans. Le destin du Verviétois Grégoire Plumhans rappelle le sien à maints égards.

VOTION
Professeur au Collège communal jusque fin 1866, rédacteur en chef de *L'Union libérale* de 1865 à 1870.

• WALTHERY, W.
Secrétaire de la Fédération des Tisserands de la Vallée de la Vesdre lors de sa reconstitution au début de 1892.

WARNOTTE
Echevin libéral de Verviers, il succède à Pierre David, décédé en 1839, comme bourgmestre de Verviers : il démissionne en octobre 1844 avec six autres conseillers libéraux pour protester contre le blâme adressé par le Gouvernement aux autorités communales en raison de leur attitude dans l'affaire des jésuites. Il est remplacé à la tête de la Ville à titre transitoire par Iwan Biolley auquel succédera le conservateur Vandresse en 1846.

• WARNOTTE, Edmond
Tisserand né à Hodimont en 1847, il représente le groupe "Le Droit" au Congrès belge extraordinaire de l'AIT du 30 octobre 1870, préside le Congrès belge semestriel le 28 juin 1871, participe assidûment aux "Réunions ouvrières" de 1870-71 et se signale dès alors par des idées très radicales. Parti à Couillet après avril 1873, il y poursuit ses activités militantes et représente Charleroi à d'autres Congrès belges de l'AIT. Rentré à Verviers, il prend part au dernier Congrès international de l'AIT en septembre 1877, où il se dit déçu du manque d'ardeur révolutionnaire des travailleurs : "les masses sont immensément bêtes, on ne cherche qu'à améliorer un peu le salaire". C'est pourtant lui qui, rallié au POB, tentera en vain de prêcher le calme aux ouvriers liégeois lors du déclenchement de l'émeute du 18 mars 1886. On le retrouve plusieurs fois encore par la suite comme orateur dans des meetings socialistes en 1886 et 1889.

WEBER, Armand
Né à Verviers le 20 juillet 1844 et y décédé en 1917. Opticien installé sur le côté nord de la place du Martyr, Wéber est surtout un grand collectionneur d'imprimés, l'auteur d'une remarquable *Bibliographie verviétoise* au début de ce siècle et d'une *Histoire du théâtre à Verviers*, un des initiateurs des carnavals de Verviers dans les années 1860 et le collaborateur de bon nombre de périodiques culturels locaux.

WERNER, Emile
Typographe allemand, un des principaux animateurs du mouvement ouvrier en Suisse, de tendance anarchiste. Au printemps 1877, il élabore avec Otto Rinke les bases d'un parti anarchiste communiste germanophone. Expulsé de Berne, il se rend en Belgique où il prend part aux Congrès de Verviers et Gand à l'automne 1877. Il se retire du

mouvement ouvrier à la fin du 19ème siècle, et est toujours en vie en 1913, habitant alors Paris.

WILMART, Jules
Né en 1848 et mort en 1885. Avocat, journaliste, professeur à l'ULB, auteur d'un *Manifeste républicain* qui fit grand bruit, ce progressiste fut le rédacteur en chef du *National belge*.

- WINANDY, Sébastien
Né à Grand-Rechain le 20 janvier 1874 et mort à Dison le 20 juin 1939, imprimeur démocrate chrétien, conseiller communal à Dison en 1907 et bourgmestre de Dison de juin 1910 à février 1927, député de Verviers (en remplacement de Julien Davignon) de 1918 à sa mort. Avant 1914, il publie à Dison l'hebdomadaire *Le Peuple chrétien* en 1897-98 dans la perspective des législatives, il collabore au *Courrier du Soir* au début du siècle et il est le correspondant du journal liégeois *La Dépêche* à la même époque.

WŒSTE, Charles
Né à Bruxelles en 1837 et mort en 1922. Avocat, leader du parti catholique, député d'Alost à partir de 1874.

WYSMANS, Henri
Ouvrier bijoutier bruxellois né à St Josse-ten-Noode en 1858, militant anarchiste dès le milieu des année 1880.

- XHONNEUX, J.J.
Membre du comité du cercle "La Réforme par l'action", il est un des organisateurs et orateurs des premiers meetings ouvriers à Verviers en 1865-66. Il prend aussi la parole à Bruxelles en avril 1866, avec Gomzé et Baruh, en compagnie de Kats et Pellering.

TABLE DES MATIERES

ET... BASTA ! (Préface par J.J. Messiaen) 5

*

* *

L'ENFANCE D'UN CHEF 9
1. «Des parents pauvres ouvriers de fabrique» 9
2. En ce temps-là, en bord de Vesdre 11
3. L'usine à onze ans 18
4. Le Tour de France d'un tisserand 20
5. Verviers au début du règne de Léopold II 23

LES PRECURSEURS 25
1. «Gilles Potaie» contre les Biolley 25
2. Les Quarante-huitards 28
3. Les premiers journaux ouvriers 31
4. Des progressistes de plus en plus modérés 33
5. «La réforme par l'action» 35

LES DEBUTS DES FRANCS-OUVRIERS 41
1. «L'avenir des travailleurs» 41
2. Les Francs-ouvriers, section de l'Internationale 43
3. Le congrès international de l'AIT à Bruxelles 46
4. *Le Mirabeau* et son équipe 49
5. Premières dissidences, premières répressions 51
6. L'essor de l'Internationale 54

LES MILITANTS VERVIETOIS DANS L'ACTION 57
1. Contre l'impôt du sang 57
2. Les premières grèves 59
3. Les Réunions ouvrières 61
4. Une ligne de démarcation entre bourgeoisie et prolétariat 66
5. Les principaux militants de 1871 68

L'INTERNATIONALE À L'EPREUVE 71
1. La guerre franco-prussienne et la Commune 71
2. La conférence de Londres 75
3. Contre Marx 79
4. Le congrès de La Haye 81

UN FOYER ANARCHISTE EN BORD DE VESDRE 85
1. Verviers, nouveau siège de l'Internationale en Belgique 85
2. Fluche : effacement ou éviction ? 87
3. Les «meneurs» en 1873 91
4. Essai de profil démographique des militants 95
5. Les quartiers «rouges» 97

LA FIN D'UNE EPOQUE 101
1. Le déclin de l'Internationale 101
2. Le reflux du credo révolutionnaire 104
3. Le recul du groupe Bastin-Piette 107
4. 1877, Fluche entre socialisme et anarchisme 110
5. Verviers et Gand, les derniers congrès d'une époque 113

VERS LE PARTI OUVRIER BELGE 117
1. Entre deux voies 117
2. La propagande de l'Etincelle 119
3. Les dernières années du *Mirabeau* 123
4. *La Sentinelle* 126
5. Efforts de relance et nouveaux champs d'action 130
6. La fondation du P.O.B. 133

QUATRE-VINGT-SIX 135
1. Les émeutes de mars 135
2. «Les grosses panses, faut qu'on les troue» 139
3. La commission d'enquête 141
4. Le Verviers de Simon Lobet 148
5. Socialistes et anarchistes en concurrence 151

SEPT ANS DE DIVISIONS 155
1. Catholiques sociaux et anarchistes : les adversaires du P.O.B. verviétois 155
2. Un parti déjà divisé 159
3. Le fossé se creuse 163
4. Conquête du droit de vote et essai de relance syndicale 166

PREMIERES ELECTIONS, PREMIERES DECEPTIONS 171
1. Les démocrates chrétiens verviétois 171
2. Union sacrée, contrainte et forcée chez les socialistes 173
3. La victoire socialiste d'octobre 1894 177
4. Nouvelles tensions internes et nouvelles luttes sociales 180
5. Les socialistes à l'assaut de l'hôtel de ville 184

LE CHEMIN DES DESILLUSIONS 189
1. Les transformations de la ville 189
2. Un parti ouvrier plus divisé que jamais 192
3. A l'hôtel de ville 195
4. D'échecs en échecs 198

ENTRE MEETINGS ET ECHEVINAT 205
1. L'échevin ouvrier 205
2. Dans les combats électoraux 208
3. Le militant socialiste 211
4. Le vieux lion 214

1906, L'AVENEMENT DU REGIME SYNDICAL 217
1. Le renouveau syndical 217
2. Les cinquante-quatre grèves de 1906 221

3. Les émeutes du printemps 224
4. Le grand look-out : la bataille décisive 227

DERNIERES ANNEES, DERNIERS COMBATS 231
1. Les suites du grand lock-out 231
2. Le vieux tribun 236
3. Le 5 octobre 1909 à 15 heures 239

POURQUOI PIERRE FLUCHE ? 243
1. Le voile de l'oubli 243
2. Le devoir de mémoire 245
3. Dans les pierres, notre passé 247
4. Mettre en scène un destin 249
5. Illusions du militant, illusions de l'historien 253

LES SOURCES 255

ANNEXES 263
1. Tableaux généalogiques des Fluche 265
2. Seize lettres de Pierre Fluche à Victor Dave 268
Lettre de Jean Davister à Antoine 288
Lettre de A. Legros à Marin 289
3. Liste des principaux militants verviétois de l'Internationale en 1873 292
4. Notes biographiques 326

BIBLIOTHEQUE ET ARCHIVES INSTITUT EMILE VANDERVELDE

Centre d'archives privées agréé par la Communauté française de Belgique

Centre d'archives privées agréé depuis mai 1995 par la Communauté française de Belgique, héritier de l'Institut National d'Histoire Sociale, fondé en 1937 à l'initiative de la Prévoyance Sociale, Bibliothèque et Archives Institut Emile Vandervelde a recueilli de précieux fonds pour les chercheurs, les étudiants ou les simples amateurs d'histoire des XIXe et XXe siècles. Sa Bibliothèque riche de quelque 40.000 monographies, 10.000 brochures, 1.000 titres de journaux et 1.200 périodiques recèle de nombreuses publications rares. Sa section archives comprend une importante collection iconographique (affiches, photos, films...)

En vue d'enrichir et de compléter ses collections, Bibliothèque et Archives Institut Emile Vandervelde recherche livres, brochures, revues, affiches, photos, vidéos, diapositives, films, papiers et archives émanant de personnes ou d'organisations (partis, ligues ouvrières, syndicats, coopératives, mutuelles, cercles sportifs, associations culturelles, groupements de femmes ou de jeunes) du mouvement ouvrier et plus particulièrement du mouvement socialiste.

La Bibliothèque et les Archives de l'Institut Emile Vandervelde sont accessibles au public du lundi au vendredi de 9 à 12 h 30 et de 14 à 17 h, sauf durant la première quinzaine du mois d'août et la dernière semaine du mois de décembre.

Bibliothèque et Archives Institut Emile Vandervelde
Boulevard de l'Empereur, 13
B - 1000 BRUXELLES

Tel. 32-(0)2-548.32.13 - 548.32.12
Fax. 32-(0)2-513.20.19

Paru chez le même éditeur
Collection TEMOIGNAGE

Isabelle BLUME
LE MOUVEMENT DE LA PAIX

Isabelle Blume. Née à Baudour dans le Borinage, en 1892. Après des études littéraires à Liège et une formation d'assistante sociale à l'Ecole ouvrière supérieure de Bruxelles, elle entre résolumment en politique et adhère en 1928 au Parti Ouvrier Belge. Féministe, antifasciste, elle est élue députée de Bruxelles en 1936, lutte pour la constitution d'un Front populaire et pour l'aide à l'Espagne républicaine. Réfugiée à Londres en 1940, elle s'oppose à la division du monde en blocs antagonistes. Son adhésion au Conseil Mondial de la Paix lui vaut d'être exclue du Parti Socialiste Belge en avril 1951 et elle siège dès lors au Parlement en tant qu'indépendante.

Membre du secrétariat puis de la présidence du C.M.P., elle parcourt le monde, rencontre les militants pacifistes de tous les pays mais aussi de nombreux hommes et femmes d'Etat : Mao Tse Toung, Nehru, Indira Gandhi, Nasser et Sadate, Ho Chi Minh, Salvador Allende et tant d'autres encore dont elle nous parle dans ce livre-témoignage....

Un ouvrage de 348 pages plus un hors-texte de 16 pages photos - 800 FB

*
* *

France C. TRUFFAUT
«SAUVER L'OR BELGE»

Georges Truffaut est né à Liège le 22 décembre 1901 dans une famille socialiste et wallonne. Lui-même, après avoir acquis une formation d'officier de marine, milite au Syndicat des Employés, à l'Union Socialiste de Liège (Parti Ouvrier Belge), à l'Action Wallonne. Journaliste à *La Wallonie.* Conseiller communal en 1932, échevin des Travaux Publics en 1935, il lance une série de grands travaux. Député du P.O.B. à partir de 1934, il s'oppose à la politique de neutralité prônée par Léopold III et dénonce tous les régimes fascistes.

Officier de réserve mobilisé en 1939, lieutenant puis capitaine, il refuse de déposer les armes en mai '40 et s'échappe spectaculairement de Nieuport pour rejoindre l'Angleterre.

Repassant en France pour continuer la lutte, Georges Truffaut apprend qu'une partie de l'encaisse-or de la Banque Nationale Belge a été embarquée à Lorient pour Dakar. De retour à Londres après la demande d'armistice du gouvernement Pétain-Laval, il n'aura de cesse de récupérer cet or. Il part alors pour la Gambie britannique avec deux compagnons sous la haute protection de Lord Lloyd George. Là-bas, à Bathurst, il s'empare des quittances de décharge pour le transport de l'or belge. Ces documents

ramenés en Angleterre permettront au gouvernement belge de fonder ses droits en justice et de recouvrer, en 1944, la totalité de son patrimoine.

Revenu en Angleterre, le capitaine Truffaut rejoint la Force militaire belge en formation et y commande la Troisième Compagnie des Fusiliers. Il trouve la mort en 1942 au cours d'un entraînement de lancer de grenade, dans des circonstances restées mal définies.

«Sauver l'or belge» relate un exploit individuel peu banal. Le récit éclaire en outre, par un élargissement du champ, l'histoire méconnue de l'or monétaire belge égaré dans la tourmente de la guerre.

Un ouvrage de 256 pages plus un hors-texte de 16 pages photos - Prix 840 FB

*
* *

Emile LEJEUNE
LAURENT-DESIRE KABILA
Militant nationaliste congolais

Contrairement à ce que beaucoup de journalistes écrivirent au début de la lutte pour la libération du Congo-Kinshasa de la dictature de Mobutu, Kabila n'était pas un inconnu : un des principaux dirigeants de l'insurrection en 1964, il fut le seul à continuer la lutte armée après la défaite de celle-ci. Bouleversant les plans des amis de Mobutu d'une part, des alliés de Tshisekedi de l'autre, il devint l'objet des pires calomnies à partir du moment où l'Alliance qu'il avait constituée et l'Armée de libération du Congo volèrent de victoire en victoire pour, finalement, prendre Kinshasa sans coup férir.

L'auteur, qui connaît Laurent-Désiré Kabila depuis le début des années 60, tente de rétablir la vérité.

Un ouvrage de 100 pages - Prix 520 FB

Si vous ne trouvez pas ces ouvrages chez votre libraire, vous pouvez les commander à

***GAMMA** PRESS s.a.*

Imprimeurs - Editeurs

Boulevard Georges Deryck, 159-161
1480 Tubize - Belgique

en versant le prix de l'ouvrage demandé au compte de Gamma Press :
635-1734202-87, sans oublier d'indiquer le titre du ou des ouvrage(s) commandé(s)

Achevé d'imprimer le 08/12/1997



GAMMA PRESS S.A.

Boulevard Georges Deryck, 159-161
1480 Tubize - Belgique

Tél. 02/355.65.10 et 02/355.79.30
Fax 02/355.36.37